

# ARCHIVES

# DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

---

Fondé en 1861

---

TROISIÈME SÉRIE

41<sup>e</sup> ET 42<sup>e</sup> ANNÉES — N<sup>os</sup> 7-8-9 — JUILLET-AOUT-SEPTEMBRE  
1901-1902

---

## ABONNEMENTS

France et Algérie.....	50 francs
Union postale.....	55 —
Un fascicule.....	5 —

---

PARIS

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1970

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

---

ALLEMAGNE — AUTRICHE-HONGRIE — BELGIQUE — ESPAGNE —  
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE — FRANCE — GRANDE-BRETAGNE —  
ITALIE — JAPON — PAYS-BAS — RUSSIE — CHINE.

**Protocole final en vue de la reprise des relations amicales avec  
la Chine**

(Signé à Pékin le 7 septembre 1901)

Les Plénipotentiaires d'Allemagne, son Excellence M. A. Mumm von Schwarzenstein ; d'Autriche-Hongrie, son Excellence le Baron M. Czikkann von Wahlborn ; de Belgique, son Excellence M. Joostens ; d'Espagne, son Excellence M. B. J. de Cologan ; les Etats-Unis d'Amérique, son Excellence M. W. W. Rockhill ; de France, son Excellence M. Paul Beau ; de Grande-Bretagne, son Excellence Sir Ernest Satow ; d'Italie son Excellence le Marquis Salvago Raggi ; du Japon, son Excellence, M. Jutaro Komura ; des Pays-Bas, son Excellence M. F. M. Knobel ; de Russie, son Excellence M. M. de Giers ; et de Chine, son Altesse Yi-k'ouang Prince du premier rang K'ing, Président du Ministère des Affaires Etrangères, et son Excellence Li Hong-tchang, Comte du premier rang Sou-yi, Tuteur de l'Héritier Présomptif, Grand Secrétaire du Wen-houa-tien, Ministre du Commerce, Surintendant des ports du Nord, Gouverneur Général du Tche-li ; se sont réunis pour constater que la Chine s'est conformée, à la satisfaction des Puissances, aux conditions énumérées dans la note du 22 décembre 1900 (1) et qui ont été acceptées, dans leur entier, par Sa Majesté l'Empereur de Chine, par un Décret en date du 27 décembre 1900 (Annexe n° 1).

ARTICLE 1. — (a). Par un Edit Impérial du 9 juin dernier (Annexe n° 2), Tsai-feng, Prince du premier rang Tch'oun, a été nommé Ambassadeur de Sa Majesté l'Empereur de Chine, et a été chargé en cette qualité, de porter à Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, l'expression des regrets de Sa Majesté l'Empereur de Chine et du Gouvernement Chinois au sujet

(1) *Arch. dipl.* 1901-1902, N° 1, p. 24.



de l'assassinat de feu son Excellence le Baron von Ketteler, Ministre d'Allemagne.

Le Prince Tch'oun a quitté Pékin le 12 juillet dernier, pour exécuter les ordres qui lui ont été donnés.

(b). Le Gouvernement Chinois a déclaré qu'il érigeria sur le lieu de l'assassinat de feu son Excellence le Baron von Ketteler, un monument commémoratif, digne du rang du défunt, et portant une inscription en langues Latine, Allemande et Chinoise, qui exprimera les regrets de Sa Majesté l'Empereur de Chine, à propos du meurtre commis.

Leurs Excellences les Plénipotentiaires Chinois ont fait savoir à son Excellence le Plénipotentiaire d'Allemagne, par une lettre en date du 22 juillet dernier (Annexe n° 3), qu'un portique de toute la largeur de la rue est érigé sur le dit lieu, et que les travaux ont commencé le 25 juin dernier.

ART. 2. — (a). Des Edits Impériaux en date des 13 et 21 février 1901 (Annexes n°s 4, 5, et 6), ont infligé les peines suivantes aux principaux auteurs des attentats et des crimes commis contre les Gouvernements étrangers et leurs nationaux :

Tsai-yi, Prince Touan, et Tsai-lan, Duc Fu-kouo, ont été traduits, pour être exécutés, devant la Cour d'Assises d'Automne, et il a été stipulé que si l'Empereur croit devoir leur faire grâce de leur vie, ils seront exilés au Turkestan et y seront emprisonnés à perpétuité, sans que cette peine puisse jamais être commuée.

Tsai-hiun, Prince Tchouang, Ying-nien, Président de la Cour des Censeurs, et Tchao Chou-k'iao, Président au Ministère de la Justice, ont été condamnés à se donner la mort.

Yu-hien, Gouverneur du Chansi ; K'i-sieou, Président au Ministère des Rites ; et Siu Tch'eng-yu, précédemment Directeur de Gauche au Ministère de la Justice, ont été condamnés à la peine de mort.

La dégradation posthume a été prononcée contre Kang-yi, Sous-Grand Secrétaire d'Etat, Président au Ministère de l'Intérieur ; Siu T'ong, Grand Secrétaire d'Etat ; et Li Ping-heng, ancien Gouverneur Général du Sze-tch'ouan.

Un Edit Impérial du 13 février 1901 (Annexe n° 7), a réhabilité la mémoire de Siu Yung-yi, Président au Ministère de la Guerre ; Li-chan, Président au Ministère des Finances, Hiu King-tch'eng, Directeur de Gauche au Ministère de l'Intérieur ; Lien yuan, Vice-Chancelier au Grand Secrétariat ; et Yuan-tch'ang, Directeur à la Cour des Sacrifices, qui avait été mis à mort pour avoir protesté contre les abominables violations du droit international commises au cours de l'année dernière.

Le Prince Tchouang s'est donné la mort le 21 février 1901 ; Ying-nien et Tchao Chou-k'iao le 24 ; Yu-hien a été exécuté le 22 ; enfin, K'i-sieou et Siu Tch'eng-yu, le 26.

Tong Fou-siang, Général au Kansou, a été privé de ses fonctions par Edit Impérial du 13 février, en attendant qu'il soit statué sur la peine définitive à lui infliger.

Des Edits Impériaux du 29 avril et 19 août 1901, ont infligé des peines graduelles aux fonctionnaires des provinces reconnus coupables des crimes et attentats commis au cours de l'été dernier.

(b). Un Edit Impérial promulgué le 19 août 1901 (annexe n° 8), a ordonné la suspension des examens officiels pendant cinq ans, dans toutes les



villes où des étrangers ont été massacrés ou ont subi des traitements cruels.

ART. 3. — Afin d'accorder une réparation honorable pour l'assassinat de feu M. Sougiyama, Chancelier de la Légation du Japon, Sa Majesté l'Empereur de Chine a, par un Edit Impérial du 18 juin 1901 (annexe n° 9), désigné le Vice-Président au Ministère des Finances, Na-t'ong, comme Envoyé Extraordinaire, et l'a chargé spécialement de porter à Sa Majesté l'Empereur du Japon l'expression des regrets de Sa Majesté l'Empereur de Chine et de son Gouvernement, au sujet de l'assassinat de feu M. Sougiyama.

ART. 4. — Le Gouvernement Chinois s'est engagé à ériger un monument expiatoire dans chacun des cimetières étrangers ou internationaux qui ont été profanés et dont les tombes ont été détruites.

D'accord avec les Représentants des Puissances, il a été convenu que les Légations intéressées donneront les indications pour l'érection de ces monuments, à charge par la Chine d'en couvrir tous les frais évalués à 10.000 taels pour les cimetières de Pékin et des environs, à 5.000 taels pour les cimetières des provinces. Ces sommes ont été versées et la liste de ces cimetières est ci-jointe (annexe n° 10).

ART. 5. — La Chine a accepté de prohiber sur son territoire l'importation des armes et des munitions, ainsi que du matériel destiné exclusivement à la fabrication des armes et des munitions.

Un Edit Impérial a été rendu le 25 août 1901 (annexe n° 11), pour interdire cette importation pendant une durée de deux années.

De nouveaux Edits pourront être rendus par la suite, pour proroger ce terme de deux ans en deux ans, dans le cas de nécessité reconnue par les Puissances.

ART. 6. — Par un Edit Impérial en date du 29 mai 1901 (annexe n° 12), Sa Majesté l'Empereur de Chine s'est engagée à payer aux Puissances une indemnité de 450.000.000 de Haikouan taels. Cette somme représente le total des indemnités pour les Etats, les Sociétés, les particuliers et les Chinois visés à l'article 6 de la note du 22 décembre 1900.

(a). Ces 450.000.000 constituent une dette en or, calculée au cours du Haikouan tael par rapport à la monnaie d'or de chaque pays, tels qu'ils sont indiqués ci-après :

Un Haikouan tael =	Marks.....	3.055 (Au titre
	Couronnes Austro-Hongroises....	3.595
	Dollar or.....	0.742
	Francs.....	3.750
	Livres sterling.....	3 s.
	Yen.....	1 407
	Florin Néerlandais.....	1.796
	Rouble or.....	1.412
		de dolias 17.424)

Cette somme en or sera productive d'intérêts à 4 o/o l'an, et le capital sera remboursé par la Chine en trente-neuf années, dans les conditions indiquées au plan d'amortissement ci-joint (annexe n° 13).

Le capital et les intérêts seront payables en or ou au taux de change correspondant aux dates des diverses échéances. Le fonctionnement de l'amortissement commencera le 1<sup>er</sup> janvier 1902, pour finir à l'expiration de



l'année 1940. Les amortissements seront payables annuellement, la première échéance étant fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1903. Les intérêts seront comptés à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1901, mais le Gouvernement Chinois aura la faculté de se libérer dans un délai de trois ans, commençant le 1<sup>er</sup> janvier 1902, des arrérages du premier semestre finissant le 31 décembre 1901, à la condition toutefois de payer des intérêts composés à 4 o/o l'an sur les sommes dont le versement aura ainsi été différé.

Les intérêts seront payables semestriellement, la première échéance étant fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1902.

(b). Le service de la dette sera effectué à Shanghai, et de la manière suivante :

Chaque Puissance se fera représenter par un délégué dans une Commission de banquiers qui sera chargée d'encaisser le montant des intérêts et des amortissements qui lui sera versé par des autorités chinoises désignées à cet effet, de le répartir entre les intéressés, et d'en donner quittance.

(c). Le Gouvernement Chinois remettra au doyen du Corps Diplomatique à Pékin, un bon global qui sera transformé ultérieurement en coupures revêtues de la signature des délégués du Gouvernement Chinois désignés à cet effet. Cette opération et toutes celles se rapportant à l'établissement des titres, seront effectuées par la Commission précitée, conformément aux instructions que les Puissances enverront à leurs délégués.

(d). Le produit des ressources affectées au paiement des bons sera versé mensuellement entre les mains de la Commission.

(e). Les ressources affectées à la garantie des bons sont énumérées ci-après :

1. Le reliquat des revenus de la Douane Maritime Impériale, après paiement de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts antérieurs gagés sur ces revenus, augmentés du produit de l'élévation à 5 o/o effectifs du tarif actuel sur les importations maritimes, y compris les articles qui, jusqu'à présent, entraient en franchise, à l'exception du riz, des céréales et des farines de provenance étrangère, ainsi que de l'or et de l'argent monnayés et non monnayés.

2. Les revenus des Douanes indigènes administrées, dans les ports ouverts, pour la Douane Maritime Impériale.

3. L'ensemble des revenus de la gabelle, sous réserve de la fraction affectée précédemment à d'autres emprunts étrangers.

L'élévation du tarif actuel sur les importations à 5 pour cent effectifs est consentie aux conditions ci-après.

La mise en vigueur de cette élévation commencera deux mois après la date de la signature du présent Protocole, et il ne sera fait d'exception que pour les marchandises en cours de route, au plus tard dix jours après cette date.

1. Tous les droits sur les importations perçus *ad valorem* seront convertis en droits spécifiques, autant qu'il sera possible de le faire, et dans le plus bref délai.

Cette conversion sera établie comme suit :

On prendra comme base d'évaluation la valeur moyenne des marchandises au moment de leur débarquement, pendant les trois années 1897, 1898, et 1899, c'est-à-dire, la valeur de marché déduction faite du montant des droits d'entrée et des frais accessoires.

En attendant le résultat de cette conversion, les droits seront perçus *ad valorem*.



2. Le cours du Pei-ho et celui du Whang-pou seront améliorés avec la participation financière de la Chine.

ART. 7. — Le Gouvernement Chinois a accepté que le quartier occupé par les Légations fût considéré comme un quartier spécialement réservé à leur usage et placé sous leur police exclusive, où les Chinois n'auraient pas le droit de résider, et qui pourrait être mis en état de défense.

Les limites de ce quartier ont été ainsi fixées sur le plan ci-joint (Annexe, n° 14) :

A l'ouest, la ligne 1, 2, 3, 4, 5 ;

Au nord, la ligne 5, 6, 7, 8, 9, 10 ;

A l'est, la rue Ketteler : 10, 11, 12 ;

Au sud, la ligne 12, 1, tirée le long du pied extérieur de la muraille Tartare en suivant les bastions.

Par le Protocole annexé à la lettre du 16 janvier, 1901, la Chine a reconnu à chaque Puissance le droit d'entretenir une garde permanente dans le dit quartier pour la défense de sa Légation.

ART. 8. — Le Gouvernement Chinois a consenti à faire raser les forts de Ta-hou et ceux qui pourraient empêcher les libres communications entre Pékin et la mer.

Des dispositions ont été prises à cet effet.

ART. 9. — Le Gouvernement Chinois a reconnu aux Puissances, par le Protocole annexé à la lettre du 16 janvier 1901, le droit d'occuper certains points à déterminer par un accord entre elles, pour maintenir les communications libres entre la capitale et la mer.

Les points occupés par les Puissances sont : Houang-ts'oun, Lang-fang, Yang-ts'oun, T'ien-tsin, Kiun-léang-tch'eng, T'ang-kou, Lou-t'ai, T'ang-chan, Louan-tcheou, Tch'ang-li, Ts'-in Wang-tao, Chan-hai-kouan.

ART. 10. — Le Gouvernement Chinois s'est engagé à afficher et à publier, pendant deux ans, dans toutes les villes de district, les Edits Impériaux suivants :

(a). Édit du 1<sup>er</sup> février 1901 (Annexe n° 15), portant défense perpétuelle, sous peine de mort, de faire partie d'une société anti-étrangère ;

(b). Edit des 13 et 21 février, 29 avril, et 19 août, contenant l'énumération des peines qui ont été infligées aux coupables ;

(c). Edit du 19 août 1901, supprimant les examens dans toutes les villes où des étrangers ont été massacrés ou ont subi des traitements cruels ;

(d). Edit du 1<sup>er</sup> février 1901 (Annexe n° 16), déclarant que tous les Gouverneurs-Généraux, Gouverneurs et fonctionnaires provinciaux ou locaux sont responsables de l'ordre dans leurs circonscriptions, et qu'en cas de nouveaux troubles anti-étrangers, ou encore d'autres infractions aux Traités qui n'auraient pas été immédiatement réprimées, et dont les coupables n'auraient pas été punis, ces fonctionnaires seront immédiatement révoqués, sans pouvoir être appelés à de nouvelles fonctions ni recevoir de nouveaux honneurs.

L'affichage de ces Edits se poursuit progressivement dans tout l'Empire.

ART. 11. — Le Gouvernement Chinois s'est engagé à négocier les



amendements jugés utiles par les Gouvernements étrangers aux Traités de Commerce et de Navigation, et les autres sujets touchant aux relations commerciales dans le but de les faciliter.

Dès maintenant, et par suite des stipulations inscrites à l'Article 6, au sujet de l'indemnité, le Gouvernement Chinois s'engage à concourir à l'amélioration du cours des rivières Pei-ho et Whang-pou, comme il est dit ci-dessous :

(a). Les travaux d'amélioration de la navigabilité du Pei-ho, commencés en 1898, avec la coopération du Gouvernement Chinois, ont été repris sous la direction d'une Commission Internationale.

Aussitôt après que l'administration de Tien-tsin aura été remise aux Gouvernements Chinois, celui-ci pourra se faire représenter dans cette Commission, et versera chaque année une somme de 60.000 Haikouan tael pour l'entretien des travaux.

b). Il est créé un Conseil fluvial, chargé de la direction et du contrôle des travaux de rectification du Whang-pou et d'amélioration du cours de cette rivière.

Ce Conseil est composé de membres représentant les intérêts du Gouvernement Chinois et ceux des étrangers dans le commerce maritime de Shanghai.

Les frais nécessités par les travaux et l'administration générale de l'entreprise sont évalués à la somme annuelle de 460.000 Haikouan tael pendant les vingt premières années.

Cette somme sera fournie par moitiés par le Gouvernement Chinois et par les intéressés étrangers.

Le détail des stipulations se rapportant à la composition, aux attributions, et aux revenus du Conseil fluvial, fait l'objet de l'annexe (Annexe n° 17).

ART. 12. — Un Edit Impérial du 24 juillet 1901 (Annexe n° 18), a réformé l'Office des Affaires Etrangères (Tsong-li Yamen) dans le sens indiqué par les Puissances, c'est-à-dire, l'a transformé en un Ministère des Affaires Etrangères (Wai Wou Pou), qui prend rang avant les six autres Ministères d'Etat.

Le même Edit a nommé les principaux membres de ce Ministère.

Un accord s'est établi également au sujet de la modification du cérémonial de Cour relatif à la réception des Représentants étrangers, et a fait l'objet de plusieurs notes des Plénipotentiaires Chinois résumées dans un Mémoire ci-joint (Annexe n° 19).

Enfin, il est expressément entendu que, pour les déclarations sus-énoncées et les documents annexés émanant des Plénipotentiaires étrangers, le texte Français fait seul foi.

Le Gouvernement Chinois s'étant ainsi conformé, à la satisfaction des Puissances, aux conditions énumérées dans la note précitée du 22 décembre 1900, les Puissances ont accédé au désir de la Chine de voir cesser la situation créée par les désordres de l'été 1900.

En conséquence, les Plénipotentiaires étrangers sont autorisés à déclarer, au nom de leurs Gouvernements, que, à l'exception des gardes des Légations mentionnées à l'article 7, les troupes internationales évacueront complètement la ville de Pékin le 17 septembre 1901, et, à l'exception des endroits mentionnés à l'article 9, se retireront de la Province du Tche-li le 22 septembre 1901.



Le présent Protocole final a été établi en douze exemplaires identiques, et signés par tous les Plénipotentiaires des pays contractants. Un exemplaire sera remis à chacun des Plénipotentiaires étrangers, et un exemplaire sera remis aux Plénipotentiaires Chinois.

Pékin, le 7 septembre 1901.

(Signé):	A. von NUMM.
	M. CZIKANN.
	JOOSTENS.
	B. J. de COLOGRAN.
	W. W. ROCKHILL.
	BEAU.
	Ernest SATOW.
	SALVAGO RAGGI.
	JUTARO KOMURA.
	F. M. KNOBEL.
	M. de GIERS.
(Signé):	YI-K'OUANG.
	LI HONG-TCHANG.

## ANNEXES AU PROTOCOLE FINAL-

### TEXTES FRANÇAIS

N<sup>os</sup>

1. Edit Impérial du 27 décembre 1900 (Traduction).
2. Edit Impérial du 9 juin 1901 (Traduction).
3. Lettre des Plénipotentiaires Chinois du 22 juillet 1901 (Traduction).
4. Edit Impérial du 13 février 1901 (Traduction).
5. Edit Impérial du 13 février 1901 (Traduction).
6. Edit Impérial du 21 février 1901 (Traduction).
7. Edit Impérial du 13 février 1901 (Traduction).
8. Edit Impérial du 19 août 1901 (Traduction).
9. Edit Impérial du 18 juin 1901 (Traduction).
10. Liste des Cimetières profanés.
11. Edit Impérial du 25 août 1901 (Traduction).
12. Edit Impérial du 29 mai 1901 (Traduction).
13. Tableau d'Amortissement.
14. Plan du Quartier Diplomatique et Notice.
15. Edit Impérial du 1<sup>er</sup> février 1901 (Traduction).
16. Edit Impérial du 1<sup>er</sup> février 1901 (Traduction).
17. Règlement pour l'amélioration du Whangpou.
18. Edit Impérial du 26 juillet 1901 (Traduction).
19. Memorandum relatif au Cérémonial de Cour.



## ANNEXE N° 1

**Edit impérial du 27 décembre 1900***(Traduction)*

Le 6<sup>e</sup> jour de la 11<sup>e</sup> lune de la 26<sup>e</sup> année de Kouang-Siu (27 décembre 1900), l'édit suivant a été rendu :

« Nous avons pris connaissance de tout le télégramme de Yi-K'ouang et de Li Hong-tchang. Il convient que nous acceptions dans leur entier les douze articles qu'ils nous ont soumis.

« Respect à ceci ! »

(Sceau de l'Empereur).

Pour copie conforme :

(Signé): A. D'ANTHOÛARD.  
B. KROUPENSKY.  
REGINALD TOWER.  
V. BOHLEN HALBACH.

---

## ANNEXE N° 2

**Edit impérial du 9 Juin 1901***(Traduction)*

Nous conférons à Tsai-feng, Prince du premier rang Tch'oun, le titre d'Ambassadeur extraordinaire et le chargeons de se rendre en Allemagne pour s'acquitter respectueusement de la Mission que nous lui confions.

Tchang Yi, Lecteur à la Grande Chancellerie, et Yin-tch'ang, Lieutenant-Gouverneur Militaire, l'accompagneront en qualité de Secrétaires.

Respect à ceci !

Pour copie conforme :

(Signé): A. D'ANTHOÛARD.  
B. KROUPENSKY.  
REGINALD TOWER.  
V. BOHLEN HALBACH.

---

## ANNEXE N° 3

**Dépêche du Prince K'ing et de Li Hong-tchang, du 22 juillet 1901  
à Son Excellence M. de Mumm, Plénipotentiaire d'Allemagne***(Traduction)**(Réponse officielle)*

Le 3<sup>e</sup> jour de la 5<sup>e</sup> lune de la présente année (le 18 juin 1901), nous avons reçu de votre Excellence la communication officielle ci-après :

« Messieurs Jouei-léang, Secrétaire, et Lien-fang, Taotai en expectative,



délégués chargés de l'exécution de l'Article 1 de la Note Collective stipulant l'érection d'un monument commémoratif sur le lieu de l'assassinat du Baron von Ketteler, ci-devant Ministre d'Allemagne, sont entrés il y a quelque temps en pourparlers avec ma Légation, et ont arboré la question du mode d'exécution de ce monument.

» Au cours de nombreux entretiens, ils ont déclaré que si l'on tenait à ce qu'un portique commémoratif de Ta-li et s'étendant sur toute la largeur de l'avenue de Tch'ong-wen-men, fut érigé sur le lieu de l'assassinat, le travail serait très long, en raison des difficultés de transport des matériaux ; mais que, pour ce qui était de trouver quelque autre moyen consistant, soit à transférer sur le lieu de l'assassinat, un portique placé actuellement ailleurs, soit à dresser un portique neuf, soit à faire usage d'un portique ancien que l'on transporterait, ils s'en remettaient à la décision de mon Gouvernement.

» J'ai aussitôt demandé par le télégraphe à mon Gouvernement de me faire connaître ses vues.

» La réponse qui vient de me parvenir me fait savoir que Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne a décidé lui-même qu'il devait être érigé un portique neuf, tenant toute la largeur de la rue.

» Je dois en conséquence vous prier instamment de prendre de promptes mesures pour que les travaux puissent commencer immédiatement ».

Nous, Prince et Ministre, avons aussitôt prescrit aux dits Secrétaire et Taotai d'agir de conformité. Suivant le rapport qu'ils nous ont adressé, « les travaux ont été commencés le 10<sup>e</sup> jour de la 5<sup>e</sup> lune (26 juin) par les fondations. Mais un certain temps est nécessaire pour l'extraction des pierres, leur taille et le transport des matériaux ; et on ne peut que veiller à ce que les ouvriers fassent tous leurs efforts pour mener activement le travail. »

Outre que nous avons prescrit de nous tenir au courant de l'achèvement des travaux, nous croyons devoir adresser la présente réponse officielle à votre Excellence, en la priant d'en prendre note.

Pour copie conforme :

(Signé) : A. D'ANTHOÛARD.  
B. KROUPENSKY.  
REGINALD TOWER.  
V. BOHLEN HALBACH.

---

ANNEXE N° 4

**Edit impérial du 13 février 1901**

(Traduction)

Depuis la 5<sup>e</sup> lune (fin mai), les Boxeurs ont soulevé des troubles dans la capitale et ont ouvert les hostilités contre des pays amis. Yi-K'ouang et Li Hong-tchang négocient la paix à Pékin avec les Représentants des Puissances, et tout un arrangement préliminaire a déjà été signé.

(Si) Nous nous reportons au début de ces événements (nous trouvons qu'ils sont dûs) à plusieurs Princes et Ministres stupides, fous, complètement ignorants, turbulents, qui ont foulé aux pieds les lois. Ils ont eu la



plus grande confiance dans les moyens pervers et ont entraîné la Cour. Non seulement ils ont refusé d'obéir à nos ordres pour anéantir les Boxeurs, mais ils ont été jusqu'à les croire et, sottement, ils se sont mis à attaquer (les Légations). Aussi ce mauvais feu prit une grande extension, et les circonstances ne permirent pas de l'arrêter, plusieurs dizaines de millions de malfaiteurs s'étant rassemblés au bas du coude et de l'aisselle (c'est-à-dire un point très important). De plus, les meneurs forcèrent des Généraux et des soldats ignorants à attaquer les Légations, et c'est ainsi que des maux incroyables ont sévi durant plusieurs mois.

Les dieux tutélaires de l'Empire ont été en danger, les tombes impériales et les temples des ancêtres ont tremblé, le pays a été dévasté, les habitants sont plongés dans la misère. Aucune parole ne saurait exprimer les dangers que nous et Sa Majesté l'Impératrice Douairière avons courus. Notre cœur et notre tête en souffrent encore maintenant ; nos pleurs et nos ressentiments se confondent. C'est vous, Princes et Ministres qui, en ajoutant foi aux paroles perverses et en laissant agir les malfaiteurs, avez mis en danger, au ciel, nos ancêtres et nos dieux, et qui, ici-bas, avez fait endurer au peuple ces calamités. Demandez-vous quel est le châtiment que vous méritez ?

Nous avons déjà rendu deux décrets. Mais, comprenant que des peines si légères pour des fautes si grandes ne pouvaient suffire à vous faire expier vos crimes, nous devons vous infliger de nouveaux châtiments plus sévères, selon votre degré de culpabilité.

Tsai-Hiun, Prince Tchouang, déjà dégradé, a laissé les Boxeurs attaquer les Légations. Il a, de sa propre autorité, publié des proclamations contraires aux traités ; il a ajouté foi légèrement aux dires des malfaiteurs ; il a fait décapiter illégalement un grand nombre de personnes ; il s'est montré, en vérité, grossier et inintelligent. Nous l'invitons, par faveur, à se suicider. Nous chargeons Ko pao-houa, Président par intérim de la Cour des Censeurs, d'aller constater (le suicide).

Tsai-Yi, Prince Touan, déjà dégradé, a entraîné avec lui plusieurs Princes et Peilo (Princes du troisième rang). Il a écouté légèrement les Boxeurs et, sottement, il a conseillé de se battre. C'est ainsi que tous ces troubles ont éclaté : ses fautes, en vérité, ne peuvent être écartées. Tsai-Lan, Duc Fou-Kouo, rétrogradé, a, de concert avec Tsai-Hiun, sottement publié des proclamations contraires aux traités. Il doit également être puni pour ses fautes. Nous les privons de leurs titres de noblesse, mais, considérant qu'ils font partie de notre famille, nous ordonnons, par une faveur spéciale que nous leur accordons, qu'ils soient envoyés dans le Sin-Kiang (Ili), où ils seront condamnés à perpétuité à la prison. On enverra d'abord des délégués pour les surveiller.

Yu-hien, Gouverneur dégradé, a cru sottement, lorsqu'il exerçait précédemment les fonctions de Gouverneur au Chantong, aux philtres des Boxeurs. Arrivé à Pékin, il en a vanté les louanges, si bien que plusieurs Princes et Ministres ont subi sa mauvaise influence. Etant Gouverneur du Chansi, il a massacré un grand nombre de missionnaires et de chrétiens. C'est plus qu'un imbécile, qu'un fou, qu'un assassin, c'est le plus grand coupable et l'auteur de toutes ces calamités. Il a déjà été envoyé au Sin-Kiang, et, pensant qu'il est arrivé au Kan-sou, nous ordonnons que, sur l'ordre que nous envoyons, il soit immédiatement décapité. Nous chargeons le juge provincial Ho Fou-kouen de constater l'application de la peine.



Kang-Yi, Sous-Grand Secrétaire d'Etat, Président au Ministère de l'Intérieur, ayant prêté son appui aux Boxeurs, des troubles graves éclatèrent. Il contribua à publier des proclamations contraires aux traités. Un châtiment sévère devait à l'origine lui être infligé, mais il est mort de maladie. Nous ordonnons que les grades qu'il possédait primitivement lui soient retirés et qu'il soit aussitôt dégradé.

Tong Fou-siang, Général au Kan-sou, dégradé et laissé en fonctions, est entré (dans Pékin) pour défendre (la ville) avec les troupes placées sous ses ordres ; il n'a pas su exercer une discipline sévère. Ignorant de plus les questions internationales, il suivait ses idées et agissait d'une façon inconsidérée. Bien que les attaques contre les Légations lui fussent ordonnées par les susdits Princes dégradés, il est difficile cependant de l'absoudre de toutes fautes. Nous devions d'abord le punir sévèrement, mais, songeant aux services signalés qu'il a rendus au Kan-sou et aux sympathies qu'il a acquises parmi les Musulmans et les Chinois, par un acte de clémence extraordinaire, nous ordonnons qu'il soit immédiatement dégradé.

Ying-Nien, Président de la Cour des Censeurs, rétrogradé et déplacé, s'est opposé à ce que Tsai-Hiun publie, de sa propre autorité, des proclamations contraires aux traités. Nous pouvons tenir compte de cette circonstance, mais comme il n'a pas su vaincre (cette résistance) par la force, il est en somme difficile de l'absoudre de ses fautes. Nous ordonnons, par une marque de grande bienveillance, qu'il soit dégradé. Nous le condamnons à mort, et il attendra en prison qu'il soit statué sur son cas.

Tchao Chou-kiao, Président au Ministère de la Justice, dégradé et laissé en fonctions, n'avait jamais montré jusqu'alors aucun sentiment d'animosité dans les relations avec les Puissances étrangères. Ayant fait une enquête sur les Boxeurs, il ne tint aucun propos en leur faveur, mais par sa négligence des fautes furent commises. Nous ordonnons, par une marque de grande bienveillance, qu'il soit dégradé. Nous le condamnons à mort, et il attendra en prison qu'il soit statué sur son cas.

Nous ordonnons qu'Ying-Nien et Tchao Chou-kiao soient d'abord enfermés dans la prison de la capitale du Chen Si.

Siu tong, Grand Secrétaire d'Etat, et Li Ping-heng, ancien Gouverneur Général du Szet-chouen, rétrogradé et déplacé, sont morts pour la patrie, mais tout le monde reconnaît leurs fautes. Nous ordonnons de les dégrader et nous leur retirons les honneurs posthumes que nous leur avions conférés.

Après la promulgation de ce Décret, tous nos pays amis devront considérer que les événements causés par les Boxeurs ne sont dûs en vérité qu'aux principaux fauteurs de désordre et nullement aux désirs de la Cour.

Nous, Empereur, ne punissant pas à la légère plusieurs des principaux fauteurs de désordre, les mandarins et les populations de l'Empire comprendront aussitôt que les conséquences de telles affaires sont des plus graves.

Respect à ceci !

Pour copie conforme : (Signé) : A. D'ANTHOÛARD.

B. KROUPENSKY.

REGINALD TOWER.

V. BOHLEN HALBACH.



## ANNEXE N° 5

**Edit impérial du 13 février 1901***(Traduction)*

K'i-Sieou, Président au Ministère des Rites, et Siu Tch'eng-yu, précédemment Directeur de Gauche au Ministère de la Justice, seront d'abord dégradés.

Nous ordonnons à Yi-K'ouang et à Li Hong-tchang de rechercher les preuves exactes de leur culpabilité et de nous adresser aussitôt un rapport. Ils seront punis avec la plus grande sévérité.

Respect à ceci !

Pour copie conforme :

(Signé): A. D'ANTHOÛARD.  
B. KROUPENSKY.  
REGINALD TOWER.  
V. BOHLEN HALBACH.

## ANNEXE N° 6

**Edit impérial du 21 février 1901***(Traduction)*

Edit rendu et transmis télégraphiquement le 3<sup>e</sup> jour de la 1<sup>re</sup> lune (21 février, 1901), et reçu le 4 par la Grande Chancellerie.

Par un Edit antérieur, nous avons déjà sévèrement puni, suivant leur cas, tous les hauts fonctionnaires auteurs principaux des maux présents. Mais nous avons reçu, il y a quelques temps, un rapport télégraphique de Yi-K'ouang et de Li Hong-tchang, nous disant que, d'après une dépêche officielle des Ministres Plénipotentiaires des diverses Puissances, de nouvelles aggravations de peines étaient nécessaires, et nous suppliant de prendre une décision.

Outre Tsai-Hiun, auquel il a été prescrit de se suicider, et Yu-Hien, contre lequel la peine de la décapitation immédiate a été prononcée et pour chacun desquels des délégués seront chargés d'aller vérifier (l'exécution des sentences), nous décidons que la peine applicable à Tsai-Yi (Prince Touan) et à Tsai-Lan (Duc Lan) est la décapitation avec sursis ; toutefois, en considération des liens de parenté qui les unissent à nous, nous leur faisons la faveur toute spéciale de les envoyer sur les confins de l'Empire, au Turkestan, où ils seront emprisonnés à perpétuité. Un délégué chargé de les conduire sous escorte sera désigné et partira au premier jour.

Pour Kang-Yi, dont les crimes étaient plus graves, la peine à appliquer aurait été la décapitation sans délai ; mais comme il est déjà mort de maladie, il lui sera fait grâce d'un nouvel examen de son cas.

Pour Ying-Nien et Tchao Chou-K'iao, dont la peine, suivant nos précédentes décisions, devait être la décapitation avec sursis. Nous ordonnons qu'ils soient invités à se suicider, et nous chargeons Ts'en-Tch'oun-Hiuan Gouverneur du Chan-si, d'aller contrôler (leur mort).

Pour K'i-Sieou et Siu Tc'heng-Yu, que les Puissances désignent comme



protecteurs acharnés des bandits Boxeurs et comme ayant tout particulièrement fait du mal aux étrangers, nous avons précédemment édicté leur destitution; nous ordonnons (aujourd'hui) à Yi-K'ouang et Li Hong-tchang de demander aux Puissances, par dépêche, leur remise, et de les faire aussitôt exécuter. L'un des Présidents du Ministère de la Justice sera chargé de contrôler (leur exécution).

Quant à Siu T'ong, qui a compromis les grands intérêts généraux en accordant à la légère confiance, aux Boxeurs, et à Li Ping-Heng, dont les habitudes de vantardise ont délibérément engendré ces malheurs, la peine à leur appliquer aurait été la décapitation avec sursis; mais prenant en considération qu'ils se sont suicidés en voyant approcher le désastre, qu'ils ont déjà été dégradés, et que les honneurs posthumes qui leur avaient été décernés ont été annulés et retirés, il convient de ne pas revenir sur leur cas.

La nature des crimes commis par tous les auteurs principaux du mal a été exposée d'une façon claire et détaillée, dans de précédents décrets.

Respect à ceci!

Pour copie conforme :

(Signé) : A. D'ANTHOÛARD.  
B. KROUPENSKY.  
REGINALD TOWER.  
V. BOHLEN HALBACH.

---

ANNEXE N° 7

**Edit impérial du 13 février 1901**

(Traduction)

Les troubles suscités par les Boxeurs dans le courant de la 5<sup>e</sup> lune (Mai-Juin) ayant augmenté de jour en jour, la Cour avait deux partis difficiles à prendre, soit de prendre des mesures coercitives, soit de les apaiser. Dans l'espoir qu'une voie nous serait indiquée, les Ministres furent appelés plusieurs fois en audience.

Nous avons maintes fois interrogé Siu Yong-yi, Président au Ministère de la Guerre, Li-chan, Président au ministère des Finances, Hiu King-tcheng, Directeur de Gauche au Ministère de l'Intérieur, Lien-Yuan, Vice-Chancelier du Grand Secrétariat, Yuan-tchang, Directeur à la Cour des Sacrifices.

Dans leurs discours et dans leurs pensées, tous admirent que les deux méthodes étaient possibles. Plusieurs Ministres fauteurs de désordre, profitant aussitôt de cette circonstance, les accusèrent injustement, remirent des Mémoires, dans lesquels ils les dénonçaient. C'est ainsi qu'ils furent punis sévèrement dans leur personne.

Mais, songeant que Siu Yong-yi et autres ont fait preuve d'un grand zèle pendant plusieurs années et qu'ils se sont toujours occupés de questions internationales, qu'ils pouvaient être fidèles et qu'ils se sont montrés laborieux, nous devons leur accorder une faveur.

Nous ordonnons que Siu Yon-yi, Li-chan, Hiu King-tcheng, Lien-Yuan et Yuan-tchang soient réintégrés dans leurs anciens grades.



Que le Ministère que l'affaire concerne en soit informé.  
Respect à ceci !

Pour copie conforme :

(Signé) : A. D'ANTHOÛARD.  
B. KROUPENSKY.  
REGINALD TOWER.  
V. BOHLEN HALBACH.

---

ANNEXE N° 8

**Edit impérial du 19 août 1901**

(Traduction)

Edit reçu par la Grande Chancellerie le 6<sup>e</sup> jour de la 7<sup>e</sup> lune de la 27<sup>e</sup> année, Kouang-Siou (le 19 août 1901).

Vu le rapport de ce jour par lequel Yi-K'ouang et Li Hong-tchang nous font savoir que les Puissances étrangères ont décidé la suspension pendant cinq années des examens civils et militaires dans les localités qui ont été le théâtre de troubles ;

Considérant qu'il est déclaré que cette suspension devra rester applicable aux examens locaux de licence de Choun-t'ien et de T'aiyuan :

Vu la liste comprenant les localités de :

Province du Chan-si : T'ai-yuan-fou, Hin-tcheou, T'ai-kou-hien, Ta-t'ong-fou, Fen-tcheou-fou, Hiao-yi-hien, K'iu-wo-hien, Ta-ning-hien, Hotsin-hien, Yo-Yang-hien, So-p'ing-fou, Wen-choueï-hien, Cheou-yang-hien, P'ing-yang-fou, Tch'ang-tze-hien, Kao-p'ing-hien, Tse tcheou-fou, Si-tcheou, P'ou-hien, Kiang-tcheou, Kouei-houa-tch'eng, Souei-yuan-tch'eng ;

Province du Ho-nan : Nan-yang-fou, Kouang-tcheou ;

Province du Tchè-kiang : K'iu-tcheou-fou ;

Province du Tché li : Pékin, Choun-t'ien-fou, Pao-ting-fou, Yong-ts'ing-hien, T'ien-tsin-fou, Choun-te-fou, Wang-tou-hien, Houai-lou-hien, Sin-ngan-hien, T'ong-tcheou, Wou-yi-hien, King-tcheou, Louan-p'ing-hien.

Trois provinces de Mandchourie : Cheng-king ( = Moukden), Kia-tze-tch'ang, Lien-chan, Yu-k'ing-kié, Pei-lin-tze, Hou-lan-tch'eng ;

Province du Chén-si : Ning-kiang tcheou ;

Province du Hou-nan : Heng-tcheou-fou ;

Nous ordonnons que, dans toutes ces localités, les examens civils et militaires seront suspendus pendant une durée de cinq années, et nous prescrivons à tous les Gouverneurs-Généraux, Gouverneurs et Examinateurs des provinces visées, d'agir de conformité et de faire publier des Proclamations.

Respect à ceci !

Pour copie conforme ;

(Signé] : A. D'ANTHOÛARD.  
B. KROUPENSKY.  
REGINALD TOWER.  
V. BOHLEN HALBACH.

---



ANNEXE N° 9

**Edit impérial du 18 juin 1901**

(Traduction)

Edit reçu par télégraphe de Si-ngan-fou le 3° jour de la 5° lune (18 juin, 1901).

Nous conférons à M. Na-t'ong, second Vice-Président du Ministère des Finances, le bouton mandarinal du premier rang, et le désignons comme Envoyé spécial pour se rendre au Japon et s'y acquitter respectueusement de la mission dont nous le chargeons.

Respect à ceci !

Pour copie conforme :

(Signé) : A. D'ANTHOÛARD.  
B. KROUPENSKY.  
REGINALD TOWER.  
V. BOHLEN HALBACH.

ANNEXE N° 10

**Liste des Cimetières situés aux environs de Pékin et qui ont été profanés**

Cimetière Anglais.....	1
Cimetière Français.....	5
Cimetière Russe.....	1
Total .....	7

Pour copie conforme :

(Signé) : A. D'ANTHOÛARD.  
B. KROUPENSKY.  
REGINALD TOWER.  
V. BOHLEN HALBACH.

ANNEXE N° 11

**Edit impérial du 25 août 1901**

(Traduction)

Nous ordonnons à tous les Maréchaux-Tartares, Gouverneurs-Généraux, et Gouverneurs des provinces, ainsi qu'aux Taotais des Douanes, d'interdire, d'abord pour une durée de deux ans, l'importation des engins de guerre, ainsi que du matériel servant exclusivement à leur fabrication de provenance étrangère. Aviser le Ministère que cela concerne.

Respect à ceci !

Pour copie conforme :

(Signé) : A. D'ANTHOÛARD.  
B. KROUPENSKY.  
REGINALD TOWER.  
V. BOHLEN HALBACH.



## ANNEXE N° 12

Dépêche du Prince K'ing et de Li Hong-tchang à M. de Cologan,  
Ministre de d'Espagne, Doyen du Corps Diplomatique  
le 29 mai 1901

(Traduction)

Le 12<sup>e</sup> jour de la 4<sup>e</sup> lune de la 27<sup>e</sup> année de Kouang-Siu (le 29 mai 1901).

Réponse officielle.

Le 7<sup>e</sup> jour de la 4<sup>e</sup> lune de la présente année (le 24 mai, 1901), nous avons reçu de votre Excellence la communication officielle ci-après :

« J'ai l'honneur d'accuser réception à votre Altesse et à votre Excellence de la lettre qu'elles ont bien voulu m'adresser en réponse à ma communication en date du 7 mai, au sujet des indemnités. Dans la lettre à laquelle votre Altesse et votre Excellence viennent de répondre nous leur faisons connaître que le chiffre des dépenses effectuées et des pertes subies par les Puissances s'élevait à la somme approximative de 450.000.000 de taels calculée jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet.

« En réponse à cette communication, votre Altesse et votre Excellence m'ont fait connaître que le Gouvernement Chinois proposait de s'acquitter de cette somme envers les Puissances au moyen de versements mensuels de 1.250.000 taels pendant trente années.

« Les Représentants des Puissances n'ont pas manqué de transmettre cette proposition à leurs Gouvernements. Mais ils doivent appeler l'attention de votre Altesse et celle de votre Excellence sur le fait que le total des versements proposés par le Gouvernement Chinois ne représente que le capital de la somme indiquée, sans qu'il ait été tenu compte du calcul des intérêts.

« Je prie en conséquence votre Altesse et votre Excellence de vouloir bien nous faire connaître, le plus tôt possible, les intentions du Gouvernement Chinois à cet égard. »

En traitant dans une précédente dépêche, la question des indemnités, nous avons exposé à votre Excellence l'état de pénurie du Trésor Chinois. Dans sa dernière communication, votre Excellence veut bien nous faire observer que les versements annuels de 15.000.000 de taels que nous avons proposés ne représentent que le capital, et vous appelez maintenant notre attention sur la question des intérêts.

Estimant nous-mêmes, qu'outre le capital, il y avait lieu de tenir compte d'intérêts annuels à 4 o/o, nous avions déjà, par télégramme, soumis au Trône des propositions à ce sujet ; et, en réponse, nous avons reçu un Edit Impérial portant que « le chiffre des indemnités à payer aux Puissances de 450.000.000 avec intérêts à 4 o/o est approuvé, et nous commandant de prendre les mesures nécessaire pour donner suite à cette décision. »

Nous n'avons donc plus qu'à nous conformer aux ordres du Trône.

Toutefois, ceci nous oblige à rappeler à votre Excellence que les ressources financières de la Chine sont tellement limitées qu'aucun prélèvement n'est possible en dehors des 15.000.000 de taels que nous avons déjà proposés à votre Excellence d'affecter spécialement au paiement des indemnités. Or, puisqu'ils doivent faire face non seulement au paiement du capital, mais aussi au service des intérêts, nous n'avons d'autre alternative à



proposer que de prolonger le terme des paiements que nous avons fixé d'abord à trente années, de telle manière que les versements effectués pendant la première période de ce terme ainsi prolongé soient considérés comme destinés à éteindre le capital, pendant que ceux opérés dans la seconde période serviraient à liquider le compte des intérêts : tout paiement cesserait alors par suite de l'extinction de la dette. La Douane Impériale Maritime, déjà chargée, comme nous le proposons, des versements du capital, serait également chargée du versement des intérêts. Quant au chiffre des intérêts annuels, il serait entendu qu'il diminuerait proportionnellement d'année en année, à mesure de l'extinction progressive du capital.

Nous avons l'honneur de prier votre Excellence de vouloir bien nous faire connaître ce qu'elle pense du mode de procédure que nous lui proposons ci-dessus pour acquitter le capital et les intérêts, ou si, à son avis, il ne vaudrait pas mieux considérer une partie des 15.000.000 versés annuellement comme un acompte sur les intérêts à servir. Ces détails demandent un examen attentif et exigent une entente préalable et complète.

La Chine ayant ainsi montré tout son bon vouloir en accédant aux demandes des Puissances sur la question des indemnités, et prenant toutes les dispositions nécessaires pour en assurer le paiement intégral, nous espérons avoir bientôt la satisfaction d'apprendre que les Puissances se trouvent à même de fixer une date prochaine à l'évacuation.

Nous avons l'honneur de prier votre Excellence de vouloir bien porter cette communication à la connaissance des Représentants des Puissances.

Pour copie conforme :

(Signé) : A. D'ANTHOÛARD.  
B. KROUPENSKY.  
REGINALD TOWER.  
V. BOHLEN HALBACH.

---



ANNEXE N° 13

Plan d'Amortissement

Années	Série A	Série B	Série C	Série D	Série E	Montant des sommes dues pour les séries A, B, C, D, E	Annuités de Dette existante garantie par les Douanes M.-I. et les Li-kins	Montant total de la Dette Etrangère
	75.000.000 Taels Éteinte en 1940 par un amortissement annuel de 1,106 pour cent en 39 ans commençant en 1902	60.000.000 Taels Éteinte en 1940 par un amortissement annuel de 1,783 pour cent en 30 ans commençant en 1911	150.000.000 Taels Éteinte en 1940 par un amortissement annuel de 2,256 pour cent en 26 ans commençant en 1915	50.000.000 Taels Éteinte en 1940 par un amortissement annuel de 2,401 pour cent en 25 ans commençant en 1916	115.000.000 Taels Éteinte en 1940 par un amortissement annuel de 9,443 pour cent en 9 ans commençant en 1932			
1902	Int. et 3.829.500 Am.	Int. 2.400.000	Int. 6.000.000	Int. 2.000.000	Int. 4.600.000	18.829.500	23.600.000	42.429.500
1903	»	»	»	»	»	»	23.300.000	42.129.500
1904	»	»	»	»	»	»	23.300.000	42.129.500
1905	»	»	»	»	»	»	24.100.000	42.929.500
1906	»	»	»	»	»	»	23.900.000	42.729.500
1907	»	»	»	»	»	»	23.700.000	42.529.500
1908	»	»	»	»	»	»	23.400.000	42.229.500
1909	»	»	»	»	»	»	23.400.000	42.229.500
1910	»	»	»	»	»	»	23.200.000	42.029.500
1911	»	Int. et 3.469.800 Am.	»	»	»	19.889.300	22.800.000	42.699.300
1912	»	»	»	»	»	»	22.600.000	42.499.300
1913	»	»	»	»	»	»	22.400.000	42.299.300
1914	»	»	»	»	»	»	22.100.000	41.999.300
1915	»	»	Int. et 9.384.000 Am.	»	»	23.283.300	19.400.000	42.683.300
1916	»	»	»	Int. et 3.200.500 Am.	»	24.483.800	18.500.000	42.983.800
1917	»	»	»	»	»	»	18.500.000	42.983.800
1918	»	»	»	»	»	»	18.500.000	42.983.800
1919	»	»	»	»	»	»	18.500.000	42.983.800







## ANNEXE N° 14

**Description des Limites du Quartier des Légations à Pékin.**

Le point 1 est situé sur la muraille sud de la ville Tartare à 100 pieds à l'est du côté est de la superstructure de la Tsien Men. De ce point, la limite court, sur une longueur de 216 pieds, suivant une ligne presque directement nord, jusqu'au

Point 2, coin sud-est de la balustrade en pierres blanches qui entoure l'espace ouvert, pavé, devant l'entrée principale de la Cité Impériale.

De ce point, la limite court, sur une longueur de 310 pieds, le long du côté est de cette balustrade, presque directement au nord jusqu'au

Point 3, situé sur le côté nord de la route qui fait suite à la rue des Légations, et qui est à l'intersection de la limite venant de 2 et d'une ligne tirée en prolongement du côté nord de la rue des Légations.

De ce point la ligne court, sur une longueur de 641 1/2 pieds (mesurés autour et dans les coins du mur), le long du côté nord de la rue des Légations jusqu'au

Point 4, à 146 pieds à l'ouest du coin (sud-ouest) de la Gaselee Road, mesurés le long du nord de la rue des Légations.

Depuis ce point la limite court, sur une longueur de 2.152 pieds (mesurés autour et dans les coins des constructions), dans la direction générale du nord, mais en côtoyant les constructions actuellement existantes, et, dans les espaces ouverts entre les constructions, le long d'une ligne parallèle à l'alignement général du côté gauche de la Gaselee Road et à 157 pieds à l'ouest côté ouest de la porte qui mène de la Gaselee Road à la cour extérieure de la Cité Impériale, jusqu'au

Point 5, sur la face sud du mur sud de la cour extérieure de la Cité Impériale, et à 157 pieds depuis le côté ouest de la porte au bout de la Gaselee Road.

Depuis ce point la ligne court sur une distance de 1.288 pieds presque directement dans l'est, le long du mur, jusqu'au

Point 6, coin sud-est de la cour extérieure de la Cité Impériale.

De là, la ligne court presque directement au nord, le long du mur, sur une distance de 218 pieds mesurés en droite ligne jusqu'au

Point 7, coin nord-est de la cour extérieure.

De là, la ligne court presque droite dans l'est, sur une distance de 681 pieds jusqu'au

Point 8, coin sud-est de la muraille de la Cité Impériale.

De ce point la limite court presque directement au nord, sur une distance de 65 pieds, le long du mur jusqu'au

Point 9, à 65 pieds du coin sud-est du mur de la Cité Impériale.

De là, la limite court directement à l'est sur une longueur de 3.010 pieds jusqu'au

Point 10, sur le côté ouest de la Ketteler Strasse et à 300 pieds du coin d'intersection de la Ketteler Strasse et de la Viale Italia.

De ce point la limite court presque directement au sud, le long de la face ouest de la Ketteler Strasse jusqu'au

Point 11, coin nord-ouest de la voûte de la Hatamen, sur la muraille sud de la ville Tartare.

De là, la limite court le long du mur et comprend la rampe ouest de la Hatamen jusqu'au



Point 12, sur le mur à 100 pieds à l'ouest de la superstructure de la Hatamen.

A partir de 12, la limite suit la face sud de la muraille, comme le montre le plan, y compris les bastions, et va rejoindre 1.

Les points du plan dont les relèvements sont pris sont les suivants :

(A.) Point à 107 pieds de la superstructure de la Tsien Men, mesuré à l'est le long du bord nord du faite du mur de la ville Tartare.

(B). Point sur le sommet du bord nord du mur de la ville Tartare, juste au-dessus du milieu du canal d'écoulement des eaux.

(C). Coin nord-ouest de la superstructure de la Hatamen.

Pour copie conforme :

(Signé) : A. D'ANTHOÛARD.  
B. KROUPENSKY.  
REGINALD TOWER.  
V. BOHLEN HALBACH.

---

ANNEXE N° 15

**Edit impérial du 1<sup>er</sup> février 1901**

(Traduction)

Dans toutes les provinces, des bandits ont appelé des adhérents et fondé des Sociétés anti-étrangères. Divers Edits l'ont interdit formellement. Nous l'avons répété maintes fois, et cependant, dans ces dernières années, il y a encore eu, dans tous les districts du Chan-tong, des sectes du nom de Ta-tao-houei (Société des Grands Couteaux) et Y-Ho-Kien (Boxeurs), qui se sont propagés partout, pour tuer et voler sciemment. Elles ont gagné peu à peu le territoire du Tche-li, et ont pénétré brusquement dans la capitale, où les établissements étrangers ont été incendiés et les Légations attaquées. Des crimes ont été ainsi commis contre des pays voisins, et des fautes ont été faites contre l'intérêt général. Pour ne pas avoir assuré la protection, nous avons encouru des responsabilités considérables.

Vous, peuple, qui en temps ordinaire, vous nourrissez et vivez des produits de cette terre, qui tous avez été comblés des bienfaits de l'Empire, vous avez osé cependant inciter ces bandits à désirer se battre, à enseigner des méthodes pour jeter des sorts et à s'adonner à de fausses pratiques. Vous avez résisté témérairement à vos Mandarins, vous les avez massacrés, vous avez assassiné des étrangers, et puis vous avez été cause de ces calamités inouïes qui, par dessus tout, ont plongé dans la douleur votre Souverain et vos pères.

Nous ne pouvons penser à ce qui a été fait sans éprouver un sentiment plus profond encore. Nous avons déjà prescrit formellement aux Commandants en chef de toutes les régions de faire leurs efforts les plus sincères pour détruire ces Sociétés. Il importe de supprimer le mal jusque dans sa racine, aussi les Princes et les Ministres qui ont prêté leur appui aux Boxeurs, subiront-ils les peines les plus sévères conformes à leurs crimes, et, afin d'inspirer la crainte, tous les examens civils et militaires seront supprimés pendant cinq ans, dans toutes les villes où des étrangers ont été massacrés ou ont subi des traitements cruels.

Craignant que les populations ignorantes des campagnes n'aient pas connaissance (de ces punitions), de nouvelles interdictions sévères seront faites spécialement, afin d'éviter que l'on n'exécute des gens qui n'auraient pas été avisés.

Vous, soldats et peuple, vous devez savoir qu'il est formellement défendu par la Loi de former des Sociétés secrètes ou d'en faire partie. Nos ancêtres n'ont jamais montré la moindre indulgence dans la répression contre des Sociétés de malfaiteurs.

D'ailleurs, les Puissances étrangères sont toutes des pays amis, les Chrétiens sont des enfants de notre sang, que la Cour regarde avec la même bienveillance, et elle ne saurait admettre d'avoir pour eux des sentiments différents. Tous les Chinois, Chrétiens ou non, qui seraient maltraités, devront se plaindre auprès des autorités, et attendre qu'un jugement juste et équitable soit rendu. Comment pouvez-vous croire à la légère toutes les rumeurs que l'on répand ? Comment pouvez-vous ne plus tenir compte des lois pénales ?

Ensuite, lorsque tout est perdu, ceux qui sont habiles se sauvent au loin et les naïfs sont mis à mort. La loi pardonne difficilement, et tout ceci est vraiment fort triste. A partir de la publication du présent Edit, chacun devra s'amender et se repentir des enseignements qu'il a reçus.

Si des malfaiteurs endurcis et incorrigibles venaient encore à former clandestinement des Sociétés anti-étrangères, ils seraient punis de mort, ainsi que quiconque ferait partie de ces Sociétés. On ne pourra avoir pour eux la moindre indulgence.

Les Maréchaux Tartares, les Gouverneurs Généraux, Gouverneurs, et Hautes Autorités provinciales qui ont le devoir de diriger les populations, devront donner des instructions très précises à leurs subordonnés de publier des Proclamations sévères, et de faire imprimer sur papier jaune le présent Décret, qui sera affiché partout. Il importe que toutes les familles soient avisées, qu'on les exhorte toutes au bien, et que nul n'ignore que la volonté de la Cour est que tous sachent bien que l'on punira afin d'éviter d'infliger d'autres punitions.

Que cet Edit soit porté dans tout l'Empire, à la connaissance de tous. Respect à ceci !

Pour copie conforme :

(Signé) : A. D'ANTHOÛARD.  
B. KROUPENSKY.  
REGINALD TOWER.  
V. BOHLEN HALBACH.

---

ANNEXE N° 16

**Décret Impérial du 24 Décembre 1900**

(Traduction)

Il a été stipulé dans les Traités passés entre la Chine et les Puissances étrangères, que les nationaux de ces Puissances auront la faculté de pénétrer dans l'intérieur.

La Cour, pour assurer et maintenir les relations avec les autres pays, a déjà rendu des Décrets prescrivant que l'on fasse les efforts les plus sin-



cères dans les provinces, pour assurer la protection. Cependant, les autorités locales s'étant relâchées peu à peu (dans l'exercice de leurs fonctions), des troubles ont été causés par les malfaiteurs, et des attaques ont été dirigées contre les étrangers. On a vu de semblables incidents se renouveler plusieurs fois.

Nous comprenons que nos qualités ont été trop faibles pour amener le peuple ignorant à se réformer, ce qui nous a conduit à commettre des fautes immenses. Pas un seul Mandarin local, n'a su, en temps ordinaire, faire connaître les affaires Européennes, et aucun n'a compris l'importance des relations étrangères. Aussi la conflagration s'est-elle étendue partout menaçant l'Empire, et s'ils s'interrogent en eux-mêmes, ils ne se sentiront pas tranquilles.

Dorénavant, chacun d'entre vous devra s'appliquer à repousser ses ressentiments et à dépouiller ses préjugés. Vous devez savoir que, de tous temps, l'entretien de relations amicales avec les pays étrangers a été une règle fondamentale. Les gens qui arrivent en Chine venant de loin, soit comme marchands pour y échanger leurs produits, soit comme voyageurs pour augmenter leurs connaissances scientifiques, ou encore comme missionnaires pour prêcher la religion, dans le but d'exhorter les gens à faire le bien, ont franchi les montagnes et traversé les mers aux prix des plus grandes fatigues.

Puisque la Chine passe pour un pays civilisé, elle doit pratiquer les devoirs d'un hôte envers ses invités. D'ailleurs, les Chinois qui, dans ces dernières années, se sont rendus à l'étranger, sont au moins plusieurs centaines de mille. Leurs personnes et leurs biens dépendent de la garantie que leur assurent les Puissances qui leur ont donné leur protection. Comment pourrions-nous continuer de traiter différemment leurs nationaux ?

Nous ordonnons de nouveau à toutes les Hautes Autorités civiles et militaires responsables de toutes les provinces, de prescrire à leurs subordonnés de protéger, de la façon la plus efficace, les agents et nationaux des Puissances étrangères qui viendraient dans leurs circonscriptions.

Dans le cas où des malfaiteurs audacieux pousseraient à maltraiter et massacrer des étrangers, on devra sur le champ, aller rétablir l'ordre, arrêter les coupables, et les châtier. Aucun retard ne devra y être apporté. Si, par suite d'indifférence, ou plus, de tolérance volontaire, de grandes calamités venaient à se produire, ou si des infractions aux Traités venaient à se produire, et n'étaient pas immédiatement réprimées et punies, les Gouverneurs-Généraux, Gouverneurs, et fonctionnaires provinciaux ou locaux responsables seront révoqués sans pouvoir être appelés à de nouvelles fonctions dans d'autres provinces, ou espérer être réintégrés ni recevoir de nouveaux honneurs.

Le présent Décret devra être imprimé et publié afin de prévenir les Mandarins et le peuple et mettre fin à toutes ces habitudes indignes.

Respect à ceci !

Pour copie conforme :

(Signé)

A. D'ANTHOÛARD.

B. KROUPENSKY.

REGINALD TOWER.

V. BOHLEN HALBACH.

## ANNEXE N° 17

**Règlement pour l'amélioration du Whangpou**

1. Il est établi à Shanghai un Conseil fluvial pour la Rivière Whangpou.

2. Le Conseil aura le double devoir d'agir comme organe de rectification et d'amélioration de la voie fluviale et comme organe de contrôle.

3. La juridiction du Conseil s'étendra depuis une ligne tirée de la limite intérieure de l'arsenal de Kiang-nan vers l'embouchure de la crique dite (de l'Arsenal), jusqu'à la bouée rouge dans le Yang-tsze.

4. Le Conseil sera constitué comme suit :

a). Le Taotai ;

b). Le Commissaire des Douanes ;

c). Deux membres élus par le Corps Consulaire ;

d). Deux membres de la Chambre générale de Commerce de Shanghai, élus par le Comité de cette Chambre ;

e). Deux membres représentant les intérêts de la navigation, élus par les Sociétés de Navigation, les maisons de commerce et les négociants dont le trafic maritime, pour le total des entrées et sorties à Shanghai, à Wousong, ou dans tout autre port sur le Whangpou, excède 50.000 tonnes par an ;

f). Un membre du Conseil municipal de la Concession Internationale ;

g). Un membre du Conseil municipal de la Concession Française ;

h). Un Représentant de chacun des pays dont le trafic maritime, pour le total des entrées et sorties à Shanghai, à Wousong, ou dans tout autre port sur le Whangpou, excède 200.000 tonneaux de jauge par an. Ces Représentants seront désignés par les Gouvernements des pays en question.

5. Les membres de droit rempliront leur mandat tant qu'ils occuperont le poste en vertu duquel il font partie du Conseil.

6. Les Représentants des Conseils municipaux et de la Chambre de Commerce seront élus pour la période d'un an. Ils seront immédiatement rééligibles.

Seront également désignés pour la période d'un an, les Représentants des Gouvernements prévus à la section h de l'Article 4.

Le mandat des autres membres sera de trois ans ; ils seront immédiatement rééligibles.

7. En cas de vacance au cours d'un mandat, le successeur du membre sortant sera désigné pour un an ou pour trois ans selon la catégorie à laquelle il appartient.

8. Le Conseil nommera pour un an son Président et son Vice-Président choisis parmi ses membres. S'il n'y a pas de majorité pour l'élection du Président, le doyen du Corps Consulaire sera prié de former une majorité par son vote.

9. En cas d'absence du Président, celui-ci sera remplacé par le Vice-Président. Si tous deux sont absents, les membres présents désigneront parmi eux un Président *ad hoc*.

10. Dans toutes les séances du Conseil, s'il y a partage égal de voix, celle du Président sera décisive.

11. Le Conseil ne pourra délibérer que lorsque quatre de ses membres au moins seront présents.

12. Le Conseil nommera les fonctionnaires et employés qu'il jugera né-



cessaires à l'exécution des travaux et à l'application des règlements, fixera leurs appointements, salaires et gratifications, qu'il paiera sur les fonds mis à sa disposition. Il pourra édicter des règlements, prendre toutes les dispositions applicables à son personnel, et congédier celui-ci à volonté.

13. Le Conseil arrêtera les dispositions nécessaires à la réglementation du trafic, y compris l'installation des appareils de mouillage en rivière et la réglementation des mouillages eux-mêmes, dans les limites indiquées à l'Article 3, ainsi que sur toutes les voies d'eau telles que les criques de Sou-Tchéou et autres traversant la Concession Française ou la Concession Internationale à Shanghai et dans le quartier étranger de Wousong, de même que sur toutes les autres criques débouchant dans la rivière, jusqu'à une distance de 2 milles anglais en amont de leur embouchure.

14. Le Conseil aura le droit d'exproprier les appareils de mouillage fixes appartenant à des particuliers, et d'établir un système d'appareils de mouillage publics dans la rivière.

15. L'autorisation du Conseil sera nécessaire pour l'exécution de tous travaux de dragage, de construction de quais et de jetées, ainsi que pour l'établissement de tous pontons ou maisons flottantes, dans la section de la rivière mentionnée à l'Article 13. Le Conseil pourra refuser à discrétion cette autorisation.

16. Le Conseil aura pleins pouvoirs pour faire enlever tous obstacles dans la rivière ou dans les criques sus-mentionnées, et pour recouvrer, si cela est nécessaire, sur les personnes qui seraient responsables, les dépenses qui en résulteraient.

17. Le Conseil aura la disposition de tous feux flottants, bouées, balises, amers, et signaux lumineux, dans la section de la rivière et dans les criques mentionnées à l'Article 13, ainsi que de tous appareils établis à terre et nécessaires à la sûreté de la navigation fluviale, à l'exception des phares, auxquels reste applicable l'article XXXII du Traité de 1858 entre la Grande-Bretagne et la Chine.

18. Les travaux d'amélioration et de conservation du Whangpou seront dans leur entier, sous la direction technique du Conseil, même si leur exécution nécessitait des travaux en dehors des limites de sa juridiction. Dans ce cas, les ordres nécessaires seraient transmis par l'autorité Chinoise, et exécutés de son consentement.

19. Le Conseil encaissera et déboursa tous les fonds qui seront prélevés pour les travaux, et il prendra, d'accord avec l'autorité compétente, toutes les mesures propres à assurer le recouvrement des taxes et l'application des règlements.

20. Le Conseil nommera le Capitaine de Port et son personnel. Ce service de port exercera son action dans les limites des pouvoirs attribués au Conseil, dans la partie de la rivière indiquée à l'article 13.

21. Le Conseil aura le pouvoir d'organiser un service de police et de surveillance destiné à assurer l'exécution de ses règlements et de ses ordres.

22. Le Conseil aura la direction et la réglementation du service de pilotage de Shanghai. Les brevets de pilotes patentés pour les navires se rendant à Shanghai ne pourront être délivrés que par le Conseil, qui en disposera à son gré.

23. En cas de contravention à ses règlements, le Conseil poursuivra les contrevenants de la façon suivante :

Les étrangers, devant leurs Consuls respectifs ou devant les autorités judiciaires compétentes ; les Chinois ou les étrangers dont le Gouvernement n'est pas représenté en Chine, devant la Cour mixte, en présence d'un assesseur de nationalité non Chinoise.

24. Tout procès intenté au Conseil sera porté devant la Cour Consulaire de Shanghai. Le Conseil sera représenté dans les procès par son Secrétaire.

25. Les membres du Conseil et les personnes employées par lui ne pourront encourir aucune responsabilité personnelle du fait des votes et des Actes du Conseil, des contrats passés ou des dépenses engagées par cette assemblée, lorsque les dits votes, actes, contrats, et dépenses se rapporteront, soit à l'élaboration, soit à l'application, sous l'autorité ou d'après les ordres du Conseil ou de l'un des services qui en dépendent, des règlements émanant de l'assemblée en question.

26. En dehors des dispositions mentionnées à l'article 13 du présent Annexe, le Conseil aura le pouvoir de promulguer, dans les limites de sa compétence, toutes Ordonnances et tous Règlements nécessaires, et de fixer des amendes pour les cas de contravention.

27. Les Ordonnances et Règlements indiqués à l'Article 26 seront soumis à l'approbation du Corps Consulaire. Si, deux mois après la présentation du projet, le Corps Consulaire n'y a pas mis d'opposition ou suggéré de modifications, le projet sera considéré comme approuvé et exécutable.

28. Le Conseil aura le droit d'acquérir tous terrains nécessaires à l'exécution des travaux d'amélioration et de conservation du Whangpou, et de disposer des dits terrains. Si, dans cet ordre d'idées, il était jugé utile d'exproprier des terrains, on suivra les règles établies à l'article 6 *a* des « Land Regulations for the Foreign Settlement of Shanghai, north of the Yang-King-pan ». Dans ce cas, le prix sera fixé par une Commission composée de : 1° une personne choisie par l'autorité dont le propriétaire est ressortissant ; 2° une autre, choisie par le Conseil ; 3° une troisième, choisie par le doyen du Corps Consulaire.

29. Les propriétaires riverains auront un droit de préférence pour l'achat de tout terrain créé en avant de leurs propriétés par les assèchements effectués pour l'amélioration des voies fluviales en question. Les prix d'acquisition de ces terrains seront fixés par une Commission constituée de la même manière qu'à l'article 28.

30. Les revenus du Conseil se composeront de :

a). Une taxe annuelle d'un dixième pour cent sur la valeur imposable de la propriété foncière bâtie et non bâtie dans la Concession Française et dans la Concession Internationale.

b). Une taxe égale sur toute propriété située sur les rives du Whangpou, à partir d'une ligne tirée de la limite inférieure de l'arsenal de Kiang-nan vers l'embouchure de la crique dite « de l'Arsenal », jusqu'à l'endroit où le Whangpou se jette dans le Yang-tsze. La valeur imposable de ces propriétés sera fixée par la Commission mentionnée à l'article 28.

c). Une taxe de 5 candarins par tonne sur tout navire de type non-Chinois et d'un tonnage supérieur à 150 tonneaux, entrant dans les ports de Shanghai, de Wousong, ou dans tout autre port sur le Whangpou, ou en sortant.

Les navires de type non-Chinois de 150 tonneaux ou au-dessus paieront le quart de la taxe indiquée ci-dessus. Ces taxes ne seront applicables à



chaque navire qu'une seule fois en quatre mois, quel que soit le nombre des entrées et sorties effectuées.

Les navires de type non-Chinois qui font la navigation du Yang-tsze et relâchent à Wousong uniquement pour y prendre leurs papiers de rivière, seront exempts des taxes sus-mentionnées, à la condition que ces navires ne se livrent à Wousong, tant à l'aller qu'au retour, à aucune opération commerciale. Ils auront cependant la faculté de se ravitailler à Wousong en eau et en vivres.

d). Une taxe d'un dixième pour cent sur toute marchandise déclarée aux douanes à Shanghai, à Wousong, ou dans tout autre port sur le Whang-pou.

c). Une contribution annuelle du Gouvernement Chinois égale à la contribution fournie par les divers intéressés étrangers.

31. La perception des taxes énumérées à l'article 30 sera effectuée par l'intermédiaire des autorités suivantes :

La taxe *a* par les Municipalités respectives ;

La taxe *b*, à percevoir sur les ressortissants, des Gouvernements représentés en Chine, par leurs Consuls respectifs : les taxes à percevoir sur les Chinois ou sur les personnes dont le Gouvernement n'est pas représenté en Chine, par le Taotai.

Les taxes *c* et *d*, par la Douane Maritime Impériale.

32. Si le total des revenus annuels du Conseil ne suffisait pas au paiement de l'intérêt et de l'amortissement du capital à emprunter pour l'exécution des travaux, à l'entretien des travaux achevés et au service en général, le Conseil aura la faculté d'augmenter dans la même proportion les diverses taxes sur la navigation, la propriété foncière bâtie et non-bâtie, et le commerce, jusqu'à un chiffre suffisant pour faire face aux nécessités reconnues. Cette augmentation éventuelle sera appliquée dans les mêmes proportions, à la contribution du Gouvernement Chinois dont il est question à la section *e* de l'article 30.

33. Le Conseil devra informer à l'avance le Haut Commissaire des Ports du Sud et le Corps Consulaire de Shanghai, de la nécessité des augmentations prévues à l'article 32. Ces augmentations ne seront applicables que lorsque le Corps Consulaire de Shanghai les aura approuvées.

34. Le Conseil soumettra au haut Commissaire des Ports du Sud et au Corps Consulaire de Shanghai, dans un délai de six mois après la clôture de ses comptes annuels, un rapport détaillé sur la direction générale et sur les recettes et dépenses pendant les douze mois précédents. Ce rapport sera publié.

35. Si les comptes de recettes et de dépenses, exactement tenus et publiés, démontrent qu'il y a un excédent des recettes sur les dépenses, les taxes mentionnées à l'article 30 seront réduites proportionnellement et d'un commun accord entre le Corps Consulaire de Shanghai et le Conseil fluvial. Cette réduction éventuelle s'appliquera dans les mêmes proportions à la contribution du Gouvernement Chinois dont il est question à la section *e* de l'article 30.

36. Après l'expiration d'un premier terme de trois ans, les signataires examineront d'un commun accord celles des dispositions contenues dans le présent annexe qu'il y aurait lieu de reviser. Une nouvelle revision pourra avoir lieu dans les mêmes conditions, de trois ans en trois ans.

37. Dans les limites indiquées à l'article 13, et sous réserve de leur

approbation par le Corps Consulaire de Shanghai, les Ordonnances du Conseil auront force de loi pour tous les étrangers.

*Pékin, le 7 septembre, 1901.*

Pour copie conforme,

(Signé) : A. D'ANTHOÛARD.  
B. KROUPENSKY.  
REGINALD TOWER.  
V. BOHLEN HALBACH.

---

ANNEXE N° 18

**Edit impérial du 24 juillet 1901**

(Traduction)

Le 9<sup>e</sup> jour de la 6<sup>e</sup> lune, la Grande Chancellerie a reçu l'Édit ci-après :

« La création de fonctionnaires et la détermination de leurs attributions ont jusqu'ici été réglées d'après les nécessités des temps. Or, en ce moment où un nouveau Traité de Paix est conclu, les relations internationales vont au premier rang des affaires importantes, et il est plus que jamais nécessaire de recourir à des hommes capables pour s'occuper de tout ce qui a rapport à l'établissement de l'amitié dans les relations et de confiance dans le langage.

» L'Office des Affaires Étrangères, créé autrefois pour traiter les questions internationales, existe bien depuis des années, mais étant donné que les Princes et Ministres qui le composaient n'exerçaient pour la plupart ces fonctions qu'accessoirement à d'autres, ils ne pouvaient s'y consacrer exclusivement. Il convient donc naturellement de créer des fonctions spéciales afin que chacun ait son attribution propre.

» Nous ordonnons en conséquence que l'Office des Affaires Étrangères (Tsong li ko kouo che-wou yamên) soit changé en Ministère des Affaires Étrangères (Wai Wou pou) et prenne rang avant les six Ministères. Et nous désignons Yi-Kouang, Prince du premier rang K'ing, comme Président du Ministère des Affaires Étrangères.

» M. Wang Wen Cha, Grand Secrétaire d'État du Ti-jen Ko, est nommé Président-adjoint au Ministère des Affaires Étrangères ; M. K'in Hong ki, Président du Ministère des Travaux Publics, passe avec le même titre au Ministère des Affaires Étrangères, où il est nommé Président-adjoint ; M. Sin Chéou p'eng, Directeur de la Cour des Haras, et Lien-fang, Expectant Sous-Directeur Métropolitain de troisième ou quatrième rang, sont nommés premier et second Directeurs (ou Sous-Secrétaires).

» En ce qui regarde la fixation du personnel, les règlements qui devront présider à son choix, les émoluments à attribuer aux Ministres, Directeurs, et autres Agents, nous prescrivons aux Conseillers de Gouvernement de se concerter avec le Ministère du Personnel, et de nous adresser promptement leurs conclusions par voie de rapport.

» Respect à ceci. »

Pour copie conforme :

(Signé) : A. D'ANTHOÛARD  
B. KROUPENSKY.  
REGINALD TOWER.  
V. BOHLEN HALBACH.



ANNEXE N° 19

**Mémorandum sur le Cérémonial à observer dans les Audiences solennelles.**

1. Les audiences solennelles données par Sa Majesté l'Empereur de Chine au Corps Diplomatique ou aux Représentants des Puissances séparément, auront lieu dans la salle du Palais appelée « K'ien-ts'ing Kong ».

2. En allant à ces audiences solennelles ou en en revenant, les Représentants des Puissances seront portés dans leur chaise jusqu'à l'extérieur de la porte King-yun. A la porte King-yun ils devront descendre de la chaise dans laquelle ils seront venus et être portés dans une petite chaise (i chiao) jusqu'au pied des marches de la porte K'ien-ts'ing.

En arrivant à la porte K'ien-ts'ing les Représentants des Puissances devront descendre de chaise et s'avancer à pied jusqu'en présence de Sa Majesté, dans la salle K'ien-ts'ing Kong.

En partant, les Représentants des Puissances devront retourner à leur résidence de la même manière qu'ils seront venus.

3. Quant un Représentant d'une Puissance aura à présenter à Sa Majesté l'Empereur ses lettres de créance ou une communication du Chef de l'État par lequel il est accrédité, l'Empereur fera envoyer à la résidence du dit Représentant, pour le porter au Palais, une chaise à porteurs avec des garnitures et des glands jaunes, telles que celles qui sont à l'usage des Princes de la famille Impériale. Le dit Représentant sera reconduit chez lui de la même manière. Une escorte de troupes sera également envoyée à la résidence du dit Représentant pour l'accompagner à l'aller et au retour.

4. En présentant ses lettres de créance ou une communication du Chef de l'État par lequel il est accrédité, l'Agent Diplomatique, pendant qu'il portera les dites lettres ou communications, passera par les ouvertures centrales des portes du Palais jusqu'à ce qu'il soit parvenu en présence de Sa Majesté. En revenant de ces audiences, il se conformera, en ce qui concerne les portes par lesquelles il pourra avoir à passer, aux usages déjà établis à la Cour de Pékin pour les audiences données au Représentants étrangers.

5. L'Empereur recevra directement entre ses mains les lettres et communications ci-dessus mentionnées que les Représentants étrangers pourront avoir à lui remettre.

6. Si Sa Majesté décidait d'inviter à un banquet les Représentants des Puissances, il est bien entendu que ce banquet devra avoir lieu dans une des salles du Palais impérial et que Sa Majesté devra y assister en personne.

7. En un mot, le cérémonial adopté par la Chine à l'égard des Représentants étrangers ne pourra être, en aucun cas, différent de celui qui résulte d'une parfaite égalité entre les pays concernés et la Chine, sans aucune perte de prestige de part et d'autre.

Pour copie conforme :

(Signé) : A. D'ANTHOÛARD.  
B. KROUPENSKY.  
REGINALD TOWER.  
V. BOHLEN HALBACH.

## BELGIQUE — GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## Convention télégraphique

(11 mars 1901)

Sa Majesté le roi des Belges et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, désirant faciliter les relations télégraphiques entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, et usant de la faculté qui leur est accordée par l'article 17 de la Convention télégraphique internationale, signée le 22 juillet 1875, à Saint-Pétersbourg, ont résolu de conclure une convention remplaçant les déclarations du 31 octobre-3 novembre 1879 et du 25-30 septembre 1886, datées de Bruxelles et de Luxembourg, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges,

M. Michotte de Welle, chevalier de l'ordre de Léopold, décoré de la 2<sup>e</sup> classe de l'ordre de la Couronne Royale de Prusse, commandeur des ordres de la Couronne de Roumanie et de Saint-Grégoire le Grand, chevalier de 3<sup>e</sup> classe de l'ordre de la Couronne de Fer d'Autriche, etc., etc., son ministre résident, chargé d'affaires de Belgique à Luxembourg, et

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg,

M. Eyschen, chevalier de l'ordre du Lion d'Or de la Maison de Nassau, grand-croix de l'ordre de la Couronne de Chêne et de l'ordre d'Adolphe de Nassau, grand-croix de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., etc., son ministre d'Etat, président du gouvernement.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ART. 1<sup>er</sup>. — La taxe des télégrammes ordinaires échangés entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg se compose d'une taxe fixe d'un demi-franc, à laquelle est ajoutée une taxe de cinq centimes par mot jusqu'au cinquantième mot inclusivement ; à partir du cinquante et unième mot, cette dernière taxe est réduite à deux centimes et demi.

ART. 2. — Chacun des deux offices contractants conserve le montant de toutes les taxes indistinctement qu'il a encaissées.

ART. 3. — Les télégrammes échangés entre deux bureaux du même pays, en empruntant le réseau téléphonique de l'autre pays, donnent lieu à une bonification de fr. 0,02 par mot au profit de ce dernier.

ART. 4. — Les télégrammes arrivant à un bureau de l'un des deux Etats, voisin de la frontière, peuvent être transportés par exprès sur le territoire de l'autre Etat, dans un rayon à déterminer de commun accord par les deux administrations.

ART. 5. — Les administrations télégraphiques des deux pays pourront, à toute époque, modifier de commun accord, et sauf approbation de leurs gouvernements respectifs, le tarif déterminé à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que les dispositions des articles 2 et 3 de la présente Convention.

ART. 6. — Les dispositions de la Convention télégraphique internationale et du règlement de service qui la complète, sont applicables aux re-



lations directes entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg dans tout ce qui n'est pas réglé par la présente Convention, laquelle remplace et abroge les déclarations signées à Bruxelles et à Luxembourg les 31 octobre-3 novembre 1879 et 25-30 septembre 1886.

ART. 7. — La présente Convention entrera en vigueur à une date à fixer par les administrations télégraphiques des deux pays et sera maintenue indéfiniment, sauf la dénonciation qui pourrait en être faite, une année à l'avance, par l'une des hautes parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Luxembourg, le 11 mars 1901.

(L. S.) M. MICHOTTE DE WELLE.

(L. S.) EYSCHEN.

La Convention qui précède entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1901.

Certifié par le secrétaire général  
du ministère des affaires étrangères,

Baron LAMBERMONT.

## BELGIQUE — PAYS-BAS

### Arrangement télégraphique entre la Belgique et les Pays-Bas

(16 mars 1901)

Sa Majesté le roi des Belges et Sa Majesté la reine des Pays-Bas, désirant faciliter les relations télégraphiques entre la Belgique et les Pays-Bas, et usant de la faculté que leur accorde l'article 17 de la Convention télégraphique internationale, signée le 22 juillet 1875, à Saint-Petersbourg, ont résolu de conclure un nouvel arrangement et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges,

Le comte Degrelle-Rogier, commandeur de son ordre de Léopold, commandeur de l'ordre du Lion Néerlandais, grand'croix de l'ordre d'Orange Nassau, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour royale des Pays-Bas ;

Sa Majesté la reine des Pays-Bas,

M. W.-H. de Beaufort, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, etc., etc., son ministre des affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes ;

ART. 1<sup>er</sup>. — Les deux premiers articles de l'arrangement télégraphique conclu entre la Belgique et les Pays-Bas, le 27 octobre 1893, sont remplacés par les suivants :

« ART. 1<sup>er</sup>. — La taxe des télégrammes ordinaires échangés directement entre la Belgique et les Pays-Bas se compose d'une taxe fixe d'un demi-

franc, à laquelle est ajoutée une taxe de cinq centimes par mot jusqu'au cinquantième mot inclusivement ; à partir du cinquante et unième mot, cette dernière taxe est réduite à deux centimes et demi par mot.

» ART. 2. — Le montant des recettes résultant du trafic direct belge-néerlandais est partagé par moitié entre les deux administrations. Il est, en conséquence, attribué à chaque pays, par télégramme ordinaire transmis, la moitié de la taxe fixe et la moitié de la taxe par mot. »

ART. 2. — Les administrations télégraphiques des deux pays pourront, à toute époque, modifier, de commun accord et sauf approbation de leurs gouvernements respectifs, les tarifs et les conditions de partage des taxes déterminées par le présent arrangement et par l'article 4 de l'arrangement précité du 27 octobre 1893.

ART. 3. — Le présent arrangement entrera en vigueur à une date à fixer ultérieurement par les administrations télégraphiques des deux pays ; il aura la même durée que l'arrangement du 27 octobre 1893.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement, qu'ils ont revêtu de leur cachet.

Fait en double, à La Haye, le 16 mars 1901.

(L. S.) C<sup>te</sup> DEGRELLE-ROGIER.

(L. S.) W.-H. DE BEAUFORT.

L'arrangement qui précède entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1901.

Certifié par le secrétaire général  
du ministère des affaires étrangères,  
Baron LAMBERMONT.

## BELGIQUE — GRÈCE

### Dénonciation du traité de commerce et de navigation

(7-20 mars 1901)

Par une communication officielle du 7/20 mars 1901, le gouvernement hellénique a dénoncé le traité de commerce et de navigation conclu le 13/25 mai 1895 entre la Belgique et la Grèce.

Le gouvernement du roi a donné acte de cette dénonciation.

Aux termes de l'article 22, le traité susmentionné cessera de produire ses effets à partir du 7/20 mars 1902.

En notifiant cette dénonciation, le gouvernement hellénique a fait savoir qu'il était disposé à entrer en négociations avec le gouvernement du roi, pour la conclusion d'un nouveau traité.

Certifié par le secrétaire général  
du ministère des affaires étrangères,  
Baron LAMBERMONT.



BELGIQUE — PAYS-BAS

**Convention conclue à La Haye, le 23 mars 1901, entre la Belgique et les Pays-Bas, en vue de rendre applicables sur l'Escaut et à ses embouchures, les signaux d'appel de pilote prévus dans le nouveau code international des signaux.**

(30 avril 1901)

Sa Majesté le roi des Belges et Sa Majesté la reine des Pays-Bas, ayant pris connaissance des dispositions formulées le 25 octobre 1900 par les commissaires permanents belges et néerlandais pour la surveillance commune des services de pilotage dans l'Escaut, afin de modifier le système de signaux d'appel de pilote établi par le § 1<sup>er</sup> de l'article 16 du règlement international du 20 mai 1843, tel que ce paragraphe a été modifié par la Convention conclue le 17 juillet 1876, ont résolu d'approuver ces dispositions et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :... lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1<sup>er</sup>. — Les dispositions signées à Flessingue, le 25 octobre 1900, en langues française et néerlandaise, par les commissaires permanents belges et néerlandais, pour la surveillance commune des services de pilotage dans l'Escaut, ci-annexées en copie, sont approuvées ; la teneur respective de ces dispositions est considérée comme insérée dans la présente Convention et sera comprise dans la ratification de cette dernière.

ART. 2. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires susdits l'ont signée et y apposé leur cachet.

Fait à La Haye, en double original, le 23 mars 1901.

(L. S.) C<sup>te</sup> DEGRELLE ROGIER.

(L. S.) W.-H. DE BEAUFORT.

(L. S.) ROELL.

CONVENTION

Le gouvernement belge et le gouvernement néerlandais, désirant mettre le § 1<sup>er</sup> de l'article 16 du règlement international du 20 mai 1843 en harmonie avec les prescriptions du nouveau code international des signaux, adopté par les diverses puissances maritimes, ont désigné à cette fin... lesquels s'étaient réunis à Flessingue, en vertu des pouvoirs respectifs qui leurs ont été conférés, sont convenus des dispositions suivantes :

ART. 1<sup>er</sup>. — A partir du 1<sup>er</sup> mai 1901, le § 1<sup>er</sup> de l'article 16 du règlement du 20 mai 1843, tel qu'il a été modifié par la Convention du 7 avril 1876, approuvée par les deux gouvernements, sous la date du 17 juillet suivant, sera conçu de la manière ci-après :

« Art. 16. — Les signaux suivants faits ou exhibés, soit simultanément, soit séparément, seront considérés comme étant des signaux d'appel de pilote :

» A. De jour :

» 1° Hissé à l'avant, le pavillon national encadré d'une bande blanche d'un cinquième de la largeur du pavillon ;

» 2° Le signal *P. T.* du code international des signaux ;

» 3° Le pavillon *S* du susdit code, surmonté ou non de la flamme caractéristique du code ;

» 4° Le signal de distance, consistant en un cône, la pointe tournée vers le haut et surmonté de deux boules ou formes ressemblant à des boules.

» *B.* De nuit :

» 1° Le feu pyrotechnique, communément appelé « blue light » exhibé toutes les 15 minutes ;

» 2° Un feu brillant blanc, à intermittences, ou exhibé à de courts ou fréquents intervalles un peu au-dessus des bastingages, chaque fois pendant environ une minute ».

ART. 2. — La présente Convention ne sera mise à exécution qu'après l'approbation des gouvernements respectifs.

Fait, en double expédition, à Flessingue, le 25 octobre 1900, dont une expédition en français et une autre en néerlandais.

*Les commissaires permanents belges :*

(S.) ALLO.

(S.) L. ROGER.

*Les commissaires permanents néerlandais :*

(S.) J.-C. DE RUYTER DE WILDT.

(S.) VAN DER BERG.

(L. S.) C<sup>te</sup> DEGRELLE ROGIER.

L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 30 avril 1901.

Certifié par le secrétaire général  
du ministère des affaires étrangères,  
Baron LAMBERMONT.

## BELGIQUE — PAYS-BAS

**Reconnaissance réciproque, dans les ports de Belgique et des Pays-Bas, des certificats de jaugeage délivrés dans les deux pays.**

(8 mai 1901)

En vertu de l'article 4 de la loi du 20 juin 1883, les navires de mer qui ont été mesurés dans les Pays-Bas depuis le 20 octobre 1899, conformément à l'arrêté de Sa Majesté néerlandaise du 18 septembre précédent, sont dispensés d'un nouveau jaugeage en Belgique dans les conditions suivantes :

1° Pour les navires à voiles, la capacité nette en tonneaux de mer indiquée dans les certificats de jaugeage néerlandais est considérée comme l'équivalent du tonnage légal belge ;

2° Il en est de même en ce qui concerne le tonnage *brut* des navires à



vapeur. Le tonnage *net* de ces navires est déterminé en opérant, sans nouveau mesurage, les déductions prévues d'une manière identique par les règlements de jaugeage des deux pays ; quant à la capacité des espaces occupés par les machines, les chaudières et les soutes à charbon, les déductions sont calculées d'après les prescriptions des articles 22 à 25 du règlement de jaugeage belge. Les espaces préindiqués ne seront mesurés que pour autant que leur capacité ne puisse être déterminée à l'aide des indications portées dans les certificats de jaugeage dont sont munis les navires néerlandais.

Par mesure de réciprocité, un arrêté de Sa Majesté la reine des Pays-Bas, affranchit de tout nouveau mesurage obligatoire dans les ports des Pays-Bas et de leurs colonies, les navires belges qui ont été jaugés en Belgique conformément à l'arrêté royal du 2 décembre 1897 (*Moniteur*, n° 356). Les certificats de jaugeage délivrés en Belgique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1898 seront, à partir du 1<sup>er</sup> février 1901, admis comme valables dans les Pays-Bas et dans leurs colonies pour les navires à vapeur comme pour les navires à voiles. Pour éviter les calculs relatifs aux déductions consenties par les articles 18 et 19 du règlement néerlandais pour les machines, les chaudières et les soutes à charbon des bâtiments à vapeur, le tonnage net des navires belges, établi d'après les règles anglaises et figurant sur les certificats spéciaux de jauge délivrés par application de l'article 41 du règlement belge, sera admis dans les ports des Pays-Bas et de leurs colonies au même titre que le tonnage net des navires anglais. Il est entendu, au surplus, que, dans le cas où il serait absolument nécessaire de remesurer partiellement les locaux occupés par les appareils moteurs, les soutes à charbon ou d'autres locaux, les frais seront calculés d'après les règlements en vigueur dans les pays respectifs, mais seulement en raison des espaces qui auront été réellement jaugés.

Certifié par le secrétaire général  
du ministère des affaires étrangères,  
Baron LAMBERMONT.

## ALLEMAGNE — BELGIQUE

### Convention additionnelle au traité d'extradition, entre la Belgique et l'Empire d'Allemagne, du 24 décembre 1874

(29 novembre 1900 (1))

Sa Majesté le roi des Belges et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'empire d'Allemagne, ayant résolu de modifier les dispositions du traité d'extradition du 24 décembre 1874 concernant la mise en liberté d'un individu arrêté provisoirement et de conclure, à cet effet, une convention additionnelle, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges :

Le sieur Paul de Favereau, sénateur, son ministre des affaires étrangères

(1) L'échange des ratifications a été opéré le 3 juin 1901.

chevalier de l'ordre de Léopold, grand'croix de l'ordre de la Couronne de Bavière, etc., etc. ;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse :

Le sieur Frédéric-Jean comte d'Alvensleben, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le roi des Belges, conseiller intime actuel et chambellan, chevalier de 1<sup>re</sup> classe de l'ordre royal prussien de l'Aigle Rouge avec feuilles de chêne, grand'croix de l'ordre belge de Léopold, etc., etc., lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1. — Le deuxième et troisième alinéa de l'article 9 du traité d'extradition conclu entre la Belgique et l'empire d'Allemagne, à la date du 24 décembre 1874, sont remplacés ainsi qu'il suit :

« Dans ce cas, l'individu arrêté provisoirement pourra être mis en liberté, si, dans les dix-huit jours après le jour de son arrestation, le gouvernement requis n'a pas reçu, par la voie diplomatique, une demande d'extradition accompagnée de l'un des documents énumérés dans l'article 8 du présent traité.

» D'autre part, l'individu arrêté provisoirement devra être mis en liberté si, dans les trois semaines après le jour de son arrestation, il ne lui est notifié l'un de ces documents.

» Les parties contractantes s'engagent à hâter l'envoi des requêtes d'extradition, chaque fois que l'arrestation provisoire aura été requise, soit directement, soit par la voie diplomatique. »

ART. 2. — La présente Convention additionnelle sera ratifiée.

Elle entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications qui aura lieu le plus tôt possible et aura la même valeur et la même durée que le traité d'extradition du 24 décembre 1874.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Bruxelles, en double, le 28 novembre 1900.

(L. S.) P. DE FAVEREAU.

## BELGIQUE — HONDURAS

### Convention d'extradition entre la Belgique et la République de Honduras

(19 avril 1900)

Sa Majesté le roi des Belges et Son Excellence le Président de la République du Honduras, désirant régler par une convention l'extradition des criminels, ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires :

Sa Majesté le roi des Belges.

M. Joseph Wolters, chargé d'affaires de Belgique au Centre Amérique ;



Son Excellence le Président du Honduras :

M. le D<sup>r</sup> Juan Padilla, M., consul général du Honduras à Guatemala ;

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, et les ayant trouvés en règle, ont arrêté les articles suivants :

ART. 1<sup>er</sup>. — Le gouvernement belge et le gouvernement du Honduras s'engagent à se livrer réciproquement, sur la demande que l'un adressera à l'autre, à la seule exception de leurs nationaux, les individus poursuivis ou condamnés comme auteurs ou complices à raison d'un des crimes ou délits spécifiés à l'article 2, par les autorités judiciaires de l'une des deux parties et trouvés sur le territoire de l'autre partie.

Lorsque le fait motivant la demande d'extradition aura été commis hors du territoire de l'Etat requérant, il pourra être donné suite à cette demande, si la législation du pays requis autorise la poursuite du fait similaire commis à l'étranger.

ART. 2. — Les crimes et délits à raison desquels l'extradition sera accordée, sont les suivants :

1. Homicide volontaire comprenant les crimes d'assassinat, de meurtre, parricide, infanticide et empoisonnement ;

2. Incendie ;

3. Coups et blessures graves pouvant donner lieu à l'extradition suivant la loi des deux pays ;

4. Viol, attentats à la pudeur avec violence, attentats à la pudeur sans violence sur des enfants au-dessous de l'âge déterminé par la législation pénale des deux pays ;

5. Enlèvement de mineurs, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant ;

6. Vol et pillage ;

7. Dégâts ou entraves aux voies ferrées, mettant ou pouvant mettre en péril la vie des voyageurs ;

8. Piraterie ou révolte à bord des navires quand l'équipage ou les passagers s'emparent du navire par surprise ou violence envers le capitaine ;

9. Association de malfaiteurs ;

10. Faux en écriture, falsification des documents ou dépêches télégraphiques, usage de faux ;

11. Falsification ou altération frauduleuse d'actes officiels émanant du gouvernement ou de l'autorité publique ainsi que des tribunaux de justice ;

12. Fabrication de fausse monnaie, falsification ou altération de titres ou coupons de la dette publique, de billets de banque nationaux ou étrangers, de papier monnaie ou d'autres valeurs publiques de crédit ; de sceaux, timbres, coins, marques de l'Etat ou des administrations publiques ;

Mise en circulation ou usage frauduleux des objets mentionnés ci-dessus altérés ou falsifiés ;

13. Soustraction des deniers publics par des employés publics ou dépositaires ;

14. Banqueroute frauduleuse ;

15. Extorsion ;

Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers ;

16. Faux témoignage, parjure et subornation de témoins, experts ou interprètes ;

17. Escroqueries ;
18. Abus de confiance ;
19. Avortement.
20. Bigamie ;
21. Excitation habituelle à la débauche de mineurs ;
22. Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits mentionnés au présent article ;
23. Tentative de l'un de ces crimes ou délits lorsqu'elle est punissable d'après la législation des deux parties contractantes.

Dans tous les cas, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait similaire sera punissable d'après la législation du pays auquel la demande est adressée.

ART. 3. — Il est expressément stipulé que l'étranger dont l'extradition aura été accordée ne pourra être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun crime ou délit non prévu par la présente convention.

Ne sera pas réputé délit politique ni fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre le chef d'un Etat étranger ou contre des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'emprisonnement.

L'individu extradé pourra toutefois être poursuivi ou puni contradictoirement dans les cas suivants, pour une infraction autre que celle qui a motivé l'extradition :

1. S'il a demandé à être jugé ou à subir sa peine, auquel cas sa demande sera communiquée au Gouvernement qui l'a livré ;
2. S'il n'a pas quitté, pendant le mois qui suit son élargissement définitif, le pays auquel il a été livré ;
3. Si l'infraction est comprise dans la convention et si le gouvernement auquel il a été livré a obtenu préalablement l'adhésion du Gouvernement qui a accordé l'extradition. Ce dernier pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dans l'article 5 de la présente convention.

La réextradition à un pays tiers est soumise aux mêmes règles.

ART. 4. — L'extradition ne pourra avoir lieu quand, d'après la loi du pays où se trouve l'inculpé, la peine ou l'action criminelle serait prescrite.

ART. 5. — L'extradition ne sera accordée que sur la production soit d'une sentence de condamnation, soit d'un acte de procédure décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi de l'inculpé devant la juridiction répressive ; soit enfin d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force. Ces actes indiqueront la nature précise des faits incriminés et la disposition pénale qui leur est applicable. Ils seront produits en original ou en expédition authentique et accompagnés autant que possible d'une traduction française et du signalement de l'individu réclamé.

ART. 6. — Les demandes d'extradition seront toujours adressées par la voie diplomatique ou consulaire.

ART. 7. — Dans les cas urgents, l'arrestation provisoire de l'inculpé sera effectuée sur l'avis donné par la poste ou le télégraphe de l'existence d'un



mandat d'arrêt, pourvu que cet avis soit transmis par la voie diplomatique ou consulaire.

Cette arrestation sera facultative lorsque l'avis ci-dessus émanant d'une autorité judiciaire ou administrative de l'un des deux pays, sera adressé directement à une autorité judiciaire ou administrative de l'autre pays.

ART. 8. — Dans l'un et l'autre cas, l'étranger arrêté provisoirement sera mis en liberté si, dans le délai de trois mois à compter du jour de son arrestation, il ne reçoit notification de l'un des documents mentionnés dans l'article 5, transmis par la voie diplomatique ou consulaire.

ART. 9. — Si l'individu réclamé se trouve poursuivi ou condamné dans l'Etat requis, son extradition pourra être différée jusqu'à l'abandon des poursuites et, en cas de condamnation, jusqu'à l'expiration de la peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays, à raison d'obligations qu'il aurait contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sous réserve pour ceux-ci de faire valoir ensuite leurs droits devant l'autorité compétente.

ART. 10. — Les objets saisis pouvant servir de pièces à conviction, ainsi que tous les objets pouvant provenir du crime ou du délit à raison desquels l'extradition est réclamée, seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis au gouvernement de la partie requérante, lors même que l'extradition ne pourrait s'effectuer par suite de la mort ou de la disparition ultérieure de l'individu réclamé.

Cette remise comprendra également tous les objets que l'inculpé aurait cachés ou déposés dans le pays et qui seraient découverts par la suite.

Sont réservés toutefois les droits que des tiers, non impliqués dans la poursuite, auraient acquis sur les objets désignés dans le présent article.

ART. 11. — Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des deux Etats, dans la limite de leurs territoires respectifs.

L'individu à extraditer sera conduit au port de l'Etat requis que désignera l'agent diplomatique ou consulaire accrédité par le gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

ART. 15. — Quand au cours d'une affaire pénale non politique, l'audition de personnes se trouvant dans l'un des deux pays, ou tout autre acte d'instruction seront jugés nécessaires, une commission rogatoire sera adressée à cet effet, par la voie diplomatique ou consulaire, et il y sera donné suite en observant les lois du pays requis.

Les deux gouvernements renoncent au remboursement des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires, chaque fois qu'il ne s'agira pas d'expertises pouvant entraîner plusieurs vacations.

ART. 13. — Les deux gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, sans restitution de frais, les condamnations pour crimes et délits de toute espèce qui auront été prononcées par les tribunaux de l'un des deux Etats contre les sujets de l'autre. Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par voie diplomatique ou consulaire, d'un bulletin ou extrait au gouvernement du pays auquel appartient le condamné.

Chacun des deux gouvernements donnera à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités respectives.

ART. 14. — Les stipulations de la présente convention seront applicables dans toutes les possessions étrangères ou coloniales que viendraient à posséder les hautes parties contractantes. La demande d'extradition sera adressée, dans ce cas, au gouverneur ou fonctionnaire principal de la colonie, par le principal agent diplomatique ou consulaire du pays requérant.

Le présent traité entrera en vigueur dix jours après sa publication, conformément aux lois respectives des deux Etats. Chacune des parties contractantes pourra en tout temps le dénoncer, en prévenant l'autre partie de son intention, une année à l'avance.

Les ratifications en seront échangées à Guatemala, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double original à Guatemala, le 19 avril 1900.

(L. S.) WOLTERS.

#### Protocole

Au moment de procéder à la signature, les soussignés sont convenus de ce qui suit :

Dans tous les cas où il y aurait doute sur le point de savoir si la présente convention est applicable, des explications seront demandées et, après examen, le gouvernement auprès duquel l'extradition est réclamée statuera sur la suite à donner à la demande.

Le présent protocole aura la même force et la même durée que la convention d'extradition dont il fait partie intégrante.

Fait à Guatemala, le 19 avril 1900.

(L. S.) WOLTERS.

(L. S.) PADILLA.

#### Protocole

Les soussignés, César Bonilla, ministre des relations extérieures de la République de Honduras, et M. Joseph Wolters, chargé d'affaires de Belgique au Centre Amérique, s'étant mis d'accord pour rectifier une erreur matérielle qui s'est glissée dans le texte espagnol de la Convention d'extradition conclue entre le Honduras et la Belgique, et signée à Guatemala, le 19 avril 1900, sont convenus de ce qui suit :

A l'article II, n° 12, il faut lire : « Falsificacion o alteracion de titulos o cupones de la deuda publica », au lieu de : « Falsificacion o alteracion de titulos de la deuda publica ».

Fait en double exemplaire à Guatemala, le 3 août 1901.

(L. S.) WOLTERS.

(L. S.) BONILLA.

L'échange des ratifications a été opéré le 3 août 1901.

Certifié par le secrétaire général  
du ministère des affaires étrangères,

Baron LAMBERMONT.



## BELGIQUE — CORÉE

### Traité d'amitié, de commerce et de navigation

(23 mars 1901) (1)

Sa Majesté le roi des Belges et Sa Majesté l'empereur de Corée, animés du désir d'établir entre la Belgique et la Corée des relations d'amitié et de commerce, ont résolu de conclure dans ce but un traité et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges :

M. Léon Vincart, chevalier de l'ordre de Léopold de Belgique, commandeur de l'ordre du Nichan-Iftikhar de Tunis, chevalier de l'ordre de la Couronne d'Italie, chargé d'une mission spéciale auprès de Sa Majesté l'empereur de Corée ;

Sa Majesté l'empereur de Corée :

Pak Tjai Soun, ministre des affaires étrangères et plénipotentiaire spécial, dignitaire de deuxième rang, premier degré, conseiller du Grand Conseil d'Etat, ministre de la guerre intérimaire, directeur général de l'Hôtel des Monnaies, décoré de l'ordre du Mérite de troisième classe du Thai-Kuk ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ART. 1<sup>er</sup>. — Il y aura paix et amitié perpétuelles entre Sa Majesté le roi des Belges d'une part, et Sa Majesté l'empereur de Corée d'autre part, ainsi qu'entre les ressortissants des deux Etats, sans exception de personnes ni de lieux. Les Belges et les Coréens jouiront, dans les territoires relevant respectivement des hautes parties contractantes, d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

ART. 2. § 1. — Chacune des hautes parties contractantes pourra nommer un représentant diplomatique qui aura la faculté de résider d'une façon permanente ou temporaire dans la capitale de l'autre, et aussi désigner un consul général, des consuls ou vice-consuls, qui résideront dans les villes ou ports de l'autre Etat, ouverts au commerce étranger.

Les agents diplomatiques ou consulaires des deux Etats jouiront, dans

(1) Echange des ratifications : Séoul, le 17 octobre 1901. Loi belge portant approbation : 21 août 1901 (*Monit.* 8 nov. 1901).

Documents parlementaires. — Session de 1900-1901.

#### CHAMBRES DES REPRÉSENTANTS.

*Documents parlementaires.* — Exposé des motifs, texte du projet de loi et texte du traité. Séance du 9 juillet 1901, p. 646 à 651. — Rapport. Séance du 31 juillet 1901, p. 666-667.

*Annales parlementaires.* — Dépôt du projet de loi. Séance du 9 juillet 1901, p. 1827. — Discussion. Séance du 6 août 1901, p. 2324. — Adoption. Séance du 7 août 1901, p. 2356.

#### SÉNAT.

*Documents parlementaires.* — Rapport. Séance du 7 août 1901, p. 56-57.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 13 août 1901, p. 685.

les pays de leur résidence, de tous les avantages et immunités dont jouissent les agents diplomatiques et consulaires des autres Etats.

§ 2. — Les agents diplomatiques et consulaires, ainsi que les personnes attachées à leurs missions, pourront librement voyager sur tout le territoire du pays de leur résidence. Les autorités coréennes fourniront aux agents belges voyageant en Corée, des passe-ports et une escorte suffisante pour les protéger en cas de nécessité.

§ 3. — Les agents consulaires des deux pays y exerceront leurs fonctions, après avoir été dûment autorisés par le souverain ou le gouvernement du pays de leur résidence. Il leur est interdit de se livrer au commerce.

§ 4. — Dans le cas où l'une des hautes parties contractantes ne croirait pas devoir user de la faculté, qui est donnée à chacune d'elles, de nommer des consuls dans les ports de l'autre, elle pourra en confier les fonctions aux agents d'une puissance tierce.

ART. 3. § 1. — En ce qui concerne leurs personnes et leurs biens, les Belges en Corée relèveront exclusivement de la juridiction belge. Les procès qu'un Belge ou un étranger intenteraient en Corée, contre un Belge, seront jugés par l'autorité consulaire belge, sans que l'autorité coréenne puisse aucunement intervenir.

§ 2. — Tout Belge mis en cause par les autorités coréennes ou par un sujet coréen sera, de même, en Corée, jugé par l'autorité consulaire belge.

§ 3. — Tout Coréen, mis en cause par les autorités belges ou par un belge, sera jugé par l'autorité coréenne.

§ 4. — Les Belges qui commettraient en Corée des délits ou des crimes, seront punis par l'autorité belge compétente et conformément à la loi belge.

§ 5. — Les crimes ou délits dont un Coréen se rendrait coupable en Corée, au préjudice d'un Belge, seront jugés et punis par les autorités coréennes et conformément à la loi coréenne.

§ 6. — Toute plainte dirigée contre un Belge et susceptible d'entraîner une peine pécuniaire ou la confiscation, pour violation soit du présent traité, soit des règlements y annexés ou des règlements futurs à intervenir, devra être portée devant l'autorité consulaire belge ; les amendes et confiscations prononcées demeureront au profit du gouvernement coréen.

§ 7. — Les marchandises belges saisies par les autorités coréennes, dans un port ouvert, seront mises sous scellés, conjointement par les autorités des deux pays. Les autorités coréennes en auront la garde jusqu'à ce que l'autorité consulaire belge ait rendu sa décision. Si cette décision est en faveur du propriétaire des marchandises, celles-ci seront immédiatement mises à la disposition du consul. En tout état de cause, le propriétaire pourra toujours rentrer en possession de ses marchandises, à la condition d'en déposer la valeur entre les mains des autorités coréennes, en attendant la décision de l'autorité consulaire belge.

§ 8. — Dans toutes les causes, soit civiles, soit pénales, portées devant un tribunal coréen ou un tribunal consulaire belge en Corée, un fonctionnaire appartenant à la nationalité du demandeur ou plaignant, et dûment autorisé à cet effet, pourra toujours assister à l'audience et sera traité avec les égards convenables. Il pourra, quand il le jugera nécessaire, citer, interroger contradictoirement les témoins, protester contre la procédure et la sentence.



§ 9. — Si un Coréen, prévenu d'une infraction aux lois de son pays, se réfugie dans une maison occupée par un Belge ou à bord d'un navire de commerce belge, les autorités coréennes s'adresseront au consul de Belgique. Celui-ci prendra les mesures nécessaires pour le faire arrêter et pour le remettre entre les mains des autorités coréennes à qui il appartient de le juger. Aucun fonctionnaire ni agent coréen ne pourra, sans la permission du consul de Belgique, pénétrer dans les magasins ou la demeure d'un Belge, à moins que le résident belge ou le commandant du navire n'y donne son consentement.

§ 10. — Les autorités coréennes arrêteront et remettront à l'autorité consulaire belge compétente, sur sa requête, tout Belge prévenu de crime ou délit et tout déserteur d'un navire belge.

§ 11. — Le droit de juridiction reconnu aux consuls belges sur leurs nationaux en Corée, sera abandonné quand, dans l'opinion du gouvernement belge, les lois et la procédure coréennes auront été modifiées et réformées de telle sorte qu'il n'y ait plus d'objections à placer les Belges sous la juridiction territoriale et quand la magistrature coréenne présentera, au point de vue de l'indépendance et des connaissances juridiques, les mêmes garanties que les magistrats belges.

ART. 4. § 1. — Les ports et localités suivants sont ouverts au commerce belge à partir du jour de la mise en vigueur du traité :

Chemoulpo, Wonsan, Fusan, Tjin-Nam-Hpo, Kounsán, Mok-Hpo, Masan-Hpo, Syeng-Tjin et Hpyeng-Yang et les villes de Séoul et de Yang-Houa-Tjin.

Dans le cas où toutes les puissances qui ont déjà conclu des traités avec la Corée, ou qui viendraient à en conclure ultérieurement, consentiraient à renoncer au droit, conféré par ces traités à leurs nationaux d'ouvrir des établissements de commerce dans la ville de Séoul, ce droit ne serait pas réclamé en faveur des commerçants belges.

§ 2. — Dans les localités susnommées, les Belges auront le droit de louer ou d'acheter des terrains et des maisons, d'élever des constructions et d'établir des magasins et des manufactures. Ils auront la liberté de pratiquer leur religion. Tous les arrangements relatifs au choix, à la délimitation, à l'aménagement des concessions étrangères, ainsi qu'à la vente des terrains, dans les différents ports ou villes ouverts au commerce étranger seront concertés entre les autorités coréennes et les autorités étrangères compétentes.

§ 3. — Les emplacements affectés aux concessions seront achetés aux propriétaires et aménagés pour leur nouvelle destination par les soins du gouvernement coréen : le remboursement des frais d'expropriation et d'aménagement sera prélevé, par privilège, sur le produit de la vente des terrains. Une redevance annuelle, dont le montant sera fixé d'un commun accord, par l'administration coréenne et les autorités étrangères, sera payée à l'autorité locale, qui en retiendra une part, à titre de compensation pour la taxe foncière ; le reste de cette redevance ainsi que le reliquat provenant de la vente des terrains, constitueront un fonds municipal, administré par un conseil dont la constitution sera ultérieurement réglée par une entente entre les autorités coréennes et les autorités étrangères.

§ 4. — Les Belges pourront louer ou acheter des terrains et des maisons au delà des limites des concessions étrangères et dans une zone de dix lis de Corée autour de ces limites. Mais les terrains ainsi occupés seront sou-

mis aux règlements locaux et aux taxes foncières, dans les conditions que les autorités coréennes croiront devoir fixer.

§ 5. — Dans chacune des localités ouvertes au commerce, les autorités coréennes affecteront gratuitement, à la sépulture des Belges, un terrain convenable, sur lequel aucune redevance, taxe ni impôt ne sera établi et dont l'administration sera confiée au conseil municipal susmentionné.

§ 6. — Les Belges pourront circuler librement dans une zone de cent lis autour des ports et des villes ouverts au commerce, ou dans telles limites que les autorités compétentes des deux pays auront déterminées d'un commun accord.

Les Belges pourront également, à la seule condition d'être munis de passeports, se rendre dans toutes les parties du territoire coréen et y voyager, sans pouvoir, toutefois, ouvrir des magasins ni créer des établissements commerciaux permanents dans l'intérieur. Les commerçants belges pourront y transporter et vendre des marchandises de toute espèce, sauf les livres et publications interdits par le gouvernement coréen, et acheter les produits indigènes.

Les passeports seront délivrés par les consuls et revêtus de la signature ou du sceau de l'autorité locale. Ils devront être produits à toute réquisition.

Si le passeport est en règle, le porteur pourra circuler librement, et il lui sera loisible de se procurer les moyens de transport nécessaires. Le Belge qui voyagerait sans passeport au delà des limites susmentionnées ou qui, dans l'intérieur, commettrait quelque délit ou crime, sera arrêté et remis au plus prochain consul de Belgique, pour être puni. Une amende de 100 piastres mexicaines au maximum, avec ou sans emprisonnement d'un mois au plus, pourra être prononcée contre toute personne voyageant sans passeport en dehors des limites fixées.

§ 7. — Les Belges, en Corée, seront soumis aux règlements municipaux, de police ou autres, qui seront établis, de concert, par les autorités compétentes des deux pays, dans l'intérêt du bon ordre et de la paix publique et ils seront passibles des peines à prononcer par leur consul.

ART. 5. § 1. — Dans toute localité ouverte au commerce étranger, les Belges pourront, après acquittement des droits inscrits au tarif ci-annexé, importer d'un port étranger ou d'un port coréen ouvert, vendre ou acheter, quelle que soit la nationalité de l'acheteur ou du vendeur, exporter à destination d'un port étranger ou d'un port coréen ouvert, toutes espèces de marchandises non prohibées par le présent traité. Ils auront pleine liberté de faire, sans l'intervention de l'autorité coréenne ni d'autres intermédiaires, tous actes de commerce avec les sujets coréens ou autres ; ils pourront également, et en toute liberté, se livrer à l'industrie.

§ 2. — Les propriétaires ou consignataires de toute marchandise importée d'un port étranger, et pour laquelle le droit du tarif visé ci-dessus aura été acquitté, pourront obtenir un certificat de drawback, pour le montant du droit d'importation, si toutefois la marchandise est réexportée vers un port étranger, dans un délai de treize mois coréens à dater de l'importation et pourvu que les enveloppes en soient reconnues intactes. Ces drawbacks seront remboursés sur demande par la douane coréenne ou reçus à l'acquit des droits, dans tout port coréen ouvert.

§ 3. — Les droits acquittés sur des marchandises coréennes, expédiées de port ouvert à port ouvert en Corée, seront restitués au port d'expédi-



tion, si l'intéressé produit un certificat des douanes attestant l'arrivée des marchandises au port de destination, ou s'il peut être dûment prouvé qu'elles ont péri par fortune de mer.

§ 4. — Toutes les marchandises importées par des Belges en Corée, et pour lesquelles les droits inscrits au tarif ci-annexé auront été acquittés, pourront être réexpédiées dans tout autre port coréen ouvert, en franchise de droits, et si elles sont transportées dans l'intérieur, elles ne seront, sur quelque point du pays que ce soit, soumises à aucune taxe additionnelle ni à aucun droit d'accise ou de transit. De la même manière, le transport vers les ports ouverts de tous les produits coréens, destinés à l'exportation, se fera en pleine franchise, et ces produits ne seront, soit au lieu de production, soit durant le trajet d'un point quelconque du pays vers un port ouvert, soumis au paiement d'aucune taxe ni d'aucun droit d'accise ou de transit.

§ 5. — Le gouvernement coréen pourra affréter des navires belges pour le transport des marchandises ou des voyageurs vers les ports coréens non ouverts ; les sujets coréens jouiront de la même faculté, après autorisation des autorités locales.

§ 6. — Lorsque le gouvernement coréen aura lieu de craindre une disette dans l'Empire, S. M. l'Empereur de Corée pourra, par décret, interdire temporairement l'exportation des grains pour l'étranger par un ou par tous les ports coréens ouverts ; cette prohibition deviendra obligatoire pour les Belges en Corée, un mois après la date de la communication officielle faite par l'autorité coréenne au consul de Belgique du port intéressé, mais elle ne restera en vigueur que le temps strictement nécessaire.

§ 7. — Tout navire de commerce belge payera des droits de tonnage à raison de 30 cents mexicains par tonneau de registre. Cette somme une fois payée, il sera permis au navire de se rendre dans tout port coréen ouvert, durant une période de quatre mois, sans acquitter d'autre taxe. Le produit des droits de tonnage sera affecté à la construction de phares, de balises et de bouées, à l'éclairage et au balisage des côtes de Corée, principalement aux approches des ports ouverts, à l'aménagement et à l'amélioration des mouillages.

Aucun droit de tonnage ne sera perçu sur les bateaux employés dans les ports ouverts, au chargement ou au déchargement des cargaisons.

§ 8. — Pour assurer l'exécution pleine et entière du présent traité, il est convenu que le tarif et les règlements commerciaux ci-après insérés, entreront en vigueur en même temps que le traité lui-même. Les autorités compétentes des deux pays pourront, quand elles le jugeront opportun, reviser ces règlements en vue d'y introduire, d'un commun accord, telles modifications ou additions dont l'expérience démontrerait l'utilité.

ART. 6, § 1<sup>er</sup>. — Tout Belge qui introduirait ou tenterait d'introduire en fraude des marchandises dans un port ou dans une localité non ouverts au commerce étranger en Corée, encourra, outre la confiscation, une amende égale au double de la valeur des marchandises.

§ 2. — Les autorités coréennes pourront arrêter tout Belge prévenu de contrebande ou de tentative de ce délit, à charge de le remettre sans retard entre les mains du consul de Belgique compétent pour le juger. Elles pourront également saisir les marchandises et les conserver jusqu'au jugement définitif de l'affaire.

ART. 7, § 1<sup>er</sup>. — Si un navire belge fait naufrage ou s'échoue sur les côtes de Corée, les autorités locales prendront immédiatement les mesures nécessaires pour défendre contre le pillage, le navire et la cargaison, pour protéger contre tout mauvais traitement l'équipage et les passagers et pour leur prêter aide et assistance. Elles donneront aussitôt avis du naufrage au consul de Belgique le plus voisin et fourniront, le cas échéant, aux naufragés le moyen de gagner le port ouvert le plus proche.

§ 2. — Toutes les dépenses faites par le gouvernement coréen pour porter secours à des Belges naufragés, pour leur fournir des vêtements, des vivres, des soins médicaux et des moyens de transport, pour recueillir les corps des décédés et procéder à leurs funérailles, seront remboursées par le gouvernement belge.

§ 3. — Le gouvernement belge ne sera pas garant du remboursement des dépenses faites pour le sauvetage et la conservation des navires naufragés ou de leur cargaison. Ce remboursement reste garanti par la valeur des objets sauvés et devra être effectué par les parties intéressées, lors de la remise desdits objets.

§ 4. — Le gouvernement coréen ne réclamera aucun remboursement, ni pour les dépenses de ses agents, fonctionnaires, locaux ou employés de police qui auront procédé au sauvetage, ni pour les frais de voyage des agents chargés d'escorter les naufragés, ni pour les frais de correspondance officielle. Ces dépenses resteront à la charge du gouvernement coréen.

§ 5. — Tout navire marchand belge que le mauvais temps, le manque de vivre ou de combustible obligerait à relâcher dans un port de Corée non ouvert, pourra y faire des réparations et s'y procurer les provisions nécessaires. Les dépenses seront payées par le capitaine du navire.

ART. 8, § 1<sup>er</sup>. — Les autorités belges et les Belges en Corée pourront engager des sujets coréens à titre de lettré, d'interprète, de serviteur ou à tout autre titre licite, sans que les autorités coréennes puissent y mettre obstacle. Réciproquement, les Belges pourront être engagés dans les mêmes conditions, au service du gouvernement ou des sujets coréens.

§ 2. — Les Belges qui se rendraient en Corée pour y étudier ou y professer la langue écrite ou parlée, les sciences, les lois ou arts, devront, en témoignage des sentiments de bonne amitié dont sont animées les hautes parties contractantes, recevoir toujours aide et assistance. Les Coréens qui se rendront en Belgique y jouiront des mêmes avantages.

ART. 9. — A dater du jour de l'entrée en vigueur du présent traité, le gouvernement belge, ses agents et ses ressortissants jouiront de tous les privilèges, immunités et avantages dont jouissent ou jouiraient plus tard les gouvernements, agents ou ressortissants de toute autre puissance.

ART. 10. — Dix ans après l'entrée en vigueur du présent traité, chacune des hautes parties contractantes pourra, à charge de prévenir l'autre partie un an à l'avance, demander une revision du traité ou des tarifs y annexés, en vue d'y introduire, d'un commun accord, telles modifications dont l'expérience aurait démontré l'utilité.

Dans le cas où la Corée modifierait ses traités avec le consentement de toutes les puissances avec lesquelles elle est en relations officielles, la Belgique devra également y consentir, même avant l'expiration du présent traité.



ART. 11, § 1<sup>er</sup>. — Le présent traité est rédigé en français et en chinois. Les deux textes ont été soigneusement confrontés et il a été reconnu qu'ils avaient le même sens. Il est convenu toutefois que le texte français ferait loi si quelque divergence venait à se produire dans l'interprétation.

§ 2. — Toutes les communications officielles adressées aux autorités coréennes par les autorités belges seront provisoirement accompagnées d'une traduction en langue chinoise.

ART. 12. — Les hautes parties contractantes conviennent de recourir à l'arbitrage pour toutes les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'interprétation ou l'exécution du présent traité.

ART. 13. — Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le roi des Belges et par Sa Majesté l'Empereur de Corée et revêtu de leurs signatures et de leurs sceaux respectifs ; les ratifications seront échangées à Séoul, dans le délai d'un an, ou plus tôt, si faire se peut. Il sera promulgué par les soins des deux gouvernements et entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, fait en triple exemplaire, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Séoul, le vingt-trois mars (1901) mil neuf cent et un, correspondant au vingt-troisième jour du troisième mois de la cinquième année de Koing Mou.

(L. S.) LÉON VINCART.

(L. S.) (*Signature de* PAK TJAÏ SOUN)

## RÈGLEMENT APPLICABLE AU COMMERCE BELGE EN CORÉE

### I. — ENTRÉE ET SORTIE DES NAVIRES

1° Dans les quarante-huit heures (dimanches et jours de fête non comptés) qui suivront l'arrivée d'un bâtiment belge dans un port coréen, le capitaine devra remettre aux autorités douanières coréennes un récépissé du consul de Belgique attestant que les papiers du bord ont été déposés au consulat. Il fera, en même temps, la déclaration d'entrée de son navire, en indiquant, par écrit, son nom et celui de son bâtiment, le port d'où il vient, le nombre et, si la demande lui en est faite, les noms des passagers, le tonnage, le nombre des hommes d'équipage. Cette déclaration sera certifiée sincère et véritable par le capitaine et signée par lui. Il déposera, en même temps, une expédition de son manifeste indiquant les marques, numéros et contenus des colis, tels qu'ils sont portés aux connaissements et le nom des consignataires. Le capitaine attestera l'exactitude du manifeste et le signera. Cette déclaration ainsi dressée, les autorités douanières délivreront un permis d'ouvrir les écoutilles, qui sera montré à bord au préposé de la douane. Le fait de rompre charge sans ce permis rendra le capitaine passible d'une amende de cent dollars mexicains au plus ;

2° Si une erreur est constatée dans le manifeste, elle pourra être corrigée sans frais, dans les vingt-quatre heures (dimanches et jours de fête non comptés) de la déclaration : mais, ce délai expiré, il sera perçu, pour tout changement ou toute déclaration supplémentaire, un droit de cinq dollars mexicains ;

3° Tout capitaine qui négligerait de faire la déclaration susdite dans les délais fixés, sera passible d'une amende de cinquante dollars mexicains par chaque jours de retard ;

4° Tout navire belge qui séjournerait dans le port moins de quarante-huit heures (dimanches et jours de fête non comptés) et n'ouvrirait pas ses écoutilles, ou que soit le mauvais temps, soit le manque de vivres forcerait à relâcher, ne sera soumis ni à la déclaration ni au paiement des droits de tonnage, tant qu'il ne fera pas opération de commerce ;

5° Tout capitaine qui voudra prendre la mer, remettra aux autorités douanières, un manifeste d'exportation analogue au manifeste d'importation. Les autorités douanières délivreront alors un certificat de congé et restitueront le récépissé consulaire des papiers du bord. Ces documents seront présentés au consulat, afin de permettre au capitaine de retirer ses papiers de bord ;

6° Tout capitaine qui prendrait la mer sans faire la déclaration susdite, sera passible d'une amende de deux cents dollars mexicains au maximum ;

7° Les navires à vapeur belges pourront entrer et sortir le même jour sans être astreints à produire de manifeste d'importation, si ce n'est pour les seules marchandises débarquées ou transbordées dans le port.

## II. — DÉBARQUEMENT ET EMBARQUEMENT DE CARGAISON. PAYEMENT DES DROITS

1° Tout importateur de marchandises qui désire les débarquer adressera, à cet effet, à la douane, une demande certifiée sincère, indiquant son nom, le nom du navire employé au transport, les marques, les numéros, le contenu et la valeur des colis. L'autorité douanière pourra exiger la production de la facture pour toute consignation de marchandises. Faute de la produire et à défaut d'une explication suffisante, le propriétaire ne pourra débarquer ses marchandises qu'après paiement du double des droits inscrits au tarif : le supplément ainsi perçu sera restitué si la facture est produite ;

2° Les marchandises déclarées sont examinées par les agents des douanes dans des endroits désignés à cet effet. Cette visite aura lieu sans délai et sans dommage pour les marchandises. Les emballages seront aussitôt rétablis, autant que faire se pourra, en leur état primitif, par les soins de la douane ;

3° Si les autorités douanières estiment insuffisante la valeur déclarée par l'importateur ou l'exportateur de marchandises taxées *ad valorem*, le déclarant pourra être invité à payer les droits sur la valeur qui serait attribuée aux dites marchandises par l'expert de la douane. Si l'expertise ne satisfait pas le déclarant, il sera tenu de faire connaître, dans les vingt-quatre heures (dimanches et jours de fête non comptés), au commissaire des douanes, le motif de ses plaintes et de désigner un expert de son choix pour procéder à une contre-estimation.

Il fera ensuite une déclaration de la valeur telle qu'elle résulte de cette seconde expertise. Le commissaire des douanes pourra alors, à son gré, soit taxer les marchandises d'après cette valeur, soit les soumettre au droit de préemption, en payant cette valeur majorée de cinq pour cent. Dans ce dernier cas, le prix d'achat sera versé à l'importateur ou à l'ex-



porteur, dans les cinq jours qui suivront la déclaration du résultat de la contre-expertise ;

4° Les marchandises d'importation, avariées en cours de voyage, auront droit à une remise équitable proportionnée à la moins-value qu'elles auront subie. En cas de divergence sur le quantum de cette remise, on suivra la procédure indiquée au paragraphe précédent ;

5° Les marchandises destinées à l'exportation devront être déclarées à la douane coréenne avant d'être embarquées. La demande d'embarquement sera faite par écrit et indiquera le nom du navire employé au transport, les marques et numéros des colis, la quantité, la description et la valeur du contenu. L'exportateur certifiera par écrit cette déclaration sincère et véritable et y apposera sa signature ;

6° Aucune marchandise ne sera débarquée ni embarquée, soit à d'autres endroits que ceux qui seront fixés par les autorités coréennes, soit entre le coucher et le lever du soleil, soit le dimanche et les jours fériés, sans une permission spéciale de la douane. Celle-ci percevra une rémunération équitable pour le service extraordinaire ;

7° Toute réclamation formulée, soit par les importateurs ou exportateurs pour paiements en trop, soit par les autorités douanières pour paiements en moins, devra, pour être admissible, être déposée dans les trente jours du paiement ;

8° Aucune déclaration ne sera nécessaire pour les bagages des passagers à bord des navires belges. Ces bagages pourront être débarqués ou embarqués à toute heure, après que la douane se sera assurée qu'ils ne contiennent pas d'articles soumis aux droits. A la demande qui lui en sera faite, la douane délivrera des permis pour les provisions de bord destinées aux bâtiments belges, à leurs équipages et à leurs passagers ;

9° Tout navire belge pourra, pour cause de réparations, débarquer sa cargaison sans être soumis à aucun droit. Les marchandises ainsi débarquées resteront sous la surveillance des autorités coréennes, et tous les frais raisonnables de magasinage, de manutention ou de surveillance devront être acquittés par le capitaine. Les droits du tarif seront perçus pour toute partie de cette cargaison qui serait vendue ;

10° Aucun transbordement de cargaison ne pourra être effectué sans une autorisation préalable de la douane.

### III. — MESURES FISCALES

1° Les autorités douanières pourront, dans les ports de Corée, placer des préposés à bords des navires marchands belges. Ces préposés auront libre accès dans toutes les parties du bâtiment où des marchandises seront arrimées. Ils seront traités avec courtoisie et installés aussi convenablement que le navire le permettra :

2° Depuis le coucher jusqu'au lever du soleil et les dimanches et jours fériés, les préposés pourront fermer les écoutilles et autres voies d'accès aux endroits où la cargaison est arrimée, au moyen de scellés, de cadenas ou d'autres attaches. Toute personne qui aurait, sans permission, volontairement ouvert un passage ainsi fermé ou brisé les scellés, cadenas ou autres attaches placés par la douane coréenne, sera, de même que le capitaine du navire, passible d'une amende de cent dollars mexicains au maximum ;

3° Tout belge qui expédierait ou tenterait d'expédier, débarquerait ou

tenterait de débarquer, soit des marchandises qui n'auraient pas été en douane, l'objet de la déclaration régulière susmentionnée, soit des colis qui contiendraient des marchandises prohibées ou différentes de celles portées sur la déclaration, encourra une amende égale au double de la valeur de ces marchandises ; les marchandises seront confisquées ;

4° Tout signataire d'une fausse déclaration ou d'un faux certificat, ayant pour objet de frauder le Trésor coréen, sera passible d'une amende de deux cents dollars mexicains au maximum ;

5° Toute infraction aux clauses du présent règlement, pour laquelle une peine spéciale n'a pas été prévue, entraînera une amende de cent dollars mexicains au maximum ;

6° Les autorités consulaires belges feront application à leurs ressortissants, dans les mêmes conditions que pour les clauses du traité, de tous les règlements de douane et de port que l'administration des douanes coréennes jugerait nécessaire d'établir en vue de garantir la perception des droits et d'assurer le fonctionnement de son service, pourvu, toutefois, que ces règlements aient été dûment publiés, ne dérogent pas aux stipulations ci-dessus énoncées et ne portent pas atteinte aux droits que le traité reconnaît aux Belges en Corée.

Séoul, le vingt-trois mars mil neuf cent et un, correspondant au vingt-troisième jour du troisième mois de la cinquième année de Koing Mou.

(L. S.) LÉON VINCART.

(L. S.) (*Signature de* PAK TJAI SOUN)

## I. — TARIF D'IMPORTATION

### CLASSE I. — *Objets admis en franchise*

Bagages des voyageurs ; caractères d'imprimerie neufs et vieux ; échantillons en quantité modérée ; instruments aratoires ; instruments de physique, de mathématiques, de météorologie, de chirurgie et les accessoires ; lingots d'or et d'argent fins ; livres et cartes ; modèles d'inventions ; monnaies d'or et d'argent ; plantes, arbres et arbustes de toute espèce ; pompes à incendies ; sacs, nattes et cordes d'emballage, doublures de plomb.

### CLASSE II. — *Objets frappés à l'importation d'une taxe de cinq pour cent ad valorem.*

Allumettes ; alun ; ancres et chaînes ; balances, poids et mesures ; bambou, fendu ou non ; blé et céréales de toute espèce ; briques et tuiles ; camphre brut ; charbon et coke ; chaux ; colle ; cornes et sabots non mentionnés d'autre part au tarif ; coton non manufacturé ; cuirs et peaux, crus ou non préparés ; drogues et médicaments de toute espèce ; farine et gruau de toute espèce ; fils de toute espèce de coton, laine, chanvre, etc., excepté de soie ; fruits frais de toute espèce ; graines de toute espèce ; guano et engrais de toute espèce ; haricots, pois et farineux de toute espèce ; huile de bois (Tong Yeou) ; huile de sajà ; kérosène, pétrole et autres huiles minérales ; laines non manufacturées ; lanternes en papier ; légumes frais, secs et conservés ; lin, chanvre et jute ; métaux de toute espèce, en saumons, masses, lingots, plaques, barres, tringles, lames, feuilles, anneaux, rubans, fils, fer en T et coin, vieux fer, ferraille ; nattes pour



planchers, chinoises ou japonaises en bourre de coco, etc., de qualité ordinaire ; os ; papier de qualité ordinaire ; parapluies et ombrelles de papier ; poissons frais ; poivre en grains ; poix et goudron ; rotins fendus ou non ; savons de qualité ordinaire ; silex ; tan et articles de tannerie ; tourteaux et graines oléagineuses ; viande fraîche ; tous les objets bruts ou non manufacturés qui ne sont pas spécialement mentionnés d'autre part au tarif.

CLASSE III. — *Objets frappés à l'importation d'une taxe de sept et demi pour cent ad valorem.*

Aiguilles et épingles ; alcools en jarres ; articles de coutellerie de toute espèce ; bois tendre, charpentes et planches ; boissons telles que limonade, gingerbeer, eaux gazeuses et minérales ; bougies ; boutons, boucles, agrafes, portes agrafes ; brésillet des Indes ; charbon de bois ; ciments de Portland et toute espèce ; cire animale ou végétale ; cocons ; colle de poisson de toute espèce ; comestibles de toute espèce, conserves ; cordes et cordages de toute espèce et de toute dimension ; couvertures, couvertures de lit ; crins ; cuirs de toute espèce, de qualité ordinaire ; éventails ; feutre ; feuille d'étain, de cuivre et de tous les autres métaux excepté l'or et l'argent ; fruits secs, salés ou en conserves ; fruits confits ; gomme gutte ; huiles végétales de toute espèce ; lampes de toute espèce ; lunettes ; mélange de coton et de laine de toute espèce ; mélange de coton et de soie de toute espèce ; métaux de toute espèce en tuyaux ou tubes oxydés ou galvanisés, fil métallique, acier, fer-blanc, nickel, platine, mercure, métal blanc, cuivre, laiton, or et argent non affinés ; montres de toute espèce et pièces d'horlogerie ; montures de parapluies ; moustiquaires de qualité ordinaire ; moustiquaires de soie ; nattes de qualité supérieure ; objets en métal de toute espèce, tels que clous, vis, outils, machines, matériel pour chemin de fer, quincaillerie ; objets manufacturés en coton de toute espèce ; objets en mosaïque ; papeterie et fournitures de bureau de toute espèce ; papier de toutes les espèces non spécialement mentionnées d'autre part au tarif ; parapluies de coton ; parapluies et ombrelles de soie ; pendules, horloges et accessoires ; pierres et ardoises taillées et façonnées ; plumes ; poisson sec et salé ; porcelaine de qualité ordinaire ; poterie ; produits chimiques de toute espèce ; produits marins, tels que algues, bèches de mer, etc. ; résine ; sel ; soie brute, dévidée, filée, bourre desoie, déchets ; soufre ; sucre brun et blanc, de toute qualité, mélasses et sirops ; suif ; tapis de toute espèce et articles de tapisserie ; « Tatamis » japonais, etc. ; teintures, couleurs, huiles et matières entrant dans la composition ou servant à la préparation des couleurs ; thé ; tissu dans laine de toute espèce ; tissu de soie de toutes les espèces non spécialement mentionnées d'autre part au tarif ; tissus de toile, tissus mélangés toile et coton, toile et laine, toile et soie, gris, blancs ou imprimés ; tissus mélangés soie et laine de toute espèce ; toile à voile ; toile d'ortie de Chine et tous les tissus de chanvre, jute, etc. ; toile huilée, toile cirée pour parquets, de toute espèce ; vermicelle, macaroni et pâtes dites d'Italie ; vernis ; verrerie de toute espèce ; verres à vitres, blancs ou de couleurs, de toute qualité ; vêtements et objets de toilette, de toute espèce, tels que chapeaux, bottines, souliers, etc., excepté les vêtements confectionnés en soie ; viande séchée et salée ; vins de raisin, de toute espèce, en fûts et en bouteilles ; tous

objets manufacturés en partie, qui ne sont pas spécialement mentionnés d'autre part au tarif.

CLASSE IV. — *Objets frappés à l'importation d'une taxe de dix pour cent ad valorem*

Appareils photographiques ; bière de toute espèce ; cidre, vermouth ; bois dur, planches et charpentes ; boîtes à musique ; camphre raffiné ; caoutchouc manufacturé ou non ; carmin ; cheveux ; confiseries et sucreries ; cuirs de qualité supérieure, imprimés ou peints ; cuirs manufacturés, de toute espèce ; fil de soie, bourre de soie en échevaux ; instruments de musique de toute espèce ; laque ordinaire ; liqueurs et cordiaux en fûts et en bouteilles ; longue-vues, télescopes et jumelles ; malles et valises ; matières explosibles servant aux travaux de mine (importées avec un permis spécial) ; matières pour sceaux et cachets ; miroirs et glaces, étamés ou non, avec ou sans cadres ; objets d'ameublement de toute espèce ; objets en plaqué de toute espèce ; œuvres d'art ; or et argent en feuilles ; papier de tenture, peint et de fantaisie ; parfumeries ; peintures, estampes, photographies, gravures de toute espèce, encadrées ou non ; porcelaine de qualité supérieure ; poudre à dents ; savons de qualité supérieure ; sellerie et harnais ; sucre candi ; tissus de soie, tels que gaze, crêpe, moire japonaise, satin damassé, satins à fleurs, soie blanche japonaise (kabutaï), etc. ; velours de soie ; vermillon ; vêtements confectionnés en soie ; tous objets complètement manufacturés qui ne sont pas spécialement mentionnés d'autre part au tarif.

CLASSE V. — *Objets frappés à l'importation d'une taxe de vingt pour cent ad valorem.*

Ambre, armes à feu, armes de chasse, etc., munitions de chasse (importées avec un permis spécial) ; bâtonnets d'encens ; bijouterie vraie ou fausse. pierres précieuses ; bois de senteur de toute espèce ; broderies en or, argent ou soie ; cochenille, corail, entièrement ou partiellement manufacturé ; cornes de rhinocéros ; écaille, manufacturée ou non ; épices de toute espèce ; esprits en fûts et en bouteilles ; fleurs artificielles ; fourrures de qualité supérieure, telles que martre zibeline, loutre, castor, phoque, etc. ; ginseng rouge, cru ou clarifié ; ivoire, manufacturé ou non ; laque de qualité supérieure ; musc ; nids d'hirondelles ; objets en émail ; objets en jade ; parures de tête en or ou en argent ; perles ; pièces d'artifice ; tabac sous toutes ses formes et de toute espèce ; vaisselle d'or et d'argent ; voitures.

CLASSE VI. — *Objets prohibés à l'importation.*

Armes, munitions, objets servant à la guerre, tels que artillerie, canons, balles et boulets, armes à feu de toute sorte, cartouches et armes portatives, lances, piques, salpêtre, poudre de guerre, coton-poudre, dynamite et autres matières explosives.

Sur la demande qui leur en sera faite et sur la preuve qui leur sera fournie du bien fondé de cette demande, les autorités coréennes délivreront des permis spéciaux pour l'importation des armes, armes à feu et munitions destinées à la chasse ou à la défense personnelle.

Drogues et médicaments falsifiés. Fausse monnaie, de toute espèce. Opium, excepté l'opium employé en médecine.



Les navires étrangers vendus en Corée payeront un droit de vingt-cinq cents par tonne pour les navires à voile et de cinquante cents par tonne pour les navires à vapeur.

## II. — TARIF D'EXPORTATION

### CLASSE I. — *Objets exportés en franchise.*

Arbre, arbustes, plantes de toute espèce ; bagages de voyageurs ; échantillons en quantité modérée ; monnaies d'or et d'argent de toute espèce ; or et argent fins.

### CLASSE II

Tous les objets et produits du pays non énumérés dans la classe I payeront un droit de cinq pour cent *ad valorem*.

L'exportation du ginseng rouge est interdite.

### RÈGLEMENT.

1. Pour les objets importés, les droits *ad valorem* de ce tarif seront calculés sur les prix actuels de ces objets au lieu d'origine ou de fabrication, augmenté du fret, de l'assurance, etc. Pour les objets exportés, les droits *ad valorem* seront calculés d'après le cours des marchés en Corée.

2. Les droits pourront être acquittés en dollars mexicains ou en « Yen » japonais d'argent.

3. Le tarif ci-dessus d'importation et d'exportation sera converti aussitôt que faire se pourra et dans la mesure où cette conversion sera reconnue utile, en taxes spécifiques, après entente entre les autorités compétentes des deux pays.

Séoul, le vingt-trois mars mil neuf cent et un, correspondant au vingt-troisième jour du troisième mois de la cinquième année Koing Mou.

(L. S.) LÉON VINCART.

(L. S.) (Signature de PAK TJAI SOUN).

## BELGIQUE — PAYS-BAS.

**Convention en ce qui concerne l'exemption réciproque du service militaire**

(4 octobre 1900) (1)

Sa Majesté le roi des Belges et Sa Majesté la reine des Pays-Bas, ayant jugé utile de régler par des dispositions spéciales le régime à appliquer réciproquement aux sujets belges dans les Pays-Bas et aux sujets néerlandais en Belgique, en ce qui concerne le service militaire, ont décidé de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges :

Le comte Degrelle Rogier, commandeur de son ordre de Léopold, commandeur de l'ordre d'Orange-Nassau, etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour royale des Pays-Bas ;

Sa Majesté la reine des Pays-Bas :

MM. W.-H. de Beaufort, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, etc., etc., son ministre des affaires étrangères, et H. Goeman Borgesius, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, etc., etc., son ministre de l'intérieur. Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Les sujets belges dans les Pays-Bas et les sujets néerlandais en Belgique seront exempts de toute obligation relative au service militaire obligatoire, soit dans l'armée, soit dans la marine, soit dans la milice ou la garde civique.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des actes de ratification et demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à la Haye, en double exemplaire, le 4 octobre 1900.

(L. S.) Comte DEGRELLE ROGIER.

(L. S.) W.-H. DE BEAUFORT.

(L. S.) H. GOEMAN BORGESIUS.

(1) L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 1<sup>er</sup> février 1902.

Loi belge qui approuve la dite convention : 14 février 1902 (*Monit.* 14 février 1902). Documents parlementaires. — Session de 1900-1901.

## CHAMBRES DES REPRÉSENTANTS.

*Documents parlementaires.* — Exposé des motifs, texte du projet de loi et texte de la convention. Séance du 30 novembre 1900, n° 19. — Rapport. Séance du 8 mai 1901, n° 61.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 24 mai 1901, p. 1202.

## SÉNAT.

*Documents parlementaires.* — Rapport. Séance du 19 mai 1901, n° 43.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 6 juin 1901, p. 345.



BELGIQUE — GRANDE-BRETAGNE

**Acte additionnel à la Convention du 18 décembre 1888, concernant l'échange de mandats-poste entre la Belgique et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.**

(5 mars 1902) (1)

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. — Le 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 7 de la Convention du 18 décembre 1888, est remplacé par le texte ci-après : « A cet effet, la créance la plus faible est convertie en même monnaie que la créance la plus forte, sur la base du taux moyen du change qui sera fixé et, s'il y a lieu, révisé de temps à autre, d'un commun accord entre les deux administrations. »

ART. 2. — Le présent acte, qui aura la même durée que la Convention précitée, entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1902. Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées le plus tôt possible à Londres.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 5 mars 1902.

(L. S.) Baron WHETTALL.

(L. S.) LANSDOWNE.

BELGIQUE — GRANDE-BRETAGNE

**Traité pour l'extradition réciproque des criminels fugitifs**

(29 octobre 1901) (2)

Sa Majesté le roi des Belges et Sa Majesté le roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, empereur des Indes, ayant résolu de conclure un nouveau Traité pour l'extradition des criminels, les dites hautes parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à l'effet de conclure un Traité dans ce but, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges, M. le baron de Favereau, chevalier de l'ordre de Léopold, sénateur, son ministre des affaires étrangères et Sa Majesté le roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, empereur des Indes, Constantine Phipps, esquire, compagnon du très honorable ordre du Bain, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1<sup>er</sup>. — Il est convenu que Sa Majesté le roi des Belges et Sa Majesté Britannique, sur la demande faite en leurs noms par leurs agents diplo-

(1) L'échange des ratifications a été opéré à Londres le 9 mars 1902.

(2) L'échange des ratifications a été opéré à Bruxelles, le 6 décembre 1901.

matiques respectifs, se livreront réciproquement, sous les conditions stipulées dans le présent traité, tous les individus qui, étant poursuivis ou condamnés comme auteurs ou complices, pour l'un des crimes ou délits ci-après spécifiés, commis sur le territoire de la partie requérante, seront trouvés sur le territoire de l'autre partie :

1. Meurtre (y compris l'assassinat, le parricide, l'infanticide, l'empoisonnement) ou tentative de meurtre dans les cas prévus simultanément par la législation des deux pays.

2. Administration de drogues ou usage d'instrument en vue de provoquer l'avortement.

3. Homicide commis sans préméditation ou guet-apens.

4. Bigamie.

5. a) Contrefaçon ou altération de monnaie, ainsi que mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée.

b) Avoir fabriqué sciemment sans compétence légale un instrument, outil ou engin propre à contrefaire la monnaie du Royaume et destiné à ce but.

6. Délaissement, exposition, ou recel d'enfants.

7. Faux, contrefaçon, ou altération, ou mise en circulation de ce qui est falsifié ou altéré.

8. Tout acte punissable commis avec l'intention méchante de mettre en danger des personnes se trouvant dans un train de chemin de fer.

9. Soustraction frauduleuse ou vol.

10. Recèlement frauduleux d'argent, valeur ou objets mobiliers provenant d'escroquerie, vol, ou détournement.

11. Escroquerie d'argent, de marchandises, ou valeurs sous de faux prétextes.

12. Crime des banqueroutiers frauduleux prévus par la loi.

13. Détournement ou dissipation frauduleux au préjudice d'autrui, d'effets, deniers, marchandises, quittances, écrits de toute nature, contenant ou opérant obligation ou décharge et qui avaient été remis à la condition de les rendre ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

14. Viol.

Commerce sexuel, ou tentative de commerce sexuel, avec une fille âgée de moins de 16 ans, en tant que ces actes sont punissables par la loi de l'Etat auquel la demande est adressée.

15. Attentat à la pudeur avec violences ou menaces. Attentat à la pudeur sans violences ni menaces sur des enfants de l'un ou l'autre sexe âgés de moins de 13 ans.

16. Enlèvement de mineurs.

17. Enlèvement d'enfant.

18. Attentats à la liberté individuelle pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef.

19. Vol avec effraction ou escalade.

20. Incendie.

21. Vol avec violence (comprenant l'intimidation).

22. Menaces d'attentat punissable d'une peine criminelle.

23. Prise d'un navire par les marins ou passagers par fraude ou violence envers le capitaine.

24. Echouement, perte, destruction, ou tentative d'échouement, de perte ou de destruction d'un navire à la mer par le capitaine ou les officiers et gens de l'équipage.



24. Attaque ou résistance à bord d'un navire en haute mer avec violence et voies de fait envers le capitaine par plus du tiers de l'équipage.

25. Révolte ou complot de révolte par deux ou plusieurs personnes à bord d'un navire en haute mer, contre l'autorité du capitaine.

26. Faux serment, faux témoignage, et subornation de témoins.

27. Destruction ou dégradation de constructions, machines, plantations, récoltes, instruments d'agriculture, appareils télégraphiques, ouvrages d'art, navires, tombeaux ; dommages causés volontairement au bétail et à la propriété mobilière, délits qui sont réprimés en Angleterre sous le nom de « malicious injury to property ».

28. Coups portés ou blessures faites volontairement avec préméditation ou ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe ou une mutilation grave.

29. Crimes ou délits concernant la traite des esclaves en tant qu'ils sont punissables d'après les lois des deux pays.

Toutefois, l'extradition ne sera accordée, dans le cas d'une personne accusée que si la perpétration du crime ou du délit est établie de telle façon que les lois du pays où le fugitif accusé sera trouvé justifieraient son arrestation et son emprisonnement si le crime ou le délit avait été commis dans ce pays ; et dans le cas d'une personne prétendument condamnée, que sur la production d'une preuve, qui, d'après les lois du pays où le fugitif a été trouvé, établirait suffisamment qu'il a été condamné.

En aucun cas, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le crime ou le délit sera prévu par la législation de l'extradition en vigueur dans les deux pays.

En aucun cas, ni sous aucun prétexte que ce soit, les hautes parties contractantes ne seront obligées de livrer leurs nationaux, par naissance ou par naturalisation.

ART. 2. — Dans les Etats de Sa Majesté Britannique, autres que les colonies ou les possessions étrangères de Sa Majesté, la manière de procéder sera la suivante :

1° S'il s'agit d'une personne accusée :

La demande d'extradition sera adressée au premier secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les affaires étrangères par le ministre ou autre agent diplomatique de Sa Majesté le roi des Belges.

A cette demande seront joints un mandat d'arrêt ou autre document judiciaire équivalent, délivré par un juge ou magistrat dûment autorisé à prendre connaissance des actes imputés à l'accusé en Belgique, ainsi que les dépositions authentiques ou les déclarations faites sous serment ou sous affirmation solennelle devant ce juge ou magistrat, énonçant clairement les dits actes, et contenant, outre le signalement de la personne réclamée, toutes les particularités qui pourraient servir à établir son identité.

Le dit secrétaire d'Etat transmettra ces documents au premier secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les affaires intérieures, qui, par un ordre de sa main et muni de son sceau, signifiera à l'un ou l'autre magistrat à Londres, que la demande d'extradition a été faite, et le requerra, s'il y a lieu, de délivrer un mandat pour l'arrestation du fugitif.

A la réception d'un semblable ordre du secrétaire d'Etat et sur la pro-

duction de telle preuve qui, dans l'opinion de ce magistrat, justifierait l'émission du mandat si le crime avait été commis dans le Royaume-Uni, il délivrera le mandat requis.

Lorsque alors le fugitif aura été arrêté, il sera amené devant un magistrat compétent. Si la preuve qu'on produira est de nature à justifier, selon la loi anglaise, la mise en jugement du prisonnier dans le cas où le crime dont il est accusé aurait été commis en Angleterre, le magistrat l'enverra en prison pour attendre le mandat du secrétaire d'Etat, nécessaire à l'extradition, et il adressera immédiatement au secrétaire d'Etat une attestation de l'emprisonnement avec un rapport sur l'affaire.

Après l'expiration d'un certain temps qui ne pourra jamais être moindre de quinze jours depuis l'emprisonnement de l'accusé, le secrétaire d'Etat, par un ordre de sa main et muni de son sceau, ordonnera que le criminel fugitif soit livré à telle personne qui sera dûment autorisée à le recevoir au nom du gouvernement de Sa Majesté le roi des Belges.

## 2. S'il s'agit d'une personne condamnée :

La marche de la procédure sera la même que dans le cas d'une personne accusée, sauf que le mandat à transmettre par le ministre ou autre agent diplomatique, à l'appui de la demande d'extradition, énoncera clairement le crime pour lequel la personne réclamée aura été condamnée, et mentionnera le fait, le lieu et la date du jugement. La preuve à produire devant le magistrat sera telle que d'après la loi anglaise elle établirait que le prisonnier a été condamné pour le crime dont on l'accuse.

Après que le magistrat aura envoyé la personne accusée ou condamnée en prison, pour attendre l'ordre d'extradition du secrétaire d'Etat, cette personne aura le droit de réclamer une ordonnance d'*habeas corpus* ; l'extradition doit alors être différée jusqu'après la décision de la cour sur le renvoi de l'ordonnance, et elle ne pourra avoir lieu que si la décision est contraire au demandeur.

ART. 3. — Dans les Etats de Sa Majesté le roi des Belges, autres que les colonies ou possessions étrangères de sa dite Majesté, on procédera de la façon suivante :

## 1. S'il s'agit d'une personne accusée :

La demande d'extradition sera adressée au ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le roi des Belges par le ministre ou agent diplomatique de Sa Majesté Britannique ; à cette demande seront joints un mandat d'arrêt ou autre document judiciaire équivalent délivré par un juge ou magistrat dûment autorisé à prendre connaissance des actes imputés à l'accusé dans la Grande-Bretagne, ainsi que les dispositions authentiques ou les déclarations faites sous serment ou sous affirmation solennelle devant ce juge ou magistrat, énonçant clairement les dits actes, et contenant, outre le signalement de la personne réclamée, toutes les particularités qui pourraient servir à établir son identité.

Le ministre des affaires étrangères transmettra le mandat d'arrêt avec les pièces annexées au ministre de la justice, qui fera parvenir les documents à l'autorité judiciaire, à l'effet de voir rendre le dit mandat d'arrêt exécutoire par la chambre du conseil du tribunal de première instance du lieu de la résidence de l'inculpé, ou du lieu où il pourra être trouvé.

L'étranger pourra réclamer la liberté provisoire dans le cas où un Belge jouit de cette faculté et dans les mêmes conditions. La demande sera soumise à la chambre du conseil.



Le gouvernement prendra l'avis de la chambre des mises en accusation de la cour d'appel dans le ressort de laquelle l'étranger aura été arrêté.

L'audience sera publique, à moins que l'étranger ne réclame le huis clos.

Le ministère public et l'étranger seront entendus. Celui-ci pourra se faire assister d'un conseil.

Dans la quinzaine à dater de la réception des pièces, elles seront renvoyées avec l'avis motivé au ministre de la justice, qui statuera et pourra ordonner que l'inculpé soit livré à la personne qui sera dûment autorisée au nom du gouvernement de Sa Majesté Britannique.

## 2. S'il s'agit d'une personne condamnée :

Le cours de la procédure sera le même que dans le cas d'une personne accusée, sauf que le jugement ou l'arrêt de condamnation délivré en original ou en expédition authentique à transmettre par le ministre ou l'agent diplomatique à l'appui de la demande d'extradition, énoncera clairement le crime pour lequel la personne réclamée aura été condamnée, et mentionnera le fait, le lieu et la date du jugement. La preuve à produire sera telle que, conformément aux lois belges, elle établirait que le prisonnier a été condamné pour le crime dont on l'accuse.

ART. 4. — Un criminel fugitif peut, cependant, être arrêté sur un mandat délivré par tout magistrat de police, juge de paix ou autre autorité compétente dans chaque pays, à la suite d'un avis, d'une plainte, d'une preuve, ou de tout autre acte de procédure qui, dans l'opinion de la personne délivrant le mandat, justifierait ce mandat, si le crime avait été commis ou la personne condamnée dans la partie des Etats des deux contractants où elle exerce juridiction : pourvu que, cependant, s'il s'agit du Royaume-Uni, l'accusé soit, dans un pareil cas, envoyé aussi promptement que possible devant un magistrat compétent. Il sera relâché, tant dans le Royaume-Uni qu'en Belgique, si, dans les quatorze jours, une demande d'extradition n'a pas été faite par l'agent diplomatique du pays requérant, suivant le mode indiqué par les articles 2 et 3 de ce Traité.

La même règle s'appliquera aux cas de personnes poursuivies ou condamnées du chef de l'un des crimes spécifiés dans ce Traité et commis en pleine mer, à bord d'un navire de l'un des deux pays, et qui viendrait dans un port de l'autre.

ART. 5. — Si endéans les deux mois à partir de la date de l'arrestation, des documents suffisants n'ont pas été produits, l'individu arrêté sera mis en liberté. Il sera également mis en liberté si, endéans les deux mois du jour où il a été placé à la disposition de l'agent diplomatique, il n'a pas été emmené dans le pays requérant.

ART. 6. — Lorsqu'une personne aura été extradée par l'une des hautes parties contractantes, cette personne, jusqu'à ce qu'elle soit rentrée dans le pays d'où elle a été extradée, ou qu'elle ait eu occasion de le faire, ne sera poursuivie pour aucun délit commis dans l'autre pays avant l'extradition, autre que celui pour lequel l'extradition a eu lieu.

ART. 7. — Aucune personne accusée ou condamnée ne sera extradée si le délit pour lequel l'extradition est demandée est considéré par la partie requise, comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit, ou si la personne prouve, à la satisfaction du magistrat ou de la cour devant laquelle elle est amenée par l'*habeas corpus*, ou du secrétaire d'Etat,

que la demande d'extradition a été faite, en réalité, dans le but de la poursuivre ou de la punir pour un délit d'un caractère politique.

ART. 8. — Les mandats, dépositions, déclarations sous serment, délivrés ou recueillis dans les Etats de l'une des deux hautes parties contractantes, les copies de ces pièces, ainsi que les certificats ou les documents judiciaires établissant le fait de la condamnation, seront reçus comme preuve dans la procédure des Etats de l'autre partie, s'il sont revêtus de la signature ou accompagnés de l'attestation d'un juge, magistrat ou fonctionnaire du pays où ils ont été délivrés ou recueillis.

Pourvu que ces mandats, dépositions, déclarations, copies, certificats et documents judiciaires soient rendus authentiques par le serment ou affirmation solennelle d'un témoin, ou par le sceau officiel du ministre de la justice ou d'un autre ministre d'Etat.

ART. 9. — L'extradition n'aura pas lieu si, depuis les faits imputés, les poursuites, ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié.

ART. 10. — Si l'individu réclamé par l'une des hautes parties contractantes, en exécution du présent Traité, est aussi réclamé par une ou plusieurs autres puissances, du chef d'autres crimes commis sur leurs territoires respectifs, son extradition sera accordée à l'Etat dont la demande est la plus ancienne en date, à moins qu'il n'existe entre les gouvernements qui l'ont réclamé un arrangement qui déciderait de la préférence, soit à raison de la gravité des crimes commis, soit à raison de tout autre motif.

ART. 11. — Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné par les tribunaux du pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait été mis en liberté selon le cours régulier de la loi.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison, d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition n'en aura pas moins lieu, sauf à la partie lésée à faire valoir ses droits devant l'autorité compétente.

ART. 12. — Tout objet trouvé en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation sera, si l'autorité compétente en a ainsi ordonné, saisi pour être livré avec sa personne, lorsque l'extradition aura lieu.

Cette remise ne sera pas limitée aux objets acquis par vol ou banqueroute frauduleuse, mais elle s'étendra à toute chose qui pourrait servir de pièce de conviction. Elle se fera même si l'extradition, après avoir été accordée, ne peut s'accomplir par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclamé.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets susmentionnés.

ART. 13. — Chacune des hautes parties contractantes supportera les frais occasionnés par l'arrestation sur son territoire, la détention et le transport à la frontière des personnes qu'elle consentirait à extraditer en exécution du présent Traité.

ART. 14. — Les stipulations du présent Traité seront applicables aux colonies et possessions étrangères des deux hautes parties contractantes.

La demande d'extradition d'un criminel fugitif qui s'est réfugié dans une colonie ou possession étrangère de l'une des parties sera faite au gou-



verneur ou au fonctionnaire principal de cette colonie ou possession par le principal agent consulaire de l'autre dans cette colonie ou possession; ou, si le fugitif s'est échappé d'une colonie ou possession étrangère de la partie au nom de laquelle l'extradition est demandée, par le gouverneur ou le fonctionnaire principal de cette colonie ou possession.

Ces demandes seront faites ou accueillies en suivant toujours, aussi exactement que possible, les stipulations de ce Traité par les gouverneurs ou premiers fonctionnaires, qui, cependant, auront la faculté ou d'accorder l'extradition ou d'en référer à leur gouvernement.

Sa Majesté Britannique se réserve cependant le droit de faire des arrangements spéciaux dans les colonies anglaises ou possessions étrangères pour l'extradition de criminels belges qui y auraient cherché refuge, en se conformant aussi exactement que possible aux stipulations du présent Traité.

ART. 15. — Le présent Traité entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des pays respectifs.

A partir du jour où le présent Traité entrera en vigueur, le traité d'extradition entre les deux pays du 20 mai 1876, la déclaration entre les gouvernements belge et britannique, du 23 juillet 1877, étendant le Traité du 20 mai 1876 à certains autres délits, la déclaration du 21 avril 1887, modifiant l'article 1<sup>er</sup> du Traité du 20 mai 1876, et la Convention du 27 août 1896 portant nouvelle modification du Traité du 20 mai 1875, cesseront leurs effets; mais le présent Traité sera applicable à tous les délits prévus au Traité, qu'ils aient été commis avant ou après la date où il sera entré en vigueur.

Chaque partie peut en tout temps mettre fin au Traité en donnant à l'autre, six mois à l'avance, avis de son intention.

ART. 16. — Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Bruxelles le plus tôt possible dans les six semaines de la date de la signature.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce même Traité, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Bruxelles, le vingt-neuvième jour du mois d'octobre de l'an de grâce mil neuf cent un.

(L. S.) P. DE FAVEREAU.

(L. S.) CONSTANTINE PHIPPS.

## BELGIQUE — ETATS-UNIS

### Convention pour l'extradition réciproque des criminels fugitifs

(26 octobre 1901) (1)

Sa Majesté le roi des Belges et le président des Etats-Unis d'Amérique, ayant jugé opportun, en vue d'une meilleure administration de la justice

(1) Amendé par le Sénat des Etats-Unis le 30 janvier 1902. Ratifié par le Président le 13 juin 1902. Ratifié par la Belgique le 28 janvier 1902. Ratifications échangées à Washington, le 14 juin 1902.

et prévenir les crimes dans leurs territoires et juridictions respectifs, que les individus poursuivis ou condamnés du chef des crimes et délits ci-après énumérés et qui se seraient soustraits par la fuite aux poursuites de la justice fussent, dans certaines circonstances, réciproquement extradés, ont résolu de conclure une nouvelle convention dans ce but et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges : M. Charles-C. Wauters, chargé d'affaires *ad interim* de Belgique près le gouvernement des Etats-Unis : et

Le Président des Etats-Unis : John Hay, secrétaire d'Etat des Etats-Unis ;

Lesquels s'étant communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs respectifs et les ayant trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1<sup>er</sup>. — Le gouvernement belge et le gouvernement des Etats-Unis s'engagent à se remettre réciproquement les personnes qui, poursuivies ou condamnées comme auteurs ou complices du chef de l'un des crimes et délits énumérés à l'article suivant, commis dans la juridiction de l'une des parties contractantes, chercheront un asile ou seront trouvées dans les territoires de l'autre partie. Toutefois, l'extradition n'aura lieu que dans le cas où l'existence de l'infraction sera constatée de telle manière que les lois du pays où le fugitif ou la personne poursuivie sera trouvée, justifieraient sa détention et sa mise en jugement, si le fait y avait été commis.

ART. 2. — Seront livrés, en vertu des dispositions de la présente Convention, les individus poursuivis ou condamnés du chef de l'un des crimes ou délits suivants :

1<sup>o</sup> Meurtre, y compris les crimes qualifiés dans le code pénal belge, de parricide, assassinat, empoisonnement et infanticide ;

2<sup>o</sup> Tentative de meurtre ;

3<sup>o</sup> Viol, attentat à la pudeur commis avec violence, avortement, bigamie ;

4<sup>o</sup> Incendie ;

5<sup>o</sup> Piraterie ou rébellion à bord d'un navire, lorsque l'équipage ou partie de celui-ci aura pris possession du navire par fraude ou violence envers le commandant ;

6<sup>o</sup> Vol, crime de « burglary » consistant dans l'action de s'introduire nuitamment et avec effraction ou escalade dans l'habitation d'autrui, avec une intention criminelle, crime de « robbery » consistant dans l'enlèvement forcé et criminel, effectué sur la personne d'autrui, d'argent ou d'effets d'une valeur quelconque, à l'aide de violence ou d'intimidation et les crimes correspondants prévus et punis par la loi belge, sous la qualification de vols commis dans une maison habitée avec les circonstances de la nuit et de l'escalade ou de l'effraction, et de vols commis avec violences ou menaces ;

7<sup>o</sup> Crime de faux, comprenant l'émission de documents falsifiés et la contrefaçon d'actes publics, du gouvernement ou de l'autorité souveraine ;

8<sup>o</sup> Fabrication ou mise en circulation de fausse monnaie ou de faux-papier-monnaie, ou de faux titres ou coupons de la dette publique, de faux billets de banque, de fausses obligations ou, en général, de tout faux titre



ou instrument de crédit quelconque ; contrefaçon de sceaux, empreintes, timbres ou marques de l'État et des administrations publiques et mise en circulation de pièces ainsi marquées ;

9° Détournement de deniers publics commis dans la juridiction de l'une ou de l'autre partie par des officiers ou dépositaires publics ;

10° Détournement commis<sup>(1)</sup> par toute personne ou personnes employées ou salariées au détriment de ceux qui les emploient, lorsque ces crimes entraînent une peine selon les lois du lieu où ils ont été commis ;

11° Obstruction ou destruction volontaire et illégale de voies ferrées qui puisse mettre en danger la vie humaine ;

12° Obtention d'argent, de titres et valeurs ou d'autre propriété sous de faux prétextes, lorsqu'un tel acte est jugé criminel par les lois des deux pays et que le montant de la somme ou la valeur de la propriété obtenue frauduleusement n'est pas moindre de mille francs ou de deux cents dollars ;

13° Enlèvement de mineurs ;

14° Recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente convention.

L'extradition pourra aussi avoir lieu pour la tentative des faits énumérés ci-dessus, lorsqu'elle est punissable d'après la législation des deux parties contractantes.

ART. 3. — L'individu extradé ne pourra être poursuivi ni puni dans le pays auquel l'extradition a été accordée ni extradé à un pays tiers pour un crime ou un délit quelconque non prévu par la présente convention et antérieur à l'extradition, à moins qu'il n'ait eu, dans l'un et l'autre cas, la liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir été jugé, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été gracié.

Il ne pourra pas non plus être poursuivi ni puni du chef d'un crime ou d'un délit prévu par la convention, antérieur à l'extradition, mais autre que celui qui a motivé l'extradition, sans le consentement du gouvernement qui a livré l'extradé et qui pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dans l'article 7 de la présente convention.

Le consentement de ce gouvernement sera de même requis pour permettre l'extradition de l'inculpé à un pays tiers. Toutefois, ce consentement ne sera pas nécessaire lorsque l'inculpé aura demandé spontanément à être jugé ou à subir sa peine ou lorsqu'il n'aura pas quitté, dans le délai fixé plus haut, le territoire du pays auquel il a été livré.

ART. 4. — Les dispositions du présent traité ne sont point applicables aux personnes qui se sont rendues coupables de quelque crime ou délit politique, ou connexe à un semblable crime ou délit. La personne qui a été extradée à raison de l'un des crimes ou délits communs mentionnés à l'article 2, ne peut, par conséquent, en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'État auquel l'extradition a été accordée, à raison d'un crime ou délit politique commis par elle avant l'extradition ni à raison d'un fait connexe à un semblable crime ou délit politique, à moins qu'elle n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays pendant un mois après avoir été jugée, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été graciée.

(1) Cf. Déclaration, p. 69.

Ne sera pas réputé délit politique ni fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre la personne du chef d'un gouvernement étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement.

ART. 5. — Les parties contractantes ne seront point obligées de se livrer leurs propres citoyens ou sujets en vertu des stipulations de la présente convention.

ART. 6. — Lorsque la personne dont l'extradition est réclamée aux termes du présent traité, aura été arrêtée à raison de faits délictueux dans le pays où elle a cherché un asile ou lorsqu'elle aura été condamnée de ce chef, son extradition pourra être différée jusqu'à son acquittement ou jusqu'à l'expiration de la peine prononcée contre elle.

ART. 7. — Les demandes d'extradition seront faites respectivement par les agents diplomatiques des parties contractantes. En cas d'absence de ceux-ci soit du pays, soit du siège du gouvernement, ces demandes pourront être faites par les agents consulaires supérieurs.

Lorsque la personne dont l'extradition est réclamée aura été condamnée à raison du crime ou du délit qu'elle a commis, la demande d'extradition sera accompagnée d'une expédition authentique de l'arrêt de la cour ou du jugement du tribunal qui a prononcé la sentence, munie du sceau de cette juridiction. La signature du juge devra être légalisée par l'agent compétent du pouvoir exécutif dont la signature sera, à son tour, attestée respectivement par le ministre ou le consul de Belgique ou des Etats-Unis. Quand le fugitif sera simplement prévenu d'un crime ou délit, la réquisition devra être accompagnée d'une copie authentique du mandat d'arrêt rendu à sa charge dans le pays où le crime aura été commis et des dépositions sur lesquelles ce mandat a été décerné. Il sera loisible à toute autorité judiciaire des Etats-Unis, sur la production d'une attestation émanant du secrétaire d'Etat établissant qu'une demande a été faite par le gouvernement belge en vue de l'arrestation provisoire d'une personne condamnée ou prévue d'un crime ou délit passible d'extradition sous les stipulations de la présente convention et sur la plainte dûment faite qu'un tel crime ou délit a été ainsi commis, de lancer un mandat d'arrêt contre la dite personne. Toutefois, si la demande d'extradition, accompagnée des preuves en due forme mentionnées ci-dessus, n'est pas faite, comme il est prescrit, par l'agent diplomatique du gouvernement réquerant, ou, en son absence, par l'officier consulaire compétent endéans les quarante jours de la date de l'arrestation du fugitif, le prisonnier sera remis en liberté.

Et le gouvernement belge à la demande du gouvernement des Etats-Unis, transmise par l'agent diplomatique des Etats-Unis, ou, en son absence, par l'officier consulaire compétent, assurera, conformément à la loi, l'arrestation provisoire de personnes condamnées ou prévenues de crimes ou délits passibles d'extradition en vertu de la présente Convention. Mais si la demande d'extradition, accompagnée des preuves en due forme, n'est pas faite comme il est dit ci-dessus, par l'agent diplomatique du gouvernement réquerant ou, en son absence, par l'officier consulaire compétent, endéans les quarante jours de la date de l'arrestation du fugitif, le prisonnier sera remis en liberté.

ART. 8. — Les frais occasionnés par l'arrestation, la détention, l'enquête et la remise des fugitifs livrés en vertu de la présente Convention, seront



supportés par l'Etat requérant. Toutefois, le gouvernement requérant ne devra pas prendre à sa charge les frais du chef des services de ceux des fonctionnaires du gouvernement requis qui reçoivent un traitement fixe ; et pour ce qui concerne les services des fonctionnaires publics qui ne reçoivent que des émoluments, il ne sera pas porté en compte des émoluments plus élevés que ceux qui, selon les lois du pays, sont alloués à ces fonctionnaires pour services rendus dans la procédure criminelle ordinaire.

ART. 9. — L'extradition n'aura pas lieu conformément aux dispositions de la présente convention si la prescription de l'action ou de la peine est acquise en faveur de l'individu réclamé, d'après les lois du pays auquel la demande est adressée.

ART. 10. — Tous objets trouvés en la possession de l'individu réclamé et provenant du fait incriminé ou pouvant servir de preuve au fait pour lequel l'extradition est demandée, seront saisis, si l'autorité compétente en a ainsi ordonné, pour être livrés avec sa personne.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets susmentionnés.

ART. 11. — La présente Convention sera exécutoire trente jours après l'échange des ratifications.

A partir de sa mise à exécution, la Convention du 13 juin 1882 cessera d'être en vigueur et sera remplacée par la présente Convention, laquelle continuera à sortir ses effets pendant six mois après qu'elle aura été dénoncée par l'un des deux gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Washington aussitôt que possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé les articles ci-dessus dans les langues française et anglaise et y ont apposé leurs sceaux.

Ainsi fait par duplicata à Washington, le 26 octobre 1901.

(L. S.) WAULTERS.

(L. S.) JOHN HAY.

L'échange des ratifications a été opéré à Washington, le 14 juin 1902.

## DÉCLARATION

Le Sénat des Etats-Unis, par sa résolution du 30 janvier 1902, ayant donné son avis et consentement à la ratification du traité d'extradition entre la Belgique et les Etats-Unis, signé à Washington, le 26 octobre 1901, sous la réserve de l'amendement ci-après :

A l'article 2, après le mot « commis », insérer ce qui suit : « et le montant de la somme ou la valeur de la propriété détournée n'est pas moindre de deux cents dollars ou de mille francs », et le dit amendement étant accepté par le gouvernement belge, les plénipotentiaires soussignés, avant de procéder à l'échange des ratifications du susdit traité et dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

L'extradition ne peut pas être accordée pour les délits énumérés au § 10, article 2, du dit traité, à moins que le montant de la somme ou la valeur

de la propriété détournée ne soit pas inférieur à deux cents dollars ou mille francs.

La présente déclaration aura la même force et durée que le traité d'extradition dont elle forme partie intégrante.

Fait en double à Washington, le sixième jour de juin 1902.

Le Ministre de Belgique,  
Baron MONCHEUR.

---

## ALLEMAGNE — BELGIQUE

**Arrangement conclu, le 1<sup>er</sup> août 1902, entre la Belgique et l'Allemagne pour le règlement du trafic de l'alcool et des spiritueux à la frontière belge-allemande.**

(1<sup>er</sup> août 1902)

En vue de régulariser le mouvement des alcools et spiritueux à la frontière, entre la Belgique et l'Allemagne, les soussignés, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Belges et le sous-secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères de l'empire allemand, sont convenus, sous la réserve du consentement de leurs gouvernements, de ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. — La décharge des droits pour les alcools et spiritueux exportés par les bureaux de douane, qui sont ou seront ouverts à cet effet sur les frontières limitrophes de la Belgique et de l'Allemagne, est subordonnée à la condition que l'exportateur produise au bureau de sortie une attestation constatant que les marchandises ont été régulièrement déclarées à la douane du pays d'importation pour l'expédition douanière.

ART. 2. — La disposition de l'article 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux parfumeries liquides, aux eaux pour la chevelure et aux eaux dentifrices ou de gargarisme, à base d'alcool, qui sont expédiées à l'étranger par la poste.

ART. 3. — Le gouvernement de chacun des deux pays restera libre de résilier, à chaque instant, le présent arrangement.

Fait à Berlin, en double exemplaire, le 1<sup>er</sup> août 1902.

GREINDI.

V. MUHLBERG.

Conformément à ce qui a été convenu entre le gouvernement belge et le gouvernement allemand, l'arrangement qui précède entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1903.

Certifié par le secrétaire général  
du Ministère des Affaires étrangères,  
Baron LAMBERMONT.

---



## ESPAGNE — FRANCE

### Convention pour régler l'exercice de la juridiction dans l'île de la conférence

(27 mars 1901) (1)

Le Président de la République française et S. M. le roi d'Espagne et, en son nom, S. M. la reine régente du royaume, désirant procéder à la réglementation de la juridiction dans l'île des Faisans connue aussi sous le nom d'île de la Conférence, qui appartient par indivis à la France et à l'Espagne, et mettre ainsi fin à l'état d'incertitude où on se trouve touchant les droits de police et de justice de chacun des deux pays dans cette île, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. Ernest Ludger Nabonne, ministre plénipotentiaire, président de la délégation française à la commission des Pyrénées, chevalier de la Légion d'honneur, etc., etc.

Et S. M. le roi d'Espagne et, en son nom, S. M. la reine régente du royaume, Don Juan Bustamante y Campuzano, marquis de Herrera, ministre résident, président de la délégation espagnole à la commission des Pyrénées, chef de la section politique au ministère d'Etat. commandeur avec plaque des ordres royaux de Charles III et d'Isabelle la Catholique, officier de la Légion d'honneur, etc., etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le droit de police dans l'île des Faisans sera exercé par la France et par l'Espagne tour à tour, pendant six mois, dans l'ordre que déterminera le sort.

Art. 2. — Les Français et les Espagnols, pour les infractions commises par eux dans l'île des Faisans, sont justiciables de leurs tribunaux nationaux respectifs.

Art. 3. — Les délinquants d'une autre nationalité sont justiciables des tribunaux du pays qui avait le droit de police dans l'île de la Conférence, lors de l'infraction. Toutefois, s'ils sont impliqués dans une affaire conjointement avec des Français ou des Espagnols, ils seront justiciables des mêmes tribunaux que ceux-ci.

Art. 4. — Les autorités de chacun des deux pays se remettront respectivement, sans formalité, avec les procès-verbaux qui auraient été dressés, les délinquants qui seraient en leur pouvoir et qui seraient, par application des articles 8 et 3, justiciables des tribunaux de l'autre pays.

Art. 5. — Chacun des gouvernements intéressés prendra, en ce qui le concerne, les mesures nécessaires en vue de déterminer les autorités judiciaires respectivement compétentes pour la poursuite et le jugement des infractions qui sont l'objet de la présente convention.

(1) Ratifications échangées à Biarritz, le 12 août 1902. Décret français portant promulgation de la convention, 29 août 1902 (*Journ. off.*, 6 septembre 1902).

Art. 6. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bayonne, le 31 décembre prochain, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention faite en double à Bayonne, le 27 mars 1901, et y ont apposé leur sceau.

(L. S.) Signé : L. NABONNE.

(L. S.) Signé : Marquis DE HERRERA.

---

## FRANCE — GRAND DUCHÉ DE LUXEMBOURG

### Arrangement entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg, au sujet du mouvement des alcools et spiritueux à la frontière

(10 septembre 1902) (1)

En vue de régulariser le mouvement des alcools et spiritueux à la frontière entre la France et le Luxembourg, les soussignés, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française et le ministre d'Etat, président du gouvernement grand-ducal, sont convenus, sous la réserve du consentement de leurs gouvernements, de ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. — La décharge des droits pour les alcools et spiritueux exportés par les bureaux de douane qui sont ou seront ouverts, à cet effet, sur les frontières limitrophes de la France et du Luxembourg, est subordonnée à la condition que l'exportateur produise au bureau de sortie une attestation constatant que les marchandises ont été régulièrement déclarées à la douane du pays d'importation pour l'expédition douanière.

ART. 2. — La disposition de l'article 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux parfumeries liquides, aux eaux pour la chevelure et aux eaux dentifrices ou de gargarisme, à base d'alcool, qui sont expédiées à l'étranger par la poste.

ART. 3. — Le gouvernement de chacun des deux pays restera libre de résilier, à chaque instant, le présent arrangement.

Fait à Luxembourg, en double exemplaire, le 10 septembre 1902.

(L. S.) Signé : H. DENAUT.

(L. S.) Signé : EYSCHEN.

---

(1) Arrangement signé à Luxembourg, le 10 septembre. Décret français portant approbation et publication, le 28 septembre 1902 (*Journal off.* 1<sup>er</sup> octobre 1902).



FRANCE — SUISSE

**Convention entre la Suisse et la France concernant la police de la navigation sur le lac Léman**

(10 septembre 1902) (1)

Le Président de la République Française et le Conseil fédéral suisse, Désirant régler à nouveau, d'un commun accord, diverses questions relatives à la navigation sur le lac Léman, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République Française,  
M. Th. Delcassé, député, Ministre des Affaires étrangères,  
Le Conseil fédéral suisse,  
M. Charles Lardy, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près le Président de la République française ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

**TITRE I<sup>er</sup>**

**Des bateaux à vapeur faisant un service public**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>**

*Dispositions générales*

ART. 1<sup>er</sup>. — Pour exécuter un transport régulier et périodique de personnes dans les eaux suisses, les bateaux à vapeur doivent être munis d'un acte de concession délivré par l'autorité fédérale, acte qui contient les dispositions auxquelles la navigation est soumise par rapport à la Confédération.

Le gouvernement français se réserve d'appliquer des dispositions analogues aux bateaux naviguant dans les eaux françaises.

ART. 2. — Le gouvernement de la Suisse (soit les gouvernements des cantons de Vaud, du Valais et de Genève) et le gouvernement français ont la haute surveillance sur les bateaux à vapeur. Ils font procéder à des inspections pour s'assurer que les bateaux sont construits, entretenus et dirigés de manière à offrir les garanties désirables et qu'ils peuvent être utilisés pour le transport des voyageurs.

ART. 3. — Tout concessionnaire d'un service public par bateaux à vapeur est tenu de recevoir et de transporter gratuitement dans toute l'étendue de leurs circonscriptions respectives, les agents de la navigation et de

(1) Convention signée à Paris, le 10 septembre 1902.

*Ratifications* : Ratifiée par la Suisse le 24 septembre 1902 ; par la France, le 3 octobre 1902 ; les ratifications de la convention ci-dessus ont été échangées à Paris, le 15 octobre 1902, entre M. Charles Lardy, ministre suisse à Paris, et M. Th. Delcassé, ministre des affaires étrangères de la République française.

*Promulgation et publication* :

*France* : Décret portant promulgation, 16 octobre 1902 ; *J. off.*, 18 oct. 1902.

*Suisse* : Feuille fédérale 1902, année LIV<sup>e</sup>, vol. IV, p. 755. En vigueur à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1902.

la pêche qui sont désignés par les gouvernements mentionnés à l'article précédent.

ART. 4. — *a.* Tout propriétaire d'un bateau à vapeur qui veut s'en servir pour le transport des voyageurs et des marchandises, doit être en possession d'un permis de navigation délivré par l'autorité compétente (en France par le préfet).

*b).* Les permis délivrés par l'un des Etats riverains du lac, dans les formes qui lui sont propres, sont valables dans les eaux des autres Etats.

*c).* En cas de retrait ou d'expiration d'un permis, le gouvernement qui l'a délivré doit en aviser les autres gouvernements.

*d).* Le propriétaire d'un bateau à vapeur doit demander le renouvellement de son permis, chaque fois qu'une modification importante est apportée à une partie quelconque du bateau.

ART. 5. — Toute demande de permis de navigation doit être accompagnée des renseignements suivants :

*a).* Le nom du bateau ;

*b).* Ses principales dimensions, ainsi que son tirant d'eau à pleine charge ;

*c).* Le nom et le domicile du constructeur des chaudières, ainsi que le dessin et le nombre de ces appareils ;

*d).* Le numéro du timbre exprimant en atmosphères, la pression effective maximum sous laquelle ces appareils doivent fonctionner ;

*e).* La puissance des machines en chevaux de 75 kilogrammètres par seconde, indiqués sur le piston ;

*f).* Le nombre maximum des passagers qui pourront être transportés par le bateau ou le maximum de la charge autorisée, lorsqu'il s'agit de bateaux de marchandises.

## CHAPITRE II

### *Construction*

ART. 6. — La coque en fer du bateau ne doit présenter, dans aucune de ses parties, une épaisseur inférieure à deux millimètres et demi aux extrémités et trois millimètres et demi au milieu de la longueur pour les portions en dehors de l'eau, trois millimètres aux extrémités et quatre millimètres au milieu pour celles situées au-dessous de la ligne de flottaison. Ces dimensions pourront être réduites d'un cinquième dans le cas où la coque serait en acier.

Les ouvertures des fenêtres ne peuvent avoir leur partie la plus basse à une distance de la ligne de flottaison inférieure à cinquante centimètres.

ART. 7. — Le bateau doit être divisé dans la longueur en quatre compartiments par trois parois en fer situées, l'une vers l'avant, à une distance de l'étrave comprise entre le huitième et douzième de la longueur totale du bateau, les deux autres aux extrémités de la chambre des machines. Ces parois ont à leur partie inférieure une ouverture pour l'écoulement de l'eau, ouverture qui doit pouvoir être fermée en cas de besoin. En dehors de l'ouverture indiquée ci-dessus, il ne peut en être pratiqué aucune dans la paroi de l'avant, et, si l'une des autres parois est percée d'une porte, celle-ci doit pouvoir se fermer solidement et hermétiquement.



Dans chacun des compartiments, le plancher doit pouvoir être levé facilement sur une largeur de soixante centimètres et sur au moins le tiers de sa longueur.

ART. 8. — Le pont des bateaux doit être garni de garde-corps d'une hauteur suffisante pour la sécurité des passagers. Les ouvertures servant à établir la communication entre le pont et la chambre des machines seront munies de barrières ou de grilles pour empêcher les accidents.

ART. 9. — Le tirant d'eau du bateau en pleine charge doit être indiqué sur les flancs de la coque. Le nom du bateau sera inscrit en caractères apparents sur chacun de ses côtés.

ART. 10. — Dans les bateaux de marchandises, la distance entre l'arête supérieure de la coque et la ligne de plus grande immersion admise doit être d'au moins trente centimètres.

La ligne de flottaison en pleine charge sera indiquée des deux côtés du bateau par des plaques de laiton de vingt-cinq centimètres de longueur et quatre centimètres de hauteur, fixées à la coque d'une manière durable, la ligne de charge correspondant à l'arête inférieure des plaques. Sur ces dernières, on gravera, en chiffres arabes d'au moins deux centimètres de hauteur, le nombre de tonnes représentant la capacité de chargement.

Le maximum de la charge autorisé sera, en outre, affiché d'une façon bien visible dans un endroit apparent du bateau.

ART. 11. — Les bateaux à roues doivent avoir au-dessus des tambours un garde-roue en fer, à une distance au-dessus de l'eau ne dépassant pas quarante centimètres.

ART. 12. — Le gouvernail doit être commandé par un mécanisme disposé de telle manière que le bateau tourne du même côté que la partie supérieure de la roue du timonier. Outre ce mécanisme, le gouvernail doit pouvoir être manœuvré à la barre en cas de besoin.

ART. 13. — Tout bateau à vapeur construit après le 7 août 1887 doit avoir la roue du timonier placée au-dessus de la partie antérieure du bateau.

ART. 14. — Les machines et chaudières doivent être construites et entretenues avec soin et de manière à présenter toutes les garanties voulues de solidité et de bonne marche.

ART. 15. — A moins d'autorisation spéciale accordée par l'autorité et mentionnée sur le permis de navigation, les chaudières des bateaux doivent être inspectées par la Société suisse de propriétaires de chaudières à vapeur ou par une société française analogue.

ART. 16. — Les chaudières doivent être munies des appareils ci-après :

a). Deux soupapes de sûreté réglées de manière à se lever dès que la pression normale est atteinte. Chacune des soupapes doit suffire à maintenir à elle seule, étant au besoin convenablement déchargée et quelle que soit l'activité du feu, la vapeur dans la chaudière à un degré de pression qui n'excède pas la pression normale.

b). Pour chaque corps de chaudière, un tube de niveau d'eau et trois robinets d'épreuves. Une ligne apparente ou un index placé à côté du tube sert à indiquer le niveau normal de l'eau de la chaudière.

c). Deux manomètres au moins, dont un placé à la portée des chauffeurs. Ces manomètres sont munis d'une bride d'attente pour recevoir le mano-

mètre contrôle, à moins qu'il n'existe pour cela une bride spéciale. Une ligne fixe et apparente indique la position que l'aiguille ne doit pas dépasser.

d). Toute paroi en contact, par une de ses faces, avec la flamme, doit être baignée par l'eau sur la face opposée.

Le plan d'eau doit être maintenu à un niveau de marche tel qu'il soit en toute circonstance à une hauteur moyenne de dix centimètres au moins au-dessus du point pour lequel la condition précédente cesserait d'être satisfaisante. Cette position-limite est indiquée d'une manière très apparente, au voisinage du tube de niveau mentionné au paragraphe b.

En cas d'oscillation du bateau, on prendra, pour cette hauteur, la moyenne des hauteurs observées.

Les prescriptions énoncées aux paragraphes précédents du présent article ne s'appliquent point :

1° Aux surchauffeurs de vapeur distincts de la chaudière ;

2° A des surfaces relativement peu étendues et placées de manière à ne jamais rougir, même lorsque le feu est poussé à son maximum d'activité telles que les tubes ou parties de cheminées qui traversent le réservoir de vapeur, en envoyant directement à la cheminée principale les produits de la combustion ;

3° Aux générateurs dits à production de vapeur instantanée.

ART. 17. — Les chaudières sont alimentées par un double jeu d'appareils, chacun d'eux ayant une puissance suffisante pour fournir seul l'eau nécessaire dans les plus grands besoins.

Un de ces appareils est indépendant du fonctionnement de la machine.

Une soupape de retenue doit être placée à la jonction du tuyau d'alimentation sur la chaudière.

S'il y a plusieurs chaudières sur un bateau et alors même qu'elles communiquent entre elles par leur partie inférieure, l'alimentation doit se faire directement pour chacune d'elles.

ART. 18 — Le tuyau de prise de vapeur doit être muni à son point de départ sur la chaudière d'une soupape à vis permettant d'arrêter complètement l'arrivée de la vapeur sur la machine. Cette soupape doit pouvoir être manœuvrée depuis le pont du bateau, sans être toutefois à la portée du public.

19. — Les machines doivent être pourvues des appareils suivants pour l'enlèvement de l'eau de la cale :

a). Une pompe de cale, mise en mouvement par la machine elle-même ;

b). Un tuyau, avec robinet, permettant d'établir une communication entre la cale et le condenseur de manière à faire de ce dernier appareil une véritable pompe de cale.

c). Une pompe à main, établie dans la chambre de la machine, pour le remplissage des chaudières, mais pouvant servir également de pompe de cale à l'aide d'une tuyauterie spéciale.

### CHAPITRE III

#### *Agrès et appareils*

20. — Les bateaux à vapeur sont pourvus des agrès indiqués ci-après, lesquels doivent être maintenus constamment en bon état :



a). Un canot suspendu de manière à pouvoir être mis à l'eau rapidement et ayant deux paires de rames. Il peut être construit en bois ou en fer ; mais, dans ce dernier cas, il est muni de caisses à air l'empêchant de s'enfoncer, alors même qu'il serait plein d'eau. Les dimensions de ce canot doivent être proportionnées à celles du bateau qui le porte ;

b). Deux chaînes avec ancrs pouvant être jetées immédiatement ;

c). Une cloche pour signaux, fixée à l'avant du bateau ;

d). Un sifflet à vapeur ;

e). Une boussole montée dans une caisse et devant pouvoir être éclairée la nuit. La boussole est accompagnée d'un livret de boussole contenant les indications de marche pour les différents services que le bateau peut être appelé à faire ;

f). Un porte-voix ;

g). Les fanaux nécessaires pour l'éclairage réglementaire du bateau ;

h). Une échelle mobile, construite de manière à pouvoir être suspendue en dehors du bateau et arrivant à une distance du niveau de l'eau inférieure à cinquante centimètres ;

i). Deux étires ou gaffes d'une grandeur suffisante ;

j). Les cordages nécessaires pour les manœuvres du bateau.

ART. 21. — Outre les agrès mentionnés à l'article précédent, il doit se trouver à bord de chaque bateau les appareils de secours ci-après :

a). Quatre bouées de sauvetage au moins, prêtes à être jetées au premier besoin ;

b). Des corsets de liège (quatre à douze, suivant la grandeur des bateaux) pouvant s'adapter facilement et rapidement ;

c). Une boîte de secours, accompagnée d'une instruction spéciale pour les soins à donner aux noyés ;

d). Des appareils pour signaux de détresse, savoir : un canon avec ses munitions (ce canon peut être remplacé par une sirène, un cornet de brume ou autre instrument d'une sonorité suffisante) ; un pavillon spécial pour signal de jour et deux flammes de Bengale pour la nuit ;

e). Deux coussins de sable avec planches et pointelles pouvant servir à arrêter des voies d'eau ;

f). Une bâche servant en temps ordinaire à couvrir les marchandises et pouvant, à l'aide de cordages, être appliquée contre la coque par le dehors pour fermer une ouverture dans un endroit non accessible depuis l'intérieur ;

g). Sur le pont de chaque bateau, il doit se trouver des tables ou des bancs mobiles établis de manière à pouvoir flotter et à offrir un point d'appui aux passagers en cas de sinistre.

ART. 22. — Les employés des bateaux doivent connaître l'usage de chacun des appareils de secours et être en état de s'en servir sans hésitation.

ART. 23. — Si l'éclairage d'un bateau se fait au pétrole, les lampes doivent rester toujours fixées au parois ou suspendues, même quand elles ne sont pas allumées. L'usage du pétrole est interdit dans les lampes portatives déposées sur les tables ou sur le pont, sauf, toutefois, pour l'emploi des lanternes de sûreté dites *falots-tempêtes*.

La quantité de pétrole à bord ne pourra dépasser dix litres, et ce liquide sera renfermé dans un vase en métal offrant toute garantie de sécurité et tenu dans un endroit à l'abri du feu.

Les matières ayant servi à nettoyer la machine doivent être renfermées

dans une caisse métallique et ne pas avoir un poids supérieur à vingt kilogrammes.

#### CHAPITRE IV

##### *Personnel*

ART. 24. — L'équipage d'un bateau à vapeur doit comprendre les employés ci-après :

a). Un capitaine-commandant du navire, qui a, comme tel, l'autorité sur tous les autres employés et qui demeure responsable de la marche du bateau ;

b). Un pilote, qui dirige les manœuvres et qui en est responsable dans le cas où le capitaine ne remplirait pas lui-même ces fonctions.

Le même employé ne pourra pas être à la fois pilote et comptable ;

c). Trois bateliers ou plus, dont deux doivent être en état de tenir le gouvernail.

Ce nombre pourra être réduit à deux pour les bateaux à vapeur d'un tonnage inférieur à cent tonnes ;

d). Un mécanicien et les chauffeurs nécessaires pour le service de la machine. Un des chauffeurs doit pouvoir au besoin faire les manœuvres au lieu et place du mécanicien.

ART. 25. — Chacun de ces employés doit être apte à remplir le poste qui lui est confié. Les fonctions de capitaine, de pilote et de mécanicien ne seront conférées qu'à des hommes qui, par leur bonne conduite et leurs capacités, offrent toutes les garanties désirables.

Le capitaine doit être âgé de vingt et un ans au moins.

ART. 26. — Le Gouvernement français (soit l'autorité préfectorale) et le Gouvernement de la Suisse (soit les gouvernements de chacun des cantons riverains) ont le droit d'exiger le renvoi de tout employé qui donnerait lieu à des plaintes sérieuses ou qui serait reconnu incapable de remplir les fonctions qu'il occupe.

#### CHAPITRE V

##### *Service, horaires, plaintes, police*

ART. 27. — Les propriétaires des bateaux à vapeur faisant un service public, sont tenus de soumettre leurs projets d'horaires aux autorités compétentes (en France au préfet) au moins vingt jours d'avance et de les faire afficher dans tous les ports desservis trois jours au moins avant leur mise à exécution. Sont réservées les dispositions mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>.

ART. 28. — Sauf le cas de force majeure, les bateaux à vapeur sont tenus de se conformer exactement à leurs horaires.

ART. 29. — Lorsqu'un bateau à vapeur veut toucher une station, il annonce sa présence deux minutes avant l'arrivée par un son de cloche, suivi d'un coup de sifflet un peu prolongé. La marche de la machine doit être ralentie et arrêtée assez à temps pour que le bateau ne s'approche du débarcadère qu'avec une vitesse suffisamment modérée. Au moment de quitter celui-ci, le bateau indique son départ par un coup de sifflet très bref.



ART. 30. — Il est absolument interdit aux bateaux à vapeur de prendre un nombre de passagers supérieur au chiffre qui a été fixé et qui est indiqué sur le permis de navigation.

ART. 31. — Les capitaines de bateaux à vapeur peuvent refuser de recevoir à bord les personnes qui se présentent en état d'ivresse ou qui se comportent d'une manière inconvenante. Ils peuvent faire descendre à la première station les passagers qui, sur le bateau, provoquent des rixes, tiennent des propos offensants ou se conduisent d'une manière inconvenante ou particulièrement bruyante.

ART. 32. — Il sera tenu, à bord de chaque bateau à vapeur, un registre destiné à recevoir les réclamations des voyageurs. Ce registre est présenté à toute réquisition. Le capitaine peut également y consigner ses observations ou les faits qu'il lui paraît important de faire attester par les passagers.

ART. 33. — Sur chaque bateau à vapeur, il doit se trouver affiché, dans un endroit accessible à tous les passagers :

- a). L'horaire du service et le tarif des places ;
- b). Un extrait du présent règlement contenant les articles 1<sup>er</sup>, 2, 4, 26, 28, 30, 31, 32, 67 et 80 ;
- c). L'indication du nombre de passagers que le bateau peut transporter ;
- d). L'avis qu'un registre de réclamations est à la disposition des voyageurs.

Un exemplaire du présent règlement doit aussi se trouver sur chaque bateau, à la disposition des voyageurs qui voudraient en prendre connaissance.

## TITRE II

### **Bateaux à vapeur de plaisance et autres que ceux mentionnés au titre 1<sup>er</sup>, bateaux à moteur, bateaux à voiles et bateaux à rames**

ART. 34. — Les bateaux à vapeur de plaisance et autres que ceux définis au titre 1<sup>er</sup> seront soumis aux dispositions des articles 4, 5, 14 et 15.

Les dispositions des articles 4, 5 et 10 sont applicables aux bateaux actionnés par des moteurs autres que ceux à vapeur.

ART. 35. — Les bateaux à vapeur de plaisance et autres que ceux mentionnés au titre 1<sup>er</sup>, les embarcations à voiles et à rames destinées au transport des matériaux ou marchandises, à la pêche ou au transport des personnes, doivent porter de chaque côté, à l'avant, un nom ou un numéro d'ordre, de huit centimètres de hauteur au moins, pouvant être lu à distance et suffisant pour le distinguer des autres embarcations. Ce nom ou numéro doit être inscrit sur un registre déposé auprès de l'autorité compétente (en France, au bureau de l'ingénieur de l'arrondissement de Thonon, et en Suisse, dans chaque canton, aux bureaux des départements que cela concerne).

ART. 36. — Les bateaux possédant des moteurs actionnés par les gaz tirés de substances liquides (pétrole, benzine, ligroïne, naphte, etc.) sont soumis aux prescriptions spéciales suivantes :

- a). L'appareil moteur sera construit de façon à ce que le bateau puisse marcher en avant et en arrière ;

b). La quantité de la substance dont le gaz est employé comme force motrice, pouvant être enmagasinée dans le bateau, sera fixée pour chaque cas particulier dans le permis de navigation ;

c). Le réservoir contenant cette substance doit être construit de façon à offrir toute sécurité au point de vue de l'étanchéité, et il doit être placé le plus loin possible du moteur ;

d). Les conduites reliant ce réservoir au moteur, soit directement, soit après avoir passé par un autre récipient plus petit, doivent pouvoir résister, avec les récipients, à une pression d'au moins deux atmosphères (soudures à l'étain refusées) ;

e). Si l'inflammation des gaz se fait au moyen de capsules, ces dernières devront être métalliques ;

f). Il doit exister une disposition permettant d'arrêter, à distance, l'arrivée du liquide inflammable au moteur ;

g). Il se trouvera constamment à bord des substances permettant d'éteindre rapidement un commencement d'incendie (sable fin en cousins, par exemple) ;

h). Il existera constamment à bord une notice contenant les instructions relatives à la manœuvre du moteur. Cette notice sera, si possible, affichée près de ce dernier ;

i). Chaque bateau pourra être tenu d'être porteur d'une boussole placée à un endroit déterminé et pourvue d'un moyen d'éclairage pour la nuit.

ART. 37. — Tout bateau de louage destiné au transport des personnes doit avoir été jaugé par les soins de l'autorité compétente (en Suisse, dans les cantons riverains, les fonctionnaires préposés à ce service ; en France, l'administration des ponts et chaussées) et porter une inscription indiquant le nombre de passagers qu'il peut recevoir sans danger. Ce nombre ne doit jamais être dépassé.

ART. 38. — Les loueurs de bateaux et leurs bateliers doivent être porteurs d'un permis qui leur est délivré, en Suisse, dans les cantons riverains, par les offices compétents ; en France, par le maire de la commune.

Tout batelier doit être âgé de seize ans au moins. Il doit être bon nageur et avoir les connaissances nécessaires pour la conduite des bateaux.

ART. 39. — Il est défendu aux loueurs de bateaux de confier une embarcation à des jeunes gens ayant moins de seize ans, ainsi qu'à toute personne qui n'aurait pas l'expérience nécessaire pour la conduire.

ART. 40. — Le Gouvernement de la Suisse (soit les gouvernements des cantons de Vaud, du Valais et de Genève) et le Gouvernement français déterminent les conditions que doivent remplir les bateaux de louage et fixent tout ce qui se rapporte à l'inscription et au jaugeage des embarcations.

ART. 41. — La route des bateaux à vapeur doit rester constamment libre dans le voisinage des débarcadères. Il est défendu aux embarcations à voiles ou à rames d'y stationner et d'entraver, d'une manière quelconque, la marche des bateaux à vapeur.

ART. 42. — Les articles du présent règlement concernant les bateaux à voiles et à rames seront affichés sur tous les points d'embarquement de bateaux de louage, afin que le public en ait une connaissance suffisante.



TITRE III

Feux, signaux, règles à suivre pour prévenir les abordages

ART. 43. — Dans les règles qui suivent, tout bateau à vapeur ou à moteur qui ne marche qu'à l'aide de ses voiles, est considéré comme bateau à voiles, et tout bateau à vapeur ou à moteur, dont la machine est en action, est considéré comme bateau à vapeur ou à moteur, qu'il se serve de voiles ou qu'il ne s'en serve pas.

ART. 44. — Tout bateau à vapeur, qui est en marche pendant la nuit, doit porter les feux suivants :

a). A l'avant, un feu blanc placé dans l'axe du bateau et invisible de l'arrière. L'intensité de ce feu sera au moins double de celle des feux indiqués aux lettres *b* et *c* ci-dessous ;

b). A tribord, un feu vert établi de manière à projeter une lumière uniforme non interrompue en avant et du côté extérieur, sur le parcours d'un arc horizontal de 110 degrés, à partir d'une ligne parallèle à l'axe longitudinal du bateau ;

c). A bâbord, un feu rouge établi de manière à projeter une lumière uniforme non interrompue en avant et du côté extérieur, sur le parcours d'un arc horizontal de 110 degrés, à partir d'une ligne parallèle à l'axe longitudinal du bateau ;

d). Un feu blanc permettant de voir l'arrière du bateau.

Ces feux de côté vert et rouge doivent être pourvus du côté inférieur, par rapport au bateau, d'un écran parallèle à l'axe longitudinal du bateau et se projetant en avant d'au moins 50 centimètres, de telle sorte que leur lumière ne puisse être aperçue de tribord devant pour le feu rouge et de bâbord devant pour le feu vert.

Aucun feu de couleur, autre que ceux mentionnés aux paragraphes *b* et *c* ne doit paraître à l'extérieur du bateau.

ART. 45. — Tout bateau à vapeur qui remorque un autre bateau, doit porter, outre ses feux de côté, deux feux blancs placés à l'avant, sur une même ligne verticale et à 1 mètre de distance l'un de l'autre.

ART. 46. — Tout bateau qui est au mouillage dans un endroit où d'autres bateaux à vapeur ou à voiles peuvent être appelés à passer, doit avoir à son avant un feu blanc brillant, éclairant tout l'horizon et placé dans un endroit très apparent.

ART. 47. — Tout bateau à rames, naviguant de nuit, doit porter un feu blanc placé à l'avant et disposé de manière à être visible dans toutes les directions, à une distance d'au moins 2 kilomètres.

Les bateaux à voiles désignés sous le nom de *barques* ou *corsaires*, porteront à l'avant un feu blanc visible de l'avant et des deux côtés, à l'arrière, un feu bleu qui sera toujours placé à un endroit tel qu'il soit vu de tous les points de l'horizon.

Si ces bateaux possèdent des moteurs autres que ceux à vapeur, ils auront, quand ils se serviront de ce moteur, comme signe distinctif, outre les signaux susmentionnés, à l'extrémité du mât ou, si ce dernier n'est pas dressé, à l'extrémité d'une perche de 5 mètres de hauteur au minimum, placé au milieu du bateau :

De jour, un ballon en toile à voile ;

De nuit, un feu rouge, visible de tout horizon.

Les bateaux de plaisance à voiles porteront à bâbord un feu rouge, à tribord un feu vert et à l'arrière un feu blanc, comme il est dit à l'article 44, § *b*, *c* et *d*.

Les bateaux à moteur destinés au transport de voyageurs ou utilisés comme bateaux de plaisance, porteront les mêmes signaux que les bateaux à vapeur. Sur les petits bateaux à moteurs, les trois feux mentionnés à l'article 44, § *a*, *b* et *c*, peuvent être réunis dans un seul fanal.

ART. 48. — Les feux indiqués ci-dessus doivent être visibles par une nuit sombre (l'atmosphère étant toutefois sans brume, pluie, brouillard ou neige), à une distance d'au moins 3 kilomètres pour les feux de couleur mentionnés aux articles 44 et 45 et d'au moins 2 kilomètres pour tous les feux indiqués aux articles 46 et 47, à l'exception du feu bleu, pour lequel la distance peut être réduite à 1 kilomètre.

Tous ces feux doivent être tenus allumés par tous les temps, depuis le coucher du soleil jusqu'à son lever.

ART. 49. — Lorsque deux bateaux à vapeur, marchant sur la même ligne ou à peu près, mais en sens contraire, viennent à se croiser, chacun d'eux oblique à droite, de manière à laisser passer l'autre à sa gauche.

Au moment du croisement, les deux bateaux doivent être éloignés d'au moins cinq fois la largeur d'un bateau. Deux minutes avant l'instant du croisement, chacun des bateaux donne un coup de sifflet, et à ce signal, qui sert de garde-à-vous pour le personnel, chaque employé se rend à son poste et y reste jusqu'à ce que le croisement ait été effectué.

ART. 50. — Si le croisement a lieu à proximité d'un débarcadère, la distance peut être réduite à deux largeurs de bateau, mais, dans ce cas, les deux bateaux ralentissent leur marche, laquelle n'est reprise avec la vitesse normale qu'après le croisement.

ART. 51. — Lorsque deux bateaux à vapeur, marchant en sens contraire sur des lignes parallèles ou à peu près parallèles, se croisent en plein lac, les règles précédentes sont observées chaque fois que la distance des lignes suivies ne dépasse pas vingt fois la largeur d'un bateau. Si la distance est plus grande, chacun des bateaux suit sa ligne sans dévier.

Quant aux signaux avec le sifflet, ils sont donnés si les bateaux sont à portée de s'entendre, savoir : un coup de sifflet si le croisement se fait à droite et deux coups s'il se fait à gauche.

ART. 52. — Lorsque deux bateaux à vapeur, marchant sur des lignes perpendiculaires ou à peu près, viennent à se croiser, de manière à faire craindre un abordage, chacun d'eux donne le signal d'un coup de sifflet ; ensuite, pour le croisement, celui des bateaux qui peut, en obliquant à droite, passer derrière l'autre, opère cette manœuvre, et l'autre marche droit devant lui.

ART. 53. — Chaque fois que deux bateaux à vapeur sont en marche à proximité l'un de l'autre et qu'une collision peut être à craindre, chacun des bateaux doit s'arrêter et même marcher en arrière, si c'est nécessaire, en donnant le signal de trois coups de sifflet.

ART. 54. — Lorsqu'un bateau à vapeur en devance un autre suivant la même ligne que lui, celui qui devance, le fait en obliquant à droite, de manière à laisser sur sa gauche le bateau devancé. Il n'y a d'exception à cette règle que si le bateau devancé est trop près de la côte ou



d'un obstacle obligeant l'autre à prendre la gauche. Dans les deux cas, le bateau devancé doit marcher droit devant lui.

ART. 55. — Tout bateau à vapeur qui rencontre sur sa route une embarcation ne pouvant se mouvoir librement (bateau à l'ancre, bateau occupé à lever des filets, voilier par calme plat, vapeur remorquant) doit manœuvrer de manière à l'éviter.

ART. 56. — Tout bateau à vapeur naviguant par le brouillard doit faire entendre au moins deux fois par minute un coup de sifflet prolongé.

ART. 57. — Chaque fois qu'une embarcation à voiles est en marche par les temps de brouillard, brume ou neige, soit de jour, soit de nuit, elle doit faire entendre chaque minute, avec son cornet, les signaux suivants : un coup lorsqu'elle est tribord amures, deux coups lorsqu'elle est bâbord amures, trois coups lorsqu'elle a le vent arrière.

Si l'embarcation est à rames, elle doit faire entendre chaque minute le son prolongé d'un sifflet de poche.

Les bateaux à moteur doivent, par un temps de brouillard, signaler leur présence en donnant quatre coups successifs de cornet de brume par minute.

Les cornets de brume doivent avoir un son assez fort pour qu'ils puissent être entendus, par temps calme, à une distance d'au moins 500 mètres.

ART. 58. — Lorsque, par un temps de brouillard, un bateau à vapeur, faisant un service régulier, arrive dans une région où, par le fait de l'horaire, un croisement doit se produire avec un autre bateau, un redoublement de précautions est nécessaire. Dès qu'on approche du moment du croisement, la machine est fréquemment ralentie ou même arrêtée un instant pour écouter ; puis, lorsqu'on a entendu le second bateau et qu'on s'est assuré qu'il passe à une distance suffisante, on donne le signal du croisement, et le bateau reprend sa marche. Si les deux bateaux paraissent se diriger l'un sur l'autre, les machines sont immédiatement arrêtées, et elles ne peuvent être remises en marche qu'après que la position relative des deux bateaux a été déterminée. — Chaque fois qu'un bateau doit ainsi s'arrêter, le temps d'arrêt est noté avec soin, et il en est tenu compte dans le calcul des distances pour la marche de la boussole.

ART. 59. — Si le croisement de deux bateaux à vapeur se fait à proximité d'un port, le premier bateau arrivé ne peut, dans le cas de brouillard, quitter le débarcadère qu'après que le second bateau est en vue.

ART. 60. — Tout bateau à vapeur naviguant de nuit ou par le brouillard, doit observer les règles suivantes, en ce qui concerne son personnel :

a). Un homme de vigie est placé à l'avant, sur le pont du bateau, avec ordre de signaler à l'instant, par un appel ou à l'aide d'un sifflet de poche, tout obstacle ou autre circonstance qui pourrait exiger l'arrêt immédiat du bateau.

b). Le pilote se tient sur la passerelle, et si, par suite du froid ou de la pluie, il doit abandonner momentanément ce poste, il reste sur le pont, dans le voisinage immédiat de la machine, afin de pouvoir donner rapidement ses commandements en cas de besoin.

c). Le mécanicien doit être à portée de sa machine et prêt à exécuter

les manœuvres. S'il doit s'éloigner, il se fait remplacer par un de ses aides.

d). Le capitaine (le comptable sur les bateaux où le capitaine est pilote) se tient autant que possible sur le pont et ne doit rester dans sa cabine que le temps strictement nécessaire pour les besoins du service.

ART. 61. — Les compagnies de bateaux à vapeur ont le droit d'interpréter et de compléter les règles ci-dessus par des instructions spéciales visant les différents cas qui peuvent se présenter, mais ces instructions ne doivent jamais contenir de clauses contraires à celles du présent règlement.

ART. 62. — Il est interdit à tout bateau à voiles ou à rames de s'approcher d'un bateau à vapeur en marche, soit pour communiquer avec celui-ci, soit pour venir se placer dans sa vague. Celui qui ne se conforme pas à cette défense, sera responsable des conséquences qui pourraient résulter de son infraction, soit pour lui-même soit pour d'autres.

ART. 63. — Les bateaux à voiles ou à rames doivent éviter de se placer sur les routes habituelles des bateaux à vapeur, aux heures de passage de ces derniers. Cette règle doit être particulièrement observée de nuit et en temps de brouillard, de brume ou de neige, ainsi que dans les ports et dans le voisinage des débarcadères.

ART. 64. — Si deux bateaux, l'un à voile ou à rames et l'autre à vapeur, courent le risque de se rencontrer, le premier doit continuer sa route sans changer de direction, et le bateau à vapeur doit l'éviter en passant autant que possible derrière lui.

ART. 65. — Si un bateau à voiles ou à rames, situé sur la ligne d'un bateau à vapeur qui s'approche, se trouve dans l'impossibilité de se mouvoir, parce qu'il est ancré ou pour tout autre cause (pêche), celui qui le monte doit signaler sa situation au bateau à vapeur en levant ses avirons ou en se tenant lui-même debout. Ce signal doit être donné assez à temps pour que le vapeur puisse faire la manœuvre nécessaire pour éviter l'obstacle.

ART. 66. — Quand deux bateaux à voiles font des routes qui les rapprochent l'un de l'autre, de manière à faire courir le risque d'abordage, l'un des deux s'écartera de la route de l'autre, d'après les règles suivantes :

a). Le bateau qui court large doit s'écarter de la route de celui qui est au plus près.

b). Le bateau qui est au plus près bâbord amures doit s'écarter de la route de celui qui est au plus près tribord amures.

c). Si les deux bateaux courent large, mais avec les amures de bords différents, le bateau qui a le vent par bâbord s'écartera de la route de celui qui le reçoit par tribord.

d). Si les deux bateaux courent large ayant tous les deux le vent du même bord, celui qui est au vent doit s'écarter de la route de celui qui est sous le vent.

e). Le bateau qui est vent arrière doit s'écarter de la route de l'autre.



## TITRE IV

### Ports et débarcadères

ART. 67. — Les bateaux à vapeur faisant un service public ne peuvent s'arrêter pour prendre ou déposer les voyageurs, que dans les ports où un débarcadère existe.

L'usage des bateaux radeleurs est interdit.

ART. 68. — Les débarcadères seront construits solidement et de manière à présenter toute garantie pour les passagers. La tête sera protégée par des pilotis indépendants du débarcadère et destinés à recevoir les chocs des bateaux.

Si le débarcadère est en maçonnerie, il sera terminé par une partie en bois, assez large pour que les roues et la coque du bateau ne puissent, dans aucun cas, venir rencontrer la maçonnerie ou les enrochements.

ART. 69. — Tout débarcadère doit avoir, sur un point fixe, à une distance de l'extrémité ne dépassant pas trois mètres, une lanterne de construction spéciale avec flamme d'un fort calibre, servant à la fois à éclairer la place de débarquement et à projeter un feu rouge du côté du large.

Ce feu doit être visible à une distance d'au moins deux kilomètres par une nuit sombre, l'atmosphère étant toutefois sans brume, pluie, brouillard ou neige.

Cette lanterne sera allumée depuis le coucher du soleil jusqu'après le passage du dernier bateau.

L'autorité compétente dans les deux pays peut, là où elle le jugera utile, décider que cette lanterne doit rester allumée jusqu'à une heure déterminée qu'elle fixe elle-même.

ART. 70. — Tout point dangereux situé à proximité d'un débarcadère doit être éclairé la nuit par un feu vert, à l'heure du passage des bateaux.

Cet éclairage devra exister en particulier à l'extrémité des jetées qui abritent les ports. Un arrêté de l'autorité compétente dans chacun des deux pays fixera les points où un tel éclairage est reconnu nécessaire, ainsi que la durée de cet éclairage.

ART. 71. — Tout débarcadère doit avoir également, à une petite distance de son extrémité et sur un point fixe, une cloche ou un timbre à son clair servant à donner des signaux les jours de brouillard. Sa puissance sera suffisante pour être entendue, par un temps calme, d'au moins deux kilomètres. Cette cloche sera sonnée en temps de brouillard, toutes les deux minutes à partir d'un quart d'heure avant le passage de chaque bateau à vapeur et jusqu'à son arrivée. L'emploi d'un cornet de brume en remplacement de cette cloche pourra être autorisé.

ART. 72. — Les mesures de sécurité indiquées aux deux articles précédents concernent non seulement les courses ordinaires régulières, mais aussi les courses supplémentaires, de promenade ou autres qui auront été annoncées.

ART. 73. — Les abords des débarcadères doivent toujours être maintenus libres, et l'on évitera tout ce qui pourrait être une entrave pour la circulation et les manœuvres des bateaux à vapeur.

Toutes les fois que les débarcadères ne seront pas propriété privée, les bateaux, après avoir terminé leurs opérations, devront les quitter et se mettre à l'ancre dans le port.

ART. 74. — Dans toutes les localités où existe un débarcadère, il est pourvu aux mesures de sécurité prescrites par les articles 68 à 73, à savoir : en Suisse, par les autorités communales ou cantonales ; en France, par l'État.

Il est en outre perçu, par leurs soins, à l'entretien, à proximité des débarcadères, d'un bateau avec ses rames, pouvant servir à porter secours en cas de besoin.

ART. 75. — Autant que possible, il devra se trouver dans tout endroit où un débarcadère existe, un bureau de télégraphe ou de téléphone restant ouvert toute la journée.

ART. 76. — La pêche est interdite sur les estacades et les embarcadères de bateaux à vapeur.

D'autre part, dans l'intérêt de la pêche, il est interdit aux bateaux à vapeur de jeter leurs scories à une distance de la côte où la profondeur est inférieure à cinquante mètres.

ART. 77. — Les Gouvernements des cantons riverains et de la France restent libres d'édicter des règlements de police concernant les ports et rades situés sur leur territoire, pourvu que ces règlements ne contiennent rien de contraire aux dispositions qui précèdent.

## TITRE V

### Fêtes nautiques

ART. 78. — Aucune fête nautique ne peut avoir lieu sans autorisation.

La demande doit être adressée aux autorités compétentes (en Suisse, aux offices que cela concerne, et en France, au préfet) ; ces autorités, en délivrant le permis, ordonnent les mesures de sécurité qu'elles jugent nécessaires.

ART. 79. — D'une manière générale, on évitera dans l'organisation de ces fêtes, tout ce qui pourrait être une entrave pour les bateaux faisant un service public.

## TITRE VI

### Pénalités

ART. 80. — Toute contravention au présent règlement peut donner lieu à une plainte ou à un procès-verbal, qui est transmis aux autorités du lieu de la contravention.

Les passagers peuvent déposer leur plainte, en débarquant, entre les mains de la gendarmerie, qui la remet à l'autorité dans les vingt-quatre heures.

ART. 81. — Les peines sont prononcées par l'autorité compétente, sauf recours dans les cas prévus par la loi.

ART. 82. — Les contraventions au présent règlement sont punies, dans les eaux suisses, d'une amende de deux francs à mille francs ou d'un emprisonnement de un jour à deux mois, sans préjudice des peines plus graves prononcées par les tribunaux en cas de crimes ou délits. Dans les eaux françaises, elles seront soumises à la législation en vigueur.



ART. 83. — Demeurent applicables dans les eaux suisses, pour les bateaux à vapeur transportant des objets postaux, les dispositions de l'article 67 du Code pénal fédéral du 4 février 1853.

ART. 84. — La présente convention, qui remplace et abroge la convention du 9 juillet 1887, sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur quinze jours après la date de cet échange et restera exécutoire aussi longtemps que l'un des Gouvernements intéressés ne l'aura pas dénoncée moyennant un avis donné une année à l'avance.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 10 septembre 1902.

(L. S.) *Signé* : LARDY.

(L. S.) *Signé* : DELCASSÉ.

---





## DEUXIÈME PARTIE

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

## PRIMES SUCRIÈRES <sup>(1)</sup>

(Suite) <sup>(2)</sup>

Le Trésor verrait augmenter ses recettes du montant des droits perçus à la sortie, indépendamment du profit qu'il retirerait de la suppression de la prime directe. Le Trésor, c'est l'Etat, c'est la nation française elle-même. Grâce au nouveau revenu, on pourrait réduire l'impôt sur le sucre; autre avantage pour les consommateurs.

Si la France ne se prêtait à aucune combinaison et si l'espoir d'arriver à un accord international devait être abandonné, l'Angleterre ne pourrait-elle être amenée à prendre des mesures? Si elle s'engageait dans la même voie que les Etats-Unis, combien la situation actuelle, déjà si onéreuse pour les pays producteurs, deviendrait plus désavantageuse encore. N'est-il pas absurde de voir les Trésors du continent payer aux fabricants des primes que ceux-ci versent au Trésor des Etats-Unis.

La Délégation française reconnaîtra qu'il ne faudra rien négliger pour sortir d'une pareille situation et pour empêcher qu'elle s'aggrave dans l'avenir.

M. le baron d'Aulnis de Bourouill entretient ensuite la Conférence de la législation en vigueur en Russie.

Il paraît qu'autrefois on a cru que les surtaxes établies en Russie sont la cause initiale de la situation que crée aux fabricants étrangers le système russe, au point de vue de la lutte sur les marchés tiers. L'honorable Délégué des Pays-Bas est d'avis que cette situation, du moins dans les circonstances actuelles, a une autre origine.

Le système russe limite, de par l'action du Gouvernement, la production pour la consommation intérieure, c'est-à-dire l'offre sur le marché national. Or, si on veut limiter l'offre, il est naturel de s'entourer d'une barrière pour arrêter l'afflux des sucres étrangers, la surtaxe est donc un complément nécessaire de la consommation intérieure; mais c'est de cette limitation que naissent les dangers pour les producteurs des autres pays.

L'offre sur le marché intérieur étant limitée, le prix de vente sur ce marché est très rémunérateur; chaque producteur a, dès lors, intérêt à pouvoir placer le plus de sucre possible sur le marché national, et comme la quantité totale à placer sur ce marché est répartie entre l'ensemble des fabricants proportionnellement à leur production respective, ils sont incités à développer le chiffre de cette production. Or le sucre qu'ils ne peu-

(1) Documents publiés par le Ministère des Affaires étrangères.

(2) *Arch. Dipl.* 1901-1902, N° 4-5-6, p. 131-232.

vent vendre à l'intérieur doit être exporté ; ils sont ainsi amenés à vendre au dehors, même à un prix inférieur au prix de revient, et leur seul objectif devient de compenser les pertes subies à l'extérieur par les gains réalisés sur le marché intérieur.

Pour une partie importante de la production en Russie, l'exportation est devenue en fait la condition que doit remplir le fabricant pour pouvoir vendre à l'intérieur. Voilà le côté caractéristique du système russe, celui par lequel il se distingue de tous les autres.

L'honorable Délégué croit qu'il n'est pas facile de traduire en chiffres l'intérêt que les fabricants russes ont à exporter, mais il lui paraît certain que cet intérêt est assez considérable.

Est-ce là une prime à l'exportation ? Non, au sens technique du mot ; mais c'est un stimulant, c'est un intérêt financier spécial qui agit comme une prime.

L'honorable premier Délégué de la Russie a dit, dans la 5<sup>e</sup> séance, que le Gouvernement russe a surtout en vue la stabilité des prix. M. le baron d'Aulnis de Bourouill l'admet volontiers : le Gouvernement Impérial n'a pu avoir l'intention de pousser à des exportations onéreuses pour les fabricants. Ne faut-il pas en conclure que, dans les systèmes économiques artificiels, il y a des choses qu'on voit et d'autres qu'on ne voit pas, des choses qu'on prévoit à côté d'autres qu'on ne prévoit pas ? L'honorable Délégué croit ne pas avoir à s'occuper de l'intention qui a présidé à l'établissement du système, mais de l'effet que celui-ci a produit.

Quel remède faut-il apporter à cette situation ? Le même que celui proposé pour le système français. Si la Russie établissait des droits de sortie sur les sucres exportés, en réservant, au besoin, une certaine quantité qui sortirait librement, il en résulterait une nouvelle source de revenus pour le Trésor, et les fabricants y trouveraient également leur profit.

En résumé, cette combinaison serait avantageuse pour le Trésor et pour le fabricant, et le consommateur russe ne payerait pas plus cher qu'auparavant.

M. SÉBLINE se déclare très touché de la sollicitude de l'honorable Délégué des Pays-Bas pour le fabricant, le Trésor et le consommateur français.

Il ne comptait pas répondre à son exposé en ce qui touche la France, car, en acceptant, dans la précédente séance, que les propositions fussent soumises au Gouvernement français par ses Délégués, ou mieux par la voie diplomatique, il s'était interdit de les discuter au sein de la Conférence. Mais l'honorable Délégué néerlandais a prouvé lui-même que le remède proposé aboutirait à un résultat absolument nul.

Rappelant la démonstration précédemment faite par M. Séblin, que lorsqu'on accorde une prime de sortie, le prix du sucre s'élève dans le pays de production de la quotité de la prime, M. le baron d'Aulnis de Bourouill a démontré *a contrario* que si l'on établissait un droit de sortie, le prix du sucre diminuerait de la valeur de ce droit. Quand le fabricant placera son sucre sur le marché intérieur, il le vendra donc au prix du marché anglais diminué du droit de sortie ; lorsqu'il l'expédiera au dehors, on lui reprendra, sous forme de droits de sortie, l'équivalent de la prime qu'il aura touchée à l'intérieur. Le système préconisé ne laisserait par conséquent aucun avantage au fabricant français. Il est, au surplus, extrêmement compliqué.



L'honorable Délégué de la France ne peut que souhaiter de voir soumettre des propositions à son Gouvernement par la voie diplomatique, mais il doute qu'une combinaison semblable à celle qui vient d'être envisagée soit de nature à retenir longtemps l'attention des négociateurs.

M. RAFFALOVICH dit que lorsque la proposition de M. le baron d'Aulnis de Bourouill viendra sous les yeux du Gouvernement russe, elle fera sans doute l'objet d'un examen attentif, mais il pense, quant à lui, que l'établissement de droits de sortie est une mesure artificielle qui n'a guère de chance d'être accueillie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Délégué pour l'Autriche et la Hongrie, n'a pas l'intention de répondre aux différents points de l'exposé lu au début de la séance par M. le premier Délégué de la Russie ; une simple audition de cet exposé ne permettrait pas de le discuter dans ses détails. Il se bornera à retenir le passage relatif au cartel qui s'est constitué entre les producteurs austro-hongrois ; il tient à reproduire à ce sujet les déclarations qu'il a faites en commission et qui n'ont pu, dès lors, être mentionnées aux procès-verbaux.

Le cartel existant en Autriche-Hongrie est une institution privée, qui n'a pas en vue l'exportation du sucre, mais les intérêts communs des fabricants et des raffineurs dans l'intérieur du pays ; cet organisme échappe à l'influence du Gouvernement. Jusqu'ici aucune loi ne permet de sévir contre cette association, pas plus que contre les cartels analogues constitués par d'autres industries. Ce cartel correspond, en somme, à celui qui existait en Russie avant l'intervention de l'Etat ; le cartel russe a dû réclamer l'aide du Gouvernement pour mettre un terme aux difficultés qu'il s'était créées.

M. RAFFALOVICH, visant les observations présentées par M. le baron d'Aulnis de Bourouill au sujet de la législation russe, fait remarquer que, dans les Pays-Bas, les emblavures de betteraves ont augmenté de 35 p. 100, tandis qu'en Russie l'augmentation a été de 11 p. 100 seulement.

M. VAN ROSSUM, Délégué des Pays-Bas, dit que l'augmentation, dans son pays, est de 22 p. 100 et non de 35.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH ajoute qu'elle n'est que de 2 p. 100 en Autriche-Hongrie.

M. le baron d'AULNIS DE BOUROUILL croit qu'il faut conclure des chiffres invoqués par M. Raffalovich, que le régime du libre-échange, qui stimule l'initiative privée en ne mettant aucun frein à la liberté individuelle, peut plus pour le développement de la culture et de l'industrie qu'un système artificiel qui, en limitant la consommation indigène à un chiffre fixé d'avance, ferme en grande partie à la production nationale, son débouché naturel, c'est-à-dire le marché intérieur.

M. LE PRÉSIDENT n'a pas l'intention de discuter les formules de conciliation présentées à la Conférence et dont l'une a donné lieu aux observations très intéressantes développées par M. le baron d'Aulnis de Bourouill. Il tient seulement à faire ses réserves sur un point au sujet duquel il n'est d'accord ni avec l'honorable Délégué des Pays-Bas, ni avec M. Séblin :

c'est la question des effets immédiats de la prime de sortie sur le prix du sucre. Il estime au surplus que la seconde formule, analysée par M. le baron d'Aulnis de Bourouill, serait bien plus favorable aux intérêts français que ne le pense M. Séblin.

En ce qui concerne la Russie, l'exposé très lucide de l'honorable Délégué des Pays-Bas paraît répondre parfaitement à la réalité des faits.

M. le Président croit que le passage de la définition de la prime qui a trait aux surtaxes peut s'appliquer au régime établi par la législation russe. Il est dit dans ce passage, en effet, que « des avantages semblables à ceux » résultant des primes peuvent découler de la disproportion entre le taux » des droits d'entrée et celui des droits de consommation (surtaxes), là sur- » tout où les pouvoirs publics imposent, provoquent ou encouragent les » coalitions entre producteurs de sucre ». Il est évident que la législation russe provoque ces coalitions en limitant l'offre pour la consommation intérieure.

On peut affirmer que la surtaxe, considérée isolément, n'exerce qu'une influence secondaire : c'est dans la combinaison de la surtaxe et la limitation de l'offre que se trouve la cause du relèvement des prix ; or ce relèvement atteint un chiffre considérable.

Le sucre, déduction faite du droit, coûte deux fois plus cher en Russie que sur le marché de Londres. Il existe, en effet, un écart de 23 à 25 francs entre les prix russes et les prix anglais ; si l'on ajoute à ces derniers le montant de la prime dont bénéficie le sucre exporté en Angleterre, il reste encore un écart de 19 à 21 francs, conséquence directe de la limitation de l'offre.

Quant à l'exportation russe, il est reconnu qu'elle se fait au-dessous du prix de revient ; c'est le résultat inévitable d'un système dont la tendance est de pousser tout à la fois au développement de la production et au maintien de prix élevés à l'intérieur. Il est donc permis de dire que le régime russe agit comme le ferait une prime d'exportation proprement dite.

Telle est du reste l'opinion exprimée dans tous les organes spéciaux. Voici ce que dit *La Sucrierie indigène et coloniale* (n° du 24 juin 1898) :

« ...On commence à s'apercevoir que la France n'est pas seule à recevoir des primes indirectes, et que la réglementation officielle du prix du sucre et de la livraison au marché intérieur, en Russie, n'est pas autre chose qu'une prime parfaitement indirecte et non déguisée. Toutes les plus belles protestations du monde n'y changeront rien et ne feront pas que la prime russe ne soit considérable. »

Le journal *La Sucrierie belge* (n° du 16 avril 1898) s'exprime dans le même sens :

« ...La prime obtenue par les fabricants de sucre russes, dont la production n'excède pas 1 million de kilogrammes de sucre, est donc de 24 fr. 45 les 100 kilogrammes.

» Pour les autres fabriques, la prime se réduit en raison de l'importance de la production, pour tomber jusqu'à 15 et 16 francs au minimum (pour les plus grandes fabriques).

« Vous voyez que la législation sucrière russe est très ingénieuse, je dirais même paternelle. Non seulement elle garantit aux fabricants de sucre une prime indirecte très élevée, mais elle préserve, de plus, ceux-ci contre les suites funestes que pourrait avoir, pour eux-mêmes, l'exa-



» génération des prix du sucre. Car il est évident que si le Gouvernement ne  
» limitait pas le prix maximum du sucre, l'exagération de celui-ci  
» pourrait amener une réduction de la consommation et, par suite,  
» l'effondrement du système même des primes.

» Le seul inconvénient du système russe est de ne pas opposer une bar-  
» rière absolue à l'extension de la production et, par suite, à l'exportation  
» forcée ; mais le Gouvernement n'a pas voulu soumettre les fabricants à  
» une tutelle par trop complète.

» Il en résulte que la plupart des fabricants de sucre russes exportent  
» du sucre, même avec perte, afin de pouvoir vendre plus de sucre à prix  
» élevé à la consommation. Au fond, c'est une perte inutile pour tout le  
» monde. »

M. le Président fait remarquer que s'il a tenu à souligner la situation qui vient d'être définie, c'est uniquement dans le but de faire ressortir combien un accord avec la Russie est nécessaire, si l'on veut réaliser une entente internationale. Son vœu le plus ardent est que l'on arrive à trouver une solution acceptable pour tous les pays représentés.

M. RAFFALOVICH rend hommage aux vues bienveillantes dont paraissent s'inspirer les observations présentées au sujet de la législation russe. Il se fera un devoir de les transmettre à son Gouvernement. Il rappelle toutefois que le Gouvernement Impérial, en acceptant de participer à la Conférence, a manifesté l'intention de ne modifier ni son régime douanier ni son régime intérieur. Il ne manquerait pas de faire part à Saint-Petersbourg des vœux que formulerait la Conférence à ce sujet, mais ses instructions ne lui permettraient pas de s'y associer.

La discussion paraissant épuisée sur les points inscrits à l'ordre du jour et aucune question nouvelle n'étant soulevée, M. LE PRÉSIDENT constate que la Conférence est arrivée, provisoirement du moins, au terme de ses travaux.

Il exprime l'avis que les sept séances qui ont été consacrées à l'examen de la question de la suppression des primes et des points qui s'y rattachent, n'auront pas été stériles. L'accord a pu s'établir d'une façon complète, ou peu s'en faut, sur quatre points qui ne manquent pas d'importance.

La Conférence a défini les primes dont il convient de poursuivre l'abolition ; elle a précisé le rôle que peut jouer la surtaxe, c'est-à-dire l'écart entre le droit d'entrée et le droit de consommation ; elle s'est trouvée d'accord sur le régime à adopter pour le raffinage dans l'hypothèse d'un arrangement international ; enfin il a été convenu qu'en cas d'entente, chaque pays conserverait le droit de protéger son marché intérieur.

Si, sur ces quatre points, l'accord est à peu près absolu, il résulte néanmoins de l'ensemble des vues échangées, que deux courants se sont nettement dessinés au sein de la Conférence ; un premier groupe, comprenant l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la Suède, se prêterait à un accord international basé sur la constatation du rendement réel et sur l'imposition de tous les sucres livrés à la consommation intérieure, avec suppression des primes directes et indirectes, à la condition, bien entendu, que cet arrangement reçût l'agrément de tous les Etats représentés ; les Délégations des deux autres pays, — la France et la Russie, — sans repousser formellement l'idée d'un accord limité à ce qui concerne la lutte sur les marchés tiers,

déclarent avoir reçu des instructions leur interdisant d'accéder à tout arrangement qui aurait pour conséquence de modifier le régime intérieur de ces pays.

On se trouve donc devant cette alternative : ou bien renoncer à la perspective d'un accord et se borner à constater l'échec des efforts de la Conférence, ou bien — et telle sera sans doute l'opinion de l'unanimité des Délégations — poursuivre la recherche d'une formule transactionnelle permettant aux deux pays qui veulent maintenir leur législation intérieure, de conserver cette législation tout en accordant aux autres Etats certaines garanties au point de vue des conditions de la lutte sur le terrain de l'exportation.

Deux moyens s'offrent dans la seconde hypothèse. L'un résiderait dans une extension des pouvoirs qui permettrait à tous les Délégués de rechercher une entente sur la base qui vient d'être indiquée ; l'autre consisterait à confier à l'un des Gouvernements représentés — la Belgique, par exemple, comme l'a suggéré l'honorable M. Séblin — le soin d'engager dans les mêmes vues, des négociations par voies de correspondance directe avec les autres Puissances.

S. Exc. M. le comte d'ALVENSLEBEN donne, au nom de la Délégation de l'Allemagne, son adhésion à cette dernière proposition. Il croit que ses collègues des autres Délégations seront d'accord avec lui pour confier au Gouvernement belge le soin d'entamer des négociations diplomatiques avec les Gouvernements intéressés afin de trouver une combinaison qui permettrait de poursuivre ultérieurement les travaux de la Conférence : celle-ci ne serait pas close, mais simplement interrompue ; elle serait convoquée à nouveau dès que le moment paraîtrait opportun.

Les Délégations de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, des Pays-Bas, de la Russie et de la Suède se prononcent en faveur de la solution qui vient d'être indiquée.

En ce qui concerne la Grande-Bretagne, S. Exc. l'Honorable Sir FRANCIS PLUNKETT déclare que la Délégation britannique, tout en s'associant à la proposition qui a été faite par l'honorable Président, ne peut l'accepter que *ad referendum* et sous la réserve expresse que le Gouvernement de Sa Majesté britannique ne s'interdit pas de prendre, dans l'intervalle, les mesures que la situation sucrière pourrait lui suggérer.

Après avoir donné acte de ces réserves, M. LE PRÉSIDENT constate qu'il y a unanimité quant au désir de ne pas clore définitivement les travaux de la Conférence. Il ajoute que, dès que les négociations à engager par le Gouvernement belge seront assez avancées pour permettre d'entrevoir une solution, la Conférence sera convoquée à nouveau.

M. LE PRÉSIDENT annonce qu'il est à sa connaissance qu'une nouvelle formule de conciliation est en préparation. Le texte en sera annexé au procès-verbal de la présente séance <sup>(1)</sup>.

S. Exc. l'Honorable Sir FRANCIS PLUNKETT, Délégué de la Grande-Bretagne, ayant soulevé la question de savoir si les procès-verbaux seront tenus secrets ou s'ils pourront au contraire être livrés à la publicité, il se produit à ce sujet un échange de vues auquel prennent part outre M. LE PRÉSIDENT, S. Exc. M. le comte d'ALVENSLEBEN, S. Exc. M. le comte KHE-

(1) Voir page 96.



VENHULLER METSCH, MM. SÉBLINE et RAFFALOVICH, respectivement Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la France et de la Russie.

Il est décidé que chacun des Gouvernements représentés prendra, à cet égard, la décision qu'il jugera convenir, bien entendu après que le procès-verbal de la dernière séance aura été publié dans sa forme définitive.

M. SÉBLINE prononce l'allocution suivante :

» J'ai eu trop souvent, au cours de cette Conférence, le très vif regret de me trouver en minorité dans cette assemblée. Ce sera pour moi une satisfaction profonde de clore nos travaux par une motion qui réunira, j'en suis sûr, l'unanimité de vos suffrages.

» Je voudrais, au nom de l'assemblée tout entière, remercier tout particulièrement son honorable Président de la bienfaisance, de l'aménité avec laquelle il a dirigé nos travaux. Son esprit élevé et généralisateur a constamment plané au-dessus de nos débats. Nous devons, à la hauteur de vues qu'il a constamment déployée dans ses délicates fonctions, l'accord partiel qu'il vient de constater. Si la Conférence demeure ouverte, si une entente ultérieure reste possible, nous devons en reporter l'honneur à Son Excellence M. le Ministre des Finances.

» Nous avons aussi été très touchés de la cordiale hospitalité que nous avons rencontrée sur cette terre belge, hospitalière entre toutes, ainsi que de l'accueil empressé qui nous était réservé par les membres du Gouvernement.

» Nous sommes encore sous le charme de l'auguste réception dont le Roi a daigné honorer les membres de la Conférence. Je suis assuré d'être l'interprète de sentiments de l'assemblée tout entière, en priant Votre Excellence de porter à Sa Majesté l'hommage de notre profonde reconnaissance. »

Ces paroles sont accueillies par d'unanimes applaudissements.

M. LE PRÉSIDENT répond en ces termes :

» Je ne manquerai pas de rapporter au Roi les paroles de l'honorable M. Séblin, et je puis assurer à la Conférence que Sa Majesté sera très sensible aux sentiments que l'assemblée vient de manifester.

» Je suis fort touché de la bienveillance beaucoup trop grande avec laquelle le premier Délégué de la France s'est exprimé sur le compte de votre Président ; si la Conférence conserve la perspective d'une issue favorable, c'est à l'esprit de conciliation de tous les Délégués qu'elle le doit. J'exprime le vœu de revoir à Bruxelles, dans le délai le plus rapproché possible, les Délégués au milieu desquels je viens de passer des jours dont le souvenir me sera toujours précieux ; c'est avec cet espoir que je déclare close la première session de la Conférence. »

La séance est levée à 5 heures.

*Le Président,*

P. DE SMET DE NAEYER.

*Les Secrétaires,*

J. JANSSENS.

J. BRUNET.

---

## ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA SEPTIÈME SÉANCE

(Voir page 94)

Sans préjudice ni aux idées émises au sein de la Conférence, ni aux résultats acquis à la suite des débats, plusieurs Délégués pensent qu'un nouvel effort pourrait être tenté en vue de diminuer la tension existant entre les opinions divergentes.

Ne pourrait-on, en attendant une entente plus complète, aboutir à un accord basé sur la réduction proportionnelle des primes?

A cet effet, on devrait se reporter à la situation du marché du sucre telle qu'elle existait avant l'augmentation récente de la prime en Allemagne, sans toutefois en revenir simplement au passé.

1. L'Allemagne diminuerait sa prime actuelle; elle conserverait une prime qui dépasserait celle de 1896 d'une fraction;

2. L'Autriche et la Hongrie conserveraient leur législation, mais elles abaisseraient, en proportion de la réduction allemande, la somme totale consacrée aux primes d'exportation, 9 millions de florins;

3. La Belgique modifierait sa législation dans le sens de l'impôt au rendement; elle aurait le droit d'allouer une prime égale à celle de l'Allemagne;

4. Les Pays-Bas réduiraient la prime actuelle au taux de la nouvelle prime allemande;

5. La France abolirait la prime directe; elle maintiendrait dans son état actuel sa législation intérieure;

6. La Russie décréterait que la quantité de sucre que les fabriques peuvent livrer à la consommation intérieure sous paiement de l'impôt simple, serait désormais répartie d'avance, par exemple, d'après une échelle correspondant à la production des dernières années, de telle manière que les fabriques ne seraient plus réduites à devoir exporter.

Il serait entendu que l'exportation russe vers la Finlande, l'Asie centrale et la Perse resterait hors de cause;

7. L'Espagne et la Suède conserveraient leur législation; elles s'engageraient à ne pas accorder de drawback à l'exportation.

Cet arrangement entrerait en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1899. Il serait valable pour la durée de trois années.



**M. le Marquis de Noailles, Ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Berlin, le 5 juillet 1898.

L'ajournement de la Conférence de Bruxelles, qui est considéré ici comme un échec définitif, a ravivé la polémique entre les partis qui, en Allemagne, se font la guerre sur la question des sucres. Ils se montrent plus aigris que jamais et moins disposés qu'auparavant à une transaction. Sur un point, cependant, ils sont d'accord : ils s'entendent pour faire retomber sur la France, la responsabilité de l'avortement des efforts faits par l'Europe pour arriver à la suppression des primes.

Marquis DE NOAILLES.

---

**M. Gérard, Ministre de France à Bruxelles, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Bruxelles, le 15 juillet 1898.

Le Ministre Royal des Affaires étrangères m'a annoncé, dans un entretien que j'ai eu hier avec lui, que le Gouvernement belge, fidèle aux engagements qu'il a pris lors de l'ajournement de la Conférence sucrière, se réserve de soumettre, très prochainement, au Gouvernement de la République, des propositions transactionnelles en vue d'une entente. Le Ministre des Finances, Président de la Conférence, le Comte de Smet de Naeyer, a déjà fait part à son Collègue, de son intention de se concerter avec lui à ce sujet. M. de Favereau a ajouté que les diverses Puissances représentées à la Conférence, la Grande-Bretagne notamment, avaient émis le vœu de voir les négociations aboutir à un accord.

GÉRARD.

---

**M. Geoffray, Chargé d'Affaires de la République française à Londres, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Londres, le 28 juillet 1898.

Le Gouvernement anglais vient de faire distribuer au Parlement un Livre Bleu qui contient les procès-verbaux de la Conférence réunie à Bruxelles, au sujet de la suppression des primes à l'exportation des sucres. Ces documents sont précédés du texte des instructions données aux Commissaires anglais et du rapport adressé par les Commissaires anglais au Ministre d'État des Affaires étrangères, à l'issue de la Conférence.

Les Délégués britanniques attribuent l'échec de l'œuvre entreprise par la Conférence, au refus de la France et de la Russie de laisser discuter leur législation intérieure sur les sucres, législation qui, suivant eux, comporte des primes à l'exportation.

GEOFFRAY.

---

**M. Monnet, Vice-Consul de France à Port of Spain, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Port of Spain, le 31 août 1898.

L'agitation provoquée dans toutes les Antilles et la Guyane anglaises par la crise que traverse l'industrie sucrière, prend de sérieuses proportions.

Chaque colonie, aussitôt après la publication du Rapport de la Commission d'enquête nommée par la Reine, avait tenu des meetings et adressé un appel pressant à la Métropole, mais cette première tentative n'ayant pas donné le résultat qu'on en attendait, le mouvement s'est accentué, et il a été décidé que, le 3 septembre prochain, une manifestation plus imposante aurait lieu à la Barbade.

Cette manifestation consistera en une Assemblée générale où chaque île intéressée sera représentée par trois Délégués spécialement désignés à cet effet.

Le mécontentement des colonies anglaises ne se traduit pas seulement par des plaintes contre l'inertie de la mère patrie ; il se manifeste à la Jamaïque d'une autre façon, dont le télégraphe rend compte dans les termes suivants : « Pour coïncider avec le meeting qui doit être tenu à la » Barbade, le 3 septembre, en vue de protester contre l'abandon des colonies à leur triste situation, la Jamaïque organise un plébiscite et se » dispose à adresser au Parlement anglais une pétition demandant qu'on » lui laisse la liberté de rechercher les moyens propres à assurer son annexation aux Etats-Unis ».

« Les promoteurs de ce mouvement s'efforcent d'obtenir l'adhésion de » toutes les Antilles, mais ils ne feront pas dépendre leur action de ce » concours. »

R. MONNET.

**M. Monnet, Vice-Consul de France à Port of Spain, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Port of Spain, le 8 septembre 1898.

Comme suite à ma lettre du 31 août, j'ai l'honneur de vous rendre compte du meeting qui a été tenu à la Barbade, le 3 de ce mois, en vue de protester contre l'attitude de la Métropole en présence de la crise que traverse l'industrie du sucre aux Antilles.

Les Délégués présents étaient : MM. B. Howel Jones, R.-G. Duncan et H.-P. Mackay, de Demerari ; G.-T. Fenwick, W.-C. Dyett et Edgar Tripp, de Trinidad ; Constantine Burke, de la Jamaïque ; J. Gomacho et Foote, de Saint-Jean-d'Antigua ; Chandler, C.-P. Clarke, Foster, M. Alleyne et J. Gardiner Austin, de la Barbade.

Sur la proposition de M. M.-B. Howel, appuyée par M. H.-P. Mackay, M. J. Gardiner Austin est élu président à l'unanimité.

Le but de notre meeting, a dit M. Austin, est de formuler publiquement la protestation la plus énergique contre le système qui conduit inévitablement les Indes occidentales à la ruine. Depuis plusieurs années, nous luttons contre les primes sucrières, mais nous sentons qu'il est impossible de soutenir cette lutte inégale. Nous ne pouvons pas être lais-



sés plus longtemps désarmés en face de concurrents subventionnés par les trésors des Puissances continentales. C'est à l'appui des Nations européennes que les producteurs doivent de vendre meilleur marché, et nous souffrons du refus de la mère patrie de nous apporter le secours que nous demandons et qui consiste à prendre des arrangements convenables pour placer nos produits sur le même pied que les sucres étrangers. Actuellement, les marchés de notre propre pays nous sont fermés, grâce au régime des primes.

Le Président donne alors la parole à M. Duncan, l'un des Délégués de la Guyane anglaise, qui présente la première résolution dont voici les termes :

Il est décidé « que cette assemblée composée des Délégués de la Guyane » anglaise, la Trinidad, la Jamaïque, la Barbade et Saint-Jean-d'Antigua, » bien que reconnaissant les efforts tentés par l'honorable Secrétaire d'État » aux Colonies en vue de porter secours à celles des Antilles qui sont » atteintes par la crise sucrière actuelle, regrette que, d'une part, les pro- » jets d'arrangements commerciaux avec les États-Unis et, d'autre part, » les démarches faites pour obtenir l'abolition du système des primes » n'aient obtenu aucun succès. Les membres de cette assemblée insistent » fortement auprès du Gouvernement anglais sur ce point que, seul, le » relèvement de l'industrie sucrière peut ramener la prospérité dans les » Antilles et la Guyane anglaises. Ils sollicitent respectueusement, comme » sujets anglais, le droit de concourir sur les marchés nationaux, au prix » naturel de production, avec les sucres importés des pays étrangers, et, » dans un appel pressant, ils demandent au Gouvernement de Sa Ma- » jesté, comme le seul remède efficace, de prendre des mesures qui arrê- » tent l'importation de tous les sucres favorisés par des primes, ou » détruisent les avantages résultant de ces primes par l'établissement » d'un droit compensateur. »

Cette résolution a été fortement appuyée par plusieurs orateurs et notamment par M. G. T. Fenwick de Trinidad.

Une seconde résolution concernant plus spécialement la Barbade, et Saint-Jean d'Antigua est déposée par M. Chandler. Elle est ainsi conçue :

« En ce qui concerne la Barbade et Saint-Jean d'Antigua, les Délégués » de ces colonies saisissent l'occasion qui leur est offerte dans cette réu- » nion d'exprimer publiquement leur gratitude à M. Chamberlain pour » avoir proposé d'affecter une somme considérable à l'établissement d'u- » sines centrales dans ces îles. Ils ont la confiance que ces usines, munies » de l'outillage moderne le plus perfectionné, produiront le sucre à des » conditions plus avantageuses et contribueront par conséquent à la pros- » périté générale de ces îles, pourvu toutefois que l'effet de ces méthodes » perfectionnées de fabrication ne soit pas contrarié par des primes ac- » cordées par les Puissances étrangères, primes qui constituent une » injustice contre laquelle les Délégués ne cesseront jamais de protes- » ter. »

Ces deux résolutions ont été votées à l'unanimité.

R. MONNET.

**M. Lequeux, Consul général de France à Londres, à M. Delcassé,  
Ministre des Affaires étrangères.**

Londres, le 13 janvier 1900.

L'*Anti-Bounty League*, cette Association qui a été fondée pour combattre les primes accordées aux sucres, a tenu, le 9 de ce mois, une importante réunion sous la présidence de Lord Stanmore, ancien Gouverneur colonial, assisté de plusieurs membres du Parlement et de l'Agent général du Queensland, Sir Horace Tozer. Le but de cette réunion était, d'une part, d'exposer aux membres de la Ligue et au public l'état de la question, d'autre part, d'arrêter quelques résolutions en vue de la prochaine session parlementaire.

Peu de temps après sa création, qui remonte à dix-huit mois seulement, la Ligue avait pu espérer que son objet ne tarderait pas à être atteint. Dans un discours prononcé à Liverpool, M. Chamberlain avait, en effet, déclaré que la session de 1898 ne serait pas close sans qu'un remède eût été trouvé aux désastreux effets produits sur les colonies anglaises et l'industrie du Royaume-Uni par le système des primes d'exportation accordées aux sucres à l'étranger. Ce Ministre avait ajouté que l'état de choses créé par l'institution des primes était une « criante injustice » et qu'à la politique « d'apathie et d'indifférence » suivie jusqu'ici par le Gouvernement britannique dans cette question, succéderait une politique « d'initiative et de résolution. »

M. Balfour avait, lui aussi, à la veille de la Conférence internationale de Bruxelles, annoncé à une députation parlementaire, que le Gouvernement était disposé à tout mettre en œuvre pour faire cesser les maux dont sont cause les primes sur le sucre.

Grande a été la déception des promoteurs de la Ligue lorsqu'ils ont appris l'échec de la Conférence de Bruxelles, grand aussi a été leur mécontentement quand, dans le Livre Bleu relatif à cette réunion internationale, ils ont pu lire que les Délégués anglais, loin de posséder des instructions conformes aux déclarations ministérielles, avaient reçu celle de garder une attitude de réserve. C'est à cette attitude que la Ligue rapporte l'inanité des travaux de la Conférence, car si l'Angleterre s'était montrée plus énergique, la France n'aurait pu, à l'entendre, faire autrement que de se joindre aux Puissances disposées à renoncer aux primes.

On ne saurait se dissimuler que le mouvement soutenu par la Ligue contre les primes paraît prendre une importance croissante non seulement en Angleterre, mais dans beaucoup de colonies anglaises autres que les Indes occidentales d'où il est issu.

Plusieurs résolutions ont été adoptées par la réunion, les unes pour regretter l'échec de la Conférence de Bruxelles et les défaillances du Gouvernement dans la question des primes, les autres pour recommander à ce dernier d'entrer promptement en négociations avec les Puissances disposées à renoncer aux primes, afin d'obtenir qu'une situation égale soit faite aux producteurs de sucre anglais et étrangers sur les marchés ouverts de l'Empire britannique. Les mots de « droits compensateurs » ne se trouvent pas dans le texte qui a été voté, mais celui-ci porte que la Convention qui devrait intervenir serait dirigée « contre la concurrence faite par tels autres » pays qui continueraient à accorder des primes tant que ces pays n'adhéreraient pas à ladite Convention ». Il semble donc que le vœu de la Ligue serait bien de voir adopter en Angleterre et ailleurs le système des



droits compensateurs qui seul pourrait, d'après elle, amener la France et la Russie à résipiscence.

LEQUEUX.

---

**Le Baron d'Anethan, Ministre de Belgique à Paris, à M. Delcassé,  
Ministre des Affaires étrangères.**

Paris, le 25 février 1899.

La Conférence internationale sur le régime des sucres, qui s'est réunie à Bruxelles au mois de juin de l'année dernière, a suspendu ses travaux après avoir confié au Gouvernement du Roi le soin d'engager des négociations diplomatiques directes, en vue de trouver une combinaison qui permettrait aux délégués des Etats intéressés de se réunir à nouveau avec l'espoir d'aboutir à une entente.

Comme le constate le procès-verbal de la dernière séance, sept des neuf Etats représentés à la Conférence, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la Suède se sont montrés favorables à la suppression complète des primes directes et indirectes à la condition, bien entendu, que l'accord à intervenir obtiendrait l'adhésion de tous les pays exportateurs de sucre ; quant aux délégations des deux autres Etats, la France et la Russie, elles n'ont pas cru pouvoir se rallier à un arrangement qui aurait pour conséquence de modifier le régime intérieur de ces pays.

Les instructions tracées à ces délégations par leurs Gouvernements limitant strictement leurs pouvoirs en ce sens, il a paru que les délibérations ne pourraient se poursuivre utilement qu'après que des négociations diplomatiques s'inspirant des vues échangées au sein de la Conférence auraient préparé un terrain d'entente propre à grouper tous les Etats représentés. C'est dans ces conditions qu'a été décidé l'ajournement auquel il est fait ci-dessus allusion.

Votre Excellence se rappellera qu'en présence des déclarations des Délégations française et russe, certains délégués ont recherché quelle pourrait être la formule transactionnelle qui, tenant compte des intérêts des divers pays en cause, serait de nature à faciliter la réalisation de l'entente à intervenir.

Trois formules de conciliation ont été suggérées au cours des travaux de la Conférence.

Ces trois propositions, dont le texte est ci-annexé, s'inspirent des réserves formulées par la Délégation française ; bien que chacune d'elles repose sur une combinaison différente, elles tendent néanmoins toutes trois au même but : permettre à la France de maintenir en principe le régime résultant de la loi de 1884.

La première formule prévoit une réduction graduelle par quart du taux de la prime indirecte, dans le cas où l'exportation de la France viendrait à dépasser une quantité de sucre déterminée. Cette solution a été suggérée par les déclarations de la Délégation française, établissant que la législation sucrière de la France vise moins à développer l'exportation qu'à créer à l'intérieur un régime favorable à l'agriculture.

La seconde formule tient compte également de ce que le système de la loi de 1884 a pour but principal d'aider à la production au point de vue du marché intérieur et des intérêts agricoles. Elle accorde à la France le

maintien de la totalité de ses primes pour le sucre produit en vue de sa propre consommation, mais elle lui demande d'y renoncer pour le sucre exporté, « la prime indirecte serait restituée par l'exportateur sous la » forme d'un droit de sortie ». L'on propose néanmoins, à titre de concession, qu'une quantité de sucre déterminée soit annuellement exemptée du paiement de ce droit de sortie.

Il est à remarquer que cette seconde formule a été libellée dans le but de permettre à la France de ne rien changer à sa législation intérieure ; mais la première formule qui paraît tout aussi pratique, aboutirait en fait aux mêmes résultats tout en assurant aux producteurs français une situation transitoire plus favorable.

A la différence des deux précédentes, la troisième formule, qui a été suggérée au moment où la Conférence se trouvait sur le point de suspendre ses délibérations, ne comporte pas l'abandon de toutes primes directes et indirectes par les Etats autres que la France ; elle limite l'étendue du sacrifice que chacun de ces pays aurait à s'imposer, de manière à tenir compte des avantages qui seraient laissés à la France.

D'après cette combinaison, la France abolirait la prime directe et maintiendrait dans son état actuel sa législation intérieure ; l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et les Pays-Bas réduiraient le taux de la prime actuelle ; la Belgique, après avoir modifié sa législation dans le sens de l'impôt au rendement, pourrait allouer une prime égale à celle de l'Allemagne ; la Russie s'engagerait à répartir d'avance les quantités de sucre que les fabriques peuvent livrer à la consommation intérieure sous paiement de l'impôt simple, de façon à ce que ces fabriques ne se trouvent plus dans la nécessité de devoir exporter ; l'Espagne et la Suède prendraient simplement l'engagement de ne pas accorder de drawback à l'exportation des sucres.

Sans chercher à faire ressortir ici les avantages ou les inconvénients que peut offrir chacune de ces solutions, l'on peut néanmoins constater, dès à présent, que, des trois formules proposées, les deux premières paraissent plus conformes au but que la Conférence de Bruxelles a assigné à ses travaux, à savoir ; l'abolition des primes sur les sucres ; d'autre part, la troisième formule semble peut-être de nature à laisser subsister des inégalités de concurrence trop accentuées entre les différents pays producteurs de sucre, et il n'est pas probable qu'elle puisse être généralement admise par les Gouvernements intéressés.

Telles sont, Monsieur le Ministre, les solutions dont certains Délégués ont pris l'initiative et que mon Gouvernement, s'acquittant de la mission qui lui a été confiée, m'a chargé de communiquer au Gouvernement de la République.

Le Gouvernement du Roi a la confiance que le Cabinet de Paris, appréciant l'esprit conciliant dans lequel les divers Etats intéressés paraissent disposés à examiner les diverses propositions transactionnelles qui pourraient leur être soumises, ne refusera pas son bienveillant concours en vue de remédier à une situation dont l'on s'accorde universellement à reconnaître les graves inconvénients.

Dans cet espoir, mon Gouvernement m'a invité à signaler à Votre Excellence, le prix tout particulier qu'il attacherait à ce que le Gouvernement de la République voulût bien exprimer ses vues relativement aux bases qui lui paraîtraient les plus propres à réaliser l'entente qu'il est resté dans ses désirs de voir intervenir.

Baron d'ANETHAN.



## ANNEXES

*Première formule*

La France s'engage, chaque fois que ses exportations de sucre exprimées en raffiné excéderont pendant une campagne la quantité de 235,000 tonnes, représentant la moyenne des exportations des années 1892-93 à 1896-97, à réduire d'un quart la prime indirecte résultant de son régime fiscal, et ce jusqu'à l'abolition complète de la prime.

Il ne sera pas fait de distinction, quant au chiffre de l'exportation, entre les sucres de betterave et les sucres de canne.

*Seconde formule*

La France s'engage à prélever sur les sucres exportés un droit égal au montant de la prime indirecte dont la production aura bénéficié pendant la campagne précédant l'exercice considéré. Toutefois, une quantité de 50,000 tonnes jouira annuellement de l'exemption du droit de sortie.

*Troisième formule*

Sans préjudice ni aux idées émises au sein de la Conférence, ni aux résultats acquis à la suite des débats, plusieurs Délégués pensent qu'un nouvel effort pourrait être tenté en vue de diminuer la tension existant entre les opinions divergentes.

Ne pourrait-on, en attendant une entente plus complète, aboutir à un accord basé sur la production proportionnelle des primes ?

A cet effet, on devrait se reporter à la situation du marché du sucre telle qu'elle existait avant l'augmentation récente de la prime en Allemagne, sans, toutefois, en revenir simplement au passé.

1) L'Allemagne diminuerait sa prime actuelle; elle conserverait une prime qui dépasserait celle de 1896 d'une fraction;

2) L'Autriche et la Hongrie conserveraient leur législation, mais elles abaisseraient, en proportion de la réduction allemande, la somme totale consacrée aux primes d'exportation, 9 millions de florins;

3) La Belgique modifierait sa législation dans le sens de l'impôt au rendement; elle aurait le droit d'allouer une prime égale à celle de l'Allemagne;

4) Les Pays-Bas réduiraient la prime actuelle aux taux de la nouvelle prime allemande;

5) La France abolirait la prime directe; elle maintiendrait dans son état actuel sa législation intérieure;

6) La Russie décréterait que la quantité de sucre que les fabriques peuvent livrer à la consommation intérieure sous paiement de l'impôt simple serait désormais répartie d'avance, par exemple, d'après une échelle correspondant à la production des dernières années, de telle manière que les fabriques ne seraient plus réduites à devoir exporter.

Il serait entendu que l'exportation russe vers la Finlande, l'Asie centrale et la Perse resterait hors de concours;

7) L'Espagne et la Suède conserveraient leur législation; elles s'engageraient à ne pas accorder de drawback à l'exportation.

Cet arrangement entrerait en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1899. Il serait valable pour la durée de trois années.

**M. Paul Cambon, Ambassadeur de la République française à Londres, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Londres, 28 février 1895.

Un groupe important de Députés qui, au cours de la session dernière, avaient signé une pétition tendant à obtenir du Gouvernement anglais une action énergique en vue de la suppression des primes à l'exportation des sucres, s'est réuni le 22 de ce mois, dans une salle du Palais du Parlement. La réunion était présidée par Sir Thomas Sutherland, Directeur de la Compagnie Péninsulaire et Orientale de navigation et Administrateur du Canal de Suez. Au cours de la discussion, on a rappelé qu'après l'échec de la Conférence de Bruxelles, le Gouvernement belge avait été chargé de poursuivre des négociations avec les divers Gouvernements du Continent, pour amener une entente pour la suppression des primes. Mais ces négociations n'ont encore donné aucun résultat, et il ne semble même pas, a dit l'un des orateurs, qu'elles soient actuellement suivies de façon sérieuse.

Dans ces conditions, le Président a déclaré qu'il lui paraissait nécessaire de porter la question devant le Parlement, car la situation des colonies des Indes occidentales et la ruine imminente de la raffinerie en Angleterre appellent de promptes mesures. La réunion a adopté une résolution invitant le Gouvernement à négocier une Convention « avec l'Allemagne et les autres pays disposés à abolir les primes. »

Comme l'ont indiqué les discours de certains orateurs, c'est à la Russie et à la France, mais surtout à notre pays, qu'on attribue l'échec des efforts faits pour arriver à la suppression des primes. Cette opinion s'est traduite ouvertement dans un télégramme adressé des Antilles à Sir Thomas Sutherland par Sir Cuthbert Luitter, et dont voici la traduction :

« Faites Convention avec les cinq Puissances pour prohiber la France, » si elle refuse de se joindre ; il serait imprudent de laisser les colonies sous » la dépendance des Etats-Unis pour le seul marché libre ouvert à leurs » produits. » Le Président de la réunion parlementaire a répondu en annonçant qu'il comptait porter la question devant le Parlement.

Paul CAMBON.

**M. Pilinski, Gérant du Consulat général de France à Calcutta, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Calcutta, le 13 mars 1899.

Le Gouvernement du Vice-Roi a pris l'initiative de présenter au Conseil Législatif des Indes, un projet de loi tendant à imposer sur les sucres étrangers importés aux Indes, un droit d'entrée supplémentaire égal au montant des primes allouées à l'exportation du sucre dans certains pays.

Le dépôt de ce projet de loi qui est en opposition avec les principes économiques généralement suivis par l'Angleterre et ses colonies, et que rien ne faisait prévoir, est justifié, d'après le Gouvernement, par l'augmentation toujours croissante du chiffre des importations de sucres étrangers, de provenance surtout allemande et autrichienne et par la nécessité de protéger la culture de la canne à sucre aux Indes, ainsi que les industries de raffinage.



Sur la demande du Gouvernement, le Conseil législatif a admis d'urgence ce projet de loi sans le renvoyer à un comité d'étude ; on pense que l'Act sera adopté dans le courant de la présente législature et que les dispositions en seront immédiatement appliquées.

PILINSKI.

**M. Pilinski, Gérant du Consulat général de France à Calcutta, à  
M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Calcutta, le 22 mars 1899.

Le projet présenté par le Gouvernement au Conseil des Indes ayant pour objet d'imposer des droits d'importation additionnels sur les sucres étrangers qui reçoivent des primes à l'exportation a été adopté par le Conseil, et l'Act a été promulgué le 20 mars courant. La procédure a été conduite dans la plus grande hâte.

La promulgation de l'Act est accompagnée d'une notification de l'Administration des Douanes indiquant le montant du droit additionnel à percevoir selon la nature des sucres et les pays de production.

Les sucres français sont imposés comme suit :

1° Sucres bruts, de 65 à 98 p. 100 de polarisation pour les sucres de betteraves, ou de 65 à 97 p. 100 pour les sucres coloniaux français :

Prime allouée, 10 fr. 82 pour 100 kilogrammes de sucre raffiné de 100 p. 100 de polarisation.

*Impôt additionnel, 3 R. 4 annas par Cwt (1).*

2° Sucre candi :

Prime allouée, 11 fr. 51 par 100 kilogrammes.

*Impôt additionnel, 3, R. 7 annas 6 pic, par Cwt.*

3° Sucres raffinés en pain ou cassés, blancs, durs et secs :

Prime allouée, 11 fr. 51 par 100 kilogrammes.

*Impôt additionnel, 3 R. 7 annas 6 pic. par Cwt.*

4° Sucres bruts ou raffinés en grains ou cristallisés, à un minimum de 98 p. 100 de polarisation :

Prime allouée, 11 fr. 17 par 100 kilogrammes.

*Impôt additionnel, 3 R. 6 annas 0 par Cwt.*

PILINSKI.

**M. Lequeux, Consul général de France à Londres, à M. Delcassé,  
Ministre des Affaires étrangères.**

Londres, le 30 mars 1899.

L'établissement de droits compensateurs à l'entrée dans l'Inde anglaise sur les sucres bénéficiant de primes à l'exportation, a donné lieu à de fréquentes et vives discussions dans la presse et au Parlement britanniques, tant avant qu'après le vote de cette mesure par le Conseil législatif de Calcutta.

Plusieurs raisons paraissent avoir déterminé le Gouvernement anglais à

(1) Cwt signifie hundred weight = 50 kilogr. 802.

favoriser, peut-être même à suggérer l'établissement aux Indes d'un régime différentiel à l'égard des sucres jouissant de primes. Sans doute la culture de la canne est une des principales ressources de l'Inde et sa prospérité peut être compromise par la concurrence des sucres d'Europe importés sur son territoire: c'est là du moins le motif que le Vice-Roi de l'Inde a invoqué dans son discours du 20 mars au Conseil législatif.

La mesure, a-t-il dit, est destinée à venir en aide à une importante industrie indienne et à un nombre considérable de cultivateurs; c'est dans l'intérêt de l'Inde et de l'Inde seule que le projet a été déposé, et une enquête très sérieuse a démontré l'urgence qu'il y a à le voter. Lord Curzon n'a cependant cité aucun chiffre de nature à confirmer la nécessité d'une mesure aussi grave; le fait que l'Inde exporte, de l'aveu même d'un des membres du Cabinet anglais, une moyenne annuelle de 45.000 tonnes de sucre brut, dont les trois quarts à destination de l'Angleterre, paraît bien prouver au contraire que l'industrie sucrière de l'Inde n'est pas sérieusement menacée.

L'opinion n'est, du reste, pas unanime dans ce pays à approuver l'acte du Conseil législatif; le Comité parlementaire indien de Londres, en particulier, a déclaré que l'imposition de droits compensateurs n'avait figuré à l'ordre du jour d'aucun des congrès annuels dans lesquels les indigènes discutent leurs affaires et expriment leurs *desiderata*. Certains organes autorisés de la presse anglaise font, au surplus, remarquer que les sucres provenant de l'île Maurice, lesquels ne jouissent cependant d'aucune prime, entrent pour 40 p. 100 dans les importations de ce produit aux Indes et que leur vente a plutôt une tendance à augmenter. Si le Gouvernement de l'Inde entend développer la culture de la canne, il serait, ajoutent-ils, plus conforme au véritable intérêt du pays de chercher à améliorer les méthodes tout à fait rudimentaires que continuent à employer les producteurs.

Malgré ces remarques et ces suggestions, le Cabinet anglais a déclaré au Parlement qu'il donnerait son approbation à la loi récemment adoptée par le Conseil de Calcutta, comme étant dictée par les soins de l'Empire indien. Mais cette considération ne paraît pas suffire, à elle seule, à expliquer la résolution du Gouvernement britannique, ni les polémiques, très vives qu'a soulevées de part et d'autre la mesure dont il s'agit.

L'exclusion des sucres primés du marché indien doit être considérée comme une indication prémonitoire de l'attitude que le Gouvernement prendra dans la question de droits compensateurs en Angleterre même, réclamés comme vous le savez, avec une grande insistance, par les représentants des Indes occidentales unis à ceux de la raffinerie anglaise. On discute ici sur l'importance des plantations de cannes dans les Indes orientales, sur l'étendue des pouvoirs du Gouvernement indien en matière de taxation douanière et sur bien d'autres choses encore, mais au fond on a surtout en vue la politique économique de la Métropole elle-même. Ce sont les partisans et les adversaires des droits compensateurs en Angleterre, qui sont, en ce moment, aux prises et qui ont été peut-être mis volontairement aux prises par le Gouvernement britannique afin de tâter l'opinion publique sur ce sujet, sinon même de la préparer à l'établissement dans le Royaume-Uni de mesures analogues à celles édictées dans l'Empire des Indes.

LEQUEUX.



**M. Lequeux, Consul général de France à Londres, à M. Delcassé,  
Ministre des Affaires étrangères.**

Londres, le 1<sup>er</sup> avril 1899.

Les habitants de Saint-Christophe, l'une des îles du Vent, viennent d'adresser à M. Chamberlain une pétition qui contient le passage suivant :  
« Vos pétitionnaires vous prient de vouloir bien conseiller au Gouverne-  
» ment de Sa Majesté de présenter au Parlement, dans sa prochaine session,  
» un bill qui prohibe l'importation dans le Royaume-Uni des sucres pri-  
» més ou soumettre ces sucres à des droits compensateurs. Comme alter-  
» native, nous vous demandons de conseiller que des négociations soient  
» ouvertes avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue de  
» l'échange des Indes occidentales contre les territoires acquis par la Ré-  
» publique dans l'Est ou de tout autre arrangement qui puisse être con-  
» clu entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement de la Répu-  
» blique américaine. »

LEQUEUX.

---

**M. Lequeux, Consul général de France à Londres, à M. Delcassé,  
Ministre des Affaires étrangères.**

Londres, le 3 mai 1899.

Le Comité des Indes occidentales, réuni hier sous la présidence de Sir Nevile Lubbock, a voté, à l'unanimité, un ordre du jour invitant le Gouvernement, en raison de l'ajournement de la Conférence de Bruxelles, à s'entendre avec le Gouvernement allemand et les Gouvernements des autres Puissances disposées à abolir les primes sucrières. Cet ordre du jour ne fait que résumer les desiderata souvent exprimés dans des écrits ou des discussions antérieures. L'intérêt qu'il présente est la manifestation de la continuité et de la persistance d'une campagne qu'on est évidemment décidé à poursuivre jusqu'à ce qu'on ait obtenu un résultat.

LEQUEUX.

---

**M. Lequeux, Consul général de France à Londres, à M. Delcassé,  
Ministre des Affaires étrangères.**

Londres, le 10 mai 1899.

Un Livre Bleu sur la question des droits compensateurs établis aux Indes contre les sucres primés vient d'être publié et le Ministère est, hier, tombé d'accord avec l'opposition, sur la nécessité de fixer un jour pour sa discussion. Ce Livre Bleu montre que le Gouvernement de l'Inde a obéi, en édictant des droits compensateurs, à une véritable pression du Gouvernement métropolitain, venant surtout du Colonial Office parlant au nom des intérêts des planteurs de Maurice, en dépit d'ailleurs, de la stabilité, sinon même de l'accroissement des exportations du sucre de Maurice dans l'Inde.

Le 5 mai 1898, lord Elgin se prononçait contre les droits compensateurs que réclamaient, à cette époque, certains industriels indiens. Le 20 mars dernier, les droits étaient votés. Pour trouver l'explication de ce revirement de la part du Gouvernement de Calcutta, il faut lire la dépêche

du Colonial Office au Secrétaire d'Etat pour l'Inde, du 7 janvier dernier, dans laquelle M. Chamberlain déclare que l'imposition de droits compensateurs n'est pas une violation du libre échange et qu'il n'hésiterait pas à la proposer en Angleterre même, si les Etats-Unis, et non l'Angleterre, ne constituaient le marché naturel des Indes occidentales. Il faut lire aussi les télégrammes échangés entre Calcutta et Londres, en février et mars, pour se rendre compte de l'impatience avec laquelle le Gouvernement britannique attendait l'établissement, aux Indes, de droits compensateurs sur les sucres primés.

LEQUEUX.

---

**M. Geoffray, Chargé d'affaires de la République française à Londres, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Londres, le 12 mai 1899.

Une Députation composée de nombreux raffineurs de sucres d'Angleterre et de membres du Parlement du Royaume-Uni a été reçue hier par le Président du Board of Trade.

Ils ont protesté avec vivacité contre les primes allouées par certains Etats à leurs producteurs nationaux et ont fait observer qu'un tel état de choses aurait pour résultat d'amener la disparition de la raffinerie dans les Iles Britanniques, que cette industrie allait de jour en jour en périlissant et qu'on pouvait prévoir le moment, relativement prochain, où elle disparaîtrait complètement du sol britannique, Sir Thomas Sutherland, membre du Parlement, qui a introduit la Députation, n'a pas craint d'affirmer, sans du reste le démontrer autrement, que si les primes actuellement existantes venaient à être supprimées, la production en Angleterre s'accroîtrait, ce qui amènerait une réduction du prix actuel du sucre. M. Martin, Secrétaire de l'*Association britannique*, a demandé que des démarches fussent faites en vue de réunir de nouveau la Conférence de Bruxelles dans le but de s'entendre avec l'Allemagne et avec les Etats qui se montreraient disposés à abolir les primes. M. Crocfilld, président de l'*Association des raffineries de sucre du Lancashire*, a exprimé l'avis qu'il y aurait lieu de faire pour les industriels de la Métropole, ce que M. Chamberlain a fait pour les Indes orientales.

Le Président du Board of Trade a répondu que, d'une façon générale, il s'associait aux opinions formulées par les membres de la Députation. Il a rappelé que la Conférence de Bruxelles n'était pas dissoute, que les séances avaient été suspendues uniquement parce qu'il avait paru impossible d'obtenir le consentement de la France à la suppression des primes. M. Ritchie a terminé en promettant de rendre compte à Lord Salisbury de cet entretien, en appelant son attention sur « l'importance du courant d'opinion qui existe en cette matière ».

GEOFFRAY.



**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. Paul Cambon, Ambassadeur de la République française à Londres.**

Paris, le 24 mai 1899.

Par une dépêche en date du 12 mai, M. Geoffray m'a rendu compte de la démarche effectuée par des raffineurs anglais et des membres du Parlement auprès du Président du Board of Trade, en vue d'obtenir que les sucres bénéficiant de primes d'exportation fussent frappés, à leur importation dans le Royaume-Uni, de droits compensateurs.

Le mouvement qui semble se dessiner en Angleterre en vue d'amener le Gouvernement et le Parlement à établir sur les sucres primés des droits compensateurs présente, pour la France, comme vous le savez, un très sérieux intérêt. Je vous serais donc très obligé de vouloir bien me tenir exactement informé de toutes les manifestations qui viendraient à se produire dans cet ordre d'idées, ainsi que des indications que vous viendriez à recueillir sur les intentions du Gouvernement.

DELCASSÉ.

---

**M. Lequeux, Consul général de France à Londres, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Londres, le 30 mai 1899.

M. Ritchie, Président du Board of Trade, a cru devoir intervenir, par une lettre adressée au *Times*, dans une discussion soulevée par lord Farrer qui avait critiqué les déclarations récemment faites par M. Ritchie à une délégation des raffineurs de sucre.

Le Président du Board of Trade est très net dans l'expression de son opinion qu'il faut combattre les primes qui, si elles offrent un certain avantage au consommateur anglais, en assurant le bon marché du produit, elles n'en sont pas moins, suivant lui, très préjudiciables aux intérêts britanniques.

Ainsi les positions se dessinent à la veille du débat qui va bientôt s'engager à la Chambre des Communes.

LEQUEUX.

---

**M. Lequeux, Consul général de France à Londres, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Londres, le 13 juin 1899.

La discussion de la question des sucres à la Chambre des Communes promet d'être intéressante, à en juger par les efforts que font les partisans du *statu quo* et les adversaires des primes en vue d'influencer les membres du Parlement et le Gouvernement lui-même. Les premiers ne laissent pas que d'être inquiets ; ils n'ont sans doute pas oublié qu'un Ministère présidé par lord Salisbury, dans lequel sir Michael Hicks-Beach était président du Board of Trade et dont faisaient partie lord George Hamilton, M. Ritchie et la plupart des Ministres actuels, déposa, en 1889, un projet tendant à fermer aux sucres primés l'entrée du marché anglais et qu'il ne l'a retiré qu'à regret. Le comité du Cobden-Club, leur porte-parole dans la circonstance, adresse une circulaire aux membres du Parle-

ment pour leur signaler que la mesure récemment prise par le Gouvernement de l'Inde a été dictée à ce dernier par le Colonial Office et qu'il est permis de la considérer comme annonçant une mesure semblable en Angleterre.

Si, en effet, le débat qui va s'ouvrir à la Chambre des Communes porte sur les droits compensateurs votés par le Conseil législatif du Vice-Roi, il est admis par tout le monde que c'est la question des sucres dans son ensemble qui sera discutée. Je n'en veux pour preuve, s'il en fallait encore, que la réunion qui a eu lieu vendredi dernier à la Chambre des Communes sous la présidence de Sir Thomas Sutherland, membre du Parlement, Président de la Compagnie Péninsulaire et Orientale et Administrateur du Canal de Suez, et dans laquelle on a émis l'opinion qu'aucun amendement ne devait être proposé dans la séance de jeudi, qu'il convenait de se prononcer par oui ou par non sur la proposition de Sir Henry Fowler priant la Reine d'abroger la loi votée par le Conseil législatif de l'Inde; ceux qui voteront non — et on pense naturellement que ce sera la majorité — exprimeront par là que la mesure déjà appliquée dans l'Inde devrait être étendue au Royaume-Uni, ou qu'en tous cas ils appuieront le Gouvernement dans les décisions que celui-ci croira devoir prendre.

Comme il a paru « que, dans les circonstances présentes, le Gouvernement attacherait une grande importance à l'opinion émise par la Chambre de Commerce de Londres sur les questions de principe et de politique commerciale qui sont en jeu », une réunion de cette Chambre a eu lieu hier, présidée, ce qui est assez rare, par le président même de la Chambre, M. Sandernan. Un ordre du jour, proposé par Sir Thomas Sutherland, a été voté à l'unanimité moins trois voix. Il invite le Gouvernement de la Reine à ouvrir avec l'Autriche, l'Allemagne et d'autres Puissances des négociations qui amèneraient de la part de ces pays l'abolition des primes ainsi qu'un engagement de fermer leurs portes aux sucres primés.

Enfin, dans le même ordre d'idées, c'est-à-dire comme impliquant une préparation de l'opinion en vue de la séance de jeudi, je signalerai que Sir Cuthbert Quilter, membre du Parlement, qui, de concert avec Sir Neville Lubbock, Président effectif de la Ligue contre les primes, a récemment visité les Indes occidentales, vient de publier son rapport dans lequel je relèverai seulement l'opinion que les tendances d'annexion aux États-Unis font des progrès dans ces Colonies. Sir Cuthbert Quilter s'exprime ainsi à ce sujet : « L'idée fait son chemin, silencieusement, mais » graduellement, et j'ai la conviction que, si on veut en arrêter le développement, il faut, sans perdre de temps, ordonner les remèdes qu'il est » de l'intérêt et du devoir de ce pays d'appliquer avec promptitude et » énergie ».

LEQUEUX.

---

**M. Geoffray, Chargé d'Affaires de la République française à Londres, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Londres, le 17 juin 1899.

Bien que le Consulat général de France à Londres vous tienne au courant des incidents de la campagne suivie en Angleterre contre les primes



d'exportation accordées aux sucres, je crois devoir signaler particulièrement à votre attention la discussion qui a eu lieu sur cette question à la Chambre des Communes dans la séance du 15 de ce mois.

Les débats portaient sur l'établissement dans l'Empire Indien de droits compensateurs à l'importation des sucres primés : mais M. Chamberlain, dans le discours qu'il a prononcé au nom du Gouvernement, et sir Henri Campbell Bannermann, qui a pris la parole pour l'opposition, ont également déclaré que la Chambre des Communes était appelée à se prononcer sur une question de principe.

Les nouvelles doctrines économiques qui admettent dans certains cas l'établissement de droits protecteurs ou compensateurs pour défendre les intérêts soit de l'Angleterre elle-même, soit de ses colonies, se trouvaient en présence des anciens principes du libre-échange intransigeant. Ceux-ci ont subi une éclatante défaite ; par une majorité de 293 voix contre 152, les Communes ont approuvé les mesures adoptées aux Indes, et il ne semble guère douteux que la plupart des Députés qui se sont prononcés en leur faveur ne soient également prêts à accepter l'établissement de droits compensateurs à l'importation en Angleterre des sucres qui ont bénéficié de primes à l'exportation.

Il importe de ne pas se faire d'illusions. Par le vote intervenu le 15 de ce mois à la Chambre des Communes, le Gouvernement a obtenu une sorte de blanc seing du Parlement pour les mesures qu'il pourra prendre en vue d'arriver à la suppression du régime des primes.

GEOFFRAY.

---

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. le Baron d'Anethan, Ministre de Belgique à Paris.**

Paris, le 20 juillet 1899.

Vous avez bien voulu, par une lettre en date du 25 février dernier, me demander de vous faire connaître quelles sont les décisions qu'a prises le Gouvernement de la République après examen des propositions transactionnelles formulées à l'issue de la Conférence tenue, l'an dernier, à Bruxelles, en vue de régler, sous forme d'un accord international, la question de la suppression des primes de sortie dont les sucres bénéficient dans divers États européens.

A l'instigation de mon Département, les diverses Administrations françaises intéressées ont, au cours de ces derniers mois, soumis la question dont il s'agit à une nouvelle étude, dont j'espère pouvoir vous faire connaître très prochainement le résultat définitif.

Je suis, dès maintenant, en mesure de vous assurer que la réponse du Gouvernement de la République sera empreinte d'un vif esprit de conciliation et que la solution que je vous prierai de soumettre aux États représentés, l'an dernier, à Bruxelles, sera, je crois, de nature à amener l'entente internationale dont l'Administration française comprend, autant que toute autre, la pressante nécessité.

DELCASSÉ.

---

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. le Marquis de Noailles, Ambassadeur de la République française à Berlin.**

Paris le 20 juillet 1899.

Comme vous le savez, une Conférence internationale sur le régime des sucres s'est réunie à Bruxelles, au mois de juin 1898, en vue d'examiner la question de la suppression des primes de sortie dont les sucres bénéficiaient actuellement dans divers pays.

Sept des neuf Etats représentés à cette réunion internationale, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne les Pays-Bas et la Suède se sont montrés favorables à la suppression complète des primes directes et indirectes à la condition, bien entendu, que l'accord à intervenir obtiendrait l'adhésion de tous les pays exportateurs de sucres.

Les deux autres Puissances représentées à la Conférence, la France et la Russie, ne crurent pas devoir se rallier à cet arrangement, en tant qu'il « aurait pour conséquence de modifier le régime intérieur de ces pays ».

Nos Délégués à la Conférence de Bruxelles avaient en effet reçu pour instruction formelle de maintenir en dehors de toute discussion, le régime intérieur de chaque Etat, soit, en ce qui concerne la France, celui qui résulte de la loi du 29 juillet 1884, tandis que les sept Etats ci-dessus énumérés exigeaient de nous la suppression des bonis de fabrication institués par cette loi.

Il n'y avait donc pas d'espoir que l'entente pût s'établir au sein de la Conférence et c'est pour cela que celle-ci résolut de s'ajourner *sine die*. Mais en se séparant, les Délégués des Puissances confièrent au Gouvernement belge « le soin d'engager des négociations diplomatiques directes en » vue de trouver une combinaison qui permettrait aux Délégués des Etats « intéressés de se réunir à nouveau avec l'espoir d'aboutir à une entente ». Ils formulèrent, en même temps, trois propositions transactionnelles entre lesquelles le Gouvernement belge nous a, en exécution de son mandat, demandé de vouloir bien opter.

Après un examen attentif de cette question, il a été reconnu que l'entente ne pouvait pas s'établir entre les diverses Administrations françaises intéressées sur l'adoption de l'une de ces trois formules transactionnelles. Cependant, comme il se manifeste, en ce moment, dans divers pays étrangers, notamment en Angleterre, un mouvement très marqué contre les primes d'exportation accordées aux sucres, que ce mouvement s'est déjà traduit à l'égard des sucres primés par diverses mesures prohibitives, en particulier par les surtaxes établies récemment dans l'Inde anglaise, le Gouvernement de la République estime qu'il convient de proposer au Cabinet de Bruxelles de continuer les négociations en prenant pour base des nouveaux pourparlers une réduction des bonis de fabrication, au moyen soit d'une augmentation de la prise en charge, soit d'un accroissement d'impôt sur les sucres à tarif réduit, ou, enfin, d'une diminution du droit de consommation.

Je vous prie de faire connaître, le plus tôt possible, à la Chancellerie Impériale, que nous serions disposés à proposer au Gouvernement belge de reprendre sur cette donnée la Conférence de Bruxelles. Veuillez ajouter que nous désirerions, toutefois, avant de nous décider d'une façon définitive dans ce sens, savoir si la solution ainsi proposée aura, en principe, l'agrément de l'Allemagne.

DELCASSÉ.



**M. Boutiron, Chargé d'Affaires de la République française à Berlin, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Berlin, le 1<sup>er</sup> août 1899.

Le Marquis de Noailles, avant de quitter Berlin, avait entretenu le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, du désir exprimé par le Gouvernement français de reprendre sur des bases nouvelles, la Conférence des sucres de Bruxelles, et l'avait prié de lui faire savoir si ces bases auraient chance d'être acceptées par le Gouvernement Impérial.

Le Baron de Richthofen, qui n'avait pu donner à notre Ambassadeur une réponse immédiate, vient de me dire que son Gouvernement était tout disposé à continuer les négociations et qu'il acceptait, en principe, d'examiner, au cours des nouveaux pourparlers, les propositions contenues dans votre dépêche du 20 juillet, mais qu'il verrait avantage, si possible, à ce que nous donnions quelque développement aux indications que nous venons de lui fournir.

Il a ajouté que son Gouvernement serait désireux d'être autorisé à s'entretenir de notre proposition avec le Gouvernement austro-hongrois d'accord avec lequel il a toujours procédé dans la question sucrière.

Je vous serais reconnaissant de me mettre en mesure de donner au Baron de Richthofen, une réponse sur ces deux points.

A. BOUTIRON.

---

**M. Geoffray, Chargé d'Affaires de la République française à Londres, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Londres, le 8 août 1899.

Un certain nombre de membres de la Chambre des Communes viennent d'adresser au Marquis de Salisbury, un mémoire au sujet de l'abolition des primes à l'exportation des sucres. Ces Députés demandent qu'une convention soit conclue par la Grande-Bretagne avec l'Autriche, la Belgique, l'Allemagne, la Hollande et la Suède, pour la suppression des primes. Si la France et la Russie refusaient de s'associer aux autres Puissances, les sucres provenant de ces pays seraient frappés à l'importation de droits compensateurs.

L'attitude du Gouvernement français continue à faire l'objet principal des préoccupations des partisans de l'abolition des primes. En réponse à une question qui lui a été posée hier aux Communes, M. Brodrick a dit que cette attitude ne s'était pas modifiée jusqu'à présent. Toutefois, il est revenu sur la même question au cours de la séance à propos du vote du budget et s'est exprimé dans un sens un peu différent. Il a dit, en effet, que les manifestations des six derniers mois avaient dû prouver au Gouvernement français que l'opinion presque générale était favorable à la suppression des primes ; on ne pouvait douter qu'il ne fût influencé par ce fait, et l'on avait droit d'espérer que la crainte de voir s'étendre le système des droits compensateurs adoptés par les Etats-Unis l'amènerait à modifier sa manière de voir.

GEOFFRAY.

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères à M. Boutiron,  
Chargé d'Affaires de la République française à Berlin.**

Paris, le 11 août 1899.

Par une dépêche en date du 1<sup>er</sup> de ce mois, vous m'avez fait savoir que le Gouvernement Impérial désirerait posséder quelques indications complémentaires sur les conditions dans lesquelles nous serions disposés à nous rendre à la deuxième session de la Conférence sucrière de Bruxelles.

Je crois avoir fourni, dans ma dépêche du 20 juillet dernier, des indications suffisantes pour permettre à l'Administration allemande d'apprécier, d'une façon générale sans doute, mais cependant avec toute la précision nécessaire pour le moment, la portée de la proposition que présenterait la Délégation française, si nous nous rendions de nouveau à Bruxelles.

Dans la première session de la Conférence de Bruxelles, nos Délégués ont, conformément aux instructions qu'ils avaient reçues, refusé toute concession qui eût porté atteinte à notre régime intérieur sur les sucres, autrement dit toute mesure qui eût modifié notre loi du 29 juillet 1884.

Aujourd'hui nous admettons la diminution des avantages résultant de notre régime de 1884, puisque nous sommes disposés, comme je l'écrivais dans ma dépêche précitée du 20 juillet, à prendre pour base de nouveaux pourparlers, une réduction des bonis de fabrication, réduction qui pourrait être obtenue au moyen soit d'une augmentation de la prise en charge, soit d'un accroissement d'impôt sur les sucres à tarif réduit, soit d'une diminution du droit de consommation.

Voilà, en résumé, le sens de la proposition que nous comptons faire à la deuxième session de la Conférence de Bruxelles. Si cette proposition a, en principe, l'agrément de l'administration allemande, nous sommes prêts à fournir à cette dernière tous les éclaircissements qu'elle pourra désirer et, même, à envoyer un délégué technique à Berlin. Mais le Gouvernement allemand voudra bien reconnaître que, pour pousser les choses jusque-là, il est nécessaire qu'il nous ait, d'abord, fait connaître ses dispositions à l'égard d'une base de négociations conforme aux indications qui précèdent.

Je ne vois, d'ailleurs, aucun inconvénient à ce que le baron de Richthofen entretienne de cette question le Gouvernement austro-hongrois.

DELCASSÉ.

---

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. Sohler de  
Vermandoï, Chargé d'Affaires de la République française à  
Vienne.**

Paris, le 11 août 1899.

Une Conférence internationale sur le régime des sucres s'est réunie à Bruxelles, au mois de juin 1898, en vue d'examiner la question de la suppression des primes de sortie dont les sucres bénéficient actuellement dans divers pays.

Sept des neuf États représentés à cette réunion internationale : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la Suède se sont montrés favorables à la suppression complète des primes directes et indirectes, à la condition, bien entendu, que l'ac-



cord à intervenir obtiendrait l'adhésion de tous les pays exportateurs de sucres.

Les deux autres Puissances représentées à la Conférence, la France et la Russie, ne crurent pas devoir se rallier à cet arrangement qui aurait comporté, en ce qui concerne la France, la suppression des bonis de fabrication institués par la loi du 29 juillet 1884. Conformément aux instructions qu'ils avaient reçues, les Délégués français et russes déclarèrent que les mesures proposées auraient pour conséquence de modifier le régime intérieur, en la matière, de leurs pays respectifs, régime qui devait être laissé en dehors des délibérations de la Conférence.

Il n'y avait donc pas d'espoir que l'entente put s'établir dans la réunion internationale de Bruxelles et c'est pour cela qu'elle résolut de s'ajourner *sine die*. Mais, en se séparant, les Délégués des Puissances confièrent au Gouvernement belge « le soin d'engager des négociations diplomatiques » directes, en vue de trouver une combinaison qui permettrait aux Délégués intéressés de se réunir à nouveau avec l'espoir d'aboutir à une « entente ». Ils formulèrent, en même temps, trois propositions transactionnelles, entre lesquelles le Gouvernement belge nous demanda, quelque temps après, en exécution de son mandat, de bien vouloir opter.

Aucune des trois propositions transactionnelles ainsi formulées à l'issue de la Conférence de Bruxelles ne peut se concilier avec les intérêts dont nous avons la charge.

Cependant, comme il se manifeste depuis quelques temps dans divers pays étrangers, notamment en Angleterre, un mouvement très marqué contre les primes d'exportation accordées aux sucres, que ce mouvement s'est déjà traduit, à l'égard des sucres primés, par diverses mesures prohibitives, en particulier par les surtaxes établies récemment dans l'Inde anglaise, il a été reconnu qu'il était expédient de proposer au Cabinet de Bruxelles de continuer les négociations en prenant pour base des nouveaux pourparlers une réduction des bonis de fabrication, réduction qui pourrait être obtenue au moyen soit d'une augmentation de la prise en charge, soit d'un accroissement d'impôt sur les sucres à tarif réduit, soit d'une diminution du droit de consommation.

Je vous prie de faire connaître le plus tôt possible au Cabinet de Vienne que nous serions disposés à proposer au Gouvernement belge de reprendre sur cette donnée la Conférence de Bruxelles. Veuillez ajouter que nous désirerions toutefois, avant de nous décider d'une façon définitive dans ce sens, savoir si la solution ainsi proposée aura, en principe, l'agrément de l'Administration austro-hongroise.

Au surplus, une demande dans ce sens sera très prochainement adressée par le baron de Richthofen au Gouvernement Impérial et Royal.

J'ai, en effet, invité déjà le marquis de Noailles à faire auprès de la Chancellerie Impériale, une démarche semblable à celle dont je vous charge par la présente dépêche. Le baron de Richthofen a exprimé le désir de se concerter, avant de nous répondre, avec l'Administration austro-hongroise, et j'y ai aussitôt consenti.

DELCASSÉ.

---

**M. Boutiron, Chargé d'Affaires de la République française à Berlin, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Berlin, le 19 septembre 1899.

En réponse aux ouvertures que je lui ai faites, en exécution des instructions qui font l'objet de vos dépêches des 20 juillet et 11 août derniers, le Gouvernement Impérial vient de me faire savoir qu'il adhère, en principe, à nos propositions, et il exprime le vœu de recevoir des indications plus précises sur nos projets, par l'entretien du délégué technique dont nous lui avons proposé l'envoi à Berlin.

A. BOUTIRON.

---

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. le Marquis de Noailles, Ambassadeur de la République française à Berlin.**

Paris, le 16 novembre 1899.

Par mes dépêches en date des 20 juillet et 11 août derniers, je vous ai fait savoir que le Gouvernement de la République serait disposé à prendre part à une deuxième session de la Conférence des sucres, à condition que l'on adoptât, pour une base des nouveaux pourparlers, une réduction de bonis de fabrication, réduction qui pourrait être obtenue au moyen, soit d'une augmentation de la prise en charge, soit d'un accroissement d'impôt sur les sucres à tarif réduit, soit d'une diminution du droit de consommation. Je vous priais, en même temps, de demander à la Chancellerie Impériale si la solution ainsi proposée par nous aurait, en principe, l'agrément de l'Allemagne.

Le Gouvernement Impérial ayant, ainsi que nous l'annonçait M. Boutiron dans une dépêche en date du 19 septembre dernier, fait savoir qu'il était disposé à entrer dans nos vues, l'Administration française a, dans une réunion interministérielle, cherché à préciser la formule que la Délégation française soumettrait à la deuxième Conférence de Bruxelles et les représentants des divers intérêts en cause sont tombés d'accord sur ce point que le Gouvernement de la République pourra offrir, à la prochaine session, de réduire d'un tiers les avantages intérieurs existant actuellement en France. Il a été, en même temps, décidé que deux délégués techniques seront envoyés à Berlin afin de fournir à l'Administration Impériale, sur la formule ainsi adoptée, tous les éclaircissements nécessaires.

Après entente avec les diverses Administrations intéressées, je viens de désigner, en qualité de délégués techniques, M. Delatour, Conseiller d'Etat, Directeur général des Contributions indirectes, et M. Chandèze Directeur du Commerce au Ministère du Commerce.

Ces hauts fonctionnaires partiront pour Berlin le 22 de ce mois, de façon à être en mesure d'entrer en relations avec le Gouvernement Impérial le 24 novembre. Je vous prie de vouloir bien, dès la réception de la présente dépêche, annoncer à la Chancellerie allemande leur prochaine venue et de prendre les dispositions propres à leur faciliter l'accomplissement de leur mission.

Je vous rappelle, en terminant, que les éclaircissements qui vont être fournis par MM. Delatour et Chandèze sont destinés aussi bien à l'Administration austro-hongroise qu'à l'Administration allemande.

DELCASSÉ.



**M. le Marquis de Noailles, Ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Berlin, le 29 novembre 1899.

Dès leur arrivée à Berlin, MM. Delatour et Chandèze ont été mis en rapport avec une Commission composée de représentants de tous les Ministères intéressés. Ils ont tenu hier avec cette commission une conférence qui a duré deux heures et demie. La Commission a demandé à nos Délégués de consentir à ramener de 30 à 15 francs au lieu de 20 francs qu'ils offraient, l'écart entre le droit plein et le tarif réduit de l'impôt de consommation des sucres et d'appliquer le droit plein sur les rendements supérieurs à 10 kilogr. 50. Nos Délégués ont répondu qu'ils n'étaient pas autorisés à céder plus qu'ils n'avaient offert et qu'il serait inutile d'en référer à leur Gouvernement, celui-ci étant bien décidé à ne pas aller au delà.

Les propositions faites par nos Délégués et considérées comme définitives vont être examinées par les Administrations compétentes, et, afin de donner le temps à celles-ci de procéder à cet examen et de se mettre d'accord, la nouvelle réunion a été renvoyée à vendredi prochain.

Marquis de NOAILLES.

**M. le Marquis de Noailles, Ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Berlin, le 3 décembre 1899.

La seconde conférence des Délégués français avec la Commission allemande a eu lieu hier. A l'issue de cette conférence, M. de Koerner a remis à MM. Delatour et Chandèze une note que ceux-ci emportent à Paris pour vous la remettre en original. Nos ouvertures ont été en somme accueillies favorablement.

Marquis DE NOAILLES.

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. le Marquis de Reverseaux, Ambassadeur de la République française à Vienne.**

Paris, le 7 décembre 1899.

Le Gouvernement de la République a envoyé à Berlin, MM. Delatour, Conseiller d'Etat, Directeur général des Contributions indirectes, et Chandèze, Directeur du Commerce au Ministère du Commerce, pour faire connaître au Gouvernement Impérial les propositions que nous serions disposés à porter à la Conférence de Bruxelles, si nous avions de sa part, l'assurance qu'elles seraient appuyées par ses Délégués.

MM. Delatour et Chandèze ont été mis en rapport à Berlin avec une Commission composée des représentants des divers Ministères intéressés. Ils y ont fait connaître que le Gouvernement de la République serait disposé en cas d'acquiescement du Gouvernement allemand et comme contre-partie de la suppression, par les autres Etats qui s'y étaient déclarés prêts en 1898, de leurs primes de toute nature, à consentir, en plus de la suppression des primes directes de sortie, la réduction d'un tiers de nos

avantages intérieurs. Quant aux moyens à adopter pour réaliser cette réduction, ils ont expressément réservé que leur détermination, devant dépendre des circonstances, appartiendrait au Gouvernement de la République qui agirait au gré de ses intérêts du moment. Ces moyens peuvent être, soit un abaissement du droit plein, soit une augmentation du droit réduit, soit encore une diminution partielle du droit plein, et une augmentation partielle du droit réduit (par exemple 55 francs et 35 francs) ou toute autre combinaison ; mais nos Délégués se sont attachés à faire comprendre que l'adoption de l'un ou de l'autre de ces moyens aurait une influence identique en ce qui concerne le prix de vente du sucre sur le marché international, puisque l'écart entre le droit plein et le droit réduit se trouverait toujours être de 20 francs.

Les conférences se sont terminées par la remise à MM. Delatour et Chandèze, au nom du Gouvernement Impérial, de la note ci-après :

« Nous sommes et serons toujours prêts à coopérer à une solution satisfaisante de la question des primes sur les sucres, sur les bases d'un accord international.

» La réduction des primes indirectes françaises d'un tiers que le Gouvernement de la République propose, outre l'abolition des primes directes, comme base de nouvelles négociations, ne nous paraît que petite, et il faudrait encore examiner si notre industrie sucrière, en échange de ces concessions, pourrait renoncer entièrement aux avantages dont elle jouit actuellement.

» Néanmoins, nous sommes prêts, sous la réserve de l'assentiment de l'Autriche-Hongrie, à accepter une pareille proposition, comme base d'un renouvellement des négociations de la Conférence de Bruxelles.

» Il s'entend que notre décision définitive devra dépendre de la tournure que prendront les négociations et de l'attitude des autres pays. »

Enfin, le Ministre des Affaires étrangères, Comte de Bülow, en recevant nos Délégués, au moment de leur départ, leur a fait connaître qu'il allait s'employer très activement à négocier une entente sur cette base avec le Gouvernement austro-hongrois ; c'est pourquoi il m'a paru bon de vous tenir informé de l'état de la question.

DELCASSÉ.

---

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. Gérard,  
Ministre de France à Bruxelles**

Paris, le 11 avril 1900.

Le Baron d'Anethan m'a rappelé, le 4 de ce mois, les propositions qu'il m'a faites le 25 février 1899, d'ordre du Gouvernement belge, en vue de la reprise des travaux de la Conférence des sucres.

Je viens de lui répondre que le Gouvernement de la République étudiait, avec le plus grand soin, les trois propositions soumises à son examen et qu'il travaillait activement à établir, entre les diverses Administrations françaises intéressées, l'entente nécessaire pour lui permettre de formuler une réponse ferme. J'ai ajouté que j'avais même, au cours de cette étude, été amené à procéder, avec des Gouvernements étrangers, à certains échanges de vues sur quelques-uns des points qui n'ont pu être réglés à la dernière Conférence de Bruxelles.



J'ai terminé en assurant le Baron d'Anethan que, dès que l'examen détaillé auquel procède le Gouvernement de la République serait terminé, je m'empresserai de lui fournir une réponse précise sur une question que le Gouvernement de la République a, comme le Gouvernement Royal, le vif désir de voir réglée aussi promptement que le permet la complexité des intérêts en cause.

DELCASSÉ.

---

**M. le Marquis de Noailles, Ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères**

Berlin, le 11 mai 1900.

L'Office Impérial des Affaires étrangères vient de m'adresser une note résumant l'opinion des Gouvernements allemand et autrichien touchant la question des primes sur les sucres que sont venus traiter ici MM. Delattour et Chandèze.

J'ai l'honneur de vous transmettre ce document.

MARQUIS DE NOAILLES.

---

#### ANNEXE

(Traduction)

Conformément à l'entente intervenue en son temps, avec MM. Delattour et Chandèze, le Gouvernement Impérial et Royal austro-hongrois a été informé, d'une façon strictement confidentielle, que le Gouvernement de la République Française est disposé à supprimer, en échange de l'abolition des primes d'exportation sur le sucre dans les autres pays entrant en considération, la prime directe française, et à diminuer d'un tiers la prime indirecte française, puis a été prié de s'exprimer au sujet de la position qu'il allait prendre en face de l'affaire.

Puis, après que des délibérations confidentielles, en forme d'enquête, eurent eu lieu à Vienne, d'abord en mars de cette année, entre les commissaires allemands et austro-hongrois, la réponse du Gouvernement austro-hongrois est arrivée. Aux termes de cette réponse, on est prêt en Autriche-Hongrie, après comme avant, à contribuer à la solution de la question des primes sur le sucre par voie d'entente internationale ; on ne veut pas non plus repousser, en principe, le maintien d'un certain régime de faveur à l'égard de l'industrie sucrière française ; mais on hésite à consentir à l'abolition complète de la prime austro-hongroise, si la France a l'intention de conserver deux tiers de sa prime indirecte.

Au cas où le Gouvernement français serait en situation de faire espérer une plus large diminution de la prime indirecte française, le Gouvernement austro-hongrois demanderait d'abord aux chefs de son industrie sucrière s'il faut considérer l'offre française comme suffisant à justifier l'abolition complète de la prime qui existe en Autriche-Hongrie.

Le Gouvernement austro-hongrois partirait alors des prémisses que tous les autres pays intéressés auraient à supprimer leurs primes sur le sucre et à modifier leur législation, pour la durée du traité, de façon à exclure la possibilité d'accorder une prime directe ou indirecte. Au cas où

le Gouvernement Impérial russe attacherait une importance particulière à conserver, en substance, sa législation fiscale actuelle, cela ne constituerait pas un obstacle. Le Gouvernement russe devrait, toutefois, s'engager, dans ce cas, à prendre les mesures propres à éviter un accroissement trop fort de la production et respectivement de l'exportation du sucre russe. Cela pourrait avoir lieu — sans modification fondamentale du système fiscal russe existant — par exemple, suivant le mode qui a été préconisé à la suite des délibérations de la Conférence des sucres de Bruxelles de 1898 (voir les procès-verbaux de cette Conférence, page 93).

Au cas où le Gouvernement français ne serait pas en situation de faire espérer une plus large diminution de ses primes indirectes, le Gouvernement austro-hongrois serait prêt à entrer en négociations au sujet d'un abaissement partiel de sa prime.

Comme le sait déjà le Gouvernement de la République française, le Gouvernement Impérial désire procéder, dans la question des primes sur le sucre, parallèlement avec le Gouvernement Impérial et Royal austro-hongrois. Il croit, en conséquence, devoir s'abstenir provisoirement d'entendre des représentants de l'industrie sucrière sur la question de savoir si ladite industrie pourrait renoncer complètement, en échange des concessions que les Français font espérer, aux avantages dont elle jouit actuellement, d'autant plus qu'il ne serait guère possible d'empêcher de telles enquêtes de trouver le chemin de la publicité. Du reste, le Gouvernement Impérial, qui se sent obligé de remercier sincèrement de son offre et de la prévenance dont elle témoigne le Gouvernement français, s'entient à la déclaration remise à MM. Delatour et Chandèze, lors de leur présence à Berlin, et spécialement à cette assurance, exprimée dans la déclaration, qu'on le trouvera toujours prêt à collaborer à une solution satisfaisante de la question des primes sur le sucre, solution devant être obtenue par voie internationale. Si le Gouvernement de la République française désirait que la Conférence de Bruxelles se réunisse de nouveau sur la base posée par les communications ci-dessus, le Gouvernement Impérial n'hésiterait pas, de son côté, selon toutes prévisions, à prendre part à la Conférence.

---

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. le Marquis de Noailles, Ambassadeur de la République française à Berlin**

Paris, le 13 juin 1900.

J'ai reçu en son temps la dépêche par laquelle vous m'avez fait l'honneur de m'adresser une note de la Chancellerie Impériale résumant l'opinion des Gouvernements allemand et austro-hongrois touchant la question des primes de sortie accordées aux sucres que MM. Delatour et Chandèze sont venus, l'hiver dernier, traiter avec l'Administration Impériale.

Ce document a été examiné avec le soin le plus attentif par les diverses Administrations françaises intéressées dans l'importante question à laquelle il se rapporte.

Je suis, dès maintenant, en mesure de vous indiquer que le Gouvernement français ne saurait suivre le Gouvernement Impérial et Royal sur le terrain de la suppression partielle des primes que l'Administration austro-hongroise semble, dans une certaine mesure, disposée à adopter. La première Conférence de Bruxelles a toujours envisagé, dans ses délibérations,



la suppression totale des primes comme étant le but à atteindre, et nous ne pourrions pas consentir à nous placer, dans la seconde réunion de la Conférence, à un point de vue moins général.

L'Administration austro-hongroise n'est pas d'ailleurs systématiquement opposée à la suppression totale des primes, mais elle demande, pour y consentir, que le gouvernement français accorde « une plus large diminution de ses primes indirectes ».

Le desideratum ainsi formulé par le Gouvernement austro-hongrois aurait besoin d'être précisé et développé. J'en dirai autant de plusieurs autres questions techniques simplement indiquées dans la note qui vous a été remise par l'Office Impérial des Affaires Étrangères.

Aussi suis-je d'avis que le meilleur moyen à adopter, pour régler avec toute la précision et la promptitude nécessaires, les divers points encore en suspens, serait que les Gouvernements allemand et austro-hongrois voulussent bien adopter la forme à laquelle nous avons eu recours l'hiver dernier et donassent à ceux de leurs hauts fonctionnaires particulièrement versés dans ces questions techniques, mission de venir à Paris, en vue de formuler avec précision leurs desiderata et de discuter avec leurs collègues français la possibilité et les moyens d'y donner satisfaction.

Je vous serai donc obligé de faire le plus tôt possible une suggestion dans ce sens au baron de Richthofen. Vous ajouterez que nous laissons à l'Office des Affaires Étrangères d'Allemagne le soin de communiquer au Cabinet de Vienne les indications contenues dans la présente dépêche, et, en particulier, notre désir de voir venir à Paris des délégués techniques de l'Empire allemand et de la Monarchie austro-hongroise, chargés de préparer, de concert avec les hauts fonctionnaires compétents de l'Administration française, une entente sur la question de l'abolition des primes.

DELCASSÉ.

---

#### TÉLÉGRAMME

**M. le Marquis de Noailles, Ambassadeur de la République française  
à Berlin, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères**

Berlin, le 18 juin 1900.

Je viens de voir le Baron de Richthofen et je lui ai fait la communication prescrite par votre lettre du 13 juin.

Marquis DE NOAILLES.

---

**M. le Marquis de Noailles, Ambassadeur de la République française  
à Berlin, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères**

Berlin, le 12 juillet 1900.

J'ai rappelé au Baron Richthofen la démarche que j'ai faite le mois dernier auprès de lui, en vue de la reprise des études sur la question des primes sucrières par les Délégués allemands, autrichiens et français, qui se réuniraient à Paris à cet effet. Il m'a répondu qu'il avait, suivant notre désir, fait part au Gouvernement austro-hongrois de nos vœux, en indiquant que le Gouvernement allemand était tout disposé, quant à lui, à

entrer de nouveau en pourparlers sur cette question. Il a même suggéré au Gouvernement austro hongrois que le mois de septembre serait la période dans laquelle une réunion pourrait s'effectuer le plus convenablement.

Aucune réponse ne lui est encore parvenue.

Marquis DE NOAILLES.

---

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. le Marquis de Noailles, Ambassadeur de la République française à Berlin**

Paris, le 19 juillet 1900.

J'apprécie comme il convient les démarches que vous avez faites auprès du Baron de Richthofen au sujet de la réunion, à Paris, de Délégués techniques français, allemands et austro-hongrois, en vue d'établir les bases d'une entente sur la question des sucres. Il conviendra que vous insistiez encore pour obtenir du Gouvernement allemand qu'il fasse tout ce qui dépend de lui pour hâter la réponse du Cabinet de Vienne.

Plusieurs considérations me semblent rendre urgente une entente préliminaire entre les Délégués techniques des Gouvernements français, allemand et austro-hongrois. Le Cabinet de Bruxelles, qui m'a saisi de propositions dès le 25 février 1899, c'est-à-dire il y a dix-sept mois déjà, m'a fait plusieurs fois, depuis lors, exprimer par le Baron d'Anethan, le désir de connaître les résolutions définitives du Gouvernement de la République. Le Gouvernement britannique, de son côté, n'ignore pas les pourparlers engagés, sur la question des sucres primés, entre les Cabinets de Paris, Berlin et Vienne, et il manifeste quelque impatience de les voir aboutir. Si vous voulez bien vous référer au compte rendu de la séance de la Chambre des Communes du 13 de ce mois, vous constaterez que le Sous-Secrétaire d'État au Département des Affaires étrangères du Royaume-Uni a fait, dans sa réponse à une question qui lui avait été posée en ce qui touche la suppression éventuelle des primes de sortie, une allusion assez directe à ces pourparlers.

Il semble donc, à tous égards, nécessaire d'aboutir promptement à une entente. La fixation au mois de septembre de la réunion des délégués techniques, date proposée par le Gouvernement allemand, me paraît être un délai extrême qu'il y aurait grand intérêt à ne pas dépasser. Cette réunion de Paris n'aura, en effet, qu'un caractère préparatoire et, si l'on veut, comme tout semble le commander, aboutir avant la fin de l'année à une entente générale et définitive, il importe que nous mettions le Gouvernement belge en mesure de provoquer, avant la mauvaise saison, la deuxième session de la Conférence de Bruxelles.

DELCASSÉ.

---

**M. le Marquis de Noailles, Ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères**

Berlin, le 6 août 1900.

Je n'ai pas manqué d'entretenir le Sous-Secrétaire d'État pour les Affaires étrangères de la réunion projetée des Délégués allemands, autrichiens



et français, à Paris, pour la préparation des bases de discussion en vue de la deuxième session de la Conférence des sucres.

J'ai fait valoir auprès de lui les arguments qui militent en faveur de la fixation d'une date très prochaine pour la rencontre des Délégués en France. M. de Derenthal m'a promis de presser la réponse de l'Administration austro-hongroise.

Marquis DE NOAILLES.

---

**M. le Marquis de Noailles, Ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères**

Berlin, le 10 août 1900.

L'Administration Impériale des Finances vient de me faire savoir, par l'intermédiaire de la Secrétairerie d'État pour les Affaires étrangères, qu'à son grand regret, elle ne pouvait envoyer à Paris ses Délégués, pour prendre part à des entretiens sur la question des primes sur les sucres, que dans la seconde moitié de septembre.

Le Gouvernement allemand n'a pas encore, d'autre part, reçu la réponse définitive du Gouvernement austro-hongrois, touchant la participation de ce dernier à la réunion projetée.

Marquis DE NOAILLES.

---

**M. Boutiron, Chargé d'Affaires de la République française à Berlin, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères**

Berlin, le 8 septembre 1900.

Le baron de Richthofen vient de me faire savoir que le Gouvernement austro-hongrois était disposé, comme le Gouvernement allemand, à envoyer à Paris, des Délégués pour s'entretenir avec nos propres Commissaires, de la question des primes sur les sucres.

En me donnant cette réponse satisfaisante, le Sous-Secrétaire d'État n'a pu encore me fournir un renseignement exact sur la date à laquelle il serait possible de réunir les Délégués allemands et autrichiens pour les conférences de Paris. Comme il inclinait à penser que ce ne pourrait guère se faire avant les premiers jours d'octobre, j'ai vivement insisté de nouveau auprès de lui, m'appuyant sur les motifs indiqués dans votre dépêche du 19 juillet, pour que les réunions puissent se tenir dans le plus bref délai.

Il m'a promis de tenir compte de mes observations et d'en faire l'objet d'une communication au Gouvernement austro-hongrois.

A. BOUTIRON.

---

**M. Boutiron, Chargé d'Affaires de la République française à Berlin, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères**

Berlin, le 12 septembre 1900.

La Secrétairerie d'État pour les Affaires étrangères me fait savoir que le Gouvernement austro-hongrois adhère formellement à la proposition d'une

réunion, à Paris, de Délégués chargés de pourparlers préliminaires sur la question des primes sucrières et qu'il acceptera l'invitation que nous voudrions bien lui adresser à cet effet.

En ce qui concerne la date de la réunion, l'Autriche-Hongrie se serait prononcée pour le courant d'octobre.

A. BOUTIRON.

---

**M. Boutiron, Chargé d'Affaires de la République française à Berlin,  
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères**

Berlin, le 13 septembre 1900.

Pour faire suite à ma communication, en date d'hier, touchant les pourparlers relatifs à la réunion des Délégués allemands, autrichiens et français à Paris, pour conférer sur les primes sucrières, je m'empresse de vous faire savoir que le Baron de Richthofen m'a fait prévoir aujourd'hui que, pour des raisons de service, les Délégués allemands ne pourraient guère arriver à Paris avant le 10 octobre.

Ma lettre d'hier indiquait déjà que l'Administration autrichienne inclinait aussi en faveur de cette date.

A. BOUTIRON.

---

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. Sohier de  
Vermandois, Chargé d'Affaires de la République française à  
Vienne.**

Paris, le 24 septembre 1900.

Je vous ai, par ma dépêche du 11 août 1899, fait connaître les raisons pour lesquelles nous souhaitons que les Délégués allemands, autrichiens et hongrois soient envoyés à Paris par leurs Gouvernements, dans le but de conférer avec nos propres Commissaires sur la question des sacrifices que la France aurait à faire sur la loi du 29 juillet 1884 en vue de la suppression des primes accordées à l'exportation des sucres.

Le Gouvernement allemand vient de répondre favorablement aux ouvertures que nous lui avons adressées dans ce sens et il nous fait connaître que le Gouvernement austro-hongrois, qu'il avait été chargé de pressentir à ce sujet, s'y montre également favorable. Ils se sont mis d'accord pour proposer de fixer au 10 octobre prochain, la conférence projetée, date qui nous convient à nous-même parfaitement.

J'estime que, dans ces conditions, il conviendrait que vous fassiez connaître le plus tôt possible, au Gouvernement Impérial et Royal, notre désir de les voir envoyer à Paris, le 10 octobre prochain, des Délégués autrichiens et hongrois chargés de procéder à un échange de vues sur la question dont il s'agit, avec leurs collègues français et allemands.

DELCASSÉ.

---



**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. Boutiron,  
Chargé d'Affaires de la République française à Berlin.**

Paris, 24 septembre 1900.

Je vous prie de vouloir bien faire savoir au Gouvernement Impérial que nous acceptons de fixer au 10 octobre prochain la date de la réunion à Paris, des Délégués français, allemands, autrichiens et hongrois chargés de conférer sur la question des sacrifices que la France aurait à faire sur sa loi du 29 juillet 1884 en vue de la suppression des primes accordées à l'exportation des sucres.

J'ajoute que je viens de charger notre Représentant à Vienne d'adresser une invitation, pour cette réunion, au Gouvernement Impérial et Royal.

DELCASSÉ.

---

**M. Sohler de Vermandois, Chargé d'Affaires de la République  
française à Vienne, à M. Delcassé, Ministre des Affaires  
étrangères.**

Vienne, le 26 septembre 1900.

Conformément aux instructions contenues dans votre dépêche du 24 de ce mois, j'ai fait connaître aujourd'hui même à M. le Comte de Zutzow le prix que le Gouvernement de la République attacherait à voir le Gouvernement Impérial et Royal désigner des Délégués pour conférer à Paris, le 10 octobre prochain, avec nos Commissaires et les Commissaires allemands, sur la question de la suppression des primes accordées à l'exportation des sucres.

J'ai reçu l'assurance que le Gouvernement austro-hongrois s'occupait, en ce moment, de la désignation de ses Délégués et que leur présence à Paris serait assurée pour la date indiquée.

SOHLER DE VERMANDOIS.

---

**M. le Prince Münster de Derneburg, Ambassadeur d'Allemagne à  
Paris, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Paris, le 1<sup>er</sup> octobre 1900.

Le Gouvernement de la République a proposé le 10 octobre comme jour pour l'ouverture des pourparlers qui doivent avoir lieu à Paris, entre des Commissaires français, allemands et austro-hongrois, dans la question des primes d'exportation pour le sucre.

Mon Gouvernement, en m'informant qu'il adhère à cette proposition, vient de me charger en même temps et j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'il délèguera à ces pourparlers :

MM. le Conseiller intime actuel de Légation, docteur de Koerner, Directeur à l'Office des Affaires étrangères ;  
le Conseiller intime supérieur de régence, Kühn, Conseiller rapporteur à l'Office de la Trésorerie de l'Empire ;  
le Conseiller intime de Légation, Johannes, Conseiller rapporteur à l'Office des Affaires étrangères.

MÜNSTER.

**M. Dumba, Chargé d'Affaires d'Autriche-Hongrie à Paris, à  
M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Paris, le 6 octobre 1900.

Le Gouvernement français a bien voulu, par l'intermédiaire de l'Ambassade de France à Vienne, inviter le Gouvernement Impérial et Royal à prendre part aux conférences officielles qui auront lieu à Paris le 10 octobre, au sujet des primes d'exportation des sucres.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, que mon Gouvernement ayant accepté avec empressement l'aimable proposition qui lui a été faite, a chargé les Délégués suivants de prendre part aux conférences dont il est question :

Pour l'Autriche et la Hongrie :

S. E. le Comte Rodolphe Khevenhüller-Metsch, Conseiller intime actuel et Ministre plénipotentiaire Impérial et Royal à Bruxelles.

Pour l'Autriche :

Le Conseiller intime actuel et Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère Impérial et Royal des Finances, Baron Adolphe de Jorkasch-Koch.

Pour la Hongrie :

Le Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances de Budapest, M. Alfred de Toepke.

C. DUMBA.

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à S. E. le Prince  
Münster de Derneburg, Ambassadeur d'Allemagne, à Paris, et à  
M. Dumba, Chargé d'Affaires d'Autriche-Hongrie à Paris,**

Londres, le 9 octobre 1900.

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence (*ou de vous informer*) que la première réunion des Délégués chargés par les Gouvernements allemand, austro-hongrois et français de préparer une entente en vue de la suppression des primes d'exportation aux sucres se tiendra, au Ministère des Affaires étrangères, le jeudi 11 courant, à 10 heures du matin.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence (*ou je vous serais reconnaissant*) d'en aviser MM. les Délégués allemands (*ou austro-hongrois*) et de les prier de vouloir bien se rendre à cette réunion.

Je serais obligé à Votre Excellence (*ou je vous serais obligé*) de leur communiquer en même temps la liste des Délégués français dont Votre Excellence trouvera (*ou vous trouverez*) ci-joint quatre exemplaires.

DELCASSÉ.

#### ANNEXE

MM. SÉBLINE, Sénateur ;

M. BOMPARD, Ministre plénipotentiaire, Directeur des Consulats et des Affaires commerciales au Ministère des Affaires étrangères ;

G. BOUSQUET, Conseiller d'Etat, Directeur général des Douanes ;



G. CHANDÈZE, Directeur du Commerce au Ministère du Commerce et de l'Industrie ;  
COURTIN, Conseiller d'Etat, Directeur général des Contributions indirectes ;  
A. DELATOUR, Conseiller d'Etat, Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ;  
L. VASSILLIÈRE, Directeur de l'Agriculture au Ministère de l'Agriculture.

---

## PROTOCOLE DU 22 OCTOBRE 1900

---

« Le Gouvernement de la République Française, en vue d'arriver à une entente internationale pour supprimer les primes de sortie sur les sucres et se garantir contre l'établissement de tarifs différentiels à l'importation, a désiré s'entendre tout d'abord avec les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie sur les modifications qui devraient être apportées dans ce but à la législation sucrière des quatre Etats et sur les propositions que leurs Représentants auraient en conséquence à soutenir de concert à la reprise des travaux de la Conférence de Bruxelles. Il leur avait, dans le principe, offert, pour sa part, en outre de la suppression de ses primes de sortie, la réduction d'un tiers de ses avantages antérieurs. Mais les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, ayant trouvé ces concessions insuffisantes, ont, à la demande du Gouvernement français, envoyé à Paris des Délégués qui ont fait connaître leurs desiderata.

» Les Délégués de l'Allemagne les ont formulés dans ces termes :

» Tandis qu'auparavant notre industrie sucrière désirait l'abolition générale des primes dans tous les pays, elle tend depuis quelque temps à se prononcer de plus en plus dans le sens que la conservation des primes servirait mieux son intérêt. Le Gouvernement Impérial, on le sait, ne partage pas cette manière de voir. Il ne s'oppose pas à ce que, dans l'intérêt de la solution de la question sucrière, la France retienne un avantage spécial ; mais, en raison de l'attitude des sucriers allemands et du développement remarquable pris dans les dernières années par l'industrie sucrière française, il craint de ne pas pouvoir obtenir l'acquiescement des Corps législatifs de l'Empire à un accord qui laisserait à la France un avantage surpassant encore considérablement la prime dont l'industrie sucrière allemande s'est contentée jusqu'à présent et à laquelle elle devrait renoncer à l'avenir. La prime allemande est à peu près de 3 francs ; or, la prime indirecte française, qui s'évalue déjà maintenant à 8 et 9 francs, augmentera encore dans l'avenir. Le Gouvernement Impérial désirerait donc que la prime indirecte française fût réduite à peu près des deux tiers. »

« Les Délégués de l'Autriche et de la Hongrie ont fait ensuite la déclaration ci-après :

» Messieurs les Délégués français avaient offert à Berlin la réduction des

» primes indirectes d'un tiers. L'industrie austro-hongroise du sucre était  
 » d'avis que l'abandon de la prime directe en Autriche-Hongrie nécessite-  
 » rait une réduction beaucoup plus importante des primes indirectes  
 » françaises et demanda aux Gouvernements respectifs d'essayer, au cours  
 » des négociations, d'arriver à l'abaissement des primes indirectes fran-  
 » çaises au quart du taux actuel.

» Les Gouvernements de l'Autriche et de la Hongrie croyaient cependant  
 » que le sacrifice auquel ils consentiraient correspondrait d'une façon  
 » plus équitable à l'abaissement des primes indirectes françaises à un tiers.

» Nos instructions actuelles nous chargent de demander, par consé-  
 » quent, à nos Collègues de France s'il leur serait possible de consentir à  
 » l'abandon de deux tiers, au lieu d'un tiers qui fut offert à Berlin. Nous  
 » comprenons cet abaissement de la façon suivante: que dorénavant  
 » 100 kilogrammes de sucre raffiné ne pourraient bénéficier que d'une ré-  
 » duction d'impôt de 2 fr. 88.

» Il serait, par conséquent, désirable que la législation française précisât  
 » sous une forme quelconque, que l'avantage concédé à l'industrie su-  
 » crière ne dépasserait pas la limite précitée.

» Les délégués de l'Autriche et de la Hongrie, sans formuler à cet égard  
 » aucune exigence, se permettent d'exprimer l'espoir que la modalité  
 » aujourd'hui existante, mais non employée par l'industrie française, et  
 » qui consiste en l'exemption de 15 p. 0/0 de la production totale  
 » (déchets de fabrication) ne soit pas abandonnée.

» Si les deux systèmes actuels étaient maintenus, il semblerait néces-  
 » saire aux Délégués de l'Autriche et de la Hongrie que, pour les fabriques  
 » abandonnées, la prime indirecte fût limitée à 2 fr. 88 de sorte que, dans  
 » aucun cas, elle ne puisse être supérieure à ce chiffre. La campagne ter-  
 » minée, les comptes seraient arrêtés et ce qui aurait été payé aux fabri-  
 » ques en surplus ferait retour aux caisses de l'Etat. »

Après étude approfondie de ces contre-propositions, les Délégués français ont fait connaître que leur Administration avait examiné ces demandes dans l'esprit d'y donner une satisfaction aussi complète que le permet la situation de l'Agriculture.

« Il lui est manifestement impossible, ont-ils dit, de faire accepter une  
 » réduction aussi considérable que celle qui est demandée; mais, dési-  
 » reuse d'assurer un accord, elle a voulu pousser les sacrifices jusqu'aux  
 » dernières limites. Elle est ainsi arrivée à une combinaison qui présente  
 » à la fois l'avantage pour les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Au-  
 » triche et de la Hongrie de comporter une concession supplémentaire  
 » très importante quant à la quotité des bonis, et de donner satisfaction à  
 » leur désir d'être garantis contre un accroissement ultérieur des bonis  
 » ainsi réduits.

» Cette combinaison aurait, en outre, au point de vue spécial qui préoc-  
 » cupait MM. les Délégués de l'Autriche et de la Hongrie, les mêmes effets  
 » que le système basé sur des déchets forfaitaires de fabrication.

» L'Administration française complète, en conséquence, ses proposi-  
 » tions antérieures par l'offre de la suppression de tout boni au delà du  
 » rendement de 10 kilogr. 500. »

A la suite de cette réponse, les Délégués de l'Autriche et de la Hongrie ont demandé :



« De quelle manière le Gouvernement français compte mettre en accord  
 » les deux modes de taxation prévus aujourd'hui par la législation : im-  
 » position d'après le rendement des betteraves et imposition à l'effectif sous  
 » déduction d'un déchet de fabrication de 15 p. 0/0. »

Les Délégués français ont répondu qu'il n'y a pas de désaccord entre les deux systèmes. Dans l'un comme dans l'autre les bonis ne peuvent s'accroître au-dessus de 10 kilogr. 500 et pour les rendements inférieurs la réduction est la même.

Après cet échange d'observations, les Délégués de l'Allemagne ont fait la déclaration ci-après :

« MM. les Délégués français ont, en réponse à la proposition allemande  
 » et austro-hongroise, proposé de leur côté, comme base pour le renouvel-  
 » lement de la Conférence de Bruxelles, les modifications suivantes de la  
 » législation sucrière française :

- » 1° Les primes directes à l'exportation du sucre seront abolies ;
- » 2° L'écart entre le tarif plein qui est actuellement de 60 francs et le  
 » tarif réduit qui est actuellement de 30 francs, sera ramené à 20 francs  
 » au maximum, soit qu'on applique le système du rendement à l'effectif,  
 » soit qu'on applique celui du déchet forfaitaire de fabrication ;
- » 3° Les sucres obtenus au-dessus d'un rendement de 10 kilogr. 500  
 » seront passibles du tarif plein ;
- » Par contre, les primes à l'exportation des sucres allemands seraient  
 » abolies entièrement.
- » Les Délégués allemands sont en état d'accepter cette base pour la con-  
 » vocation renouvelée de la Conférence de Bruxelles. Il est entendu que  
 » l'abolition des primes allemandes dépend, en outre, de l'abolition des  
 » primes dans les autres pays entrant en considération. »

Les Délégués de l'Autriche et de la Hongrie ont fait de leur côté la déclaration suivante :

« Au nom de leur Gouvernements, les Délégués de l'Autriche et de la  
 » Hongrie déclarent qu'ils sont prêts à supprimer les primes directes  
 » affectées à l'exportation du sucre dans leurs pays respectifs à la condi-  
 » tion que les modifications ci-après, proposées par MM. les Délégués fran-  
 » çais, seront apportées à la législation sucrière de la France :

- » 1° Les primes directes d'exportation seront abolies ;
- » 2° L'écart de 30 francs entre le tarif plein qui est actuellement de  
 » 60 francs et le tarif réduit qui est actuellement de 30 francs, sera ramené  
 » à 20 francs au maximum, soit qu'on applique le système du rende-  
 » ment à l'effectif, soit qu'on applique celui du déchet forfaitaire de fabri-  
 » cation ;
- » 3° La production sucrière au delà d'un rendement de 10,50 p. 0/0  
 » acquittera le tarif plein.
- » L'abandon définitif des primes directes en Autriche et en Hongrie dé-  
 » pendra en dernier ressort des décisions de la Conférence internationale  
 » qui se réunira sous peu. Nous exprimons ici l'espoir que les pays repré-  
 » sentés à la Conférence de Bruxelles, en 1898, tiendront compte des sa-  
 » crifices supportés par les signataires et suivront leur exemple, quel que  
 » soit leur régime de protection. »

L'accord étant ainsi établi sur les modifications à réaliser dans le régime sucrier des quatre pays, les Délégués se sont déclarés prêts à recommander à leurs Gouvernements respectifs de soutenir de concert à la Conférence de Bruxelles une proposition d'entente internationale sur les bases indiquées ci-dessus.

Fait à Paris, en quatre exemplaires, le 21 octobre 1900

**Pour l'Allemagne :**

VON KOERNER.  
KUHÑ.  
JOHANNES.

**Pour l'Autriche et la Hongrie :**

*Le Ministre d'Autriche-Hongrie à Bruxelles,*  
R. KHEVENHULLER.

**Pour l'Autriche :**

*Le Délégué de l'Autriche,*  
*Chef de section au Ministère des Finances,*  
JORKASCH-KOCH.

**Pour la Hongrie :**

*Le Délégué de la Hongrie,*  
*Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances,*  
A. TOEPKE.

**Pour la France :**

M. BOMPARD.  
G. BOUSQUET.  
G. CHANDÈZE.  
COURTIN.  
A. DELATOUR.  
L. VASSILLIÈRE.

M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. Boutiron, Chargé d'Affaires de la République française à Berlin, et à M. Sohier de Vermandois, Chargé d'Affaires de la République française à Vienne.

Paris, le 31 octobre 1900.

La Commission internationale des sucres, réunie à Paris, a terminé, le 22 octobre dernier, ses travaux commencés le 11 du même mois.

Elle a abouti à une entente en vue de la réouverture de la Conférence tenue à Bruxelles en juin 1898. Cet accord a été constaté dans un Protocole signé des Délégués de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, en même temps que de ceux de la France.

Je vous prie, en conséquence, de notifier au Cabinet de Berlin (ou de Vienne) que le Gouvernement français accepte, en ce qui le concerne, la teneur de l'entente indiquée dans le Protocole ci-joint et qu'il est prêt, en conséquence, à saisir le Gouvernement belge de ses propositions, telles qu'elles ont été agréées par les Délégués de l'Allemagne (ou de l'Autriche et de la Hongrie) aussitôt qu'il aura été avisé, à son tour, de la ratification par les Gouvernements allemand, autrichien et hongrois de l'œuvre de leurs délégués.

DELCASSÉ.



**M. Dumba, Chargé d'Affaires d'Autriche-Hongrie à Paris,  
à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Paris, le 26 novembre 1900.

Je suis chargé de porter à votre connaissance que les Gouvernements autrichien et hongrois ont adhéré aux conclusions de la récente Conférence internationale pour la suppression des primes d'exportation des sucres, telles qu'elles sont consignées dans le Protocole fait à Paris, le 22 octobre 1900.

C. DUMBA.

**M. le Prince Münster de Derneburg, Ambassadeur d'Allemagne à Paris, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Paris le 29 novembre 1900.

Le Gouvernement de la République a bien voulu déclarer au Gouvernement Impérial qu'il acceptait le résultat obtenu dans la question sucrière, fixé dans le Protocole de Paris du 22 courant.

J'ai l'honneur d'informer confidentiellement Votre Excellence que le Gouvernement Impérial accepte également ledit résultat et qu'il est prêt, en cas de réouverture de la Conférence internationale sucrière à Bruxelles, d'accord avec les Gouvernements de France et d'Autriche-Hongrie, à s'engager à régler cette affaire dans les conditions mentionnées au Protocole.

MUNSTER.

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. le Baron d'Anethan, Ministre de Belgique à Paris.**

Paris, le 19 janvier 1901.

Votre Gouvernement, qui a bien voulu se charger d'établir par la voie diplomatique l'entente sur les questions relatives à la suppression de la prime des sucres qui n'ont pu être réglées à la Conférence de Bruxelles, vous a confié le soin de soumettre, dans ce but, au Gouvernement de la République, trois solutions résumées dans les trois formules suivantes :

1<sup>re</sup> formule : « La France s'engage, chaque fois que ses exportations de » sucre, exprimées en raffiné, excéderont pendant une campagne la quan- » tité de 235.000 tonnes représentant la moyenne des exportations des » années 1892-1893 à 1896-1897, à réduire d'un quart la prime indirecte » résultant de son régime fiscal, et ce jusqu'à l'abolition complète de la » prime.

» Il ne sera pas fait de distinction, quant au chiffre de l'exportation, » entre les sucres de betterave et les sucres de canne. »

2<sup>e</sup> formule : « La France s'engage à prélever sur les sucres exportés un » droit égal au montant de la prime indirecte dont la production aura bé- » néficié pendant la campagne précédant l'exercice considéré. Toutefois, » une quantité de 50.000 tonnes jouira annuellement de l'exemption de » droit de sortie. »

3<sup>e</sup> formule : « Sans préjudice ni aux idées émises au sein de la Confé- » rence, ni aux résultats acquis à la suite des débats, plusieurs Délégués » pensent qu'un nouvel effort pourrait être tenté en vue de diminuer la » tension existant entre les opinions divergentes.

« Ne pourrait-on, en attendant une entente plus complète, aboutir à un accord basé sur la réduction proportionnelle des primes ? »

» A cet effet, on devrait se reporter à la situation du sucre telle qu'elle existait avant l'augmentation récente de la prime en Allemagne, sans toutefois en revenir simplement au passé.

» 1. L'Allemagne diminuerait sa prime actuelle ; elle conserverait une prime qui dépasserait celle de 1896 d'une fraction.

» 2. L'Autriche et la Hongrie conserveraient leur législation, mais elles abaisseraient, en proportion de la réduction allemande, la somme totale consacrée aux primes d'exportation : 9 millions de florins.

» 3. La Belgique modifierait sa législation dans le sens de l'impôt du rendement ; elle aurait le droit d'allouer une prime égale à celle de l'Allemagne.

» 4. Les Pays-Bas réduiraient la prime actuelle au taux de la nouvelle prime allemande.

» 5. La France abolirait la prime directe ; elle maintiendrait dans son état actuel sa législation intérieure.

» 6. La Russie décréterait que la quantité de sucre que les fabriques peuvent livrer à la consommation intérieure, sous paiement de l'impôt simple, serait désormais répartie d'avance, par exemple d'après une échelle correspondant à la production des dernières années, de telle manière que les fabriques ne seraient plus réduites à devoir exporter.

» Il serait entendu que l'exportation russe vers la Finlande, l'Asie centrale et la Perse resterait hors de cause ;

» 7. L'Espagne et la Suède conserveraient leur législation ; elles s'engageraient à ne pas accorder de drawback à l'exportation.

» Cet arrangement entrerait en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1899. Il serait valable pour la durée de trois années. »

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous en informer, le 20 juillet 1899 et le 11 avril 1900, le Gouvernement de la République a étudié avec le plus grand soin les trois propositions qui ont été ainsi formulées par le Gouvernement Royal. Aucune d'entre elles ne lui a paru de nature à donner satisfaction aux intérêts multiples et complexes engagés dans la question à résoudre sous forme d'entente internationale.

La troisième des propositions dont je viens de rappeler la teneur a été, comme vous l'indiquez dans votre lettre du 25 février 1899, suggérée au moment où la Conférence de Bruxelles se trouvait sur le point de suspendre ses délibérations, et elle semble moins conforme que les deux premières au but poursuivi dans ladite Conférence.

Tel est du moins l'avis de toutes les Administrations françaises intéressées, qui sont unanimes à déclarer qu'elles ne sauraient admettre quant à elles, un système, quel qu'il soit, qui ne comporterait pas l'abolition complète des primes.

Restaient les deux autres propositions, et celles-ci ont, comme j'ai eu l'honneur de vous le faire savoir, été soumises à l'examen le plus attentif. Mais à la suite de cette étude, il a été reconnu qu'elles présentaient, l'une et l'autre, des inconvénients majeurs.

Le système résumé dans la première formule, en provoquant l'instabilité des tarifs, causerait une incertitude très gênante non seulement pour le commerce et l'industrie, mais aussi pour l'agriculture. Les contrats de betteraves ne pourraient, sous ce régime, être conclus pour plusieurs années et il serait même très difficile de les établir pour une campagne



sucrière. Le fabricant ne pourrait pas prendre d'engagement vis-à-vis du cultivateur ne sachant pas lui-même dans quelle condition il pourra vendre le sucre produit par ses manufactures. Tout Etat qui a la juste préoccupation de ses intérêts agricoles ne saurait donc émettre un système qui va si directement à l'encontre de ses intérêts.

Une solution satisfaisante ne nous a pas, non plus, paru pouvoir résulter de l'adoption du système résumé dans la seconde formule. Ce système, en instituant un droit de sortie égal à ce que le Gouvernement belge appelle la prime indirecte au delà d'un certain chiffre, serait d'une application presque impossible dans un pays de libre concurrence intérieure comme la France où l'établissement d'un cartel sucrier est proscrit par la loi, et il ne pourrait que créer à certains producteurs une situation inique par rapport aux autres.

En présence de ces considérations, dont le Gouvernement Royal voudra bien, je me plais à le penser, reconnaître la gravité, le Gouvernement de la République a pensé que la Conférence pourrait être reprise sur les bases suivantes :

« Si les diverses Puissances qui étaient représentées à la Conférence de » Bruxelles en 1898 s'engagent, d'une part, à ne pas établir de primes à » l'exportation des sucres ou à les supprimer dans le cas où elles en au- » raient déjà établi, et, d'autre part, à ne pas frapper les sucres français à » l'importation sur leur territoire de droits plus élevés que ceux qui sont » imposés aux sucres de toute autre origine étrangère, la France s'enga- » gera, en retour, à supprimer ses primes à l'exportation des sucres et à » n'en pas rétablir, de même qu'à ramener à 20 francs l'écart actuel de » 30 francs entre le tarif plein de l'impôt intérieur de consommation qui » grève le sucre et le tarif réduit qui s'applique aux rendements de  $7 \frac{3}{4}$  » à 10  $\frac{1}{2}$  p. o/o, et qu'à appliquer le tarif plein aux rendements supé- » rieurs à 10  $\frac{1}{2}$  p. o/o. »

Le Gouvernement de la République serait reconnaissant au Gouvernement Royal de vouloir bien lui faire savoir si les Puissances représentées à la Conférence de 1898 accepteraient de reprendre les travaux de la Conférence sur les bases qui viennent d'être indiquées.

DELCASSÉ.

**M. le Baron d'Anethan, Ministre de Belgique à Paris, à M. Delcassé,  
Ministre des Affaires étrangères.**

Paris, le 18 février 1901.

La communication que Votre Excellence a bien voulu m'adresser, le 19 janvier dernier, au sujet de la reprise des travaux de la Conférence internationale pour l'abolition des primes sur les sucres, a fait l'objet d'un examen sérieux de la part du Gouvernement du Roi.

Conformément au désir exprimé par Votre Excellence, le Cabinet de Bruxelles vient d'adresser, aux Gouvernements qui ont pris part à la réunion de 1898, la circulaire dont le texte est sous ce pli.

En remettant un exemplaire à Votre Excellence, je suis chargé de lui faire remarquer que la Belgique s'est abstenue de formuler des réserves sur les bases de la combinaison suggérée par le Gouvernement de la République. Il est bien entendu, toutefois, que l'adhésion à la prochaine réunion

n'implique pas *ipso facto* l'adoption de la proposition française, et que chaque Etat conserve toute sa liberté pour discuter les divers points qui s'y rattachent.

Si le Gouvernement du Roi peut, en ce qui le concerne, se rallier à la suppression des primes sur les bases indiquées, il ne pourrait cependant en admettre sous d'autres formes.

En faisant part de ce qui précède à Votre Excellence, j'ai l'honneur, d'après les ordres de mon Gouvernement, de recourir à ses bons offices afin que les Gouvernements allemand et austro-hongrois soient mis, dès à présent, au courant de cette réserve.

Baron D'ANETHAN.

#### ANNEXE

La Conférence internationale sur le régime des sucres, qui s'est tenue à Bruxelles dans le courant du mois de juin 1898, a suspendu ses travaux, après avoir confié au Gouvernement du Roi le soin d'engager des négociations diplomatiques directes en vue de trouver une combinaison qui permettrait aux Délégués des Etats intéressés de se réunir à nouveau avec l'espoir d'aboutir à une entente.

Ainsi que les débats qui se sont produits au sein de la réunion de 1898 ont permis de le constater, la plupart des Gouvernements représentés n'ont pas hésité à se prononcer en faveur de la suppression complète des primes directes et indirectes, à la condition, bien entendu, que l'accord à intervenir sur ce point obtiendrait l'adhésion de tous les pays exportateurs du sucre ; d'autre part, les Délégations de certains Etats avaient cru devoir formuler des réserves expresses quant à la conclusion d'un arrangement qui aurait pour conséquence de modifier le régime intérieur de ces pays. Les instructions tracées à ces Délégations par leurs Gouvernements limitant strictement leurs pouvoirs en ce sens, il avait paru que les délibérations ne pourraient utilement se poursuivre qu'après des négociations diplomatiques, s'inspirant des vues échangées à la Conférence, auraient préparé un terrain d'entente propre à grouper tous les Etats représentés. C'est dans ces conditions qu'avait été décidé l'ajournement des travaux de la Conférence de Bruxelles.

En présence des divergences de vues qui s'étaient manifestées, certains Délégués avaient, l'on s'en souvient, recherché quelle pourrait être la formule qui, tenant compte des divers intérêts en cause, serait de nature à faciliter l'entente projetée.

Trois formules de conciliation avaient été ainsi suggérées au cours des travaux de la Conférence.

Ces trois propositions, dont il paraît superflu de reproduire ici le texte, s'inspiraient particulièrement des réserves formulées par la Délégation française ; bien que reposant chacune sur une combinaison différente, elles tendaient néanmoins toutes trois au même but.

La première formule prévoyait une réduction graduelle par quart du taux de la prime indirecte dans le cas où l'exportation française viendrait à dépasser une quantité de sucre déterminée. Cette solution avait été suggérée par les déclarations de la Délégation de France, établissant que la législation sucrière de ce pays vise moins à développer l'exportation qu'à créer à l'intérieur un régime favorable à l'agriculture.



La deuxième formule tenait compte également de ce que le système de la loi française de 1884 a pour but principal d'aider à la production au point de vue du marché intérieur et des intérêts agricoles. Elle accordait à la France le maintien de la totalité de ses primes pour le sucre produit en vue de sa propre consommation, mais elle lui demandait d'y renoncer pour le sucre exporté; la prime indirecte devait être restituée par l'exportateur sous la forme d'un droit de sortie. L'on admettait néanmoins, à titre de concession, qu'une quantité de sucre déterminée serait annuellement exemptée du droit de sortie.

A la différence des deux précédentes, la troisième formule ne comportait pas l'abandon de toutes primes directes ou indirectes par les États autres que la France; elle limitait l'étendue du sacrifice que chacun de ces États aurait à s'imposer, de manière à contre-balancer, dans une certaine mesure, les avantages qui seraient laissés à la France.

C'est sur la base de ces combinaisons que se sont engagées les premières négociations; elles ont servi de point de départ aux communications que le Gouvernement du Roi a eu à adresser à certains des Gouvernements représentés à la Conférence.

A la suite d'un examen approfondi des diverses solutions préconisées et d'un échange de vues direct entre les Gouvernements allemand, austro-hongrois et français, une nouvelle formule a été suggérée.

M. le Ministre des Affaires étrangères de France, répondant aux communications du Gouvernement du Roi, vient de lui faire part officiellement de cette nouvelle combinaison. Je suis chargé de porter à la connaissance de Votre Excellence le contenu de la lettre de M. Delcassé.

Après avoir rappelé les trois formules visées plus haut, Son Excellence constate que l'examen très attentif dont elles ont été l'objet a fait reconnaître qu'aucune d'entre elles ne serait de nature à donner satisfaction aux intérêts multiples et complexes engagés dans la question à résoudre sous forme d'entente internationale.

La troisième des combinaisons, suggérée au moment où la Conférence allait suspendre ses délibérations, a paru moins conforme que les deux premières au but que l'on s'efforce d'atteindre. Tel est du moins l'avis des Administrations françaises intéressées qui ont unanimement déclaré qu'elles ne sauraient admettre un système, quel qu'il soit, qui ne porterait pas l'abolition complète des primes.

Quant aux deux autres propositions, il a été reconnu, à la suite de l'étude attentive qui en a été faite par le Gouvernement français qu'elles présenteraient, l'une et l'autre, des inconvénients majeurs.

Le système exposé dans la première formule, en provoquant l'instabilité des tarifs, causerait une incertitude très gênante non seulement pour le commerce et l'industrie, mais aussi pour l'agriculture. Les contrats de betteraves ne pourraient sous ce régime, être conclus pour plusieurs années et il serait même très difficile de les établir pour une campagne sucrière. Le fabricant ne pourrait pas prendre d'engagement vis-à-vis du cultivateur, ne sachant pas lui-même dans quelle condition il vendrait le sucre produit par ses manufactures. Tout État, pense le Gouvernement français, qui a la juste préoccupation de ses intérêts agricoles ne saurait donc admettre un système qui va si directement à l'encontre de ces intérêts.

Une solution satisfaisante n'a pas paru non plus au Gouvernement français pouvoir résulter de l'adoption du système résumé dans la seconde

formule. Ce système, en instituant un droit de sortie égal à la prime indirecte au delà d'un certain chiffre, serait d'une application presque impossible dans un pays de libre concurrence intérieure, comme la France, où l'établissement d'un cartel sucrier est prescrit par la loi, et il ne pourrait que créer à certains producteurs une situation inique par rapport aux autres.

En présence de ces considérations, dont il signale l'importance, S. E. M. Delcassé propose de soumettre aux Gouvernements intéressés une combinaison qu'il formule comme suit :

« Si les diverses Puissances qui étaient représentées à la Conférence de Bruxelles en 1898 s'engagent, d'une part, à ne pas établir de prime à l'exportation des sucres, ou à les supprimer dans le cas où elles en auraient déjà établi, et, d'autre part, à ne pas frapper les sucres français à l'importation sur leur territoire de droits plus élevés que ceux qui sont imposés aux sucres de toute autre origine étrangère, la France s'engage, à son tour, à supprimer ses primes à l'exportation des sucres et à n'en pas rétablir, de même qu'à ramener à 20 francs l'écart actuel de 30 francs entre le tarif plein de l'impôt intérieur de consommation qui grève le sucre et le tarif réduit qui s'applique aux rendements de  $7 \frac{3}{4}$  à  $10 \frac{1}{2}$  p. o/o et qu'à appliquer le tarif plein aux rendements supérieurs à  $10 \frac{1}{2}$  p. o/o ».

M. le Ministre des Affaires étrangères de France a exprimé le désir de savoir si les Puissances représentées à la réunion de 1898 accepteraient de reprendre les travaux de la Conférence sur les bases qui viennent d'être indiquées et qui constitueraient d'ailleurs, dans l'esprit du Gouvernement français, la limite des concessions qu'il pourrait consentir.

Si comme il est permis de le croire, le Gouvernement..... se montre disposé à prendre part à une nouvelle session de la Conférence qui se réunirait dans les conditions que j'ai exposées, le Gouvernement du Roi attacherait du prix à être mis en mesure de convoquer ladite réunion pour une date aussi rapprochée que possible.

Une communication conçue dans les termes de la présente lettre est adressée à tous les Gouvernements qui ont été représentés à la première session de la Conférence de Bruxelles.

---

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. le Baron d'Anethan, Ministre de Belgique à Paris.**

Paris, le 21 février 1901.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre du 18 courant par laquelle vous voulez bien me communiquer tout d'abord la circulaire du Gouvernement du Roi aux Gouvernements représentés à la Conférence de Bruxelles de 1898 et me faire connaître ensuite que, si la Belgique peut, en ce qui la concerne, se rallier à la suppression des primes sur les bases indiquées par la proposition française, elle ne pourrait cependant en admettre sous d'autres formes.

Suivant le désir que vous m'en exprimez, je mets les Gouvernements allemand et austro-hongrois au courant de cette réserve ; et en outre, je vous en donne acte au nom du Gouvernement français.

Je vous serai obligé de remercier le Gouvernement du Roi d'avoir bien



voulu saisir les Gouvernements représentés à la Conférence de 1898 de la proposition du Gouvernement de la République et lui réitérer l'expression de mon désir d'être informé des réponses que fera chacun d'eux à cette communication.

DELCASSÉ.

---

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. le Marquis de Noailles, Ambassadeur de la République française à Berlin et à M. le Marquis de Reverseaux, Ambassadeur de la République française à Vienne.**

Paris, le 21 février 1901.

Le Gouvernement belge, que j'avais saisi de la contre-proposition française touchant les bases d'un arrangement tendant à la suppression des primes sucrières, vient d'en faire l'objet d'une circulaire aux Gouvernements représentés à la Conférence de Bruxelles de 1898 et notamment à celui auprès duquel vous êtes accrédité et il leur a demandé s'ils l'acceptaient comme base d'entente pour la reprise des travaux de cette Conférence.

En me donnant cette information, le Ministre de Belgique à Paris a ajouté que « si le Gouvernement du Roi peut, en ce qui le concerne, se » rallier à la suppression des primes sur les bases indiquées, il ne pourrait cependant en admettre sous d'autres formes » et il m'a demandé de mettre les Gouvernements allemand et austro-hongrois au courant de cette réserve.

Pour déférer au désir du Gouvernement belge je vous prie de vouloir bien la porter à la connaissance du Gouvernement Impérial dans les termes mêmes où elle m'a été notifiée.

DELCASSÉ.

---

**M. le Marquis de Reverseaux, Ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Vienne, le 23 février 1901.

Conformément à vos instructions, je viens de communiquer au Gouvernement austro-hongrois, dans la forme par vous prescrite, la réserve présentée par le Gouvernement belge au sujet de la question de la suppression des primes sucrières qui doit être soumise à la Conférence de Bruxelles.

REVERSEAUX.

---

**M. le Marquis de Noailles, Ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères**

Berlin, le 27 février 1901.

Me conformant à vos instructions, j'ai donné connaissance au Gouvernement Impérial de la réserve formulée par le Gouvernement belge en ce

qui concerne la base d'entente proposée par le Gouvernement français en vue d'une nouvelle convocation de la Conférence des sucres.

Marquis DE NOAILLES.

---

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. Gérard,  
Ministre de la République française à Bruxelles.**

Paris, le 28 février 1901.

En m'informant de l'envoi aux Gouvernements qui ont pris part à la Conférence des sucres de 1898, d'une circulaire ayant pour objet de leur soumettre, en vue de la reprise des travaux de cette Conférence, les bases d'arrangement proposées par le Gouvernement français, après entente avec les Gouvernements allemand et austro-hongrois, le Baron d'Anethan ajoutait que « si le Gouvernement du Roi peut, en ce qui le concerne, se » rallier à la suppression des primes sur les bases indiquées, il ne pour- » rait cependant en admettre sous d'autres formes », et, d'après les ordres de son Gouvernement, il me demandait de porter cette réserve à la connaissance des Gouvernements allemand et austro-hongrois.

J'imagine que cette réserve vise les unions constituées dans certains pays à l'abri des droits de douane et désignées, selon les pays, sous les noms de syndicats, de cartels ou de trusts, unions qui ont pour objet la fixation à un taux élevé des prix de vente à l'intérieur, ce qui permet de s'adjuger à soi-même des primes de sortie en les prélevant sur les bénéfices réalisés sur la consommation nationale. Si tel est bien le sens qu'il convient de donner à la réserve formulée par le baron d'Anethan, au nom du Gouvernement belge, il y a lieu de s'attendre à ce que le représentant du Gouvernement Royal à la Conférence soulève la question du régime douanier des sucres. Il y est d'ailleurs autorisé par les décisions de la Conférence de 1898 elle-même qui range au nombre des primes, dont d'un commun accord les Gouvernements représentés poursuivent la suppression, les avantages pouvant découler de la « disproportion entre le taux « des droits d'entrée et celui des droits de consommation (surtaxe) » et, au surplus, l'entente préparatoire que nous avons conclue avec les Gouvernements allemand et austro-hongrois, en octobre dernier, n'y fait nullement obstacle, puisqu'elle n'a pas trait aux questions déjà résolues par la Conférence et qu'elle tend uniquement à résoudre celle restée en suspens de la modification de notre régime intérieur.

Quoi qu'il en soit, je me suis borné à notifier aux Gouvernements allemand et austro-hongrois la réserve belge, dans les termes mêmes où le baron d'Anethan l'a formulée, leur laissant le soin de demander, s'ils le jugent bon, des éclaircissements au Cabinet de Bruxelles, seul qualifié pour leur en fournir.

DELCASSÉ.

---

**M. le Prince de Caraman-Chimay, Chargé d'Affaires de Belgique à  
Paris, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Paris, le 9 août 1901.

Le Département des Affaires étrangères de Belgique vient d'être avisé



de l'intérêt qu'il y aurait à ce que la Roumanie et l'Italie fussent comprises au nombre des pays auxquels une invitation sera adressée en vue de la reprise des travaux de la Conférence sur le régime des sucres.

Ces deux pays paraissent se trouver, à titres de producteurs et d'exportateurs de sucre, dans les conditions voulues pour prendre part utilement aux travaux de la Conférence.

J'ai été chargé, en conséquence, et j'ai l'honneur de recourir aux bons offices de Votre Excellence, à l'effet de savoir si, le cas échéant, la participation des Gouvernements italien et roumain à la réunion projetée ne soulèverait pas d'objection de la part du Gouvernement français.

Je serais très reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien me mettre à même, aussitôt que cela sera possible, d'informer M. le Ministre des Affaires étrangères de l'accueil qui aura été réservé à cette proposition par le Gouvernement de la République.

Prince Pierre DE CARAMAN-CHIMAY.

---

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. le Baron d'Anethan, Ministre de Belgique à Paris.**

Paris, le 5 septembre 1901.

Le 9 août dernier, le prince de Caraman-Chimay m'a fait connaître que le Département des Affaires étrangères de Belgique avait été avisé de l'intérêt qu'il y aurait à ce que l'Italie et la Roumanie fussent comprises au nombre des pays auxquels une invitation sera adressée en vue de la reprise des travaux de la Conférence sur le régime des sucres; le Chargé d'Affaires du Roi me demandait, en conséquence, si, le cas échéant, la participation des Gouvernements italien et roumain à la réunion projetée ne soulèverait pas d'objection de la part du Gouvernement français.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de la République ne voit que des avantages à ce que l'Italie et la Roumanie prennent part à la prochaine Conférence sur le régime des sucres. Il espère, en même temps, que l'accession de ces deux pays ne sera pas de nature à retarder la reprise des travaux et que la Conférence pourra se réunir à une date aussi rapprochée que possible.

DELCASSÉ.

---

**M. le Baron d'Anetan, Ministre de Belgique à Paris, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Paris, le 10 novembre 1901.

Mon Gouvernement me charge d'avoir l'honneur d'informer Votre Excellence qu'il espère être en mesure d'inviter la Conférence des sucres à se réunir le 16 décembre, conformément au désir exprimé par plusieurs Etats.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence d'avoir la bonté de me faire connaître, dans un délai rapproché, si la date projetée pour la réunion de la Conférence rencontre l'assentiment du Gouvernement de la République.

Baron D'ANETHAN.

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. le Baron d'Anethan, Ministre de Belgique à Paris.**

Paris, le 12 novembre 1901.

Par une lettre en date du 10 de ce mois, vous m'avez fait l'honneur de m'informer que le Gouvernement du Roi espère être en mesure d'inviter la Conférence des sucres à se réunir le 16 décembre, à Bruxelles.

Je m'empresse de porter à votre connaissance que la date ainsi fixée a l'assentiment complet du Gouvernement de la République.

DELCASSÉ.

**M. le Baron d'Anethan, Ministre de Belgique à Paris, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Paris, le 28 novembre 1901.

Je suis chargé d'avoir l'honneur d'inviter le Gouvernement français à se faire représenter à la nouvelle session de la Conférence des sucres qui, ainsi que le faisait pressentir ma communication du 10 de ce mois, s'ouvrira le lundi 16 décembre prochain. La première séance se tiendra à 11 heures du matin, à l'Hôtel du Ministère des Affaires étrangères.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me faire part, aussitôt que cela sera possible, des noms des Délégués du Gouvernement de la République, je m'empresse de porter à sa connaissance que les pays qui ont accepté de prendre part à cette nouvelle session sont: l'Allemagne, l'Autriche Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la Suède.

Tous ces Etats se sont trouvés d'accord pour reconnaître l'opportunité d'inviter l'Italie et la Roumanie à participer également à cette réunion internationale.

Le Gouvernement du Roi a, en conséquence, chargé les Ministres de Belgique à Rome et à Bucharest d'adresser une communication à cet effet au Gouvernement de ces pays.

BARON D'ANETHAN.

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. le Baron d'Anethan, Ministre de Belgique à Paris.**

Paris, le 13 décembre 1901.

Conformément au désir que vous avez bien voulu m'exprimer dans votre lettre du 28 novembre dernier, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de la République vient de désigner ses Délégués à la nouvelle session de la Conférence des sucres qui doit s'ouvrir, le lundi 16 décembre, à Bruxelles.

La délégation française se composera de :

MM. GÉRARD, Ministre plénipotentiaire de la République à Bruxelles,  
Président ;

BOUSQUET, Conseiller d'Etat, Directeur général des Douanes ;



DELATOUR, Conseiller d'Etat, Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations ;  
Et COURTIN, Conseiller d'Etat, Directeur général des Contributions indirectes.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir notifier ces désignations à votre Gouvernement, en le remerciant de l'invitation que vous nous avez transmise en son nom.

DELCASSÉ.

---

## CONFÉRENCE DE BRUXELLES

---

### PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

1901-1902

---

#### PREMIÈRE SÉANCE

---

LUNDI 16 DÉCEMBRE 1901

La Conférence internationale sur le régime des sucres, qui avait suspendu ses travaux en 1898, s'est réunie à nouveau, à Bruxelles, le lundi 16 décembre 1901, à onze heures, à l'Hôtel du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique.

Etaient présents :

#### **Pour l'Allemagne :**

S. Exc. M. le comte de Wallwitz, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de l'Empire d'Allemagne à Bruxelles ;

M. de Koerner, Directeur au Département Impérial des Affaires Etrangères.

M. Kühn, Conseiller intime supérieur de Gouvernement, Conseiller rapporteur à l'Office Impérial du Trésor ;

M. Johannes, Conseiller intime de légation, Conseiller rapporteur au Département Impérial des Affaires Etrangères.

#### **Pour l'Autriche et la Hongrie :**

S. Exc. M. le comte Khevenhüller Metsch, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie à Bruxelles.

#### *Délégué de l'Autriche :*

S. Exc. M. le baron Adolf Jorkasch-Koch, Chef de section au Ministère Impérial et Royal des Finances.

#### *Délégué de la Hongrie :*

M. Alfred de Toepke, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère Royal hongrois des Finances.

**Pour la Belgique :**

M. le comte de Smet de Naeyer, Ministre des Finances et des Travaux Publics, Chef du Cabinet ;

M. Capelle, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Directeur général du Commerce et des Consulats au Ministère des Affaires Étrangères ;

M. Kebers, Directeur général des Douanes et Accises au Ministère des Finances et des Travaux Publics ;

M. de Smet, Inspecteur général à l'Administration des Contributions directes, Douanes et Accises au Ministère des Finances et des Travaux Publics ;

M. Beaudin, Membre de la Chambre des Représentants, Administrateur délégué de la Société anonyme « Raffinerie Tirlemontoise ».

**Pour l'Espagne :**

S. Exc. M. de Villa Urrutia, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire d'Espagne à Bruxelles.

**Pour la France :**

S. Exc. M. Gérard, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française à Bruxelles ;

M. Bousquet, Conseiller d'Etat, Directeur général des Douanes au Ministère des Finances ;

M. Delatour, Conseiller d'Etat, Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

M. Courtin, Conseiller d'Etat, Directeur général des Contributions indirectes au Ministère des Finances ;

M. Julien Lafont, Rédacteur principal à la Direction générale des Contributions indirectes, *Secrétaire de la Délégation française*.

**Pour la Grande-Bretagne :**

S. Exc. M. Constantin Phipps, C. B., Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Royaume-Uni à Bruxelles ;

Sir Henry Primrose, K. C. B., Président du Board of Inland Revenue ;

Sir Henry Bergne, K. C. M. G., Chef du Département commercial au Foreign Office ;

M. A. A. Pearson, du Colonial Office ;

M. E. C. Ozanne, de l'India Office ;

M. F. J. Pittar, C. B., Commissaire des Douanes, *Conseiller technique de la Délégation britannique* ;

M. Beilby F. Alston, du Foreign Office, *Secrétaire de la Délégation britannique* ;

M. Eric Phipps, Secrétaire à l'Ambassade britannique à Paris, *Secrétaire adjoint de la Délégation britannique*.

**Pour l'Italie**

S. Exc. M. le commandeur Romeo Cantagalli, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire d'Italie à Bruxelles ;

M. le commandeur Émile Maraini, Député au Parlement italien, Industriel.



**Pour les Pays-Bas :**

S. Exc. M. le jonkheer de Pestel, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des Pays-Bas à Bruxelles ;

M. le baron J. d'Aulnis de Bourouill, Docteur en droit, Professeur à l'Université d'Utrecht ;

M. G. Eschauzier, Industriel à la Haye ;

M. A. van Rossum, Industriel à Haarlem.

**Pour la Roumanie :**

S. Exc. M. Mavrodi, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Roumanie à Bruxelles.

**Pour la Suède :**

S. Exc. M. le comte Wrangel, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Suède et Norvège à Bruxelles ;

M. Charles Tranchell, Directeur-Administrateur de la Compagnie scannienne pour la fabrication des sucres.

MM. les Délégués ont été reçus par M. le baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères, accompagné de M. le baron Lambermont, Ministre d'Etat, Secrétaire général du Ministère des Affaires Etrangères.

M. le baron de Favereau souhaite, au nom du Gouvernement belge, la bienvenue aux Délégués étrangers. Il formule le vœu que les délibérations de la Conférence aboutissent à un accord fécond en résultats utiles pour tous les pays intéressés.

S. Exc. M. le comte Khevenhüller Metsch, Ministre d'Autriche-Hongrie, en sa qualité de doyen des membres du corps diplomatique présents, remercie au nom des Délégations étrangères, et propose de confier la Présidence de la Conférence à M. le comte de Smet de Naeyer, Ministre des Finances et des Travaux Publics de Belgique, dont la haute compétence a été d'une aide si précieuse pour les travaux de la première session.

Ces paroles sont accueillies par des marques unanimes d'approbation.

Son Excellence propose également de confier au Gouvernement belge le soin d'organiser le Secrétariat.

M. le comte de Smet de Naeyer, très sensible à la proposition de M. le Ministre d'Autriche-Hongrie, se déclare honoré de la bienveillance avec laquelle elle a été accueillie. Il propose de conférer la Vice-Présidence à S. Exc. M. le comte Khevenhüller Metsch.

La proposition de M. le comte de Smet de Naeyer reçoit une approbation unanime.

M. le baron de Favereau et M. le baron Lambermont se retirent, et MM. les Délégués se rendent dans la salle des séances, où prennent place également les membres du Secrétariat, lequel est ainsi composé :

**Secrétaires :**

MM. Janssens, Directeur à l'Administration des Contributions directes, Douanes et Accises au Ministère des Finances et des Travaux Publics ;

J. Brunet, Chef de Division au Ministère des Affaires Etrangères.

*Secrétaires adjoints :*

MM. Van der Cruyssen, Chef de bureau à l'Administration des Contributions directes, Douanes et Accises au Ministère des Finances et des Travaux Publics ;

Perpète, Chef de bureau à l'Administration des Contributions directes, Douanes et Accises au Ministère des Finances et des Travaux Publics ;

A. Heptia, Chef de bureau au Ministère des Affaires Etrangères.

PRÉSIDENCE DE M. LE COMTE DE SMET DE NAEYER,

MINISTRE DES FINANCES ET DES TRAVAUX PUBLICS

M. LE PRÉSIDENT, au moment d'ouvrir la séance, tient à évoquer le souvenir des Délégués qui ont pris part à la session de 1898 et que les membres actuels ont le regret de ne plus trouver parmi eux.

Il exprime aussi le regret, partagé sans aucun doute par toute la Conférence, de ne pas voir la Russie participer à la nouvelle session. Le Gouvernement belge aura soin d'informer le Gouvernement russe des résultats de la Conférence, et il nourrit l'espoir que le concours de la Russie ne sera pas définitivement perdu pour l'œuvre poursuivie par la Conférence.

M. le Président se déclare heureux de saluer les Délégués de deux pays qui n'étaient pas représentés à la précédente session : l'Italie et la Roumanie.

Il croit utile de rappeler les termes dans lesquels les Gouvernements intéressés ont été conviés à la session actuelle. Il donne lecture des passages reproduits ci-après, de la circulaire que les Ministres belges accrédités à l'étranger ont adressée, au mois de février 1901, aux Gouvernements respectifs :

« La Conférence internationale sur le régime des sucres qui s'est tenue à Bruxelles dans le courant du mois de juin 1898, a suspendu ses travaux, après avoir confié au Gouvernement du Roi le soin d'engager des négociations diplomatiques directes en vue de trouver une combinaison qui permettrait aux Délégués des Etats intéressés de se réunir à nouveau avec l'espoir d'aboutir à une entente.

» Ainsi que les débats qui se sont produits au sein de la réunion de 1898 ont permis de le constater, la plupart des Gouvernements représentés n'ont pas hésité à se prononcer en faveur de la suppression complète des primes directes et indirectes, à la condition, bien entendu, que l'accord à intervenir sur ce point obtiendrait l'adhésion de tous les pays exportateurs de sucre ; d'autre part, les Délégations de certains Etats avaient cru devoir formuler des réserves expresses quant à la conclusion d'un arrangement qui aurait pour conséquence de modifier le régime intérieur de ces pays. Les instructions tracées à ces Délégations par leurs Gouvernements limitant strictement leurs pouvoirs en ce sens, il avait paru que les délibérations ne pourraient utilement se poursuivre qu'après que des négociations diplomatiques, s'inspirant des vues échangées à la Conférence, auraient préparé un terrain d'entente propre à grouper tous les Etats représentés. C'est dans ces conditions qu'avait été décidé l'ajournement des travaux de la Conférence de Bruxelles.

» En présence des divergences de vues qui s'étaient manifestées, cer-



tains Délégués avaient, l'on s'en souvient, recherché quelle pourrait être la formule qui, tenant compte des divers intérêts en cause, serait de nature à faciliter l'entente projetée.

» Trois formules de conciliation avaient été suggérées aux cours des travaux de la Conférence.

» Ces trois propositions, dont il paraît superflu de reproduire ici le texte, s'inspiraient particulièrement des réserves formulées par la Délégation française ; bien que reposant chacune sur une combinaison différente, elles tendaient néanmoins toutes trois au même but.

.....  
 » C'est sur la base de ces combinaisons que se sont engagées les premières négociations : elles ont servi de point de départ aux communications que le Gouvernement du Roi a eu à adresser à certains des Gouvernements représentés à la Conférence.

» A la suite d'un examen approfondi des diverses solutions préconisées et d'un échange de vues direct entre les Gouvernements allemand, austro-hongrois et français, une nouvelle formule a été suggérée.

» M. le Ministre des Affaires étrangères de France, répondant aux communications du Gouvernement du Roi, vient de lui faire part officiellement de cette nouvelle combinaison. — Je suis chargé de porter à la connaissance de Votre Excellence le contenu de la lettre de M. Delcassé.

» Après avoir rappelé les trois formules visées plus haut, S. Exc. M. Delcassé constate que l'examen très attentif dont elles ont été l'objet a fait reconnaître qu'aucune d'entre elles ne serait de nature à donner satisfaction aux intérêts multiples et complexes engagés dans la question à résoudre sous forme d'entente internationale.

.....  
 » En conséquence, S. Exc. M. Delcassé propose de soumettre aux Gouvernements intéressés, une combinaison qu'il formule comme suit :

« Si les diverses Puissances qui étaient représentées à la Conférence de Bruxelles en 1898 s'engagent, d'une part, à ne pas établir de prime à l'exportation des sucres ou à les supprimer dans le cas où elles en auraient déjà établi, et, d'autre part, à ne pas frapper les sucres français à l'importation sur leur territoire, de droits plus élevés que ceux qui sont imposés aux sucres de toute autre origine étrangère, la France s'engagera, à son tour, à supprimer ses primes à l'exportation des sucres et à n'en pas rétablir, de même qu'à ramener à 20 francs l'écart actuel de 30 francs entre le tarif plein de l'impôt intérieur de consommation qui grève le sucre et le tarif réduit qui s'applique aux rendements de 7 3/4 à 10 1/2 o/o, et qu'à appliquer le tarif plein aux rendements supérieurs à 10 1/2 o/o. »

» M. le Ministre des Affaires étrangères de France a exprimé le désir de savoir si les Puissances représentées à la réunion de 1898 accepteraient de reprendre les travaux de la Conférence sur les bases qui viennent d'être indiquées et qui constitueraient d'ailleurs, dans l'esprit du Gouvernement français, la limite des concessions qu'il pourrait consentir. »

C'est dans ces conditions que les Gouvernements ont accepté de participer à la nouvelle session.

M. LE PRÉSIDENT propose à l'assemblée de fixer l'ordre de ses travaux. Il croit qu'il entrera dans le désir de tous d'examiner tout d'abord la

combinaison suggérée par la France, d'accord avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Il y aura lieu ensuite d'établir un accord sur la suppression complète des primes directes ou indirectes, puis d'aborder la question de la clause pénale, c'est-à-dire des droits compensateurs, d'une importance capitale au point de vue des résultats de la Conférence.

S. Exc. M. le Comte KEVETHULLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, signale l'utilité qu'il y aurait à mettre la Conférence en possession de documents propres à la renseigner sur l'état de l'industrie sucrière et sur la législation dans les deux pays qui n'étaient pas représentés en 1898, l'Italie et la Roumanie, pays dont l'honorable membre est heureux de pouvoir saluer les Délégués au nom des Gouvernements d'Autriche et de Hongrie.

M. LE PRÉSIDENT constate à ce propos que sept des Gouvernements qui ont envoyé des Délégués à la Conférence ont fourni, sur leur législation et sur leur statistique sucrière, des notices et des tableaux qui ont été imprimés et distribués aux membres de la Conférence. Trois des pays participants n'ont pas présenté jusqu'ici de documents de l'espèce : l'Espagne, l'Italie et la Roumanie.

S. Exc. M. DE VILLA URRUTIA, Ministre d'Espagne, dit être en possession de la législation et des statistiques se rapportant à son pays. Ces documents seront déposés sur le bureau, pour être tenus à la disposition des membres de la Conférence.

S. Exc. M. MAVRODI, Ministre de Roumanie, déclare n'avoir pas encore reçu les documents réclamés à Bucarest.

S. Exc. M. CANTAGALLI, Ministre d'Italie, compte être incessamment en mesure de fournir à la Conférence les données utiles.

S. Exc. M. le comte KHEVENHULLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, rappelle qu'en 1898, la Conférence avait trouvé un sérieux avantage à se constituer, à diverses reprises, en commission pour l'examen de certaines questions, plutôt que de former des commissions spéciales, vu le nombre restreint des membres de plusieurs des Délégations. Il propose à la Conférence de décider éventuellement de siéger en commission, et de s'abstenir, en pareil cas, de dresser des protocoles.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, adhère, au nom de la Délégation française, à la proposition. Il rappelle qu'en 1898 la Conférence s'était engagée à maintenir le secret absolu de ses délibérations, et que des mesures avaient été prises en vue de renseigner la presse sur la substance des débats.

Il propose à la Conférence de suivre la même règle que lors de la première session, et de décider que les communications à la presse devront être faites sous le contrôle de la Conférence elle-même et par les soins de son Bureau.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, déclare se rallier aux propositions qui viennent d'être faites quant au travail de commission et quant aux relations avec la presse.

Ces propositions rencontrent l'adhésion unanime de la Conférence.



L'assemblée décide de se réunir à nouveau le même jour, à 3 heures.

La séance est levée à 11 heures et demie.

*Le Président,*

P. DE SMET DE NAEYER.

*Les Secrétaires,*

J. JANSSENS.

J. BRUNET.

---

## DEUXIÈME SÉANCE

---

LUNDI 16 DÉCEMBRE 1901

PRÉSIDENCE DE M. LE COMTE DE SMET DE NAEYER

La séance est ouverte à 3 heures.

Tous les Délégués sont présents.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que le Gouvernement français n'a pu se rallier à aucune des trois propositions que le Gouvernement belge avait été chargé de lui soumettre, à la suite de la première réunion de la Conférence. La France a soumis au Cabinet de Bruxelles, qui s'est empressé de la communiquer aux Etats intéressés, une formule nouvelle au sujet de laquelle une entente préliminaire s'était établie entre la France, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. C'est sur cette formule qu'il y a lieu d'ouvrir la discussion.

S. EXC. M. GÉRARD, Ministre de France, se référant aux paroles de M. le Président, rappelle qu'après la séparation de la Conférence de Bruxelles, en 1898, le Gouvernement belge avait bien voulu accepter le mandat de continuer, par la voie diplomatique, les pourparlers entre les Puissances représentées à la première session.

Le Gouvernement belge avait proposé au Gouvernement français trois solutions qui lui paraissent de nature à permettre la reprise des travaux de la Conférence.

Le Gouvernement français a examiné les trois formules ainsi proposées avec le plus sincère désir de faciliter l'exécution du mandat confié au Gouvernement belge et de hâter un accord. Après mûr examen, il a dû se convaincre qu'aucune des solutions proposées n'était de nature à donner satisfaction aux intérêts multiples et complexes engagés dans la question à résoudre sous forme d'entente internationale. Mais, au lieu de donner au Gouvernement belge une réponse qui, dans ces conditions, n'aurait pu être que négative, le Gouvernement de la République s'est préoccupé de rechercher les moyens propres à permettre la continuation de l'œuvre commencée. Il a été amené ainsi à préparer les éléments d'une solution qu'il ne pouvait, à la vérité, proposer au Gouvernement belge qu'après s'être assuré, dans une certaine mesure, de l'adhésion des Puissances plus particulièrement intéressées dans la question. C'est à ce moment que se sont engagés, entre les Gouvernements français, allemand et austro-hongrois, des pourparlers qui se sont poursuivis à Paris, en 1900, entre de hauts fonctionnaires de l'administration française et les délégués alle-

mands et austro-hongrois ayant pris part à la Conférence de 1898. Les entretiens qui ont eu lieu, ont permis aux délégués des trois pays de se convaincre que la contre-proposition présentée par le Gouvernement français pouvait être la base d'une reprise des travaux de la Conférence de Bruxelles.

La proposition formulée par le Gouvernement français est consignée au procès-verbal des réunions tenues à Paris, en 1900, par les représentants des trois pays; elle est également reproduite dans la lettre adressée, le 19 janvier 1901, par M. le Ministre des Affaires étrangères de France, M. Delcassé, à M. le baron d'Anethan, Ministre de Belgique à Paris.

Cette proposition est formulée comme suit :

« Si les diverses Puissances représentées à la Conférence s'engagent,  
 » d'une part, à ne pas établir de primes à l'exportation des sucres ou à  
 » les supprimer dans le cas où elles en auraient déjà établi, et, d'autre  
 » part, à ne pas frapper les sucres français, à l'importation sur leur terri-  
 » toire, de droits plus élevés que ceux qui sont imposés aux sucres de  
 » toute autre origine étrangère, la France s'engagera, à son tour, à sup-  
 » primer ses primes à l'exportation des sucres et à n'en pas rétablir, de  
 » même qu'à ramener à 20 francs l'écart actuel de 30 francs entre le tarif  
 » plein de l'impôt intérieur de consommation qui grève le sucre et le tarif  
 » réduit qui s'applique aux rendements de  $7 \frac{3}{4}$  à  $10 \frac{1}{2}$  o/o, et qu'à  
 » appliquer le tarif plein aux rendements supérieurs à  $10 \frac{1}{2}$  o/o. »

Tel est le texte qui, sur la proposition du Gouvernement français, fut soumis aux divers États intéressés par le Gouvernement belge, continuant ainsi l'exercice du mandat donné par les Puissances. Il était, en outre, indiqué que la solution ainsi formulée par la France et agréée par les Gouvernements allemand et austro-hongrois, constitueraient la base même des travaux de la nouvelle session de la Conférence.

Cette solution est celle que la Délégation française apporte aujourd'hui et dont elle a cru nécessaire de donner de nouveau la formule dès l'ouverture de la Conférence.

L'honorable Délégué de la France ajoute qu'en confirmant à la Conférence la proposition de son Gouvernement, il doit marquer explicitement les conditions dans lesquelles le Gouvernement de la République s'engage à apporter à sa législation les modifications qui résultent de cette proposition.

M. Gérard a, en conséquence, l'honneur de faire la déclaration suivante :

« Le Gouvernement de la République est disposé à modifier sa législa-  
 » tion intérieure, de manière à ramener à 20 francs l'écart actuel de  
 » 30 francs entre le tarif plein de l'impôt de consommation et le tarif  
 » réduit qui s'applique aux rendements de  $7 \frac{3}{4}$  à  $10 \frac{1}{2}$  o/o et à appli-  
 » quer, en outre, le tarif plein aux rendements supérieurs à  $10 \frac{1}{2}$  o/o,  
 » en se réservant la faculté de donner à ces concessions, dans sa législa-  
 » tion, toute forme qui lui plaira.

» Mais il est bien entendu que le Gouvernement français ne s'engage à  
 » apporter ces modifications à sa législation qu'autant que les Puissances  
 » représentées à la nouvelle session de la Conférence s'engageront toutes  
 » les unes envers les autres ;

» 1° A supprimer les primes à l'exportation qui existeraient actuelle-  
 » ment et à ne pas en rétablir directement ou indirectement ;



- » 2° A admettre sur leur territoire, au tarif d'importation le plus réduit, lequel ne dépassera pas un maximum fixé, les sucres originaires des pays contractants ;
- » 3° A frapper de droits compensateurs à l'importation les sucres originaires des pays où il existerait des primes à l'exportation. »

Quant aux détails de la proposition, la Délégation française est prête à fournir les indications plus complètes et plus circonstanciées que la Conférence pourrait désirer.

S. Exc. M. le comte DE WALLWITZ, ministre d'Allemagne, fait la déclaration suivante :

« Ainsi que vient de l'exposer M. le Délégué de la France, il est intervenu, le 22 octobre 1900, entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la France, un arrangement suivant lequel le Gouvernement de la République française propose d'abolir les primes directes et de diminuer les primes indirectes en ramenant l'écart entre le tarif plein de l'impôt et le tarif réduit à 20 francs au maximum et en soumettant au tarif plein les sucres obtenus au-dessus d'un rendement de 10 kilogr. 500.

» L'Allemagne considère cet arrangement comme une base acceptable pour la reprise des travaux de la Conférence, et elle recommande le compromis y offert par la France à l'approbation des autres Puissances.

» Néanmoins, les Délégués de l'Allemagne doivent constater qu'en acceptant cette base pour les délibérations de la Conférence, le Gouvernement Impérial ne s'est pas caché que le sacrifice imposé à l'industrie sucrière allemande ne pourrait être justifié que par l'intention conciliatrice de faire disparaître l'obstacle essentiel qui s'était opposé à la réussite de la première session de la Conférence, et sous la condition expresse que de pareilles exceptions ne seront pas réclamées par les autres pays. »

S. Exc. M. le comte KHEVENHULLER METSCH, Ministre de l'Autriche-Hongrie, déclare que les Gouvernements qu'il a l'honneur de représenter se considèrent comme liés par l'arrangement conclu le 22 octobre 1900.

Lors des pourparlers qui ont abouti à cet arrangement et auquel a pris part l'honorable Délégué, celui-ci s'était exprimé comme suit :

« Au nom de leurs Gouvernements, les Délégués de l'Autriche et de la Hongrie déclarent qu'ils sont prêts à supprimer les primes directes affectées à l'exportation du sucre dans leurs pays respectifs, à la condition que les modifications ci-après, proposées par MM. les Délégués français, seront apportées à la législation sucrière de la France :

- » 1° Les primes directes d'exportation seront abolies ;
- » 2° L'écart de 30 francs entre le tarif plein qui est actuellement de 60 francs et le tarif réduit qui est actuellement de 30 francs, sera ramené à 20 francs au maximum, soit qu'on applique le système du rendement à l'effectif, soit qu'on applique celui du déchet forfaitaire de fabrication ;

» 3° La production sucrière, au delà d'un rendement de 10 1/2 0/0, acquittera le tarif plein.

» L'abandon définitif des primes directes en Autriche et en Hongrie dépendra en dernier ressort des décisions de la Conférence internationale qui se réunira sous peu. Nous exprimons ici l'espoir que les pays représentés à la Conférence de Bruxelles en 1898, tiendront compte des sacrifices supportés par les signataires et suivront leur exemple, quel que soit le régime de protection. »

M. LE PRÉSIDENT demande si aucune Délégation n'a d'observation à formuler au sujet de la solution agréée par les Gouvernements français, allemand et austro-hongrois.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, fait la déclaration suivante :

« Le Gouvernement de S. M. Britannique, tout en déplorant que la France paraisse ne pas vouloir consentir à l'abolition complète des primes indirectes, solution à son point de vue préférable, conserve l'espoir que les Délégués français pourraient consentir à ce que des réductions progressives de ces primes puissent être consignées dans la convention éventuelle.

» Dans l'opinion de la Délégation anglaise, le maintien même d'une partie des primes indirectes exercerait une influence sur l'exportation. Tout moyen qui pourrait atténuer ce mal pourrait être envisagé favorablement, — par exemple l'imposition d'un droit de sortie correspondant au montant de la prime indirecte que l'on conserverait. »

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, rappelle que le Gouvernement de la République a indiqué que la proposition par lui présentée, constituait la limite maxima des concessions qu'il était en mesure de faire; les Gouvernements allemand et austro-hongrois l'ont reconnu et accepté. C'est sur ces bases que la France et les autres pays sont venus à la Conférence. Le sacrifice qui a été fait et les conditions dans lesquelles il est offert, prouvent que le Gouvernement français est allé, dans la voie des concessions, aussi loin qu'il pouvait aller. D'ailleurs, l'accord qui viendrait consacrer le résultat des délibérations de la Conférence, n'aurait pas une durée éternelle et serait par la suite perfectible. Pour le moment, le Gouvernement français considère qu'il a fait un sérieux effort; deux des principaux Gouvernements intéressés l'ont reconnu, et il ne paraît pas possible de modifier la proposition faite.

S. Exc. M. PHIPPS constate que sa déclaration n'avait que la portée d'une suggestion.

M. LE PRÉSIDENT donne acte des diverses déclarations formulées. Il déclare à son tour que la Belgique se rallie à la solution dont la Conférence est saisie.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, fait remarquer que la proposition exposée par S. Exc. M. le Ministre de France est plus détaillée que celle dont les Gouvernements ont eu connaissance. Il se demande s'il ne serait pas désirable de la prendre en considération phrase par phrase.

M. LE PRÉSIDENT estime que l'on peut la considérer comme admise à titre de base de la discussion, sauf à revenir sur les détails.

Il demande à la Délégation française de vouloir bien mettre en concordance les deux textes dont la Conférence a reçu communication.

S. Exc. M. GÉRARD répond que, quant au fond même de la solution, il n'y a qu'un texte : celui incorporé dans la lettre du Ministre des Affaires étrangères de France au Ministre de Belgique à Paris. Quant aux trois paragraphes dans lesquels ont été précisées les conditions de l'accord, ils pourraient, pour la discussion, être joints au texte susvisé.

L'honorable Délégué de la France donne lecture du texte ainsi complété, et qui se trouve reproduit ci-après :



« Si les diverses Puissances représentées à la Conférence de Bruxelles s'engagent, d'une part, à ne pas établir de prime à l'exportation des sucres ou à les supprimer dans le cas où elles en auraient déjà établi, et, d'autre part, à ne pas frapper les sucres français à l'importation sur leur territoire de droits plus élevés que ceux qui sont imposés aux sucres de toute autre origine étrangère, la France s'engagera, à son tour, à supprimer ses primes à l'exportation des sucres et à n'en pas rétablir, de même qu'à ramener à 20 francs l'écart actuel de 30 francs entre le tarif plein de l'impôt intérieur de consommation qui grève le sucre et le tarif réduit qui s'applique aux rendements de  $7 \frac{3}{4}$  à  $10 \frac{1}{2}$  o/o et qu'à appliquer le tarif plein aux rendements supérieurs à  $10 \frac{1}{2}$  o/o.

» Il est entendu que le Gouvernement français ne s'engage à apporter ces modifications à sa législation qu'autant que les Puissances représentées à la nouvelle session de la Conférence, s'engageront toutes les unes envers les autres :

» 1° A supprimer les primes à l'exportation qui existeraient actuellement et à ne pas en rétablir directement et indirectement ;

» 2° A admettre sur leur territoire au tarif d'importation le plus réduit, lequel ne dépassera pas un maximum fixé, les sucres originaires des pays contractants ;

» 3° A frapper de droits compensateurs à l'importation les sucres originaires des pays où il existerait des primes à l'exportation. »

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que la proposition ainsi complétée comprend, en réalité, le programme entier de la Conférence ; elle comporte à la fois l'accord sur la situation spéciale faite à la France, la suppression des primes tant directes qu'indirectes, telles qu'elles ont été définies au cours de la première session, enfin la clause pénale, c'est-à-dire la question des droits compensateurs.

Il propose de mettre d'abord en discussion la partie de la proposition, se rapportant aux engagements à souscrire par la France. Cette partie est ainsi formulée :

« La France s'engagera, à son tour ; à supprimer ses primes à l'exportation des sucres et à n'en pas rétablir, de même qu'à ramener à 20 francs l'écart actuel de 30 francs entre le tarif plein de l'impôt intérieur de consommation qui grève le sucre et le tarif réduit qui s'applique aux rendements de  $7 \frac{3}{4}$  à  $10 \frac{1}{2}$  o/o et qu'à appliquer le tarif plein aux rendements supérieurs à  $10 \frac{1}{2}$  o/o ».

Ce texte comprend trois points : suppression de la prime directe, réduction à 20 francs de l'écart entre le tarif plein de l'impôt de consommation et le tarif réduit, imposition au droit intégral des rendements supérieurs à  $10 \frac{1}{2}$  o/o.

S. Exc. M. PHIPPS, Délégué de la Grande-Bretagne, demande s'il est possible d'établir que la partie de la prime indirecte conservée équivaut à 4 fr. 50.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'elle équivaut à 4 fr. 32 par 100 kilogrammes de sucre raffiné, ou 3 fr. 80 par 100 kilogrammes de sucre brut titrant 88 degrés.

M. DELATOUR, Délégué de la France, constate que ce sont là, en effet, les chiffres s'appliquant à la dernière campagne. Les chiffres sont nécessairement variables suivant les excédents fournis par les diverses campagnes.

M. COURTIN, Délégué de la France, fait remarquer qu'il est difficile d'indiquer un chiffre absolu, puisque la prime varie selon l'importance des quantités obtenues au delà de 7 kilogrammes  $3/4$ . Mais on peut, avec le système proposé, établir quel sera le taux maximum que cette prime pourra atteindre.

Puisqu'il n'y aura plus de bonification au delà de 10 kilogr. 500, la prime diminuera logiquement lorsque ce rendement sera dépassé. Il y aura donc un maximum théorique qui ne pourrait être atteint que dans l'hypothèse où toutes les usines obtiendraient 10 kilogr. 500 0/0, dans l'hypothèse où, pour aucune d'entre elles, le rendement ne serait ni inférieur, ni supérieur à cette quotité. Or, ce sont là des conditions impossibles à rencontrer dans la pratique.

Le taux théorique maximum de prime, qui ne serait ainsi en fait jamais atteint, s'élèverait sous le régime proposé à 4 fr. 95 par 100 kilogrammes de sucre raffiné, et à 4 fr. 35 par 100 kilogrammes de sucre brut titrant 88 degrés.

On peut ajouter qu'on ne verra plus, comme actuellement, la prime s'accroître en quelque sorte indéfiniment avec la richesse saccharine. On n'aura plus d'intérêt à voir constamment augmenter le rendement ; on aura, au contraire, intérêt à le maintenir au taux le plus voisin possible de 10  $1/2$  0/0, puisque, au delà, la prime diminuerait, la proportion de sucre imposable au droit plein augmentant et la proportion de sucre imposable au tarif réduit restant la même.

M. DELATOUR croit qu'il peut être intéressant de faire connaître quel aurait été le taux de la prime si, pendant les dernières campagnes de fabrication, le système proposé avait été appliqué.

La prime aurait été de :

	Par 100 kil. de raffiné
Campagne 1897-1898.....	4 fr. 54
— 1898-1899.....	4 27
— 1899-1900.....	4 39
— 1900-1901.....	4 32

Il est à remarquer qu'en 1898-1899, la récolte avait été très favorable au point de vue de la richesse saccharine des betteraves ; or, la prime a été plus faible qu'en 1897-1898, qui avait donné des betteraves moins riches. Ces chiffres confirment donc les indications précédentes sur le fonctionnement du système. L'honorable Délégué ajoute que ces observations font ressortir toute l'importance des concessions faites par la France.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, désirerait savoir s'il y a une différence entre la formule actuelle et la déclaration des Délégués français en 1900 : il constate qu'il n'est plus fait mention du déchet de fabrication de 15 0/0 prévu par la législation française. Il pense cependant qu'au fond rien n'a été modifié.

M. COURTIN, Délégué de la France, constate qu'en effet, il n'y a rien de changé à cet égard. Il faudrait supposer un rendement supérieur à 18,33 0/0 ou inférieur à 9,11 0/0 pour admettre que le régime du 15 0/0 puisse être réclamé avantageusement par le fabricant.

M. DE KOERNER demande si l'on ne pourrait ajouter à la formule les mots : « y compris les déchets ».



M. DELATOUR, Délégué de la France, se déclare tout prêt à reprendre la formule en indiquant que la réduction de prime proposée par la France s'applique aussi au régime du déchet. Il ajoute que si mention n'en a pas été faite pour l'écart de 20 francs, c'est que cela va de soi. Quant à l'imposition au droit plein au-dessus de 10 kilog. 50, il n'en peut être question, car un pareil rendement ne peut se rencontrer sous le régime du déchet que dans l'hypothèse, irréalisable en France, où le rendement atteindrait 18,33 o/o.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, demande s'il ne serait pas désirable de fixer un chiffre maximum — 5 francs, par exemple — pour la prime indirecte que la France serait autorisée à conserver. Semblable indication aurait son utilité au point de vue de l'application du traitement de la nation la plus favorisée.

M. LE PRÉSIDENT constate que le maximum susceptible d'être atteint, dans l'hypothèse irréalisable d'un rendement uniforme de 10,50 o/o dans toutes les fabriques, serait de 4,95 pour 100 kilogrammes de raffiné, déduction faite des 30 centimes payés pour frais de surveillance et qui viennent en déduction de la prime, comme le constate l'ouvrage de M. le baron d'Aulnis de Bourouill. C'est là, d'ailleurs, un maximum purement théorique.

M. DELATOUR, bien que tout disposé à donner les explications complémentaires qui paraîtraient désirables, croit préférable que l'on s'en tienne à la déclaration française plutôt que de fixer un chiffre qui, pratiquement, ne pourrait être atteint, et il paraît devoir suffire que l'on puisse prouver que le chiffre de 4 fr. 95 indiqué comme devant être le maximum du boni restant ne peut ni théoriquement, ni pratiquement, être dépassé.

M. KUHN a voulu se rendre compte par lui-même du jeu de la législation française. Il a reconnu sur place qu'il n'y avait aucune fissure, aucune possibilité d'arriver à une prime indirecte supérieure à celle accusée par la Délégation française. Il suffit donc de voter la formule, sans qu'il soit nécessaire de voter sur un chiffre qui n'est, en fait, qu'un maximum impossible à atteindre.

S. Exc. M. PHIPPS, Délégué de la Grande-Bretagne, demande si un pays qui accorderait une prime indirecte ne dépassant pas 4 fr. 95, ne serait pas considéré comme sujet à l'application éventuelle de droits compensateurs.

M. LE PRÉSIDENT estime que c'est là une question à réserver jusqu'au moment où la question des droits compensateurs sera mise en discussion.

M. DELATOUR fait remarquer que les procès-verbaux constateront que, suivant les déclarations de la Délégation française, la prime ne pourra absolument pas dépasser le chiffre signalé.

M. LE PRÉSIDENT ajoute que les procès-verbaux indiqueront également les résultats qu'aurait donnés le régime nouveau appliqué par hypothèse aux quatre dernières campagnes.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, désirerait savoir si le chiffre de 4 fr. 95 comprend toutes espèces de primes indirectes, notamment celles qui dérivent du rendement fictif des mélasses et des droits d'entrée très élevés dont les mélasses étrangères sont frappées, ainsi que les détaxes de distance.

M. DELATOUR ne pensait pas que cette question serait soulevée, car, en 1898, la Conférence avait reconnu que ces facteurs ne procuraient pas une prime. Cet objet n'a donc pas été prévu dans les instructions du Gouvernement de la République, en raison de ce qui avait été en général admis en 1898 ; mais la Délégation serait évidemment prête à donner toutes les explications nécessaires dans le but d'éviter tout malentendu.

S. Exc. M. le comte KHEVENHULLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, dit que la question a été débattue à Paris en 1900, et a été élucidée à la satisfaction des divers délégués.

M. BEAUDUIN croit qu'il serait intéressant d'examiner la question de plus près ; il pourrait être entendu que la Conférence y reviendra.

M. DELATOUR, Délégué de la France, n'y voit pas d'objection.

Sur la proposition de S. Exc. M. le comte KHEVENHULLER METSCH, il est décidé de réserver la discussion de ce point spécial pour une séance de commission.

M. DELATOUR tient à ajouter que s'il était établi que les mélasses donnent une prime, cette prime se trouverait en tous cas comprise dans le chiffre de 4 fr. 32 indiqué pour la dernière campagne. De même, elle serait comprise dans le chiffre extrême de 4 fr. 95, qui constitue ainsi un grand maximum.

M. LE PRÉSIDENT donne acte que dans les circonstances les plus favorables, la prime ne saurait excéder 4 fr. 95.

M. COURTIN, Délégué de la France, cite les chiffres auxquels on serait arrivé en calculant sur du sucre brut à 88° ; ce sont :

Pour la campagne	1897-1898.....	3 fr. 99
—	1898-1899.....	3 75
—	1899-1900.....	3 86
—	1900-1901.....	3 80

Le maximum — inaccessible — serait de 4 fr. 35.

M. le baron d'AULNIS DE BOURQUILL, Délégué des Pays-Bas, désirerait obtenir quelques éclaircissements sur deux points : la détaxe de distance accordée à certains sucres de France, et les frais de surveillance que les fabricants de ce pays doivent acquitter par 1.000 kilogrammes de betteraves mises en œuvre.

Il reconnaît que la détaxe de distance actuelle peut à peine donner une prime ; mais si la France rehaussait la détaxe de manière qu'elle s'élèverait au-dessus des frais de transport, une prime nouvelle naîtrait. La France s'engage-t-elle à ne pas augmenter la détaxe de distance ?

Quant à la redevance pour frais de surveillance, qui agit comme un léger droit de sortie, la France s'engage-t-elle à maintenir cette redevance ou se réserve-t-elle la liberté de l'abolir ?

M. BOUTQUET, Délégué de la France, fait remarquer que M. le baron d'Aulnis de Bourouill a reconnu, dans son livre sur la question des primes sucrières, que les détaxes de distance accordées en France ne constituent pas actuellement une prime.

On ne saurait craindre que la France puisse relever le taux de ces détaxes, de manière à leur donner le rôle de véritables primes. La question n'a pas été examinée à ce point de vue, et le Gouvernement français n'a



pas donné à ses Délégués des instructions à cet égard. La Délégation française croit toutefois être en mesure de prendre un engagement sous ce rapport. D'ailleurs, en agissant autrement, la France serait la première à contrevenir aux engagements qu'elle aurait demandé aux autres Puissances de prendre.

D'autre part, il ne peut entrer dans les intentions du Gouvernement français de supprimer la redevance de 0 fr. 30.

M. COURTIN, Délégué de la France, ajoute que la perception de cette redevance n'est que l'application d'un principe général de la législation française en vertu duquel tout industriel appelé à bénéficier d'une immunité fiscale sous le couvert d'une surveillance permanente, doit rembourser la dépense qui en résulte.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, demande si la détaxe de distance est l'équivalent des frais de transport par chemin de fer ou par mer. Quand le transport peut s'effectuer par mer, n'y a-t-il pas un avantage spécial pour les raffineries du Sud de la France, d'où une sorte de prime indirecte ?

M. DELATOUR répond que la détaxe est fixée à un chiffre représentant les frais moyens de transport. En fait, il a été reconnu qu'il n'y a pas de prime de ce chef.

M. le baron d'AULNIS DE BOURCILL, Délégué des Pays-Bas, expose que la détaxe de distance est fixée à 2 francs par 100 kilogrammes, soit 20 francs par tonne. Si l'on transporte vers Nantes, par la Compagnie de l'Ouest, une tonne de sucre sur une distance de 300 kilomètres, on paye 12 fr. 15, inclus frais de gare ; donc la détaxe de distance dépasse d'environ 8 francs les frais de transport, d'où une prime. Mais pour une distance de 600 kilomètres, les frais de transport s'élèvent à 19 fr. 65 : tel était du moins le tarif il y a trois ans ; il se peut que le tarif soit actuellement plus bas ; dans ce cas, il y aurait une prime d'exportation, puisque la détaxe se paye seulement quand les sucres sont dirigés d'une fabrique vers une raffinerie en vue de l'exportation.

En ce qui concerne les expéditions par eau, l'honorable Délégué ne dispose pas, quant au frais de transport, des données nécessaires pour faire les calculs y afférents.

Quoi qu'il en soit, dès que la détaxe dépasse les frais réels de transport, il y a prime d'exportation.

M. DELATOUR, Délégué de la France, estime que la question pourrait être réservée pour une autre séance. Il ne s'agit, en réalité, que de points de détails, qui pourront être examinés ultérieurement.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, estime que la question mérite d'être examinée de plus près. Il y a là une sorte de prime compensatrice donnée par le régime fiscal lui-même.

L'honorable Délégué propose d'ajourner cette discussion jusqu'au moment où l'on débattrait la question des détaxes et celle des mélasses.

M. BOUSQUET pense que la discussion pourrait se faire utilement en commission. Il ajoute que ce serait bien involontairement que la détaxe pourrait jouer le rôle d'une prime, car en établissant les détaxes, le législateur français a eu surtout l'intention de mettre sur un pied d'égalité tous les sucres produits sur les divers points du territoire.

S. Exc. le commandeur CANTAGALLI, Ministre d'Italie, fait la déclaration suivante :

« La Délégation italienne a examiné avec la plus grande attention la proposition de la France dont il a été donné lecture, ainsi que les conditions auxquelles cette proposition pourrait devenir réalisable. La Délégation tient à déclarer qu'elle se trouve dans une situation spéciale par le fait de ses instructions, et par les conditions de son industrie sucrière et de la législation qui s'y rapporte. Et bien que ces instructions ne comportent que l'acceptation en principe des résolutions de la Conférence *ad referendum*, la Délégation italienne accepte comme base de discussion la proposition française, d'autant plus que l'Italie n'accorde pas de primes directes et n'a pas actuellement l'intention d'en concéder. »

M. LE PRÉSIDENT donne acte de cette déclaration.

Il met aux voix la partie de la proposition française ainsi formulée :

« La France s'engage à supprimer ses primes à l'exportation des sucres et à n'en pas rétablir, de même qu'à ramener à 20 francs l'écart actuel de 30 francs entre le tarif plein de l'impôt intérieur de consommation qui grève le sucre et le tarif réduit qui s'applique aux rendements de 7 3/4 à 10 1/2 p. 100 et à appliquer le tarif plein aux rendements supérieurs à 10 1/2 p. 100. »

M. le Président rappelle, avant le vote, qu'il est entendu que la question des mélasses et celle des détaxes sont réservées pour être soumises ultérieurement à la Conférence.

Toutes les Délégations émettent un vote affirmatif.

S. Exc. M. le comte KHEVENHULLER METSCH constate que l'adhésion des Délégations d'Autriche et de Hongrie n'est donnée que pour autant que l'accord s'établisse également sur les autres conditions énumérées dans la proposition française.

Les votes des Délégations de la Grande-Bretagne et de la Roumanie sont émis *ad referendum*.

M. LE PRÉSIDENT estime qu'il pourrait être entendu que toutes les adhésions sont données *ad referendum*.

S. Exc. M. le comte KHEVENHULLER METSCH constate qu'en ce qui concerne l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la France, les votes relatifs à la proposition française ne doivent pas être entourés de la même réserve, les Gouvernements de ces pays étant déjà d'accord; les votes se rapportant à d'autres objets doivent toutefois être émis par la Délégation austro-hongroise *ad referendum*.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, fait remarquer que l'expression *ad referendum* n'est peut-être pas de circonstance dans le vote actuel, la proposition sur laquelle la Conférence est amenée à se prononcer étant la proposition même qui sert de base à la nouvelle réunion de la Conférence.

S. Exc. M. PHIPPS constate qu'en émettant son vote *ad referendum*, la Délégation britannique a entendu subordonner son adhésion définitive aux résolutions qui seraient prises relativement à d'autres points se rattachant à celui qui vient d'être adopté.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que tous les votes sont émis dans ces conditions.



Il soumet ensuite à l'assemblée la partie de la proposition française ainsi formulée :

« Les Puissances représentées à la nouvelle session de la Conférence » s'engageront toutes, les unes envers les autres, à supprimer les primes » à l'exportation qui existeraient actuellement et à ne pas en rétablir directement ou indirectement. »

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne constate que la législation allemande ne donne pas de primes indirectes. L'Allemagne avait pris envers la France l'engagement d'abolir sa prime directe, dans le cas où les autres pays se montreraient disposés à conclure un arrangement sur les bases indiquées. Le Gouvernement Impérial est resté dans les mêmes dispositions.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que, dans sa première session, la Conférence avait arrêté une définition des primes, tant directes qu'indirectes.

Sur la proposition de M. le Président, l'assemblée décide de procéder tout d'abord à un vote de principe sur la partie de la proposition française actuellement en discussion et de reprendre ensuite l'examen des différents facteurs constitutifs des primes énumérées dans la définition de 1898.

Au moment de passer au vote, S. Exc. M. le commandeur CANTAGALLI, Ministre d'Italie, fait remarquer que s'il est autorisé à déclarer que le Gouvernement italien est, en principe, favorable à la suppression des primes directes, — et ce d'autant plus qu'il n'en a jamais été établi en Italie, — il ne peut répondre d'une façon catégorique en ce qui concerne les primes indirectes. A cet égard, il importerait de savoir exactement quand la prime indirecte commence à exister.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'il ne s'agit en ce moment que d'un vote de principe et que l'on discutera ensuite tout ce qui touche aux modalités de la prime.

Toutes les Délégations émettent un vote affirmatif ; deux d'entre elles — la Délégation austro-hongroise et la Délégation britannique — entourent leurs votes de certaines réserves.

S. Exc. M. le comte KHEVENHULLER METSCH constate que l'Autriche et la Hongrie se sont déclarées à Paris, l'an dernier, prêtes à supprimer la prime directe existant dans ces pays ; ceux-ci ne donnent pas de primes indirectes, et leurs Gouvernements entendent par primes indirectes tous les avantages accordés à l'industrie sucrière par la législation ; la Délégation austro-hongroise ne peut toutefois aller au delà de cette définition.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que la discussion qui s'engagera ultérieurement permettra d'élucider ces points. Au surplus, la proposition française vise non seulement les primes indirectes existantes, mais aussi celles qui pourraient être établies à l'avenir.

S. Ex. M. le comte KHEVENHULLER METSCH ajoute que la promesse de supprimer éventuellement la prime directe en Autriche-Hongrie était subordonnée à la condition que les Puissances qui ont pris part à la session de 1898 apporteraient l'engagement de supprimer leurs primes. Le fait qu'une de ces Puissances n'est plus représentée à la Conférence met la Délégation austro-hongroise dans le cas de faire certaines réserves, d'ailleurs déjà formulées à Paris.

Les réserves présentées au moment du vote par la Délégation britanni-

que sont formulées dans la déclaration ci-après, faite par S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne :

« La Délégation britannique doit déclarer qu'elle ne pourrait prendre » part à une discussion qui aurait rapport aux arrangements fiscaux qui » existeraient ou qui pourraient exister entre le Royaume-Uni et les pos- » sessions ou colonies britanniques. C'est une question qui doit nécessai- » rement rester absolument en dehors de toute convention.

» Du reste, tout projet de convention que la Délégation pourrait être » amenée à accepter, ne s'appliquerait qu'au Royaume-Uni exclusive- » ment.

» Toutefois les Délégués de la Grande-Bretagne sont en mesure d'affir- » mer que si une convention pour la suppression des primes est conclue, » le Gouvernement des Indes Orientales est tout prêt à supprimer, vis-à- » vis des Etats contractants, les droits compensateurs actuellement en » vigueur. »

M. OZANNE est en mesure de déclarer que les vues du Gouvernement des Indes concordent absolument avec celles du Gouvernement britannique quant à l'abolition des primes ; il ne pourrait cependant s'engager à signer la convention qui interviendrait dans ce sens qu'après un examen approfondi. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement des Indes est tout prêt, comme l'a déclaré S. Exc. M. Phipps, à abolir les droits compensateurs si la Conférence aboutit à un accord.

La Conférence aborde l'examen de la partie de la proposition française reproduite ci-après :

« Les diverses Puissances représentées à la Conférence de Bruxelles » s'engagent à ne pas frapper les sucres français à l'importation sur leur » territoire de droits plus élevés que ceux qui sont imposés aux sucres de » toute autre origine étrangère. »

Appelés à se prononcer sur l'adoption de cette disposition, les diverses Délégations, hormis celle de l'Italie, se prononcent affirmativement, les Délégations des Pays-Bas et de la Roumanie en constatant que leur vote est émis *ad referendum*.

En ce qui concerne l'Italie, S. Exc. M. le commandeur CANTAGALLI déclare n'être pas en mesure de donner une réponse formelle ; l'honorable Délégué aura soin de demander des instructions au Gouvernement italien.

M. LE PRÉSIDENT estime qu'il serait désirable qu'un vote unanime pût avoir lieu le plus tôt possible. Il demande à S. Exc. M. le Ministre d'Italie s'il espère pouvoir faire connaître prochainement les dispositions de son Gouvernement.

S. Exc. M. CANTAGALLI croit pouvoir répondre affirmativement.

Sur la proposition de M. le Président, la Conférence passe à l'examen des conditions formulées sous les 2° et 3° du texte complété de la proposition française, dont la teneur suit :

« Il est entendu que le Gouvernement français ne s'engage à apporter » ces modifications à sa législation qu'autant que les Puissances représen- » tées à la nouvelle session de la Conférence s'engageront toutes les unes » envers les autres :



- » 1° A supprimer les primes à l'exportation qui existeraient actuellement et à ne pas en rétablir directement ou indirectement ;
- » 2° A admettre sur leur territoire et au tarif d'importation le plus réduit, lequel ne dépassera pas un maximum fixé, les sucres originaires des pays contractants ;
- » 3° A frapper de droits compensateurs à l'importation les sucres originaires des pays où il existerait des primes à l'exportation. »

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que l'adhésion de la Conférence au 1° est acquise par le vote déjà émis.

L'adoption de la deuxième condition résulte également d'un vote précédent, sauf quant aux mots : « lequel ne dépassera pas un maximum fixé ».

La Conférence décide de réserver cette condition, dont l'examen pourra être joint à celui de la question des surtaxes.

La Conférence décide également de remettre à une séance ultérieure l'examen de la condition faisant l'objet du 3°.

La Conférence aborde la définition des primes dont les termes, arrêtés au cours de la session de 1898, sont reproduits ci-après :

» La Conférence, tout en réservant la question des tempéraments et dispositions provisoires à autoriser au besoin à raison de situations exceptionnelles, estime qu'il faut entendre par primes dont il convient de poursuivre l'abolition, tous les avantages concédés aux fabricants et aux raffineurs par législation fiscale des Etats et qui sont supportés directement ou indirectement par le Trésor public.

» Il y a lieu d'y ranger notamment :

- » a). Les bonifications directes accordées en cas d'exportation ;
- » b). Les bonifications directes accordées à la production ;
- » c). Les exemptions d'impôt, totales ou partielles, concédées sur une partie des produits de la fabrication ;
- » d). Les avantages indirects résultant d'excédents ou de bonis de fabrication réalisés au delà des présomptions légales ;
- » e). Les bénéfices pouvant résulter d'un drawback exagéré.

» En outre, la Conférence est d'avis que des avantages semblables à ceux résultant des primes définies ci-dessus peuvent découler de la disproportion entre le taux des droits d'entrée et celui des droits de consommations (surtaxes), là surtout où les pouvoirs publics imposent, provoquent ou encouragent les coalitions entre producteurs de sucre.

» Il serait désirable que les surtaxes fussent réglées de manière à limiter leur efficacité à la protection du marché intérieur. »

M. le PRÉSIDENT fait remarquer que les mots : « tout en réservant la question des tempéraments et dispositions provisoires à autoriser au besoin à raison de situations exceptionnelles », visaient principalement la situation particulière de la France et qu'ils n'ont plus actuellement de raison d'être.

La suppression de ces mots est décidée par l'assemblée.

Le litt<sup>a</sup> a est admis sans observations.

A propos du litt<sup>a</sup> b, M. le baron d'AULNIS DE BOUROUIL, Délégué des Pays-Bas, demande si en Roumanie il n'existe pas une prime à la production ayant en réalité le caractère d'une prime de sortie.

S. Exc. M. MAVRODI, Ministre de Roumanie, répond qu'il existe en effet,

dans son pays, une prime à la production de 16 centimes par kilogramme de sucre produit, mais elle est compensée par un droit de sortie équivalent établi par un projet de loi déposé au mois de novembre dernier, droit qui a été appliqué dès le dépôt de ce projet de loi.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer qu'une prime à la production qui trouve sa compensation dans une taxe équivalente à l'exportation reste sans effet en ce qui concerne les sucres exportés.

M. le baron D'AULNIS DE BOUROUILL ajoute que si en même temps que la prime à la production il existe un droit d'accise, l'effet de la prime équivaut à une diminution de l'impôt ; mais s'il n'y a pas de droit d'accise, la prime constitue un véritable stimulant à la production agissant comme prime intérieure. La définition qu'examine la Conférence s'applique seulement aux primes d'exportation.

M. BOUSQUET, Délégué de la France, se demande si l'on ne pourrait, en vue de tenir compte de l'observation présentée, adopter le texte ci-après :

» *b*). Les bonifications directes accordées à la production, à moins qu'elles n'aient pour contre-partie des droits de sortie adéquats. »

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, juge la question d'une réelle importance. En somme, une prime donnée à la production a pour ainsi dire les mêmes conséquences qu'une prime de sortie. On peut accorder sous cette forme des avantages considérables, et il est certain qu'ils ont pour effet de renforcer la puissance de l'industriel au point de vue de l'exportation.

En Roumanie, la prime est annihilée par la taxe de sortie. Mais ce serait favoriser l'exportation et soulever toute la question des primes indirectes que de permettre, en toute hypothèse, de donner des avantages intérieurs soit sous forme de primes à la production, soit par la protection d'un droit de douane très élevé.

M. DE KÖERNER, Délégué de l'Allemagne, fait remarquer qu'il ne s'agit actuellement que d'indiquer quelles sont les primes que l'on entend abolir. L'énumération de ces primes étant arrêtée, on pourrait s'occuper ensuite de constater quels sont les pays qui ont des primes rentrant dans les catégories prévues ; on aurait à apprécier notamment si, comme l'honorable Délégué l'estime, la prime donnée par la Roumanie est absolument contre-balancée par le droit de sortie.

Mais il y aurait du danger à formuler, ainsi que l'a suggéré l'honorable M. Bousquet, une exception générale, car il ne serait pas possible de fixer d'avance les cas dans lesquels la taxe de sortie compenserait réellement les avantages accordés.

M. LE PRÉSIDENT partage l'opinion de l'honorable M. de Kœrner. Il propose de voter sur le litt<sup>a</sup> *b* tel qu'il a été rédigé en 1898, et de réserver la question soulevée à propos de la législation roumaine.

Le texte dont il s'agit est admis à l'unanimité.

Il en est de même des litt<sup>as</sup> *c* et *d*.

En ce qui concerne le litt<sup>a</sup> *c*, M. le baron d'Aulnis de Bourouill, Délégué des Pays-Bas, fait remarquer qu'il n'existe, à sa connaissance, qu'un pays où le taux du drawback soit supérieur à celui du droit d'accise ; le Danemark, où l'on accorde un drawback de 6 couronnes les 100 kilogrammes alors que l'impôt n'est que de 4 couronnes 88.



La disposition du litt<sup>a</sup> e est admise à l'unanimité.

L'assemblée décide de continuer l'examen de la définition des primes dans la séance suivante, qui est fixée au mardi 17 décembre, à 11 heures du matin.

*Le président,*

P. DE SMET DE NAEYER.

*Les secrétaires,*

J. JANSSENS.

J. BRUNET.

---

### TROISIÈME SÉANCE

---

MARDI 17 DÉCEMBRE 1901

PRÉSIDENCE DE M. LE COMTE DE SMET DE NAEYER

La séance est ouverte à 11 heures.

Tous les Délégués sont présents.

La Conférence aborde l'examen des deux derniers alinéas de la définition des primes adoptée en 1898 ; il sont conçus en ces termes :

« En outre, la Conférence est d'avis que des avantages semblables à ceux résultant des primes définies ci-dessus peuvent découler de la disproportion entre le taux des droits d'entrée et celui des droits de consommation (surtaxes), là surtout où les pouvoirs publics imposent, provoquent ou encouragent les coalitions entre producteurs de sucre.

» Il serait désirable que les surtaxes fussent réglées de manière à limiter leur efficacité à la protection du marché intérieur. »

M. le baron d'AULNIS DE BOUROUILL, Délégué des Pays-Bas, expose qu'un doute a surgi au sein de la Délégation néerlandaise quant à la portée de celle des conditions stipulées dans la proposition française qui, ainsi que le texte mis en discussion, a trait à la question des surtaxes ; cette condition est libellée ainsi :

« Les Puissances représentées à la nouvelle session de la Conférence » s'engageront toutes, les unes envers les autres, à admettre sur leur territoire au tarif d'importation le plus réduit, lequel ne dépassera pas un » maximum fixé, les sucres originaires des pays contractants. »

Faut-il conclure de ce texte que, l'un des États intéressés — les Pays-Bas — n'ayant pas à proprement parler de droit d'entrée et le « tarif le plus réduit » étant dès lors l'exemption, les autres États s'engageraient à supprimer eux-mêmes toute surtaxe ? Ou bien ce texte doit-il être interprété dans ce sens que chacun des États s'engage à ne pas percevoir de droits différentiels vis-à-vis des autres ?

M. LE PRÉSIDENT estime que la disposition visée par M. le baron d'Aulnis de Bourouill tend simplement à placer les sucres originaires des divers pays contractants sur un pied de complète égalité, au point de vue des droits d'entrée perçus par chaque État.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, constate que c'est bien dans ce sens que la disposition doit être interprétée. La question à l'ordre du jour est toute différente.

M. le baron D'AULNIS DE BOUROUILL estime qu'il y aurait utilité à rendre plus précis les paragraphes en discussion.

Au lieu d'employer la formule « peuvent découler », mieux vaudrait indiquer les cas dans lesquels les surtaxes élevées amènent des primes et les cas où elles n'en entraînent pas.

On a émis, sur l'effet des surtaxes, des opinions très divergentes. D'après les uns, toute surtaxe agit comme prime ; d'après d'autres, les surtaxes n'auraient pas l'effet d'une prime ; d'autres encore estiment qu'elles peuvent tantôt agir comme primes, tantôt être indifférentes au point de vue de l'exportation.

Le manque de précision de la définition, estime l'honorable Délégué, n'est pas atténué par les mots : « là surtout où les pouvoirs publics imposent, provoquent ou encouragent les coalitions entre producteurs de sucre. » La surtaxe elle-même n'encourage-t-elle pas les coalitions ?

En employant le mot « imposent », on a voulu, lors de la session de 1898, viser le système russe ; la Russie est, en effet, le seul pays du monde où la coalition soit imposée. Mais si le système russe agit comme le ferait une prime, ce n'est pas parce que les pouvoirs publics ont imposé la coalition, c'est à raison de l'existence d'une clause spéciale ; à savoir que chaque fabricant prend part au marché intérieur en proportion de sa production totale. Sans cette clause, et si le Gouvernement avait fixé d'avance la part de chaque fabricant dans le marché intérieur, il y aurait eu une sorte de coalition des fabricants imposée par les pouvoirs publics, sans pourtant donner lieu à une prime. Et c'est dans cet ordre d'idées que, dans l'une des formules proposées il y a trois ans, il était demandé à la Russie de décréter qu'à l'avenir la quantité de sucre que les fabricants pourraient livrer à la consommation intérieure serait répartie d'avance<sup>(1)</sup>. Le danger ne provient donc pas de ce que les pouvoirs publics imposent la coalition, mais du fait que chaque fabricant est poussé à augmenter sa production en vue d'obtenir une part plus grande de la consommation intérieure.

L'honorable Délégué croit qu'il serait utile d'envisager à nouveau, dans son ensemble, la question des surtaxes et des cartels, qui présente des côtés assez obscurs.

M. LE PRÉSIDENT estime également qu'un examen complet de la question est indispensable. Toutefois, il n'entrera sans doute pas dans les intentions de la Conférence de s'immiscer dans la législation des divers États sur les coalitions entre producteurs. Il s'agit uniquement de décider s'il convient ou non de limiter le taux des surtaxes, dont l'élévation provoque les coalitions et donne ainsi naissance à de véritables primes indirectes.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, se propose, en réponse aux observations que vient de présenter l'honorable Délégué des Pays-Bas, de faire ressortir, par des chiffres et des faits, l'importance des surtaxes au point de vue qu'envisage la Conférence.

La définition adoptée en 1898 porte : « Il serait désirable que les surtaxes fussent réglées de manière à limiter leur efficacité à la protection du marché intérieur ».

(1) Procès-verbaux de la session de 1898, p. 96, chiffre 6.



Cette phrase détermine exactement le double caractère que peuvent avoir les surtaxes.

Ou bien elles ont pour but de défendre un marché contre une invasion de produits rivaux et de réserver pour les nationaux le débouché intérieur, et dans ce cas il suffit que leur taux soit très modéré : au prix actuel du sucre, il est incontestable qu'une surtaxe de quelques francs constitue une barrière suffisante pour assurer pleinement le résultat qu'on a en vue.

Ou bien la surtaxe vise, outre la possession d'un débouché réservé, l'exploitation de ce débouché en en surenchérissant les prix, et dans ce cas les conséquences de cette organisation protectrice peuvent être considérables.

Pour s'en assurer, il suffit de considérer les effets des cartels dans les trois grands pays qui les possèdent, et qui sont la Russie, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

En Russie, le cartel est une sorte d'institution gouvernementale : c'est le Gouvernement qui constate les productions des usines par l'exercice, qui règle les livraisons et le prix en consommation, qui fixe les quantités à exporter et celles à réserver provisoirement. Cette organisation fonctionne à l'abri d'un droit de douane très élevé, et elle partage ainsi les avantages qui en résultent entre les fabricants.

En Autriche-Hongrie, la surtaxe est de 11 florins, c'est-à-dire que l'importateur paye cette somme comme droit d'entrée, tout en acquittant en sus le droit de consommation qui frappe le producteur. Grâce à cette surtaxe, les producteurs, fabricants et raffineurs se sont coalisés, et les chiffres suivants montrent le résultat de cette coalition.

Tandis que le prix du sucre à Trieste, en transit, était récemment de 27,72 couronnes, le même sucre sur cette place, en consommation, était coté. .... 85,70 cour.

En déduisant l'impôt de..... 38,00 —

Il reste.. .... 47,70 —

Et si de ce chiffre on soustrait le prix en transit, soit. 27,72 —

On trouve..... 19,98 —

constituant, par 100 kilogrammes, le bénéfice du cartel. La consommation totale du pays étant 336.174.000 kilogrammes, le produit total, en chiffre rond, est de 67.000.000 couronnes. La prime fixe ne donnant que 18.000.000 couronnes, il en résulte que la prime indirecte vaut plus de trois fois et demie la prime directe.

Les calculs qui viennent d'être cités ont été publiés sous la signature de M. Sachs, Directeur du bureau de statistique internationale, dont la compétence est connue. L'honorable Délégué les a lui-même vérifiés, ils ont été passés au crible des discussions, et il les considère comme absolument exacts.

Le même statisticien a publié des calculs pour l'Allemagne ; ils peuvent être considérés comme entièrement exacts également. Il suffira d'en citer les conclusions ; la prime directe en Allemagne s'élève au total de 27.603.000 marks et les primes indirectes à 102.621.000 marcks.

Il est incontestable que des primes d'une telle puissance ont une impor-

tance de premier ordre, et que la Conférence n'aurait rien fait si elle les laissait subsister.

La prime indirectement donnée par la surtaxe produit des résultats différents d'après certains facteurs, qui sont : le montant de la surtaxe et l'écart entre la production du pays et sa consommation. Plus cet écart est petit, plus la surtaxe est élevée, plus le prix de revient net diminue pour toute la production et plus la prime par 100 kilogrammes de sucre produit s'élève. Il ne suffirait donc pas de niveler partout les surtaxes pour égaliser les primes, et il importe absolument qu'elles soient, comme le dit la définition adoptée en 1898, « réglées de manière à limiter leur efficacité à la protection du marché intérieur. »

Son Exc. M. le comte DE WALLWITZ, Ministre d'Allemagne fait la déclaration suivante :

« Les Délégués de l'Allemagne ne s'opposent pas à la discussion des cartels et de la différence entre le montant des droits de douane et celui de l'impôt de consommation. Cependant nous ne pouvons pas reconnaître que les avantages qu'accorde à ses membres une coalition toute privée, comme l'est le cartel allemand, qui n'est ni provoqué ni encouragé par les pouvoirs publics, qui s'est, au contraire, formé et qui subsiste sans aucune subvention de la part du Gouvernement, puissent être rangés sur la même ligne que les primes d'exportation fixées par la législation de l'État et dont l'abolition est le but de la Conférence.

» La législation allemande ne fournit, pour le moment, aucun moyen d'influencer l'organisation ou le fonctionnement des cartels. La question de savoir s'il faudra rechercher des moyens législatifs pour pouvoir exercer une pareille influence est examinée par les autorités compétentes de l'Empire, mais elle n'est pas encore suffisamment approfondie pour permettre de prévoir la décision qui sera prise et qui, d'ailleurs, ne pourrait se borner à la réglementation du cartel sucrier, mais devrait porter sur toutes les coalitions industrielles similaires. Les Délégués de l'Allemagne ne pourraient donc prendre, pour le moment, aucun engagement quand à la réglementation législative des cartels.

» En ce qui concerne les surtaxes, il est évident — selon notre pays — qu'un pays qui, comme l'Empire, tire d'un produit un revenu si important, ne peut pas renoncer à une protection suffisante du marché intérieur, et comme les conditions dont dépend la fixation du montant minimum des droits protecteurs varient, il serait difficile pour l'Allemagne de s'engager à ne pas modifier à l'avenir ces droits selon l'exigence du moment.

» Nous craignons donc que la proposition de fixer un taux maximum pour les surtaxes présentera des difficultés graves pour les travaux de la Conférence. En tous cas, le Gouvernement Impérial ne pourrait s'engager à l'égard des surtaxes sans une réciprocité parfaite de la part des autres Gouvernements contractants ».

Son Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, fait à son tour la déclaration ci-après :

« Les Délégués de la Grande-Bretagne partagent entièrement l'opinion émise par les Délégués belges quant à la question des surtaxes.

» Cette question, à leur point de vue, est d'une importance capitale, et si même les primes étaient abolies, les cartels, sous le régime des surtaxes, auraient pour effet de rétablir presque dans leur intégralité les inconvénients qui résultent des primes mêmes.



» Actuellement le sucre brut entre à peine en Allemagne et en Autriche-Hongrie, vu que la production dans chacun de ces pays se trouve être deux à trois fois plus considérable que le montant de la consommation intérieure.

» La surtaxe sert donc seulement à protéger les cartels et à imposer de grands sacrifices au consommateur.

» Il résulte de cet impôt que les fabricants de sucre sont en mesure d'effectuer l'exportation à un prix au-dessous du prix de revient. Cela équivaut à une prime d'exportation.

» Pour ces motifs, les Délégués de la Grande-Bretagne prient MM. les Délégués de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie de prendre en considération la possibilité de pouvoir consentir à un arrangement par lequel la disproportion entre le taux des droits d'entrée et celui des droits de consommation puisse disparaître ou être modifiée, afin de ne pas encourager les coalitions entre producteurs de sucre.

» S'il était reconnu indispensable de maintenir un écart, le Gouvernement de S. M. Britannique estimerait que l'écart ne saurait dépasser au maximum 5 francs par 100 kilogrammes. »

SON EXC. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, déclare que les pays qu'il représente se trouvent, en ce qui concerne les cartels et la surtaxe, dans une situation identique à celle de l'Allemagne. Les Délégués des deux pays s'approprient entièrement la teneur de la déclaration de la Délégation allemande et n'ont rien à y ajouter.

M. LE PRÉSIDENT estime que sur deux des points envisagés dans la déclaration de S. E. M. le comte de Wallwitz, la Conférence ne peut que se montrer unanime.

En ce qui concerne les mesures législatives à prendre éventuellement, pour mettre obstacle aux cartels, la Conférence estimera certainement que ce serait entrer dans une voie dangereuse que de discuter un objet qui doit être réservé à la législation intérieure.

De même, toutes les Délégations seront d'accord quant à la nécessité d'une réciprocité complète.

La discussion pourrait donc se borner à la limitation du taux de la surtaxe.

A ce propos, M. le Président fait remarquer qu'au fond il n'y a aucune distinction à faire entre les primes indirectes résultant de la législation et celles résultant de cartels. Les unes et les autres se traduisent par une contribution supportée par le consommateur au profit du producteur et mettent celui-ci à même d'exporter à vil prix l'excédent de sa fabrication. Etant donné ce résultat, qu'importe que celui-ci soit l'effet de la législation ou d'une coalition entre producteurs ?

La Conférence aurait fait œuvre vaine si, après avoir décidé la suppression de certaines primes indirectes, elle en tolérait d'autres ayant la même influence sur le marché mondial.

M. le Président, en vue d'affirmer que la Conférence n'entend pas s'immiscer dans la législation intérieure relative aux cartels, propose la suppression des mots : « là surtout où les pouvoirs publics imposent, provoquent ou encouragent les coalitions entre producteurs de sucre. »

M. le baron d'AULNIS DE BOURQUILL, Délégué des Pays-Bas, rappelle que le système russe conduit à un cartel imposé par les pouvoirs publics, et

donne naissance à une prime à l'exportation. Ce système ne doit pas être perdu de vue.

M. LE PRÉSIDENT fait observer que cette conséquence du système russe n'est rendue possible que grâce à l'existence d'un droit de douane très élevé ; l'abaissement de ce droit suffirait à porter remède au mal indiqué. Au surplus, la Conférence ne saurait mettre en cause la législation de pays non représentés, sinon au point de vue de l'application de droits compensateurs.

M. DE KOERNER constate que la Délégation allemande pourrait difficilement voter sur le premier paragraphe sans le membre de phrase dont M. le Président a proposé la suppression. Les conséquences de cette suppression n'apparaissent pas nettement à première vue. Entend-on faire une différence entre les avantages résultant de primes accordées par la législation et ceux donnés par des coalitions privées ? La suppression proposée pourrait laisser croire qu'il n'entre pas dans les vues de la Conférence de faire pareille distinction.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, croit que l'on pourrait s'en tenir au second paragraphe, ainsi conçu :

« Il serait désirable que les surtaxes fussent réglées de manière à limiter leur efficacité à la protection du marché intérieur. »

M. BOUSQUET, Délégué de la France, estime que la phrase dont il s'agit se suffit à elle-même, à la condition, bien entendu, de ne pas exprimer un simple vœu, mais de comporter une affirmation précise.

Dans cet ordre d'idées, on pourrait peut-être adopter la rédaction suivante : « Les surtaxes seront réglées de manière à limiter leur efficacité à la protection du marché intérieur. »

M. LE PRÉSIDENT constate que la Conférence paraît disposée à abandonner le premier alinéa, pour se borner à discuter le second, tel qu'il vient d'être modifié, dans la forme, par la Délégation française.

S. Exc. M. GÉRARD fait remarquer que la Délégation française ne propose l'abandon du premier paragraphe que parce qu'il fait, en somme, double emploi avec le second. Celui-ci a, aux yeux de la Délégation, le sens qu'avait l'ensemble des deux alinéas, après suppression du membre de phrase visant les législations intérieures.

M. LE PRÉSIDENT dit partager cette manière de voir.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, verrait des inconvénients à supprimer complètement le premier paragraphe ; il lui paraît désirable, en effet, de constater que la différence entre le taux des droits d'entrée et celui du droit de consommation ne doit pas être trop élevée.

M. LE PRÉSIDENT propose, pour donner satisfaction à l'honorable Délégué, de préciser le sens du mot « surtaxe » figurant dans le deuxième alinéa, en le faisant suivre d'une parenthèse contenant ces mots : « écart entre le taux du droit d'entrée et celui du droit de consommation ».

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, constate que les pays qu'il représente se trouvent dans une situation particulière. Le droit de douane y est uniforme et fixé à 11 florins les cent



kilogrammes sur toutes catégories de sucres ; les sucres importés acquittent, en outre, le droit de consommation perçu sur les sucres vendus à l'intérieur. La surtaxe, telle qu'elle vient d'être définie, n'existe donc pas en Autriche et en Hongrie.

M. BOUSQUET fait remarquer que ce que l'on est convenu d'appeler *surtaxe* en matière de législation sucrière constitue, en réalité, le droit de douane.

M. LE PRÉSIDENT constate qu'en employant le mot *surtaxe*, la Conférence a eu en vue l'écart entre le droit total exigé de l'importateur et le droit intérieur de consommation.

M. DELATOUR, Délégué de la France, estime cette définition très nette et de nature à rallier l'opinion de tous.

M. le baron D'AULNIS DE BOUROUILL dit qu'à la Conférence de Londres, en 1887, M. Verkerk Pistorius, Délégué des Pays-Bas, définissait très bien la surtaxe en la représentant comme étant la différence entre les droits plus élevés perçus sur les sucres étrangers et les droits moins élevés perçus sur les sucres nationaux.

L'honorable Délégué propose la substitution du mot « écart » au mot « disproportion » qui figure dans le texte adopté en 1898.

M. LE PRÉSIDENT estime que le mot « écart » est en effet plus précis.

Il croit qu'il conviendrait que la Conférence émit tout d'abord un vote par lequel elle manifesterait son intention d'écarter de la discussion tout ce qui, dans les législations intérieures, peut concerner les coalitions entre producteurs.

Il propose, en conséquence, à l'assemblée, de voter la résolution suivante :

« La Conférence décide qu'elle n'a pas à s'immiscer dans la législation intérieure des différents pays qui viserait directement les coalitions entre producteurs. »

Il est procédé au vote. Toutes les Délégations répondent affirmativement.

S. Exc. M. le commandeur CANTAGALLI, Ministre d'Italie, en déclarant que la Déclaration italienne accepte la résolution proposée, ajoute que la situation de l'Italie, où il n'existe ni surtaxes, ni cartels, aurait pu l'autoriser à se tenir en dehors de ce débat ; la Délégation est néanmoins heureuse d'exprimer sans réserve son approbation.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que la déclaration de S. Exc. M. le comte de Wallwitz envisage un autre point sur lequel les Délégations ne peuvent que se trouver unanimement d'accord ; il s'agit de la réciprocité, comprise en ce sens que si l'on décide d'assigner un maximum à l'écart entre le taux des droits à l'importation et celui du droit intérieur de consommation, ce maximum s'appliquera à tous les pays adhérents.

Ce point ne soulevant aucune observation, M. le Président le considère comme admis par la Conférence.

L'assemblée reprend l'examen des deux derniers alinéas de la définition.

M. le PRÉSIDENT propose de les remplacer par le texte suivant, qui lui paraît s'inspirer des vues échangées au cours de la séance :

« Considérant que des avantages semblables à ceux résultant des primes définies ci-dessus découlent de l'écart entre le taux des droits d'entrée et celui des droits de consommation, la Conférence juge nécessaire que l'écart maximum soit nettement déterminé. »

M. le PRÉSIDENT rappelle que l'assemblée a manifesté le désir de prévenir toute interprétation ambiguë du terme *surtaxe* ; d'où la substitution, à ce terme, des mots : « l'écart entre le taux des droits d'entrée et celui des droits de consommation ».

Il ajoute qu'en Allemagne même, on ne méconnaît point l'influence de cet écart. On lit, en effet, dans un mémoire présenté par l'association « Les Anciens du commerce de Berlin » à l'occasion de la revision du tarif douanier allemand :

« La hausse des prix est facilitée à l'intérieur du pays par la constitution de cartels qui règlent la concurrence intérieure. Les prix pour l'intérieur sont portés à des taux si élevés que la protection douanière est complètement mise à profit ; on monte jusqu'à la limite à laquelle la concurrence de l'étranger peut faire à nouveau sentir ses effets. Par contre, l'on vend fréquemment à l'étranger à des prix si bas, qu'à peine les frais de production et de transport se trouvent couverts ; il arrive même que les cartels accordent, dans ce but, des primes d'exportation à leurs membres. »

M. BOUSQUET, Délégué de la France, fait remarquer que la Conférence a surtout en vue que l'écart constitue uniquement un droit protecteur du marché intérieur. Il suggère en conséquence la rédaction suivante :

« L'écart entre le droit d'entrée et le droit de consommation sera réglé de manière à limiter l'efficacité du droit de douane à la protection du marché intérieur. »

M. LE PRÉSIDENT croit qu'il y a utilité d'indiquer dans un considérant le motif qui justifie la fixation d'un maximum. Il va sans dire que chaque pays pourra rester en-dessous du chiffre fixé, de même qu'il conservera toute liberté quant à la fixation du taux de l'accise. M. le Président estime qu'à ce point de vue, le mot « limité » répond mieux à la pensée de l'assemblée que le mot « déterminé » figurant dans le texte proposé par lui.

La Conférence remet la continuation de la discussion à la séance suivante, qui aura lieu le même jour, à 3 heures.

La séance est levée à midi 3/4.

*Le Président,*

P. DE SMET DE NAEYER.

*Les Secrétaires,*

J. JANSSENS.

J. BRUNET.

---

## QUATRIÈME SÉANCE

---

MARDI 17 DÉCEMBRE 1901

PRÉSIDENT DE M. LE COMTE DE SMET DE NAEYER

La séance est ouverte à 3 heures.

Tous les Délégués sont présents.



L'assemblée reprend l'examen du texte à substituer aux derniers alinéas de la définition de la prime adoptée en 1898.

M. LE PRÉSIDENT constate que d'après les vues échangées dans la séance du matin, le texte suivant est celui qui paraissait répondre aux vues de l'assemblée :

« Considérant que des avantages semblables à ceux résultant des primes  
» définies ci-dessus, découlent de l'écart entre le taux des droits d'entrée  
» et celui des droits de consommation, la Conférence juge nécessaire que  
» cet écart soit nettement limité. »

M. le Président croit cependant devoir faire connaître que certains membres préféreraient la rédaction suivante :

« Considérant que des avantages semblables à ceux résultant des pri-  
» mes définies ci-dessus peuvent, en certaines circonstances, découler de  
» l'écart entre le taux des droits d'entrée et celui des droits de consumma-  
» tion, la Conférence décide qu'il y a lieu de limiter cet écart à un maxi-  
» mum suffisant pour la protection du marché intérieur. »

La différence entre les deux rédactions consiste surtout en ce que le premier texte semble affirmer que des avantages découlent nécessairement de l'écart entre les taux des droits d'entrée et de consommation, tandis que le second se borne à marquer cette conséquence comme possible. Ce dernier texte est donc de nature à réserver l'opinion que chacun peut avoir sur le point en question, mais il n'atténue en rien la portée de la décision qui sera prise.

M. le baron d'AULNIS DE BOUROUILL, Délégué des Pays-Bas, constate que d'après le texte proposé, la surtaxe serait l'écart entre le taux des droits d'entrée et celui des droits de consommation. L'honorable Délégué considère également comme surtaxe tout droit d'entrée existant là où il n'y a pas d'impôt intérieur. Tel est le cas en Angleterre.

Le Gouvernement britannique limiterait-il aussi les droits d'entrée dans ce pays ?

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne répond négativement.

M. le baron d'AULNIS DE BOUROUILL rappelle que son Exc. M. le commandeur Cantagalli a dit qu'il n'y a pas de surtaxe en Italie. Cependant, il y existe un droit d'entrée de 99 francs par 100 kilogrammes, alors que l'impôt intérieur ne s'élève qu'à 67 fr. ; il y a donc une différence sensible, et par conséquent il y a surtaxe.

D'après le texte proposé, la Conférence déciderait qu'il y a lieu de limiter l'écart entre les droits d'entrée et de consommation à un maximum suffisant pour la protection du marché intérieur. Quel doit être ce maximum ? L'honorable Délégué croit que, pratiquement, ce maximum ne peut être fixé, car lorsqu'il existera un cartel et que les fabricants syndiqués voudront rehausser le prix de vente, ils prétendront qu'ils ne sont pas assez protégés contre l'afflux des sucres étrangers. L'écart maximum qui doit permettre de protéger le marché intérieur dépendra du bon gré des fabricants coalisés.

L'honorable Délégué constate que la substitution des mots « peuvent en certaines circonstances découler » au mot « découlent » répond à ses vues personnelles sur la question. Il estime qu'en général, une surtaxe et un

cartel agissent plutôt comme frein que comme stimulant à l'exportation. Un commerçant divise toujours ses opérations en deux catégories : celles qui lui donnent du gain et celles qui lui font subir une perte ; à la longue, il s'abstient de ces dernières. De même, si des fabricants coalisés réalisent de grands bénéfices sur le marché intérieur et subissent, au contraire, une perte à l'exportation, ils limiteront leur production aux besoins du marché intérieur et s'abstiendront d'exporter : c'est ce que M. Beauduin semble avoir perdu de vue. Que l'on envisage, par hypothèse, la situation contraire : perte sur le marché intérieur et bénéfice sur le marché mondial. Dans ce cas, pas une parcelle de la marchandise ne restera à l'intérieur ; tout sera exporté. Cela prouve que le monde du commerce ne confond pas les deux genres d'opérations.

Il est vrai que des faits imprévus — comme, par exemple, des saisons exceptionnellement favorables, peuvent amener une production supérieure au débouché qu'offre le marché intérieur ; dès lors, celui-ci étant clos, le surplus doit être livré au dehors. Telles sont, d'après l'honorable Délégué, les circonstances visées par les auteurs de l'amendement. Elles sont exceptionnelles et fortuites.

M. le baron d'Aulnis de Bourouill rappelle que M. le Président a donné lecture d'un passage d'un mémoire publié par une association commerciale allemande et d'après lequel il arrive que les cartels accordent des primes d'exportation à leurs membres. Le fait s'est-il déjà produit en Allemagne, ou a-t-on entendu dire seulement qu'il pourrait se produire ; ou bien encore le fait se serait-il produit en Amérique ?

Si un cartel se trouvait dans le cas d'accorder des subsides pour des marchandises exportées, il ne manquerait pas d'engager le fabricant à réduire, par la suite, sa production.

A vrai dire, on ne connaît pas toutes les clauses des arrangements formant la base des cartels ; les principales ont été divulguées, mais il y en a sans doute d'autres qui sont restées secrètes. C'est ainsi qu'il se peut que les fabricants syndiqués se soient engagés à s'abstenir, autant que possible, d'exportations onéreuses pour le cartel. Actuellement, ces exportations onéreuses n'existent pas en Allemagne grâce aux primes directes.

M. LE PRÉSIDENT, visant la remarque formulée par M. le baron d'Aulnis de Bourouill, en ce qui concerne l'Angleterre, fait observer que, dans les pays non producteurs, le droit d'entrée revêt un caractère purement fiscal et n'a pas l'allure d'une surtaxe.

S. Exc. M. PIMPS, dit qu'en effet la Grande-Bretagne est étrangère à cette question.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, estime que M. le baron d'Aulnis de Bourouill ne tient pas suffisamment compte de la réalité des faits et se renferme trop dans un raisonnement purement théorique.

La situation que l'on constate dans certains pays doit frapper tout le monde. La Russie, suivant l'honorable Délégué des Pays-Bas, ne donnerait aucune prime d'exportation ; cependant, il y existe, en fait, une prime indirecte, grâce à sa législation. Si les observations de M. le baron d'Aulnis de Bourouill étaient conformes à la réalité, la Russie n'exporterait pas ; or, chaque année, elle exporte plus des  $\frac{3}{10}$  de sa production. De même, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, bien que les primes directes n'y soient pas fort élevées, exportent environ les  $\frac{2}{3}$  de leur production.

La constatation de ces faits ne doit étonner personne. L'industrie su-



crière subit l'influence des principes généraux auxquels est soumise toute fabrication. Toutes les industries jettent au dehors l'excédent de leur production, dans le but de dégorger le marché intérieur. Dans l'industrie métallurgique notamment, cette coutume est constante. La cause en est que le prix de revient diminue en raison de la quantité produite ; c'est en vue de réduire le plus possible le prix de revient que l'industriel travaille non seulement pour l'intérieur, mais aussi pour l'étranger, où il écoule une forte partie de sa production.

Si cela se constate pour la métallurgie, où la production peut se limiter à volonté, il en est à plus forte raison ainsi pour les industries où cette limitation ne peut être calculée : tel est le cas pour l'industrie sucrière, dont les prévisions peuvent être déroutées par les résultats de la culture.

Il est incontestable qu'une industrie qui jouit d'avantages intérieurs se trouve être plus forte pour la lutte sur le marché international.

M. DELATOUR, Délégué de la France, fait remarquer que M. le baron d'Aulnis de Bourouill a objecté qu'il serait impossible de fixer pratiquement le maximum de la surtaxe douanière suffisante pour la protection du marché intérieur, parce que les prétentions des fabricants à une protection seraient illimitées.

Il avait semblé, cependant, que lorsqu'on parlait de protection des sucres nationaux par un droit de douane, on avait eu uniquement en vue, jusqu'ici, de relever le prix de vente du sucre étranger jusqu'au-dessus du prix qui devenait rémunérateur pour les sucres indigènes.

C'est cette considération qui, à l'origine, a fait fixer certaines surtaxes à un chiffre élevé qu'elles ont encore. Ces surtaxes pouvaient n'être pas excessives lorsque l'industrie nationale était à ses débuts ou bien lorsque le sucre était à un prix élevé. Mais il semble qu'il n'en soit plus ainsi, au moins pour les pays qui exportent généralement, et qu'avec un prix de vente mondial d'environ 20 francs, ils puissent avoir besoin d'une protection de 25 francs.

Il faudrait, pour qu'une protection aussi considérable leur restât nécessaire, que les sucres étrangers, dont il s'agirait de se protéger, eussent non seulement un prix de revient nul, mais jouissent, de plus, d'une prime d'exportation, contre laquelle on a d'ailleurs la ressource des droits compensateurs.

M. Delatour conclut donc que dans beaucoup de pays une limitation des droits de douane ne compromettrait nullement la protection de l'industrie nationale.

Enfin, sur l'observation faite par l'honorable baron d'Aulnis de Bourouill, qu'il n'est pas établi que les coalitions de producteurs dussent donner lieu à des primes, M. Delatour estime que, non seulement par leur mécanisme elles peuvent provoquer des primes indirectes, mais qu'il y a des cas où elles créent, en vertu d'une clause spéciale dont il cite un exemple, de véritables primes directes d'exportation.

M. le commandeur MARAINI, Délégué de l'Italie, rappelle que M. le baron d'Aulnis de Bourouill a mis en cause le régime sucrier italien. Vu la grande autorité de l'honorable Délégué des Pays-Bas dans tout ce qui concerne les questions sucrières, il croit devoir présenter quelques considérations afin d'éclairer l'assemblée sur la véritable portée de la législation italienne.

M. le baron d'Aulnis de Bourouill a dit que l'Italie a un droit d'entrée

de 99 francs les 100 kilogrammes et une taxe de fabrication d'environ 67 francs. Celle-ci est exactement de 67 fr. 20. M. le baron d'Aulnis en tire la conséquence qu'il existe un écart de 31 fr. 80.

En réalité, cet écart n'est que de 20 fr. 80, pour la raison bien simple que les sucres bruts étrangers ne payent en Italie qu'un droit d'entrée de 88 francs les 100 kilogrammes. A ce taux, il est permis d'introduire du sucre n° 20, standard hollandais, et les mélanges en entrepôt étant autorisés, on peut, par l'effet de ces mélanges, importer en Italie du sucre blanc en le rapportant au n° 20, standard hollandais. Or, cet écart de 20 fr. 80 est absolument nécessaire à l'industrie italienne pour conserver son marché intérieur, ce qui paraît du reste avoir été généralement admis dans les discussions précédentes.

La Délégation italienne ne pourrait accepter, à moins d'instructions ultérieures de son Gouvernement, de discuter une réduction de cet écart qui rendrait nécessaire une modification de la législation sucrière de l'Italie.

Elle consentirait pourtant à examiner si son Gouvernement pourrait s'engager à ne pas accorder, pour une certaine période de temps, de primes à l'exportation, primes qui, d'ailleurs, n'existent pas encore, comme il a déjà été constaté.

M. DE KOERNER dit que la Délégation allemande ne partage pas l'opinion précédemment exprimée, qu'il n'y a pas de surtaxe là où il existe un droit d'entrée sans qu'il y ait un droit de consommation. L'effet du droit de douane est le même pour les fabricants, quel que soit le montant de l'impôt de consommation, celui-ci fût-il même inexistant ; la protection qu'il accorde facilite, dans tous les cas, le groupement des producteurs en syndicat.

M. LE PRÉSIDENT dit que l'honorable M. de Koerner est évidemment dans le vrai s'il vise un pays producteur de sucre, ce qui n'est pas le cas de la Grande-Bretagne. Il fait remarquer que la Conférence examine la question des surtaxes au seul point de vue des primes à l'exportation ; or, lorsqu'un pays ne produit pas de sucre ou n'en produit pas assez pour sa consommation, une entente entre fabricants ne saurait exister, ou serait sans effet quant à l'exportation. Les abus résultant des cartels ne peuvent se produire que là où la production excède les besoins de la consommation intérieure. La disposition en discussion ne saurait donc viser que les pays exportateurs de sucre.

M. le baron d'Aulnis de Bourouill a considéré l'exportation comme un cas exceptionnel et fortuit. On se demande comment pareille appréciation se concilie avec le fait que l'industrie sucrière est basée principalement sur l'exportation, à tel point que les principaux pays producteurs exportent bien plus qu'ils ne consomment. Il est évident que des pays qui sont en état de produire trois fois ce que réclame la consommation intérieure, ne vont pas réduire brusquement leur production dans la proportion de 3 à 1, au risque de ruiner leur agriculture.

Ce que la Conférence est en droit de demander, c'est que ces pays soient placés sur un pied de parfaite égalité ; or, une protection exagérée vient rompre cette harmonie. On conçoit un droit d'entrée établi pour défendre le marché intérieur, mais on ne saurait justifier en principe l'existence d'un droit supérieur au chiffre que réclament réellement la protection normale de ce marché.

M. ESCHAUZIER, Délégué des Pays-Bas, présente les observations sui-



vantes à l'appui de ce qu'a dit son collègue, M. le baron d'Aulnis de Bourouill, en ce qui concerne la question de savoir si les surtaxes ont, en général, l'effet d'une prime à l'exportation :

« Si, par suite d'une hausse artificielle du prix du sucre sur le marché intérieur, l'industrie sucrière paraît particulièrement lucrative, la production, il est vrai, augmentera probablement de plus en plus, Il est impossible cependant d'évaluer le degré que cette augmentation atteindra. Quant à moi, je ne suis point de ceux qui croient que la protection du marché intérieur aura pour effet une exportation démesurée, car l'un des faits suivants doit se produire : ou les fabricants d'un pays s'uniront et s'entendront sur les mesures à prendre pour empêcher la concurrence mutuelle de faire tomber le prix du marché national au-dessous d'une certaine limite, ou ils ne le feront pas.

» S'ils tombent d'accord sur les mesures tendant à supprimer la concurrence mutuelle, ces mesures fixeront la quantité que chacun d'eux aura le droit de fournir au marché national. Cela fait, le chiffre de la production pourra rester illimité.

» Toutefois, pour assurer l'efficacité d'un pareil accord, il ne suffit pas de délimiter la quantité que chaque fabricant aura le droit de vendre à l'intérieur ; il faudrait encore prescrire l'attitude à observer vis-à-vis de nouveaux concurrents, qui, sans doute, se présenteront en assez grand nombre si l'industrie sucrière leur promet un bénéfice important. Et cette prescription surtout sera difficile sinon impossible à faire, sans l'intervention du Gouvernement.

» Tant que les bénéfices seront considérables, le nombre des participants augmentera et, par cela même, l'association ne pourra jamais être durable. Tous rechercheront le marché national et personne ne s'adressera au marché étranger. Les producteurs se multiplieront, mais chacun réduira sa production jusqu'à la limite visible de la perte.

» A mon avis, il ressort de la logique des faits que :

» 1° Si les producteurs s'unissent et réussissent à maintenir le prix du marché national au niveau fixé par la surtaxe, la production moyenne du sucre ne dépassera guère les besoins de la consommation nationale, pour la simple raison que personne ne trouvera intérêt à exporter à l'étranger, si cette exportation doit être la cause inévitable d'une perte quelconque ;

» 2° Si, au contraire, les fabricants n'arrivent point à s'entendre sur la part que fournira chacun d'eux au marché national, de sorte qu'ils soient libres en cela. la production dépassera bientôt les besoins de la consommation nationale, et ira même au delà. On vendra au-dessous du prix fixé primitivement, et l'influence de la surtaxe diminuera de plus en plus en raison directe du développement de la concurrence mutuelle. On peut s'attendre à voir les fabricants préférer le marché national tant que les prix s'y maintiendront au-dessus du prix du marché étranger. Donc, les prix du marché national se rapprocheront de plus en plus de ceux du marché libre, et l'offre toujours croissante, aura pour effet une baisse des prix, aboutissant à enlever à l'industrie tout avantage extraordinaire. Alors on pourra dire que la surtaxe a atteint son but, visant à l'établissement d'une industrie pourvoyant aux besoins de la consommation nationale.

» Mais là où le but de la surtaxe eût été de produire du sucre comme article d'exportation, ce but aurait été manqué, à moins que le pays producteur n'eût joui de dispositions tout spécialement favorables à cette production. Dans ce cas cependant, l'exportation ne serait point une consé-

quence de la surtaxe, mais bien plutôt des dispositions naturelles, favorisant l'industrie sucrière.

» Dans la discussion d'un droit protecteur du sucre tel que les surtaxes ils ne faut point perdre de vue que cette protection est bien souvent étroitement liée aux autres dispositions du tarif douanier.

» Si, par exemple, on en venait à prélever des surtaxes sur le blé, et que, par suite, le prix de cet article haussât sur le marché intérieur, le fabricant de sucre se verrait naturellement contraint de payer les cultivateurs plus cher pour les amener à planter la betterave. Afin de soutenir l'industrie du sucre, le législateur en viendrait involontairement à prélever une surtaxe sur le sucre de provenance étrangère, de même que sur le blé étranger, car une fois engagé dans la voie du protectionnisme, on ne sait guère où en sera le terme. Mais je ne m'arrêterai point à discuter ce point, mon seul but étant de démontrer le rapport qui existe souvent entre les droits protecteurs sur l'importation de divers articles de commerce.

» Il se pourrait que le Gouvernement d'un pays se vît contraint de changer complètement son tarif douanier, s'il abolissait les surtaxes sur le sucre. Chacun comprendra la portée qu'aura cette mesure, et voilà pourquoi on devrait s'en tenir à la seule question de l'abolition des primes à l'exportation.

» Du reste, personne ne niera qu'il ne soit désirable d'obtenir la réduction ou l'abolition des surtaxes, surtout dans le but d'empêcher les coalitions entre producteurs de sucre, mais la question est de savoir si cette abolition doit être une condition *sine qua non* d'adhésion à une convention pour l'abolition des primes directes et indirectes à l'exportation. »

M. le baron D'AULNIS DE BOURGILL, Délégué des Pays-Bas, croit devoir rendre l'assemblée attentive à l'importance exagérée que l'on cherche à attribuer au danger des cartels. Certains organes de la presse européenne s'efforcent de pousser la Conférence à prendre des mesures radicales pour arriver à la suppression des cartels. L'honorable Délégué craint que l'on ne veuille ainsi imposer à la Conférence une tâche dont elle ne puisse s'acquitter. Lorsqu'elle aura élaboré un projet de convention, on voudra faire croire à l'opinion publique que la Conférence n'a pu atteindre son but qu'à demi et, vu l'imperfection de l'œuvre accomplie, on voudra faire rejeter le projet dans les Parlements. On déclarera, dès lors, la question des primes insoluble, et les intéressés au maintien des primes se réjouiront. L'objet demande à être envisagé avec prudence : les dangers des cartels et des surtaxes sont, d'après l'honorable Délégué, moins étendus qu'on ne le prétend.

On a dit qu'en Russie, en Allemagne et en Autriche, l'exportation est favorisée par les cartels. L'honorable Délégué passe en revue la situation existant dans ces trois pays.

Si le fabricant russe est porté à exporter une partie de ses produits, c'est parce que, grâce à un article de la loi fiscale, plus grande est sa production totale et plus importante sera sa part dans le marché intérieur. La surtaxe russe, quoique indispensable au système, n'est pas la véritable cause de l'exportation.

En Allemagne, le cartel n'existe que depuis 1900, et cependant ce pays exportait bien avant cette date : c'est sous l'influence de la prime que l'on produit au delà de ce que réclament les besoins nationaux. Si l'on abolit



la prime et que le prix du sucre sur le marché universel ne monte pas, il se pourrait que les exportations de l'Allemagne continuent provisoirement, même à perte, parce que son industrie est outillée pour la production actuelle et qu'il serait trop désavantageux de la réduire immédiatement.

En Autriche-Hongrie, la situation est la même qu'en Allemagne : là également, l'exportation a été provoquée par la prime directe avant l'établissement du cartel.

Pour ce qui concerne le passé, les exportations de ces pays de l'Europe centrale s'expliquent donc sans qu'on puisse même invoquer l'existence d'un cartel ; pour le présent et pour un avenir rapproché, elles s'expliquent par d'autres raisons : par les primes directes ou par les capitaux fixes engagés.

M. le comte de Smet de Naeyer cède le fauteuil de la présidence à S. Exc. M. le comte Khevenhüller Metsch, vice-président.

PRÉSIDENCE DE M. LE COMTE KHEVENHÜLLER METSCH,

VICE-PRÉSIDENT.

M. BOUSQUET, Délégué de la France, estime que les observations présentées par M. le baron d'Aulnis de Bourouill, si intéressantes qu'elles soient, n'en conservent pas moins un caractère purement spéculatif. Il a dépeint la situation d'un pays hypothétique où les fabricants pourraient avoir intérêt à ne pas profiter des surtaxes en vue de l'exportation, où ils seraient amenés à limiter leur production à l'approvisionnement du marché intérieur. C'est là, sans doute, une situation qu'il est loisible d'imaginer, mais il serait difficile d'en citer un exemple. Il ne serait guère possible d'indiquer un pays qui, se trouvant dans des conditions normales, et possédant une sucrerie assez puissante pour dépasser à volonté les besoins de sa consommation, réaliserait la conception qui vient d'être exposée.

On voit, au contraire, les pays où il existe des surtaxes et où les conditions de la production sont normales, faire une exportation considérable.

L'honorable M. d'Aulnis de Bourouill se trouve d'ailleurs, sur ce point, en contradiction avec un des Délégués des Pays-Bas à la Conférence de Londres, en 1888, dont la compétence ne sera certes pas discutée par lui.

Il s'agit de M. Verkerk Pistorius qui, dans la séance du 8 mai 1888, s'exprimait ainsi :

« La Conférence connaît la manière de voir du Gouvernement des Pays-Bas sur la question (des surtaxes). Je crois avoir déjà démontré, dans la séance du 14 décembre, que les droits de douane n'agissent pas seulement comme protection à l'intérieur, mais, en certaine mesure, absolument dans le même sens que les primes à l'exportation. Dans le Mémoire que nous avons eu dernièrement l'honneur de soumettre à la Conférence, et qui est imprimé comme annexe C au procès-verbal de notre douzième séance, nous avons exposé la même idée d'une manière plus détaillée, et nous croyons avoir établi que les surtaxes, si elles sont trop élevées, poussent nécessairement à l'exportation, en stimulant outre mesure la production et en permettant aux fabricants d'offrir leurs sucres à meilleur marché sur les marchés étrangers. »

Il faut, dans une assemblée comme celle-ci, réunie en vue d'un objet essentiellement pratique, serrer les faits de près et renoncer à forger des hypothèses, pour se replacer sur le terrain de la réalité. Or, en fait, il n'est douteux pour personne que les surtaxes exercent d'ores et déjà, par action indirecte, une influence perturbatrice relativement aux conditions de la concurrence sur le marché mondial des sucres, qu'elles peuvent jouer le rôle de véritables primes et représentent un danger pour la paix sucrière. C'est pour conjurer ces dangers que la Conférence est réunie.

Vainement, M. le baron d'Aulnis de Bourouill s'est-il efforcé de montrer que ce danger peut, dans des circonstances données, ne pas naître. Il suffit que de l'existence des surtaxes puisse surgir le péril, pour que la Conférence ait à cœur d'éviter l'effet possible en écartant la cause éventuelle et pour qu'elle repousse les surtaxes dépassant le taux d'un simple droit protecteur.

M. le baron d'AULNIS DE BOUROUILL fait remarquer qu'il y a trois pays qui ont des surtaxes assez élevées et qui, néanmoins, n'exportent pas : l'Espagne, l'Italie et la Suède. Les fabriques y réalisent des bénéfices très sérieux. Ce n'est donc pas, grâce aux surtaxes, que les autres pays exportent, mais sous l'influence des primes de sortie.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, croit que les membres de la Conférence, en entendant les observations présentées par M. le baron d'Aulnis de Bourouill, auront été frappés de leur caractère plutôt théorique que pratique. En effet, il ne suffit pas, pour que la surtaxe agisse indirectement sur l'exportation et renforce la concurrence internationale, qu'elle existe ; il faut, en outre, bien admettre que d'autres conditions doivent exister aussi, et que notamment les prix de revient dans un pays soient suffisamment modérés pour que l'exportation puisse avoir lieu sans perte, ou avec une perte peu importante. C'est précisément dans ce cas que la surproduction aiguë, stimulée par la prime indirecte, agit, abaissant le prix de revient et précipitant les produits vers l'exportation. L'honorable Délégué pense ne jeter aucun discrédit sur la situation économique de certains pays en constatant que l'Italie, l'Espagne et la Suède sont dans ce cas, très justifiable au surplus, dans des pays aussi neufs comme pays sucriers. Outre qu'ils ne produisent pas avec excès, ils ont donc un frein suffisant pour les arrêter dans la voie où les surtaxes les pousseraient.

En écoutant l'honorable Délégué des Pays-Bas, M. Beauduin a été frappé de trouver précisément dans son argumentation la démonstration de ce qu'il a l'honneur de soutenir. En effet, s'il est vrai que le fabricant russe obtient une part de vente dans le cartel d'État d'autant plus grande qu'il produit plus, il est évident que plus il produit, plus il doit exporter. Le cartel est donc, en Russie, un facteur direct des exportations.

Si son influence en Allemagne et en Autriche-Hongrie n'est pas aussi directe, elle n'en est pas moins incontestable, et l'honorable Délégué est en possession d'un document qui répand sur ce point une abondante clarté. C'est la statistique internationale des fabricants de sucre, qui vient de paraître ; elle constate que cette année, par rapport à l'année précédente, la Russie a produit 20 p. 100 de plus, l'Allemagne 12 p. 100 et l'Autriche-Hongrie 20,6 p. 100 ; donc, pour les trois pays à cartels une majoration énorme, tandis que la production de la France et de la Belgique est restée stationnaire.

Mais il est une autre considération qui domine le débat. La crise intense



actuelle, résultat d'une surproduction excessive, a une double cause ; d'une part, la production a été excitée par les avantages artificiels, et, d'autre part, la consommation a été enrayée par les prix trop élevés du sucre, en raison de l'impôt et des surtaxes. La Conférence ne considère certainement pas sa mission comme restreinte à une question fiscale, et comme achevée le jour où elle aurait épargné aux États intéressés des sacrifices budgétaires sans doute considérables. Elle doit se préoccuper surtout d'un intérêt mondial, d'un intérêt européen capital, par conséquent, elle doit avoir pour programme d'enrayer la production en supprimant des stimulants artificiels, et permettre, en outre, à la consommation d'augmenter, par la réduction des impôts et par la suppression des surtaxes qui, grâce aux cartels, augmentent dans une proportion notable la charge de l'impôt.

Ces considérations, à elles seules, justifieraient la suppression des primes indirectes basées sur les surtaxes et les cartels.

M. DELATOUR, Délégué de la France, demande à dissiper une sorte de malentendu qui semble se produire à la suite des observations présentées par M. le baron d'Aulnis de Bourouill. L'honorable Délégué a cité trois pays : l'Espagne, l'Italie et la Suède, qui seraient ainsi conduits à réduire considérablement les taxes élevées auxquelles ils ont eu recours.

Il importe de retenir que la clause pénale ne peut, en fait, s'appliquer qu'aux nations qui exportent : ni l'Espagne, ni l'Italie, ni la Suède n'ont donc pratiquement rien à redouter tant qu'elles n'exporteront pas.

M. le comte DE SMET DE NAEYER, Délégué de la Belgique, fait remarquer que les pays qui n'accordent pas de drawback ne troublent pas les conditions économiques de la concurrence internationale. La clause visant les surtaxes devrait donc s'appliquer uniquement aux pays qui accordent la décharge des droits à l'exportation.

M. le baron D'AULNIS DE BOUROUILL revient sur les observations précédemment présentées quant à l'influence des surtaxes. Il regrette de n'avoir pu suivre pas à pas les exposés de M. Beauduin, surtout quand cet honorable délégué a cité des chiffres. Il persiste à croire que les surtaxes ne sont pas la cause déterminante des exportations qui ont été effectuées jusqu'ici. Aucun fait précis ne le prouve.

L'honorable M. Beauduin a dit qu'il y avait eu des exportations « à perte reconnue ». Si l'aveu de ces opérations à perte émanait des exportateurs mêmes qui les ont faites, il y aurait là un indice important, et encore celui-ci pourrait-il être attribué à des circonstances exceptionnelles. Mais M. le baron d'Aulnis ne croit pas qu'un fabricant ait jamais fait pareil aveu. Ce prétendu aveu n'existe-t-il pas dans l'imagination des concurrents alarmés ?

Quoi qu'il en soit, l'honorable Délégué a voulu préciser quelles sont les circonstances dans lesquelles les cartels sont amenés à exporter. La Délégation des Pays-Bas verrait avec satisfaction la réduction des surtaxes et même leur suppression complète, et elle adhérerait volontiers à toute proposition tendant à ce but.

M. LE PRÉSIDENT propose de passer au vote sur la disposition qui vient d'être discutée, et dont le texte est le suivant :

« Considérant que des avantages semblables à ceux résultant des primes » définies ci-dessus peuvent, en certaines circonstances, découler de

» l'écart entre le taux des droits d'entrée et celui des droits de consommation, la conférence décide qu'il y a lieu de limiter cet écart à un maximum suffisant pour la protection du marché intérieur. »

S. Exc. M. GÉRARD, en présence de la discussion qui vient de se produire, tient à constater que la Délégation française n'entend pas voter la disposition avec le sens restreint que tendait à lui donner M. le baron d'Aulnis de Bourouil : elle l'adopte avec son sens général.

M. LE PRÉSIDENT donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite procédé au vote.

Les diverses délégations, appelées successivement à se prononcer sur l'adoption de la disposition, donnent les réponses suivantes :

S. Exc. M. le comte de WALLWITZ, Ministre d'Allemagne, fait la déclaration reproduite ci-après :

« Les délégués de l'Allemagne adhèrent à la proposition sous les réserves résultant de leurs déclarations faites dans le cours de la discussion, surtout en ce qui concerne la différence entre les primes accordées par la législation et les avantages émanant des cartels privés. »

M. le comte DE SMET DE NAEYER répond affirmativement au nom de la Délégation belge.

S. Exc. M. DE VILLA URRUTIA, Ministre d'Espagne, s'exprime en ces termes :

« Quoique l'Espagne ne soit pas, pour le moment, un pays exportateur de sucre, le Gouvernement espagnol ne peut accepter, même en principe et pour l'avenir, aucune réduction de son tarif douanier par une décision de la Conférence. Il considère, du reste, le droit d'entrée actuellement en vigueur en Espagne, comme nécessaire pour la protection de son marché intérieur. »

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, donne une réponse affirmative, sous le bénéfice de l'observation formulée par lui avant le vote.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, répond également affirmativement, au nom de la Délégation britannique.

S. Exc. M. le commandeur CANTAGALLI, Ministre d'Italie, ne peut que confirmer les déclarations faites au cours de la séance par le second Délégué de l'Italie, M. le commandant Maraini, déclarations qui sont conformes dans leur esprit, à celles que vient de faire M. le Ministre d'Espagne et qui sont inspirées par des motifs analogues. La Délégation italienne accepte donc, sous les réserves découlant de ses précédentes déclarations, la disposition soumise à la Conférence.

Son Exc. M. le jonkheer DE PESTEL, Ministre des Pays-Bas, répond affirmativement au nom de la Délégation néerlandaise.

S. Exc. M. MAVRODI, Ministre de Roumanie, s'exprime ainsi :

« Le délégué de la Roumanie réserve absolument l'opinion de son Gouvernement sur ce point. Il n'y a pas, à son avis personnel, de surtaxe en Roumanie, mais simplement un droit fiscal.

» Par ses droits de douane et par sa prime de production, la Roumanie a cherché à assurer sa consommation intérieure, et elle tient si peu à favoriser l'exportation, qu'elle vient d'établir, ainsi que j'ai eu l'hon-



» neur de le déclarer, une taxe d'exportation compensant absolument sa  
» prime de fabrication. »

S. Exc. M. le comte WRANGEL, Ministre de Suède et de Norvège, répond en ces termes au nom de la Délégation suédoise :

« Me référant à la déclaration du délégué de la Suède, à la session  
» de 1898, déclaration insérée à la page 76 du recueil des procès-verbaux,  
» je tiens à faire constater, quant aux pays que je représente, que l'abo-  
» lition des primes directes et indirectes ne vise que les avantages qui  
» exercent ou pourraient exercer une influence quelconque sur l'exporta-  
» tion.

» Il nous semble en outre difficile de nous engager à voter un maximum  
» de droit sur l'importation, puisque en aucun cas, dans la situation ac-  
» tuelle, des droits d'entrée plus ou moins élevés n'exerceraient une in-  
» fluence sur l'exportation, laquelle n'existe pas. »

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hon-  
grie, déclare à son tour que la délégation austro-hongroise adhère abso-  
lument à la déclaration faite par la délégation d'Allemagne ; elle se réfère  
au surplus aux réserves formulées dans la séance précédente.

La fixation de l'ordre du jour donne lieu à un échange de vues auquel  
prennent part S. Exc. M. le comte Khevenhüller Metsch, S. Exc. M. Gé-  
rard, S. Exc. M. Phipps, M. Bousquet et M. le comte de Smet de Naeyer.  
Il est décidé, sur la proposition de ce dernier, que la Conférence abordera  
dans la séance suivante, fixée au mercredi 18 décembre, à 10 heures et  
demie, la question des droits compensateurs.

M. le comte DE SMET DE NAEYER signale à l'assemblée l'opportunité d'en-  
visager la situation spéciale des pays dont les Délégués, au cours du vote  
qui vient d'avoir lieu, ont cru devoir réserver leur opinion à raison du fait  
que ces pays ne sont pas exportateurs. La Conférence aura à rechercher  
une formule applicable aux pays qui n'exportent pas.

La séance est levée à 5 heures et demie.

*Le Président,*

P. DE SMET DE NAEYER.

*Les Secrétaires,*

J. JANSSENS.

J. BRUNET.

---

## CINQUIÈME SÉANCE

---

MERCREDI 18 DÉCEMBRE 1901

PRÉSIDENCE DE M. LE COMTE DE SMET DE NAEYER

La séance est ouverte à 10 heures et demie.

Tous les Délégués sont présents.

Le procès-verbal de la première séance, qui a été distribué en tirage pro-  
visoire à MM. les Délégués, est déclaré adopté.

S. Exc. M. MAVRODI, Ministre de Roumanie, dépose sur le bureau une notice relative à la législation sucrière de son pays et à la statistique du mouvement des sucres.

Ce document sera imprimé et distribué aux membres de la Conférence.

M. LE PRÉSIDENT croit utile de faire remarquer que la nomenclature des primes indirectes sur laquelle s'est prononcée la Conférence est énonciative et non pas limitative. Le mot « notamment » qui figure dans le texte ne peut laisser de doute à cet égard.

Il donne lecture du texte définissant la prime, tel qu'il résulte de l'examen auquel il a été procédé dans les séances précédentes ; ce texte est le suivant :

» La Conférence estime qu'il faut entendre par primes dont il convient de poursuivre l'abolition, tous les avantages accordés aux fabricants et aux raffineurs par la législation fiscale des Etats et qui sont supportés directement ou indirectement par le Trésor public.

» Il y a lieu d'y ranger notamment :

» a). Les bonifications directes accordées en cas d'exportation ;

» b). Les bonifications directes accordées à la production ;

» c). Les exemptions d'impôt, totales ou partielles, concédées sur une partie des produits de la fabrication ;

» d). Les avantages indirects résultant d'excédents ou de bonis de fabrication réalisés au delà des présomptions légales ;

» e). Les bénéfices pouvant résulter d'un drawback exagéré.

» Considérant que des avantages à ceux résultant des primes définies ci-dessus peuvent en certaines circonstances découler de l'écart entre le taux des droits d'entrée et celui des droits de consommation, la Conférence décide qu'il y a lieu de limiter cet écart à un maximum suffisant pour la protection du marché intérieur ».

Il pourrait se produire d'autres avantages encore que ceux dont le texte ci-dessus renferme l'énoncé. M. le Président cite, à titre d'exemples, les avantages accordés aux raffineurs, les subventions qui seraient accordées, soit à la culture de la betterave, soit à l'industrie du chef du nombre des ouvriers employés dans les fabriques, faveurs qui équivaldraient, en réalité, à une prime à la fabrication. Par contre, il n'y aurait pas lieu, selon lui, d'attribuer le même caractère à l'exemption de l'impôt foncier, lequel n'est qu'un facteur négligeable à raison de son peu d'importance par rapport au revenu de la terre.

Ces observations ne soulèvent pas d'objections de la part de l'assemblée. Il est entendu qu'elles seront consignées au procès-verbal comme précisant l'esprit dans lequel la définition de la prime a été adoptée.

M. LE PRÉSIDENT ouvre la discussion sur la question des droits compensateurs.

M. D. DE SMET, Délégué de la Belgique, fait l'exposé suivant :

« Bien que les aspects du problème sucrier se soient sensiblement modifiés depuis 1888, et que de profonds changements aient été apportés aux législations des différents pays, il est certaines questions qui ont été traitées à Londres et qui se reproduisent aujourd'hui. C'est que le but à atteindre par la Conférence est encore le même, c'est-à-dire l'abolition des primes, et, pour réaliser cet objectif, il est naturel que des points de vue qui ont été examinés aux Conférences de 1887-88 fassent de nouveau l'objet



des délibérations de cette assemblée. Parmi ces questions figurent celles de la sanction à donner à la convention éventuelle et des mesures à prendre pour assurer le respect de cette convention.

» La Convention du 30 août 1888, signée par les Plénipotentiaires des différents pays ayant pris part aux Conférences internationales tenues à Londres en 1887-88, comprenait, dans son article VII, une clause pénale portant qu'à partir de la mise en vigueur de la Convention, tout sucre brut ou raffiné, mélasse ou glucose provenant des pays, provinces d'outre-mer, colonies ou possessions étrangères qui maintiendraient le système des primes ouvertes ou déguisées à la fabrication ou à l'exportation des sucres serait exclu du territoire des Hautes Parties contractantes.

» Chaque puissance contractante pouvait, à cet effet et à son choix, prohiber chez elle l'importation de ces sucres ou les frapper de droits spéciaux *qui auraient dû excéder le montant de la prime*.

» Pour assurer l'exécution de la clause pénale, les Hautes Parties contractantes avaient décidé (art. VI) la création d'une *Commission permanente internationale* qui devait être chargée de surveiller l'exécution des dispositions de la Convention.

» L'idée première de cette commission avait été suggérée par M. le baron de Worms à M. Beernaert, alors Ministre des Finances en Belgique (voir memorandum, p. 26, 2<sup>e</sup> session des Conférences). La proposition d'institution du Bureau permanent (texte présenté par les Délégués belges) fut discutée dans la 15<sup>e</sup> séance des Conférences (1<sup>er</sup> mai 1888, p. 117 et suivantes).

» L'article VI de la Convention portait :

» Que la *Commission internationale* devait être composée de délégués des différentes Puissances et qu'un *Bureau permanent* devait lui être adjoint.

» Les délégués avaient pour mission :

» a). D'examiner si les lois, arrêtés et règlements relatifs à l'imposition des sucres étaient conformes aux principes consacrés par la Convention et si, dans la pratique, il n'était accordé aucune prime ouverte ou déguisée à la fabrication des sucres, mélasses ou glucoses ;

» b). D'émettre un avis sur les questions litigieuses ;

» c). D'instruire les demandes d'admission à l'Union des États n'ayant pas pris part à la Convention.

» Le *Bureau permanent* était chargé de rassembler, de traduire, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature se rapportant à la législation et à la statistique des sucres, non seulement dans les pays contractant, mais également dans tous les autres pays.

» Pour garantir l'exécution de ces dispositions, les Hautes Parties contractantes devaient communiquer par la voie diplomatique au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, qui devait les faire parvenir à la Commission, les lois, arrêtés et règlements sur l'imposition des sucres de leurs pays respectifs, ainsi que les renseignements statistiques nécessaires.

» Chacune des Puissances contractantes pouvait être représentée à la Commission par un délégué ou par un délégué et un délégué adjoint.

» La première réunion devait avoir lieu à Londres. La Commission n'avait qu'une mission de contrôle et d'examen. Elle était chargée de faire, sur toutes les questions à elle soumises, un rapport qu'elle devait communiquer au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, lequel avait à le

communiquer à son tour aux Puissances intéressées et à provoquer, si la demande en était faite par une des Puissances contractantes, la réunion d'une Conférence qui aurait arrêté les résolutions ou les mesures nécessitées par les circonstances.

» Les frais résultant de l'organisation et du fonctionnement du Bureau permanent et de la Commission — sauf le traitement ou les indemnités des délégués, qui étaient payés sur leurs pays respectifs — devaient être supposés par tous les pays contractants et répartis entre eux, d'après un mode à régler par la Commission (art. vi).

» Le personnel du Bureau permanent devait être nommé par la Commission (15<sup>e</sup> séance des Conférences, p. 123).

» Le fait de l'existence dans un pays, province d'outre-mer, colonie ou possession étrangère, d'un système donnant des primes ouvertes ou déguisées sur le sucre brut ou raffiné, des mélasses ou glucoses, devait être constaté par un vote de majorité des Puissances signataires de la Convention. Le montant minimum des primes dont il s'agit (art. vii) devait être évalué de la même manière.

» La Commission spéciale créée par la Déclaration signée le 30 août 1888 s'est réunie à Londres, le 1<sup>er</sup> mai 1889 et a tenu 12 séances jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1889. »

En terminant cet exposé, l'honorable Délégué de la Belgique dit qu'il a tenu à donner des renseignements à la Conférence, dans la pensée qu'ils pourraient être utiles, tout au moins comme base de discussion.

M. LE PRÉSIDENT croit qu'il convient d'examiner tout d'abord le principe même des droits compensateurs.

Il ne se concevrait pas que les sucres primés par des Etats non adhérents fussent admis sur les marchés des pays contractants aux mêmes conditions que ceux provenant des pays entre lesquels l'accord se serait établi ; ces derniers seraient placés dans une situation d'évidente infériorité. Sur ce point, aucune divergence de vues ne paraît pouvoir se produire.

M. le Président demande à l'assemblée de se prononcer sur la question de principe ainsi définie, en réservant provisoirement le mode d'application.

Il est bien entendu qu'il n'y aura d'engagement sur cette question de principe que pour autant que l'accord s'établisse sur tous les autres points du programme de la Conférence.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, fait la déclaration suivante :

« Convaincu de la nécessité d'égaliser autant que possible les conditions de la concurrence des pays producteurs de sucres sur les marchés tiers, le Gouvernement de S. M. Britannique, dans le but de faciliter une entente générale, a décidé de consentir à une clause pénale si l'on estime qu'une telle mesure est nécessaire afin d'aboutir à une convention, et pourvu que le Gouvernement britannique — et j'applique spécialement sur ce point après l'échange de vues qui s'est produit sur la question des surtaxes dans la dernière séance — soit satisfait des conditions qui seraient consignées dans la convention éventuelle.

» Les Délégués de la France ont cependant proposé que la clause pénale soit réalisée au moyen de droits compensateurs seuls. Le Gouvernement



de S. M. Britannique, de son côté, est d'avis qu'on doit aussi réserver la faculté d'imposer la prohibition complète, si ce moyen paraît désirable.

» Au surplus, les Délégués de la Grande-Bretagne estiment qu'il y a lieu de réfléchir s'il ne serait pas préférable que la clause pénale s'appliquât aux pays d'Europe seulement.

» Ici il convient de dire que le Gouvernement britannique ne pourrait appliquer une clause pénale aux sucres des colonies ou des possessions britanniques. Des motifs de politique impériale (Imperial Policy) prohiberaient une application pareille.

» Je puis ajouter, cependant, qu'aucune colonie britannique exportant des sucres vers le Royaume-Uni ne donne de primes quelconques à la production ou à l'exportation des sucres. Il en est de même dans l'Inde britannique. »

M. ESCHAUZIER, Délégué des Pays-Bas, demande à présenter une observation au sujet de la déclaration faite au nom de la Délégation de la Grande-Bretagne. Il croit savoir que certaines colonies britanniques favorisent l'industrie sucrière par des primes ou par des mesures équivalant à des primes.

Il cite le cas du Queensland, où le Gouvernement a accordé une garantie de 5 o/o du capital nécessaire pour la construction des fabriques de sucre. Il va sans dire que, dans de telles conditions, ce capital ne manquera pas.

L'honorable Délégué regrette de ne pas être en possession du détail des conditions à remplir pour obtenir une pareille garantie, mais il croit se rappeler que ces conditions sont stipulées dans une loi de 1891, dite « Sugar Works Guarantee Act ».

Peut-être la Délégation britannique pourra-t-elle fournir à la Conférence quelques indications de nature à lui permettre d'apprécier la tendance de cette loi.

Sir HENRY BERGNE, Délégué de la Grande-Bretagne, répond que cette loi n'est plus applicable ; il existe actuellement une législation fédérale, réglant la matière des primes pour toute l'Australie. Au surplus, l'Australie n'envoie pas de sucres dans le Royaume-Uni.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, constate que la déclaration de la Délégation britannique contient cette affirmation que les colonies qui exportent du sucre n'ont actuellement aucune prime. Il serait intéressant de savoir si, après la conclusion d'un accord, cet état de choses durerait. Si les colonies sont laissées en dehors de la convention, il se pourrait que l'on jugeât opportun par la suite d'y établir des primes de fabrication ou de sortie. L'honorable Délégué croit nécessaire que la Conférence ait ses apaisements à cet égard.

A propos du passage de la déclaration visant l'application éventuelle de la clause pénale aux seuls pays d'Europe, Son Excellence fait remarquer que l'Egypte produit du sucre et en exporte vers les pays représentés à la Conférence. Il importerait que les pays qui signeraient un accord pussent empêcher l'entrée de ce sucre sur leur territoire.

Sir HENRY BERGNE dit que la production totale de l'Egypte s'élève annuellement à 90.000 tonnes environ. De ce chiffre, 10.000 à 30.000 tonnes sont importées dans le Royaume-Uni.

La Délégation britannique a réclamé des renseignements sur le point de savoir si l'Égypte accorde des primes ; elle aura soin de les communiquer à la Conférence dès qu'ils lui seront parvenus.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH ajoute qu'il a eu également en vue la possibilité de l'exportation du sucre égyptien vers les pays autres que la Grande-Bretagne.

M. LE PRÉSIDENT constate que la déclaration britannique vise quatre points, qu'il conviendrait d'examiner successivement :

- 1° Nécessité d'une clause pénale ;
- 2° Faculté, pour les Etats contractants, de choisir entre de simples droits compensateurs et la prohibition complète ;
- 3° Application de la clause pénale aux pays d'Europe seulement ;
- 4° Régime à appliquer aux colonies.

En ce qui concerne le premier point, M. le Président propose à l'Assemblée de se prononcer sur la question suivante :

« La Conférence estime-t-elle qu'il est indispensable de recourir à une » sanction consistant dans l'établissement de droits compensateurs ? »

Cette question est mise aux voix. Toutes les Délégations se prononcent affirmativement ; les Délégations des Pays-Bas, de la Roumanie et de la Suède émettent leur vote *ad referendum*.

L'assemblée aborde l'examen du deuxième point : convient-il de laisser aux pays associés le choix entre l'établissement de simples droits compensateurs et la prohibition absolue des sucres primés ?

M. LE PRÉSIDENT estime que la réponse ne peut qu'être affirmative. Ce qu'il faut avoir en vue, c'est que les sucres primés ne trouvent point accès sur le marché des pays contractants, si ce n'est au prix de compensation adéquate ; mais s'il plaisait à l'un de ces pays d'aller au delà, les autres n'auraient aucune raison d'y faire obstacle.

Il met aux voix la rédaction suivante :

» La Conférence estime qu'il y a lieu de laisser aux pays associés le » choix entre l'établissement de simples droits compensateurs et la prohibition absolue des sucres primés. »

Toutes les Délégations répondent *oui*, — celles des Pays-Bas, de la Roumanie et de la Suède votant *ad referendum*.

M. LE PRÉSIDENT invite ensuite l'assemblée à décider s'il ne sera fait application de la clause pénale qu'aux provenances d'Europe ou si elle sera applicable à la généralité des provenances.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, ne croit pas que son Gouvernement consentirait à une exception en faveur des pays extra-européens. Pareille exception ne lui semble pas justifiée. Il cite, à titre d'exemple, la République Argentine, qui accorde des primes et exporte vers le marché de Londres. Il sait aussi qu'au Brésil il y a eu des tentatives pour faire accorder des primes.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie rappelle qu'il a signalé la nécessité pour la Conférence d'être éclairée quant à la situation en Égypte. Il est un autre pays dont il importerait de connaître la législation : c'est Cuba. N'y accorde-t-on pas des encourage-



ments à l'industrie sucrière, et le sucre produit n'y jouit-il pas de primes directes ou indirectes ? L'honorable Délégué n'est pas sans appréhensions au sujet de ces deux pays, auxquels, d'après son collègue d'Allemagne, il faudrait ajouter la République Argentine et éventuellement le Brésil. Il doute que, dans ces conditions, les Gouvernements d'Autriche et de Hongrie puissent accepter l'exception formulée d'une manière aussi générale que le suggère la déclaration de la Grande-Bretagne.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer qu'il importe de se préoccuper non seulement des situations actuellement existantes, mais aussi de celles qui pourraient se produire dans l'avenir.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, estime que la question des droits compensateurs doit être envisagée à deux points de vue. Il y a la concurrence que peuvent se faire entre eux les pays d'Europe : pour égaliser les conditions de la lutte, il importe que les pays qui maintiendraient des primes trouvent, chez les autres, une barrière compensatrice. Mais il y a la concurrence, plus grande peut-être et qui sera la dominante plus tard, entre la canne et la betterave.

Au moment où l'Europe sucrière renoncerait, au profit de la canne, à l'avance artificielle dont elle a joui jusqu'ici, il importe qu'elle se préoccupe non seulement du présent mais encore et surtout de l'avenir. On se trouvera en présence de sucres coloniaux bénéficiant de primes dans leur pays d'origine, et pourquoi devrait-on se trouver désarmé contre cette importation ? Parmi les pays dont l'entrée en lice paraît devoir être considérée, il y a notamment Cuba, et peut-être aussi les Etats-Unis d'Amérique, qui accordent une protection énorme à l'industrie.

Il semble donc indispensable à l'honorable Délégué que l'on applique les droits compensateurs à tous les pays, et que canne et betterave soient mises sur le même pied. Il appuie en conséquence les observations des Délégués de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

M. LE PRÉSIDENT met aux voix la question suivante :

« Y a-t-il lieu de faire exception quant aux pays hors d'Europe ? »

Il fait remarquer que cette question n'embrasse pas, pour le moment, les possessions et colonies des pays représentés ou de ceux qui adhèreraient ultérieurement à l'accord intervenu.

Toutes les Délégations répondent *non*, hormis celle de la Grande-Bretagne, qui émet un vote affirmatif.

M. LE PRÉSIDENT constate que c'est le seul point, jusqu'ici, sur lequel la Conférence se trouve en présence de deux opinions absolument divergentes. La question qui vient d'être soumises au vote de l'assemblée est très importante, surtout en ce qui concerne l'avenir, et il serait indispensable qu'elle pût recevoir une solution unanime.

M. le Président, en présence de l'accord des autres Puissances, prie la Délégation de la Grande-Bretagne de vouloir bien soumettre la question à un nouvel examen.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, dit qu'il ne manquera pas de signaler à son Gouvernement que la Délégation britannique s'est trouvée, sur ce point, absolument isolée vis-à-vis des autres Délégations, et il réclamera des instructions en vue d'un nouvel examen de la question.

Sir HENRY BERGNE ajoute qu'il serait utile que la Délégation britannique fût plus complètement renseignée quant aux dispositions de la Conférence relativement à la question des surtaxes ; elle pourrait ainsi soumettre des propositions à son Gouvernement simultanément sur les deux points, et la solution à donner à la question de la clause pénale en serait peut-être facilitée.

La Conférence aborde l'examen du 4<sup>e</sup> point libellé dans la déclaration britannique.

M. LE PRÉSIDENT demande à l'assemblée de se prononcer sur cette question :

» Y a-t-il lieu de faire exception quant aux colonies ou possessions des  
» pays contractants ou des pays qui adhéreraient ultérieurement aux déci-  
» sions de la Conférence ? »

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, estime qu'il serait désirable de ne pas établir d'exception en faveur des colonies et possessions.

Il rappelle que la Délégation anglaise a déclaré que le Gouvernement du Royaume-Uni n'avait pas l'intention d'appliquer la clause pénale aux colonies britanniques, et que pour le moment aucune des colonies exportatrices de sucres ne donne de primes à l'exportation. L'honorable Délégué croit savoir cependant que la province d'Ontario accorde une prime à la production. Actuellement il n'y a pas, il est vrai, d'exportation canadienne vers Londres, mais la situation pourrait se modifier.

Quant à l'Allemagne, elle serait prête à soumettre ses colonies à la clause pénale.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que, si l'on établit un régime spécial pour les pays contractants qui ne sont pas exportateurs et dont la concurrence n'est, dès lors, pas à redouter sur les marchés tiers, il convient également de distinguer, quant aux possessions et colonies, entre celles qui produisent seulement pour leurs consommations et celles qui exportent.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, constate que les pays représentés à la Conférence sont tous producteurs, sauf un seul : la Grande-Bretagne, qui ne produit pas de sucre de betterave ; c'est, au contraire, un pays de grande consommation, et il possède de nombreuses colonies. Si les pays producteurs d'Europe s'entendent pour conclure une convention dans laquelle ils prennent envers la Grande-Bretagne l'engagement de supprimer les primes, il paraît difficile d'admettre que la Grande-Bretagne conserverait, par contre, la faculté de recevoir chez elle, sans droits compensateurs des sucres primés provenant de ses colonies. On ne comprendrait pas pourquoi ce qui serait défendu aux pays d'Europe serait permis aux pays coloniaux.

L'honorable Délégué rappelle le fait, cité au cours de la séance, qu'au Canada, l'une des provinces — la province d'Ontario — accorde des primes. Aux Etats-Unis d'Amérique, certains Etats donnent des primes considérables. Il entrera sans doute dans les vues de la Conférence d'envisager de la même manière, au point de vue de l'application des droits compensateurs, les primes données par les pays eux-mêmes et celles qu'accorderaient des provinces ou fractions de pays.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, fait remarquer que



la protection accordée dans la province d'Ontario à l'industrie sucrière a un caractère temporaire ; elle n'a été établie que pour une durée de trois ans. La prime de production est de 5 francs par 100 kilogrammes pour les deux premières années, et de 2 fr. 50 pour la troisième.

En ce qui concerne le premier point envisagé par M. Beauduin, Son Excellence constate qu'en fait, aucune des colonies ou possessions britanniques n'accorde de primes. Mais les instructions de la Délégation anglaise ne lui permettent pas de discuter les arrangements fiscaux entre la Grande-Bretagne et ses colonies et possessions. Toutefois si d'autres pays voulaient frapper de droits compensateurs les sucres de leurs colonies, la Délégation britannique n'aurait pas à y faire objection.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, comprend parfaitement la situation particulière dans laquelle se trouve la Grande-Bretagne. Il croit que la Conférence pourrait en tenir compte en se bornant à demander au Gouvernement britannique une déclaration constatant que les colonies ne donnent pas de prime actuellement et qu'il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de la Métropole d'encourager ou de permettre la création de primes dans les colonies pendant la durée de la convention.

Sir HENRY BERGNE répond que la Délégation britannique est toute disposée à demander des instructions sur ce point en ce qui concerne les colonies de la Couronne, mais qu'il ne pourrait être pris d'engagement liant les colonies autonomes.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH dit qu'il avait, en effet, en vue les colonies de la Couronne, le Gouvernement de la Métropole ne pouvant engager les autres. Il ajoute qu'il se mettra en rapport avec la Délégation britannique pour élaborer un texte à soumettre à l'assemblée.

La question est provisoirement réservée.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que, dans la deuxième séance. S. Exc. M. le Ministre de la Grande-Bretagne, à propos du régime spécial applicable à la France, a laissé entendre que la clause de la nation la plus favorisée ne permettrait à l'Angleterre d'imposer des taxes compensatrices qu'aux États qui accorderaient une prime excédant la prime française.

M. le Président propose à la Conférence d'examiner la question ainsi soulevée.

Sir HENRY BERGNE expose que la Grande-Bretagne est liée vis-à-vis de plusieurs pays par des traités de commerce garantissant le traitement de la nation la plus favorisée ; il semble difficile d'appliquer à ces pays la clause pénale sans tenir compte du régime spécial réservé à la France. On pourrait stipuler que, si le taux de la prime accordée dans un pays étranger à la convention n'excède pas le chiffre de la prime conservée par la France, ce pays ne sera pas sujet à l'application de la clause pénale.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, fait remarquer que l'avance donnée à la France constitue un régime exceptionnel, que la Conférence n'a pas entendu étendre à d'autres pays qui resteraient en dehors de l'accord à intervenir.

Si la Russie, par exemple, demeurerait étrangère à cet accord, pourquoi ses sucres arriveraient-ils sur le marché anglais avec la même avance que

les sucres français ? Cette avance doit rester exceptionnelle ; elle doit être considérée comme inexistante au point de vue des droits compensateurs. Et tout autre pays qui accorderait des primes devrait être frappé pour le montant de ces primes, sans défalcation.

M. LE PRÉSIDENT estime que la difficulté mise en relief par la Délégation britannique est réelle. La Conférence doit certes désirer que la situation faite à la France soit interprétée dans le sens indiqué par M. Beauduin ; mais, en présence de la clause de la nation la plus favorisée, les pays tiers se considéreront-ils comme liés par cette interprétation ? Il s'agit là d'une question de droit international assez délicate.

Peut-être pourrait-on trouver une solution susceptible de recevoir l'adhésion de la Conférence, en entourant la déclaration britannique de certaines réserves.

L'atténuation des droits compensateurs dans le sens indiqué par la Grande-Bretagne ne pourrait être éventuellement accordée qu'aux seuls pays qui jouissent conventionnellement du traitement de la nation la plus favorisée ; toutes les autres provenances seraient frappées de la taxe compensatrice intégrale, sans déduction de l'avance. De plus, les Etats contractants s'engageraient à se délier le plus tôt possible de la clause générale de la nation la plus favorisée, en tant qu'elle s'applique aux sucres, et à substituer à cette clause une disposition leur réservant le droit d'établir éventuellement une taxe compensatrice sur les sucres primés.

M. le Président donne lecture du texte ci-après, dans lequel se trouvent formulées les conditions qu'il vient d'exposer :

« La proposition de la Délégation britannique a en vue de prévenir les réclamations que pourrait provoquer, de la part des pays étrangers jouissant du traitement de la nation la plus favorisée, le régime spécial qu'il s'agirait d'assurer à la France.

» Il paraîtrait possible de se rallier à cette proposition moyennant une double condition :

» 1° Que la tolérance ne sera éventuellement appliquée qu'aux pays qui jouissent *conventionnellement* du traitement de la nation la plus favorisée ;

» 2° Que les pays faisant partie de l'Union sucrière saisiront la première occasion de se dégager des obligations qui font obstacle à la complète application de la présente convention et de substituer à la clause générale de la nation la plus favorisée une formule réservant expressément le droit de neutraliser par des surtaxes les primes d'exportation ».

Il est décidé que ce texte sera imprimé et distribué aux membres de la Conférence, afin de servir de base à une discussion ultérieure.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, dit que la Délégation française a pris connaissance avec grand intérêt des observations formulées par M. le Président et par M. Beauduin, concernant la question du traitement de la nation la plus favorisée, dans ses rapports avec la situation faite à la France. Il ne lui paraît pas, en effet, que la France puisse, l'accord une fois intervenu, être considérée comme y ayant accédé dans des conditions différentes de celles des autres Etats contractants.

En apportant à la Conférence le sacrifice auquel elle a consenti, la France a conscience de s'être mise sur un pied d'égalité avec les autres Etats, et le premier objet de la Conférence a été précisément de considérer le régime proposé par la France, d'accord avec deux autres Puissances, comme assimilé à celui des pays qui aboliraient complètement leurs pri-



mes. La France se présente donc, pour les membres de la Conférence, sur le même pied que les autres États représentés.

Par ainsi, et la situation de la France parmi les Puissances contractantes étant conventionnellement une situation d'égalité, il n'y a pas lieu, semble-t-il, de tenir compte, dans la clause pénale à appliquer aux sucres originaires des Puissances non contractantes, du régime spécial laissé en fait à la France.

M. LE PRÉSIDENT estime qu'en ce qui concerne les pays de l'Union, la thèse qui vient d'être exposée est l'évidence même. Mais des difficultés pourront naître lorsqu'il s'agira de faire adopter ce point de vue par des nations qui n'ont pas pris part à la Conférence et ne se considéreront pas comme liées par ses décisions.

La compétence de la Conférence ne paraît pas pouvoir être étendue à une question telle que celle relative à la clause de la nation la plus favorisée, du moins en ce qui concerne les pays qui ne sont pas représentés.

En présence des interprétations divergentes qui se sont fait jour, M. le Président demande à la Conférence de reprendre la discussion dans une séance ultérieure ; dans l'intervalle, les diverses Délégations pourront examiner la formule qu'il a soumise à l'assemblée.

Sir Henry BERGNE tient à ajouter que la Délégation britannique n'entend aucunement faire prévaloir vis-à-vis des autres États participants sa manière de voir quant à l'interprétation à donner à la nation la plus favorisée ; la Grande-Bretagne désire toutefois conserver la liberté d'avoir, sur la situation, son appréciation propre.

L'assemblée reprend l'examen de la question de l'application des droits compensateurs aux colonies.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, donne lecture de la déclaration sur les termes de laquelle il s'est mis d'accord avec S. Exc. M. le comte Khevenhüller Metsch. Elle est ainsi formulée :

« La Grande-Bretagne déclare qu'il n'existe point de primes directes ou indirectes d'exportation ou de production pour le sucre dans les colonies de la Couronne. Il est entendu que le Gouvernement de la Grande-Bretagne n'a pas l'intention de provoquer ni d'encourager l'établissement d'une prime quelconque dans les colonies de la Couronne pendant la durée de la convention. »

La Délégation britannique soumettra cette déclaration à son Gouvernement, et si elle est acceptée par celui-ci, la Conférence pourra l'examiner en janvier prochain, à la reprise de ses travaux.

M. LE PRÉSIDENT demande si la rédaction proposée ne soulève pas d'objections.

S. Exc. M. PHIPPS, tient à constater qu'il ne peut certifier l'acceptation de cette déclaration par le Gouvernement britannique ; il la croit toutefois probable.

Personne ne présentant d'observations, M. LE PRÉSIDENT en conclut que l'acceptation de la déclaration par la Grande-Bretagne serait de nature à donner satisfaction à la Conférence.

S. Exc. M. PHIPPS a dit que la Délégation britannique désirerait connaître les intentions de la France et des Pays-Bas en ce qui concerne leurs colonies.

M. LE PRÉSIDENT constate l'intérêt qu'il y aurait à donner à la question une portée plus générale, de manière à connaître les dispositions des divers pays représentés en ce qui concerne tant les colonies autonomes que celles dont l'administration dépend de la Métropole.

M. BOUSQUET, Délégué de la France, expose que toutes les colonies françaises productrices de sucre sont placées sous le régime douanier métropolitain. En conséquence, elles jouiront des mêmes avantages que la France elle-même, c'est-à-dire qu'elles bénéficieront du régime spécial consenti à la France et qui la place dans les mêmes conditions que les pays ne donnant pas de primes.

Si donc les sucres coloniaux sont importés dans un pays étranger ayant adhéré à la convention à intervenir, ce pays leur appliquera le même traitement qu'aux sucres produits sur le territoire continental de la France.

Si les sucres coloniaux sont importés dans la Métropole il ne peut être question de leur imposer une taxe compensatrice quelconque, les produits des colonies françaises étant admis en franchise.

On ne saurait considérer les colonies françaises comme un pays étranger par rapport à la France. Grâce au régime douanier existant, lequel constitue une union douanière très étroite, les colonies françaises ne sont, à ce point de vue, autre chose que des départements français.

Les sucres coloniaux bénéficient actuellement des mêmes avantages que ceux produits sur le sol de la Métropole. Il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement français de modifier la situation existant à cet égard.

M. ESCHAUZIER, Délégué des Pays-Bas, constate que l'industrie sucrière des colonies néerlandaises ne jouit d'aucune protection fiscale. Il n'y a pas d'impôt de consommation sur le sucre, de sorte qu'une prime déguisée ne pourrait y exister.

Il n'y existe pas non plus de prime directe, ni à la fabrication, ni à l'exportation, même pour les sucres en destination de la Métropole, comme dans le système français.

Loin de jouir d'une prime, les sucres de Java ont été frappés d'un droit de sortie jusqu'en 1898, année où ce droit a été aboli définitivement.

Cette abolition *définitive*, votée à l'unanimité par les deux Chambres des Etats-Généraux, établit à toute évidence la situation précaire de l'industrie, car cette abolition avait été accordée temporairement déjà trois fois après la crise sucrière de 1884.

L'honorable Délégué se déclare prêt à fournir à l'assemblée les autres indications qu'elle pourrait désirer sur ce sujet.

M. LE PRÉSIDENT estime qu'il serait utile, en vue de la reprise de la discussion, que la Conférence fût mise en possession de données précises sur le régime colonial des divers pays représentés.

Il semble désirable, au surplus, que tous les Etats possédant des colonies puissent faire ultérieurement une déclaration concernant leurs intentions à l'égard de celles-ci.

M. le baron D'AULNIS DE BOURROUILL, Délégué des Pays-Bas, revenant sur la législation coloniale française, demande quelle sera la situation des colonies françaises au point de vue de l'exportation. Le sucre colonial



jouit actuellement de la prime à la condition de toucher le sol français ; donc, si l'île Maurice exporte du sucre vers l'Inde britannique, ce sucre n'est pas primé. Sous le régime de la convention, jouirait-il d'une prime ; en d'autres termes, l'intention de la France est-elle d'accorder une prime aux sucres coloniaux, même s'ils ne touchent pas le sol français.

M. BOUSQUET répond que la France n'a pas l'intention de modifier sa législation sur ce point. Il ajoute que la mesure visée par l'honorable Délégué des Pays-Bas a été prise dans l'intérêt de la raffinerie française, et cet intérêt subsiste toujours. Les sucres coloniaux ne pourront donc jouir de la prime qu'à la condition de passer par la France.

M. COURTIN complète les observations présentées par son collègue de la Délégation française, en faisant connaître que la concession de l'identité de régime aux sucres coloniaux a eu précisément pour but de les mettre sur un pied d'égalité avec les sucres indigènes, en ce qui concerne le marché intérieur. On a poursuivi ainsi l'unification des conditions de la concurrence sur le marché national.

L'assemblée passe à l'examen du régime à appliquer aux colonies autonomes.

M. LE PRÉSIDENT rappelle qu'il y a lieu de distinguer entre les colonies autonomes qui ne produisent que pour leur consommation, et les colonies exportatrices de sucre. Celles de la première catégorie pourraient être assimilées aux pays d'Europe qui ne sont pas exportateurs et auxquels il sera fait une situation spéciale.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, fait remarquer que, pour les colonies non exportatrices, il devrait être entendu que le régime spécial ne serait maintenu que tant qu'elles n'exporteraient pas.

M. LE PRÉSIDENT ajoute qu'il devra en être de même pour les pays d'Europe.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH estime qu'il est désirable que les colonies autonomes, qui exportent du sucre et qui accordent des primes, soient soumises au régime général applicable aux pays restés en dehors de la convention. Elles auraient d'ailleurs, comme ceux-ci, la faculté d'accéder à l'arrangement.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, rappelle à ce propos que le Gouvernement britannique n'est pas disposé à appliquer la clause pénale aux colonies.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH répond qu'il n'a point perdu de vue, ce que dit, à cet égard, la déclaration de la Délégation britannique. Il croit que, pour les Gouvernements qu'il représente, il n'y aurait pas là un obstacle absolu à la conclusion d'un accord ; mais il serait préférable, en toute équité, d'obtenir l'accession des colonies autonomes qui exportent du sucre et qui donneraient des primes.

S. Exc. M. PHIPPS, dit que l'arrangement à intervenir pourra viser leur accession éventuelle. La convention leur sera communiquée : elles seront libres d'accéder ou non, à leur gré.

Sir Henry BERGNE constate à nouveau qu'aucune des colonies, autonomes ou autres, de la Grande-Bretagne n'accorde de prime. Si certaines

colonies autonomes venaient à donner une prime, des droits compensateurs pourraient leur être appliqués par les autres pays ; mais la Grande-Bretagne ne voudrait, en aucun cas, astreindre ces colonies à une clause pénale.

Sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, l'assemblée décide de réserver la question pour la discuter en même temps que celle du régime à appliquer aux colonies non autonomes.

M. LE PRÉSIDENT constate que la Conférence, après avoir adopté le principe des droits compensateurs, doit se préoccuper de la méthode à suivre pour constater l'existence et le montant des primes qui seraient accordées aux sucres des pays non adhérents. Si cette constatation était laissée à l'appréciation de chacun des Etats contractants, on n'aurait pas l'uniformité qui paraît désirable.

On ne pourrait mieux faire, semble-t-il, que de se rallier à la procédure préconisée à Londres, en 1888, et dont M. de Smet a fait l'exposé au début de la séance.

En conséquence, M. le Président ouvre la discussion sur ce point : Y a-t-il lieu de créer un organisme permanent qui aurait notamment pour mission d'indiquer sur les primes directes ou indirectes accordées par les Etats non contractants, et, dans le cas où leur existence serait reconnue, d'en évaluer le montant ?

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, demande si les propositions de cet organisme seraient soumises aux divers Gouvernements, qui se réserveraient la décision à prendre.

M. LE PRÉSIDENT répond que, dans le système adopté à Londres, la commission permanente déterminait, à la majorité des voix, le montant de la taxe compensatrice à prélever.

Sir HENRY BERGNE, Délégué de la Grande-Bretagne, pose les questions suivantes :

1° Le rapport de la commission sera-t-il décisif, ou chaque Gouvernement aura-t-il la liberté de prendre des mesures ou non ?

2° La commission pourra-t-elle viser des avantages qui ne sont pas cités dans la définition de la prime adoptée par la Conférence ?

M. LE PRÉSIDENT estime que le rôle de la commission devrait être aussi étendu que possible. Elle ne pourrait évidemment pas se prononcer sur des faits étrangers à la convention ; mais, la Conférence ayant décidé que l'énumération des modalités de la prime est énonciative et non limitative, la commission pourrait avoir à apprécier des faits qui, encore que non spécifiés, sont néanmoins générateurs de primes.

M. le Président propose de mettre aux voix la question de principe : Une commission permanente sera-t-elle instituée et chargée de soumettre des propositions aux Gouvernements contractants ?

S. Exc. M. PHIPPS, dit que la Délégation britannique ne savait pas que la question viendrait en discussion dans la présente séance.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer qu'il se borne à demander l'adhésion au principe, l'opinion de chaque Délégation étant réservée quant au rôle et au fonctionnement de la commission.

Il met aux voix la question de savoir si la Conférence adhère en principe à l'institution d'une commission permanente.



Toutes les Délégations répondent *oui*.

La Conférence fixe sa prochaine séance au jeudi 19 décembre, à 10 heures et demie.

La séance est levée à midi et demi.

*Le Président,*  
P. DE SMET DE NAEYER.

*Les Secrétaires,*

J. JANSSENS.

J. BRUN.

---

## SIXIÈME SÉANCE

---

JEUDI 19 DÉCEMBRE 1901

PRÉSIDENCE DE M. LE COMTE DE SMET DE NAEYER.

La séance est ouverte à 10 heures et demie.

Tous les Délégués sont présents.

M. COURTIN, Délégué de la France, dépose sur le Bureau une note indiquant le mode de calcul qui a servi à déterminer le chiffre de 4 fr. 95 cité, dans la deuxième séance, comme représentant le taux théorique maximum de la prime conservée à la France.

Cette note sera publiée en annexe au procès-verbal de la séance.

M. LE PRÉSIDENT propose à la Conférence de reprendre l'examen de certains points qui ont été réservés.

On a réservé notamment la stipulation « lequel ne dépassera pas un maximum fixé » qui figure dans la partie reproduite ci-après de la proposition française :

« Les Puissances représentées à la nouvelle session de la Conférence » s'engageront toutes, les unes envers les autres, à admettre sur leur territoire au tarif d'importation le plus réduit, lequel ne dépassera pas un » maximum fixé, les sucres originaires des pays contractants. »

Il semble qu'après les décisions antérieures la stipulation susdite doit disparaître. La proposition française vise, en effet, l'écart entre le taux du droit d'entrée et celui du droit intérieur de consommation, et non pas le tarif d'importation lui-même.

M. DELATOUR, Délégué de la France, constate qu'il est bien ainsi. La Délégation française n'insiste pas d'ailleurs sur le maintien de cette formule, étant donné que, dans le texte définissant la prime, la Conférence a antérieurement décidé de limiter l'écart entre le taux des droits d'entrée et celui des droits de consommation à un maximum suffisant pour la protection du marché intérieur.

La suppression des mots dont il s'agit est admise.

La Conférence passe à l'examen d'un autre point réservé, savoir :

La prime éventuelle pouvant résulter :

a) Des détaxes de distance ;

b) Du sucre « fictif » contenu dans les mélasses ;

c) Du droit élevé qui frappe les mélasses à leur entrée en France.

Sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, l'assemblée décide de discuter d'abord la question des mélasses.

M. COURTIN, Délégué de la France, rappelle que l'application du nouveau système qui a été proposé pour le calcul des excédents de rendement dans les fabriques françaises, doit conduire à une prime théorique maximum de 4 fr. 95 par 100 kilogrammes de raffiné. La première question soulevée est celle de savoir si ce maximum ne se trouverait pas, en fait, dépassé par le jeu de la législation intérieure applicable aux mélasses.

Les mélasses destinées à la distillerie ou aux usages agricoles peuvent être prises en charge et admises en décharge au compte des fabricants sur une base légale formelle de 14 p. 100 de leur poids ; cette disposition a pour effet de placer le fabricant exactement dans la situation où il se trouverait si, au lieu de conserver ses mélasses à l'état nature, il en avait, poursuivant l'extraction du sucre, retiré 14 p. 100 de leur poids, en raffiné ; de là, la qualification de sucre « fictif » (fictif parce qu'il n'est pas extrait) que M. le baron d'Aulnis de Bourouill a appliquée à ces 14 p. 100 de raffiné que 100 kilogrammes de mélasses sont présumés représenter.

Chaque fabricant qui livre ainsi des mélasses, soit à la distillerie, soit aux usages agricoles, se trouve donc exactement dans la même situation que s'il avait obtenu un rendement supplémentaire effectif de 14 p. 100 du poids de ses mélasses, et, sous le régime actuel, ces 14 p. 100 viennent augmenter d'autant ses excédents de rendement.

Que va-t-il se passer sous le régime proposé ? L'allocation des 14 p. 100 aura comme précédemment pour effet d'augmenter d'une quantité correspondante le rendement effectif de chaque fabricant ; elle rapprochera ou éloignera ce rendement du taux de 10,50 kilogrammes, mais là se borneront ses effets, et elle n'aura jamais pour conséquence de porter au delà de 2 kil. 750 le maximum de sucre au droit réduit que le fabricant pourra obtenir par 100 kilogrammes de betteraves mises en œuvre. Elle lui permettra, dans certains cas, de se rapprocher de ce taux, — elle lui permettra, par suite, dans certains cas, de se rapprocher de la prime maximum de 4 fr. 95, — mais elle n'ira pas au delà.

Si l'on voulait préciser l'influence que la suppression de la décharge de 14 p. 100 aurait, au point de vue des fabricants, sous le nouveau régime, on dirait donc :

— Si le rendement effectif dépasse 10,50 p. 100, c'est-à-dire si le fabricant touche la prime, non pas maximum, mais sur la quantité maximum de 2 kil. 750, la décharge de 14 p. 100 ne présente pour lui aucun avantage.

— Si le rendement effectif n'atteint pas 10,50 p. 100, c'est-à-dire si le fabricant ne touche pas la prime sur la quantité maximum de 2 kil. 750, la décharge de 14 p. 100 a pour effet, en augmentant le rendement légal, de rapprocher du maximum de 2 kil. 750 la quote-part de ce rendement légal bénéficiant de l'impôt réduit.

M. Courtin ajoute que les excédents de rendement provenant du jeu des 14 p. 100 sont compris dans les chiffres globaux qui figurent aux statistiques françaises. Ainsi donc les avantages que ce système peut assurer aux fabricants sont compris dans les chiffres de prime précédemment indiqués, soit :



En 1897-1898, 4 fr. 54 par 100 kilogr. de raffiné et 3 fr. 99 par 100 kilogr. à 88 degrés.

En 1896-1899, 4 fr. 27 par 100 kilogr. de raffiné et 3 fr. 75 par 100 kilogr. à 88 degrés.

En 1899-1900, 4 fr. 39 par 100 kilogr. de raffiné et 3 fr. 86 par 100 kilogr. à 88 degrés.

En 1900-1901, 4 fr. 32 par 100 kilogr. de raffiné et 3 fr. 80 par 100 kilogr. à 88 degrés.

M. Courtin conclut en donnant de nouveau l'assurance que la législation afférente aux mélasses ne peut avoir pour effet de modifier le chiffre de 4 fr. 95 qui a été indiqué comme représentant la prime théorique maximum susceptible d'être réalisée.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, constate que, d'après les explications qui viennent d'être données, il y a actuellement une prime résultant des 14 p. 100, mais que cette prime disparaîtrait si le système nouveau était mis en vigueur, attendu que les 14 p. 100 feraient partie des 2 kilogr. 750 qui formeraient la base de la prime future. Il se demande pourquoi l'on maintiendrait en France un système aussi compliqué que celui relatif à la charge accordée pour le sucre fictif contenu dans des mélasses. Il désirerait aussi être éclairé sur le droit qui frappe les mélasses à l'importation en France, droit qui a été considéré comme étant la cause d'une prime indirecte.

M. COURTIN reconnaît que, dans le cas le plus général depuis plusieurs campagnes, celui où le rendement est supérieur à 10 kilogr. 50, la décharge de 14 p. 100 afférente aux mélasses n'offrirait aucun avantage pour le fabricant, puisqu'il n'en retirerait aucune prime supplémentaire. Mais cette allocation de 14 p. 100 présenterait un intérêt réel dans les années où la récolte est mauvaise au point de vue de la richesse saccharine des betteraves, car alors elle permettrait de rapprocher le rendement du taux de 10,50.

Il y a lieu de remarquer, d'ailleurs, que la loi du 4 juillet 1887, qui a accordé la décharge spéciale aux mélasses, n'a pas eu pour but de concéder aux fabricants une bonification supplémentaire, mais de les amener à renoncer à l'extraction du sucre contenu dans les mélasses, opération qui avait pour conséquence d'accroître les excédents de rendement d'une quotité bien supérieure à l'allocation forfaitaire de 14 p. 0/0.

En ce qui concerne les droits élevés qui frappent les mélasses à leur entrée en France, et qui assureraient sur ces produits, aux fabricants de sucre, une véritable prime indirecte, M. Courtin indique que ces droits n'ont pas été établis pour favoriser l'industrie sucrière, mais dans un intérêt purement agricole, en vue de défendre les distilleries de betteraves et de grains.

M. BEAUDUIN estime que la surtaxe sur les mélasses agit de la même manière que la surtaxe sur les sucres.

En Belgique, la mélasse vaut à peu près 5 francs les 100 kilogrammes ; en France, environ le triple ; ce prix élevé est obtenu grâce à un droit d'entrée prohibitif. Il y a là, pour le fabricant français, une faveur que l'honorable Délégué range parmi les primes indirectes.

M. DELATOUR, Délégué de la France, ne considère nullement comme démontré que les droits de douane qui frappent les mélasses constituent

réellement une prime quelconque pour l'industrie sucrière. Ce n'est qu'autant que cette preuve serait apportée que la France aurait à examiner s'il conviendrait de modifier sur ce point sa législation.

Il estime, pour sa part, qu'il n'en est rien et que le droit d'importation qui frappe en France les mélasses étrangères ne peut avoir, ni directement, ni indirectement, l'effet d'une prime. Le législateur a voulu qu'alors que les céréales avaient vu leur prix relevé par un droit de douane, elles ne pussent se trouver concurrencées, pour les emplois en distillerie, par les mélasses étrangères. C'est là une mesure corrélative de la protection douanière accordée aux céréales ; le seul effet qu'elle puisse avoir sur la production sucrière, c'est de rendre possible, par la limitation de l'emploi de la mélasse en distillerie aux quantités produites en France, l'affectation à la distillerie, concurremment aux céréales, d'une partie de la production betteravière. Le résultat en serait donc le relèvement du prix de la betterave payé par le fabricant de sucre, c'est-à-dire une augmentation de son prix de revient, ce qui tendrait plutôt à provoquer, au lieu d'une prime, un désavantage pour les sucres exportés. Si le Gouvernement français maintient la mesure malgré cet inconvénient, c'est dans un intérêt de protection purement agricole.

L'honorable Délégué ajoute que la Conférence peut être assurée que ce n'est pas de ce côté que viendront les obstacles à un accord. La Délégation française ne s'était pas préoccupée de ce point spécial, ne pensant pas qu'il pût résulter du régime appliqué aux mélasses une prime quelconque. Elle pourrait, si la Conférence était d'un avis contraire, en référer à son Gouvernement.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, tout en constatant que les explications techniques fournies par la Délégation française sont d'un grand intérêt, demande, n'étant pas spécialiste en la matière, si la France serait en mesure d'affirmer que le chiffre de 4 fr. 95 ne pourra jamais être dépassé.

Son Excellence attacherait, au point de vue des engagements internationaux à conclure éventuellement avec des pays non adhérents, une sérieuse importance à ce que cette constatation fût inscrite dans la convention à intervenir.

M. DELATOUR, Délégué de la France, estime qu'il peut sembler suffisant de prendre acte de ce chiffre de 4 fr. 95 dans les procès-verbaux des séances. Ce chiffre ne doit pas être pris en lui-même, c'est une conséquence des concessions faites, et, s'il entrait dans le texte même de la convention, il pourrait créer un malentendu en laissant croire à l'allocation d'une prime effective de 4 fr. 95, alors qu'il ne s'agit que d'un maximum théorique, qui ne pourra pas être atteint en fait.

C'est là, d'ailleurs, une simple question de forme qui ne peut évidemment pas être une difficulté insurmontable, puisque les procès-verbaux prennent acte formellement de ce maximum, qui devient ainsi contractuel.

L'honorable Délégué de la France ajoute que la note déposée, au début de la séance, par son collègue M. Courtin, permettra aux membres de la Conférence de se convaincre de l'exactitude et de la portée réelle du chiffre de 4 fr. 95.

M. LE PRÉSIDENT constate qu'une déclaration formelle actée à ce sujet



dans les procès-verbaux aura la même force probante que si la constatation était faite dans la convention même.

S. Exc. M. GÉRARD dit qu'après les observations présentées dans la séance précédente quant au sens à donner à l'avance consentie à la France, il y aurait, de l'avis de la Délégation française, des inconvénients à faire figurer dans la convention même un chiffre qui pourrait faire naître des doutes sur la situation d'égalité de la France vis-à-vis des autres États de l'Union future.

S. Exc. M. PHIPPS se déclare satisfait s'il est entendu que le chiffre ainsi acté dans les procès-verbaux a le caractère d'un chiffre contractuel.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'il en est bien ainsi.

M. le baron D'AULNIS DE BOUROUILL, Délégué des Pays-Bas, revenant sur la question du droit d'entrée applicable aux mélasses, dit qu'il n'a jamais pu voir dans ce droit une véritable prime d'exportation. Semblable prime n'existe que lorsqu'elle a pour conséquence une exportation. Or, en France, les mélasses ne sont pas exportées. L'avantage que le fabricant retire du droit d'entrée est un avantage financier, qui ne se traduit pas en prime de sortie.

Au surplus, ce droit constitue aussi un désavantage pour le fabricant. En effet, le droit d'entrée sur les mélasses tient à une politique douanière qui a pour but d'élever le prix des céréales. Or, plus ce prix est élevé, plus les betteraves seront chères. L'agriculteur a le choix entre les deux cultures, et si la culture des céréales est avantageuse, l'offre en betteraves sera plus restreinte.

Ainsi le haut prix des céréales entraîne à la longue un haut prix des betteraves, matière première pour le fabricant de sucre.

Dans cet ordre d'idées, l'honorable Délégué constate que c'est avec raison que l'on a autrefois attribué l'extension de la culture betteravière en Allemagne au bas prix des céréales.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer, à propos de la thèse soutenue par l'honorable Délégué des Pays-Bas, qu'il ne faut pas envisager une récolte isolée, mais tenir compte de l'assolement. La betterave, on le sait, ne se cultive pas deux années de suite sur la même terre ; elle doit alterner avec la culture d'une céréale, et si le prix de vente de celle-ci est augmenté sous l'influence de droits d'entrée, cette protection réagit sur l'ensemble des produits successifs de l'assolement.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, estime que les observations de M. le Président sont absolument fondées.

Il est permis d'affirmer que la cherté des blés tend plutôt à pousser au bas prix des betteraves. C'est là un phénomène souvent constaté en Allemagne, où le prix des céréales, grâce au tarif douanier, est très élevé. Dans les pays où les céréales sont à bon compte, comme en Belgique, c'est la betterave qui constitue le pivot des assolements, qui exige les grandes fumures, les grands frais, et la récolte des céréales n'est considérée que comme secondaire.

En Allemagne, au contraire, le cultivateur accorde son maximum d'efforts à cette récolte, qui lui donne le maximum de profit, il peut alors considérer la betterave en ordre subsidiaire, comme appoint de production ; d'où prix moins élevé pour la betterave.

Si, grâce au régime douanier, les mélasses sont favorisées d'un prix plus

élevé, il en résulte une sorte de prime indirecte dont il faudra tenir compte.

M. DELATOUR, Délégué de la France, dit qu'il est exact que sur les terrains déjà affectés à la culture de la betterave, l'on ne pourrait substituer complètement celle-ci aux céréales, à cause des assolements. Mais la hausse des prix peut parfaitement entraîner la culture de la betterave sur des terrains où elle n'était pas cultivée encore. Les observations formulées n'affaiblissent donc nullement l'argumentation présentée précédemment.

M. le baron d'AULNIS DE BOUROUILL reconnaît que la culture de la betterave serait favorisée par un haut prix des céréales dans le cas, d'ailleurs exceptionnel, où pour la production d'une certaine quantité de céréales, la production d'une quantité correspondante de betteraves serait absolument indispensable, fût-ce par assolement. Mais la culture des céréales peut parfaitement se faire sans la betterave ; ainsi, certaines parties de la Zélande, où l'on ne cultive pas la betterave, produisent un blé excellent.

On a envisagé l'hypothèse d'un assolement triennal ; si le blé était à un prix très élevé, l'assolement pourrait se faire de quatre en quatre ans ; il y aurait donc, en moyenne, par année, moins de betteraves sur le marché.

M. le baron d'Aulnis de Bourouill ajoute qu'il se rallie, quand à lui, à l'opinion des Délégués français sur la question des mélasses.

M. BEAUDUIN fait remarquer qu'il n'a pas entendu dire que nulle part on ne peut cultiver les céréales sans cultiver également la betterave. Ce qu'il affirme, c'est que dans les pays où existe la fabrication du sucre, il y a forcément alternative entre les céréales et la betterave ; il faut aux céréales des cultures intercalaires, dont le nombre est assez restreint. En Belgique, comme dans toute l'Europe centrale, il n'en existe pas de suffisamment importante en dehors de la betterave.

M. BOUSQUET, Délégué de la France, estime qu'il conviendrait d'abandonner le terrain purement agricole sur lequel la discussion paraît actuellement placée pour en revenir au point précis qui fait l'objet de la discussion, celui de savoir si, comme le soutient M. Beauduin, la surélévation des droits d'entrée sur les mélasses peut être considérée comme une sorte de prime.

M. Bousquet recherche quel peut être le véritable effet de cette élévation des droits. À son avis, il devrait en résulter une augmentation du prix de la mélasse indigène, qui n'a pas ainsi à redouter la concurrence du produit similaire étranger, et par suite l'exagération du droit de douane tendrait à rejeter la clientèle des distillateurs vers les céréales, au détriment des sous-produits de la sucrerie. C'est donc le contraire d'un avantage donné à cette dernière et, à ce point de vue, la France ne pourrait que mériter un prix d'encouragement dans une assemblée comme celle-ci.

M. LE PRÉSIDENT émet l'avis que, la Délégation française s'étant montrée disposée à demander, sur le point en discussion, des instructions à son Gouvernement, la Conférence pourrait s'en tenir provisoirement aux observations échangées.

M. DELATOUR, Délégué de la France, croit qu'il serait sans utilité pratique de revenir ultérieurement sur la question, la démonstration que le régime discuté donne naissance à des primes ne lui paraissant pas avoir été faite.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, dit qu'il n'attache à la question



qu'une importance secondaire, et qu'en ce qui le concerne personnellement, il n'insiste pas.

M. LE PRÉSIDENT constate que personne ne demande à reprendre le débat sur ce point.

Il est, en conséquence, décidé que la question des primes pouvant résulter du régime actuellement appliqué aux mélasses en France sera laissée en dehors des délibérations de la Conférence.

M. le baron D'AULNIS DE BOUROUILL, Délégué des Pays-Bas, croit savoir qu'il existe en Angleterre un droit d'entrée sur les mélasses destinées au raffinage. Il se demande s'il n'y a pas là une légère prime pour le raffineur anglais. La mélasse provenant du raffinage est, en effet, exempte de droits, tandis que la mélasse importée paye au moins 1 shilling par quintal anglais.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, fournit à ce sujet les renseignements ci-après.

Les taux des droits sur les mélasses sont :

De 2 s. 9 d. par cwt. lorsqu'elles renferment 70 p. 100 ou plus de matière saccharine.

De 2 s. 0 d. par cwt. lorsqu'elles renferment entre 50 et 70 p. 100 de matière saccharine.

De 1 s. 0 d. par cwt. lorsqu'elles renferment 50 p. 100 ou moins de matière saccharine.

On ne peut soutenir que ces taux s'opposent à l'importation des mélasses. Le taux le moins élevé de 1 shilling s'applique aux mélasses pauvres destinées à la nourriture du bétail, tandis que les mélasses pour la distillation sont admises sans droit.

Les taux plus élevés, et surtout celui le plus élevé, ne s'appliquent pas à l'importation des mélasses pour les distilleries ; ils visent surtout les sirops riches en sucre, lesquels ne constituent nullement des déchets, mais bien des produits fabriqués.

L'admission à des taux plus modérés, de sirops d'un pouvoir sucrant élevé — par exemple de 95 p. 100 et au delà — tirés directement du sucre, porterait préjudice au Trésor.

Sir Henry BERGNE, Délégué de la Grande-Bretagne, ajoute que la mesure constitue une précaution d'ordre fiscal, et qu'elle n'a aucunement été prise dans le but d'accorder des avantages à la raffinerie.

M. le baron D'AULNIS, DE BOUROUILL fait remarquer qu'il se pourrait que, bien que telle n'ait pas été l'intention du Gouvernement, l'effet n'en fût pas moins celui qu'il a indiqué. Quoi qu'il en soit, il n'a eu en vue que d'obtenir un renseignement, sans vouloir prétendre que, même s'il existait de ce fait un avantage pour les raffineurs, cet avantage serait une prime à l'exportation.

Sir Henry BERGNE dit que, s'il était démontré qu'il y a réellement là un avantage pour les raffineurs, la Délégation britannique ne manquerait pas de le signaler à son Gouvernement, pour que celui-ci examine s'il y aurait lieu de modifier éventuellement la mesure.

M. LE PRÉSIDENT juge inutile de réserver spécialement la question ; mais il est entendu qu'elle pourrait être reprise si des éléments nouveaux venaient à être produits.

M. le Président ouvre la discussion sur la question des détaxes de distance.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, donne lecture de l'article 3 de la loi française du 7 avril 1897, relatif à cet objet. Cet article est ainsi conçu :

« Les sucres bruts provenant de la métropole, expédiés des ports français de la mer du Nord et de la Manche, à destination des ports français de l'Atlantique et de la Méditerranée, pour être mis en œuvre dans les raffineries établies dans ces ports, *en vue de l'exportation*, bénéficieront, à partir de la promulgation de la présente loi, d'une détaxe de 2 francs par 100 kilogrammes, à la condition que ces sucres soient expédiés sous le régime du cabotage du port français d'embarquement au port français de destination. Ils seront dirigés avec acquit à caution de mutation d'entrepôt sur la douane de destination où seront souscrites les obligations d'admission temporaire. Ces obligations devront être apurées par l'application de certificats d'exportation dans les conditions déterminées par la législation actuelle, sous peine de la restitution de la détaxe.

» La même détaxe de 2 francs sera accordée aux sucres bruts provenant des fabriques de la métropole, situées à une distance minima de 250 kilomètres du port où se trouve la raffinerie à laquelle ces sucres seront expédiés directement de la fabrique par voie ferrée, pour être mis en œuvre, *en vue de l'exportation*, dans les raffineries des ports français de l'Atlantique et de la Méditerranée.

» Elle sera également accordée aux sucres bruts provenant des fabriques de la métropole situées à une distance de plus 300 kilomètres en ligne droite des raffineries de l'intérieur, lorsque ces sucres seront expédiés directement de la fabrique par voie ferrée ou par canaux, pour être mis en œuvre, *en vue de l'exportation*, dans les dites raffineries. »

L'honorable Délégué expose ce qui se passe sous le régime de ces dispositions.

Le législateur a considéré que certaines raffineries situées loin des centres de production se trouvent dans une situation d'infériorité, en ce sens qu'elles ont à acquitter des frais excessifs pour le transport des matières premières dont elles ont besoin. Il a voulu compenser cette infériorité au moyen d'une détaxe de 2 francs par 100 kilogrammes, afin que les sucres puissent aller à moindres frais, des fabriques vers les ports français de l'Atlantique et de la Méditerranée.

M. Beauduin cite un exemple. Il suppose du sucre fabriqué dans le nord de la France ; il est embarqué à Dunkerque, pour être transporté par mer à Marseille ; là, il entre dans la raffinerie, et après raffinage il est exporté vers l'Orient. Ce sucre reçoit de ce chef 2 francs par 100 kilogrammes. La législation fait donc intervenir le Trésor pour faciliter le transport de ce sucre d'un point du territoire français vers un autre en vue de l'exportation.

Si l'on rapproche de cette situation celle qui est faite aux sucres belges, on constate que pour aller du pays de Liège, par exemple, en destination de l'Orient, les fabricants doivent transporter leurs produits jusqu'à Anvers et de là leur faire accomplir, par eau, le même trajet que les sucres français pour atteindre la Méditerranée. Le raffineur français jouit pour ce transport d'une prime de 2 francs ; d'où une supériorité sur le fabricant belge, qui ne bénéficie d'aucun avantage semblable.



La Conférence s'est mise d'accord pour concéder à la France une certaine avance. Il importe que les avantages donnés au producteur et au raffineur, soient limités à cette avance, et que d'autres avantages ne viennent pas s'y ajouter sous une forme quelconque.

M. BOUSQUET, délégué de la France, prend acte de ce que les critiques dirigées par M. Beauduin contre le système des détaxes de distance institué en France ne visent pas les détaxes accordées aux sucres coloniaux, mais concernent uniquement celles allouées au sucres indigènes.

En ce qui touche ces dernières, M. Bousquier se propose d'en justifier l'établissement aux yeux de la Conférence, et de démontrer que ces allocations n'ont pas eu pour but et n'ont pas pour effet de jouer le rôle d'une prime.

En instituant les détaxes, le législateur français a voulu simplement égaliser les conditions faites à l'industrie nationale et redresser dans une mesure équitable, les anomalies résultant de la distribution géographique des centres de production sucrière, par rapport aux usines de raffinage.

Quelle était, en effet, la situation à laquelle le législateur a entendu remédier par l'allocation des détaxes ? La loi du 7 avril 1897 frappait d'une surtaxe de 9 francs par 100 kilogrammes, les sucres importés des pays extra-européens. Par suite, ces sucres, qui constituaient autrefois la principale matière première des raffineries établies sur le littoral, ne devaient plus venir et, en fait, ne sont plus venus se faire raffiner en France. La clientèle des raffineries situées dans les ports français se trouvait, de ce chef, restreinte aux producteurs indigènes. Or, ces établissements étaient placés dans des conditions défavorables par rapport à leur clientèle, puisqu'ils étaient très éloignés des centres de production. C'est en vue de corriger ces inégalités que l'on a institué des détaxes de distance.

L'intervention du législateur français était-elle légitime dans l'espèce ? L'affirmative ne saurait faire de doute. L'installation des raffineries dans les ports français était, en effet, l'œuvre du législateur lui-même, qui, par des mesures prises antérieurement, avait amené les sucres extra-européens à se faire raffiner dans ces ports. Le jour où ces sucres ont été détournés du territoire français, il a été nécessaire de corriger les effets de cette mesure. L'allocation des détaxes se justifie donc amplement à ce point de vue.

Mais il paraît utile également de répondre à une observation présentée par l'honorable Délégué de la Belgique, et d'après laquelle la détaxe aurait pour effet de placer les sucres français destinés à l'exportation, dans une situation privilégiée vis-à-vis de leurs concurrents, puisque, par le fait de cette bonification, ils se trouveraient amenés, sans avoir à supporter aucun frais, au port même d'embarquement.

A cet égard, il n'est pas exact de comparer, comme l'a fait l'honorable Délégué, la situation respective de la France et de la Belgique. Par suite des conditions géographiques mêmes, l'industrie sucrière belge est concentrée sur un espace assez restreint. En France, au contraire, des distances considérables séparent la région sucrière des raffineries établies dans les ports.

Il y a donc là une situation particulière, qui appelait des mesures spéciales. C'est ce qu'a d'ailleurs reconnu M. le baron d'Aulnis de Bourouill, lorsque, aux pages 57 et 58 de son livre sur *Les primes à l'exportation du sucre*, il dit : « Le résultat le plus ostensible des détaxes de distance serait » donc le maintien artificiel des raffineries de Nantes, de Bordeaux et de » Marseille. Les détaxes de distance servent à faire subsister en France » une distribution coûteuse des vieilles raffineries. La détaxe a, pour » ainsi dire, annihilé les distances. Son effet économique a été qu'au point » de vue des frais de transport pour l'exportation, presque toutes les fa- » briques françaises peuvent se regarder comme situées tout près de cer- » tains ports maritimes. »

Tel est, en effet, le but véritable de l'allocation des détaxes ; elles étaient destinées à faire subsister en France des raffineries mal placées au point de vue de la production indigène du sucre.

Mais, après avoir indiqué le but poursuivi à cet égard par le législateur, il convient de rechercher si, en fait, cette allocation n'a pas eu pour résultat de conférer une véritable prime au sucre ainsi transporté.

Le montant de la détaxe a été fixé à 2 francs par 100 kilogrammes de sucre. Elle est allouée : 1° aux sucres expédiés des ports français de la Mer du Nord et de la Manche, à destination des raffineries situées dans les ports de l'Atlantique et de la Méditerranée ; 2° aux sucres expédiés par voie ferrée ou par canaux sur les raffineries et provenant de fabriques distantes de 250 kilomètres ou de 300 kilomètres au moins, selon le cas.

Sans citer de chiffres, ce qui, étant donné la complexité très grande des tarifs de chemins de fer, ne saurait fournir d'indications absolument certaines, M. Bousquet fait connaître que la détaxe a été calculée de manière à représenter sensiblement les frais de transport. Les distances de 250 et de 300 kilomètres, selon le cas, constituent, en effet, un minimum qui est généralement dépassé dans une large mesure. Beaucoup de transports ont lieu, en effet, à des distances de 500 à 600 kilomètres. L'écart, s'il en existe, entre le prix réel du transport et le chiffre de la détaxe ne saurait dépasser quelques centimes ; il peut avoir lieu dans un sens ou dans l'autre et constitue, par suite, un élément de discussion peu appréciable.

D'ailleurs, s'il n'est pas possible d'indiquer avec précision le montant des frais de transport réellement supportés par chaque expédition de sucres ayant bénéficié de la détaxe, on peut, au contraire, apprécier quel est l'effet global de cette allocation, en examinant la dépense qui en résulte.

Pour la campagne 1900-1901, cette dépense a été de 2.555.921 francs, chiffre s'appliquant au transport de 127.000 tonnes de sucres environ. On voit par là que le bénéfice, s'il en existait, ne s'appliquerait qu'à une faible partie de l'exportation. Il y a, en effet, une disproportion énorme entre ce chiffre de 127.000 tonnes et celui de 654.000 tonnes auquel se sont élevées, pendant la même période, les exportations avec prime directe.

Et cependant si la détaxe comportait une prime, elle devrait provoquer un afflux considérable des sucres vers les raffineries des ports. Cette conséquence logique ne se produit pas. C'est là la démonstration péremptoire que la détaxe ne constitue pas un véritable avantage pour l'exportation.



En terminant son exposé, M. Bousquet croit utile d'ajouter que M. Beau-duin s'est également préoccupé du rôle que les détaxes pourraient être amenées à jouer. Ces allocations ne pourraient constituer de véritables primes que si leur chiffre actuel était sensiblement relevé. Or, bien que les instructions de la Délégation française ne visent pas ce point spécial, M. Bousquet croit pouvoir affirmer qu'il n'entre pas dans la pensée du Gouvernement français de modifier la situation existante. Ce serait là, d'ailleurs, une violation des engagements pris au sujet des primes indirectes.

M. BEAUDUIN constate qu'il faut dégager de la situation, à la fois un fait et un principe,

Le fait existe indubitablement. Lorsque du sucre transporté du Nord de la France vers la Méditerranée, reçoit une prime de 2 francs, il jouit d'un avantage incontestable, qui se justifie d'autant moins que ce sucre accomplit un voyage non pas illogique, mais rationnel et obligé, puisqu'il doit être dirigé ensuite vers l'Orient. Ce voyage s'imposerait même si ce sucre devait être raffiné dans la région du Centre.

Les sucres belges obligés d'effectuer le même parcours ne reçoivent pas cette bonification. Il y a là, pour les fabricants français, un avantage qui se chiffre annuellement par 2 millions et demi.

Ce total a une importance qui n'est pas à dédaigner ; mais à côté de cette importance, il y a plus encore : un principe qui peut avoir une portée très grande. En supposant une Union pour l'abolition des primes, serait-il admissible qu'à l'avenir un des pays de cette Union pût corriger des situations topographiques défectueuses en facilitant le transport des betteraves vers les fabriques ou des sucres bruts vers les raffineries, sans qu'il en résulte une prime ? Ce serait s'engager dans une voie dangereuse et qui pourrait prêter à des abus.

M. BOUSQUET, s'inspirant de l'idée traduite dans les paroles de M. Beau-duin, fait remarquer que les détaxes de distance n'ont d'autre but que de corriger les conditions résultant des déficiences géographiques dans l'intérieur du pays. La Conférence ne se montrera sans doute pas disposée à s'immiscer dans des questions d'ordre purement intérieur et sans répercussion sur la concurrence internationale. L'effet des détaxes revient, en réalité, à placer sur le même pied, toutes les raffineries d'un pays, en un mot à neutraliser les distances.

M. DELATOUR, Délégué de la France, confirme les déclarations faites par son collègue, en ce qui concerne les intentions du Gouvernement français au sujet des détaxes de distance. Il fait remarquer, au surplus, que la question des avantages pouvant résulter des conditions de transport, a été soulevée par lui-même, à la Conférence de 1898 et qu'elle fut écartée sur la proposition du Président, qui fit remarquer que « les délibérations de la Conférence seraient sans issue, si l'on rattachait à l'objet en vue duquel elle est réunie, des points spéciaux semblables ».

M. LE PRÉSIDENT estime que la question des tarifs de transport présente une réelle importance. Il y a lieu de distinguer entre la situation existant en France et qui pourrait comporter, de la part de ce pays, l'engagement de ne pas augmenter le taux des détaxes actuelles, et la situation qui naîtrait de ce que certains États accorderaient aux producteurs la décharge des prix de transport. Ce serait bien là une prime indirecte à l'exportation.

Il a été entendu que la nomenclature des modalités de la prime est énonciative et non limitative. Il paraît certain que le dégrèvement des frais de transport pourrait constituer une prime indirecte, au même titre que les avantages accordés soit à la culture de la betterave, soit à l'industrie du chef du personnel ouvrier employé dans les fabriques, exemples déjà cités précédemment.

Il serait sans doute excessif d'aller jusqu'à scruter les réductions de tarif, du moment qu'on peut considérer que les transports se font au moins à prix coûtant ; mais si les transports s'effectuaient au-dessous du prix coûtant, il semble à M. le Président qu'il y aurait prime, et la Conférence devrait se prononcer sur ce point.

M. le Président propose donc de diviser la question : d'envisager séparément la situation de fait existant en France, étant entendu qu'elle ne serait pas accentuée dans l'avenir ; d'autre part, d'examiner si le transport gratuit et même le transport au-dessous du prix de revient ne constitueraient pas une prime indirecte.

La Conférence se réserve de discuter ces points dans une séance ultérieure.

Sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, la Conférence décide de confier à une commission le soin d'examiner la question du régime spécial à appliquer aux pays contractants non-exportateurs de sucre, savoir : l'Espagne, l'Italie, la Roumanie et la Suède. Cette commission recherchera, de concert avec les Délégués de ces quatre pays, une formule sur laquelle la Conférence sera ensuite appelée à se prononcer.

Il est entendu que les Délégués désireux de faire partie de la commission se feront inscrire au Bureau.

S. Exc. M. le jonkheer DE PESTEL, Ministre des Pays-Bas, présente la motion suivante :

« Conformément aux déclarations faites par la Délégation néerlandaise à la Conférence de 1898 (voir pages 24 et 64 des procès-verbaux), le Gouvernement des Pays-Bas exprime des doutes sur la possibilité d'arriver à une suppression immédiate des primes dans les Pays-Bas.

« La Délégation des Pays-Bas tiendrait à connaître l'opinion des Délégués des autres Gouvernements, au sujet d'une abolition graduelle des primes. Cette manière de procéder serait dans l'esprit de la loi néerlandaise actuellement en vigueur, avec cette réserve que la réduction des primes sera complète dans quatre ou cinq années. »

Il est décidé que la question ainsi soulevée sera mise à l'ordre du jour des délibérations de la Conférence.

La séance est levée à midi et demi.

*Le Président,*

P. DE SMET DE NAEYER.

*Les Secrétaires,*

J. JANSSENS.

J. BRUNET.



## NOTE

*remise par la Délégation française et relative à la détermination du taux théorique maximum de la prime conservée à la France*

Sous le régime accordé à l'industrie sucrière française — régime qui comporterait : le maintien de la prise en charge légale à 7 kilogr.  $\frac{3}{4}$  par 100 kilogrammes de betteraves, une immunité partielle d'impôt de 20 fr. par 100 kilogrammes au sucre obtenu entre les rendements de 7  $\frac{3}{4}$  et 10  $\frac{1}{2}$ , p. 100, et l'application du droit plein au sucre obtenu au delà de 10  $\frac{1}{2}$ , p. 100 — le taux maximum de prime réalisable (en théorie mais non en fait) dans l'hypothèse où toutes les fabriques obtiendraient un rendement de 10 kilogr. 50, mais sans le dépasser, peut être déterminé comme suit :

La prime consistera dans l'imposition au tarif réduit de la portion de sucre comprise entre la prise en charge légale de 7 kilogr.  $\frac{3}{4}$  et le rendement réel de 10  $\frac{1}{2}$ , p. 100 ; cette portion est de 2 kilogr. 75 (10,50 — 7,75).

La bonification d'impôt étant de 20 francs par 100 kilogrammes de raffiné, la prime est de 5 fr. 50  $\left( \frac{2,75 \times 20}{100} \right)$  par 1.000 kilogrammes de betteraves mises en œuvre, c'est-à-dire pour 105 kilogrammes de sucre produit, le rendement réel étant de 10,50.

Sur ce chiffre de 5 fr. 50, il convient d'opérer une déduction de 0 fr. 30, montant de la redevance payée par 1.000 kilogrammes de betteraves.

La prime nette se trouve ainsi ramenée à 5 fr. 20 pour 105 kilogrammes de raffiné (1.000 kilogr. de betteraves), soit à 4,95 pour 100 kilogrammes de raffiné et à 4 fr. 35 pour 100 kilogrammes de sucre brut à 88 degrés.

Il demeure d'ailleurs entendu qu'en cas d'application du régime du déchet forfaitaire — qui est également prévu dans la législation actuelle française —, l'application de ce régime ne pourrait dans aucune hypothèse conduire à dépasser la prime théorique maximum, c'est-à-dire ne pourrait conduire à appliquer le taux réduit à une quantité supérieure à 2 kilogr. 750 de raffiné par 1.000 kilogrammes de betteraves mises en œuvre.

## SEPTIÈME SÉANCE

VENDREDI 20 DÉCEMBRE 1901

PRÉSIDENCE DE M. LE COMTE DE SMET DE NAEYER

La séance est ouverte à 10 heures et demie.

Tous les Délégués sont présents.

M. LE PRÉSIDENT fait connaître que, conformément à la décision prise dans la dernière séance, la Commission chargée d'examiner la question du régime spécial à appliquer aux pays non exportateurs du sucre, s'est réunie le jour même.

Il est donné lecture du rapport dans lequel est acté le résultat des délibérations de la Commission, rapport qui est reproduit ci-après :

« La Commission spéciale s'est réunie à 3 heures de relevée sous la présidence de S. Exc. M. le comte Khevenhüller Metsch, Délégué pour l'Autriche et pour la Hongrie.

» Sont présents :

» Pour l'Allemagne : MM. de Koerner et Kühn ;  
 » Pour l'Autriche et la Hongrie : S. Exc. M. le comte Khevenhüller Metsch ;

» Pour la Belgique : MM. D. de Smet et Beauduin ;

» Pour l'Espagne : S. Exc. M. de Villa Urrutia ;

» Pour la France : M. Bousquet ;

» Pour la Grande-Bretagne : Sir Henry Bergne ;

» Pour l'Italie : M. le commandeur Maraini ;

» Pour les Pays-Bas : M. van Rossum ;

» Pour la Roumanie : S. Exc. M. Mavrodi ;

» Pour la Suède : S. Exc. M. le comte Wrangel.

» A la demande de M. le Président, M. D. de Smet donne lecture d'un projet de formule rédigé comme il suit :

« La disposition visant l'écart entre le taux des droits d'entrée et celui des droits de consommation n'est pas applicable :

» 1° Aux pays qui n'exportent pas de sucre, soit qu'ils n'en fabriquent pas, soit qu'ils n'en produisent que pour leur consommation ;

» 2° Aux pays qui, ayant un impôt de fabrication, n'accordent aucun drawback, remboursement ni décharge de droits ou de quantité ;

» 3° Aux pays qui compensent complètement par des droits de sortie, les primes de production qu'ils accordent. »

» Avant d'aborder la discussion de cette formule, la Commission examine ce qu'il importerait de faire dans le cas où des sucres, provenant de pays non adhérents à la convention et transitant par un des pays contractants, entreraient ensuite dans un autre de ces derniers pays où ils seraient déclarés comme étant originaires d'une des nations faisant partie de la convention et ce en vue d'échapper au paiement des droits compensateurs.

» La Commission est unanime à reconnaître qu'il appartient aux pays contractants de prendre eux-mêmes les précautions les plus sévères pour empêcher semblable trafic, qui constituerait en réalité une fraude organisée tombant sous l'application d'une pénalité, outre le paiement des droits compensateurs qui seraient établis. Cette pénalité devrait être très élevée et le soin de la fixer incomberait à la commission permanente. Il conviendrait en outre de prendre des mesures coercitives à l'égard du pays qui, éventuellement, aurait prêté son concours à la manœuvre signalée.

» La Commission est d'avis, au surplus, que, pour empêcher la fraude dont il s'agit, les sucres devraient toujours être accompagnés d'un certificat d'origine, visé par les Consuls, mentionnant toutes les indications indispensables pour éviter les abus, dans la mesure du possible.

» La Commission examine ensuite longuement les trois points de la proposition ; elle les adopte provisoirement, estimant toutefois que la formule proposée se rattache intimement à la question des surtaxes et qu'elle devra être soumise aux délibérations de la Conférence. Les Délégués de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie expriment les réserves les plus for-



melles : ils ne peuvent, pour le moment, donner leur adhésion entière à la formule, parce qu'ils entendent la discuter en conférence lorsqu'on examinera la question des surtaxes. »

*Le Président,*  
R. KHEVENHULLER.

*Le Secrétaire,*  
J. JANSSENS.

Sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, l'assemblée décide que les conclusions de ce rapport seront discutées en même temps que la question des surtaxes, dont la Conférence aura à reprendre l'examen au cours de la séance.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, communique à l'Assemblée les indications demandées, dans la cinquième séance, par son Exc. M. le Ministre d'Autriche-Hongrie, en ce qui concerne le régime des sucres en Egypte.

Le système des primes n'existe point en Egypte. Le sucre importé de l'étranger jouit, en cas de réexpédition dans un délai de six mois, d'un drawback s'élevant aux  $\frac{7}{8}$  du montant du droit d'importation. Ce système s'applique, d'ailleurs, à tout autre article d'importation étrangère. Le sucre indigène destiné à l'exportation n'est soumis à aucun impôt local ni intérieur, mais il est passible d'un droit d'exportation de 1 p. 100, lequel est également prélevé sur tout autre article exporté.

S. Exc. M. le comte KHEVENHULLER METSCH remercie S. Exc. M. le Ministre de la Grande-Bretagne de l'empressement qu'il a mis à satisfaire au désir qu'il avait exprimé.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que la Conférence a réservé la question de savoir jusqu'à quel point, en présence du régime spécial accordé à la France, l'application intégrale des droits compensateurs peut se concilier avec la clause de la nation la plus favorisée inscrite dans les traités de commerce. Il avait formulé un projet de résolution indiquant certaines conditions moyennant lesquelles il lui paraîtrait possible de se rallier à la proposition de la Délégation britannique; ces conditions étaient :

1° Qu'il ne sera éventuellement tenu compte de l'avance concédée à la France, que vis-à-vis des pays qui jouissent *conventionnellement* du traitement de la nation la plus favorisée;

2° Que les pays faisant partie de l'Union sucrière, saisiront la première occasion de se dégager des obligations qui font obstacle à la complète application de la convention et de substituer à la clause générale de la nation la plus favorisée une formule réservant expressément le droit de neutraliser, par des surtaxes, les primes d'exportation.

M. le Président croit qu'il serait utile que la Conférence eût, dès à présent, connaissance des objections de principe que ce projet de résolution pourrait soulever.

S. Exc. M. GÉRARD, Ministre de France, dit que la Délégation française a déjà transmis à son Gouvernement le projet de résolution, en ajoutant qu'il était bien entendu que, pour les Puissances faisant partie de l'Union sucrière, il ne pouvait être question de traiter la France sur un autre pied que tous les pays contractants.

L'honorable Délégué estime que le projet de résolution ne pourra être

examiné utilement qu'à la reprise des travaux de la Conférence, en janvier prochain. Il est tout prêt, d'ailleurs, à entendre les observations que certaines Délégations seraient actuellement en mesure de présenter.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, dit que la seconde condition paraît inutile. La Grande-Bretagne s'engage à imposer aux sucres primés, des droits compensateurs. Dès lors, il ne lui serait point facile de demander au pays dont elle aurait frappé les sucres, une modification de la clause de la nation la plus favorisée. Ce pays refuserait certes son assentiment, et le fait même de la demande du Gouvernement britannique démontrerait que l'application de la clause pénale pourrait être considérée comme n'étant pas justifiée.

La Grande-Bretagne, qui n'a pas de tarif général, serait désarmée, ne disposant d'aucun moyen d'exercer la moindre pression.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'il est bien entendu que la Conférence n'a pas qualité pour trancher la question de savoir si les pays contractants sont liés ou non; quant à l'application des droits compensateurs, par la clause de la nation la plus favorisée qui figurerait dans leurs traités avec des Puissances étrangères à l'Union sucrière.

S. Exc. M. PHIPPS ajoute qu'il suffira, pour le moment, que son observation soit consignée au procès-verbal. Le point soulevé pourra être examiné ultérieurement.

M. LE PRÉSIDENT dit qu'il en sera ainsi.

M. le Président estime qu'avant de suspendre ses travaux la Conférence pourrait utilement manifester ses intentions quant à la date de l'entrée en vigueur de la convention et quant à la durée de celle-ci. On pourrait éviter ainsi de revenir, en janvier, avec des vues divergentes sur ces deux points.

S. Exc. M. le comte KHEVENHULLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, est d'avis que, vu les conditions dans lesquelles se concluent les marchés de betteraves entre agriculteurs et industriels, il ne serait pas possible de signer une convention qui entrerait en vigueur avant le 1<sup>er</sup> août 1903. Cette date — la plus rapprochée qui puisse être choisie — sera sans doute celle qui aura les préférences de la Conférence.

En ce qui concerne la durée de la convention, la Délégation austro-hongroise n'a pas de proposition à faire, mais elle envisage la convention comme un essai loyal destiné à permettre d'apprécier si l'industrie des divers pays pourra s'accommoder du régime nouveau et, dès lors, une durée assez longue, comme le terme de dix ans généralement assigné aux traités de commerce, ne paraîtrait pas désirable. L'honorable Délégué suggère une durée de trois à cinq ans, sans faire toutefois à ce sujet de proposition formelle.

M. LE PRÉSIDENT, pour les raisons indiquées par S. Exc. M. le Ministre d'Autriche-Hongrie, considère comme matériellement impossible de faire entrer la convention en vigueur avant le 1<sup>er</sup> septembre 1903, date de l'ouverture de la campagne sucrière. Mais l'accord devrait être connu assez longtemps avant cette date, les marchés de betteraves devant se conclure dès le commencement de l'année; il faudrait donc que l'approbation par les Parlements et la ratification de la convention pussent avoir lieu avant le 1<sup>er</sup> février 1903.

Quant à la durée de l'arrangement, M. le Président estime également



que le terme de dix ans serait excessif, et il lui semble que l'on pourrait se mettre d'accord sur une durée de cinq ans. Il devrait être entendu qu'à l'expiration de ce terme, chaque Puissance pourrait se retirer de l'Union moyennant préavis d'un an. La convention continuerait d'ailleurs ses effets, par tacite reconduction, vis-à-vis des Etats qui ne l'auraient pas dénoncée.

Telles sont les bases sur lesquelles, de l'avis de M. le Président, la discussion pourrait être reprise en janvier prochain.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, dit que la Délégation anglaise doit déclarer qu'elle préférerait que la convention fût mise en vigueur à une date plus rapprochée que le 1<sup>er</sup> septembre 1903. Toutefois, la Grande-Bretagne n'étant pas pays producteur, la Délégation n'a pas à insister. Elle doit, au surplus, réserver la liberté d'action de son Gouvernement pour la période qui s'écoulera avant cette date ; la Grande-Bretagne pourrait être amenée, en effet, à prendre dans l'intervalle des mesures pour défendre ses intérêts.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'il serait certes désirable que la date de l'entrée en vigueur fût avancée ; mais l'époque de la conclusion des marchés de betteraves, rend la chose impossible en pratique.

M. le Président rappelle que la Conférence a été saisie, à la fin de la séance précédente, d'une motion présentée par S. Exc. M. le Ministre des Pays-Bas. Il s'agissait de décider si la suppression des primes, le cas échéant, se ferait en une fois ou par des abaissements successifs.

M. le Président fait remarquer que la mise à exécution de la convention jettera du trouble dans le marché des sucres et dans les conditions de la culture de la betterave. Au point de vue des divers intérêts en cause, mieux vaut qu'on subisse la secousse d'un seul coup plutôt que de traverser quatre ou cinq crises successives, celles-ci fussent-elles moins intenses. Il paraît donc préférable d'aller d'emblée à la solution radicale, plutôt que de procéder par étapes.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, partage l'opinion de M. le Président. La nécessité d'apporter des modifications successives à la législation anglaise, à la suite de changements successifs dans le montant des primes, présenterait des inconvénients sérieux. Il serait impossible de changer les règlements à l'occasion de chaque modification progressive. Ces transformations fréquentes de la législation créeraient, pour de nombreux intérêts, une situation indécise.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, se rallie absolument à l'avis de M. le Président ; la somme des difficultés qui se présenteront à chaque modification de la législation des divers pays, sera bien plus grande que les difficultés qui résulteraient d'une transformation opérée en une fois. La solution que recommande la Délégation néerlandaise peut certes se justifier en principe, mais son application offrirait des inconvénients qui paraissent devoir y faire renoncer.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH dit que la Délégation austro-hongroise ne s'opposerait pas au principe d'une diminution graduelle de primes ; mais elle croit que l'application de ce système serait extrêmement difficile. Ce serait revenir à une formule qui avait été présentée lors de la session de 1898, et qui a été depuis abandonnée.

L'honorable Délégué croit qu'il sera bien moins aisé d'établir l'accord

sur la base d'une suppression réalisée d'année en année, que sur celle de l'abolition complète en une fois.

Comme la Délégation austro-hongroise est désireuse de voir la Conférence aboutir, elle ne s'opposerait pas à la proposition si les autres Délégations se montraient disposées à l'accepter ; mais elle croit devoir attirer l'attention de la Délégation néerlandaise sur ce que la combinaison suggérée augmenterait sensiblement les difficultés de la tâche de la Conférence.

S. Exc. M. GÉRARD dit que la Délégation française se rallie à l'opinion émise par M. le Président et par les Délégations de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne ; elle croit préférable de ne pas imprimer au marché des secousses trop fréquentes, et pense qu'un régime stable, quelle qu'en soit la durée, est préférable à une série d'étapes.

S. Exc. M. le commandeur CANTAGALLI fait remarquer que la Délégation italienne pourrait difficilement se montrer favorable à la suppression graduelle, l'Italie n'accordant aucune prime. Elle estime, au surplus, que, comme l'a constaté S. Exc. M. le Ministre d'Autriche-Hongrie, en acceptant la proposition néerlandaise, la Conférence augmenterait sans raison les difficultés de sa tâche.

S. Exc. M. MAVRODI, Ministre de Roumanie, et S. Exc. M. le comte WRANGEL, Ministre de Suède et de Norvège, se rallient aux avis qui viennent d'être exprimés.

M. LE PRÉSIDENT demande à la Délégation néerlandaise si, en présence de l'opinion concordante des autres Délégations, elle croit devoir insister pour que sa proposition fasse l'objet d'un débat ultérieur.

S. Exc. M. le jonkheer DE PESTEL, Ministre des Pays-Bas, est très reconnaissant aux représentants des autres États qui ont bien voulu éclairer la Délégation néerlandaise sur leur manière de voir ; il aura soin d'en référer à son Gouvernement.

M. LE PRÉSIDENT donne acte de cette déclaration.

La Conférence reprend l'examen de la question des surtaxes, c'est-à-dire du maximum à fixer pour l'écart entre le taux du droit d'entrée et celui du droit intérieur de consommation.

M. le baron d'AULNIS DE BOUROUIL, Délégué des Pays-Bas, rappelle que la Conférence a décidé qu'il y avait lieu de limiter cet écart « à un maximum suffisant pour la protection du marché intérieur », c'est-à-dire un marché où il y a libre concurrence à l'intérieur, sans cartels.

L'honorable Délégué a examiné si, parmi les pays représentés à la Conférence, ne s'offrait pas l'exemple d'un marché où la concurrence s'effectue librement à l'intérieur et qui cependant a réussi à se prémunir contre toute importation de sucre étranger. La France lui paraît être dans ce cas. La surtaxe n'y est que de 9 francs par 100 kilogrammes de sucre brut calculé en raffiné, et pourtant les statistiques montrent que depuis 1897, il n'y a plus en France d'autres importations de sucre que celles des colonies. La surtaxe française a donc été parfaitement efficace, puisqu'elle a suffi à protéger le marché intérieur, sans qu'il y ait eu cartel.

Il semble, en conséquence, que l'on pourrait prendre comme point de départ, pour la recherche du maximum à fixer, le chiffre de la surtaxe française actuelle.

Deux circonstances paraissent d'ailleurs de nature à faciliter la limitation des surtaxes à un chiffre réduit.



Il est à remarquer d'abord que si, en général, le taux des surtaxes est actuellement fort élevé, c'est que, dans la plupart des pays producteurs, on se sent constamment alarmé par les appréhensions que font naître les primes d'exportation des autres États. Cette raison aura cessé d'exister le jour où les primes elles-mêmes auront disparu. Quant aux pays qui conserveraient leurs primes de sortie, les droits compensateurs dont ils seront frappés viendront en annihiler l'effet.

Autre remarque. Les surtaxes actuelles contiennent un élément qui se lie étroitement aux primes accordées dans le pays même. Quand il existe une prime de sortie, il faut toujours établir une surtaxe correspondante, afin d'empêcher que, sous l'effet de la prime, la production indigène ne sorte entièrement du pays, et que, à défaut de surtaxe, les nationaux ne s'alimentent de sucre étranger.

Voilà deux circonstances qui devraient engager tous les États à réduire leurs surtaxes.

Si, en dehors de ces motifs, on veut limiter les surtaxes pour empêcher les cartels d'être trop puissants sur le marché universel, il semble que l'on pourrait adopter le taux de la surtaxe française, et même l'arrondir au chiffre de 10 francs, ce qui ferait 8 marks pour l'Allemagne et 4 florins pour l'Autriche-Hongrie.

M. BEAUDUIN, Délégué de la Belgique, croit devoir insister à nouveau sur l'extrême importance des primes indirectes résultant des surtaxes. Il a déjà exposé leur mécanisme et leurs graves conséquences, et il se rapporte, à cet égard, à ses précédentes démonstrations. Mais il doit faire remarquer à la Conférence que ce serait une erreur de conclure, de l'uniformité des surtaxes, à l'égalité des avantages qu'elles procurent aux producteurs dans les différents pays. C'est ce qu'un exemple fera ressortir. Il suppose, comme montant de la surtaxe, le chiffre de 10 francs aux 100 kilogrammes suggéré par M. le baron d'Aulnis de Bourouill, et il compare ses effets dans deux pays dont l'un consomme la moitié de sa production et l'autre un cinquième seulement.

Dans le premier, le cartel entre producteurs procurera à ceux-ci un avantage de 10 francs aux 100 kilogrammes sur la moitié de leur production, c'est-à-dire une prime indirecte de 5 francs aux 100 kilogrammes sur leur production entière. Le second, au contraire, ne retirera de la surtaxe et du cartel qu'un cinquième, soit 2 francs aux 100 kilogrammes de production. Les prix de revient nets différeront donc dans les deux cas, de 3 francs aux 100 kilogrammes.

Les hypothèses prises comme bases de ces calculs ne sont nullement fantaisistes ; elles se trouvent, au contraire, réalisées actuellement dans deux pays dont la production par rapport à la consommation indigène est précisément dans les proportions indiquées : l'Allemagne consomme à peu près la moitié de sa production, tandis que la Belgique n'en consomme qu'un cinquième. L'honorable Délégué pourrait donc difficilement considérer comme acceptable, une surtaxe de 10 francs. Il n'est d'ailleurs nullement convaincu, comme l'honorable Délégué néerlandais, de l'inexistence d'un cartel en France. Il lui semble, au contraire, que les raffineurs s'y entendent très bien entre eux, et qu'une consommation comme la consommation française, sur laquelle les producteurs percevraient un impôt indirect de 10 francs aux 100 kilogrammes, leur offrirait un bénéfice considérable et, par conséquent, un avantage peu compatible

avec un engagement international destiné à égaliser les conditions de la lutte. Il rappelle, en outre, que ces stimulants artificiels renforcés d'une augmentation correspondante des prix, ont le double inconvénient de pousser à la surproduction et d'entraver la consommation.

M. le baron d'Aulnis de Bourouill a exprimé, au sujet des primes directes et des surtaxes, une opinion que l'honorable Délégué ne peut partager. Du moment qu'une prime directe à l'exportation est accordée, il suffit d'une surtaxe égale pour que le marché intérieur profite de la prime directe. En effet, le producteur pouvant exporter avec prime ne cède pas sa marchandise à l'intérieur du pays, à moins que l'acheteur ne lui bonifie le montant de la prime. C'est, en réalité, une prime indirecte qui résulte de la prime directe associée à la surtaxe. Ainsi se trouve expliquée et justifiée, plus complètement encore, l'affirmation que du cartel allemand découle une prime indirecte à l'exportation.

L'honorable Délégué conclut qu'une surtaxe maximum de 5 francs, chiffre mis en avant par l'honorable premier Délégué de la Grande-Bretagne, est plus que suffisante pour protéger le marché intérieur de chaque pays, et qu'une surtaxe plus élevée aurait pour conséquence, par les cartels inévitables, le maintien des primes indirectes et l'inégalité dans les conditions de la concurrence internationale.

M. LE PRÉSIDENT constate qu'en Belgique, où il n'existe pas de cartel entre producteurs, l'expérience a démontré que la surtaxe existante, qui est de 4 fr. 50 par 100 kilogrammes de sucre brut à 88°, soit 5 fr. 10 par 100 kilogrammes de sucre raffiné, suffit amplement à protéger le marché intérieur.

Animée des dispositions les plus conciliantes, la Belgique ne verrait, en ce qui la concerne, aucun inconvénient à abaisser le chiffre de la surtaxe à 3 francs, et même à 2 francs, lorsque les conditions de la concurrence internationale seront égalisées par la convention.

La Conférence ne doit pas perdre de vue que la situation va se trouver radicalement transformée en suite de l'entente. Aujourd'hui, les surtaxes suffisent non seulement à protéger le marché intérieur contre des produits qui se présenteraient à égalité de conditions, mais aussi contre des produits primés.

On conçoit que le jour où les pays représentés à la Conférence seront d'accord pour ne plus accorder eux-mêmes de primes et pour appliquer, d'autre part, des droits compensateurs, on pourra réduire dans une proportion sensible l'écart entre le taux du droit d'entrée et celui du droit intérieur de consommation.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, se réfère à la déclaration faite par S. Exc. M. le comte de Wallwitz au cours de la troisième séance. Il croit que la question soulevée est de nature à présenter des difficultés assez sérieuses.

Néanmoins, le Gouvernement Impérial prendra en considération la proposition des Délégations anglaise, belge et néerlandaise. Actuellement, la Délégation allemande n'est pas en situation de donner un avis définitif.

S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Ministre d'Autriche-Hongrie, dit que la Délégation de l'Autriche et de la Hongrie ne peut en ce moment se prononcer ni sur la possibilité de la limitation, ni sur celle de la fixation du droit de douane. Elle se réserve le droit d'exprimer ses vues à cet égard à la rentrée de la Conférence, après les vacances de Noël.



M. BOUSQUET dit que, si flatteur qu'il soit pour la France d'avoir vu son droit de douane pris pour type par les Délégués des Pays Bas, il demande à exprimer, plutôt comme Directeur général des Douanes que comme membre de la Délégation française, la pensée que ce droit n'est pas intangible à ses yeux, et qu'il ne lui paraît pas impossible de rechercher, d'accord avec le Gouvernement français, un chiffre compris entre 5 et 10 francs, sur lequel les diverses Délégations pourraient se mettre d'accord.

M. le baron D'AULNIS DE BOUROUILL tient à constater qu'en formulant une proposition à cet égard, il n'a agi au nom, ni du Gouvernement des Pays-Bas, ni de la Délégation néerlandaise : il n'a fait qu'exprimer l'opinion personnelle de quelques membres de cette Délégation.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, juge sans utilité de prolonger actuellement la discussion, en présence des déclarations des Délégations allemande et austro-hongroise : mieux vaudrait la reprendre en janvier.

La Délégation britannique avait pour instructions de s'en tenir au chiffre de 5 francs indiqué par elle comme le maximum qui paraissait acceptable. Mais si, au cours des délibérations, il s'était produit des arguments de nature à modifier son opinion à cet égard, elle ne manquerait pas d'examiner à nouveau la question.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que l'échange de vues actuel a précisément pour but de permettre aux divers Gouvernements de tenir compte, dans les nouvelles instructions qu'ils auront à donner à leurs Délégations en vue de la reprise des travaux, des opinions exprimées au sein de la Conférence.

M. le commandeur MARAINI constate que la position de l'Italie dans la question des surtaxes est très nette et très simple.

Dans la séance tenue par la commission chargée d'examiner la situation des pays qui ne sont pas exportateurs, il a été présenté une formule disant notamment : « La disposition visant l'écart entre le taux des droits d'entrée et celui des droits de consommation n'est pas applicable aux pays qui n'exportent pas de sucre, soit qu'ils n'en fabriquent pas, soit qu'ils n'en produisent que pour leur consommation. »

La Délégation de l'Italie aurait accepté cette formule, puisque, comme elle l'a déjà expliqué, l'Italie ne vise pour le moment qu'à conserver son marché intérieur, et elle ne produit jusqu'à présent que les 7/10 de sa consommation.

MM. les Délégués de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie ont cependant posé une question préjudicielle, et se sont réservé de discuter la formule applicable aux pays qui n'exportent pas au moment où l'on discuterait les surtaxes.

Or, pour ce qui la regarde, il ne paraît pas à la Délégation italienne que cette question puisse se rattacher à la question des surtaxes, si les pays qui n'exportent pas actuellement s'engagent pour toute la durée de la convention — surtout si cette durée est limitée à une période raisonnable et pas trop longue — à ne pas accorder de primes, et, subsidiairement, à ne pas exporter de sucre, ce que la Délégation italienne serait disposée à accepter en principe et à proposer à son Gouvernement. Et cela d'autant plus qu'elle ne croit pas que l'Italie pourrait modifier sa législation qui établit un écart ou, si l'on préfère, une surtaxe qui est nécessaire pour que

son industrie puisse subsister, vu les conditions particulières de la production indigène.

M. LE PRÉSIDENT donne acte de cette déclaration,

M. le baron D'AULNIS DE BOUROUILL rappelle que M. Beauduin a constaté l'existence, en France, d'un cartel entre raffineurs ; il en résulte donc que le droit de douane prélevé dans ce pays a été insuffisant pour écarter la constitution d'un syndicat.

L'honorable Délégué s'est demandé s'il serait possible d'empêcher tout cartel là où il y a une surtaxe. Il pense que non, — qu'au contraire, partout où il y a une surtaxe, un cartel peut se former.

Il a entendu dire qu'il s'était constitué en Belgique un syndicat entre les raffineurs, grâce à la surtaxe, qui n'est cependant que de 5 fr. 10.

M. LE PRÉSIDENT et M. BEAUDUIN font remarquer que cette constatation renforce leur argumentation.

M. le baron D'AULNIS DE BOUROUILL ajoute qu'on ne pourra espérer éviter les cartels en limitant le chiffre de la surtaxe, puisque toute surtaxe peut aider à la constitution de ces coalitions. Tout chiffre limité de surtaxe aura le caractère d'une transaction.

M. LE PRÉSIDENT se déclare, en théorie, tout à fait d'accord avec l'honorable Délégué des Pays-Bas sur cette notion : que la surtaxe, quel qu'en soit le montant, facilitera toujours, dans une certaine mesure, les ententes entre producteurs. Mais c'est précisément pour ce motif qu'il importe de restreindre autant que possible, le champ d'action et l'efficacité des cartels, en réduisant au minimum l'écart entre le droit d'entrée et le droit intérieur de consommation. Il ne semble donc pas qu'on puisse admettre un écart de 10 francs, alors qu'en Belgique une surtaxe de 4 fr. 50 a garanti pleinement le marché intérieur.

S. Exc. M. MAVRODI, Ministre de Roumanie, se rallie à la déclaration de la Délégation italienne, en réservant l'avis de son Gouvernement.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, déclare que, vu les sacrifices que son Gouvernement est disposé à faire, la Délégation britannique ne peut, pour le moment, envisager la possibilité d'une surtaxe supérieure à 5 francs.

Interrogé à ce sujet par S. Exc. M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, S. Exc. M. PHIPPS cite, pour souligner les concessions qui résulteraient de l'adhésion de la Grande-Bretagne à une convention, les difficultés quant à l'application de la clause pénale, et le renchérissement possible du sucre pour les consommateurs.

M. le baron D'AULNIS DE BOUROUILL, Délégué des Pays-Bas, se demande si la Grande-Bretagne n'a pas elle-même une surtaxe, puisque l'on y perçoit un droit d'entrée sur les sucres. Ce n'est pas une surtaxe aux yeux de la Délégation britannique, mais les Délégués allemands n'ont pas cru pouvoir se rallier à cette interprétation.

Les Délégués de la Grande-Bretagne ont fait remarquer qu'il n'y avait pas de production de sucre dans ce pays, et qu'il ne pouvait y exister de surtaxe puisqu'il n'y avait pas de droits de consommation. Mais la surtaxe est l'écart entre le droit d'entrée et le droit de consommation ; et ce dernier n'existant pas, elle se confond avec le droit de douane lui-même.

Si l'on érigeait des fabriques de sucre en Angleterre, leur production



serait exempté de tout impôt, tandis que les sucres importés continueraient à être soumis au paiement des droits d'entrée. Ceux-ci ne constituent-ils pas dès lors une surtaxe ? Le droit de douane est, pour les sucres raffinés, de 10 francs les 100 kilogrammes, c'est-à-dire de beaucoup supérieur au chiffre de 5 francs proposé par la Délégation britannique. Il semblerait donc logique que la Grande-Bretagne modifiât sur ce point sa propre législation, — à moins toutefois que l'on ne place l'Angleterre sur le même pied que l'Espagne, l'Italie, la Roumanie et la Suède, ce qui lui permettrait de conserver une surtaxe plus élevée jusqu'au moment où elle deviendrait pays exportateur.

M. JOHANNES rappelle que la Délégation allemande a déjà déclaré que l'Allemagne ne pourrait prendre aucun engagement à l'égard des surtaxes sans une pleine réciprocité de la part des autres pays.

Cette condition de réciprocité ne serait pas remplie si la Grande-Bretagne refusait de s'engager de son côté.

Jusqu'à présent, l'Angleterre ne produit pas de sucre brut. Mais il n'est pas tout à fait impossible qu'une industrie sucrière basée sur la culture de la betterave s'y développe à la suite du système de droits d'entrée sur les sucres que l'Angleterre a adopté pour se créer de nouvelles ressources financières. De plus, il existe en Angleterre une industrie du raffinage qui exporte aussi sur les marchés tiers. Suivant les chiffres fournis par la statistique britannique, l'Angleterre exporte par an environ 600.000 quintaux anglais de sucre raffiné dans le pays. Cette industrie jouit, par suite des droits d'entrée, d'une certaine protection sur le marché intérieur, ainsi que d'une légère prime à l'exportation. Il se pourrait que les droits d'entrée fussent augmentés. Qu'est-ce qui empêcherait les raffineurs anglais de former un cartel pour tirer tout le profit possible de la protection accordée sur le marché anglais ?

C'est pour cette raison qu'il semblerait nécessaire que les engagements à prendre à l'égard des surtaxes s'étendent aussi à la Grande-Bretagne. De l'avis de la Délégation allemande, le Gouvernement britannique devrait promettre de ne pas porter le droit d'entrée au delà d'un chiffre déterminé. Si ce droit ne suffisait pas à ses besoins financiers, la Grande-Bretagne serait à même d'augmenter ses revenus par un impôt intérieur de consommation, à percevoir sur les sucres importés ainsi que sur les sucres fabriqués dans le pays.

S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, se référant à l'hypothèse envisagée par M. le baron d'Aulnis de Bourouill, dit que si la Grande-Bretagne devenait pays producteur de sucres, il est probable qu'elle frapperait ceux-ci d'un droit d'accise qui serait équivalent au droit d'importation. Déjà elle perçoit sur l'alcool, un droit d'accise à peu près semblable au droit d'entrée : il est à supposer que le même système serait éventuellement suivi en ce qui concerne les sucres.

M. DELATOUR, Délégué de la France, estime qu'il n'y a pas de surtaxe en Angleterre, les sucres coloniaux, qui sont, en réalité, pour ce pays, les seuls sucres nationaux, payant les mêmes droits que les sucres étrangers.

M. LE PRÉSIDENT constate qu'aux termes de la déclaration de S. Exc. M. Phipps, dans l'hypothèse où la fabrication du sucre de betterave s'implanterait en Angleterre, non seulement le Gouvernement britannique ne songerait pas à se soustraire au maximum de surtaxe adopté par l'Union

sucrière, mais qu'il égaliserait probablement le droit d'entrée et le droit intérieur de consommation, de manière à supprimer toute surtaxe.

S. Exc. M. PHIPPS ajoute que lorsque des droits ont été imposés en 1901, sur les sucres, à l'entrée en Angleterre, un droit d'accise était perçu sur la seule variété de sucre fabriquée dans ce pays : la glucose. Le droit d'accise et le droit d'entrée que doit acquitter ce produit sont équivalents.

La Grande-Bretagne a donc déjà mis en pratique la politique que l'honorable Délégué a prévue pour le cas où l'hypothèse émise par M. le baron d'Aulnis de Bourouill viendrait à se réaliser.

M. JOHANNES, revenant sur ses précédentes observations, rappelle qu'il existe une industrie sucrière en Angleterre, celle du raffinage ; si, grâce à la protection douanière, elle jouissait d'un avantage sur le marché intérieur, il pourrait en résulter une prime d'exportation et la possibilité d'un cartel.

Les États-Unis ont eu, autrefois, une exportation de sucre raffiné assez inquiétante pour les pays d'Europe ; elle était possible par le fait que le drawback ne correspondait pas au droit sur les sucres bruts. La même situation pourrait se produire en Angleterre, et il serait donc désirable que la Grande-Bretagne prit elle-même l'engagement réclamé des autres pays.

M. LE PRÉSIDENT exprime l'espoir que, lors de la reprise des travaux, la Délégation britannique sera en mesure de donner à ce sujet une réponse propre à faciliter un accord.

M. DELATOUR fait remarquer que son observation visant l'absence d'une surtaxe en Angleterre ne s'appliquait pas au point envisagé par M. Johannes. S'il existe une prime pour le raffinage, la Grande-Bretagne se montrera sans doute disposée à la faire disparaître, se conformant ainsi à l'engagement qu'elle réclame des autres pays représentés à la Conférence.

S. Exc. M. PHIPPS dit que la Délégation britannique n'a pas connaissance d'un avantage qui serait accordé en Angleterre aux raffineurs. Elle attirera volontiers sur ce point l'attention de son Gouvernement, et s'empresserait de lui fournir les chiffres que M. le baron d'Aulnis de Bourouill et M. Johannes voudraient bien lui communiquer.

M. DE KOERNER, Délégué de l'Allemagne, demande à poser une question à la Délégation britannique.

La Convention signée à Londres le 31 août 1888 contenait, dans son article 4, une disposition ainsi conçue :

« Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique consent à ne pas imposer des droits différentiels aux sucres soit de canne, soit de betterave »  
 » provenant des pays, des provinces d'outre-mer, des colonies ou des possessions étrangères faisant partie de la Convention. Tant que celle-ci »  
 » durera, les sucres de betterave ne seront donc pas frappés d'un droit »  
 » plus élevé que les sucres de canne, à l'importation dans le Royaume-Uni ou dans les colonies et possessions de l'Empire britannique faisant »  
 » partie de la Convention. »

L'honorable Délégué désirerait savoir si le Gouvernement britannique sera prêt à prendre le même engagement dans la convention à conclure.



S. Exc. M. PHIPPS, Ministre de la Grande-Bretagne, rappelle la déclaration qu'il a faite dans la deuxième séance en ce qui concerne les arrangements fiscaux entre le Royaume-Uni et les possessions ou colonies britanniques.

M. DE KOERNER fait remarquer que sa question vise un autre point : il s'agit de savoir si la Grande-Bretagne prendrait l'engagement de traiter sur le même pied les sucres de canne et de betterave, sans distinction d'origine.

S. Exc. M. PHIPPS répond que la déclaration visée par lui ne s'applique, en effet, qu'aux colonies et possessions de la Grande-Bretagne. En ce qui concerne les autres pays d'outre-mer, il n'y a pas de raison pour la Délégation britannique de s'écarter, sur le point envisagé par l'honorable M. de Koerner, des autres déclarations faites par elle au cours de la Conférence.

Sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, il est décidé que le Secrétariat fera parvenir aux chefs des Délégations, à Bruxelles, les épreuves des procès-verbaux. Ces épreuves lui seront renvoyées le plus tôt possible, avec l'indication des modifications qu'elles paraîtraient comporter ; il sera fait ensuite un nouveau tirage, qui sera transmis par la même voie aux diverses Délégations.

La Conférence approuvera définitivement lesdits procès-verbaux à la reprise de ses délibérations.

L'assemblée fixe la prochaine séance au lundi 6 janvier 1902, à 10 heures.

M. le comte de Smet de Naeyer cède le fauteuil de la présidence à S. Exc. M. le comte Khevenhüller Metsch, vice-président.

---

PRÉSIDENT DE M. LE COMTE KHEVENHÜLLER METSCH,  
VICE-PRÉSIDENT

M. ESCHAUZIER, Délégué des Pays-Bas, présente les observations ci-après au sujet des substances édulcorantes artificielles :

« Lors de la Conférence de Londres, en 1887, M. D. de Smet, Délégué de la Belgique, a déjà signalé le danger que présenterait une trop forte consommation de saccharine, et l'avenir est venu confirmer en tous points les dires de l'honorable Délégué belge.

» Dans son numéro du 2 janvier 1901, le *Journal des fabricants de sucre* contient un tableau comparatif de la production de saccharine en Allemagne, dont voici les chiffres :

Pour l'exercice 1895-1896,	la production des 3 usines s'élève à	33.528 kil.
— 1896-1897,	— 4 —	34.682 —
— 1897-1898,	— 5 —	78.362 —
— 1898-1899,	— 6 —	146.206 —
— 1899-1900,	— 6 —	159.383 —

» La production des sucres artificiels a donc à peu près quintuplé en Allemagne de 1895 à 1900.

» Cette progression une fois établie, il est plausible d'admettre le chiffre de 170.000 kilogrammes pour la production actuelle de saccharine en Allemagne, chiffre qui équivaut à une consommation d'environ 65.000 à

70.000 tonnes de sucre, c'est-à-dire un douzième de la consommation totale en Allemagne.

» La saccharine se fabrique ailleurs également ; à Anvers, par exemple, où MM. Van Heurk et C<sup>ie</sup> font une large réclame pour leur article.

» Dans ces derniers temps, on a encore introduit dans le commerce un produit qui semble devoir faire plus de tort à l'industrie sucrière que la saccharine et les autres sucres artificiels, tels que la dulcine et la glucine.

» C'est un chimiste de Lyon qui a découvert cette substance, qui paraît être 700 fois plus douce que le sucre. Il lui a donné le nom de *sucramine*.

» Le *Journal des fabricants de sucre* du 21 août 1901 constate que la fabrication de la sucramine occupe déjà des milliers d'ouvriers ; cela suffit à établir l'importance de cette nouvelle industrie.

» Actuellement, la sucramine est cotée 60 francs le kilogramme, c'est-à-dire qu'elle coûte dix à douze fois moins que le sucre sur les marchés neutres.

» Si l'on tient compte de ce que dans tous les pays on fait une forte réclame à ces concurrents du sucre, et qu'on s'en sert pour les limonades, sirops, confitures, pâtisseries, etc., le chiffre global de leur consommation en Europe s'élèvera peut-être à 250.000 kilogrammes, ce qui représente un total approximatif de 125.000 tonnes de sucre enlevées à la consommation. Sur ce pied, nous arrivons à une diminution de 50 millions de francs du rendement des droits sur le sucre, en prenant une base de 40 francs par 100 kilogrammes de sucre.

» Il va sans dire que les droits élevés qui frappent le sucre favorisent l'emploi de produits artificiels tendant à le remplacer, et si l'on n'y prenait garde à temps, il se pourrait que le fisc lui-même tuât la poule aux œufs d'or. »

M. LE PRÉSIDENT demande à l'honorable Délégué des Pays-Bas s'il a une proposition à formuler, ou s'il se borne à appeler l'attention de l'assemblée sur l'objet dont il vient de l'entretenir.

M. ESCHAUZIER répond que son but était seulement de rendre la Conférence attentive aux conséquences que le développement de la fabrication du nouveau produit qu'il a signalé pourrait avoir au point de vue de la consommation de sucre et des intérêts de l'industrie sucrière.

M. LE PRÉSIDENT constate que le procès-verbal de la deuxième séance vient d'être distribué aux membres de la Conférence. Il demande que les observations auxquelles il donnerait lieu soient signalées, en vue du tirage définitif, au Secrétariat. Celui-ci se tiendrait à la disposition de l'assemblée le même jour à 4 heures, pour recevoir les communications que les diverses Délégations auraient à lui faire à ce sujet. Celles qui ne se feraient pas représenter à cette réunion seraient considérées comme n'ayant aucune demande de modification à formuler.

La Conférence décide qu'il sera procédé ainsi.

M. LE PRÉSIDENT souhaite à MM. les Délégués un heureux retour dans leur pays, et exprime l'espoir qu'ils reviendront, en janvier, animés de dispositions propres à assurer le succès de la Conférence.

La séance est levée à midi et demi.

*Les Secrétaires,*

J. JANSSENS.

J. BRUNET.

*Le Président,*

P. DE SMET DE NAEYER.

(A suivre)



# AFFAIRES DE CHINE <sup>(1)</sup>

---

(Mai-Septembre 1901)

## Les Plénipotentiaires chinois à M. de Cologan, Doyen du Corps Diplomatique.

Pékin, le 12 mai 1901.

[APRÈS l'accusé de réception de la communication des Représentants des Puissances, les Plénipotentiaires Chinois continuent comme suit :] <sup>(2)</sup>.

Le principe de l'indemnité ayant été décidé et convené par la Clause 6 de la Convention ne peut qu'être admis sans discussion. Cependant, nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer que le chiffre énorme de 450.000.000 taels indiqué dans la communication des Représentants des Puissances dépasse de beaucoup toutes nos prévisions.

Le revenu annuel de la Chine ne s'élève pas au-dessus de 88.000.000 taels, somme tout au plus suffisante à défrayer les dépenses publiques. Or, ces dernières années, du fait d'événements imprévus, de nouvelles obligations sont venues s'ajouter aux dépenses ordinaires sous la forme d'emprunts dont l'amortissement et l'intérêt s'élèvent annuellement à plus de 20.000.000 taels, et il en résulte qu'aujourd'hui les recettes de l'Etat ne suffisent plus à ses dépenses. Celles-ci se trouvant en outre augmentées du chiffre énorme de l'indemnité, les Représentants des Puissances comprendront sans peine la nature des difficultés nouvelles et notre embarras.

Si nous nous proposons de trouver dans de nouvelles sources de revenu les moyens de faire face à ces obligations croissantes, la mise en pratique des mesures à prendre dans ce but exigerait un temps considérable et entraînerait des délais dont il nous est impossible de prévoir la durée. Tout ce que nous pouvons faire actuellement, c'est de rechercher parmi les recettes déjà connues, si insuffisantes qu'elles soient, des portions que bon gré mal gré il faut en distraire pour garantir le paiement de l'indemnité, mais nous réservant le soin de mettre à l'étude les moyens qu'il conviendra de prendre d'autre part pour parer au déficit domestique qui en résultera.

Après mûre délibération, nous nous proposons pour le présent de prélever sur les revenus de la gabelle une somme annuelle de 10.000.000 taels, sur ceux de la Douane Indigène 3.000.000 taels, et sur les *li-kins*

(1) Extrait du *Livre Bleu* anglais. China, 1902, n° 1. Cf. ci-dessus *Protocole final* p. 5 et suiv.

(2) Cf. *Arch. Diplom.*, 1901-1902, n° 1, p. 64 et suiv.

2.000.000 taels, en tout 15.000.000 taels, somme que l'on pourrait toujours parfaire, s'il devenait nécessaire, au moyen d'un prélèvement additionnel sur les 10.000.000 taels de la Caisse Métropolitaine. Il y aurait donc ainsi une somme annuelle fixe de 15.000.000 taels réservée et spécialement affectée au paiement de l'indemnité, et les Douanes Maritimes Impériales seraient chargées de prendre les dispositions nécessaires pour en assurer la régularité. A partir de l'année 28<sup>e</sup> de Kouang hsü (Juillet 1902), les Douanes effectueraient un versement mensuel de 1.250.000 taels dans des banques formellement autorisées, et de ces fonds, les banques transmettraient à chacune des Puissances intéressées la part proportionnelle reconnue à chacune par le comité des Puissances. De cette manière, dans un délai de trente années, cette dette total de 450.000.000 taels se trouverait acquittée.

Toutefois, bien que la Chine se croie dans la possibilité de faire face à ses nouvelles obligations financières, les difficultés qui en résulteront sont telles que nous espérons que les Représentants des Puissances sentiront qu'il y a lieu de réduire le chiffre énorme indiqué dans leur communication, et qu'afin d'obvier dans quelque mesure au déficit produit par ces prélèvements de fonds dans le Trésor Chinois, ils consentiront à ce qu'un tiers en plus du Tarif actuel soit à l'avenir perçu dans tous les paiements douaniers : leurs Excellences montreront par là à la Chine le sentiment de justice qui les anime et leur désir de maintenir une cordiale entente.

Telles sont les grandes lignes du mode de procédure que nous croyons devoir comme début soumettre à l'examen des Représentants des Puissances en réponse à leur communication, et nous les prions de nous faire l'honneur de nous donner leur avis, afin de nous permettre d'entrer sans retard dans le détail des dispositions qu'il reste à prendre entre nous pour arriver au règlement satisfaisant de cette question d'indemnité.

---

V<sup>e</sup> Annexe 12 au Protocole final, p. 20.

---

### Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne

(Telegraphic)

Peking, July 23, 1901.

IN reply to your Lordship's telegraphic inquiry of the 20th instant, I would observe with regard to clause 9 that perhaps some difficulty would be experienced in exactly specifying the proportion. In Shanghae, for instance, it is proposed by the draft scheme, which our Committee drew up and laid before the Diplomatic Body, that the Chinese Contribution should be 200.000 taels. Like the remainder of the arrangements detailed in the scheme, this is subject to triennial revision. A delegate from the Shanghae Chamber of Commerce came here and gave us his assistance in framing the scheme.

As the contribution at Tien-tsin at present comes from the Provisional Government, the specification of a proportion for that place is even more difficult, and it is not possible for us to state definitely what ratio their contribution bears to the revenue resulting from the local imposition of wharfage dues.



I note that the term "Joint Convention" is used by your Lordship. Partial execution has already been obtained of certain Articles of the joint note ; for instance, the Envoy has left for Berlin ; certain punishments have been carried out in accordance with Article 2, and certain Decrees, under Article 10, have been published throughout China.

It would, I submit, unless special importance attaches to the word "Convention," be more convenient to record these in a Joint Protocol, wherein should be declared that which has been agreed to, what has been carried out, and what still remains to be settled.

If I were permitted some latitude with regard to clause 6 of my draft it would facilitate a settlement. The French Minister has, I am told, receded from his former proposal (reported in my telegram of the 15th June) that the bonds should be expressed in the money of each country, and will make a suggestion that taels should be the denomination at a fixed rate for the money of each country.

---

**Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Satow**

(Telegraphic)

Foreign Office, July 24, 1901.

IMPORTATION of arms :

The German Government have instructed their Representative to agree to desire of majority of Powers.

---

**Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Satow**

(Telegraphic)

Foreign Office, July 24, 1901.

CHINA Indemnities Reserve Guarantee :

I have received your telegram of the 23rd instant.

I am informed by the Russian Ambassador here that M. de Giers has received instructions to say that his Government will not now further insist upon their proposal with regard to this subject, but that they have not definitely given up the idea of relying upon an addition to the import duties in case the ear-marked revenues should not prove sufficient. Of course only the Government which makes this reservation is affected by it, and you should on no account take any steps which may be interpreted as indicating your approval or consent either now or hereafter.

I have no objection to a Protocol, if your colleagues consider it more convenient, although a Convention would be more regular form.

Are all your colleagues likely to accept the terms of your Protocol subject to details ?

With regard to the necessity for expressing our bonds in sterling and round sums I adhere to the decision contained in my telegram of the 19th instant.

---

**Le Marquis de Lansdowne à Sir C. Scott.**

Foreign Office, July 24, 1901.

The Russian Ambassador informed me to-day that M. de Giers had been instructed by the Russian Government that, in order to bring the

Peking negotiations to a close, he was not to press further at this stage for the creation of the « reserve guarantee » ; he was, however, to place on record that the Russian Government declared that they did not definitively abandon the idea of using a part of any further addition which might be made to the Maritime Customs duties for the purpose of improving the position of the bondholders. The Russian Government could not, M. de Staal informed me, pledge themselves to the view that, should the Tariff be hereafter raised, the whole of the funds resulting from such an increase ought to be appropriated (« consacré ») for the purpose of article 11 of the joint note.

I thanked his Excellency for his communication, and observed that I understood the reservation to bind no one but the Power which made it, and that we should, of course, reserve for ourselves equal freedom of action.

I am, etc.

(Signed) : LANSDOWNE.

### Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne

(Telegraphic)

Peking, July 26, 1901.

THE Russian Minister read the following statement at our meeting to-day, and it has reference to your Lordship's telegram of the 24th July :

« Trouvant que dans l'intérêt général il est désirable d'accélérer la solution de la question de l'indemnité, le Gouvernement Impérial de Russie est prêt à ne pas insister sur la nécessité de considérer dès à présent l'augmentation éventuelle des droits d'importation maritime au-dessus de 5 pour cent comme une garantie de réserve, mais à condition que dans le cas où les ressources affectées au service des obligations se trouveraient insuffisantes, les Puissances d'un commun accord procéderaient immédiatement à l'étude et à la fixation des mesures nécessaires pour combler le déficit.

» Le Gouvernement Impérial entend que la possibilité d'étendre cette étude à la question de l'augmentation des droits d'importation ne doit pas être exclue et que la Russie en n'insistant pas actuellement sur la garantie de réserve qu'elle avait proposée n'exprime pas par là son acceptation de la déclaration faite par son Excellence le Ministre d'Angleterre, et qui précise qu'une augmentation éventuelle des droits d'importation au-dessus de 5 pour cent devrait être utilisée en entier pour les réformes indiquées par Sir Ernest Satow. »

I made the following statement in reply :

« Je suis prêt à accepter au nom de mon Gouvernement, la condition jointe à la déclaration que vient de faire son Excellence le Ministre de Russie, que son Gouvernement n'insiste pas dès à présent sur une augmentation éventuelle des droits d'importation au delà de 5 pour cent comme garantie de réserve, d'autant plus qu'elle est conforme à la proposition que j'ai soumise à mes collègues dans notre dernière séance.

« Quant à la déclaration que vient d'y ajouter son Excellence le Ministre de Russie, je suis obligé de dire que je la regarde comme une déclaration émanant seulement du Gouvernement qui l'a fait et que je ne suis pas autorisé à rien changer à ce que j'ai déjà dit au sujet de la garantie de réserve. »



**Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne**

(Telegraphic)

Peking, July 26, 1901.

THE draft Protocol has, on the proposition of the United States' Plenipotentiary, been handed over to the Indemnities Committee, who will revise its form. The Committee meets to-morrow.

The Russian Minister has proposed that the general settlement should be included in one Protocol, and that, if possible, the arrangements for establishing a Conservancy Board for the Shanghai River, now nearly complete, should be added thereto. We have agreed to this proposal.

---

**Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne**

(Telegraphic)

Peking, July 26, 1901.

AT a meeting of the foreign Representatives to-day the draft of a note to the Chinese Plenipotentiaries was agreed to, in which the latter was informed that the definite total amount of the indemnities claimed by the Powers is 450,000,000 Haikwan taels, payable in gold at the rate of exchange of April 1, 1901, and bearing 4 per cent. interest.

The other Powers converted their Government claims into taels at the rate on that day, and that is the reason why that date was fixed. The actual rate for ours was 2s. 11.9265*d.*, but it was calculated at 3s.

---

**Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne**

(Telegraphic)

Peking, July 27, 1901.

YOUR Lordship's telegram of the 20th July.

With referenée to clause 3 of the draft Protocol, as regards the date to be fixed for the commencement of interest upon the bonds, it is possible that we may agree upon the 1st April, 1902, as the date for beginning payment, interest consequently accruing from the 1st October of this year.

The increase to 5 per cent. *ad valorem* should also begin on the 1st October, for otherwise, while we ask for interest, we are not providing the entire sources required.

The German and French Ministers are in favour of making the notice to be given to merchants as short as possible. The United States' Plenipotentiary would like a reasonable amount of notice to be given, on account of the importers of tobacco ; this article having been hitherto on the free list. The Japanese Minister would like, but will not insist on, six months' notice. The United States Representative would, I think, accept the 1st October if I receive authorization to do so likewise.

It is for the Government to decide whether the interest on the bonds should be paid quarterly or half-yearly.

By the 30th July we expect that the portion of the final Protocol concerning indemnities will be ready, and by the 3rd August the remainder will be finished. Shall I telegraph the text to your Lordship ?

---

### Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne

(Telegraphic)

Peking, July 28, 1901.

SINCE I sent my telegram to your Lordship of yesterday's date, we have, after consultation with Sir Robert Hart, made an alteration in our note to the Chinese Plenipotentiaries regarding the indemnity, by which the first payment of interest for the previous six months is to be made on the 1st July, 1902, but China may pay the interest for the half year ending the 31st December next, any time between 1902 and 1905, but on this arrear interest is to be added.

It is in deference to the wishes of Germany, Austria-Hungary, Italy, and, I think, Russia, that this step has been taken. They claimed that interest should be added from the 1st July, if the indemnity was not paid on that date.

I mooted the question of the date on which the levying of import duties of 5 per cent. *ad valorem* should commence. As early a date as possible, with a reserve on behalf of goods already on their way, was favoured by the German, Austro-Hungarian, Belgian, Italian, French, Netherland, and Russian Ministers. The 1st November, or three months from the date of the signature of the Protocol, was the suggestion of the Japanese Minister. A long period of grace was desired by the United States' Plenipotentiary.

I myself argued that we ought not to refuse to give China what we informed her would be one of the sources of revenue relied on, in view of the fact that we were demanding interest from the 1st July, 1901.

It is possible that all the foreign Representatives might accept the 1st October with a reserve in favour of goods *en route*.

As regards overland duties : Russian overland trade pay two-thirds of duties specified in General Tariff (see Hertslet's « China Treaties », pp. 337 and 351) ; French, seven-tenths (see Hertslet, p. 203).

### Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Satow

(Telegraphic)

Foreign Office, July 29, 1901.

CHINA Indemnities.

With reference to your telegram of the 27th July, it would be desirable, in order to prevent delay in conversion of *ad valorem* into specific duties, to stipulate that it should take place before a specified date—31st December next would be a suitable one.

There should be a half-yearly payment of interest on indemnities bonds.

Inform me, by telegraph, of the text of the operative parts of the Protocol which is to be signed by the foreign Representatives.

### Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Satow

(Telegraphic)

Foreign Office, July 29, 1901.

INDEMNITIES : Your telegram of the 28th July.

You are authorized to defer to the wishes of the German Government and of the other Powers in the matter of the date of first payment and of



the addition of compound interest ; also to agree, after making the reserve which you suggest, to 1st October as the date for commencement of effective 5 per cent. duties.

Reverting to the question of overland duties, it is only for local trade that special rates for overland frontier trade are customary.

It would be contrary to the Treaty obligations of China if such rates were applied to goods of whatever origin in such a manner as to give to general, as distinguished from local, produce an advantage over sea-borne goods.

This is a matter which you should bring before the Conference, and you should say, in case it should be found at any time that the land duties do so operate, that we reserve our rights in this respect.

---

**Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Monson**

Foreign Office, July 31, 1901.

Sir,

THE French Ambassador told me to-day that he had been desired by M. Delcassé to invite an expression of my views in regard to two points arising out of the Peking negotiations.

It appeared that there was some difficulty amongst the Representatives of the Powers as to Article 5 of the joint note, which deals with the importation of arms and ammunition.

M. Delcassé would like to know my view with regard to the length of the period for which the prohibition ought to last ; and also as to the possibility of concerted action by the whole of the Powers, in order to prevent the export of arms to China and their introduction into that country.

I told his Excellency that Sir E. Satow had been instructed to support a proposal to reduce the period of prohibition to two years. A two years limit would, in fact, operate for considerably more than two years, because, if no materials for the manufacture of arms and ammunition were brought into the country during that time, a further period would have to elapse before the production could actually commence.

As for the second point, I should like to consider the matter further, but my impression was that there would be considerable difficulty in obtaining the necessary legislation, and also in enforcing any rules which might be laid down against the introduction of arms into China.

That country had an extensive coast-line as well as a long land frontier, while the interior could be approached by innumerable waterways. An attempt to prevent the introduction of arms and ammunition into such country appeared to me to present formidable difficulties.

I am, etc.

(Signed) : LANSDOWNE.

---

**Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne**

(Telegraphic)

Peking, August 2, 1901.

I HAVE now the honour to send a précis of the final Protocol in draft form, with full text of operative parts in French:—

In the preamble the compliance on the part of the Emperor of China with the demands of the Powers is established.

ART. 1<sup>er</sup> a). — Dispatch of Prince Chun on mission of apology to German Emperor.

b). Erection and commencement of a Memorial to the late Baron von Ketteler.

ART. 2. a). — Infliction of punishments. It is stated among these that Tungfousiang, who was deprived of his offices by an Imperial Edict issued on the 15th February, has been condemned to death, but that the carrying out of the sentence has been postponed provisionally.

b). Official examinations suppressed for a period.

ART. 3. — Dispatch of a special Ambassador to apologize to the Emperor of Japan for the assassination of the Chancellor of Japanese Legation.

ART. 4. — A list of cemeteries which have been desecrated and where expiatory monuments are to be erected.

ART. 5. — The importation of arms and ammunition prohibited as laid down by the terms of the joint note.

ART. 6. — Par un édit en date du \_\_\_\_\_, Sa Majesté l'Empereur de Chine s'est engagé à payer aux Puissances une indemnité de 450.000.000 Haikouan taëls. Cette somme représente le total des indemnités pour les Etats, les Sociétés, les particuliers, et les Chinois visés à l'Article 2 de la note du 22 Décembre 1901.

a). Les 450 millions ont été comptés au cours des monnaies d'or au 1<sup>er</sup> Avril 1901, soit:—

1 Haikouan taël	= 3 marks 0.549,
—	= florins.
—	= 0.728 dollars or
—	= 3.78 fr.
—	= 3s.
—	= 1 yen.
—	= florins Hollandais.
—	= roubles.

Cette somme sera productive d'intérêts à 4 pour cent l'an, et le capital en sera remboursé par la Chine en trente-neuf années, dans les conditions indiquées au plan d'amortissement ci-annexé.

Le capital et les intérêts seront payables en monnaies d'or et aux taux de change correspondant aux dates des diverses échéances comme il sera dit plus loin.

L'amortissement commence en 1902 pour finir à l'expiration de l'année 1940.

Les intérêts seront comptés à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1901, mais le Gouvernement Chinois aura la faculté de se libérer, dans un délai de trois ans, commençant le 1<sup>er</sup> janvier 1902, des arrérages du 1<sup>er</sup> semestre finissant le 31 décembre 1901, à la condition toutefois de payer des intérêts composés à 4 pour cent l'an, sur les sommes dont le versement aura ainsi été différé.

A partir du 31 Mars 1902, les intérêts seront payables trimestriellement.

La Chine s'interdit la faculté de convertir ou rembourser tout ou partie de cette dette autrement que par le jeu de l'amortissement indiqué ci-



dessus, dont le montant ne pourra être accru ou diminué sans le consentement des Puissances.

b). Le service de la dette sera effectué à Shanghai et dans la manière suivante:—

Chaque Puissance se fera représenter par une banque de cette ville. La réunion des Directeurs de ces banques sera chargée d'encaisser le montant des intérêts et des amortissements qui lui sera versé par des autorités Chinoises désignées à cet effet, de le répartir entre les Puissances et d'en donner quittance. Cette réunion sera ainsi composée:—

Pour l'Allemagne: le Directeur à Shanghai de l'Agence de la Deutsch-Asiatische Bank.

Pour la Belgique:

Pour l'Espagne:

Pour les États-Unis d'Amérique:

Pour la France: la Banque de l'Indo-Chine.

Pour la Grande-Bretagne: le Hong Kong and Shanghai Banking Corporation.

Pour l'Italie:

Pour le Japon: la Yokohama Specie Bank.

Pour les Pays-Bas:

Pour la Russie: la Banque Russo-Chinoise.

c). Le Gouvernement Chinois remettra au doyen du Corps Diplomatique à Pékin un bon global qui sera transformé ultérieurement en coupures revêtues de la signature des Délégués du Gouvernement Chinois désignés à cet effet. Cette opération et toutes celles se rapportant à l'établissement des titres seront effectuées par la réunion des banquiers conformément aux instructions que les Puissances leur enverront.

d). La réunion des banquiers à Shanghai chargée du service de la dette aura tous pouvoirs pour recevoir des mains des autorités Chinoises désignées à cet effet les sommes correspondant aux échéances successives et délivrer aux dites autorités Chinoises, des reçus provisoires.

Le produit des ressources affectées au paiement des bons sera versé mensuellement en compte courant dans la caisse de la réunion des banquiers.

Trois mois avant chaque échéance la dite réunion indiquera au Gouvernement Chinois la somme de Haikouan taëls nécessaires au service de la dette. Ce calcul sera basé sur les annuités fixées par le Tableau d'amortissement, et tiendra compte des différences entre le cours du Haikouan taël au 1<sup>er</sup> avril 1901, et aux diverses dates de paiement. Le cours de chaque échéance sera établi en prenant la moyenne du cours du Haikouan taël pendant le trimestre précédent.

Les ressources affectées à la garantie des bons sont énumérées ci-après:—

1. Le reliquat des Douanes Maritimes augmenté du produit de l'élévation à 5 pour cent effectifs du Tarif actuel sur les importations maritimes, y compris les articles qui jusqu'à présent entraient en franchise, mais sauf quelques exceptions nécessaires qui seront indiquées plus tard.

2. Les revenus des Douanes Indigènes administrées par la Douane Impériale Maritime.

3. L'ensemble des revenus de la gabelle, sous réserve de la fraction affectée précédemment à autres emprunts étrangers.

L'élévation du Tarif actuel sur les importations à 5 pour cent effectifs est consentie aux conditions suivantes :—

1. Elle sera mise en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1901, et il ne sera fait d'exception que pour des marchandises en cours de route à la date de la signature du présent Protocole.

2. Tous les droits sur les importations perçus actuellement *ad valorem* seront convertis en droits spécifiques. Une Commission internationale sera nommée à cet effet. Elle sera composée d'un Représentant de chaque Puissance et de la Chine : ses décisions seront prises à la majorité ; ses travaux devront autant que possible être terminés avant la fin de l'année courante. En attendant le résultat du travail de cette Commission les droits continueront d'être perçus *ad valorem*.

Le cours du Peiho et celui de Whangpou seront améliorés avec la participation financière de la Chine.

ART. 7. — Arrangements in regard to Legation quarter and guards for respective Legations.

ART. 8. — The Taku forts and others to be demolished, so that communication between Peking and the sea may be assured.

ART. 9. — Places which the Powers intend to occupy in order that free communication may be maintained.

ART. 10. — Three Imperial Edicts to be published :—

(I) Secret Societies to be suppressed.

(II.) Penalties which have been exacted.

(III.) Officials to be held responsible for order, etc.

ART. 11. — Le Gouvernement Chinois s'est engagé à négocier les amendements jugés utiles par les Gouvernements étrangers aux Traités de Commerce et de Navigation, et les autres sujets touchant aux relations commerciales dans le but de les faciliter.

Dès maintenant et par suite les stipulations inscrites à l'Article 6 au sujet de l'indemnité, le Gouvernement Chinois s'engage à améliorer le cours des rivières Peiho et Whangpou comme il est dit ci-dessous.

Les travaux d'amélioration de la navigabilité du Peiho, commencés en 1898, avec la coopération du Gouvernement Chinois, ont été repris sous la direction d'une Commission Internationale, Aussitôt après que l'Administration de Tien-tsin aura été remise au Gouvernement Chinois, celui-ci pourra se faire représenter dans cette Commission, et versera chaque année une somme de \_\_\_\_\_ pour l'entretien des travaux.

Then come the Whangpoo improvements, which I communicated to your Lordship in my telegram of the 1st August.

ART. 12. — Yamên to be superseded by a Foreign Office and Court ceremonial to be reformed.

The final paragraph of this Article reads as follows :—

“ Le Gouvernement Chinois s'étant ainsi conformé à la satisfaction des Puissances aux conditions énumérées dans la note précipitée du 22 décembre 1900, celles-ci ont accédé au désir de la Chine de voir cesser la situation créée par les désordres de l'été 1900. En conséquence les Plénipotentiaires étrangers sont autorisés à déclarer au nom de leurs Gouvernements que, à l'exception des gardes des Légations mentionnées à l'Article 7, les troupes internationales évacueront complètement la ville de Pékin, le 15 août 1901, et, à l'exception des endroits mentionnés à l'Article 9, se retireront de la province du Tcheli le \_\_\_\_\_, 1901. ”



## Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne

(Telegraphic)

Peking, August 2, 1901.

WITH reference to my immediately preceding telegram.

The following changes were made in the draft Protocol at the meeting of the Indemnities Commission to-day. The first, that in Article 5, will be accepted by the Russian, Japanese, French, and German Ministers, and I strongly recommend its adoption : —

“ Art. 5. — La Chine a accepté de prohiber sur son territoire l'importation des armes et des munitions, ainsi que du matériel destiné exclusivement à la fabrication des armes et des munitions. Un Edit Impérial a été rendu pour interdire cette importation pendant une durée de deux années. De nouveaux Edits pourront être rendus par la suite pour proroger ce terme de deux ans en deux ans dans le cas de nécessité reconnue par les Puissances. ”

In Article 6 a), from “ soit I Haikouan taël ” down to “ roubles ” to be omitted.

Read, “ seront payables semestriellement ” instead of “ seront payables trimestriellement. ”

The Russian Minister had informed my German colleague that he could not agree to the retention of the paragraph beginning “ la Chine s'interdit la faculté, ” and ending “ des Puissances. ” My Japanese colleague said that he would advise his Government to agree to its excision, as he feared that to insist on it would prevent unanimity. My German and French colleagues also voted for its omission from the draft. In accordance with the instructions contained in your Lordship's telegram of the 20th July, I voted in favour of its retention.

I request that your Lordship will furnish me with instructions as to whether I should ask for the paragraph to be reinserted in the face of the facts which I have stated above.

In § b), read “ dans une Commission qui ” instead of the words “ par une banque de cette ville. La réunion des Directeurs de ces banques. ”

This alteration was made on my suggestion that it should be settled later on how the Committee was to be constituted, but I added that His Majesty's Government were in favour of bankers. My Italian colleague has stated that the Italian Government will probably send from Rome an expert in banking.

Omit “ cette réunion ” and words following down to “ Banque Russo-Chinoise. ”

For “ réunion des banquiers ” substitute throughout the word “ Commission. ”

§ d), Read “ entre les mains ” for “ en compte courant. ”

“ Ce calcul sera ” and words following down to “ dates de paiement ” to be omitted.

I voted for the omission of the words from “ Le cours ” down to “ précédent. ”

In the paragraph providing for the conversion into specific duties : after the words “ seront convertis ” add the words “ autant qu'il sera possible, ” and after “ perçus ” omit the word “ actuellement. ” Instead of the sentence running “ Elle sera composée, etc., ” read as follows : “ Les Puissances ayant un Traité avec la Chine ainsi que le Gouvernement Chinois pourront s'y faire représenter par un ou plusieurs Délégués, mais ne disposeront chacune que d'un seul vote. ”

The Russian Minister had informed us that the Russian Government would have serious objections to decision by a majority, a system which the Japanese Minister had proposed as a saving of time. It was consequently decided by the Commission to omit it provisionally.

After the words "fin de l'année courante" a provision will be inserted similar to that in the Tariff Protocol between Great Britain and Japan of 1894, for basis of calculation, but with three months instead of six months.

In Article 11 60.000 taels annually is the amount fixed as the contribution of the Chinese to the Peiho works.

The scheme for the conservancy of the Shanghai water approaches goes in, and I believe that none of the foreign Representatives will oppose it.

I should be glad if your Lordship would furnish me with instructions, if possible before the 6th August, when the next meeting of the Diplomatic Body takes place,

---

**Sir Chihchen Lofengluh au Foreign Office**

Chinese Legation, August 2, 1901.

Dear Mr. Bertie,

I INCLOSE a translation of a telegram I have received from the Viceroy of Nanking, relative to the withdrawal of the foreign troops from Shanghai.

Please be so good as to submit it to the Marquess of Lansdowne and acquaint me, at your earliest convenience, of his Lordship's views on the subject of it.

Believe me, etc.

(Signed): LOFENGLUH.

---

ANNEXE

**Lew Kwun-Yih à Sir Chihchen Lofengluh**

(Translation)  
(Telegraphic)

Nanking, July 31, 1901.

WHEN the foreign Powers, fearing the extension of the Boxer movement in the north to the province of Kiang-Sû, decided on landing foreign troops at Shanghai last year, the native population viewed the proceeding with fear, and ever since then they have never ceased to contemplate the occupation of the place with increasing distrust and displeasure — a circumstance which has much interfered with the trade of the port.

Now that the troubles in the north have been suppressed and the bulk of the foreign troops in Chih-li, the seat of the rebellion, have been withdrawn, it seems to be unnecessary that what was only a precautionary measure should be continued after its *raison d'être* has ceased to exist. Sheng Ta-chen has, therefore, in the several interviews he has had with the foreign Consuls at Shanghai on the subject, repeatedly urged on them



the extreme advisability of the occupation being terminated. With the exception of the British and the German Consuls, who still continue to make difficulties about withdrawing the foreign troops, all the Consuls admit that their further presence is unnecessary and calculated to confirm the native merchants, and people of Shanghai, in the suspicions which they have always entertained with regard to the military occupation of the place.

You will, therefore, bring this matter to the notice of Lord Lansdowne and urge on him the inadvisability of thus unnecessarily perpetuating this condition of distrust and apprehension at Shanghai, a place which has never sympathized with the Boxer movement. More especially is it advisable that the troops should be withdrawn at the earliest possible moment, seeing that the evacuation of the provinces in which the movement originated has been decided on, and to a great extent carried into effect.

### Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Satow

(Telegraphic)

Foreign Office, August 5, 1901.

YOUR telegrams of the 2nd August.

I cannot authorize you to agree to draft Protocol as described in the above telegrams.

Whatever be the rate of exchange, a sum which will provide in sterling interest and sinking fund for the amount of our claim converted at 3s. a tael will have to be produced every six months by the Chinese Government.

The Protocol must be so worded as to leave absolutely no doubt about this point.

It should further be recorded that any surplus remaining over, after satisfying legitimate British claims, will be repaid by His Majesty's Government to, the receiving Board for disposal as the Powers may decide.

The omission of the words which preclude separate arrangements between individual Powers and China for the repayment of the debt cannot receive the assent of His Majesty's Government.

I gathered from your telegram of the 26th July that this point would be satisfactorily settled. The omission of this provision would facilitate separate transactions in the interests of Powers who might desire preferential concessions opposed to the general interests.

Who proposed commission instead of banks? You do not state this. The Russian Minister made the latter proposal and we prefer it. Refer to your telegram of the 14th May.

There is no objection to the Protocol stipulating that arrangements shall be made at as early a date as possible for converting the *ad valorem* into specific duties. Until this is done we may levy an effective 5 per cent. *ad valorem*. The conversion of the Tariffs attached to our Treaty arrangements with China cannot, however, be entrusted to a Commission of the character denoted in the draft Protocol.

There is no objection to making proposed amendment in Article 5.

### Le Marquis de Lansdowne à Sir F. Lascelles

(Telegraphic)

Foreign Office, August 5, 1901.

IN the Indemnities Committee the Russian, French, German, and Japa-

nese Ministers voted to omit from the draft final Protocol the clause which binds China not to convert or pay back the whole debt or part of it except by means of the amortization scheme which the Powers have agreed to, and through the agency of the Committee appointed to receive ear-marked revenues and hand them over to those Powers to whom China is indebted.

We must press for the stipulation that no separate arrangement is to be made between any one Power or group of Powers and China, if China is allowed to pay off the bonds before the appointed time.

---

**Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne**

(Telegraphic)

Peking, August 6, 1901.

I TOOK the opportunity to-day of mentioning to the Russian Minister, who called to have a talk about the final Protocol, the question of the omission of the paragraph beginning with " La Chine, " and ending with " Puissances, " and urged that it should be reinserted.

M. de Giers told me that the Russian Government would not, he felt almost certain, be willing to limit China's liberty to pay off the debt at an earlier date if she found it possible.

He wishes to add the words " dans les ports ouverts " immediately after " revenus des Douanes Indigènes administrées par la Douane Impériale Maritime. " This would appear to me to be a harmless amendment.

I do not think it likely that we shall have another meeting before the 10th August.

---

**Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Satow.**

(Telegraphic)

Foreign Office, August 7, 1901.

I HAVE received your telegram of the 6th instant.

What we object to is not that China should be allowed, if she can, to pay off her debt at an earlier date, but that she should be in a position to make separate and preferential arrangements with individual Powers. I hope this point is clearly understood.

With regard to Native Customs, the amount of the revenues available for the service of bonds would be diminished by the proposed amendment. All revenues collected by the Imperial Maritime Customs, whether at open ports or at other places, should be included,

---

**Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Monson**

Foreign Office, August 7, 1901.

Sir,

I MENTIONED to the French Ambassador to-day the difficulties which had arisen at Peking owing to the proposed excision from Article 6 of the passage :

« La Chine s'interdit la faculté de consentir à rembourser tout ou partie de cette dette autrement que par le jeu de l'amortissement indiqué ci-dessus, dont le montant ne pourra être accru ou diminué sans le consentement des Puissances. »



I said that we had never desired to preclude the Chinese from paying off their debt to the Powers before the appointed time should they find the means of doing so, but that we desired to prevent them from making private arrangements for this purpose with separate Powers, and that in our view it was essential to maintain in the Protocol some provision which would have this effect.

M. Cambon said that he had no instructions on this subject, but that he did not see any serious objections to such a clause.

I expressed the hope that there was a misunderstanding, and that we should be able to remove it.

I am, etc.

(Signed) : LANSDOWNE.

---

**Le Marquis de Lansdowne à Sir F. Lascelles**

Foreign Office, August 7, 1901.

Sir,

I HAD some conversation to-day with Baron Eckardstein in regard to the hitch which has arisen in the negotiations at Peking, of which he had heard through the German Government.

I told him, in answer to questions which he put to me, that we should insist upon payment in sterling, that it seemed to me most undesirable that any part of the revenues collected by the Imperial Maritime Customs should be excluded from those ear-marked for the service of the bonds, and that His Majesty's Government strongly objected to the excision from the Protocol of the words « La Chine s'interdit la faculté de consentir à rembourser toute ou partie de cette dette autrement que par le jeu de l'amortissement indiqué ci-dessus, dont le montant ne pourra être accru ou diminué sans le consentement des Puissances », which words we were told had been struck out of the draft at the instance of the Russian Minister. I said that it was possible that the language of this provision might be better expressed, but that, while we were quite ready to admit that China should be at liberty to repay her debt before the appointed time, should it suit her to do so, we thought it absolutely necessary to insert words precluding her from separate and preferential arrangements entered into with individual Powers.

I reminded Baron Eckardstein that the point had been frequently discussed, and that we had every reason to believe that the German Government did not differ from us with regard to it. I was therefore somewhat surprised when I found that the German Representative had voted in favour of the omission of the sentence quoted.

I thought it possible, however, that the omission had been asked for under a mis-apprehension as to the intention with which the sentence had been framed, and that we might yet find that there was no real difference between the Powers in regard to the matter, which seemed to me of great importance.

Baron Eckardstein expressed entire agreement with me as to the desirability of precautions against separate arrangements between China and individual Powers for the premature repayment of the debt.

I then mentioned to Baron Eckardstein the suggestion, which I had

thrown out in a speech which I had delivered in the House of Lords on the previous evening, as to the possibility of transferring to Shanghae and withdrawing from the Peking Conference, which seemed to me not well fitted to deal with them, the negotiations which would be necessary to give effect to Article 11 of the joint note.

I took the opportunity of asking him whether he could tell me anything of the intentions of the German Government as to the retention of their troops now at Shanghae. We learnt that the Viceroy Liu had memorialized the Throne with a view to obtaining the withdrawal of all the foreign troops from Shanghae, on the ground that their presence was no longer required, and might, on the contrary, produce a bad effect.

We had already decided to withdraw one British battalion, but our decision with regard to the remainder of the force must depend upon the action of the other Governments concerned and upon the condition of the country. We had, however, no desire to keep our troops there longer than was absolutely necessary, and I did not see why we should not all of us withdraw before long.

Baron Eckardstein told me that, so far as he was himself aware, although he had no official information on the subject, the German Government had no intention of retaining troops permanently at Shanghae. He said that he would endeavour to ascertain whether they considered it possible to fix a date for the withdrawal of the German force.

I am, etc.

(Signed) : LANSDOWNE.

### **Le Marquis de Lansdowne à Sir C. Scott.**

Foreign Office, August 7, 1901

I INFORMED the Russian Ambassador to-day that we had learnt from our Minister at Peking that a hitch had arisen in the negotiations because, at the instance of the Russian Representative, it had been decided at a meeting of the Indemnities Commission to excise from the draft Protocol the words « La Chine s'interdit la faculté de consentir à rembourser toute ou partie de cette dette autrement que par le jeu de l'amortissement indiqué ci-dessus, dont le montant ne pourra être accru ou diminué sans le consentement des Puissances ».

We had instructed Sir E. Satow that he was not to consent to the omission of these words without further explanation. We attached great importance to the retention of some provision which would have the effect of preventing China from making private arrangements with separate Powers for the premature repayment of a portion of her debt. I was under the impression that this point, which had been frequently discussed, was one as to which no difference of opinion existed between the Powers. On the other hand, we thought it quite reasonable that China should be allowed the opportunity of paying off the whole or a part of the bonds before the appointed time, provided the arrangement was made with the full knowledge and approval of the Powers, and without any preferential arrangements for the benefit of a particular Power or Powers. I was in hopes that the difference of opinion which had arisen was due to



a misunderstanding, and that no difficulty would be found in discovering a formula which would satisfy the requirements of all concerned.

I gathered that M. de Staal did not regard my contention as an unreasonable one.

I am, etc.  
(Signed) : LANSDOWNE.

---

**Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne**

(Telegraphic)

Peking, August 8, 1901.

ARTICLE 6 of final Protocol, subject of your Lordship's telegram of the 5th August.

I think the object will be sufficiently attained if a) be amended as follows :

« a.) Les 450 millions sont convertis en une obligation en or au cours des monnaies d'or au 1<sup>er</sup> avril, 1901, » and then let the list of the equivalents of the tael be reinserted and continue to read « La somme en or ainsi obtenue sera productive, » and so on.

There was a clerical error in the date in the sentence « à partir du 31 mars, 1902, » which should read « à partir du 1<sup>er</sup> juillet, 1902 ».

I stated in my telegram of the 2nd August to your Lordship that, in accordance with my suggestion that the constitution of the Commission should be settled later on (the Italian Minister having said that a banking expert would probably be sent from Rome by the Italian Government), the words « par une banque de cette ville » were changed.

I am now, however, informed that the words « de banquiers » have been inserted in the text after the word « Commission ».

I am, personally, of opinion that our Governments with the advice of eminent financiers can settle the composition and mode of procedure of this Board better than the Diplomatic Body can do so, as the latter have no knowledge of exchange banking.

In section (D) I think we might make the following substitution for « trois mois, » etc. :

« The Chinese Government shall be informed by the Board of the approximate amount of Haikwan taels required to buy the gold for the service of the debt, before each payment becomes due ».

I expect that the German, Russian, and Japanese Ministers, and United States' Plenipotentiary to whom I have proposed the preceding alterations required to put it clearly that the interest and sinking fund are payable in gold, will accept those alterations.

In my opinion, however, it would be best to omit the whole from « trois mois avant » down to « trimestre précédant, » and I see no reason why an artificial rate of exchange, as there proposed, should be fixed.

There would be no difficulty in recalculating our claim according to the exact rate on the 1st April, although it has been already calculated at 3s. (see my telegram of the 26th July).

I presume that I should make His Majesty's Government's intention to repay surplus to the receiving Board the subject of a declaration at a meeting of the Diplomatic Body, and cause it to be recorded in the *procès-verbal*.

As regards the paragraph precluding separate arrangements for paying

off the debt, a majority of my colleagues are opposed to its re-insertion.

I have explained to my colleagues that each Power can best arrange for conversion of duties on goods in which it is interested, and have proposed the omission of the reference to an International Commission.

A telegram has now reached the Russian Minister informing him that he will be furnished with instructions as to the Protocol, and he hopes that by the 10th August he may have received them.

### Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Satow

(Telegraphic)

Foreign Office, August 8, 1901.

REPRESENTATIONS have been made to us in the interest of the commercial community that the present specific duties should not be superseded by the 5 per cent. *ad valorem* rate until sufficient notice of the change shall have been given to prevent injustice. Merchants make forward contracts for several months, and the present specific duties should, therefore, hold good until the 1st January. Their conversion to an effective 5 per cent. ought to be completed by that date.

Commercial community do not so strongly urge objection to the immediate application of the 5 per cent. to hitherto free goods, but they object generally to *ad valorem* duties as causing disputes, confusion, and often injustice.

You should do your best to bring the matter before your colleagues, but should not lay such stress on the argument as to prevent the signature of the Protocol.

### Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne

(Telegraphic)

Peking, August 9, 1901.

WITH reference to my telegram of the 1st August.

In order to suit Belgium the date for goods *en route* has been altered to ten days at latest after date of signature.

As regards the basis of conversion into specific duties the words relating to original value plus charges are omitted, and it has been altered to « Average value at moment of landing ».

### Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Satow

(Telegraphic)

Foreign Office, August 9, 1901.

YOUR telegram of the 8th August.

As regards omission of paragraph precluding separate arrangements, you should vote for restoration of words, and state your reasons fully. If you are outvoted you should place your dissent on record, but state that you are instructed not to press the point in opposition to general desire of Powers.

As to declaration that His Majesty's Government will pay surplus to Receiving Board, explain that it will hold good only if other Powers make a similar declaration.



As to arrangement for conversion of duties, instructions contained in my telegram of the 5th instant hold good.

ART. 6 a).

No objection to new drafting, but our bonds must be calculated at 3s. to the tael, *vide* my telegram, to which we adhere. This rate can hurt no one, and we prefer it as more convenient.

ART. 6 b).

No objection to words « une Commission de Banquiers ».

ART. 6 d).

No objection to your suggested substitution, but sentence might be omitted altogether.

**Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Satow**

(Telegraphic)

Foreign Office, August 9, 1901.

YOUR telegram of the 8th August.

I have to request that, when the time comes for signing the Protocol, you should add to your signature, if outvoted on the question of an International Commission for the Conversion of Duties, words to the effect that it must not be taken as approving or accepting the provision, and that His Majesty's Government cannot undertake to submit the conversion of any duties imposed under the Tariffs resulting from the Treaty arrangements between Great Britain and China to such a Commission.

**Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Satow.**

(Telegraphic)

Foreign Office, August 9, 1901.

YOUR telegram of the 9th instant.

Draft Protocol. Article 6.

Board of Trade do not clearly understand meaning in your telegram of « average value at moment of landing ». Please telegraph full text of proposed insertion with necessary explanations.

**Sir F. Lascelles au Marquis de Lansdowne**

(Telegraphic)

Homburg, August 10, 1901.

I HAVE explained to Count Bülow that His Majesty's Government are not responsible for the difficulties that have arisen on the subject of the signature of the final Protocol, and I indicated to him the two chief points to which His Majesty's Government took exception, viz. :—

1. The proposal to exclude the Article by which separate arrangements for the payment of the debt are precluded;
2. The proposal that the conversion of the *ad valorem* into specific duties should be intrusted to a Commission, such as was outlined.

Count Bülow said he earnestly hoped, and this hope was shared by the Emperor, that some way of finally settling the question might be discovered, more particularly as a more favourable disposition on the part of the Chinese was now to be observed.

## Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne

(Telegraphic)

Peking, August 10, 1901.

TO-DAY'S meeting had concluded before your Lordship's telegrams of the 9th instant reached me.

I therefore explained to my colleagues that anything I said or accepted must, under the circumstances, be understood to be subject to subsequent reference to your Lordship.

I pointed out that it was impossible for His Majesty's Government to intrust the revision of the Tariff attached to our Treaty to an International Commission of the character denoted in the draft Protocol.

I told my colleagues that two questions might be regarded as involved in this:

- a). The question of an International Commission; and.
- b). The character of such a Commission as described in the draft Protocol.

But I urged that all reference be entirely omitted.

a). was voted for by all my colleagues, and I told them I would accept it by itself, and, of course, subject to approval by your Lordship.

b). was then voted for unanimously, with the exception of the United States' Plenipotentiary, who stated that he would not insist.

Under these circumstances, I said that I could not adhere to my conditional acceptance of (a).

I will make known the decision contained in your Lordship's telegram of the 9th August at a meeting of the Committee which is to be held tomorrow for the purpose of redrafting portions of Article 6.

With regard to the omission of the paragraph to preclude separate arrangements, I put a declaration on record disclaiming any wish to fetter the financial liberty of China as to repaying the debt, on condition that all creditors were treated by her alike, and without one or more of them being favoured in negotiations based on financial arrangements in which other Powers did not participate, and I proposed that the paragraph should be reinserted.

My Russian colleague said that his Government could not admit the paragraph, which the President of the Commission had courteously shown to him beforehand, because nothing ought to be done which would diminish the liberty of China to pay off her debts.

The French Minister said that nothing could prevent China from purchasing bonds on the market or from a separate Power.

The German Minister said that, since the acceptance by China of the plan of amortization bound her to follow it, he considered the principle involved in the paragraph was *res judicata*. In his opinion, however, the paragraph, was unnecessary, as China could always buy her own bonds in the market, and thus the aim contemplated would not be secured by the paragraph in question.

As I knew beforehand that no one would support it, I did not ask for a vote; but the *procès-verbal* of to-day's meeting will contain my declaration.

In regard to the native customs revenue, the following proposal was made:—

“ Les revenus des Douanes Indigènes, administrés dans les ports ouverts par la Douane Impériale Maritime. ”



Every one, with the exception of myself, voted for this. I said that we ought not to diminish the possibilities of revenue, and I could not admit the limitation to "open ports," since there were "ports of call" on the Yang-tsze where a considerable revenue might be collected.

I made a declaration (in accordance with the instructions contained in your Lordship's telegram of the 29th July) on the overland duties question.

I mentioned the desire of commercial bodies in regard to the date for putting the 5 per cent. *ad valorem* duties in force. The exception in favour of goods *en route* not later than ten days after signature was maintained and the words "1st October" were altered to "two months after signature of Protocol."

The basis of conversion has been referred again to the Commission. I mentioned the suggestion made by Sir Robert Hart, and which I reported in my telegram of the 9th August to your Lordship.

The full wording, asked for in your telegram of the 9th August, which I have just received, is as follows:

"On prendra comme base d'évaluation la valeur moyenne des marchandises au moment de leur débarquement, calculée d'après les statistiques des Douanes Impériales Maritimes se rapportant aux trois mois qui précèdent la signature du présent Protocole."

An objection that the values at the place of manufacture, etc., could not be ascertained in time for conversion calculations presented itself to the formula taken from the Tariff Protocol of 1894 with Japan.

The Chinese profess great anxiety to sign, and if they get ready the Edicts which are still outstanding, I think that, on the whole, the prospects of a speedy settlement are good. We are now leaving the date of the evacuation of Peking blank. As reported in my telegram of the 2nd August it was originally fixed at the 15th August.

#### Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Satow

(Telegraphic)

Foreign Office, August 10, 1901.

I HAVE concurred in proposal to raise Legation guard to 270 men on account of requirements for service of howitzers.

#### Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne

(Telegraphic)

Peking, August. 11, 1901.

IN further reply to your Lordship's telegram of the 3rd August, 1901: The adoption of the following basis of conversion is proposed:—

"On prendra comme base d'évaluation la valeur moyenne des marchandises au moment de leur débarquement, pendant le premier trimestre de 1900, c'est-à-dire la valeur de marché, déduction faite du montant des droits d'entrée et des frais accessoires."

These three months furnish the most recent data for a normal condition of prices, which is the reason for taking them.

To-morrow morning there will be another meeting of the Conference.

As to an International Commission, I told my colleagues on the Committee of the instructions contained in your Lordship's telegram of the 3rd August.

I should mention that the Committee consider the present wording of the clause about native customs implies the whole revenue, and that it does not preclude China from hereafter having it collected by the Maritime Customs in other places besides open ports.

**Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne**

(Telegraphic)

Peking, August 12, 1901.

AT meeting to-day the following was unanimously accepted as the text of Article 6:—

Par un Edit en date du 29 Mai, 1901, Sa Majesté l'Empereur de Chine s'est engagé à payer aux Puissances une indemnité de 450.000.000 de Haikwan taels. Cette somme représente le total des indemnités pour les Etats, les Sociétés, les particuliers, et les Chinois visés à l'Article 2 de la note du 22 Décembre, 1900.

a). Les 450 millions constituent une dette en or calculée au cours du Kaikwan tael par rapport à la monnaie d'or de chaque pays tels qu'ils sont indiqués ci après:—

1 Haikwan tael	=	3.0549 marks
—	=	3.594 couronnes Austro-Hongroises.
—	=	0.728 dollars or
—	=	3.742 fr.
—	=	0l. 3s. livres sterling.
—	=	1.407 yen.
—	=	1.9 florins Hollandais.
—	=	1.412 roubles.

(Au titre de grammes d'or.)

Cette somme en or sera productive d'intérêts à 4 pour cent l'an, et le capital en sera remboursé par la Chine en trente-neuf années, dans les conditions indiquées au plan d'amortissement ci-annexé.

Le capital et les intérêts seront payables en or ou aux taux de change correspondant aux dates des diverses échéances.

Le fonctionnement de l'amortissement commence le 1<sup>er</sup> janvier 1902, pour finir à l'expiration de 1940.

Les amortissements seront payables annuellement, la première échéance étant fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1903.

Les intérêts seront comptés à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1901, mais le Gouvernement Chinois aura la faculté de se libérer dans un délai de trois ans, commençant le 1<sup>er</sup> janvier 1902, des arrérages du 1<sup>er</sup> semestre finissant le 31 décembre 1901, à la condition toutefois de payer des intérêts composés à 4 pour cent l'an sur les sommes dont le versement aura ainsi été différé.

Les intérêts seront payables semestriellement, la première échéance étant fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1902.

b). Le service de la dette sera effectué à Shanghai et de la manière suivante:—

Chaque Puissance se fera représenter par un Délégué dans une Commission de banquiers, qui sera chargée d'encaisser le montant des intérêts et des amortissements qui lui sera versé par des autorités Chinoises désignées à cet effet, de le répartir entre les intéressés et d'en donner quittance.



c). Le Gouvernement Chinois remettra au doyen du Corps Diplomatique à Pékin un bon global qui sera transformé ultérieurement en coupures revêtues de la signature des Délégués du Gouvernement Chinois désignés à cet effet. Cette opération et toutes celles se rapportant à l'établissement des titres seront effectués par la Commission précitée conformément aux instructions que les Puissances enverront à leurs Délégués.

d). Le produit des ressources affectées au paiement des bons sera versé mensuellement entre les mains de la Commission.

e). Les ressources affectées à la garantie des bons sont énumérées ci-après :—

1. Le reliquat des revenus de la Douane Maritime Impériale après paiement de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts antérieurs gagés sur ces revenus, augmenté du produit de l'élévation à 5 pour cent effectifs du Tarif actuel sur les importations maritimes, y compris les articles qui jusqu'à présent entraient en franchise, à l'exception du riz, des céréales, et des farines de provenance étrangère, ainsi que de l'or et de l'argent monnayé ou non-monnayé.

2. Les revenus des Douanes Indigènes administrées dans les ports ouverts par la Douane Maritime Impériale.

3. L'ensemble des revenus de la gabelle, sous réserve de la fraction affectée précédemment à autres emprunts étrangers.

L'élévation du Tarif actuel sur les importations à 5 pour cent effectifs est consentie aux conditions ci-après.

La mise en vigueur de cette élévation commencera deux mois après la date de la signature du présent Protocole, et il ne sera fait d'exception que pour les marchandises en cours de route au plus tard dix jours après cette date :—

1. Tous les droits sur les importations perçus *ad valorem* seront convertis en droits spécifiques autant qu'il sera possible de le faire et dans le plus bref délai.

Cette conversion sera établie comme suit :—

On prendra comme base d'évaluation la valeur des marchandises, au moment de leur débarquement, pendant le premier trimestre de 1900, c'est-à-dire la valeur de marché, déduction faite du montant des droits d'entrée et des frais accessoires.

En attendant le résultat de cette conversion les droits seront perçus *ad valorem*.

2. Le cours du Peiho et celui du Whangpou seront améliorés avec la participation financière de la Chine.

### Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne

(Telegraphic)

Peking, August 13, 1901.

CHUCHOW massacres.

I have the honour to inform you that I learn through the British Acting Consul-General at Shanghai, that Tao-tai Pao is at Hang-chow under surveillance of two Deputies. He is permitted to walk about the city.

I propose to take an early opportunity to bring this case before the Chinese Plenipotentiaries, and would suggest using our occupation of the Summer Palace as means to induce satisfactory settlement.

**Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Satow***(Telegraphic)*

Foreign Office, August 13, 1901.

**DRAFT Protocol.**

I have the following observations to make on the text of Article 6, as telegraphed by you in your telegrams of yesterday's date.

1. You should call attention to the fact that the exclusion of duties collected in ports not already open will deter the Chinese Government from opening more ports in the future.

2. It is considered by the Board of Trade that the period for converting the *ad valorem* into specific duties should not be based upon values during the first three months of 1900. They state that the price of many articles was then exceptionally high and that the period mentioned is too short. The standard of conversion which they recommend, is the average value of the three previous years as well as the first three months of 1900.

You should press this argument upon your colleagues, but if any difficulty is experienced in obtaining agreement on this point, you may suggest leaving it for subsequent discussion, and omitting the whole sentence from the final draft.

Before the signatures are affixed, you should endeavour to obtain an Edict as to the punishment of provincial officials.

Neither of the criticisms marked (1) and (2) need, however, prevent you from signing the Protocol as now amended.

**Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Satow***(Télégraphique)*

Foreign Office, August 14, 1901.

**PROVINCIAL punishments :**

In reply to your telegram of yesterday, you should put all possible pressure upon the Chinese Plenipotentiaries, and announce that our arrangements for withdrawing our troops may have to be modified, if the Taotai of Chuchow is not adequately punished.

**Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne***(Télégraphique) P.*

Peking, August 15, 1901.

WITH regard to paragraph 1 of your Lordship's telegram of the 13th instant, I made a declaration to my colleagues on the subject.

As to paragraph 2, it was agreed by the foreign Representatives to exclude the months of 1900, and average the value of three years, 1897, 1898, and 1899.

Paragraph 3. The date of the Imperial Edict will be inserted in the final Protocol.

**Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne***(Telegraphic) P.*

Peking, August 16, 1901.

THE instructions contained in your Lordship's telegram of the 16th instant, have been embodied in a strong note to the Chinese Plenipoten-



aries respecting the officials implicated in the murders of British missionaries. There are others at large as well as the Taotai.

---

**Le Marquis de Lansdowne à M. Lowther**

Foreign Office, August 16, 1901.

Sir,

THE United States' Ambassador informed me to-day, by Mr. Hay's desire, that Sir E. Satow was in error in supposing that the United States' Representative had opposed him in regard to the proposal to increase the import duties into China to 10 per cent. for the service of the indemnities.

Mr. Rockhill had been instructed to agree that this proposal might be "hypothetically considered" and, perhaps, hereafter debated, but it had been their intention to resist the proposal had it come up for discussion again.

I am, etc.

(Signed) : LANSDOWNE

---

**Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne**

Peking, June 10, 1901.

My Lord,

I HAVE the honour to forward translation of an Imperial Decree, dated the 7th instant, fixing the date for the Court leaving Hsian-fu to return to Peking, by way of the Province of Honan, on the 1st September next.

I have, etc.

(Signed) : ERNEST SATOW.

---

ANNEXE

**Imperial Decree of June 7, 1901 (XXVII : 4 : 21)**

*(Translation)*

SINCE the hasty flight in August of last year we have sejournd at Shensi, in attendance upon Her Imperial Majesty the Empress-Dowager Tsu Hsi.

Nearly a whole year has gone by, and our heart is grieved to think of our ancestral temples and of the troubles of the times.

The conditions of peace having now been settled, we gave orders the other day to the Comptroller of the Imperial Household to make ready the Palace against the immediate return of the Court. But midsummer has already begun, and the weather is scorchingly hot. Our sainted mother is advanced in years, and due care for her welfare demands that she should be protected and assisted in all her movements. It is impossible that she should undertake a long journey in the damp hot weather, and it is necessary to wait till it is cooler before a start is made.

We have now selected the 19th of the 7th moon (1st September) as the

day on which we shall have the honour to accompany Her Imperial Majesty through Honan and Chihli back to Peking. The officers concerned are hereby commanded to make all preparations with due diligence before that date.

Let these commands be circulated for general information, so as to gratify the longings of the officials and people of the Empire.

---

**Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne**

Peking, June 19, 1901.

My Lord,

I HAVE the honour to inclose translation of a note which I have received from the Chinese Plenipotentiaries, proposing that 3,200 Chinese troops belonging to the drilled forces of Governor Yuan Shih-k'ai should forthwith be allowed to take up their quarters in Peking. A similar letter was received by the Doyen of the Diplomatic Body and possibly by some of the Representatives of Powers that still have troops occupying portions of the city.

The occasion of this note was probably a communication addressed to Li Hung-chang by Count von Waldersee towards the end of May; of that letter I have no copy, but its contents are indicated in a letter from the Field-Marshal to Lieutenant-General Sir Alfred Gaselee, of which a copy and translation are herewith inclosed. The concluding paragraph states that Li Hung-chang has been requested to proceed to lay before Count von Waldersee proposals indicating the points to which he desired to advance stronger bodies of troops, in order, in the event of the evacuation of Peking and Paoting-fu by the allies, to occupy those places with speed.

Some conversations seem further to have taken place between the Chinese Plenipotentiaries and some of my colleagues, from which the former inferred that they would be allowed at once to occupy certain buildings in the Japanese quarter of Peking.

The question whether these Chinese troops should be permitted to come to Peking was discussed this morning by the Council of Ministers, when it was found that whilst the German, French, British, Italian, and Japanese military authorities either have already handed over the police and civil administration of their respective quarters to the Chinese authorities, they prefer that the Chinese troops shall not be admitted within the walls of the city until the final evacuation.

The Japanese military authorities would not have opposed such admission had it been agreed to by those of other nations, but they were not desirous of consenting.

The inclosed draft reply has been agreed to by the Diplomatic Body, in which the Chinese Plenipotentiaries are informed that the Chinese troops cannot at present be allowed to proceed further north than Hokien-fu, a locality on the line indicated by the Field-Marshal in the letter which forms Inclosure 2.

I may say that, in my own opinion, the immediate admission of Chinese troops is unnecessary and undesirable, and that before giving my vote at this morning's meeting I had, in the temporary absence of General Sir Alfred Gaselee from the city, ascertained that the views of General Barrow were in accordance with my own.



The German Minister announced to us this morning that the German troops would withdraw from Paoting-fu on the 8th July, while from my French colleague we have learnt that the French troops will probably evacuate that place between 25th July and 20th August. It seems natural to expect that this step would precede the evacuation of Peking.

I have, etc.

(Signed) Ernest SATOW.

ANNEXE I

**Les Plénipotentiaires chinois à Sir E. Satow**

(Translation)

June 17, 1901 (xxxii : 5 : 2).

The allied forces are about to be gradually withdrawn from Peking, and as the place will then be empty of troops, we memorialized the Throne asking for the transfer to Peking of General Chiang Kuei-t'i and 3,200 troops, infantry, cavalry, and artillery, from the Governor of Shantung's command, to take over the policing of the city. Yesterday we addressed a communication to the Doyen of the Diplomatic Body stating this and requesting his Excellency to inform the foreign Representatives in order that instructions might be sent to the Allied Commanders along the route (of the Shantung troops) not to hinder their approach. Those troops are now at Hokien-fu, and it is proposed that they shall proceed via Kao-yang to Paoting, and there take the railway to Peking, where it is proposed to station them in two places, both of which are in the quarter administered by Japan and are not occupied by Japanese or other foreign troops. These two places, are the empty enclosure formerly occupied by the Shên Ch'i-ying (Peking Field Force) in the Pei Nsiao Chieh (North Small Street) off the Tung-chih Mên main road; and the Shih-hu Hu-t'ung (Stone Tiger Lane) off the Tê-shêng Mên main road.

We have the honour accordingly to inform your Excellency and to express an earnest hope that you will confer with your colleagues at an early date and favour us with a reply as soon as possible, in order that we may send a despatch to General Chiang instructing him to set his troops in motion, and that we may fix definitely with the Railway Company the date of the required trains.

ANNEXE II

**Comte Waldersee au Lieutenant-Général Sir A. Gaselee**

(Translation)

(Circular)

Army Head Quarters, May 19, 1901.

IN order to give the Chinese Government the opportunity of proving their good will and capability of preserving peace and order in the land with their own resources, I have conceded to Grand Secretary Li that the Chinese regular troops should be permitted to move freely, and be intrusted with the suppression of the robber bands from the 26th instant, in the territory north and east of a line through Chatao Hwai-chou, P'ing Ku-hsien, San-ho-hsien, Pao-hsien (to include these places.)

I have further, in accordance with the wishes of General Voyron, now fixed Sin-lê as the southernmost point to be occupied, and drawn the boundary-line nearer to the places occupied by the allied troops, and it now runs along the river Mu-chu-ho, north to Hokien, south to Sin-lê.

I would beg your Excellency to inform the troops under your command of the above and to be good enough to direct them not to hinder the movements of the Chinese troops in the territory handed over to them, and on no account to attack them there. (Permits have been issued to the Chinese Generals concerned).

Moreover, I have begged the Grand Secretary to submit to me already his proposals as to the places to which he would desire to bring considerable bodies of Chinese troops in order to be able, in the event of the evacuation by the allies of the cities of Peking and Paoting-fu, to occupy them speedily.

(Signed) : WALDERSEE.  
*Field-Marshal.*

### ANNEXE III

#### Le Doyen du Corps Diplomatique aux Plénipotentiaires chinois

Le 19 Juin 1901.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre en date du 17 juin par laquelle vous me faites connaître que l'Empereur a ordonné d'envoyer du Chan-toung le Général Kiang Kouei-t'i avec les 3.000 soldats qu'il commande pour les cantonner dans le territoire de la capitale.

Vous ajoutez que ce corps s'est déjà mis en marche, qu'il est parvenu à Hokien-Fou, et que vous avez l'intention de le faire avancer plus loin.

En réponse à cette communication, j'ai l'honneur de vous faire savoir, au nom des Représentants étrangers, que, jusqu'à nouvel ordre, aucun mouvement de troupes Chinoises ne pourra avoir lieu dans la direction de Pékin.

(Signé) : J. B. de COLOGAN.

#### Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne

Pekin, June 22, 1901.

I HAVE the honour to forward herewith copies of correspondence between the Chinese Plenipotentiaries and the doyen of the Diplomatic Body with reference to the suspension of official examinations for five years in all towns where foreigners had been massacred or cruelly treated, stipulated for in paragraph (b) of Article 2 of the joint note of the 22nd December, 1900.

The note from the doyen, dated the 4th March, to which reference is made in the second of these papers, was inclosed in my despatch of the 5th March last.

The discussion between the Chinese Plenipotentiaries and the foreign Représentatives has turned upon the question whether the object of the clause in the note was to punish the individual graduates who were guilty of taking part in the massacre and cruel treatment of foreigners, as the



former maintained, or as the latter held, at least in the earlier stages, that our aim was to attach a stigma to the cities and towns which were the scene of the sanguinary crimes of last summer.

My telegram of the 30th May will have placed your Lordship in possession of the main facts relating to the change of view on the part of some of my colleagues at the meeting of the Diplomatic Body held on the 25th May.

I have, etc.  
(Signed) : Ernest SATOW.

ANNEXE I

**Le Doyen du Corps Diplomatique aux Plénipotentiaires chinois**

Peking, le 29 Mars 1901.

POURSUIVANT l'exécution des conditions de la note collective du 22 décembre 1900, acceptée par Sa Majesté l'Empereur de Chine, les Représentants étrangers ont dressé la liste des villes où, conformément à l'article 2, § b), des étrangers ayant été massacrés ou ayant subi des traitements cruels, tous les examens officiels seront suspendus pendant cinq ans.

J'ai l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, ce document, et de vous prier, au nom de mes collègues, de vouloir bien demander à Sa Majesté l'Empereur de Chine de publier un Décret Impérial suspendant tous les examens officiels pendant cinq ans, dans les villes indiquées dans cette liste, et où des étrangers ont été massacrés ou ont subi des traitements cruels.

Je profite, etc.

LISTE DES LOCALITÉS

*Shansi*

T'ai-yüan fu.  
Hsin-chou.  
T'ai-ku Hsien.  
Ta-t'ung fu.  
Fen-chou fu.  
Hsiao-i hsien.  
Ch'ü-wo hsien.  
Ta-ning hsien.  
Ho-ching hsien.  
Yueh-yang hsien.  
Shuo ping fu.  
Wen-shui hsien.  
P'ing-yang hsien.  
Cheng-tzu hsien.  
Kao p'ing hsien.  
Tsê chou fu.  
Hsi-chou.  
P'u shien.

Chiang-chou,  
P'ing-yao hsien.  
Lu-ch'eng hsien.  
Lu-an fu.  
Hung-tung hsien.  
Kuei-hua-ch'eng.  
Sui-yuan ch'eng.

*Honan.*

Nan-yang fu.  
Ho-nei hsien.  
Cheng-chou.  
Kueng-chou.  
Ch'en-chou fu.  
H-sün hsien.  
Nei-huang hsien.  
Chang-tê fu.  
T'ai-k'ang hsien.  
Asi-hua hsien.

<i>Chekiang.</i>	<i>Shantung.</i>
Ch'ü chou fu.	T-ai-an fu.
<i>Chihli.</i>	Lin-ching chou.
Peking.	<i>Manchuria.</i>
Shun t'ien fu.	Moukden.
Pao-t'ing fu.	Chia-tzu-ch'ang.
Yung-ch'ing hsien.	Lien-shad.
Tien-tsin.	Yü ch'ing chieh.
Shun tê fu.	Pei-lin-tzu.
Wang-tu hsien.	Hu-lan ch'eng.
Huai-lu hsien.	
Hsin-an hsien.	<i>Shensi.</i>
T'ung-chou.	Ning-chiang-chou.
Kalgan.	
Ch'ao yang ksien.	<i>Kiangsi.</i>
Tung-ang hsien.	Po yang hsien.
Ts'ang-chou.	
Chi-chou.	<i>Hunan.</i>
Tsun-hua-chou.	Heng-chou fu.
Wu'i hsien.	Phing-ch'uan hsien.
Ching-chou.	
Luan p'ing hsien.	
Ho-chien fu.	

## ANNEXE II

## Plénipotentiaires chinois au Doyen du Corps Diplomatique

(Translation)

March 31, 1901.

We recently had the honour to receive a visit from your Secretary of Legation, who handed us the draft of a communication, dated the 4th March, in which you informed us that in the opinion of the Diplomatic Body it was essential that we apply for the issue of an Imperial Decree corroborating the statements contained in the telegram from the Grand Council on the subject of the telegraphic Report received by those appointed to superintend the suicide of Prince Chuang, Ying Nien, and Chao-hsu-chiao, and the execution of Yu-hsien, which we transmitted to you in a red note dated the 28th February.

The communication went on to say that « pour répondre à l'opinion que vous avez énoncée sur l'exécution des articles 2 et 10, les Plénipotentiaires des Puissances croient devoir vous rappeler que, pour terminer l'affaire il reste à punir les Mandarins des provinces, à suspendre dans toutes les villes où des étrangers ont été massacrés ou ont subi des traitements cruels et à afficher dans toutes nos Préfectures l'Edit stipulé par l'article 10 ».

In reply, we have to point out that as regards the Edict called for under Article 10, this matter has long since been discussed and satisfactorily arranged. Owing, however, to the extended area (throughout which it has to be exhibited) the printing and posting of the Decree will take some



considerable time. So far, no list of officials in the provinces who have to be punished has reached us.

With reference to the suspension of examinations in cities and towns, where foreigners have been massacred or subjected to cruel treatment, it will be necessary to make investigation as to these cities and towns, in terms of the Memorandum we sent you in the course of the 11th moon of last year (January 1901).

In our letter of the 28th February, we communicated a telegram from the Grand Council, giving particulars as to when and where the suicides and execution of the guilty parties had been consummated. How can the facts therein contained have been inaccurate or untrue? It has not hitherto been a method of procedure in China to issue and publish a Decree after the event announcing date and place of punishment of criminals whose sentences of capital punishment or suicide had been carried out. To make a demand of this kind is certainly to force us into a difficult position.

At the moment when we are engaged in the discussion of the joint note—one after the other—how, in a matter of such grave import, the punishment of the leading spirits in the recent disturbances could we lend ourselves to deception?

The dead cannot be called to life and the foreign Representatives are at liberty to make whatever inquiries they please with a view to ascertaining whether or not the sentences of death in question have been carried out.

It was our original intention to call upon such missionaries as were in the neighbourhood to witness the execution when the time came, but as in one of your letters you announced that the Diplomatic Body would itself take steps to verify the identity of those executed, we abandoned the idea. To our surprise we are again confronted with a demand for an imperial Edict. With this demand we find that it is really impossible for us to comply.

We would feel obliged if you would kindly communicate the above to your colleagues.

(Signed) : Prince CH'ING.  
LI HUNG-CHANG.

---

ANNEXE III

**Plénipotentiaires chinois au Doyen du Corps Diplomatique**

(Traduction) Le 14<sup>e</sup> jour de la 2<sup>e</sup> lune de la 27<sup>e</sup> année Kouang-Siu (2 Avril 1901).

*(Réponse Officielle)*

Le 11<sup>e</sup> jour de la 2<sup>e</sup> lune de la 27<sup>e</sup> année Kouang-Siu (30 mars 1901), nous avons reçu de Votre Excellence une dépêche ainsi conçue :

« Poursuivant l'exécution des conditions de la note collective du 22 décembre 1900, acceptée par Sa Majesté l'Empereur de Chine, les Représentants étrangers ont dressé la liste des villes où, conformément à

l'Article 2, § b), des étrangers ayant été massacrés ou ayant subi des traitements cruels, tous les examens officiels seront suspendus pendant cinq ans.

» J'ai l'honneur de vous transmettre sous ce pli ce document et de vous prier, au nom de mes collègues, de vouloir bien demander à Sa Majesté l'Empereur de Chine de publier un Décret Impérial suspendant tous les examens officiels pendant cinq ans, dans les villes indiquées dans cette liste, et où des étrangers ont été massacrés ou ont subi des traitements cruels ».

La suspension des examens civils et militaires est une condition prévue par le dernier paragraphe de l'article 2 du Protocole de Paix adopté l'année dernière, et il a été stipulé par le dit article, que la suspension pendant cinq ans des examens civils et militaires ne s'appliquerait qu'aux villes dans lesquelles des nationaux des divers pays ont été massacrés ou ont subi des traitements cruels.

Nous, Prince et Ministre, avons déclaré dans notre Mémoire de la 11<sup>e</sup> lune de l'année dernière (Janvier 1901) : « Les villes qui dépendent des Préfectures, Préfectures indépendantes, Préfectures de 2<sup>e</sup> classe et Sous-Préfectures, sont très nombreuses. On recherchera celles dans lesquelles des étrangers ont été massacrés ou ont subi des traitements cruels, et il conviendra naturellement de faire ce qui est demandé, mais il n'est question, dans cette catégorie, que des examens locaux annuels. En ce qui concerne les examens provinciaux et métropolitains où l'on vient de présenter de toutes les provinces, s'il y a, dans le nombre, des villes dans lesquelles des étrangers ont été massacrés ou ont subi des traitements cruels, on devra, comme pour le cas précédent, les rechercher et les traiter séparément. A titre d'encouragement et d'avertissement, les villes où aucune affaire n'aura eu lieu continueront, comme par le passé, à participer aux examens ». Les Représentants des Puissances ont déjà parfaite connaissance de cela.

Or, dans la liste dressée aujourd'hui des localités où les examens seront suspendus, la désignation a été faite par Préfectures et Sous-Préfectures, et non par villes, et c'est là une notable amplification sur le texte primitif du dernier paragraphe de l'article 2.

Si, par exemple, dans une circonscription Sous-Prélectorale, il se trouve une ville dans laquelle des étrangers ont été massacrés ou ont subi des traitements cruels, la suspension des examens ne devrait s'appliquer qu'à cette seule ville, et on ne pourrait étendre aux candidats de la Sous-Préfecture tout entière, la suspension des examens.

Pour ce qui est des Préfectures (*sic*), le ressort d'une Préfecture comprenant plusieurs Sous-Préfectures dont les unes sont fort éloignées des autres, il serait à plus forte raison impossible d'appliquer la suspension des examens à une Préfecture tout entière, parce que cette mesure serait applicable à une ville (sise dans son ressort). Cette façon de procéder ne serait pas conforme à la logique.

Si l'on allègue que les examens commencent par les Sous-Préfectures et les Préfectures, et qu'il n'y a pas d'examen particuliers pour les villes (de rang inférieur) et que c'est pour ce motif que l'on n'a pu parler que des Préfectures et Sous-Préfectures, il n'est pas là le langage de quelqu'un qui connaît à fond la véritable condition des choses. En effet, au moment des examens Préfectoraux et Sous-Préfectoraux, seuls les étudiants des villes frappées de suspension d'examen, ne sont pas autorisés à se faire



inscrire ; les autres participent aux examens comme à l'ordinaire. La distinction est facile.

Dans le cas où, par ce fait que, dans une ville, de mauvais sujets se sont livrés au désordre, il s'ensuivrait que les gens paisibles et honnêtes des autres villes dussent tous subir une suspension d'examens pendant plusieurs années, alors le sens de la phrase du Mémoire, « à titre d'encouragement et d'avertissement » (serait faussé et ce) deviendrait un avertissement pour les méchants sans encouragement pour les bons. Une telle façon de procéder serait-elle équitable et de nature à faire heureuse impression sur la population ?

Il convient donc naturellement que nous prions les Plénipotentiaires des Puissances de faire dresser, par villes, et non par une désignation générale de Préfectures et Sous-Préfectures, une liste détaillée des localités dans lesquelles des étrangers ont été tués ou ont subi des traitements cruels. Cela sera conforme au texte de l'Article 2, et nous mettra en mesure de solliciter un Edit faisant connaître les localités frappées de suspension d'examens.

Telle est la réponse officielle que nous vous adressons, M. le doyen, en vous priant de la porter à la connaissance des Plénipotentiaires des Puissances pour qu'ils agissent de conformité.

---

#### ANNEXE IV

### **Doyen du Corps Diplomatique aux Plénipotentiaires chinois**

Pékin, le 5 avril 1901.

J'AI l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche du 2 avril, répondant à la demande que les Plénipotentiaires des Puissances vous ont adressé en vue de l'exécution du § (b) de l'Article 2 de la note collective acceptée par Sa Majesté l'Empereur de Chine.

Vous paraissez croire que mes collègues auraient donné à l'application de la mesure sur le principe de laquelle ils se sont mis d'accord avec vous, une extension qu'elle ne comporterait pas. Vous invoquez à ce sujet un passage de votre Mémoire du 16 janvier, dans lequel vous aviez formulé des observations sur les conditions qui vous étaient posées.

Je dois vous faire remarquer tout d'abord que les termes de ce Mémoire n'ont jamais été acceptés par les Plénipotentiaires, qui se sont au contraire réservé de poursuivre l'exécution intégrale des Articles de la note collective.

J'ajoute en ce qui concerne la question spéciale qui fait l'objet de cette dépêche, que vous vous méprenez entièrement sur les intentions qui ont inspiré la rédaction du paragraphe relatif à la suppression des examens dans les villes où des étrangers ont été massacrés ou ont subi des traitements cruels. La portée de cet Article était d'assurer par un moyen auquel l'Empire a parfois recours lui-même la répression des crimes commis avec le concours et le plus souvent à l'instigation de la classe des lettrés.

Ce but ne serait pas atteint si le système que vous suggérez était admis, parce qu'il permettrait aux lettrés de se soustraire à la peine que les Représentants des Puissances ont entendu leur infliger, et de conserver,

par fraude ou en tournant l'application de la mesure projetée, le droit dont il s'agit de les priver.

Mes collègues ont décidé en conséquence d'insister sur la nécessité de leur accorder la satisfaction qu'ils ont réclamée et qui ne pourrait qu'être aggravée s'ils entraient, comme vous demandez, dans le détail des villes où les examens devraient être supprimés, parce qu'ils seraient amenés sans doute à étendre cette mesure à des provinces entières.

#### ANNEXE V

### Les Plénipotentiaires chinois au Doyen du Corps Diplomatique

*Traduction*) Le 16<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> lune de la 27<sup>e</sup> année, Kouang-Siu (4 mai 1901).

*(Communication officielle)*

LE 13<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> lune de la 27<sup>e</sup> année Kouang-Siu (2 mai, 1901) nous avons reçu de Si-ngan-fou le télégramme suivant émanant du Grand Conseil :—

“ Le télégramme suivant du Gouverneur du Hounan vient de nous parvenir :

“ ‘ Relativement à la suspension pendant une durée de cinq ans des examens dans les villes où des étrangers ont été massacrés, suspension prévue par le Protocole de Paix ; considérant que les affaires religieuses de Heng-yang et Ts'ing-ts'inan au Hounan sont le fait de bandits insurgés et que la classe lettrée n'y est aucunement impliquée, il semble convenable d'exempter [ces localités] de la suspension [d'examens]. Tout au moins étant donné que c'est seulement dans les deux villes ou villages de Houangcha-ouen et de Kiang-tse-Kéou, relevant des deux Sous-Préfectures susdites, que des troubles se sont produits, si l'on frappait de suspension d'examens, il conviendrait que cette suspension ne s'appliquât qu'aux deux villes qui ont été le théâtre de ces troubles. ’

“ Dans notre pensée, l'Article relatif à la suspension des examens vise uniquement les localités où, l'année dernière, les Boxeurs se sont livrés à leur méfaits, les autres endroits où des affaires religieuses ont pu se produire ne devant pas être compris dans cette mesure, et s'il faut suspendre les examens, il est nécessaire de spécifier clairement que cette suspension ne s'appliquera qu'aux deux villes où des troubles se sont produits et ne s'étendra pas aux Sous-Préfectures tout entières, afin d'agir justement et équitablement — cela est important. ”

La question de la suspension des examens n'ayant pas encore été résolue malgré un échange de dépêches, nous, Prince et Ministre, en présence du télégramme reçu du Grand Conseil, la précisons en détail ci-après :

La suspension d'examens pendant cinq ans consiste naturellement dans l'interdiction pour les résidents des localités où se sont produits des troubles, de se présenter aux examens pendant une période de cinq ans, et non dans l'interdiction pour cinq ans de tenir des sessions d'examens dans les localités où des troubles se sont produits. Ainsi, pour Pékin par exemple, où des émeutes ont eu lieu l'année dernière, et où des étrangers ont été massacrés, il est absolument raisonnable que les lettrés immatriculés aux registres de la ville même soient punis de la suspension d'exa-



mens pendant cinq ans. Mais Pékin étant la capitale de la Chine, non seulement les licenciés de toutes les provinces doivent venir se présenter aux examens métropolitains qui s'y tiennent, mais encore les examens provinciaux tenus à Choun-t'ien réunissent les " bacheliers vétérans " et " bacheliers honoraires " des diverses provinces, outre les bacheliers de la Préfecture même de Chouen-t'ien. Si donc les examens métropolitains et les examens provinciaux de Choun-t'ien étaient suspendus, les gens de toutes les provinces ne pourraient se présenter aux examens, et ce serait là priver les lettrés de toutes les provinces du moyen d'arriver aux degrés universitaires supérieurs, pour des actes de désordre commis par des gens de quelques villes. De plus, les auteurs de désordre sont tous les gens illettrés et sans aveu, et il ne serait pas équitable d'englober dans la même disgrâce les hommes paisibles qui s'adonnent aux belles-lettres.

D'ailleurs, le désir des missionnaires est de se ménager les bonnes dispositions des lettrés et des fonctionnaires, et la suspension d'examens ne ferait qu'accentuer les griefs des étudiants : à ce point de vue donc, la mesure serait également inopportune.

Il convient donc de demander que, suivant les localités où il conviendra de suspendre les examens, les résidents de ces localités soient frappés de l'interdiction de se présenter aux examens, et que ceux qui ne seront pas résidents des villes en question continuent à être autorisés à se présenter aux examens. Afin d'établir les distinctions [nécessaires] il ne faudra pas [non plus] désigner une circonscription Préfectorale, ou Sous-Préfectorale, tout entière et d'une façon générale.

D'autre part, la mesure consistant à suspendre les examens ne vise naturellement que les seules localités où les Boxeurs se sont livrés au désordre l'année dernière, et son application ne doit pas être étendue à d'autres localités.

Nous adressons en conséquence la présente dépêche à votre Excellence, en la priant de la porter à la connaissance de MM. les Plénipotentiaires étrangers, et de nous donner réponse après qu'il en aura été délibéré, afin que la liste des localités où les examens devront être suspendus, liste que vous nous avez envoyée précédemment, puisse faire l'objet d'un rapport demandant qu'un Décret de publication soit rendu.

---

ANNEXE VI

**Doyen du Corps Diplomatique aux Plénipotentiaires chinois**

Pékin, le 11 mai 1901.

Altesse et Excellence,

VOUS m'avez prié par une dépêche du 4 mai de communiquer à mes collègues un télégramme du Grand Conseil relatif aux villes dans lesquelles les examens devraient être suspendus pendant cinq ans en exécution de l'article 2 de la note collective.

Vous expliquez à ce propos que dans votre pensée la suspension des examens consisterait « dans l'interdiction, pour les résidents des localités où se sont produits des troubles, de se présenter aux examens pendant une période de cinq ans, et non dans l'interdiction pour cinq ans de tenir des sessions d'examens dans les localités où des troubles se sont produits ».

C'est au contraire cette dernière version qui est la vraie. Il suffit pour vous en convaincre, de vous reporter au texte même du paragraphe b) de l'article 2 de la note collective, acceptée par Sa Majesté l'Empereur de Chine. Ce paragraphe est ainsi conçu :

“ Suspension de tous les examens officiels pendant cinq ans dans toutes les villes où des étrangers ont été massacrés ou ont subi des traitements cruels. ”

Vous faites observer, à l'appui de vos explications, qu'à Pékin notamment la suppression des examens porterait préjudice à des gens de toutes les provinces qui n'auraient pas pris part aux troubles de l'année dernière, et vous ajoutez que “ les auteurs des désordres étaient tous des gens gens illettrés et sans aveu ”. Vous vous montrez ainsi sévères pour les Princes et les hauts Mandarins que vous avez déjà reconnus responsables des crimes auxquels vous faites allusion. Nous doutons que les criminels puissent être considérés comme illettrés, mais nous ne contestons pas qu'ils se soient conduits comme des gens sans aveu.

Ce sont, au contraire, d'une façon générale, les lettrés qui ont été de tout temps, et particulièrement l'année dernière, les véritables auteurs ou complices du mouvement dirigé contre les étrangers, et le peuple Chinois n'est, pour ainsi dire, responsable que de s'être laissé entraîner,

Les Représentants des Puissances maintiennent donc les demandes qu'ils vous ont adressées et qui sont tout à fait conformes à l'article 2 de la note que vous avez acceptée.

---

#### ANNEXE VII

### Plénipotentiaires chinois au Doyen du Corps Diplomatique

(Traduction) Le 2<sup>e</sup> jour de la 4<sup>e</sup> lune de la 27<sup>e</sup> année, Kouang-Siu, 19 mai 1901.

#### (Communication officielle)

LE 25<sup>e</sup> jour de la 3<sup>e</sup> lune de la 27<sup>e</sup> année, Kouang-Siu (13 mai, 1901).

Nous avons reçu une communication officielle de Votre Excellence, relativement à la suspension des examens pendant cinq ans, communication par laquelle vous nous faisiez savoir que l'interdiction de tenir durant cinq années des sessions d'examen dans les localités qui ont été le théâtre de troubles étant la véritable interprétation, les Plénipotentiaires étrangers maintenaient leurs demandes conformément à l'article 2 du Protocole de Paix.

Dans notre pensée, l'interdiction pour les résidents des différentes localités où les troubles se sont produits, de se présenter aux examens pendant cinq ans, constituerait une suffisante punition. Mais puisque les Plénipotentiaires étrangers tiennent absolument à maintenir l'expression “ l'interdiction de procéder [à des examens] ”, employée dans le texte de l'Article 2 du Protocole de Paix arrêté, nous, Prince et Ministre, nous proposons, sans discuter plus longtemps, de mettre à exécution, en ce qui concerne les localités à frapper de suspension d'examens, la dépêche et la liste que nous avons reçues des Représentants étrangers.

Nous y trouvons toutefois certaines difficultés réelles : ainsi, en ce qui touche l'examen métropolitain de Pékin, et l'examen provincial de Shoun-



tien, qui réunissent l'un et l'autre les lettrés de toutes les provinces, et qui jusqu'ici ne se sont jamais tenus que dans la capitale. Si donc il était interdit d'ouvrir à Pékin des sessions d'examens, ce serait là englober dans la suspension d'examens les lettrés de plus de vingt provinces pour ce fait que dans une ou deux provinces il s'est trouvé des auteurs de désordres ; cela équivaldrait à une suspension générale des examens dans toute la Chine, ce qui ne semblerait pas équitable. De même pour l'examen provincial du Chansi, qui doit se tenir à T'ai-ynan-fou. En calculant le nombre des localités troublées par rapport à celui des Préfectures et Sous-Préfectures de toute la province, on voit que les endroits où des étrangers ont été massacrés ou ont subi des traitements cruels ne représentent pas plus du quart de la province. La suppression de l'examen provincial de T'ai-yuan entraînerait donc la suspension des examens de la licence pour la province tout entière, et sans passer l'examen de licence on ne peut passer celui du doctorat.

Ainsi nous semble-t-il, à notre sentiment, que la suspension des examens par localités peut malaisément répondre aux intentions des Plénipotentiaires étrangers, et que ce n'est pas ce qu'ils ont voulu dire. C'est pourquoi il est nécessaire que l'examen métropolitain de Pékin et les examens de licence de Choun-t'ien et du Chansi soient maintenus comme par le passé, et qu'ils ne soient pas compris dans la liste de suspension pendant cinq ans.

D'autre part, à Ho-kien et Ts'ang-tcheou dans le Tche-li, il n'y a pas eu, comme les missionnaires étrangers le savent eux-mêmes, d'étrangers massacrés ni maltraités, et il conviendra d'exempter ces deux villes de suspensions d'examens.

Nous avons rédigé, il y a peu de jours, un Memorandum à ce sujet, mais nous n'avons pu l'adresser à tous [les ministres]. Nous adressons donc aujourd'hui la présente dépêche à votre Excellence, M. le Doyen, en vous priant de soumettre la question aux délibérations des Plénipotentiaires étrangers, et de nous donner promptement réponse.

---

#### ANNEXE VIII

### Doyen du Corps Diplomatique aux Plénipotentiaires chinois

Pékin, le 30 mai 1901.

Altesse et Excellence,

EN réponse à votre dépêche du 19 mai concernant les examens, je suis chargé par mes collègues de vous faire savoir qu'ils maintiennent leur demande relativement à la suspension des examens provinciaux à Tai-yan-fou et à Chou-tien-fou.

Ils se réservent d'étudier plus tard la question des examens métropolitains.

Quant à vos observations concernant Ts'ang-chou, le Corps Diplomatique les a reconnues fondées, et consent de rayer cette localité de la liste ; de même il m'a chargé de vous envoyer une liste des localités où, pour les mêmes raisons, il n'y aurait pas lieu de suspendre les examens.

Pour ce qui concerne Ho-kien-fou, le Corps Diplomatique prendra des renseignements dont je vous communiquerai plus tard le résultat.

En réponse à une autre communication de votre Altesse et votre Excellence, en date du 25 mai, je m'empresse de vous faire savoir que la localité dans la Province du Shansi qui avait été désignée sous le nom de Pingyang-hsien, est en réalité Pingyang-fou.

Je saisis, etc.

Liste des localités contenues dans celle précédemment donnée (v. p. 247 et suiv.), et où les mauvais traitements ont simplement consisté dans l'expulsion des étrangers et la confiscation de leurs biens.

<i>Shansi</i>	<i>Chihli</i>
P'ing-yao Hsien.	Kalgan.
Lu-ch'êng Hsien.	Ch'ao-yang Hsien.
Lu-an Fu.	Tung-an Hsien.
Hung tung Hsien.	Ts'ang Chou.
	Tsun-hua Chou.
	Chi Chou.
<i>Honan</i>	<i>Shantung</i>
Hsün Hsien.	T'ai-an Fu.
Nei-huang Hsien.	Lin-ching Chou.
Chang-tê Fu.	
T'ai-kang Hsien.	<i>Hunam</i>
Hsiang-ch'êng Hsien.	Ch'ing-ch'üan Hsien.
Hsi Hua Hsien.	

#### ANNEXE IX

#### Plénipotentiaire chinois au Doyen du Corps Diplomatique

(Traduction) Le 27<sup>e</sup> jour de la 4<sup>e</sup> lune de la 27<sup>e</sup> année Kouang-Siu (13 Juin 1901).

NOUS avons l'honneur de vous informer qu'il vient de nous parvenir un télégramme de Si Ngan Fou déclarant que le 25 de la 4<sup>e</sup> lune (11 juin) la Grande Chancellerie a reçu le Décret suivant :—

“ I-K'uang (Prince K'ing) et Li Hong-tchang nous ont aujourd'hui fait un rapport au sujet des localités désignées par les Puissances comme devant être frappées, à la suite des troubles, de la suspension des examens civils et militaires pendant une durée de cinq ans. Il est dit dans ce rapport que la suspension des examens doit être maintenue pour la Préfecture de Pékin et T'ai-yuan-fou; et il a été dressé la liste suivante :—

» Dans le Shansi—

T'ai-yüan Fu.  
Hsin Chow.  
T'ai-ku Hsien.  
Ta-t'ung Fu.  
Fên-chou Fu.  
Hsiao-yi Hsien.  
Ch'ü-wu Hsien.  
Ta-ning Hsien.  
Ho-ching Hsien.  
Yüeh-yang Hsien.

Lo-p'ing Fu.  
Wên-shui Hsien.  
Shou-yang Hsien.  
P'ing-yang Fu.  
Chang-tsu Hsien.  
Kao-p'ing Hsien.  
Tsé-chou Fu.  
Hsi-chou.  
P'u-hsien.  
Chiang-chou.  
Kuei-hua-ch'êng.  
Sui-yüan ch'êng.



Dans le Honan—

Nan-yang Fu.  
Ho-nei Hsien.  
Chêng-chou.  
Kuang-chou.  
Ch'ên-chou Fu.

Dans le Tche-kiang—

Ch'ü chou Fu.

Dans le Tcheli—

Pékin et sa Préfecture.  
Pao-ting Fu.  
Yung-ch'ing Hsien.  
Tientsin Fu.  
Shun-tê Fu.  
Wang-tu Hsien.  
Huai-lu Hsien.  
Hsin-an Hsien.  
T'ung-chou.  
Wu-yi Hsien.

Ching-chou.

Lan-p'ing Hsien.

Dans les trois provinces de l'Est  
(Manchourie)—

Shêng-ching (Moukden).  
Chia-tzu-ch'ang.  
Lien-shan.  
Yü-ch'ing-chieh.  
Pei-lin-tzu.  
Hu-lan-ch'êng.

Dans le Shen-si—

Ning-chiang Chou.

Dans le Kiang-si—

P'o-yang Hsien.

Dans le Hou-nan —

Hêng-chou Fu.

“ Dans toutes les localités ci-dessus les examens seront suspendus pendant cinq ans.

“ Que les Vice-Rois, les Gouverneurs et les Examineurs de ces provinces agissent en conséquence et fassent des Proclamations pour en avertir les habitants. ”

Il convenait que nous fassions parvenir à votre Excellence une copie de ce Décret en la priant de vouloir bien le porter à la connaissance des Ministres de toutes les Puissances.

# ANNEXE X

## *Décret Impérial*

Ce décret, à part quelques légères retouches, est celui qui figure en annexe 8, au Protocole final, voir *Arch. Dipl.* ci-dessus, p. 18.

**Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne**

Peking, July 1, 1901.

My Lord,

I HAVE the honour to inclose, for your Lordship's information, copy of a despatch which I received on the 6th June from the Grand Secretary Li Hung-chang, forwarding a set of Regulations for the protection of foreigners travelling from Chihli to Shansi.

The Governor of Shansi having invited British missionaries to go to Tai-yüan Fu, I see no objection, in view of the Regulations above men-

tioned, to certain foreigners visiting that place, and I have accordingly issued passports, through the Chinese Plenipotentiaries to Messrs. Orr-Ewing, Edwards, Taylor, Hoste, Duncan, and Creasy Smith (missionaries) and to a Military Intelligence Officer, Major Pereira.

It was the intention of the party to start from Paoting-fu for Tai-yüan-fu on the 26th ultimo.

I have, etc.

(Signed): ERNEST SATOW.

#### ANNEXE I

### Li Hung-chang à Sir E. Satow

(Translation)

June 6, 1901.

On the 27th May I received the following despatch from Ts'ên, Governor of Shansi:—

“ The President of the Foreign Board, Taotai Shên Tun-ho, arranged with the French General, Bailloud [?], some time ago at Chêng-ting, seven Rules for the maintenance of order after the withdrawal of the troops from Shansi. Amongst them it was laid down that ‘from Chêng-ting to T'ai-yüan Fu nine stations should be established, at each of which a detachment of foreign-drilled cavalry should be posted for the protection of foreigners passing to and fro.’

“ I instructed Shên Tao-tai verbally to draw up Regulations on this point without loss of time, and he has now sent me a set which I have examined carefully and find quite satisfactory. They shall be placed under the orders of the Foreign Board, who will select its Commanders. The Foreign Board will also arrange about the monthly pay and rations of this regiment on a new scale. Missionaries in Shansi shall be informed of the above, in the hope that Chinese and foreigners may work together in harmony, and that travellers may journey without apprehension. Orders have been issued for the observance of the Rules mentioned. I have now the honour to request your Excellency to take note of them and inform the foreign Envoys, in order that they may give the necessary instructions to foreigners coming to Shansi.”

I am informing each of the foreign Plenipotentiaries of the contents of the above despatch from the Governor of Shansi, and I have also the honour to request your Excellency to issue the necessary instructions to the British subjects concerned, etc.

A copy of the Rules is appended.

#### ANNEXE II

### Précis of Regulations for the Establishment of Stations for the Protection of Travellers on the Road between Chên-ting and T'ai Yüan-fu.

1. AS the railway from Chêng-ting will shortly be opened, foreign travellers proceeding to Shansi must go westwards from Chêng-ting Fu.



Chêng-ting in Chihli shall be the first station; Huai-lu Hsien, the second; Ching-hsing Hsien, the third; Po-ching-i, in the district of P'ing-ting Chou, Shansi, the fourth; the city of P'ingting Chou, the fifth; Tsê-shih-i in the district of Shou-yang Hsien, the sixth; the city of Shou-yang Hsien, the seventh; Shih-t'ieh Chên, in the district of Yü-tzu Hsien, the eighth; and T'ai-yüan Fu, the ninth.

2. A military officer shall be appointed to control the cadets and military police of the nine stations. Each station shall have one cadet and ten mounted military police. The military cadets shall wear a uniform bordered with black cloth and winter hats. The military police shall wear blue coat and trousers; on the right sleeve there shall be a square badge with the words "Shansi Military Police," and a number, in foreign language, and on the left sleeve a badge with the characters "Shan-si Yang-wu-chü hu shang hsün yung" (military police for the protection of trade belonging to the Shansi Board of Foreign Affairs), and a number, in Chinese. They shall be armed with breech-loading rifles. At each station there also be one "mafoo" (groom) and one cook.

3. At the first station there shall be a French interpreter, and foreign travellers coming to Shansi are requested to go to the first station and report their destination in Shansi, and the date of their departure. The cadets at the station will thereupon send two mounted men to the residence of the foreigners to act as their escort. It is better that the escort should have to wait for the foreigners than that the foreign travellers should have to wait for the escort.

For the journey from Shansi, the report can be made either to the Board of Foreign Affairs at T'ai-yüan Fu, or at the place of departure, and the authorities will inform the station, who will appoint the necessary escort.

4. The escort shall follow the carts, horses, or chairs of the travellers at a distance not exceeding 3 mètres, and their pace must be regulated according to that of the foreigners. Whenever dangerous places occur in crossing rivers, bridges, or mountains, the speed must be checked and special precautions taken. Stoppages for food must be made in accordance with the convenience of the travellers. At the resting-places the innkeepers shall be responsible for the travellers' baggage. If there is any exhibition of alarm on the part of the natives, the escort shall notify the next station to take over the travellers, and shall request them to send immediately two mounted men to the place in question to assist in restoring order. And if the inhabitants come round to look at the travellers, the escort must talk to them and get them to disperse, and must not allow them to abuse the travellers.

5. The escort on arriving at each stopping-place shall put up at the station if there is one, or at the inn if there is no station. They must pay for their own food and their horses' fodder, and must not accept any gratuities from the foreigners, on pain of instant dismissal.

6. If there is any failure of duty or unpunctuality on the part of any of the mounted escort, the foreign travellers should note the number of his badge and inform the cadet at the next station, who shall report him to the Commanding Officer for dismissal.

7. The stations shall not be provided with clerks, and all entries shall be written by the cadets themselves. The mounted police in each station shall be under the direction of the cadet, who shall, when time allows,

drill them in marching and shooting. Any breach of the Regulations on the part of the police shall be punished by the cadet of the station at which it is discovered.

8. Chinese merchants travelling with treasure between Shansi, and Chihli, and not provided with their own convoy, can also apply to the cadet of any station, and will be furnished in the same way with an escort of two mounted armed men from station to station, who are also forbidden to accept gratuities. No other travellers shall be escorted.

9. The stations are responsible only for the protection of foreign travellers; their transport, provisions, etc., must be supplied by the foreigners themselves.

10. If foreign travellers are prevented by weather from reaching a station and have to halt for the night on the way, the escort should pass the night either in the same place with them or near by, in order to be at hand to look after them.

11. When the post-office is established mail bags shall be dispatched every three days from Chêng-ting and T'ai-yüan. The cadets at each station shall register the bags and shall send one mounted man in rotation to forward them with all speed to the next station, without regard to wind or rain. Postal matter is of great importance, and must not be lost or delayed. The bags must not be opened on the road.

12. The object of establishing military police at the stations is to escort Chinese and foreign travellers; the duties of arresting thieves, keeping order, etc., in each district must still be carried out by the local authorities, and the military police at the stations have nothing to do with such duties.

---

**Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne**

Peking, July 1, 1901.

My Lord,

I NOTICED in the manuscript edition of the « Peking Gazette » of the 23rd May, in a Memorial of K'un Kang, the Chancellor of the Hanlin Academy, a statement to the effect that the Hanlin buildings had been set on fire and destroyed on the 22nd June, 1900, by the foreigners besieged in the British Legation. I drew the attention of the Chinese Plenipotentiaries to the error into which the Chancellor had fallen, in a letter, copy of which I have the honour to inclose, and requested a public correction. On the 31st May an acknowledgment of the error (copy also inclosed) was sent to me officially by Prince Ch'ing and the Grand Secretary Li, but nothing was said about publication. In a conversation with the Grand Secretary a few days later I mentioned that I expected K'un Kang's Memorial to appear in the « Peking Gazette », and it did so appear in the manuscript edition of the 27th June. So far as my information goes this is the first instance in which the Chinese Government have been brought to acknowledge in the pages of the official gazette a mis-statement affecting foreigners.

I have, etc.

(Signed) : Ernest SATOW.

---



ANNEXE I

**Sir E. Satow aux Plénipotentiaires chinois**

Peking, May 24, 1901.

Your Highness and your Excellency,

I WAS astonished to read in a Memorial of K'un Kang, Chancellor of the Hanlin Yüan, published in the « Peking Gazette » of yesterday, that the « Hanlin Yüan Yamên was set on fire and destroyed by foreigners last year on the 22nd June ».

As your Highness and your Excellency are no doubt well aware the statement is false. The Hanlin Yüan was fired by Chinese troops on the 23rd June, 1900, while a north wind was blowing, for the express purpose of destroying the British Legation. A letter was written on that day by Sir Claude Mac Donald to the Princes and Ministers of the Tsung-li Yamên placing the fact on record. Not only did the foreigners besieged in the British Legation not set the Hanlin Yüan on fire, but at the risk of their lives they attempted to extinguish the flames and to save the buildings and books from destruction.

I consider, therefore, that the Chancellor K'un Kang, in publicly stating that the Hanlin Yüan was fired and destroyed by the inhabitants of the British Legation, has acted with considerable effrontery, and I have the honour to request your Highness and your Excellency to correct his mis-statement in an equally public manner with as little delay as possible.

I avail, etc.

(Signed) : Ernest SATOW.

ANNEXE II

**Plénipotentiaires chinois à Sir E. Satow**

(Translation)

May, 31, 1901.

Sir,

IN reply to your note, we have the honour to inform your Excellency that, on the 29th May, we received the following despatch from the Grand Secretary, K'un Kang, Chancellor of the Hanlin ;

« I have the honour to inclose herewith, for the information of the Plenipotentiaries and for communication to the British Plenipotentiary in reply to his note, a copy of the draft of a corrected Memorial which was presented to the Throne by this Office on the 28th May. »

We have the honour to append herewith a copy of this Memorial for your Excellency's information.

(Seal of Prince Ch'ing and Li Hung-chang).

**Mémorial.**

The following correction is hereby humbly submitted for the perusal of the Throne :

In the 5th moon of the 26th year of Kuang-hsü (June 1900), a Memorial

was presented on the affairs of the Hanlin. It was written at a time when bullets and cannon balls were raining thickly ; the Yamên underlings, who had scattered and fled in panic, based a hasty report upon hearsay, and memorialist was also too busy to make a careful investigation of the facts.

He has now received a despatch from the Plenipotentiaries, transmitting a communication from the British Minister, from which he learns for the first time the circumstances of the burning of the Hanlin College on the 23rd June, 1900 ; that on that day the riotous troops took advantage of the direction of the wind to set fire to the buildings, and that it was really not the foreigners who burned them. He also learns that, as the flames spread, the foreigners nevertheless evinced their friendly feelings by using efforts for rescue.

Memorialist would not venture to try to shelter himself in any way behind the statements made in his former Memorial, and it becomes his duty to call attention to his own mistakes and make the necessary corrections. He has, therefore, drawn up this Memorial, and humbly presents it for the information of their Majesties the Empress-Dowager and the Emperor.

---

**Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne**

Peking, July 2, 1901.

My Lord,

I HAVE the honour to inclose a Memorandum drawn up by Mr. Campbell, the officiating Chinese Secretary, summarising a long series of Decrees which have been promulgated by the Court since the beginning of the present year on the subject of administrative reform and the amendment of the system of examinations which have to be passed by candidates for office.

These Decrees no doubt indicate a recognition on the part of the rulers of China that radical changes are necessary to enable this ancient empire to maintain a place among the nations, and taken together they may be regarded as a first step in the right direction. But in the opinion of those who know the country best, the measures contemplated by these Decrees will not do much by themselves to remedy the existing evils. What lies at the root of the present maladministration is the sale of posts and the merely nominal rates of salary, which render it necessary for the mandarins to accept irregular sources of income in order to meet their official and private expenditure, and to compensate them for the price of their appointments. If China succeeds in shaking off this incubus she will have achieved what no other nation afflicted with a similar curse has ever yet accomplished.

I have, etc.

(Signed) : Ernest SATOW.

---

**Memorandum de M. Campbell, concernant les Décrets Impériaux sur les réformes**

IN a Circular Decree of the 29th January of this year, the high officers of the Empire were all commanded to submit Memorials on reform, and, on the 21st April, another Decree appointed a *Grand Council of Government*



*Reform* (1) to consider the shoal of documents forwarded to Hsi-an in response to the circular.

The members of this Council are leading men of State. They are : —

Prince Ch'ing ;  
Li Hung-chang ;  
Liu K'un-yi ;  
Chang Chih-tung ;  
Jung-lu ;  
K'un Kang ;  
Wang Wên-shao ;  
Lu Ch'uan-liu ;

The members are to select " officials of probity and knowledge of the times " to assist them and act as secretaries of the Council, and much will, of course, depend on the experience and character of these men. The new Council is to report regularly " the results of their deliberations, " and, the Decree says, the Emperor will submit them to " Her Imperial Majesty the Empress-Dowager for her decision. " After the return of the Court to Peking, the " changes authorized shall be published throughout China. "

However, the Court does not appear to consider it necessary to wait until the return to Peking to inaugurate some changes. It has always been notorious that the permanent clerks in the Central Government offices at Peking perpetuated a system of abuses which nothing but a root-and-branch reform could remove. The Presidents of Boards and higher officers have always been in the hands of their permanent staffs, who alone know how to thread the maze of precedents ruling the details of government — precedents which, as often as not, were ingenious subtleties devised to evade the plain law.

A Decree of the 28th May comments on these abuses in sweeping terms, and takes advantage of the fact that 50 or 60 per cent. of the archives of the principal Government offices at Peking were destroyed during last year's disturbances, to order the remainder to be burnt, " in order to make known our resolve to eradicate abuses. " Establishments are to be cut down ruthlessly ; responsible officials are warned to do their own work, and not delegate it to clerks, and, " precedents " having all been destroyed, the law is left to speak for itself.

A few days later, on the 1st June, these measures appear to have been found too drastic, and a Commission is ordered to ascertain what archives are useful for reference, draw up lists, and submit them to the new Council of Reform.

On the 3rd June the Emperor turned his wrath on the clerks in provincial Yamêns, who were declared to be " addicted to the same evil practices as their analogues in the Metropolitan Boards. " The Provincial Governments were commanded to rigorously reduce their staffs of under-trappers ; employ the clerks at clerks' work only ; make officers perform their legitimate duties, and not delegate them to inferiors, and overhaul and simplify the archives. Here again the Council of Reform are to be consulted.

(1) The name « Chêng Wu Ch'u » is literally Place of Government Affairs, and might be translated Council of Government simply ; but up to the present it does not seem to supersede the existing Grand Council ("Chün Chi Ch'u"), which continues to be the working Cabinet. I have added the word "Reform" to indicate its present functions.

On the same day (3rd June) a remarkable Decree of the Empress-Dowager — which marks the special importance of the subject — inaugurated a new special examination in political science. The Provincial Governments are commanded to submit the names of men “versed in home and foreign politics” as candidates, and the Council of Reform are directed to make Regulations for the proposed examination. The number of possible candidates is, in any case, limited, and it is not at all likely that the names of the best qualified, who are men outside the leading official families, and, therefore, without influence, will be submitted. In this Decree it is declared that “mother and son are of one mind” on the subject of reform, and the Empress closes with a prayer that “the wealth of talent which characterized the zenith periods” of Chinese history may appear once more.

As an earnest of the Imperial desires to alter the existing type of education, there is another Decree of the 3rd June, dealing with the renowned “Han-liu Yüan” (Imperial Academy of Learning), admission to which is the great prize of successful scholars. In a scathing paragraph, the members are accused of frittering their time away on “verses and hard writing,” on accomplishments rather than solid learning, and their Chancellor is told to set his house in order. A course of study is prescribed which may do a little to reduce the present ignorance of public law and international business. Once more the Council of Reform is called upon to consider Rules to govern a new system of examinations of members of this ancient institution.

By way of convincing the world that there is no make-believe in all these Decrees, and that reform is seriously meant, both the Empress-Dowager and the Emperor, in another Decree of the 3rd June, command a “total and permanent discontinuance of the annual tributary offerings from the provinces,” excepting tea, drugs, and eatables.

(Signed) C. W. CAMPBELL,  
*Acting Chinese Secretary.*

June 29, 1901.

**Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne**

Peking, July 4, 1901.

My Lord,

AS a preliminary step to the evacuation of Peking it is essential that the Civil Administration and policing of the city and environs, which since last August have been managed by the military authorities of the Powers, should be transferred gradually to the Chinese officials specially appointed by the Chinese Government to undertake those duties. Arrangements with this object in view were set on foot some months ago in the section under British authority, and on the 24th June Lieutenant-General Sir Alfred Gaselee met the principal Chinese officials concerned at his head-quarters and agreed to hand over the municipal and police functions on the 1st July. The document inclosed gives the details of the arrangement concluded.

As your Lordship will observe, two British Commissioners, officers on Sir A. Gaselee's staff, will continue to exercise a general control and support with three British pickets the authority of the Chinese officials, until the departure of the British troops.

I have, etc.

(Signed) : ERNEST SATOW,



ANNEXE

*Memorandum*

ON the 1st July we hand over the Chinese authorities :

1. Chinese police.
2. Chinese Courts.
3. Conservancy arrangements, the existing system being maintained as long as troops are stationed in the respective quarters.
4. All gate guards will be withdrawn, the " Great British " gates in the Tartar and Forbidden City to remain open as long as foreign troops stay in Peking.

Agreed to.

ditto.

ditto.

To be referred to Prince Ch'ing, reply to be sent by fine 25, 1901. Agreed to by Prince Ch'ing.

In case of disputes between military and Chinamen, the accused in each case to be tried by their respective authorities.

Agreed to.

In case of any disturbances among the Chinese, the Chinese police must deal with the cases themselves. Only in case of disturbances caused by foreigners is resort to be made to the military pickets for assistance.

Agreed to.

For this purpose a military picket will be maintained near the Ch'ien-men, the Shan Chih Men road and in the Lama Temple quarter.

Agreed to.

All extra expenditure connected with these posts as well as the maintenance of interpreters at each post to be borne by the Chinese Government, to be paid monthly in advance.

(1.) The picket in the Chinese city to consist of:

- 1 native officer ;
- 2 non-commissioned officers ;
- 16 privates ;

located close to the Ch'ien-men gate.

(2.) The picket in the Tartar city to consist of —

- 1 sergeant ;
- 2 corporals ;
- 12 men ;

to be located at the K'hei Kung Yeh Fu.

(3.) Lama Temple picket to consist of six men.

Boards denoting these pickets in English and Chinese will be put up.

(4.) If considered necessary the Chinese police may be given fire-arms, revolvers only to specially licensed men.

Agreed to.

(5.) Two British Commissioners will administer control until departure of the troops with a British interpreter.

Agreed to.

(6.) A list of men who have rendered services to be prepared, and any accusations that it is desired to bring against them must be presented before the 15th July.

*Statement of Pay.*

The monthly sum required will be about 1,000 dollars being for rent, office expenses, ponies for messengers, etc. The residue unused will be returned to the Chinese Government.

*British Contingent, China Field Force,  
June 24, 1901.*

**Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne***(Telegraphic)*

Peking, August 19, 1901.

THE Court has announced by Imperial Edict that its departure from Hsian-fu is postponed on account of the temporarily impassable state of the road, owing to the heavy rains. The date of departure is fixed for the 6th October.

---

**Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne***(Telegraphic)*

Peking, August 27, 1901.

THE doyen of the Diplomatic Body has sent round a Circular inquiring when the foreign Representatives will be ready to sign the Protocol, as the Chinese Plenipotentiaries have announced that they are authorized to sign.

The latter have informed us that the Imperial Edicts left Hsian by courier on the 19th August, and may be expected here about the 29th August, I have stated that I cannot sign until the text of the Edicts containing the provincial punishments and the suspensions of examinations is in my hands.

---

**Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Satow***(Telegraphic)*

Foreign Office, August 28, 1901.

WITH reference to your telegram of the 27th August: You should not sign the Protocol until you have received the Edicts.

---

**Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne***(Telegraphic)*

Peking, September 5, 1901.

I SHOULD be glad to receive your Lordship's instructions in regard to the following proposal made by the French and Russian Ministers. They suggest that without waiting for the final revision of the private claims, the foreign Representatives should sign a Protocol specifying the share of the 450,000,000 taels to be received by each Power, with a proviso that any excess assigned to the Powers in the act of partition shall be repaid by them to the Commission of bankers at Shanghai, to be disposed of in accordance with their instructions.

The opportunity will be taken by the Japanese Minister to revive the claim of his Government to special consideration.

---

**Sir E. Satow au Marquis de Landsdowne***(Telegraphic)*

Peking, September 7, 1901.

WITH reference to your Lordship's telegram of the 28th August.

The Protocol was signed this morning, the wording of the Edicts, which were received on the 5th September, being satisfactory.



**Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Satow**

(Telegraphic)

Foreign Office, September 7, 1901.

INDEMNITIES. You should support the Japanese Minister's claim, but even if it be rejected you can sign such a Protocol as that mentioned in your telegram of the 5th September.

---

**Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Satow**

(Telegraphic)

Foreign Office, September 7, 1901.

SIGNATURE of Protocol : your telegram of the 7th instant.

I fully recognize the extent of the difficulties with which you have had to contend and your success in surmounting so many of them, and I congratulate you heartily on the termination of this important phase of the negotiations.

---

**Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne**

Peking, September 12, 1901.

My Lord,

I HAVE the honour to transmit herewith a printed copy of the Final Protocol, together with the Annexes, which was signed by the foreign Ministers and the two Chinese Plenipotentiaries on the 7th instant.

The complete copy of the original Protocol, signed with the Annexes in both the French and Chinese languages, will be sent to your Lordship by the first opportunity.

At the meeting of the 7th instant between the foreign Ministers and the Chinese Plenipotentiaries, which took place at the residence of the doyen of the Diplomatic Corps, M. de Cologan, the following were present ; the eleven foreign Representatives, accompanied by the four Secretaries of the Conference ; Baron d'Anthouard, First Secretary of the French Legation ; M. Kroupensky, First Secretary of the Russian Legation ; Mr. Tower, His Britannic Majesty's Secretary of Legation ; and M. von Bohlen und Halbach, Second Secretary of the German Legation. The Chinese Secretaries, to whom has been intrusted the work of translating the Chinese documents during all the negotiations, were also present. They were Mr. C. W. Campbell, Acting Chinese Secretary at His Britannic Majesty's Legation, Mr. Tei, Chinese Secretary of the Japanese Legation, and M. Morrisse, of the French Legation.

Prince Ch'ing and Li Hung-chang were accompanied by Mr. Lien-fang, recently appointed Under-Secretary of State at the new Ministry of Foreign Affairs, and Mr. Tsêng, Secretary to Li Hung-chang.

I inclose the Protocol of the proceedings of this meeting, which records the speech made on the occasion by the doyen of the Diplomatic Corps, on behalf of his colleagues, and the reply of Prince Ch'ing.

The meeting was characterized by genial and friendly congratulation on all sides at the termination of the protracted labours of the Conference, extending over the last ten months.

I have, etc.

(Signed) : ERNEST SATOW.

## ANNEXE I

**Protocole final du 7 Septembre 1901**

(V<sup>e</sup> Arch. Dipl. ci-dessus, p. 5 et suivantes)

---

## ANNEXE II

**Protocole de la troisième conférence avec les plénipotentiaires chinois, en date du 7 septembre 1901**

Le Corps diplomatique, comprenant les Ministres d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, du Japon, des Pays-Bas, de Russie, et le Plénipotentiaire des Etats-Unis, se réunit, à onze heures, à la Légation d'Espagne, sous la présidence de M. de Cologan, Doyen, pour rencontrer les Plénipotentiaires Chinois et apposer, avec eux, les signatures sur le Protocole Final des négociations.

Les Représentants des Puissances sont presque tous accompagnés des Premiers Secrétaires et des Interprètes de leurs Légations.

Le Prince K'ing et Li Hong-tchang, Plénipotentiaires Chinois, sont accompagnés de M. Lienfang, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères et du Marquis Tseng, Secrétaire du Gouverneur général Li Hong-tchang, qui font fonctions d'interprètes.

Après que les Plénipotentiaires Chinois ont apposé leurs paraphes et leurs sceaux sur les douze exemplaires du Protocole, les Ministres Etrangers signent également ces documents.

Cette formalité accomplie, le Doyen se lève et lit le discours suivant :

« Altesse et Excellence, — Nous venons de signer un document de la plus haute importance, qui rétablit les relations normales d'amitié entre les nations étrangères et l'Empire Chinois.

» Cet acte est la conséquence d'événements extraordinaires qu'il ne nous plaît pas de rappeler en cette circonstance. Mes honorables collègues et moi, nous espérons qu'avec le temps, ces événements seront de plus en plus enveloppés dans la brume du passé, grâce à l'accomplissement fidèle des différentes clauses de ce Protocole.

» C'est par là que la Chine démontrera à son tour son intention sincère de cultiver les meilleures relations internationales, et c'est ainsi également que ce Protocole portera tous ses fruits de bonne et cordiale amitié dans l'avenir.

» Tel est le vif désir des Gouvernements et de leurs Représentants ici présents, qui, dans les longues négociations qu'ils viennent de poursuivre avec vous comme Plénipotentiaires de la Chine, se sont efforcés de vous montrer leur bonne volonté, en vous faisant toutes les concessions possibles.

» Nous nous félicitons nous-mêmes d'avoir contribué à cet heureux résultat, et j'ai l'honneur d'adresser à votre Altesse et à votre Excellence les vœux les plus sincères que nous formons pour la paix et le bonheur de l'Empire. »



M. Morisse traduit le discours de M. de Cologan, auquel le Prince K'ing répond en Chinois ; son Excellence M. Lienfang lui sert d'interprète :

« MM. les Ministres, — Je tiens à vous remercier, en mon nom et au nom de mon collègue, des paroles que votre doyen a bien voulu prononcer, à l'occasion de la signature du document important qui rétablit les relations normales d'amitié entre les Puissances Etrangères et le Gouvernement Chinois.

» Ce document a une haute portée ; il doit effacer les conséquences des événements criminels et sans précédent qui se sont produits l'année dernière et va encore resserrer nos relations d'amitié.

» Nous vous donnons l'assurance formelle que ces événements ne se reproduiront jamais.

» Nous tenons à remercier les Représentants des Puissances de la bonne volonté qu'ils ont montrée et des Concessions qu'ils nous ont faites au cours de ces longues négociations.

» Nous formons les vœux les plus sincères pour les Souverains et les Chefs d'Etat des Puissances ; nous souhaitons qu'une paix constante et une amitié perpétuelle règnent entre nos Gouvernements, et que vos Excellences jouissent du bonheur et de la santé dans l'avenir. »

Le Prince K'ing et Li Hong-tchang se retirent après ce discours.

La séance est levée à onze heures et demie.

---





## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

## ARBITRAGES

---

### GRÈCE. — TURQUIE

#### **Sentence Arbitrale rendue par les Ambassadeurs des six grandes Puissances à Constantinople.**

20 MARS — 12 AVRIL 1901

Les soussignés ambassadeurs d'Autriche-Hongrie, d'Italie, d'Allemagne, de Russie, d'Angleterre et de France, à Constantinople.

Cons. l'art. III des Préliminaires de paix signés entre les grandes Puissances et l'Empire ottoman le 6/18 septembre 1897, ainsi conçu :

« Sans toucher au principe des immunités et privilèges dont les Hellènes jouissaient avant la guerre sur le même pied que les nationaux des autres États, des arrangements spéciaux seront conclus en vue de prévenir l'abus des immunités consulaires, d'empêcher les entraves au cours régulier de la justice, d'assurer l'exécution des sentences rendues et de sauvegarder les intérêts des sujets ottomans et étrangers dans leurs différends avec les sujets hellènes, y compris les cas de faillite. »

Cons. l'art. V, § b., desdits Préliminaires, qui prescrit la conclusion entre l'Empire ottoman et le royaume de Grèce d'une « Convention consulaire dans les conditions prévues par l'art. III » ;

Cons. l'art. IX des Préliminaires de paix, ainsi conçu :

« En cas de divergences dans le cours des négociations entre la Turquie et la Grèce, les points contestés pourront être soumis, par l'une ou l'autre des parties intéressées, à l'arbitrage des représentants des grandes Puissances à Constantinople dont les décisions seront obligatoires pour les deux gouvernements. Cet arbitrage pourra s'exercer collectivement ou par désignation spéciale des intéressés, et soit directement, soit par l'entremise des délégués spéciaux.

» En cas de partage égal de voix, les arbitres choisiront un surarbitre. »

Cons. que, par une lettre adressée aux représentants des grandes Puissances à Constantinople, le 1/14 mai 1900, les délégués hellènes, d'ordre de leur gouvernement, ont invoqué l'arbitrage sur les points au sujet desquels une entente n'a pu s'établir dans le cours des négociations sur ladite Convention consulaire ;

Cons. que les représentants des grandes Puissances dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs ont, par leurs notes du 4 juin 1900, accepté le mandat collectif d'arbitrage sollicité sur les points contestés ;

Cons. les demandes des deux parties et les mémoires présentés à l'appui de ces demandes ;

Cons. que l'art. III des Préliminaires maintient et confirme le principe des immunités et privilèges, dont les sujets hellènes jouissaient avant la

guerre, et qu'il n'est pas besoin de spécifier dans la Convention consulaire tous les droits qui découlent de ce principe relativement aux attributions administratives et judiciaires des consulats helléniques ;

Cons. que les stipulations du traité de Canlidja conclu entre l'Empire ottoman et le Royaume de Grèce, le 27 mai 1855, restent en vigueur, en tant qu'elles ne sont pas modifiées par les décisions arbitrales ci-dessous ;

Cons. que la validité du protocole annexé à la loi ottomane du 6 séfer 1284 (18 juin 1867) et signé par la Grèce le 12/24 février 1873, n'a pas été atteinte par l'état de guerre entre l'Empire ottoman et le Royaume de Grèce.

Cons. qu'il n'y a lieu d'arbitrer que sur les points contestés qui ont trait aux arrangements spéciaux prévus par l'art. III des Préliminaires de paix.

#### DÉCIDENT :

Les dispositions suivantes qui règlent les points contestés entre les délégués ottomans et hellènes chargés de la négociation de la Convention consulaire, ou qui constatent leur accord sur un certain nombre d'autres points où la question de durée était seule litigieuse, entreront en vigueur à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la signification de la présente décision arbitrale à chacune des deux parties :

Article 1<sup>er</sup>. — Chacune des deux hautes parties contractantes aura la faculté de nommer des consuls généraux, consuls et vice-consuls dans tous ports, villes et localités des États de l'autre partie, à l'exception de ceux où le gouvernement territorial verrait inconvénient à admettre de tels agents.

Cette réserve, toutefois, ne sera pas appliquée dans les localités où se trouveraient des offices consulaires d'autres Puissances.

PROTOCOLE-ANNEXE. — Il est entendu que les deux hautes parties contractantes auront pleinement la faculté de maintenir les offices consulaires qui — reconnus d'un commun accord — auraient fonctionné au moment de la rupture des relations diplomatiques en 1897, entre les deux pays, ou à une date antérieure ne remontant pas au delà de l'année 1890.

Les agents honoraires cesseront leurs fonctions, et les deux hautes parties contractantes se réservent de les remplacer par des fonctionnaires de carrière.

Art. 2. — Aucun sujet hellène ne pourra être nommé consul général, consul ou vice-consul de Turquie en Grèce, ni aucun sujet ottoman ne pourra être nommé consul général, consul ou vice-consul de Grèce en Turquie.

Ces fonctionnaires consulaires seront choisis, de part et d'autre, parmi ceux de carrière, c'est-à-dire qu'ils seront des agents rétribués s'occupant exclusivement de leur mission consulaire.

Toutefois, les sujets ottomans et les sujets hellènes pourront être employés comme drogmans et cavass (huissiers) par les consuls ottomans et hellènes, suivant les règlements en vigueur dans les pays respectifs, et jouiront du traitement y établi, en tant qu'il n'y serait pas dérogé par la présente Convention.

Art. 3. — Les consuls généraux, consuls et vice-consuls des deux hautes parties contractantes seront réciproquement admis et reconnus, après avoir présenté leurs provisions, selon les règles et formalités établies dans les pays respectifs.



L'exequatur ou les Berats et Firmans ou autres pièces nécessaires pour le libre exercice de leurs fonctions, leur seront délivrés sans frais, et, sur la production desdites pièces, l'autorité supérieure du lieu de leur résidence prendra immédiatement les mesures voulues pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge, et qu'ils soient admis à la jouissance des exemptions, honneurs, immunités et privilèges qui leur reviennent.

Art. 4. — Les consuls généraux, consuls et vice-consuls jouiront spécialement de l'exemption des logements et de contributions militaires, ainsi que de toutes contributions directes, personnelles, mobilières ou somptuaires imposées par une autorité quelconque des pays respectifs.

Il est entendu que lesdits fonctionnaires ne seront aucunement exempts des impôts sur les immeubles qu'ils posséderaient dans le pays où ils résident.

Art. 5. — Les consuls généraux, consuls ou vice-consuls ne seront pas tenus de comparaître comme témoins devant les tribunaux du pays où ils résident.

Quand la justice locale aura à recevoir d'eux quelque déposition, elle devra se transporter à leur domicile ou déléguer, à cet effet, un fonctionnaire compétent pour y dresser, après avoir recueilli leurs déclarations orales, le procès-verbal nécessaire, ou bien elle leur demandera une déclaration par écrit.

Art. 6. — Les consuls généraux, consuls et vice-consuls des hautes parties contractantes jouiront réciproquement, dans les États de l'autre partie, — en ce qui concerne leurs personnes, leurs fonctions et leurs habitations, — des mêmes honneurs et égards, privilèges et immunités, droits et protection qui sont accordés aux fonctionnaires consulaires du même rang des nations les plus favorisées, mais, bien entendu, dans les limites de la présente Convention.

Art. 7. — Seront exempts des droits d'entrée, après vérification douanière, les effets et objets importés à l'adresse et destinés à l'usage personnel ou de la famille du chef d'un consulat général, d'un consulat ou d'un vice-consulat hellène établi en Turquie, en tant que le droit d'importation ne dépasse pas 2.500 piastres or par an.

Il en sera de même pour les effets et objets importés à l'adresse et destinés à l'usage personnel ou de la famille d'un fonctionnaire consulaire hellène, quand ces effets et objets sont introduits lors de la première installation de ce fonctionnaire ou de sa famille en Turquie.

D'autre part, les consuls généraux, consuls et vice-consuls de Turquie jouiront, en Grèce, des mêmes franchises de droit que les fonctionnaires du même rang et de la même qualité des autres Puissances.

PROTOCOLE-ANNEXE. — En ce qui concerne l'art. 7, il est entendu que les autorités douanières ne percevront aucun droit sur les registres, papiers à en-tête, cahiers à souche, passeports, passavants, certificats, timbres et autres documents publics, ainsi que sur toute fourniture officielle de bureau, expédiés à l'adresse des fonctionnaires consulaires respectifs, ou envoyés par eux aux administrations de leur pays.

Art. 8. — Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront placer au-dessus de la porte extérieure de la maison consulaire leur écusson national avec une inscription indiquant leur caractère officiel.

Ils pourront également arborer le pavillon de leur pays sur la maison

consulaire aux jours de solennités publiques, ainsi que dans d'autres circonstances d'usage.

Art. 9. — En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des consuls généraux, consuls ou vice-consuls, le ou l'un des secrétaires, sujet de l'État qui l'a nommé, qui aura antérieurement été présenté en ladite qualité aux autorités respectives, ou à défaut d'un chancelier ou secrétaire, un autre fonctionnaire consulaire de carrière envoyé comme remplaçant, sera admis, de plein droit, à exercer, par *interim*, et d'une manière provisoire, les fonctions consulaires, sans que les autorités locales puissent y mettre obstacle.

La gérance intérimaire de ce fonctionnaire de carrière, envoyé comme remplaçant, ne devra pas dépasser le délai de six mois.

Ces fonctionnaires jouiront, pendant la durée de leur gestion intérimaire, de tous les droits, immunités et privilèges qui appartiennent aux titulaires.

Art. 10. — Les chancelleries et archives consulaires seront inviolables en tout temps. Les autorités locales ne pourront les envahir sous aucun prétexte ni, dans aucun cas, visiter ou saisir les papiers qui y seront enfermés.

Art. 11. — Les consuls des deux hautes parties contractantes auront le droit de s'adresser aux autorités compétentes de leur circonscription consulaire, pour réclamer contre toute infraction aux traités et conventions existant entre la Turquie et la Grèce, et pour protéger les droits et les intérêts de leurs nationaux.

S'il n'était pas fait droit à leur réclamation, lesdits agents pourront recourir à leurs légations respectives.

Art. 12. — Les consuls des deux parties contractantes, ainsi que leurs chancelliers et secrétaires, auront le droit de recevoir, dans leurs chancelleries, au domicile des parties et à bord des navires de leur nation, les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage, les passagers, les négociants et les autres sujets de leur pays.

Ils seront également autorisés à recevoir :

1° Les dispositions testamentaires de leurs nationaux et tous actes de droit civil qui les concernent et auxquels on voudrait donner une forme authentique.

2° Tous les contrats par écrit et actes conventionnels passés entre leurs nationaux ou entre ces derniers et d'autres personnes du pays où ils résident, et, de même, tout acte conventionnel concernant les sujets de ce derniers pays seulement, pourvu, bien entendu, que les actes susmentionnés aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la partie contractante qui a nommé lesdits fonctionnaires.

Et 3° dans la mesure de la législation du pays de leur résidence, tous actes notariés destinés à l'usage dans ce pays, passés soit entre leurs propres nationaux et d'autres étrangers.

Les déclarations et attestations contenues dans les actes ci-dessus mentionnés qui auront été reconnus authentiques par lesdits fonctionnaires, et revêtus du sceau du consulat général, consulat ou vice-consulat, auront en justice, dans le territoire de l'Empire ottoman comme en Grèce, la même force et valeur que si ces actes avaient été passés par-devant d'autres employés publics de l'une ou de l'autre des parties contractantes, pourvu qu'ils aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'État qui a nommé les fonctionnaires consulaires et qu'ils aient ensuite été soumis au



timbre et à l'enregistrement, ainsi qu'à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le pays où l'acte doit recevoir son exécution.

Dans le cas où l'authenticité d'un document public enregistré à la chancellerie de l'une des autorités consulaires respectives serait mise en doute la confrontation d'un document en question avec l'acte original ne sera pas refusée à la personne y intéressée qui en ferait la demande, et qui pourra, si elle la juge utile, assister à cette confrontation.

Les consuls pourront légaliser toute espèce de documents émanant des autorités ou fonctionnaires de leurs pays et en faire des traductions qui auront, dans le pays où ils résident — en tant que les Etats respectifs le permettent — la même force et valeur que si elles avaient été faites par les fonctionnaires compétents du pays de leur résidence.

ART. 13. — Les sujets de l'un des Etats contractants établis dans les Etats de l'autre, seront, réciproquement, affranchis de toute espèce de service militaire, tant sur terre que sur mer, et seront exempts de l'impôt militaire, et de toute prestation pécuniaire ou matérielle imposée par compensation pour le service personnel, tout comme des requisitions militaires, à l'exception de celle des logements et des fournitures pour les militaires de passage, qui seraient également exigées selon l'usage du pays des sujets indigènes et des étrangers.

ART. 14. — Les effets et valeurs appartenant aux marins et passagers, sujets de l'une des parties contractantes, morts à bord d'un navire de l'autre partie, seront envoyés au consul de la nation respective, pour être remis à qui de droit, conformément aux lois en vigueur dans les pays respectifs.

ART. 15. — En cas de naufrage sur une des côtes des territoires des hautes parties contractantes, d'un navire ottoman ou hellène, les consuls respectifs jouiront de toutes les prérogatives accordées aux consuls des autres Puissances, en matière de sauvetage de navires de leur pavillon.

Les navires abandonnés, dragues, embarcations, bouées, etc., dont la nationalité ottomane ou hellène est apparente, et qui auraient été trouvés en mer et consignés aux autorités locales, seront remis, dans le port de remorque, entre les mains du consul ottoman ou hellène le plus proche, s'il en fait la demande. Il est bien entendu, toutefois, que ledit fonctionnaire consulaire aura à verser à qui il appartient, avant d'entrer en possession des navires, embarcations ou autres susénoncés, les droits de sauvetage et remorque, conformément aux lois et règlements en vigueur dans les Etats des hautes parties contractantes.

ART. 16. — Les consuls des deux hautes parties contractantes auront à exercer une stricte surveillance pour empêcher, au besoin par des représentations à qui de droit, le changement du pavillon de navires de leur nation contre le pavillon de l'autre Etat, s'il est prouvé que ce changement a pour but de frustrer les droits des créanciers sujets de la nation qui a nommé le consul.

ART. 17. — Les consuls respectifs pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur pays, après leur admission à la libre pratique, interroger le capitaine et l'équipage, examiner les papiers de bord, recevoir les déclarations sur le voyage, la destination du bâtiment et les incidents de la traversée, dresser les manifestes et faciliter l'expédition du navire.

ART. 18. — En cas de décès d'un sujet ottoman en Grèce ou d'un sujet hellène dans les Etats de Sa Majesté Impériale le Sultan, l'autorité consu-

laire, de la juridiction de laquelle dépendra ce décédé, prendra possession de la succession de celui-ci pour la transmettre à ses héritiers. En l'absence de l'autorité consulaire sur les lieux, le juge compétent de la localité sera tenu de transmettre l'inventaire et le produit de la succession à l'autorité consulaire la plus proche, sans réclamer aucuns droits.

La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du pays, dans lesquels les immeubles sont situés, et la connaissance de toute demande ou contestation concernant les successions immobilières, appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays.

Pour ce qui concerne les successions mobilières laissées par les sujets de l'une des deux parties contractantes dans le territoire de l'autre partie, — soit qu'à l'époque du décès ils y fussent établis ou simplement de passage, soit qu'ils fussent décédés ailleurs, — les réclamations reposant sur le titre d'hérédité ou de legs, seront jugées par les autorités ou tribunaux compétents du pays auquel appartenait le défunt et conformément aux lois de ce pays.

Art. 19. — Les sujets ottomans auront, en Grèce, le même droit que les nationaux, de posséder toute espèce de propriété immobilière, de l'acquérir et d'en disposer par vente, échange, donation, testament ou de toute manière, sans payer de taxes ou impôts autres ou plus élevés que les nationaux.

Art 20. — Les droits de juridiction des consuls hellènes en Turquie, en matière civile, commerciale et pénale, ainsi que les autres immunités et privilèges dont les consuls et sujets hellènes jouissaient en Turquie avant l'année 1897, sont maintenus conformément aux stipulations des préliminaires de paix signés entre les grandes Puissances et l'Empire ottoman le 6/18 septembre 1897 et à celles du traité de paix définitif signé entre la Turquie et la Grèce le 22 novembre/4 décembre 1897, et ce, en tant que lesdits droits de juridiction et lesdits immunités et privilèges ne sont pas modifiés par la présente convention.

Art. 21. — Les intérêts des créanciers ottomans ou étrangers dans les faillites des sujets hellènes en Turquie, seront représentés par un ou deux syndics, tant provisoires que définitifs. L'autorité consulaire hellénique, compétente pour le règlement desdites faillites, nommera ces syndics sur la désignation qui lui en sera faite par les créanciers susdits, ottomans ou étrangers.

Art. 22. — L'assistance consulaire devant les autorités et tribunaux ottomans étant maintenue pour les sujets hellènes, les consuls hellènes sont tenus d'envoyer avec toute diligence, leur délégué devant les autorités et tribunaux compétents.

En cas d'absence de ce délégué, les tribunaux surseoiront à l'examen de l'affaire et enverront une nouvelle invitation par écrit. Si, nonobstant cette seconde invitation, le délégué consulaire s'abstient de paraître, ils auront, dans ce cas, la faculté de ne plus attendre sa présence et pourront rendre leur jugement, sentence ou arrêt.

Art. 23. — Les pièces judiciaires ou extra-judiciaires destinées à être signifiées aux sujets hellènes en Turquie, seront remises contre récépissé à l'autorité hellénique compétente, qui devra pourvoir à leur signification et devra retourner en temps utile l'acte de signification dûment signé par le destinataire. A cet effet, lesdites pièces devront contenir des indications suffisantes, pour qu'il ne puisse y avoir erreur sur la personne à laquelle



l'acte est destiné ; à défaut de quoi, la pièce pourra être retournée à l'autorité ottomane pour être complétée.

Dans les cas où l'acte de signification dûment signé par le destinataire ne serait pas restitué à l'autorité ottomane dans un délai de 15 jours à partir de la remise de la pièce à l'autorité consulaire hellénique, la signification sera considérée comme faite à la partie elle-même, à moins que l'autorité consulaire ne prévienne l'autorité ottomane que la personne à laquelle la pièce était destinée ne se trouve pas dans sa circonscription consulaire.

Art. 24. — Les autorités consulaires helléniques procéderont en toute diligence à l'exécution des jugements, sentences ou arrêts rendus, en observation des droits reconnus aux autorités consulaires, contre les sujets hellènes, par les autorités et les tribunaux compétents ottomans.

Si l'autorité consulaire refusait de mettre à exécution lesdits jugements, sentences ou arrêts dans un délai maximum de deux mois, les autorités compétentes ottomanes auront la faculté de procéder elles-mêmes à cette exécution, en prévenant au préalable et par écrit, l'autorité consulaire du jour et de l'heure où elles procéderont à ladite exécution.

Art. 25. — En cas de perquisition, descente ou visite dans la demeure d'un sujet hellène, les fonctionnaires et agents de police à ce commis aviseront le consulat hellénique et lui feront connaître les motifs de la mesure à l'effet qu'il envoie sans retard un délégué.

S'il s'écoule plus de six heures entre l'instant où le consulat aura été prévenu, et l'instant de l'arrivée du délégué, les fonctionnaires et agents de police ottomans procéderont à leur commission et aviseront ensuite le consulat, en lui communiquant une copie légalisée du procès-verbal constatant l'absence du délégué consulaire.

Art. 26. — En cas de visite à bord des navires helléniques autres que les visites de la santé, les autorités ottomanes attendront le délégué consulaire hellénique pendant un délai de trois heures à compter du moment de la remise de l'avis du consulat, et si le délégué se refuse ou tarde à venir, elles procéderont à leur commission et aviseront le consulat, en lui communiquant une copie légalisée du procès-verbal constatant l'absence dudit délégué.

Art. 27. — En cas de flagrant délit, les autorités ottomanes pourront procéder à l'arrestation d'un sujet hellène sans attendre l'arrivée du délégué consulaire requis à cet effet ; mais elles devront aviser sans délai l'autorité consulaire hellénique.

Fait à Constantinople, le 28 mars/2 avril mil neuf cent un. — Calice, Pansa, baron de Marschall, Zinoview, N. R. O' Conor, Constans.

## ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD. — RUSSIE

**Sentences arbitrales des 19 octobre 1901 et 29 novembre 1902, rendues par M. T.-M.-C. Asser relativement aux navires « Cape Horn Pigeon », « James Hamilton Lewis », « C. H. White » et « Kate and Anna ».**

### I. — SENTENCE PRÉPARATOIRE DU 19 OCTOBRE 1901

Le soussigné, Tobie-Michel-Charles Asser, membre du Conseil d'Etat des Pays-Bas, exerçant les fonctions d'arbitre qu'il a eu l'honneur de se

voir conférées par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et par le gouvernement impérial de Russie, pour juger les différends relatifs aux affaires des schooners *James Hamilton Lewis*, *C. H. White*, *Kate and Anna*, et du navire baleinier *Cape Horn Pigeon*, a rendu, en ladite qualité, le jugement suivant :

L'arbitre ; — Attendu que dans les déclarations échangées entre les deux gouvernements précités, à Saint-Petersbourg, le 26 août/8 septembre 1900, l'arbitre a été chargé de statuer sur toutes les questions qui pouvaient surgir entre les Hautes Parties dans le cours de l'arbitrage, relativement à la procédure ; — Attendu qu'il est constant en fait que le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, partie demanderesse dans les différends indiqués ci-dessus, a nommé M. Hubert H. D. Peirce, premier secrétaire de l'ambassade de Saint-Petersbourg, son agent et conseil dans la procédure arbitrale, et a notifié cette nomination à la partie adverse ; — Attendu qu'une divergence de vues s'étant manifestée entre les parties par rapport à la nature et aux conséquences juridiques de cette nomination, la partie demanderesse a présenté à l'arbitre, sous la date du 18 juin 1901, un Memorandum dans lequel elle soumet à sa décision les trois questions suivantes : 1° La partie défenderesse ne doit-elle pas reconnaître l'agent et conseil nommé par la partie demanderesse pour la représenter dans l'arbitrage ? 2° La partie défenderesse ne doit-elle pas accepter comme officielles les communications émanant de l'agent et conseil de la partie demanderesse et, de même, ne doit-elle pas transmettre ses réponses à ce dit agent ? 3° La partie défenderesse ne doit-elle pas accepter de l'agent et conseil de la partie demanderesse, comme officiellement livrées les copies des Memorandums ou des autres documents transmis à l'arbitre et livrer de même directement à l'agent et conseil de la partie demanderesse, ses copies officielles des réponses aux Memorandums ou des autres documents qu'elle transmettra à l'arbitre ? Questions auxquelles la partie demanderesse donne une réponse affirmative ; — Attendu que la partie défenderesse, dans un contre-Memorandum, adressé à l'arbitre sous la date du 12/25 juillet 1901, en réponse au Memorandum de la partie demanderesse, après avoir combattu le système exposé dans ce Memorandum, déclare se remettre à l'arbitre de décider si, à l'avenir, copie des contre-Memorandums russes devra être envoyée au gouvernement américain par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Russie à Washington, ou bien devra être remise au conseil et agent du gouvernement des Etats-Unis ; — Attendu que, par une lettre du 13 septembre 1901, la partie demanderesse a fait savoir à l'arbitre qu'elle n'avait plus de pièces à lui soumettre et qu'elle le priait de rendre sa sentence sur l'incident ; — Attendu que, dans une procédure arbitrale, chaque partie a incontestablement le droit de nommer un agent ou conseil, chargé de la représenter au procès, à moins que cela n'ait été expressément défendu par le compromis, ce qui n'est pas le cas dans l'arbitrage actuel ; — Qu'un tel agent ou conseil devant être considéré comme le mandataire spécial de la partie qui l'a nommé, les actes accomplis par lui dans les limites de son mandat ne sont pas moins valables que s'ils avaient été accomplis par le mandant ; — Que, par conséquent, dans l'espèce, des Mémoires et autres documents transmis par ou à l'agent de la partie demanderesse, doivent être censés transmis par ou à cette partie même ; — Que, toutefois, ces conséquences légales de la nomination d'un mandataire, ni prévue, ni réglée par le compromis, n'ôtent pas à la partie adverse la faculté de transmettre à la partie



même, qui a nommé l'agent — *in casu* le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, — les Mémoires et documents dont il s'agit (conformément à ce qui a été stipulé dans la convention précitée du 26 août/8 septembre 1900), ou, en général, de s'adresser directement à cette partie et non à son mandataire spécial ; — Qu'à l'appui de l'opinion contraire, la partie demanderesse invoque la terminologie diplomatique, d'après laquelle les représentants ordinaires et permanents des gouvernements (ambassadeurs, ministres, chargés d'affaires) sont indiqués par l'expression : « agents diplomatiques » ; — Que, toutefois, on ne saurait déduire de cette terminologie, que les agents, nommés pour représenter une des parties dans une procédure arbitrale, doivent être assimilés aux agents diplomatiques, tandis que, même si tel était le cas, il n'en résulterait pas que la partie adverse n'aurait pas le droit de s'adresser directement au gouvernement qui a nommé l'agent ; — Que la partie demanderesse a encore invoqué, à l'appui de son système, l'article 37 de la convention de la Haye du 29 juillet 1899 pour le règlement pacifique des conflits internationaux qui donne aux parties litigantes le droit de nommer auprès du tribunal arbitral des délégués ou agents spéciaux, avec la mission de servir d'intermédiaires entre elles et le tribunal, et qui en outre autorise les parties à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le tribunal des conseils ou avocats nommés par elles à cet effet ; — Que, toutefois, en admettant même que, d'après cet article, la nomination d'un agent puisse avoir toutes les conséquences indiquées par la partie demanderesse, on ne saurait appliquer les dispositions de la convention du 29 juillet 1899 à l'arbitrage actuel, qui a été réglé par un compromis spécial antérieurement à la mise en vigueur de ladite convention ;

Par ces motifs, faisant droit sur l'incident, déclare :

1° La partie défenderesse est tenue de reconnaître l'agent et conseil nommé par la partie demanderesse pour la représenter dans l'arbitrage.

2° La partie défenderesse doit accepter comme officielles les communications émanant de l'agent et conseil de la partie demanderesse, mais elle n'est pas tenue de transmettre ses réponses à ce dit agent.

3° La partie défenderesse doit accepter de l'agent et conseil de la partie demanderesse, comme officiellement livrées, les copies des Memorandums et des autres documents transmis à l'arbitre, mais elle n'est pas tenue de livrer de même directement à cet agent et conseil ses copies officielles des réponses aux Memorandums ou des autres documents qu'elle transmettra à l'arbitre.

Ainsi jugé à la Haye, le 19 octobre 1901.

T.-M.-C, ASSER.

## II. — SENTENCES DÉFINITIVES DU 29 NOVEMBRE 1902

### 1° Affaire du « Cape Horn Pigeon »

Le soussigné, Tobie-Michel-Charles Asser, membre du Conseil d'Etat des Pays-Bas, exerçant les fonctions d'arbitre, qu'il a eu l'honneur de se voir conférer par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et par le gouvernement impérial de Russie, pour juger le différend relatif à l'affaire du navire *Cape Horn Pigeon* ; — Attendu qu'en vertu des déclarations échangées entre les deux gouvernements précités à Saint-Pétersbourg le 26 août-8 septembre 1900, l'arbitre doit prendre connaissance des réclamations d'indemnité pour l'arrêt ou la saisie de certains navires

américains par des croiseurs russes, présentées au gouvernement impérial de Russie par le gouvernement des États-Unis d'Amérique, au nom des ayants droit ; — Que, d'après ces déclarations, l'arbitre, en se réglant dans sa sentence sur les principes généraux du droit des gens et sur l'esprit des accords internationaux applicables à la matière, doit décider à l'égard de chaque réclamation formulée à la charge du gouvernement impérial de Russie si elle est bien fondée et, dans l'affirmative, si les faits sur lesquels elle est basée, sont prouvés ; — Qu'ensuite il a été reconnu que cette stipulation n'aura aucune force rétroactive et que l'arbitre appliquera aux cas en litige les Principes du droit des gens et les traités internationaux qui étaient en vigueur et obligatoire pour les parties impliquées dans ce litige, au moment où la saisie des navires a eu lieu ; — Qu'enfin, l'arbitre doit éventuellement fixer la somme de l'indemnité qui serait due par le gouvernement russe pour le compte des réclamations présentées par les ayants droit ; — Attendu qu'après un examen minutieux des Memorandums et contre-Memorandums échangés entre les Hautes Parties, ainsi que de toutes les pièces produites de part et d'autre, l'arbitre, profitant de la faculté qui lui avait été accordée par lesdites déclarations de Saint-Petersbourg, a invité les deux gouvernements à désigner des experts commerciaux pour l'aider à fixer le montant de l'indemnité qui serait éventuellement due et, qu'en s'adressant à cet effet aux deux Hautes Parties, l'arbitre les a en même temps priées de lui fournir des renseignements supplémentaires à l'égard des points de droit, indiqués par lui ; — Attendu que, dans les séances tenues par l'arbitre à la Haye dans l'hôtel de la Cour permanente d'arbitrage, depuis le 27 juin jusqu'au 4 juillet 1902, il a entendu les dépositions des experts en présence des agents des deux Hautes Parties, qui, à cette occasion, ont fourni les renseignements supplémentaires demandés par l'arbitre ; — Attendu qu'à l'appui de la réclamation relative à l'arrêt et la saisie de la barque baleinière américaine *Cape Horn Pigeon*, par un vaisseau armé du gouvernement impérial de Russie, la partie demanderesse a allégué les faits suivants ; — La barque *Cape Horn Pigeon*, construite pour la pêche de la baleine, ayant fait voile de San Francisco, le 7 décembre 1891, avec un équipage de trente personnes hors le capitaine (nommé Scullun ou Scullan) pour un voyage dans les mers du Japon et d'Ochotsk, se trouvait le 10 septembre 1892, dans la mer d'Ochotsk, sur la haute mer, occupée de la pêche de la baleine, lorsqu'elle fut arrêtée et saisie par le commandant d'un navire russe (croiseur) et conduite à Vlanivostok, où elle fut détenue par les autorités russes jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1892. Après la saisie de la barque, son équipage fut placé à bord du schooner russe *Maria* (qui, d'après la déclaration de la partie défenderesse, avait été saisi par le croiseur russe pour chasse illicite aux phoques) et forcé de le conduire dans le port de Vladivostok. Dans cette ville, après qu'on leur eût dit qu'ils seraient logés dans la maison de garde, cet abri contre le froid et la faim leur fut refusé et le capitaine se vit forcé de leur trouver un logement dans un hangar. Ils furent retenus de jour en jour sans qu'on leur en dit la raison et enfin le 1<sup>er</sup> octobre 1892, ils furent renvoyés à leur navire ; — Attendu que la partie défenderesse a reconnu que dans ce cas il s'est produit une erreur regrettable, puisque c'est à tort que l'officier de marine (le lieutenant von Cube) avait soupçonné le *Cape Horn Pigeon* de s'être livré à une chasse illicite et que, par conséquent, le gouvernement impérial, reconnaissant sa responsabilité, a offert de payer une indemnité pécuniaire pour les pertes réelles cau-



sées aux ressortissants étrangers par les actes de ses organes gouvernementaux ; — Attendu que la tâche de l'arbitre dans cette affaire consiste donc à fixer le montant de l'indemnité à payer par la partie défenderesse ; — Attendu que la réclamation de la partie demanderesse s'élève à un montant de 80.700 dollars, avec les intérêts à 6 o/o par an depuis le 10 septembre 1892 et que la partie défenderesse a offert de payer 2.500 dollars, également avec les intérêts à 6 o/o par an ; — Attendu que la partie défenderesse estime que le premier article de la réclamation, s'élevant à 3.040 dollars pour dépenses du propriétaire du *Cape Horn Pigeon* en conséquence de la saisie, devrait être réduit à 1.040 dollars et qu'en effet, le montant réclamé n'étant pas suffisamment justifié, il y a lieu de le réduire conformément aux conclusions de la partie défenderesse ; — Attendu que pour les services de l'équipage du *Cape Horn Pigeon* pour avoir conduit le schooner russe à Vladivostok, la somme de 1.000 dollars, offerte par la partie défenderesse, au lieu de la somme de 1.200 dollars, réclamée par la partie demanderesse, semble suffisante ; — Attendu que la partie défenderesse admet comme justifiées, les réclamations pour provisions consommées 200 dollars, pour logement de l'équipage 210 dollars, pour dépenses du capitaine Scullun 50 dollars, enemble 460 dollars ; — Attendu que la partie demanderesse réclame 45.000 dollars pour perte de prises de pêche pendant le temps qui s'est écoulé entre la saisie du navire et le jour où il a pu reprendre la pêche de la baleine ; — Que la partie défenderesse conteste en principe le bien fondé de cette partie de la demande, en alléguant qu'il s'agit ici du gain d'une entreprise soumise à des risques et qui peut toujours se terminer par des pertes, et en invoquant, à l'appui de son assertion, la sentence du tribunal d'arbitrage de 1872 dans l'affaire de *l'Alabama*, par laquelle les demandes d'indemnisation pour dommages indirects ont été écartées ; — Considérant que le principe général du droit civil, d'après lequel les dommages-intérêts doivent contenir une indemnité non seulement pour le dommage qu'on a souffert, mais aussi pour le gain dont on a été privé, est également applicable aux litiges internationaux et que, pour pouvoir l'appliquer, il n'est pas nécessaire que le montant du gain dont on se voit privé puisse être fixé avec certitude, mais qu'il suffit de démontrer que dans l'ordre naturel des choses on aurait pu faire un gain dont on se voit privé par le fait qui donne lieu à la réclamation ; — Considérant qu'il n'est pas question en ce cas d'un dommage *indirect*, mais d'un dommage *direct*, dont le montant doit faire l'objet d'une évaluation ; — Considérant quant au montant de cette partie de la réclamation, que la partie demanderesse prend pour point de départ la moyenne du nombre des baleines prises dans une saison, qu'elle évalue à huit et dont elle déduit le nombre de deux que le capitaine Scullun avait déjà prises, ce qui donne six comme le nombre probable des baleines qui auraient encore été prises par lui, si le navire n'avait pas été arrêté et saisi ; — Considérant, toutefois, que, d'après la déclaration du capitaine Scullun lui-même, il avait pris vingt-huit baleines dans quatre saisons, ce qui fait sept par saison et qu'il est donc plus sûr de prendre le chiffre sept comme indiquant pour le baleinier *Cape Horn Pigeon* la moyenne de la prise par saison, ce qui, après déduction des deux baleines prises, donne un nombre de cinq pour le restant probable de la prise ; — Considérant, en ce qui concerne la valeur approximative d'une baleine à l'époque où le produit de la pêche du *Cape Horn Pigeon* en 1892 aurait pu être vendu, qu'il résulte de l'enquête qui a eu lieu dans ce litige et des rensei-

gnements fourni à l'arbitre, qu'on peut évaluer le poids moyen des os à obtenir d'une baleine à 1.200 livres, et le prix moyen d'une livre à 4 dollars ; la quantité moyenne de l'huile à 100 barriques, et le prix moyen d'une barrique à 12 dollars, ce qui fait un total de 6.000 dollars par baleine et de 30.000 dollars par cinq baleines, ou, après déduction de 1.500 dollars, au lieu des 1.800 déduits par le capitaine Scullun, 28.500 dollars ; — Considérant, par rapport à l'indemnité réclamée pour l'enrôlement à 1.000 dollars par homme, soit 31.000 dollars, qu'il n'est pas prouvé qu'on ait fait subir aux membres de l'équipage les mauvais traitements dont ils se plaignent ; mais que, d'un autre côté, le fait même qu'ils ont été retenus contre leur gré à Vladivostok pendant environ trois semaines, comme conséquence de la saisie illégale de leur navire, leur donne droit à une indemnité, indépendamment de ce qui leur est dû pour avoir été forcés de conduire un navire russe à Vladivostok, et que le montant de cette indemnité doit être fixé à 7.750 dollars ou en moyenne 250 dollars par personne ; — Que, par conséquent, le total des dommages-intérêts dus par la partie défenderesse à la partie demanderesse comme suite de l'arrêt et de la saisie du *Cape Horn Pigeon*, s'élève à 38.750 dollars ; — Considérant que la partie défenderesse reconnaît comme parfaitement régulière l'adjonction des intérêts à 6 o/o par an ;

Par ces motifs, l'arbitre décide et prononce ce qui suit :

La partie défenderesse payera à la partie demanderesse, pour le compte des réclamations présentées par les ayants droit dans l'affaire du *Cape Horn Pigeon*, la somme de 38.750 dollars des Etats-Unis d'Amérique, avec les intérêts de cette somme à 6 o/o par an depuis le 9 septembre 1892 jusqu'au jour du paiement intégral.

Fait à la Haye, le 29 novembre 1902.

T.-M.-C. ASSER.

## 2<sup>e</sup> Affaire du « *James Hamilton Lewis* »

Le soussigné, Tobie-Michel-Charles Asser, membre du Conseil d'Etat des Pays-Bas, exerçant les fonctions d'arbitre, qu'il a eu l'honneur de se voir conférer par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et par le gouvernement impérial de Russie, pour juger le différend relatif à l'affaire du schooner *James Hamilton Lewis* ; — Attendu qu'en vertu des déclarations échangées entre les deux gouvernements précités, à Saint-Pétersbourg, le 26 août, 8 septembre 1900, l'arbitre doit prendre connaissance des réclamations d'indemnité pour l'arrêt ou la saisie de certains navires américains par des croiseurs russes, présentées au gouvernement impérial de Russie par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, au nom des ayants droit ; — Que, d'après ces déclarations, l'arbitre, en se réglant dans sa sentence sur les principes généraux du droit des gens et sur l'esprit des accords internationaux applicables à la matière, doit décider à l'égard de chaque réclamation formulée à la charge du gouvernement impérial de Russie, si elle est fondée et, dans l'affirmative, si les faits sur lesquels elle est basée sont prouvés ; — Qu'ensuite il a été reconnu que cette stipulation n'aura aucune force rétroactive et que l'arbitre appliquera aux cas en litige les principes du droit des gens et les traités internationaux qui étaient en vigueur et obligatoires pour les parties impliquées dans ce litige, au moment où la saisie des navires a eu lieu ; — Qu'enfin l'arbitre doit éventuellement fixer la somme de l'indemnité qui serait due par le gouvernement russe, pour le compte des réclamations



présentées par les ayants droit ; — Attendu qu'après un examen minutieux des Memorandums et contre-Memorandums échangés entre les Hautes-Parties, ainsi que de toutes les pièces produites de part et d'autre, l'arbitre, profitant de la faculté qui lui avait été accordée par lesdites déclarations de Saint-Pétersbourg, a invité les deux gouvernements à désigner des experts commerciaux pour l'aider à fixer le montant de l'indemnité, qui serait éventuellement due et, qu'en s'adressant à cet effet aux deux Hautes Parties, l'arbitre les a en même temps priées de lui fournir des renseignements supplémentaires à l'égard des points de droits indiqués par lui : — Attendu que, dans les séances tenues par l'arbitre à la Haye, dans l'hôtel de la Cour permanente d'arbitrage, depuis le 27 juin jusqu'au 4 juillet 1902, il a entendu les dépositions des experts, en présence des agents des deux Hautes Parties qui, à cette occasion, ont fourni les renseignements supplémentaires demandés par l'arbitre ; — Attendu qu'à l'appui de la réclamation relative à la saisie et la confiscation du schooner *James Hamilton Lewis*, la partie demanderesse a allégué les faits suivants : — Ledit schooner ayant fait voile de San Francisco le 7 mai 1891, destiné à un voyage dans l'Océan Pacifique du Nord, pour une expédition de pêche et de chasse, avec Alexandre McLean comme capitaine, se trouva le 2 août 1891 à environ 20 milles de distance à l'Est de l'île de Cuivre (latitude 55°35' nord, longitude 169°21' est), quand il fut saisi de très bonne heure par le croiseur russe *Aléoute*. Le capitaine du schooner avait jugé nécessaire d'atterrir afin de vérifier son chronomètre et pour cette raison il s'était dirigé sur l'île de Cuivre. A l'endroit mentionné, son navire fut obligé de mettre en panne par un coup de canon tiré dudit croiseur et une chaloupe de ce croiseur s'étant approchée du schooner, un officier de la marine russe monta de la chaloupe à bord du schooner, requit le livre de bord officiel, qui lui fut présenté par le capitaine et l'emporta avec lui en retournant à son navire. Bientôt il revint avec quelques hommes armés et ordonna au capitaine McLean de quitter son navire et de se constituer prisonnier à bord de l'*Aléoute*, avec tout son équipage excepté sept hommes. Le capitaine McLean, ayant refusé d'obéir à cet ordre, fit reprendre au schooner son cours Est : alors le commandant du croiseur commença une poursuite et, tournant le *James Hamilton Lewis*, le captura par la force des armes : le capitaine et les membres de l'équipage furent faits prisonniers. Le 3 août 1891, le schooner et son équipage furent conduits à Vladivostok ; le navire, avec sa cargaison, son armement et la propriété personnelle du capitaine fut confisqué ; son capitaine, ses officiers et son équipage furent retenus prisonniers et soumis à un traitement indigne et rigoureux : après avoir été relâchés, ils ont été abandonnés à leur sort pour rentrer chez eux comme ils le pourraient ; — Attendu que les dommages-intérêts réclamés par la partie demanderesse pour le compte des ayants droit, pour la saisie et la confiscation du navire et l'emprisonnement du capitaine et de l'équipage, s'élèvent à un montant de 101.336 dollars, avec les intérêts à 6 o/o par an ; — Attendu que la partie défenderesse, répondant aux allégations de la partie demanderesse, a soutenu que lorsque le *James Hamilton Lewis* fut remarqué par le croiseur, il ne se trouvait qu'à une distance de 5 milles au plus de l'île Medny (ou île de Cuivre) et que l'arrêt a eu lieu à une distance de 12 (ou 11) milles de la côte : qu'en outre il résulterait d'une série de faits relevés par la partie défenderesse, que le *James Hamilton Lewis* doit être présumé s'être rendu coupable d'une chasse illicite aux phoques dans les eaux ter-

ritoriales russes ; que par conséquent les organes du gouvernement impérial étaient en droit de poursuivre le schooner même en dehors de ces eaux, de le saisir et de le confisquer avec sa cargaison ; que l'emprisonnement de l'équipage a eu lieu à cause de leur résistance à l'arrêt et à la saisie du navire ; — Attendu que la partie défenderesse, s'appuyant sur ces allégations, et en contestant subsidiairement les chiffres de la demande, a requis que les réclamations de la partie demanderesse fussent rejetées ; — Attendu que l'honorable agent de la partie demanderesse, M. Herbert H. D. Peirce a fait, dans la séance du 4 juillet 1902, au nom du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, la déclaration suivante : « Declaration made to the honorable Arbitrator Mr. T. M. C. Asser, July 4, 1902, by the Party claiming in the Arbitration between the United States and Russia, in reply to the question asked by the Arbitrator relative to the extent of jurisdiction claimed by the United States over the bordering waters of the Behring Sea. The Delegate of the United States makes this declaration under the specific authority received by him from the Secretary of State of the United States on July 4, 1902, to wit : The Government of the United States claims, neither in Behring Sea nor in its other bordering waters, an extent of jurisdiction greater than a marine league from its shores, but bases its claims to such jurisdiction upon the following principle : The Government of the United States claims and admits the jurisdiction of any State over its territorial waters only to the extent of a marine league unless a different rule is fixed by treaty between two States ; even then the treaty States are alone affected by the agreement » ; — Considérant que l'arbitre doit décider : I. Si la saisie et la confiscation du schooner *James Hamilton Lewis* et de sa cargaison, ainsi que l'emprisonnement de l'équipage, doivent être considérés comme des actes illégaux. — II. Dans l'affirmative, quel est le montant de l'indemnité due par la partie défenderesse ?

Ad. I. — Considérant que cette question doit être résolue d'après les principes généraux du droit des gens et l'esprit des accords internationaux en vigueur et obligatoires pour les deux Hautes Parties au moment de la saisie du navire : — Qu'à ce moment, il n'existait point de convention entre les deux parties, contenant pour la matière spéciale de la chasse aux phoques une dérogation aux principes généraux du droit des gens par rapport à l'étendue de la mer territoriale ; — Que la partie défenderesse a fait ressortir que, dans le litige entre les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne devant le tribunal d'arbitrage, constitué en vertu du traité conclu à Washington le 29 février 1892, le gouvernement des Etats-Unis a fait valoir par rapport au droit de juridiction dans la mer de Behring, vis-à-vis du gouvernement britannique, des revendications qui s'étendaient à des limites bien autrement considérables que celles qui sont admises d'après les principes généraux du droit des gens ; que ces revendications étaient motivées par l'intérêt de la préservation de la race des phoques et de la répression de la chasse illicite, et que, bien que le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique se soit loyalement soumis à la décision du tribunal arbitral de 1893, qui n'a pas adopté son système, ce système peut néanmoins lui être opposé pour combattre la demande formulée par ce gouvernement dans le litige actuel ; — Considérant que, quelle que soit la valeur du système dont il s'agit comme base d'une entente entre les Etats intéressés, il ne saurait être obligatoire sans une telle entente, même pour un gouvernement qui à une autre occasion l'au-



rait défendu, mais sans succès, devant un tribunal arbitral ; — Considérant que les accords qui seraient intervenus entre les parties après la date de la saisie et de la confiscation du *James Hamilton Lewis*, ne sauraient modifier les conséquences résultant des principes de droit généralement reconnus à l'époque de ces actes ; — Considérant que la saisie du schooner a eu lieu, d'après la partie demanderesse, à une distance d'environ 20, d'après la partie défenderesse à une distance d'environ 11 à 12 milles du territoire russe et que, même si la dernière version est la vraie, il en résulte que l'acte s'est accompli en dehors des eaux territoriales de la Russie, ce qui du reste, est admis par les deux parties ; — Considérant que le système de la partie défenderesse d'après lequel il serait permis aux navires de guerre d'un Etat de poursuivre même en dehors de la mer territoriale un navire dont l'équipage se serait rendu coupable d'un acte illicite dans les eaux territoriales ou sur le territoire de cet Etat, ne saurait être reconnu comme conforme au droit des gens, puisque la juridiction d'un Etat ne s'étend pas au delà des limites de la mer territoriale, à moins qu'il n'ait été dérogé à cette règle par une convention expresse ; — Considérant qu'il n'est donc pas nécessaire d'examiner si les présomptions alléguées par la partie défenderesse sont assez graves pour faire admettre que l'équipage du *James Hamilton Lewis* se soit rendu coupable de la chasse illicite aux phoques dans les eaux territoriales ou sur le territoire de la Russie ; — Considérant que la saisie et la confiscation du *James Hamilton Lewis* et de sa cargaison, ainsi que l'emprisonnement de l'équipage, devant par conséquent être considérés comme des actes illégaux, il ne reste qu'à fixer le montant de l'indemnité due du chef de ces actes par la partie défenderesse ;

Ad II. — Considérant que la partie demanderesse réclame en premier lieu 25.000 dollars pour la confiscation du navire, mais que cette réclamation est exagérée ; qu'en se basant sur les chiffres qu'on trouve dans des publications américaines communiquées à l'arbitre par la partie demanderesse (Report of fur-seal investigations, 1899, part III, p. 228) et plus spécialement sur la valeur indiquée pour les navires ayant environ le même ou un plus grand tonnage que le *James Hamilton Lewis*, et en tenant compte d'une part du fait que ce schooner se trouvait dans un excellent état, d'autre part de la circonstance qu'ayant pris la mer le 7 mars 1891, il avait déjà consommé presque cinq mois de ses provisions le jour où il a été arrêté (2 août 1892), on ne saurait attribuer à ce navire avec ses chaloupes, son armement et ses provisions, une valeur dépassant le chiffre de 9.000 dollars ; — Considérant que la partie demanderesse réclame pour les 424 peaux de phoques, confisquées avec le navire, 14 dollars par peau soit un total de 5.936 dollars, mais qu'il résulte d'un examen minutieux des différents documents produits ainsi que des dépositions d'experts, que le prix d'une peau ne saurait être estimé à plus de 12 dollars, ce qui fait un total de 5.088 dollars pour les 424 peaux ; — Considérant que la partie demanderesse réclame 36.400 dollars pour perte de prise probable de 2.600 peaux, soit 14 dollars par peau, mais que, tout en admettant qu'en principe la perte de prise pendant la partie de la saison qui devait encore s'écouler après la saisie du navire, peut être réclamée comme un élément des dommages-intérêts, le chiffre de 2.600 peaux n'est nullement justifié et paraît très exagéré ; qu'il résulte des statistiques produites au litige, qu'en tenant compte du nombre des phoques déjà pris et du temps qui devait encore s'écouler jusqu'à la fin de la saison, on peut

admettre que le produit de la chasse n'aurait pas excédé le nombre de 500 phoques; ce qui, à raison de 12 dollars par peau, donne un total de 6.000 dollars; — Considérant qu'en dernier lieu la partie demanderesse réclame, au profit de l'équipage du *James Hamilton Lewis*, pour son emprisonnement, ses souffrances physiques et morales, etc. 2.000 dollars pour chacun des 17 hommes, soit 34.000; que la partie défenderesse nie énergiquement que les plaintes formulées par l'équipage au sujet d'actes de violence et de mauvais traitements qu'ils auraient subis soient fondées et qu'en effet la preuve de ces allégations n'est pas fournie; que toutefois le fait même de l'emprisonnement illégal donne aux intéressés le droit de réclamer une indemnité dont le montant peut, d'après une évaluation équitable, être fixé à 8.500 dollars, ou en moyenne 500 dollars par personne; — Que, par conséquent, le total des dommages-intérêts dus par la partie défenderesse à la partie demanderesse comme suite de la saisie et la confiscation du *James Hamilton Lewis*, s'élève à 28.588; — Considérant que la partie défenderesse accepte d'ajouter les intérêts à 6 pour cent par an aux sommes qu'elle aurait à payer; que, puisqu'une indemnité est accordée pour la perte de prise pendant le reste de la saison de 1891, il est juste que les intérêts ne commencent à courir que le 1<sup>er</sup> janvier 1892;

Par ces motifs, l'arbitre décide et prononce ce qui suit:

La partie défenderesse payera à la partie demanderesse, pour le compte des réclamations présentées par les ayants droit dans l'affaire du *James Hamilton Lewis*, la somme de 28.588 dollars des Etats-Unis d'Amérique avec les intérêts de cette somme à six pour cent par an depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1892 jusqu'au jour du paiement intégral.

Fait à La Haye, le 29 novembre 1902.

T.-M.-C. ASSER.

### 3<sup>e</sup> Affaire du « C. H. White ».

Le soussigné, Tobie-Michel-Charles Asser membre du Conseil d'Etat des Pays-Bas, exerçant les fonctions d'arbitre, qu'il a eu l'honneur de se voir conférer par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et par le gouvernement impérial de Russie, pour juger le différend relatif à l'affaire du *C. H. White*; — Attendu qu'en vertu des déclarations échangées entre les deux gouvernements précités, à Saint-Pétersbourg, le 26 août 8 septembre 1900, l'arbitre doit prendre connaissance des réclamations d'indemnité pour l'arrêt ou la saisie de certains navires américains par des croiseurs russes, présentées au gouvernement impérial de Russie par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, au nom des ayants droit; — Que d'après ces déclarations, l'arbitre, en se réglant dans sa sentence sur les principes généraux du droit des gens et sur l'esprit des accords internationaux applicables à la matière, doit décider à l'égard de chaque réclamation formulée à la charge du gouvernement impérial de Russie, si elle est fondée, et, dans l'affirmative, si les faits sur lesquels elle est basée sont prouvés; — Qu'ensuite il a été reconnu que cette stipulation n'aura aucune force rétroactive et que l'arbitre appliquera au cas en litige les principes du droit des gens et les traités internationaux qui étaient en vigueur et obligatoires pour les parties impliquées dans ce litige au moment où la saisie des navires a eu lieu; — Qu'enfin l'arbitre doit éventuellement fixer la somme de l'indemnité qui serait due par le gouvernement russe pour le compte des réclamations présentées par les ayants droit; — Attendu qu'après un examen minutieux des Memorandums et contre-Me-



morandums échangés entre les Hautes Parties, ainsi que de toutes les pièces produites de part et d'autres, l'arbitre profitant de la faculté qui lui avait été accordée par lesdites déclarations de Saint-Pétersbourg, a invité les deux gouvernements à désigner des experts commerciaux pour l'aider à fixer le montant de l'indemnité, qui serait éventuellement due et, qu'en s'adressant à cet effet aux deux Hautes Parties, l'arbitre les a en même temps priées de lui fournir des renseignements supplémentaires à l'égard des points de droit indiqués par lui; — Attendu que, dans les séances tenues par l'arbitre à la Haye, dans l'hôtel de la Cour permanente d'arbitrage, depuis le 27 juin jusqu'au 4 juillet 1902, il a entendu les dépositions des experts, en présence des agents des deux Hautes Parties, qui à cette occasion ont fourni les renseignements supplémentaires demandés par l'arbitre; — Attendu qu'à l'appui de la réclamation relative à la saisie et la confiscation du schooner *C. H. White* la partie demanderesse a allégué les faits suivants: — Ledit schooner ayant fait voile de San-Francisco le 7 mai 1892 pour un voyage de pêche et de chasse dans l'Océan Pacifique du Nord ou ailleurs, avec Lawrence M. Furman comme capitaine, se trouvait le 12 juillet 1892 à une distance d'environ 40 milles au sud de l'île Agattou, une des îles Aléoutiennes, et environ le même jour le capitaine mit à la voile pour les îles Kuriles, ayant l'intention d'y pêcher à une distance de la côte. Le capitaine dévia de sa courses vers les îles Kuriles dans la direction de l'île de Cuivre ou l'île de Behring, pour y régler son chronomètre. Le 15 juillet 1892, le navire ayant atteint la latitude de 54° 18' nord par longitude 167° 19' est (c'est évidemment par erreur qu'à quelques endroits du Memorandum de la partie demanderesse on trouve indiqué comme longitude 167° 19' ouest) a été abordé par le croiseur de guerre russe le *Zabiaca* et il fut ordonné au capitaine du *C. H. White* de venir à bord de ce croiseur avec tous ses papiers de bord; le commandant du croiseur, ayant examiné ces papiers, fit arrêter le capitaine du schooner et transporter tout son équipage, excepté le lieutenant en premier, à bord du croiseur, comme prisonniers: le capitaine fut gardé à vue. Le schooner (avec la cargaison composée de 20 peaux de phoques, 8 barriques de maquereaux et 1 tonneau de morue) fut saisie et remorqué jusqu'à la baie de Nikolsky (île de Behring) d'où il fut conduit à Petropavlovsk; plus tard il fut confisqué et approprié à l'usage du gouvernement impérial de Russie. Le capitaine et l'équipage du schooner furent emmenés comme prisonniers jusqu'à Petropavlovsk, où ils arrivèrent le 20 juillet 1892. Le 8 août de la même année l'équipage fut conduit à bord du navire américain *Majestic* pour être rapatrié. Le capitaine et les autres membres de l'équipage prétendent avoir beaucoup souffert des mauvais traitements qui leur auraient été infligés pendant leur emprisonnement. En outre le capitaine, le lieutenant en premier Andrew Ronning et le chasseur Neils Wolfgang prétendant avoir perdu des objets qui leur appartenaient et qu'on ne leur a pas restitués, — Attendu que les dommages-intérêts réclamés par la partie demanderesse pour le compte des ayants droit, du chef des faits mentionnés s'élèvent à un montant de 150.720 dollars avec les intérêts à 6 o/o par an; — Attendu que la partie défenderesse, répondant aux allégations de la partie demanderesse, soutient que la saisie du *C. H. White*, a eu lieu non pas sous 54° 18', mais sous 54° 10' de latitude nord, soit à une distance d'environ 23 milles seulement de la côte russe la plus voisine; qu'en outre d'une série de circonstances relevées par la partie défenderesse résultait la présomption que le *C. H. White* se serait rendu coupable de chasse illicite

aux phoques dans les eaux territoriales russes; — Que par suite les organes du gouvernement impérial étaient en droit de poursuivre le schooner même en dehors de ces eaux, de le saisir et de le confisquer avec sa cargaison; — Que la partie défenderesse oppose aux plaintes de l'équipage concernant de mauvais traitements qu'il aurait subis, une dénégation énergique, en faisant observer que ce dont on se plaint n'était que la conséquence inévitable des circonstances locales de l'endroit où l'équipage a été conduit et qu'enfin le fait que des objets appartenant au capitaine et à deux autres personnes ne leur auraient pas été rendus, n'est pas suffisamment prouvé; — Attendu que la partie défenderesse, s'appuyant sur ces allégations, et en contestant subsidiairement les chiffres de la demande, a requis que les réclamations de la partie demanderesse fussent rejetées; — Attendu que l'honorable agent de la partie demanderesse, M. Herbert H. D. Peirce, a fait, dans la séance du 4 juillet 1902, au nom du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, la déclaration suivante: « Declaration made to the honorable Arbitrator M. T. M. C. Asser, July 4, 1902, by the Party claiming in the Arbitration between the United States and Russia, in reply to the question asked by the Arbitrator relative to the extent of jurisdiction claimed by the United States over the bordering waters of the Behring Sea. The Delegate of the United States makes this declaration under the specific authority received by him from the Secretary of State of the United States on July 3, 1902, to wit: The Government of the United States claims, neither in Behring Sea nor in its other bordering waters, an extent of jurisdiction greater than a marine league from its shores, but bases its claims to such jurisdiction upon following principle: The Government of the United States claims and admits the jurisdiction of any State over its territorial waters only to the extent of a marine league unless a different rule is fixed by treaty between two States; even then the treaty States are alone affected by the agreement »; — Considérant que l'arbitre doit décider: I. Si la saisie et la confiscation du schooner *C. H. White* et de sa cargaison, ainsi que l'emprisonnement de l'équipage, doivent être considérés comme des actes illégaux. — II. Dans l'affirmative, quel est le montant de l'indemnité due par la partie défenderesse?

Ad. I. Considérant que cette question doit être résolue d'après les principes généraux du droit des gens et l'esprit des accords internationaux en vigueur et obligatoires pour les deux Hautes Parties au moment de la saisie du navire; — Qu'à ce moment il n'existait point de convention entre les deux parties contenant pour la matière spéciale de la chasse aux phoques une dérogation aux principes généraux du droit des gens par rapport à l'étendue de la mer territoriale; — Que la partie défenderesse a fait ressortir que dans le litige entre les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne devant le tribunal d'arbitrage, constitué en vertu du traité conclu à Washington le 29 février 1892, le gouvernement des Etats-Unis a fait valoir par rapport au droit de juridiction dans la mer de Behring, vis-à-vis du gouvernement britannique, des revendications qui s'étendaient à des limites bien autrement considérables que celles qui sont admises d'après les principes généraux du droit des gens; que ces revendications étaient motivées par l'intérêt de la préservation de la race des phoques et de la répression de la chasse illicite, et que, bien que le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique se soit loyalement soumis à la décision du tribunal arbitral de 1893, qui n'a pas adopté son système, ce système peut néanmoins lui être opposé pour combattre la demande formulée par ce gouvernement



dans le litige actuel ; — Considérant que, quelle que soit la valeur du système dont il s'agit comme base d'une entente entre les États intéressés, il ne saurait être obligatoire sans une telle entente, même pour un gouvernement qui à une autre occasion l'aurait défendu, mais sans succès, devant un tribunal arbitral ; — Considérant que les accords qui seraient intervenus entre les parties après la date de la saisie et de la confiscation du *C. H. White*, ne saurait modifier les conséquences résultant des principes de droit généralement reconnus à l'époque de ces actes ; — Considérant que la saisie du schooner a eu lieu, d'après la partie demanderesse, à une distance d'environ 20, d'après la partie défenderesse à une distance d'environ 11 à 12 milles du territoire russe et que, même si la dernière version est la vraie, il en résulte que l'acte s'est accompli en dehors des eaux territoriales de la Russie, ce qui du reste est admis par les deux parties ; — Considérant que le système de la partie défenderesse d'après lequel il serait permis aux navires de guerre d'un Etat de poursuivre même en dehors de la mer territoriale un navire dont l'équipage se serait rendu coupable d'un acte illicite dans les eaux territoriales ou sur le territoire de cet Etat, ne saurait être reconnu comme conforme au droit des gens, puisque la juridiction d'un Etat ne s'étend pas au-delà des limites de la mer territoriale, à moins qu'il n'ait été dérogé à cette règle par une convention expresse ; — Considérant qu'il n'est donc pas nécessaire d'examiner si les présomptions alléguées par la partie défenderesse sont assez graves pour faire admettre que l'équipage du *C. H. White*, se serait rendu coupable de la chasse illicite aux phoques dans les eaux territoriales ou sur les territoires de la Russie ; — Considérant que la saisie et la confiscation du *C. H. White* et de sa cargaison, ainsi que l'emprisonnement de l'équipage devant par conséquent être considérés comme des actes illégaux, il ne reste qu'à fixer le montant de l'indemnité due du chef de ces actes par la partie défenderesse.

Ad. II. Considérant que la partie demanderesse réclame en premier lieu 35.000 dollars pour la confiscation du navire, mais que cette réclamation est exagérée ; qu'en se basant sur les chiffres qu'on trouve dans des publications américaines, comme les rapports des enquêtes concernant les phoques à fourrure (Report of fur-seal investigation) communiqués à l'arbitre par la partie demanderesse (part. III, p. 228) et plus spécialement sur la valeur indiquée pour des navires ayant environ le même ou un plus grand tonnage que le *C. H. White*, on ne saurait attribuer à ce schooner, avec ses chaloupes, son armement et ses provisions, une valeur plus grande que 10.000 dollars ; — Considérant que la partie demanderesse réclame pour la cargaison confisquée avec le navire, ce qui suit : a) pour les 20 peaux de phoque une somme de 14 dollars par peau, soit en total 280 dollars ; mais qu'il résulte d'un examen minutieux des différents documents produits ainsi que des dépositions des experts, que le prix d'une peau ne saurait être estimé à plus de 12 dollars, ce qui fait un total de 240 dollars pour les 20 peaux ; b) pour 8 barriques de maquereaux 160 dollars et pour un tonneau de morue 260 dollars ; mais que la partie défenderesse ayant soutenu que la valeur des 8 barriques de maquereaux ne peut avoir excédé la somme de 80 dollars et celle du tonneau de morue la somme de 124 dollars, la partie demanderesse a réduit sa réclamation pour cette partie de la cargaison à une somme de 204 dollars, ce qui avec les 240 dollars pour les 20 peaux de phoques, fait un total de 444 dollars ; — Considérant que la partie demanderesse réclame a) 34.720 dollars pour

perte de prise probable de 2.480 peaux de phoques à 14 dollars et *b*, 10.300 dollars pour perte de prise probable de poissons ; — Considérant que, tout en admettant en principe que la perte de prise pour la partie de la saison qui devait encore s'écouler après la saisie du navire peut être réclamée comme un élément des dommages-intérêts, les sommes réclamées ne sont nullement justifiées et paraissent très exagérées ; — Considérant *ad a*) qu'il résulte des statistiques produites au litige qu'on peut admettre que le produit de la chasse aux phoques après le jour de la saisie du navire, n'aurait certainement pas excédé le nombre de 1.000 phoques, ce qui, à raison de 12 dollars par peau, donne un total de 12.000 dollars ; — *ad b*) que pour la perte de prise probable de poissons une somme de 1.000 dollars semble une indemnité suffisante ; — Considérant, à l'égard des réclamations personnelles du capitaine Furman (25.000), d'Andrew Ronning (15.000) dollars et de Neils Wolfgang (10.000) dollars pour perte d'objets qui leur appartenaient, pour emprisonnement, outrages et privations, — que la perte des objets n'est pas prouvée, les déclarations des intéressés seuls ne pouvant être admises comme une preuve suffisante ; que la partie défenderesse nie énergiquement qu'on ait eu l'intention d'infliger au capitaine et à l'équipage du schooner un traitement inhumain, en ajoutant que si leur logement et leur nourriture laissaient à désirer, ceci s'explique par l'insuffisance des ressources locales ; — Considérant que cette explication ne suffit pas pour dégager la responsabilité de la partie défenderesse, puisqu'étant responsable de l'emprisonnement, elle l'est aussi des conséquences de cet acte illégal ; — Que toutefois le montant de l'indemnité réclamée de ce chef est exagéré et doit être réduit pour le capitaine Furman à 3.000 dollars, pour Andrew Ronning à 2.000 dollars pour Neils Wolfgang à 1.000 dollars ; — Considérant que la réclamation de l'équipage pour son emprisonnement peut être admise pour un montant de 300 dollars par personne, soit 3.000 dollars pour les dix membres de l'équipage ; — Que, par conséquent, le total des dommages-intérêts dus par la partie défenderesse à la partie demanderesse comme suite de la saisie et la confiscation du *C. H. White*, s'élève à 32.444 dollars ; — Considérant que la partie défenderesse accepte d'ajouter les intérêts à 6 o/o par an aux sommes qu'elle aurait à payer ; que puisqu'une indemnité est accordée pour la perte de prise pendant le reste de la saison de 1892, il est juste que les intérêts ne commencent à courir que le 1<sup>er</sup> janvier 1893 ;

Par ces motifs, l'arbitre décide et prononce ce qui suit :

La partie défenderesse payera à la partie demanderesse, pour le compte des réclamations présentées par les ayants droit dans l'affaire du *C. H. White*, la somme de 32.444 dollars des Etats-Unis d'Amérique avec les intérêts de cette somme à 6 o/o par an depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1893 jusqu'au jour du paiement intégral.

Fait à la Haye, le 29 novembre 1902.

T.-M.-C. ASSER.

#### 4<sup>e</sup> Affaire du « *Kate and Anna* »

Le soussigné, Tobie-Michel-Charles Asser, membre du Conseil d'Etat des Pays-Bas, exerçant les fonctions d'arbitre, qu'il a eu l'honneur de se voir conférer par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et par le gouvernement impérial de Russie, pour juger le différend relatif à l'affaire du navire *Kate and Anna* ; — Attendu qu'en vertu des déclarations échan-



gées entre les deux gouvernements précités à Saint-Petersbourg, le 26 août, 8 septembre 1900, l'arbitre doit prendre connaissance des réclamations d'indemnité pour l'arrêt ou la saisie de certains navires américains par des croiseurs russes, présentées au gouvernement impérial de Russie par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, au nom des ayants droit ; — Que, d'après ces déclarations, l'arbitre, en se réglant dans sa sentence sur les principes généraux du droit des gens et sur l'esprit des accords internationaux applicables à la matière, doit décider à l'égard de chaque réclamation formulée à la charge du gouvernement impérial de Russie, si elle est bien fondée et, dans l'affirmative, si les faits, sur lesquels elle est basée, sont prouvés ; — Qu'ensuite il a été reconnu que cette stipulation n'aura aucune force rétroactive et que l'arbitre appliquera aux cas en litige les principes du droit des gens et les traités internationaux qui étaient en vigueur et obligatoires pour les parties impliquées dans ce litige, au moment où la saisie des navires a eu lieu ; — Qu'enfin l'arbitre doit éventuellement fixer la somme de l'indemnité qui serait due par le gouvernement russe pour le compte des réclamations présentées par les ayants droit ; — Attendu qu'après un examen minutieux des Memorandums et contre-Memorandums échangés entre les Hautes Parties, ainsi que de toutes les pièces produites de part et d'autre, l'arbitre, profitant de la faculté qui lui avait été accordée par lesdites déclarations de Saint-Petersbourg, a invité les deux gouvernements à désigner des experts commerciaux pour l'aider à fixer le montant de l'indemnité qui serait éventuellement due et, qu'en s'adressant à cet effet aux deux Hautes Parties, l'arbitre les a, en même temps, priées de lui fournir des renseignements supplémentaires à l'égard des points de droit, indiqués par lui ; — Attendu que, dans les séances tenues par l'arbitre à la Haye, dans l'hôtel de la Cour permanente d'arbitrage, depuis le 27 juin jusqu'au 4 juillet 1902, il a entendu les dépositions des experts en présence des agents des deux Hautes Parties, qui, à cette occasion, ont fourni les renseignements supplémentaires demandés par l'arbitre ; — Attendu qu'à l'appui de la réclamation relative au schooner *Kate and Anna* et la confiscation des peaux de phoques trouvées à bord de ce navire, la partie demanderesse a allégué les faits suivants : — Le 12 août 1892, lorsque ledit schooner, qui avait pour capitaine Claus Lutjens, se trouvait sur la haute mer en dehors de la juridiction et des eaux territoriales de toutes nations et à une distance de plus de 30 milles de la terre russe la plus proche, et tandis qu'aucun membre de l'équipage ne chassait ou ne pêchait, ledit schooner ayant été contraint par un croiseur de la marine russe, le *Zabiaca*, de mettre en panne, fut abordé par le *Zabiaca* dont le commandant ordonna au capitaine Lutjens de venir à bord du croiseur et d'apporter avec lui tous les documents du schooner, ce qui fut fait par le capitaine Lutjens, qui délivra tous ses documents au commandant du croiseur russe. Celui-ci ordonna ensuite que les 124 peaux de phoque qui se trouvaient à bord du schooner lui fussent délivrées et il les déclara confisquées, le capitaine du schooner étant présumé s'être livré à la chasse aux phoques dans les eaux territoriales russes. Le capitaine Lutjens, renvoyé à son navire, qu'on laissa libre de continuer sa marche, résolut de cesser la chasse aux phoques et de se rendre immédiatement à San Francisco. Le commandant du croiseur russe, avant de laisser partir le capitaine du schooner, lui avait donné un avertissement par lequel, d'après le capitaine Lutjens, on lui ordonna de cesser la chasse aux phoques et de rentrer chez lui, tandis que,

d'après la partie défenderesse, l'avertissement ne contenait que la défense de chasser dans les eaux territoriales russes ; — Attendu que la partie défenderesse a reconnu que, bien que dans les conditions où a été rencontré le schooner *Kate and Anna* et après la vérification de ses papiers de bord, le commandant du croiseur russe ait eu des raisons sérieuses de considérer le bâtiment américain comme très suspect et même de conclure qu'une partie au moins du produit de sa chasse avait été obtenue d'une manière illicite dans les eaux territoriales de la Russie, cependant la mise en liberté du bâtiment lui-même, après la saisie du chargement qui le rendit suspect, témoigne d'un manque de conséquence dans les décisions du croiseur, à expliquer en partie par l'absence de preuves positives de la culpabilité du capitaine Lutjens ; et par conséquent la partie défenderesse, conformément à son désir de maintenir en toute occasion ses relations amicales avec le gouvernement américain, s'est déclarée prête à se reconnaître obligée de donner une indemnité pour les pertes réelles qui ont été causées par le fait regrettable relatif au schooner *Kate and Anna* ; — Attendu toutefois que la partie défenderesse soutient que le montant des dommages-intérêts qu'on est en droit de réclamer d'elle ne s'élève qu'au montant de 1.240 dollars (pour les 124 peaux de phoques à 10 dollars) avec les intérêts à 6 o/o par an depuis le 12 août 1892 ; — Considérant que la partie demanderesse prétend qu'elle est en droit de réclamer non seulement le montant du prix des 124 peaux de phoques illégalement confisquées, mais également la perte de prise probable de 625 peaux, en se basant sur ce fait qu'après que le schooner *Kate and Anna* avait été arrêté, le capitaine a résolu de ne pas continuer la chasse, mais de retourner immédiatement à San Francisco et que cette résolution aurait été la conséquence de l'avertissement que le commandant du croiseur russe lui avait donné ; — Considérant que, quelle qu'ait été la teneur de cet avertissement, il ne pouvait avoir pour effet d'empêcher le capitaine du schooner *Kate and Anna* de continuer la chasse aux phoques et que, par conséquent, si ledit capitaine a néanmoins résolu de retourner directement à San Francisco, la partie défenderesse n'est pas responsable de la perte de gain qui en est résultée pour le schooner ; — Considérant, par rapport à l'indemnité due pour la confiscation des 124 peaux de phoques, que la partie demanderesse réclame 14 dollars par peau, que la partie défenderesse offre 10 dollars par peau, mais qu'il est juste de fixer l'indemnité à 12 dollars par peau, soit 1.488 dollars pour les 124 peaux ;

Par ces motifs, l'arbitre décide et prononce ce qui suit :

La partie défenderesse payera à la partie demanderesse pour le compte des réclamations présentées par les ayants droit dans l'affaire du *Kate and Anna*, la somme de 1.488 dollars des Etats-Unis d'Amérique, avec les intérêts de cette somme à 6 o/o par an, depuis le 12 août 1892 jusqu'au jour du paiement intégral.

Fait à la Haye, le 29 novembre 1902.

T. M. C. ASSER.

---



## GRANDE-BRETAGNE — FRANCE

**Sentence arbitrale prononcée par le Baron Lambermont  
dans l'Affaire de Waima.**

15 JUILLET 1902

AYANT accepté, avec l'agrément du Roi, les fonctions d'Arbitre que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement de la République Française nous ont fait l'honneur de nous conférer au sujet de la rencontre qui s'est produite à Waima en 1893, entre une troupe Anglaise et un détachement Français ;

Animé du désir de répondre par une décision scrupuleuse et impartiale à la confiance qui nous est témoignée ;

Et ayant à cet effet dûment examiné les documents produits par les deux Hautes Parties, nous avons décidé et décidons ce qui suit :

Considérant qu'aux termes de la Convention compromissoire conclue le 3 Août 1901 <sup>(1)</sup>, entre le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement de la République Française, l'Arbitre est chargé de prononcer définitivement sur le chiffre de l'indemnité à payer par le Gouvernement Français pour les victimes Britanniques de l'affaire de Waima ;

Considérant que le principe de l'indemnité est admis par le Gouvernement Français, mais que les deux Hautes Parties ne sont d'accord ni quant à l'appréciation des circonstances dans lesquelles a eu lieu la rencontre de Waima, ni quant au taux de la prestation pécuniaire à fournir par la France ;

Considérant, en conséquence, qu'il y a lieu d'envisager d'abord les traits principaux de l'événement et de procéder ensuite à la détermination du chiffre de l'indemnité :

## LES CIRCONSTANCES DE LA RENCONTRE

En 1893, la guerre existait entre les possessions Françaises du Soudan et Samori, le Chef des Sofas, les opérations de ces indigènes atteignant parfois les territoires de la Colonie Anglaise de Sierra Leone.

Au cours de cette campagne, une colonne de troupes Anglaises, partie de la côte, était arrivée à Waima, place située vers la frontière séparant les possessions Anglaises et Françaises, tandis qu'un détachement Français, venant du Soudan, s'approchait du même point.

Le lieutenant Maritz, Chef de la force Française, croyant Waima occupé par les Sofas, attaqua cette place dans la nuit du 23 Décembre 1893.

Une note adressée le 4 Mars 1892, par M. Ribot, Ministre des Affaires Etrangères de France, au Représentant de Sa Majesté Britannique à Paris, stipulait qu'au cas où la frontière entre la Colonie de Sierra Leone et les territoires Français se prolongerait au delà de Tembi Counda, la ligne de démarcation suivrait le 13° degré de longitude ouest de Paris.

Il est articulé dans le Mémoire Anglais que si cette déclaration avait été portée par le Gouvernement Français à la connaissance des autorités dont le Lieutenant Maritz tenait ses instructions, l'attention de cet officier aurait été plus particulièrement attirée sur la situation des régions qu'il parcourait, par rapport au 13° méridien, et que les chances d'éviter une déplorable méprise en auraient été accrues.

(1) *Arch. Dipl.*, 1901-1902, n° 1, p. 10.

D'après le Mémoire Français, l'indication contenue dans la note de M. Ribot était seulement destinée à guider les Commissaires délimitateurs Français et Anglais en vue de la prolongation éventuelle de la frontière au delà de Tembi Counda. Le Gouvernement Britannique a néanmoins maintenu son appréciation.

Il est rapporté dans le Mémoire Français que c'est des rangs Anglais que sont partis les premiers coups de feu dont l'effet a été d'ouvrir hâtivement une collision qui aurait peut-être pu encore être évitée si les sentinelles Anglaises avaient crié : " qui vive " ou fait entendre un avertissement analogue.

Or, la surprise n'a pas existé seulement pour la troupe Française ; elle était la même pour les sentinelles Anglaises ; l'obscurité aussi était naturellement égale des deux côtés ; pour les sentinelles Britanniques, le premier et le plus pressant devoir était d'avertir leurs propres troupes qui dormaient encore, et le moyen le plus certain et le plus prompt d'assurer ce résultat était de faire feu ; on ne connaît aucun règlement militaire qui, en pareil cas, ferait un devoir à des sentinelles de commencer par parler avec l'ennemi.

Dans leur ensemble, les circonstances autorisent à penser que, sans prévoir la présence possible d'une troupe Anglaise, l'officier Français, dont la bonne foi n'est pas contestée, a cédé avant tout à la préoccupation d'atteindre et de disperser les bandes de Sofas qui par leur jonction pouvaient menacer la sécurité des possessions Françaises.

Nous concluons de cet exposé que, dans l'appréciation des responsabilités, une certaine part doit être faite à un malheureux concours de circonstances qui a amené une rencontre entre deux expéditions opérant à l'insu l'une de l'autre contre un ennemi commun ; mais que si la responsabilité du Gouvernement Français est atténuée par ce fait, la réparation n'en doit pas moins se régler dans un large esprit d'équité.

#### CHIFFRE DE L'INDEMNITÉ

Le Mémoire Français évalue à 95.970 francs l'indemnité à payer par le Gouvernement de la République, tandis que la somme réclamée par le Gouvernement Britannique se monte à 10.000 l., ou 250.000 francs.

L'indemnité offerte par le Gouvernement Français représente seulement la somme capitalisée des pensions et gratifications que les autorités Anglaises ont, au lendemain de l'affaire de Waima, allouées aux familles d'un officier et d'un sous-officier appartenant à leur armée et tués dans cette rencontre.

Le Gouvernement Français considère ces pensions et gratifications, basées sur les Règlements Militaires Anglais, comme une limite au delà de laquelle sa responsabilité pécuniaire ne saurait être étendue.

Attendu que ce mode d'estimation peut être sérieusement contesté quant à sa base et quant au nombre des ayants droit ;

Quant à la base, parce que la Convention compromissaire ne l'impose pas à l'Arbitre et qu'en principe la rémunération de services rendus au pays ne doit pas se confondre avec la réparation d'un dommage ;

Et quant au nombre des appelés, parce que le compromis vise " les victimes de l'affaire de Waima " sans limitation de nombre ;

Attendu, en conséquence, que c'est sans motif suffisant que la proposition Française n'accorde aucune compensation aux blessés et à leurs



familles et qu'elle exclut le Lieutenant Wroughton, ainsi que les soldats indigènes qui ont péri à Waima ;

Attendu que la même conclusion s'applique au cas du Capitaine Lendy et des gendarmes tombés sous des balles Anglaises ou Françaises, puisque ce malheureux sort leur eût été épargné si Waima n'avait pas été attaqué par l'expédition Française ;

Attendu que le compromis n'assigne pas de limites entre lesquelles le chiffre de l'indemnité pourrait se mouvoir ;

Attendu que le Gouvernement Britannique, en demandant la compensation des pertes subies par ses troupes, n'a point démontré par le détail que cette compensation doive exactement atteindre le chiffre précis de 10.000 l. qu'il réclame ;

Attendu que les considérations et les faits exposés ci-dessus sollicitent le rehaussement de l'indemnité offerte par le Gouvernement Français et limitée par celui-ci à 95.970 francs ;

Attendu que cette allocation ne visant que deux des cas appelés à bénéficier de l'indemnité, il y a lieu de mettre le chiffre total de celle-ci en proportion avec le tableau des victimes Anglaises de l'affaire de Waima tel qu'il est tracé plus haut ;

Pour ces motifs :

Nous estimons que l'indemnité à payer par le gouvernement Français pour les victimes de l'affaire de Waima doit équitablement s'élever à 9.000 l. et nous la fixons à ce chiffre.

Fait à Bruxelles, en triple original, le 15 juillet 1902.

(Signé) Baron LAMBERMONT.

**Sentence arbitrale prononcée par le Baron Lambermont  
dans l'Affaire du « Sergent Malamine ».**

15 JUILLET 1902

AYANT accepté, avec l'agrément du Roi, les fonctions d'Arbitre que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement de la République Française nous ont fait l'honneur de nous conférer dans un différend auquel ont donné lieu le passage d'une Mission Française dans les bassins du Niger, et de la Benoué en 1893, et la saisie par les autorités Britanniques, d'un navire Français, le « *Sergent Malamine* », et de sa cargaison ;

Animé du désir de répondre par une décision scrupuleuse et impartiale à la confiance qui nous est témoignée ;

Et ayant, à cet effet, dûment examiné les documents produits par les deux Hautes Parties :

Nous avons décidé et décidons ce qui suit :

Considérant que le mandat de l'Arbitre est ainsi défini dans la Convention compromissaire signée le 3 avril 1901 (1), entre les deux Gouvernements : « L'Arbitre prononcera définitivement sur le chiffre de l'indemnité à payer par le Gouvernement britannique pour la perte du « *Sergent Malamine* » ; ce chiffre ne devra être ni inférieur à 5.000 l., ni supérieur à 8.000 l. » ;

Considérant que, d'après le Mémoire et le contre-Mémoire fournis par

(1) Arch. dipl., 1901-1902, n° 1, p. 10.

le Gouvernement français, l'indemnité devrait se calculer en tenant compte de la valeur du bateau, d'une partie d'une subvention postale perdue par les armateurs et enfin de la valeur de la cargaison, tandis que, suivant le Mémoire du Gouvernement britannique, l'indemnité ne devrait correspondre qu'à la seule valeur du navire ;

Considérant que, sous des aspects divers et sans jamais aboutir à une solution, le différend a pris place dans les négociations qui, durant une série d'années, se sont poursuivies entre les deux Gouvernements en vue de régler l'ensemble de leurs relations en Afrique ;

Considérant que les documents présentés par les Parties à l'appui de leur cause respective reviennent sur diverses phases du litige :

Nous jugeons nécessaire d'éclairer le terrain sur lequel devront se placer nos conclusions et, à cette fin, de consulter le droit conventionnel et de rechercher les responsabilités, sans rentrer dans des controverses restées sans résultat.

La Conférence de Berlin a proclamé et réglé la libre navigation du Niger et de ses affluents : Egalité de tous les pavillons ; point de traitement différentiel ; point de péage basé sur le seul fait de la navigation, des taxes ayant le caractère de rétribution pour services rendus à la navigation même pouvant seules être perçues ; transit libre pour les navires et les marchandises qu'ils transportent ; règlements d'exécution conformes à l'esprit de ces stipulations — telles sont les principales garanties assurées à la navigation du Niger et de ses affluents.

Mais l'Acte Général de Berlin ne confond pas le trafic avec le transit. Il n'étend pas aux territoires qu'arrosent le Niger et ses affluents, l'Article 4 qui affranchissait de droits d'entrée les marchandises importées dans le bassin conventionnel du Congo. Les marchandises introduites dans les territoires du Niger et ses affluents ou exportées des mêmes territoires peuvent, si elles ne se bornent pas à transiter par le fleuve ou ses affluents, être soumises à des droits d'entrée ou de sortie. Des ports sont exclusivement ouverts à ces opérations.

Tout régime douanier a pour sanction des pénalités atteignant les contraventions.

Quant au commerce des armes, il est, en principe, prohibé. Des exceptions ne sont admises que dans des cas déterminés.

Le système ainsi résumé, il y a lieu de rechercher si l'autorité Britannique avait qualité pour l'appliquer et si l'autre Partie y a contrevenu.

L'Acte Général de Berlin soumet à deux conditions la prise de possession d'un territoire nouveau ou d'un Protectorat : notification aux autres Puissances Signataires de l'Acte général, existence d'une autorité suffisante pour faire respecter les droits acquis.

Ces règles ne concernant que les territoires situés sur les côtes du Continent Africain, ne liaient pas l'autorité Britannique sur le cours de la Benoué. Néanmoins, le Protectorat Britannique sur les rives de la Benoué jusqu'à Ibi, a été notifié le 5 juin 1885.

Une autre notification, datée du 18 octobre 1887, visait, en s'y référant, la charte octroyée à la Société Royale du Niger.

La même notification déclarait sous le Protectorat Britannique les territoires du Niger ou de ses affluents qui étaient, ou pouvaient être, soumis au gouvernement de la Compagnie du Niger.

Celle-ci exerçait en 1893, sur le cours de la Benoué, et jusqu'à Yola, une



autorité pourvue des moyens nécessaires pour assurer l'accomplissement de sa tâche. Cela ressort de l'expérience même qu'a faite l'expédition Française.

Ni la publicité, ni les moyens d'exécution, n'ont fait défaut à ce régime.

D'autres stipulations visaient encore la situation de l'autorité Britannique dans ces mêmes régions :

A la charte de la Compagnie du Niger notifiée le 18 octobre 1887, était annexée une liste des Chefs indigènes avec lesquels la Société avait conclu des Traités. Le Sultan du Moury était compris dans l'énumération.

Le 5 août 1890, il est intervenu entre le Gouvernement Français et le Gouvernement Britannique un Arrangement, aux termes duquel une ligne tracée de Say, sur le Niger, passant le long de la frontière septentrionale du Sokoto jusqu'à la ville de Barroua, sur le lac Tchad, séparait les sphères d'action des deux pays. Il n'y était fait aucune exception quant à la Benoué, sur laquelle sont situés le Moury et une partie considérable de l'Adamoua. On était devant ce fait en 1893, à l'époque de l'expédition Française.

Quant aux Traités conclus par le Lieutenant Mizon avec l'Emir de l'Adamoua et le Sultan du Moury, il y a lieu de constater qu'ils ont été signés alors qu'existait déjà sur la Benoué le régime ci-dessus écrit.

L'expédition Française s'est mise en opposition avec ce régime en pratiquant des opérations commerciales en des points qui n'étaient pas ouverts au trafic ou en se refusant à acquitter les droits d'entrée ou de sortie prévus par les dispositions en vigueur.

La Conférence de Bruxelles s'est occupée avec une sollicitude particulière du commerce des armes. « L'expérience de toutes les nations qui ont des rapports avec l'Afrique », dit l'Article 8 de l'Acte du 2 juillet, 1890, « a démontré le rôle pernicieux et prépondérant des armes à feu dans les opérations de traite et dans les guerres intestines entre tribus indigènes, et cette même expérience a prouvé manifestement que la conservation des populations Africaines, dont les Puissances ont la volonté expresse de sauvegarder l'existence, est une impossibilité radicale si des mesures restrictives du commerce des armes à feu et des munitions ne sont établies ».

En conséquence, l'importation des armes à feu et spécialement des armes rayées et perfectionnées a été interdite dans une zone dont fait partie le bassin de la Benoué. Une exception a été admise, à titre individuel, en faveur des personnes offrant une garantie suffisante que l'arme et les munitions qui leur seraient délivrées ne seront pas données, cédées, ou vendues à des tiers et pour les voyageurs munis d'une déclaration de leur Gouvernement constatant que l'arme et ses munitions sont exclusivement destinées à leur défense personnelle.

C'est dans ce sens qu'étaient conçues les déclarations faites par l'Ambassadeur de France à Londres et par le Chef de l'expédition Française lui-même.

Or, les armes transportées par la Mission Française ont été cédées à titre gracieux aux Sultans du Moury et de l'Adamoua.

Ce procédé ne peut se concilier avec l'esprit de l'Acte de Bruxelles. Le cas serait doublement sérieux si le cadeau avait servi de moyen de négociation avec les Chefs indigènes, chez qui les armes perfectionnées sont l'objet d'ardentes convoitises.

De cet exposé il résulte, d'une part, qu'en se livrant au commerce dans

le bassin de la Benoué, sans tenir compte du régime douanier qui y était établi, l'expédition Française s'exposait aux conséquences pénales de ses contraventions, et, d'autre part, qu'en livrant des armes perfectionnées à deux Chefs indigènes, elle allait à l'encontre des dispositions de l'Acte Général de Bruxelles.

Mais, dans l'examen des responsabilités, il est impossible de ne pas tenir compte des temps et des milieux dans lesquels se sont produits les faits qui viennent d'être passés en revue. Lorsque le centre de l'Afrique a cessé d'être une tache blanche sur la carte, les regards se portèrent avec un surcroît d'intérêt sur l'échiquier politique et économique, qui se révélait au monde. Les explorations, les expéditions sous des enseignes diverses se multiplient et se croisent. Les prises de possession se réalisent sous des formes variées : la souveraineté, le Protectorat, la sphère d'influence. En 1893, l'on était encore dans la période qui rendait parfois difficile une perception distincte et à l'abri de controverse du droit et avoir de chaque Puissance dans le domaine Africain. Si de telles considérations relèvent de l'ordre politique, elles ne peuvent toutefois être négligées quand il s'agit d'apprécier des actes accomplis sous leur influence.

Il faut d'ailleurs se rappeler que le but du compromis est de clore l'incident soumis à l'arbitrage dans un sens conforme aux sentiments d'équité et de conciliation qui animent les deux Gouvernements.

L'on ne peut enfin perdre de vue que le principe d'une indemnité est admis par la Convention du 3 avril 1901, la divergence portant sur l'étendue de son application.

C'est en tenant compte de tous ces points de vue qu'il y a lieu d'envisager les divers éléments appelés à entrer dans le calcul définitif de l'indemnité.

## I. — LE NAVIRE

Attendu que le Gouvernement Britannique a offert de restituer le bateau et, après que celui-ci eût sombré, d'en rembourser la valeur ;

Attendu dès lors qu'il ne reste, quant au navire, qu'à en supputer le prix ;

Attendu que le Mémoire Français évalue les frais de construction du « *Sergent Malamine* » à 151.883 fr. 75 c., et, calculant l'amortissement à 5 pour cent, estime à 125.267 fr. 80 c. le prix du bateau à l'époque de la saisie ;

Attendu que si le prix de la construction peut être admis comme exact, l'on n'a pas suffisamment considéré, en fixant le taux de la dépréciation, qu'il s'agissait d'un bâtiment naviguant à la côte occidentale d'Afrique, dans les eaux du Niger et de ses affluents, et n'ayant point pour se radouber les facilités qu'offrent les ports Européens :

Dans ces conditions nous jugeons que l'amortissement doit être porté à 7 pour cent.

## II. — L'EXCEPTION OPPOSÉE PAR LE MÉMOIRE BRITANNIQUE TOUCHANT LES SUBVENTIONS POSTALES ET LA CARGAISON.

Attendu que le Mémoire Britannique n'admet comme base de l'indemnité que la seule valeur du navire, à l'exclusion de tout autre élément tel que la perte des subventions postales ou de la cargaison ;

Attendu que l'autorité judiciaire Britannique a prononcé à la fois la



confiscation du *Sergent Malamine* et celle de marchandises appartenant à l'expédition Française ;

Attendu que postérieurement à cette mesure, est intervenue la Convention du 3 avril 1901, stipulant une indemnité pour la perte du *Sergent Malamine* ;

Attendu que cet acte diplomatique ne détermine ni ce qu'il faut entendre par la perte du *Sergent Malamine*, ni quels sont les intéressés appelés à bénéficier de l'indemnité ;

Attendu que si le texte de la Convention prête à l'ambiguïté, les deux Parties Contractantes sont également responsables de ce défaut de clarté :

Nous estimons qu'il n'y a pas lieu d'écarter *à priori* les demandes relatives aux subventions et à la cargaison ;

Et nous jugeons que la question d'interprétation soulevée par le Mémoire Britannique doit, en ordre principal, se régler d'après les considérations développées ci-dessus, et traitant des responsabilités.

### III. — LES SUBVENTIONS POSTALES

Attendu que la Compagnie des Chargeurs Réunis, propriétaire du *Sergent Malamine*, recevait du Gouvernement Français une subvention postale annuelle de 38.475 fr., correspondant à douze voyages par an ;

Que le *Sergent Malamine* a été, avec le consentement du Gouvernement Français, mis à la disposition de la Compagnie de l'Afrique Française pour le terme d'un an, terme qui expirait le 15 octobre 1893 ;

Que ce terme étant arrivé sans que le *Sergent Malamine* fût de retour, la Compagnie des Chargeurs Réunis conclut avec le Gouvernement Français un nouveau contrat, en vertu duquel le nombre des voyages était réduit de douze à six, et la subvention diminuée de moitié, à partir du 1<sup>er</sup> février 1894 ;

Attendu que la partie demanderesse réclame deux indemnités :

a). Une indemnité pour la période comprise entre le jour où expirait le congé du *Sergent Malamine* et le jour où entrait en vigueur le nouveau contrat avec l'Administration des Postes Françaises ;

b). Une indemnité pour la période allant de l'entrée en vigueur du nouveau contrat jusqu'à la signature de la Convention d'Arbitrage, soit du 1<sup>er</sup> février 1894, au 17 juillet 1901.

#### a). PÉRIODE DU 15 OCTOBRE 1893, AU 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1894.

Attendu que les armateurs sont restés étrangers aux actes et aux responsabilités se rattachant à la saisie et à la détention du *Sergent Malamine* :

Nous jugeons équitable de les dédommager du préjudice qu'ils ont souffert par suite de l'absence du *Sergent Malamine* à cette époque, perte que le Mémoire Français estime à 11.221 fr. 88 c. Toutefois, nous sommes d'avis que l'allocation réclamée de ce chef doit subir une réduction, les subventions postales ne constituant pas pour les entrepreneurs un bénéfice pur et simple, mais étant, pour une part, qui peut aller jusqu'à la moitié de leur chiffre, destinées à couvrir les risques et les charges de services publics dont les Gouvernements désirent stimuler ou soutenir l'établissement.

#### b). PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1894 AU 17 JUILLET 1901

Attendu qu'en vertu de son nouveau contrat avec l'Administration des Postes Françaises la Compagnie des Chargeurs Réunis n'était tenue d'exé-

cuter que la moitié des voyages primitivement stipulés et qu'elle conservait la subvention postale correspondant à cette moitié ;

Attendu, quant à l'autre moitié, que le même contrat ne peut avoir eu pour effet de supprimer la charge et de maintenir le droit à la rétribution ;

Nous jugeons que la demande d'une indemnité du chef de cette seconde période n'est pas fondée.

#### IV. — LA CARGAISON

Attendu que, d'après son contrat avec la Compagnie des Chargeurs Réunis, la Société Française de l'Afrique Centrale dirigeait seule la marche et les opérations du *Sergent Malamine* ;

Que les conditions dans lesquelles elle a exercé le commerce dans le bassin de la Benoué ont engagé sa responsabilité ;

Qu'elle est, en conséquence, passible des contraventions qu'elle a encourues ;

Mais que les considérations exposées plus haut et propres à atténuer dans une certaine mesure les responsabilités lui sont applicables ;

Nous estimons qu'une disposition allégeant en partie la perte qu'elle a éprouvée serait suffisamment motivée.

En conséquence, et pour l'ensemble de motifs successivement déduits ;

Nous fixons l'indemnité totale à payer par le Gouvernement Britannique à la somme de 6,500 l.

Fait à Bruxelles, en triple original, le 15 juillet 1902.

(Signé) Baron LAMBERMONT.

#### ALLEMAGNE. — ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD. GRANDE-BRETAGNE.

**Sentence arbitrale de S. M. le roi de Suède et de Norvège dans l'affaire des opérations militaires au Samoa en 1899.**

(14 OCTOBRE 1902)

**Claims on account of Military Operations conducted in Samoa in the Year 1899.**

DECISION GIVEN BY HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN AND NORWAY

WE, Oscar, by the grace of God King of Sweden and Norway,

Having been requested by His Majesty the German Emperor, King of Prussia, in the name of the German Empire, by Her Majesty the late Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and by the President of the United States of America to act as Arbitrator in the differences existing between them with regard to certain claims of residents in the Samoan Islands on account of military operations conducted there in the year 1899, and having accepted the office of Arbitrator ;

Having received from the Imperial German Government, His Britannic Majesty's Government, and the Government of the United States of America their respective Cases accompanied by the documents, the official correspondence, and other evidence on which each Government relies, as



well as, after due communication hereof, their respective Counter-Cases and additional documents, correspondence, and other evidence, and having thereupon received from the Imperial German Government their reply to the Counter-Cases and additional documents, correspondence, and other evidence presented by the two other Governments :

Having since fully taken into our consideration the Convention concluded and signed at Washington the 7th November, 1899, for the settlement of the aforesaid claims by means of arbitration, and also the Cases, Counter-Cases, Reply, and evidence, presented by the respective parties to the said Convention up to the 2nd April, 1902, and having impartially and carefully examined the same ;

Whereas by Article I of the said Convention of the 7th November, 1899 His Majesty the German Emperor, Her Britannic Majesty, and the President of the United States of America have agreed that all claims put forward by Germans, or British subjects, or American citizens, respectively, for compensation on account of losses which they allege having suffered in consequence of unwarranted military action, if this be shown to have occurred, on the part of German, British, or American officers between the 1st January, 1899, and the 13th May following, date of the arrival in Samoa of the Joint Commission of the Powers, should be decided by the present arbitration in conformity with the principles of international law or considerations of equity ;

And whereas by Article III of the said Convention it is provided that either of the three Governments may, with the consent of the others, previously obtained in every case, submit to the Arbitrator similar claims of persons not being natives, who are under the protection of that Government, and who are not included in the abovementioned categories ;

And whereas, by a subsequent arrangement made by the Signatory Powers, with our sanction, the provisions of the Arbitration Convention have been extended to claims presented by other Powers on behalf of their subjects or citizens ;

And whereas the German Government contend that the military action undertaken by British and American officers at the time aforesaid was wholly unwarranted and that, therefore, the British and United States' Government are responsible for losses caused by said 'military action to Germans and to persons under German protection ;

And whereas, on the other hand, the British Government and the United States' Government argue that the military action in question was not unwarranted, but, on the contrary, was in every respect necessary and justifiable, and that, therefore, no claims are entitled to consideration by the Arbitrator, and no further proceedings under the aforesaid Convention necessary or admissible, while reserving to themselves the right to examine in detail the particular claims, should it later on become necessary to do so :

And whereas, under Article I of the said Convention, no other claims are to be decided by the present arbitration than those for losses suffered in consequence of unwarranted military action, and thus the primary question to be determined by us is whether the military action undertaken in Samoa at the time aforesaid by British and American officers was, or was not, unwarranted ;

And whereas it is proper to settle this preliminary point at the present stage, and thus determine generally whether or not the British and Uni-

ted States' Governments ought to be considered responsible for losses caused by that action, before ordering any proceedings with respect to the particular claims presented ;

Have resolved to confine our attention, for the present, to those considerations only which have a distinct bearing on the said issue, and on that question have arrived at the following decision :

Whereas, with respect to the military action complained of, it results from the declarations of the parties and from all the documents of the case that on the 15th March, 1899, the United States' ship " Philadelphia " and His Britannic Majesty's ships " Porpoise " and " Royalist " opened fire across the town of Apia and on the land situate in the rear of said town, the fire being directed against the forces of the High Chief Mataafa, that the greater part of the adherents of the newly appointed King of Samoa, Malietoa Tanumafili, having in those days been brought to Apia from different parts of the Samoan Islands by the British and American Naval Commanders, landed at Mulinuu and supplied by them with arms and ammunition, active hostilities thereupon ensued between the Malietoans and the Mataafa party, that from the said 15th March up to the 25th April following the said ships, in support of the Malietoa party, frequently proceeded to bombard the rear of Apia as well as various other localities on the Island of Upolu and to destroy villages by landing parties, assisted therein from the 24th March by His Britannic Majesty's ship " Tauranga, " that from the said 15th March up to the said 25th April frequent expeditions into the interior took place by combined forces of sailors and marines from the ships of war and natives of the Malietoa party commanded by officers from the ships, for the purpose of fighting the Mataafans, or in order to procure food, and that in Apia a severe control of the street traffic was established by the British and American military authorities through the posting of sentries with orders to allow only bearers of passports issued by said authorities to pass ;

Whereas — with respect to the contention of the British and United States' Governments that, under the terms of the General Act signed at Berlin the 14th June, 1889, any one of the Signatory Powers was fully authorized to enforce by every means the décision of the 31st December, 1898, of the Chief Justice of Samoa, declaring Malietoa Tanumafili King of Samoa, which decision had been rejected by the Mataafa party, and that, therefore, the military action, if taken for that purpose, was not unwarranted—we have found nothing in the said General Act, or any subsequent Agreement, which authorizes one of the Signatory Powers, or a majority of them, to take action to enforce the provisions of the Act, or the decisions of the Chief Justice binding on the Powers ;

Whereas, on the contrary, by Article 1 of the General Act it is expressly provided that " neither of the Powers shall exercise any separate control over the islands or the Government thereof, " and, taking into consideration the nature and extent of the operations at the time aforesaid conducted in Samoa by the British and American military authorities, the military action in question undoubtedly had the character of a serious control over the Samoan Islands and the Government thereof ;

And whereas, moreover, the Protocols of the Berlin Conference clearly show that, in framing the General Act, the Plenipotentiaries of the Powers wished to establish the principle that, in their dealings with Samoa, the Powers only could proceed by common accord, and as this very principle



has been sanctioned by the Powers not only in subsequent Agreements supplementary to the General Act made between them in 1892 and 1896, by which it was agreed that under certain circumstances their ships of war might be used to support the Supreme Court of Samoa, and ammunition served out to the Samoan Government, though in both cases only with the unanimous consent of the Representatives of the Powers, but also in the instructions issued for the Joint Commission sent to Samoa in 1899, the actions of which should be valid only if acceded to by all three Commissioners ;

Whereas, furthermore, by Proclamation issued on the 4th January, 1899, the Consular Representatives of the Treaty Powers in Samoa, owing to the then disturbed state of affairs and to the urgent necessity to establish a strong Provisional Government, recognized the Mataafa party represented by the High Chief Mataafa and thirteen of his Chiefs to be the Provisional Government of Samoa pending instructions from the three Treaty Powers, and thus those Powers were bound upon principles of international good faith to maintain the situation thereby created until by common accord they had otherwise decided ;

And whereas that being so, the military action in question undertaken by the British and American military authorities before the arrival of the instructions mentioned in the Proclamation, and tending to overthrow the Provisional Government thereby established, was contrary to the aforesaid obligation and cannot be justified on the plea neither of the invalidity *ab initio* of the said Provisional Government nor of its establishment under a species of *force majeure* ;

Whereas—with respect to the objection of the British and United States' Governments to the refusal of the German Consul to sign the Proclamation proposed by the other Consuls to be issued immediately after the Chief Justice had given his decision on the 31st December, 1898, and their contention that, in determining the responsibility for the subsequent events, it should be taken into consideration that attitude of the German Consul was a direct violation of the provisions of the Berlin General Act—it cannot be considered to have been the duty of the German Consul to take part in the issuing of said Proclamation, and it has not been proved that with regard to said decision any steps were taken by him contrary to the General Act, and therefore no responsibility attaches for the attitude taken up by him in this respect ;

Whereas—with respect to the contention of the British and United States' Governments that, whether or not there was authority to insist by force on the acceptance of the provisions of the Berlin General Act, the military action was not unwarranted, because it was necessary for the protection of lives and property which it was the duty of the British and American officers to safeguard, and because the opening of fire on the 15th March was necessitated by the Mataafan warriors making a rush on the British and the United States' Consulates and by a threatened attack by several war canoes on Mulinuu, where a detachment from the British and American ships were stationed,—we have found nothing in the evidence before us to show that the general condition of affairs was such as to render the military action necessary for the protection of lives and property, and, as to the said two attacks alleged to have taken place on the 15th March, it results from all the facts relative thereto that the rush was not, and never was meant to be, an attack on the Consulates, but simply

was directed against some fleeing women of the Malietoan party, that no attack was intended on Mulinuu by the canoes, which by the garrison there were seen putting out from the opposite shore of the Vaiusu Bay, and which were ordered by Mataafa to go along the coast to the west, and, in fact, were going in that direction and not towards Mulinuu when the firing began, and that, on account of the state of the tide, it was not even possible at the time to pass the bay in canoes ;

And whereas it is established not only that, on the arrival of the " Philadelphia " on the 6th March, the Malietoans were completely defeated, and deported to distant places, and deprived of their arms, and unable to offer any resistance whatever to the victorious Mataafans, but also in the last days before the beginning of the bombardment Mataafa was ordered away from Mulinuu by the United States' Admiral and that the Malietoans were brought back there by the British and United States' military authorities, that a considerable quantity of arms was returned to the Malietoans, which arms in the beginning of January 1899 had been surrendered by them to the Commander of the " Porpoise, " when, defeated by the Mataafans, they had taken refuge under the guns of that ship, that ammunition was distributed to the Malietoans from the reserve stock which, according to the arrangement in 1896 between the Treaty Powers, was to be kept for the use of the Samoan Government and served out to the natives only by the unanimous request of the three Consuls, and that such distribution was made by the British and American authorities without the consent of the German Consul ;

And whereas it ought to have been foreseen that the said actions on the part of the British and American authorities, which cannot be considered to have been justified by any threatening attitude of the Mataafans, should exasperate these latter and greatly endanger the peace of the country, and the situation created by the surrender of the Malietoans on the 2nd January, and by the establishment of the Provisional Government, and, therefore, the British and United States' authorities ought to have abstained from such proceedings ;

Whereas, with respect to the stopping of the street traffic, the measures relative thereto were in themselves contrary, as far as Germans were concerned, to the provisions of the Berlin General Act guaranteeing them the same rights of residence, trade, and personal protection as subjects and citizens of the two other Powers, and as, at all events, those measures constituting only a detail of the military operations at the time, the question whether or not they were unwarranted under the circumstances depends on the same considerations as those, which concern the military action in general ;

Whereas the above considerations apply equally to all the claims before us, whether presented under the Arbitration Convention itself or under the subsequent arrangement ;

For these reasons,

We are of opinion —

That the military action in question, viz, the bringing back of the Malietoans and the distribution to them of arms and ammunition, the bombardment, the military operations on shore, and the stopping of the street traffic, cannot be considered as having been warranted ;

And that, therefore, His Britannic Majesty's Government and the Uni-



ted States' Government are responsible under the Convention of the 7th November, 1899, for losses caused by said military action ;

While reserving for a future decision the question as to the extent to which the two Governments, or each of them, may be considered responsible for such losses.

In testimony whereof we have signed this present decision and have ordered our Royal Seal to be affixed hereunto.

Done in triplicate at our Royal Palace at Stockholm, on the 14th October, in the year of our Lord one thousand nine hundred and two.

(L. S.) . OSCAR.

**Protocoles des séances du tribunal d'arbitrage constitué en vertu du traité du 22 mai 1902 signé à Washington entre les gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et des Etats-Unis Mexicains (1).**

PROTOCOLE I

*Séance du lundi 15 septembre 1902*

Le Tribunal s'est réuni à 11 heures 1/2 du matin, à l'hôtel de la Cour Permanente d'Arbitrage, 71 Prinsegracht à La Haye.

Les Arbitres présents étaient :

M. le Professeur H. Matzen, Docteur en droit, Professeur à l'Université de Copenhague, Conseiller Extraordinaire à la Cour suprême, Président du Landsting, Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage, Surarbitre et Président du Tribunal ;

Le Très Honorable Sir Edward Fry, Docteur en droit, autrefois siégeant à la Cour d'Appel, Membre du Conseil Privé de Sa Majesté Britannique,

- (1) Protocol of an agreement between the United States and the Republic of Mexico for the adjustment of certain contentions arising under what is known as « The pious fund of the Californias ».

*Signed at Washington May 22, 1902,*

PROTOCOL OF AN AGREEMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF MEXICO FOR THE ADJUSTMENT OF CERTAIN CONTENTIONS ARISING UNDER WHAT IS KNOWN AS " THE PIOUS FUND OF THE CALIFORNIAS. "

PROTOCOLO DE COMPROMISO ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA Y LA REPUBLICA DE MÉXICO PARA LA DECISION DE CIERTAS CUESTIONES SUSCITADAS CON RESPECTO AL LLAMADO " FONDO PIADOSO DE LAS CALIFORNIAS. "

Whereas, under and by virtue of the provisions of a convention entered into between the High Contracting Parties above named, of date July 4, 1868, and subsequent

Por cuanto, en virtud de las disposiciones de una Convencion ajustada entre las Altas Partes Contratantes arriba mencionadas, con fecha 4 de Julio de 1868, y siguiendo

Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage, un des Arbitres désignés par les Etats-Unis d'Amérique ;

Son Excellence M. de Martens, Conseiller Privé, Membre du Conseil du Ministère Impérial des Affaires Etrangères à St-Pétersbourg, Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage, un des Arbitres désignés par les Etats-Unis d'Amérique ;

M. T.-M.-C. Asser, Docteur en droit, Membre du Conseil d'Etat des Pays-Bas, ancien Professeur à l'Université d'Amsterdam, Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage, un des Arbitres désignés par les Etats-Unis Mexicains ;

M. le Jonkheer A.-F. de Savornin Lohman, Docteur en droit, ancien Ministre de l'Intérieur des Pays-Bas, ancien Professeur à l'Université libre d'Amsterdam, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux, Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage, un des Arbitres désignés par les Etats-Unis Mexicains.

M. Matzen prend place au fauteuil de la Présidence et prononce le discours suivant :

« Excellences ! Messieurs ! Comme Président du Tribunal d'Arbitrage, institué en vertu du traité conclu à Washington le 22 mai 1902, entre les Etats-Unis de l'Amérique et les Etats-Unis Mexicains, je déclare la première séance du Tribunal ouverte.

C'est la première fois qu'a été constitué un Tribunal d'Arbitrage, siégeant sous le régime de la Convention de la Haye, sur l'Arbitrage International et composé de membres de la Cour Permanente d'Arbitrage, créée par la Convention : et je remercie Vos Excellences ici présentes,

conventions supplementary thereto, there was submitted to the Mixed Commission provided for by said Convention, a certain claim advanced by and on behalf of the prelates of the Roman Catholic Church of California against the Republic of Mexico for an annual interest upon a certain fund known as "The Pious Fund of the Californias," which interest was said to have accrued between February 2, 1848, the date of the signature of the Treaty of Guadalupe Hidalgo, and February 1, 1869, the date of the exchange of the ratifications of said Convention above referred to ; and

Whereas, said Mixed Commission, after considering said claim, the same being designated as No. 493 upon its docket, and entitled Thaddeus Amat, Roman Catholic Bishop of Monterey, a corporation sole, and Joseph S. Alemany, Ro-

tes convenciones suplementarias de ella, fué sometida á la Comisión Mixta establecida por dicha Convención una reclamación presentada por parte y en favor de los prelados de la Iglesia Católica Romana de California contra la República de México, por réditos anuales de cierto fondo llamado el "Fondo Piadoso de las Californias" los cuales réditos se consideraron devengados desde el 2 de Febrero de 1848, fecha de la fima del tratado de Guadalupe Hidalgo, hasta el 1º de Febrero de 1869, fecha del canje de las ratificaciones de la Convención arriba referida ; y

Por cuanto la indicada Comisión Mixta, después de examinar dicha reclamación, que fué señalada en el libro de registro con el número 493 e intitulada "Thaddeus Amat Obispo Católico Romano de Monterey, por la corporación unitaria



Président et Membres du Conseil Administratif de la Cour Permanente, d'avoir bien voulu nous faire l'honneur d'assister à la première séance du premier Tribunal d'Arbitrage, émané de la Cour Permanente.

Ce premier Tribunal est constitué grâce à l'initiative de deux Grandes Puissances du Nouveau Monde, qui, animées du même sincère désir de faire régler un différend survenu entre eux à l'amiable et d'une manière satisfaisante et juste, sont tombées d'accord de le soumettre à un Arbitrage conforme, dans son essence, aux règles de la Convention de la Haye.

Toutes les stipulations du traité susmentionné relatives à la constitution de ce Tribunal d'Arbitrage ont été dûment exécutées.

Les Membres du Tribunal ici présents sont prêts à remplir consciencieusement la tâche importante et honorable qui leur a été confiée.

Les Arbitres, choisis par les puissances, brillent au premier rang des jurisconsultes du monde et sont bien au-dessus de mes éloges.

Le fait d'avoir été appelé par leur vote, à présider leurs séances, est considéré par moi comme un grand honneur illustrant toute mon existence, mais il serait de nature à m'effrayer, si je n'avais pas la ferme certitude de pouvoir compter sur leur constante et bienveillante collaboration.

Au nom du Tribunal, je souhaite une respectueuse et cordiale bienvenue aux illustres personnages représentant les Puissances devant le Tribunal et aux Conseils éminents qui les assistent de leurs lumières.

man Catholic Bishop of San Francisco, a corporation sole, against The Republic of Mexico, adjudged the same adversely to the Republic of Mexico and in favor of said claimants, and made an award thereon of Nine Hundred and Four Thousand, Seven Hundred and 99/100 (904,700.99) Dollars; the same, as expressed in the findings of said Court, being for twenty-one years' interest of the annual amount of Forty-three Thousand and Eighty and 99/100 (43,080.99) Dollars upon Seven Hundred and Eighteen Thousand and Sixteen and 50/100 (718,016.50) Dollars, said award being in Mexican gold dollars, and the said amount of Nine Hundred and Four Thousand, Seven Hundred and 99/100 (904,700.99) Dollars having been fully paid and discharged in accordance with the terms of said convention; and

que representa, y Joseph S. Alemany Obispo Católico Romano de San Francisco, por la corporación unitaria que representa, contra la Republica de México" decidió la reclamación contra la Republica de México, y en favor de dichos reclamantes, dando un laudo por novecientos cuatro mil setecientos pesos noventa y nueve centavos (904,700.99); los cuales, como se expresa en la exposición de dicho tribunal, fueron el importe de réditos vencidos en veintiún años a razón de cuarenta y tres mil ochenta pesos noventa y nueve centavos (43,080.99 Dollars) anuales sobre la suma de setecientos diez y ocho mil diez y seis pesos cincuenta centavos (718,016.50 Dollars) y habían de pagarse en oro mexicano; y dicha suma de novecientos cuatro mil setecientos pesos noventa y nueve centavos (904,700.99 Dollars) fué completamente pagada y finiquitada en conformidad con los términos de dicha Convención; y

dont les savants discours élucideront les faits et fixeront des bases pour nos délibérations.

Au moment de l'ouverture des séances du Tribunal, j'émetts le vœu qu'il nous soit donné, grâce aussi au concours zélé et à la collaboration des Hautes Parties d'inaugurer les travaux des tribunaux d'arbitrage de la Convention de la Haye, d'une manière conforme à la pensée sublime qui l'a inspirée et au but glorieux, qu'elle est appelée à faciliter : le règlement pacifique des litiges entre les Etats sur la seule base solide, la base du respect du droit. »

Ensuite il donne successivement lecture des noms des Arbitres, mentionnés ci-dessus et ceux des Agents et Conseils des deux Parties, savoir :

M. Jackson Harvey Ralston, Agent pour les Etats-Unis d'Amérique ; Son Excellence M. Emilio Pardo, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Mexique auprès de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Agent pour les Etats-Unis Mexicains ; MM. William Laurence Penfield, Juge ; le Sénateur W.-M. Stewart ; le Chevalier Descamps, Sénateur du Royaume de Belgique, Secrétaire-Général de " l'Institut du Droit International, " Membre de la Cour Permanente de l'Arbitrage ; Charle-J. Kappler ; W.-T.-S. Doyle ; Garret W. McEnerney, Conseils pour les Etats-Unis d'Amérique, et Son Excellence M. Beernaert, Ministre d'Etat, Membre de la Chambre des Représentants de Belgique, Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage, et M. Léon Delacroix. Avocat près de la Cour d'Appel à Bruxelles, Conseils pour les Etats-Unis Mexicains.

Il invite ensuite M. L.-H. Ruysenaers, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Secrétaire-

Whereas, the United States of America on behalf of said Roman Catholic Bishops, above named, and their successors in title and interest, have since such award claimed from Mexico further instalments of said interest, and have insisted that the said claim was conclusively established, and its amount fixed as against Mexico and in favor of said original claimants and their successors in title and interest under the said first mentioned convention of 1868 by force of the said award as *res judicata* ; and have further contended that apart from such former award their claim against Mexico was just, both of which propositions are controverted and denied by the Republic of Mexico, and the High Contracting Parties hereto, animated by a strong desire that the dispute so arising may be amicably,

Por cuanto los Estados Unidos de América por los Obispos Católicos Romanos arriba nombrados y sus sucesores con el mismo título é interés han reclamado á México después de dicho laudo los sucesivos vencimientos de dichos réditos y han insistido en que la expresada reclamación fué definitivamente juzgada y su monto fijado en contra de México y á favor de los primitivos reclamantes y de sus sucesores con el mismo título e interés, conforme á la primera Convención mencionada de 1868, en virtud de dicho laudo como *res judicata* ; y han sostenido además que independientemente de tal laudo su reclamación contra México era justa ; aserciones ambas que han sido controvertidas é impugnadas por la República de México, y las Altas Partes signatarias de este Compromiso, animadas de un vivo desco



Général de la Cour Permanente d'Arbitrage, à remplir les fonctions de Secrétaire-Général du Tribunal et nomme comme Secrétaires du Tribunal :

M. Walter S. Penfield, M. Luis Pardo, 1<sup>er</sup> Secrétaire de la Légation du Mexique à La Haye, et M. le Jonkheer W. Roell, 1<sup>er</sup> Secrétaire du Bureau International de la Cour Permanente d'Arbitrage.

Quant à la question des langues, le Président déclare que le Tribunal a décidé que la langue française sera celle du Tribunal, sauf le droit des Parties de parler aussi en anglais.

Le Secrétariat est chargé de l'élaboration des procès-verbaux qui seront rédigés en français sous une forme concise.

Les Parties, désirant faire sténographier les comptes rendus, pourront prendre les mesures nécessaires à cet égard.

Le Président ajoute que le Tribunal, avec l'assentiment des Parties, a décidé que les débats seront publics, mais que, vu l'exiguité de l'espace qui pourrait être réservé au public, celui-ci ne sera admis que sur la présentation de cartes spéciales à délivrer par le Secrétaire-Général de la Cour Permanente d'Arbitrage.....

Le Président déclare ensuite qu'il est bien entendu que le dossier déposé par l'Agent d'Amérique est, de son consentement, à la disposition de la Partie défenderesse.

Après un échange d'observations entre MM. les Agents d'Amérique et du Mexique au sujet de la procédure et notamment sur la question de savoir laquelle des deux Parties aura la parole en dernier lieu, le Président déclare que le Tribunal délibérera sur les règles de procédure qu'il y aurait lieu de fixer par rapport aux questions soulevées.

satisfactorily and justly settled, have agreed to submit said controversy to the determination of Arbitrators, who shall, unless otherwise herein expressed, be controlled by the provisions of the International Convention for the pacific settlement of international disputes, commonly known as The Hague Convention, and which arbitration shall have power to determine ;

1. If said claim, as a consequence of the former decision, is within the governing principle of *res judicata*; and,

2. If not, whether the same be just.

And to render such judgment or award as may be meet and proper under all the circumstances of the case.

de que la controversia así suscitada sea amigable, satisfactoria y justamente resuelta, han convenido en someter dicha controversia á la decisión de árbitros, quienes se ajustarán en todo lo que no se disponga de otro modo por el presente instrumento, á las prevenciones de la Convención internacional para el arreglo pacífico de controversias internacionales comúnmente denominada " Convención de La Haya " y estarán facultados para resolver :

1º Si dicha reclamación como consecuencia del laudo anterior está regida por el principio de *res judicata* ; y

2º De no estarlo, si est justa la misma reclamación.

Y para pronunciar un fallo ó laudo tal que sea adecuado y conveniente á todas las circunstancias del caso :

Ensuite M. Ralston déclare que l'annexe de la réponse du gouvernement Mexicain intitulée "*Pleito de Rada*" est acceptée par lui comme authentique.

La parole est ensuite donnée à M. le Sénateur Stewart, qui commence son discours.

A 4 heures la séance est levée et le Tribunal s'ajourne à mardi le 17 septembre à 9 heures et demi du matin.

Ainsi fait à La Haye, le 15 septembre 1902.

*L'Agent des Etats-Unis d'Amérique* : JACKSON H. RALSTON.

*Le Président* : H. MATZEN.

*L'Agent des Etats-Unis Mexicains* : E. PARDO.

*Le Secrétaire-Général* : L. H. RUYSSENAERS.

## PROTOCOLE II

### *Séance du mercredi 17 septembre 1902*

Le Tribunal s'est réuni à 10 heures, tous les Arbitres étaient présents.

Sur l'invitation du Président, M. le Secrétaire-Général fait lecture de la décision suivante du Tribunal, qui a été notifiée le 15 septembre à MM. les Agents des deux Parties :

« Le Tribunal, attendu que l'Agent de la Partie défenderesse (Etats-Unis

It is therefore agreed by and between the United States of America, through their representative, John Hay, Secretary of State of the United States of America, and the Republic of Mexico, through its representative, Manuel de Azpiroz, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the United States of America for the Republic of Mexico as follows :

#### I

That the said contentions be referred to the special tribunal hereinafter provided, for examination, determination and award.

#### II

The special tribunal hereby constituted shall consist of four arbitrators, (two to be named by each of the High Contracting Parties) and an umpire to be selected in

Por tanto, se conviene entre los Estados Unidos de América, representados por John Hay, Secretario de Estado de los Estados Unidos de América, y la República de México, representada por Manuel de Azpiroz, Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de la República de México en los Estados Unidos de América, en lo siguiente :

#### I

Las referidas cuestiones serán sometidas al tribunal especial que en seguida se autoriza para examinarlas, determinarlas y fallarlas.

#### II

El tribunal especial constituido por este instrumento se compondrá de cuatro árbitros, debiendo ser dos nombrados por cada una de las altas partes contratantes y un árbi-



Mexicains) a consenti à ce que la réplique écrite de la Partie demanderesse (Etats-Unis d'Amérique) soit jointe au dossier, sous la condition que la Partie défenderesse ait le droit d'y répondre par écrit, a décidé que ladite réplique sera acceptée par le Tribunal et que la Partie défenderesse aura le droit d'y répondre par écrit, pourvu que cette réponse soit déposée au Greffe du Tribunal en manuscrit au plus tard le 25 de ce mois et qu'au plus tard le même jour une copie en soit remise à la Partie demanderesse. »

Et ensuite des règles de procédure établies par le Tribunal d'Arbitrage :

« Le Tribunal, vu la nécessité de fixer l'ordre des plaidoyers et, se conformant au règlement de la procédure arbitrale, consigné dans la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux conclue à La Haye le 29 juillet 1899 (art. 30 et suivants), a décidé ce qui suit :

« 1° Attendu que ce sont les Représentants des Etats-Unis d'Amérique qui ont ouvert les débats en leur qualité de Partie demanderesse, la parole sera donnée aux Représentants des Etats-Unis Mexicains comme Partie défenderesse aussitôt que la partie demanderesse aura terminé son plaidoyer. Ensuite les deux Parties, si elles le désirent, alterneront encore une fois dans le même ordre ;

« 2° Les Parties ont le droit de faire parler tous leurs Conseils tant pour le premier plaidoyer que pour la réponse. Pour la réplique et la duplique, chaque Partie désignera un seul de ses Conseils pour prendre la parole, sauf le droit des autres Conseils d'intervenir pour répondre aux objections qui concerneraient spécialement le discours qu'ils ont prononcé. »

accordance with the provisions of the Hague Convention. The arbitrators to be named hereunder shall be signified by each of the High Contracting Parties to the other within sixty days after the date of this protocol. None of those so named shall be a native or citizen of the parties hereto. Judgment may be rendered by a majority of said court.

All vacancies occurring among the members of said court because of death, retirement or disability from any cause before a decision shall be reached, shall be filled in accordance with the method of appointment of the member affected as provided by said Hague Convention, and if occurring after said court shall have first assembled, will authorize in the judgment of the court an extension of time for hearing or judgment, as the case

tro superior que será elegido con arreglo á las disposiciones de la Convención de La Haya. Los árbitros nombrados, coma se ha dicho, por cada una de las Altas Partes Contratantes serán dados a conocer por la parte que los nombró a la otra parte dentro de sesenta días que correrán desde la fecha de este protocolo. Ninguno de los árbitros nombrados como se ha dicho será oriundo ó ciudadano de las partes contratantes. El laudo podrá ser pronunciado por mayoría de votos de dicho tribunal. Todas las vacantes que ocurran entre los miembros de dicho tribunal por causa de muerte, separación ó inhabilidad que provenga de causa anterior al pronunciamiento del laudo serán cubiertas del mismo modo que fué nombrado el miembro cesante, como se dispone en la Convención de La Haya, y si ocurrieren después

M. l'Agent d'Amérique remet à la Cour quelques documents.

M. l'Agent du Mexique remet à la Cour la réponse de son Gouvernement avec les annexes.

M. le Sénateur Stewart continue son discours, commencé dans la séance du 15 septembre, et le termine à 11 heures un quart.

Le Président déclare que le Tribunal a l'intention d'ajourner ses séances jusqu'à lundi prochain, le 22 septembre, et de siéger ensuite tous les jours suivants.

M. Beernaert, Conseil des Etats-Unis Mexicains, prie le Tribunal de bien vouloir siéger aussi cet après-midi si c'est possible.

Le Tribunal se retire pour délibérer. A la reprise de la séance le Président déclare que le Tribunal siégera jusqu'à midi et que la séance sera alors suspendue jusqu'à deux heures et demie de l'après-midi.

M. Garret W. Mac Enerney, Conseil des Etats-Unis d'Amérique, adresse la parole au Tribunal.

La séance est suspendue à midi.

A la reprise de la séance à deux heures et demie, M. Mac Enerney continue son discours jusqu'à quatre heures et demie.

La séance est levée et le Tribunal s'ajourne à lundi, le 22 septembre à 10 heures du matin.

Ainsi fait à La Haye, le 17 septembre 1902.

*Le Président* : H. MATZEN.

*L'Agent des Etats-Unis d'Amérique* : JACKSON H. RALSTON.

*L'Agent des Etats-Unis Mexicains* : E. PARDO.

*Le Secrétaire-Général* : L. H. RUYSSENAERS.

may be, not exceeding thirty days.

que dicho tribunal se haya instalado podrán justificar, á juicio del tribunal, una prórroga del término señalado para la audiencia ó resolución, según sea el caso, con tal que ella no pase de treinta días.

### III

All pleadings, testimony, proofs, arguments of counsel and findings or awards of commissioners or umpire, filed before or arrived at by the Mixed Commission above referred to, are to be placed in evidence before the Court hereinbefore provided for, together with all correspondence between the two countries relating to the subject matter involved in this arbitration; originals or copies thereof duly certified by the Departments of State of the High Contracting Parties being presented to said new tribunal. Where printed books are referred to in evi-

### III

Todas las alegaciones, testimonios, pruebas, informes en derecho y conclusiones ó laudos de los Comisionados ó del tercero en discordia, presentados ante la Comisión Mixta arriba referida ó acordados por ella, son de aducirse como pruebas ante el tribunal que ahora se nombra, juntamente con toda la correspondencia habida entre los dos países concerniente á los puntos comprendidos en este arbitramento; exhibiéndose al nuevo tribunal dichos documentos originales ó copias de ellos debidamente certificados por los Departamentos de



## PROTOCOLE III

*Séance du lundi 22 septembre 1902*

Le Tribunal s'est réuni à 10 heures ; tous les Arbitres étaient présents.

Le Secrétaire-Général fait lecture des procès-verbaux des séances des 15 et 17 septembre.

M. Beernaert fait une remarque au sujet du dossier, déposé par l'Agent d'Amérique et exprime l'opinion que le dossier doit être considéré comme un dossier commun.

M. Garret W. Mac Enerney reprend son argumentation du 17 septembre.

A midi la séance est suspendue jusqu'à deux heures.

A la reprise de la séance, MM. Ralston et Pardo échangent quelques observations se rapportant à la question soulevée dans la séance du matin par M. Beernaert.

M. l'Agent de l'Amérique dit que son Gouvernement se considérait tenu à déposer l'ancien dossier, mais que les *deux* Parties devaient présenter tous documents ou mémoires qu'ils jugeraient nécessaires et qui constitueraient le nouveau dossier. Le Gouvernement Américain a soumis l'ancien dossier, parce qu'il se trouvait de fait en possession.

Quant à la correspondance diplomatique, il estime que l'obligation de faire les communications nécessaires est absolument la même pour les deux Gouvernements. Il ajoute que tout ce qui a été soumis au Tribunal par la partie demanderesse est mis, sans aucune réserve, à la disposition de la Partie adverse.

M. l'Agent du Mexique répond que ce débat n'a qu'une importance

dence by either party, the party offering the same shall specify volume, edition and page of the portion desired to be read, and shall furnish the Court in print the extracts relied upon ; their accuracy being attested by affidavit. If the original work is not already on file as a portion of the record of the former Mixed Commission, the book itself shall be placed at the disposal of the opposite party in the respective offices of the Secretary of State or of the Mexican Ambassador in Washington, as the case may be, thirty days before the meeting of the tribunal herein provided for.

Estado respectivos de las Altas Partes Contratantes. Cuando cualquiera de las dos partes cite libros impresos por vía de prueba, la que ofrezca tal prueba especificará el volumen, edición y página de la parte que quiera se lea, y proporcionara al tribunal impresos de los pasajes que desee hacer valer, cuya exactitud será comprobada con testimonio legal ; y si la obra original no está ya formando parte del archivo de la primera Comisión Mixta, el libro mismo será puesto á disposición de la parte contraria, en los despachos respectivos del Secretario de Estado ó del Embajador Mexicano en Washington, según sea el caso, treinta días antes de la reunión de tribunal que aquí se nombra.

secondaire, attendu que tous les documents sont déjà entre les mains du Tribunal. Quant à la responsabilité qui incomberait à son Gouvernement, il fait observer que la réponse du Mexique, accompagnée de l'importante annexe intitulée *Pleito de Rada* a, conformément à l'article VII du Protocole du 22 mai 1902, été remise directement au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et il s'étonne que cette annexe ait été jointe au dossier, tandis que la réponse du Mexique ne s'y trouvait point.

Le Président dit qu'il sera pris acte des déclarations des deux Parties et qu'elles seront mentionnées dans le procès-verbal.

M. Pardo fait encore observer qu'il existe un malentendu par rapport à sa situation personnelle. Il désire constater qu'il est ici uniquement en qualité d'Agent des Etats-Unis Mexicains et que ce n'est point comme représentant diplomatique du Mexique à La Haye qu'il désire être considéré.

M. Garret W. Mac Enerney continue son discours qu'il termine à trois heures trois-quarts.

M. Ralston, Agent d'Amérique, prend la parole.

La séance est levée à 5 heures et le Tribunal s'ajourne au lendemain à 10 heures.

Ainsi fait à La Haye le 22 septembre 1902.

*Le Président* : H. MATZEN.

*L'Agent des Etats-Unis d'Amérique* : JACKSON H. RALSTON.

*L'Agent des Etats-Unis Mexicains* : E. PARDO.

*Le Secrétaire Général* : L. H. RUYSSENAERS.

#### IV

Either party may demand from the other the discovery of any fact or of any document deemed to be or to contain material evidence for the party asking it ; the document desired to be described with sufficient accuracy for identification, and the demanded discovery shall be made by delivering a statement of the fact or by depositing a copy of such document (certified by its lawful custodian, if it be a public document, and verified as such by the possessor, if a private one), and the opposite party shall be given the opportunity to examine the original in the City of Washington at the Department of State, or at the office of the Mexican Ambassador, as the case may be. If notice of the desired discovery be given too late to be answered ten days before the tribunal herein provided

#### IV

Cada parte podrá pedir á la otra que dé á conocer cualquier hecho ó documento considerado como prueba ó que contenga materia de prueba interesante á la parte que la solicita ; debiendo ser descrito el documento deseado con suficiente exactitud para su identificación : y se dará la noticia se hará la exhibición pedida, mediante una relación del hecho, ó el depósito de una copia de dicho documento (certificada por quien lo tenga legalmente en guarda si es un documento público, y autorizada por su poseedor si el documento fuere privado) y á la parte contraria se deberá dar la oportunidad de examinar el original en la ciudad de Washington en el Departamento de Estado ó en el despacho del Embajador de México según fuere el caso. Si la noticia ó exhibición dese-



## PROTOCOLE IV

*Séance du mardi 23 septembre 1902*

La séance est ouverte à 10 h. 1/4 du matin, tous les Arbitres étant présents.

M. Ruyssenaers, Secrétaire-Général du Tribunal fait lecture des deux décisions suivantes du Tribunal.

Afin de garantir la marche régulière et continue des débats, le Tribunal décide ce qui suit :

1° Les séances du Tribunal auront lieu tous les jours de 10 heures à midi et de 2 h. 1/2 à 5 heures, jusqu'à la fin des débats ;

2° Toute proposition ou demande des Parties en litige concernant la marche de la procédure arbitrale ou l'interprétation des règles établies doit être formulée par écrit.

Ces décisions seront communiquées par écrit aux deux Parties.

M. Ralston dit qu'il vient de recevoir du Chevalier Descamps, Conseil des Etats-Unis d'Amérique, qui se trouve à Bruxelles un télégramme demandant l'autorisation de remettre son discours à lundi le 29 septembre, afin de lui permettre d'assister aux cérémonies des funérailles de Sa Majesté la Reine des Belges.

M. Beernaert fait une demande tendant à l'ajournement du Tribunal les 25 et 26 septembre se déclarant prêt à revenir en temps utile pour assister à la séance du 27 courant.

Le Président répond que le Tribunal a décidé de siéger tous les jours ;

for shall sit for hearing, then the answer desired thereto shall be filed with or documents produced before the court herein provided for as speedily as possible.

## V

Any oral testimony additional to that in the record of the former arbitration may be taken by either party before any Judge or Clerk of Court of Record, or any Notary Public, in the manner and with the precautions and conditions prescribed for that purpose in the rules of the Joint Commission of the United States of America, and the Republic of Mexico, as ordered and adopted by that tribunal August 10, 1869, and so far as the

ada se obtuviere demasiado tarde para que pueda ser contestada diez días antes que el tribunal aquí establecido abra la audiencia, en tal caso la contestación que se dé al pedimento, ó el documento que se produzca, se presentará al tribunal aquí establecido, tan pronto como fuere posible.

## V

Todo testimonio oral que no conste en el archivo del primer arbitramento podrá rendirse por cualquiera de las partes ante algún juez ó secretario de juzgado de letras ó notario público, de la manera, con las precauciones y bajo las condiciones prescritas para tal caso en las reglas de la Comisión Mixta de México y los Estados Unidos de América, y adoptadas por dicho tribunal el 10 de Agosto de 1869, en todo lo que sean apli-

M. Ralston est invité à en donner connaissance par télégramme au Chevalier Descamps.

M. Ralston continue son discours de la veille, qu'il termine à midi.

La séance est suspendue jusqu'à 2 h. 1/2.

A la reprise de la séance M. Ralston remet au Tribunal d'Arbitrage une demande (*écrite*) tendant à permettre au Chevalier Descamps de prendre la parole lundi prochain le 29 septembre au lieu d'aujourd'hui.

Le Président répond que le Tribunal ne peut pas admettre cette demande.

M. Delacroix, Conseil des Etats-Unis Mexicains, prend la parole.

La séance est levée à 5 heures et le Tribunal s'ajourne au lendemain à 10 heures du matin.

Ainsi fait à La Haye, le 23 septembre 1902.

*Le Président:* H. MATZEN.

*L'Agent des Etats-Unis d'Amérique:* JACKSON H. RALSTON.

*L'Agent des Etats-Unis Mexicains:* E. PARDO.

*Le Secrétaire-Général:* L. H. RUYSSSENAERS.

#### PROTOCOLE V

#### *Séance du mercredi 24 septembre 1902*

La séance est ouverte à 10 heures du matin, tous les Arbitres étant présents.

M. Delacroix reprend son argumentation de la veille.

A midi la séance est suspendue jusqu'à 2 h. 1/2.

same may be applicable. The testimony when reduced to writing, signed by the witness, and authenticated by the officer before whom the same is taken, shall be sealed up, addressed to the court 'constituted hereby, and deposited so sealed up in the Department of State of the United States, or in the Department of Foreign Relations of Mexico to be delivered to the Court herein provided for when the same shall convene.

#### VI

Within sixty days from the date hereof the United States of America, through their agent or counsel, shall prepare and furnish to the Department of State aforesaid, a memorial in print of the origin and amount of their claim, accompanied by references to printed books, and to such portions of the

cables. Cuando el testimonio se extienda por escrito, firmado que sea por el testigo y legalizado por el funcionario ante quien se haya rendido, deberá ser sellado, dirigido al tribunal que aquí se establece, y así sellado se entregará en depósito en el Despacho de Relaciones exteriores de México ó en el Departamento de Estado de los Estados Unidos á fin de que sea remitido al tribunal que aquí se establece cuando el mismo se reúna.

#### VI

Dentro de sesenta días desde la fecha de este instrumento la parte de los Estados Unidos de América, por medio de su agente ó abogado, deberá preparar y entregar al Departamento de Estado arriba dicho un memorial impreso del origen y monto de la reclamación, acompañado de las citas de libros im-



A la reprise de la séance M. Ralston, Agent des Etats-Unis d'Amérique donne, avec l'assentiment de la Partie défenderesse, quelques explications sur les anciennes frontières de la Californie et remet au Tribunal des copies certifiées conformes des cartes officielles, annexées au traité de Guadelupe-Hidalgo du 2 février 1848 où ces limites se trouvent fixées.

M. Beernaert dépose des conclusions imprimées pour la Partie défenderesse et demande au Tribunal s'il serait possible de ne pas siéger vendredi matin le 26 septembre à cause de la cérémonie des funérailles de Sa Majesté la Reine des Belges.

Le Président répond que le Tribunal déférant à cette demande ne siégera pas dans la matinée de vendredi prochain.

M. Delacroix continue son discours jusqu'à 4 h. 1/2 et le Tribunal s'ajourne à vendredi à 2 h. 1/2 de relevée.

Ainsi fait à La Haye, le 44 septembre 1902.

*Le Président:* H. MATZEN.

*L'Agent des Etats-Unis d'Amérique:* JACKSON H. RALSTON.

*L'Agent des Etats-Unis Mexicains:* E. PARDO.

*Le Secrétaire-Général:* L. H. RUYSSENAERS.

#### PROTOCOLE VI

*Séance du vendredi 26 septembre 1902*

Le Tribunal s'est réuni à 1 h. 1/2 de l'après-midi, tous les arbitres étant présents.

proofs or parts of the record of the former arbitration, as they rely on in support of their claim, delivering copies of the same to the Embassy of the Republic of Mexico in Washington, for the use of the agent or counsel of Mexico.

#### VII

Within forty days after the delivery thereof to the Mexican Embassy the agent or counsel for the Republic of Mexico shall deliver to the Department of State of the United States of America in the same manner and with like references a statement of its allegations and grounds of opposition to said claim.

#### VIII

The provisions of paragraphs VI and VII shall not operate to prevent

presos y de aquellas partes de las pruebas ó piezas del archivo del primer arbitramento, en que quiera fundar su reclamación, dando copias de los mismos documentos á la Embajada de la República Mexicana en Washington para uso del agente ó abogado de México.

#### VII

Dentro de cuarenta días después de la entrega del memorial á la Embajada Mexicana, el agente ó abogado de la República de México entregará al Departamento de Estado de los Estados Unidos de América, de la misma manera y con iguales referencias, un memorial de sus alegaciones y razones de oposición á la reclamación dicha.

#### VIII

Las prevenciones de los párrafos VI y VII no impedirán á los

A l'ouverture de la séance M. Ralston, Agent des Etats-Unis d'Amérique, remet au Tribunal, avec l'assentiment de la Partie défenderesse, un mémoire du Gouvernement Américain fournissant des données sur le nombre de catéchumènes indiens élevés dans les établissements catholiques de la Californie et sur le nombre d'indiens se trouvant dans la Californie supérieure d'une part telle que cette contrée a été limitée par le Traité de Guadeloupe-Hidalgo et d'autre part telle qu'elle était définie autrefois d'après les prétentions du Gouvernement Espagnol.

Le Président invite le Secrétaire-Général à transmettre à l'Agent des Etats-Unis Mexicains un exemplaire du mémoire imprimé susmentionné.

M. Delacroix reprend son argumentation du 24 septembre qu'il termine à 5 heures.

La séance est levée à 5 heures et le Tribunal s'ajourne au lendemain à 10 heures.

Ainsi fait à la Haye, le 26 septembre 1902.

*Le Président:* H. MATZEN.

*L'Agent des Etats-Unis d'Amérique:* JACKSON H. RALSTON.

*L'Agent des Etats-Unis Mexicains:* E. PARDO.

*Le Secrétaire-Général:* L. H. RUYSSENAERS.

#### PROTOCOLE VII

#### *Séance du samedi 27 septembre 1902*

Le Tribunal se réunit à 10 heures, tous les Arbitres étant présents.

M. Beernaert, Conseil des Etats-Unis Mexicains, dit que M. Pardo pren-

the agents or counsel for the parties hereto from relying at the hearing or submission upon any documentary or other evidence which may have become open to their investigation and examination at a period subsequent to the times provided for service of memorial and answer.

agentes ó abogados de las partes contratantes reforzar oralmente ó por escrito sus argumentos citando cualesquiera documentos probatorios ú otras pruebas que consideren útiles y les haya sido dado conocer y examinar en un período subsiguiente á los términos señalados para el traslado del memorial y la contestación.

#### IX

The first meeting of the arbitral court hereinbefore provided for shall take place for the selection of an umpire on September 1, 1902, at the Hague in the quarters which may be provided for such purpose by the International Bureau at the Hague, constituted by virtue of the Hague convention hereinbefore referred to, and for the commencement of its hearings September 15, 1902, is designated, or, if an um-

#### IX

La primera reunión del tribunal arbitral arriba nombrado se verificará con objeto de elegir un árbitro superior el 1° de Septiembre de 1902 en la Haya en el local que al efecto destine la Oficina Internacional de la Haya constituida en virtud de la convención de la Haya, antes referida y para dar principio á las audiencias del tribunal se designa el 15 de Septiembre de 1902, ó si en esa fecha no estuviere ya



dra la parole après lui et qu'il a fait imprimer d'avance sa plaidoirie, dont il se propose de remettre un exemplaire à chaque Membre du Tribunal d'Arbitrage ainsi qu'à M. l'Agent d'Amérique.

M. Ralston répond qu'il s'empressera d'en prendre connaissance.

Ensuite M. Beernaert commence son argumentation.

A midi la séance est suspendue jusqu'à 2 h. 1/2.

A la reprise de la séance M. Beernaert continue son discours, qu'il termine à 3 h. 1/2.

M. Pardo, Agent des Etats-Unis Mexicains, commence son argumentation après avoir expliqué au Tribunal qu'il désirait *lire* sa plaidoirie et qu'il l'avait dans ce but fait imprimer d'avance.

A 4 h. 1/4 l'Agent des Etats-Unis Mexicains se sentant fatigué demande à se reposer.

Après un échange d'observations entre le Président et les Agents d'Amérique et de Mexique, il est décidé par le Tribunal, d'accord avec les deux Parties, qu'un exemplaire imprimé de la plaidoirie de M. Pardo sera remis au Tribunal et à la Partie demanderesse, avant que M. Descamps prenne la parole lundi prochain et que cette communication dispensera M. l'Agent du Mexique de terminer la lecture de cette partie de sa plaidoirie qu'il n'a pu finir dans la séance d'aujourd'hui.

M. le Chevalier Descamps, Conseil des Etats-Unis d'Amérique, qui, par suite de son absence à Bruxelles, n'a pu assister à la séance du 23 septembre, où il aurait du prendre la parole après M. Ralston, demande au Tribunal l'autorisation d'être encore admis à le faire lundi prochain.

Le Président déclare que le premier plaidoyer et la réponse doivent être

pire may not be selected by said date, then as soon as possible thereafter; and not later than October 15 1902, at which time and place and at such other times as the court may set (and at Brussels if the court should determine not to sit at the Hague) explanations and arguments shall be heard or presented as the court may determine, and the cause be submitted. The submission of all arguments, statements of facts, and documents shall be concluded within thirty days after the time provided for the meeting of the court for hearing (unless the court shall order an extension of not to exceed thirty days) and its decision and award announced within thirty days after such conclusion, and certified copies thereof delivered to the agents or counsel of the respective parties and forwarded

electo el árbitro superior, las audiencias comenzarán tan pronto como sea posible y no después del 15 de Octubre de 1902, en cuyo tiempo y lugar ó en otras fechas que el tribunal disponga (y en Bruselas, si el tribunal determinare no tener sus sesiones en la Haya) explicaciones y alegatos, que se presenten según lo determine el tribunal, y el caso le quedará sometido. Esta sumisión con todos los alegatos, relación de hechos y presentación de documentos estará concluida dentro de los treinta días siguientes al término señalado para las audiencias del tribunal (á no ser que éste acuerde una prórroga que no excederá de treinta días) y el laudo se pronunciará dentro de treinta días después de cerradas las audiencias. Copias certificadas del laudo se darán á los agentes ó abogados de las respectivas partes

considérés comme terminés, mais — qu'avec l'assentiment de la Partie défenderesse — le Tribunal, déférant à la demande du Chevalier Descamps, a décidé que pour la réplique et la duplique chaque Partie pourra désigner *deux* de ses Conseils pour prendre la parole au lieu d'un *seul*, ainsi qu'il avait été ordonné par le Tribunal et ainsi qu'il a été notifié au Parties le 15 septembre.

En conséquence, le Chevalier Descamps sera admis à prononcer son discours dans la prochaine réunion du Tribunal.

La séance est levée à 4 h. 1/2 et le Tribunal s'ajourne à lundi le 29 septembre à 10 heures du matin.

Ainsi fait à La Haye, le 27 septembre 1902.

*Le Président* : H. MATZEN.

*L'Agents des Etats-Unis d'Amérique* : JACKSON H. RALSTON.

*L'Agent des Etats-Unis Mexicains* : E. PARDO.

*Le Secrétaire-Général* : L. H. RUYSSENAERS.

---

#### PROTOCOLE VIII

#### *Séance du lundi 29 septembre 1902.*

Le Tribunal s'est réuni à 10 heures, tous les Arbitres étant présents.

L'Agent des Etats-Unis Mexicains, M. Pardo, continue la lecture de sa plaidoirie *écrite*, l'impression de ce document n'ayant pu être effectuée en temps utile pour être communiquée au Tribunal et à la Partie demanderesse, avant l'ouverture de la séance.

---

to the Secretary of State of the United States and the Mexican Ambassador at Washington, as well as filed with the Netherland Minister for Foreign Affairs.

#### X

Should the decision and award of the tribunal be against the Republic of Mexico, the findings shall state the amount and in what currency the same shall be payable, and shall be for such amount as under the contentions and evidence may be just. Such final award, if any, shall be paid to the Secretary of State of the United States of America within eight months from the date of its making.

#### XI

The agents and counsel for the

y se enviarán al Embajador de México en Washington y al Secretario de Estado de los Estados Unidos, así como al Ministro de Negocios Extranjeros de los Países Bajos para su archivo.

#### X

Si el laudo del tribunal fuere adverso á la República Mexicana, sus conclusiones expresaran la suma, la especie de moneda en que ha de ser pagada, y la suma será la que se considere justa conforme á lo probado y alegado. La suma, si alguna fuere definitivamente fallada será pagada al Secretario de Estado de los Estados Unidos de América dentro de ocho meses desde la fecha del laudo.

#### XI

Los agentes y abogados de las



A 11 h. 1/2, après que M. Pardo a terminé son plaidoyer, M. Ralston offre au Tribunal ainsi qu'à la Partie défenderesse un exemplaire *imprimé* de la déposition faite sous serment le 26 août 1902 par M. John T. Doyle devant le notaire Jas. T. O'Keefe de San Francisco.

M. Beernaert demande s'il s'agit dans l'espèce d'un *nouveau* document. Dans ce cas, il exprime le désir qu'il soit accordé à la Partie défenderesse le temps nécessaire pour examiner cette nouvelle pièce.

Le Secrétaire-Général fait observer qu'il ne s'agit nullement d'un nouveau document, mais simplement d'une pièce figurant déjà au dossier et dont la Partie défenderesse a pu prendre connaissance, puisqu'il a lui-même adressé le 15 septembre à Monsieur l'Agent des Etats-Unis Mexicains une lettre officielle lui faisant savoir que le dossier américain déposé au Greffe du Tribunal était, *sans exception aucune*, mis à sa disposition.

Le Chevalier Descamps, Conseil des Etats-Unis d'Amérique, prend la parole.

A midi moins un quart, le Chevalier Descamps demande à suspendre la séance et à continuer son discours à la reprise de la séance. Avant la suspension de la séance le Secrétaire-Général donne lecture de la lettre officielle susmentionnée, qu'il a adressée le 15 septembre à M. l'Agent des Etats-Unis Mexicains et dont voici la teneur :

« Monsieur, J'ai l'honneur de vous faire savoir que le dossier qui a été soumis par l'Agent des Etats-Unis d'Amérique au Tribunal d'Arbitrage, constitué en vertu du traité conclu à Washington le 22 mai 1902 entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis Mexicains, se trouve déposé au Greffe du dit Tribunal 71 Prinsegracht, où Votre Excellence, ou bien telle

respective parties may stipulate for the admission of any facts, and such stipulation, duly signed, shall be accepted as proof thereof.

## XII

Each of the parties hereto shall pay its own expenses, and one-half of the expenses of the arbitration, including the pay of the arbitrators ; but such costs shall not constitute any part of the judgment.

## XIII

Revision shall be permitted as provided in Article LV of The Hague Convention, demand for revision being made within eight days after announcement of the award. Proofs upon such demand shall be submitted within ten days after revision be allowed (revision

respectivas partes podrán convenir en la admisión de cualesquiera hechos, y tal convenio debidamente firmado será admitido como prueba de los mismo hechos.

## XII

Cada una de las partes contratantes pagará sus propios gastos y la mitad de los comunes del arbitraje, incluyendo la remuneración de los árbitros ; mas estas costas no constituirán parte de la suma fallada.

## XIII

Habrá lugar á revisión conforme á lo prevenido en el artículo 55 de la Convención de La Haya, si fuere promovida dentro de ocho días desde la notificación del laudo. Las pruebas admisibles en este recurso se presentarán dentro de diez días desde la fecha en que se

autre personne qu'elle désignera à cet effet, pourra en prendre connaissance.

« J'ajouterai que tous les documents, sans exception aucune, sont compris dans ce dossier et qu'ils peuvent être examinés demain le 16 septembre ainsi que les jours suivants de 2 à 5 heures.

« Veuillez », etc., etc.

A midi la séance est suspendue jusqu'à 2 h. 1/2.

A la reprise de la séance l'Agent des Etats-Unis Mexicains dépose sur la table du Tribunal, un exemplaire du tome XI du Recueil des lois Mexicains intitulé : « Legislacion Mexicana ó Coleccion completa de las disposiciones legislativas expedidas desde la independencia de la Republica ordenada por los licenciados Manuel Dublan y Jose Maria Lozano, Edicion oficial — 1879. —

Ensuite le Chevalier Descamps continue son argumentation jusqu'à 4 heures,

A ce moment, il se déclare trop fatigué pour continuer et demande à remettre la suite de sa plaidoirie à demain.

Le Tribunal s'ajourne à mardi le 30 septembre 9 h. 3/4 du matin.

Ainsi fait à La Haye, le 29 septembre 1902.

*Le Président*: H. MATZEN.

*L'Agent des Etats-Unis d'Amérique*: JACKSON A. RALSTON.

*L'Agent des Etats-Unis Mexicains*: E. PARDO.

*Le Secrétaire-Général*: L. A. RUYSSENAERS.

#### PROTOCOLE IX

#### *Séance du mardi 30 septembre 1902*

Le Tribunal se réunit à 9 h. 3/4 du matin, tous les Arbitres étant présents.

Le Président prononce quelques paroles pour recommander à MM. les

only being granted, if at all, within five days after demand therefor) and counterproofs within the following ten days, unless further time be granted by the Court. Arguments shall be submitted within ten days after the presentation of all proofs, and a judgment or award given within ten days thereafter. All provisions applicable to the original judgment or award shall apply as far as possible to the judgment or award on revision. *Provided* that all proceedings on revision shall be in the French language.

concediere (el cual solamente se otorgará, si así se acordare, dentro de cinco días después de su promoción) y las pruebas de la parte contraria dentro de los diez días siguientes á no ser que se conceda mayor plazo por el tribunal. Los alegatos se producirán dentro de diez días después de la presentación de todas las pruebas, y el fallo ó laudo se dará dentro de los diez días siguientes. Todas las disposiciones aplicables al fallo ó laudo recurrido se aplicarán en lo posible al fallo ó laudo de revisión; bien entendido que en los procedimientos de este recurso se empleará la lengua francesa.



Conseils de bien vouloir éviter, autant que possible, toute répétition qui ne serait pas absolument indispensable.

Ensuite le Chevalier Descamps, après avoir déposé sur la table du Tribunal, un exemplaire d'un dictionnaire franco-espagnol intitulé: « Nuevo diccionario frances-español y español-frances con la pronunciacion figurada en ambas lenguas arreglado con presencia de los materiales reunidos para esta obra por D. Vicente Salva y constros sacados de los diccionarios antiguos y modernos mas acreditados compuesto con mejor método, mas exacto correcto y completo que todos los publicados hasta el dia por D. J. B. Guim, duodecima edicion, Paris 1889 », continue son argumentation qu'il termine à 10 h. 1/2.

Le juge Penfield, Conseil des Etats-Unis d'Amérique, prend la parole et prononce un discours qu'il termine à 12 h. 35.

M. Beernaert, Conseil des Etats-Unis Mexicains, adresse au Tribunal une demande tendant à la remise de la séance à demain, afin de permettre aux Conseils de la Partie défenderesse, qui n'ont pu suivre qu'imparfaitement l'argumentation *anglaise* de M. le juge Pienfield, d'étudier à tête reposée le compte rendu sténographique de ce discours.

Il ajoute que M. Delacroix et lui-même s'appliqueront à présenter leurs observations aussi brièvement que possible, afin de regagner ainsi le temps perdu par la suspension de la séance qu'ils sollicitent et il ne met pas en doute qu'il leur sera possible de finir les discours de duplique dans la séance de demain.

Après s'être retiré pour en délibérer, le Tribunal décide ce que suit :

En vue de la promesse formelle de la part des Conseils du Mexique de finir leur duplique demain mercredi, le Tribunal s'ajourne à demain à 10 heures.

Ainsi fait à La Haye, le 30 septembre 1902.

*Le Président* : H. MATZEN.

*L'Agent des Etats-Unis d'Amérique* : JACKSON H. RALSTON.

*L'Agent des Elats-Unis du Mexique* : E. PARDO.

*Le Secrétaire-Général* : L. H. RUYSSENAERS.

#### XIV

The award ultimately given hereunder shall be final and conclusive as to the matters presented for consideration.

Done in duplicate of English and Spanish at Washington, this 22d day of May, A. D. 1902.

JOHN HAY.

M. DE AZPIROZ.

#### XIV

El laudo último dado conforme á este compromiso será definitivo y concluyente en todos los puntos propuestos á la consideración del tribunal.

Hecho por duplicado en inglés y en español en Washington hoy día 22 de Mayo, A. D. 1902.

(SEAL).

(SEAL).

## PROTOCOLE X

*Séance du mercredi 1 octobre 1902*

Le Tribunal se réunit à 10 heures du matin, tous les Arbitres étant présents.

M. Ralston demande à M. Pardo s'il est en mesure de lui fournir les renseignements qu'il lui a demandés par une lettre du 28 août 1902, au sujet des versements effectués par le Gouvernement Mexicain au clergé de Californie, de sommes d'argent provenant du Fonds Pieux.

L'Agent des Etats-Unis Mexicains se réserve d'y répondre cet après-midi.

M. Delacroix, Conseil des Etats-Unis Mexicains, commence son argumentation à 10 h. 1/4 et la termine à midi.

La séance est suspendue jusqu'à 2 h. 1/2.

A la reprise de la séance M. Ralston donne lecture des deux télégrammes du Gouvernement Américain donnant les dates et les chiffres des paiements qui ont été faits dans l'affaire Weil et La Abra et des derniers versements effectués par le Gouvernement Mexicain au clergé de Californie en conséquence de la décision de la commission mixte, et il remet ensuite au Tribunal les documents suivants :

- 1° Papal Bulls with relation to California bishoprics ;
- 2° Powers of attorney from the Bishops of Sacramento and Monterey to the Archbishop of San Francisco ;
- 3° Mexican call for discovery with supplemental affidavit of the Most Reverend Patrick William Riordan, Archbishop of San Francisco ;
- 4° Letter of the Mexican Legation at Rome to the Holy See, dated April 6, 1840, and affidavit of Most Reverend Patrick William Riordan, Archbishop of San Francisco ;
- 5° Map showing Indian reservations within the limits of the United States compiled under the direction of the Hon. W. A. Jones, Commissioner of Indian Affairs, 1901.

M. Pardo dit qu'il ne fait aucune objection contre le dépôt de ces pièces, qu'il suppose être destinées à éclairer le Tribunal, mais il n'en garantit nullement l'exactitude et il fait ses réserves à cet égard.

Il ajoute qu'il n'a pas encore reçu les informations demandées par M. Ralston dans sa lettre du 18 août dernier. Quant aux chiffres et dates données par M. Ralston, il n'est pas à même de prononcer faute de données sur ce point.

M. Beernaert commence son discours à 3 heures et le termine à 4 h. 1/4.

Le président prononce la clôture des débats et déclare que le Tribunal délibérera sur l'affaire en litige. La sentence sera lue dans une séance publique, à laquelle les Agents et Conseils des deux Parties seront dûment appelés.

A 4 h. 1/2 la séance est levée et le Tribunal s'ajourne sine die.

Ainsi fait à la Haye, le 1 octobre 1902.

*Le Président : H. MATZEN.*

*L'Agent des Etats-Unis d'Amérique : JACKSON H. RALSTON.*

*L'Agent des Etats-Unis Mexicains : E. PARDO.*

*Le Secrétaire-Général : L. H. RUYSSENAERS.*



## PROTOCOLE XI

*Séance du mardi 14 octobre 1902*

Le Tribunal s'est réuni à 4 heures de l'après-midi, à portes closes, tous les Arbitres étant présents.

Les cinq Arbitres ont signé la Sentence définitive du Tribunal en trois exemplaires, dont un sera remis à chacune des Parties, en exécutant des dispositions du Traité, et dont le troisième est destiné à être déposé dans les Archives du Bureau international de la Cour permanente d'Arbitrage.

À 5 heures, la séance à portes closes a pris fin et a été immédiatement suivie d'une séance publique.

Tous les Arbitres étaient présents, ainsi que les Agents des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et des Etats-Unis Mexicains.

Le Président donne la parole à M. Ruysenaers, Secrétaire-Général de la Cour Permanente d'Arbitrage pour lire la sentence arbitrale dont voici la teneur :

« Le Tribunal d'Arbitrage, constitué en vertu du Traité conclu à Washington, le 22 mai 1902, entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis Mexicains ;

» Attendu que, par un compromis, rédigé sous forme de *Protocole*, entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis Mexicains, signé à Washington le 22 mai 1902, il a été convenu et réglé que le différend, qui a surgi entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis Mexicains au sujet du « *Fonds Pieux des Californies* » dont les annuités étaient réclamées par les Etats-Unis d'Amérique, au profit de l'Archevêque de San Francisco et de l'Evêque de Monterey, au Gouvernement de la République Mexicaine, serait soumis à un Tribunal d'Arbitrage, constitué sur les bases de la *Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux*, signée à La Haye le 29 juillet 1899, qui serait composé de la manière suivante, savoir :

» Le Président des Etats-Unis d'Amérique désignerait deux Arbitres non-nationaux et le Président des Etats-Unis Mexicains également deux Arbitres non-nationaux. Ces quatre Arbitres devraient se réunir le 1<sup>er</sup> septembre 1902, à La Haye, afin de nommer le Surarbitre qui, en même temps, serait de droit le Président du Tribunal d'Arbitrage.

» Attendu que le Président des Etats-Unis d'Amérique a nommé comme Arbitres :

» Le très honorable Sir Edward Fry, Docteur en droit, autrefois siégeant à la Cour d'Appel, Membre du Conseil Privé de Sa Majesté Britannique, Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage et

» Son Excellence Monsieur de Martens, Docteur en Droit, Conseiller Privé, Membre du Conseil du Ministère Impérial des affaires Etrangères de Russie, Membre de l'Institut de France, Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage ;

» Attendu que le Président des Etats-Unis Mexicains a nommé comme Arbitres :

» Monsieur T. M. C. Asser, Docteur en Droit, Membre du Conseil d'Etat des Pays-Bas, ancien Professeur à l'Université d'Amsterdam, Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage et

» Monsieur le Jonkheer A. F. de Savornin Lohman, Docteur en Droit, ancien Ministre de l'Intérieur des Pays-Bas, ancien Professeur de l'Uni-

versité libre d'Amsterdam, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux, Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage ;

» Lesquels Arbitres, dans leur réunion du 1 septembre 1902, ont élu, conformément aux Articles XXXII—XXXIV de la Convention de La Haye du 29 Juillet 1899, comme Surarbitre, et Président de droit du Tribunal d'Arbitrage :

» Monsieur Henning Matzen, Docteur en Droit, Professeur à l'Université de Copenhague, Conseiller extraordinaire à la Cour Suprême, Président du Landsting, Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage.

» Et attendu qu'en vertu du Protocole de Washington du 22 mai 1902, les susnommés Arbitres, réunis en Tribunal d'Arbitrage, devraient décider.

» 1° Si la dite réclamation des Etats-Unis d'Amérique au profit de l'Archevêque de San Francisco et de l'Evêque de Monterey est régie par le principe de la *res judicata*, en vertu de la sentence arbitrale du 11 novembre 1875, prononcée par Sir Edward Thornton, en qualité de Surarbitre ;

» 2° Si *non*, si la dite réclamation est juste, avec pouvoir de rendre tel jugement qui leur semblera juste et équitable ;

» Attendu que les susnommés Arbitres, ayant examiné avec impartialité et soin tous les documents et actes, présentés au Tribunal d'Arbitrage par les Agents des Etats-Unis d'Amérique et des Etats-Unis Mexicains, et ayant entendu avec la plus grande attention des plaidoiries orales, présentées devant le Tribunal par les Agents et les Conseils des deux Parties en litige ;

» Considérant que le litige, soumis à la décision du Tribunal d'Arbitrage, consiste dans un conflit entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis Mexicains qui ne saurait être réglé que sur la base des traités internationaux et des principes du droit international ;

» Considérant que les Traités internationaux, conclus depuis l'année 1848 jusqu'au compromis du 22 mai 1902, entre les deux Puissances en litige, constatent le caractère éminemment international de ce conflit ;

» Considérant que toutes les parties d'un jugement ou d'un arrêt concernant les points débattus au litige s'éclairent et se complètent mutuellement et qu'elles servent toutes à préciser le sens et la portée du dispositif, à déterminer les points sur lesquels il y a chose jugée et qui, partant, ne peuvent être remis en question ;

» Considérant que cette règle ne s'applique pas seulement aux jugements des tribunaux institués par l'Etat, mais également aux sentences arbitrales, rendues dans les limites de la compétence fixées par le compromis ;

» Considérant que ce même principe doit, à plus forte raison, être appliqué aux arbitrages internationaux ;

» Considérant que la Convention du 4 juillet 1868, conclue entre les deux Etats en litige, avait accordé aux Commissions Mixtes, nommées par ces Etats, ainsi qu'au Surarbitre à désigner éventuellement, le droit de statuer sur leur propre compétence ;

» Considérant que dans le litige, soumis à la décision du Tribunal d'Arbitrage, en vertu du compromis du 22 mai 1902, il y a, non seulement identité des parties en litige, mais également identité de la matière, jugée par la sentence arbitrale de Sir Edward Thornton comme Surarbitre en 1875 et amendée par lui le 24 octobre 1876 ;



» Considérant que le Gouvernement des Etats-Unis Mexicains a consciencieusement exécuté la sentence arbitrale de 1875 et 1876, en payant les annuités adjugées par le Surarbitre ;

» Considérant que, depuis 1869, trente-trois annuités n'ont pas été payées par le Gouvernement des Etats-Unis Mexicains au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et que les règles de la prescription, étant exclusivement du domaine du droit civil, ne sauraient être appliquées au présent conflit entre les deux Etats en litige ;

» Considérant, en ce qui concerne la monnaie dans laquelle le paiement de la rente annuelle doit avoir lieu, que le dollar d'argent, ayant cours légal au Mexique, le paiement en or ne peut être exigé qu'en vertu d'une stipulation expresse ;

» Que, dans l'espèce, telle stipulation n'existant pas, la Partie défenderesse a le droit de se libérer en argent ;

» Que, par rapport à ce point, la sentence de Sir Edward Thornton n'a pas autrement force de chose jugée que pour les vingt et une annuités à l'égard desquelles le surarbitre a décidé que le paiement devait avoir lieu en dollars d'or Mexicains, puisque la question du mode de paiement ne concerne pas le fond du droit en litige mais seulement l'exécution de la sentence ;

» Considérant, que d'après l'Article X du Protocole de Washington du 22 mai 1902, le présent Tribunal d'Arbitrage aura à statuer, en cas de condamnation de la République du Mexique, dans quelle monnaie le paiement devra avoir lieu ;

» Par ces motifs le Tribunal d'Arbitrage décide et prononce à l'unanimité ce qui suit :

» 1° Que la dite réclamation des Etats-Unis d'Amérique au profit de l'Archevêque de San Francisco et de l'Evêque de Monterey est régie par le principe de la *res judicata*, en vertu de la sentence arbitrale de Sir Edward Thornton du 11 novembre 1875 amendée par lui le 24 octobre 1876 ;

» 2° Que, conformément à cette sentence arbitrale, le Gouvernement de la République des Etats-Unis Mexicains devra payer au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique la somme d'un million quatre cent vingt mille six cent quatre-vingt-deux Dollars du Mexique et soixante-sept cents (1.420.682 67/00 Dollars du Mexique) en monnaie ayant cours légal au Mexique, dans le délai fixé par l'Article X du Protocole de Washington du 22 mai 1902.

» Cette somme d'un million quatre cent vingt mille six cent quatre-vingt-deux Dollars et soixante-sept cents (1.420.682 67/00 Dollars) constituera le versement total des annuités échues et non payées par le Gouvernement de la République Mexicaine, savoir de la rente annuelle de quarante-trois mille cinquante Dollars du Mexique et quatre-vingt-dix-neuf cents (43.050 99/00 Dollars du Mexique), depuis le 2 février 1869 jusqu'au 2 février 1902 ;

» 3° Le Gouvernement de la République des Etats-Unis Mexicains paiera au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 2 février 1903, et chaque année suivante à cette même date du février, à perpétuité, la rente annuelle de quarante trois mille cinquante Dollars du Mexique et quatre-vingt-dix-neuf cents (43.050 99/00 Dollars du Mexique) en monnaie ayant cours légal au Mexique. »

Fait à la Haye, dans l'Hôtel de la Cour Permanente d'Arbitrage, en triple original, le 14 octobre 1901.

HENNING MATZEN.  
EDW. FRY.  
MARTENS.  
T. M. C. ASSER.  
A. F. DE SAVORNIN LOHMAN.

## AUSTRALIE

**Loi restreignant l'immigration en Australie et fixant la procédure d'expulsion des immigrants n'ayant pas droit d'entrée.**

(VOTÉE LE 23 DÉCEMBRE 1901)

TEXTE APPROUVÉ PAR LE ROI ET PAR LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DE LA  
CONFÉDÉRATION AUSTRALIENNE

ART. 1<sup>er</sup>. — La présente loi pourra être intitulée *Loi d'immigration de 1901*.

ART. 2. — Dans cette loi, sauf indication contraire du texte, *fonctionnaire* désignera fonctionnaire nommé conformément à la présente loi, ou fonctionnaire des douanes ; *le Ministre* désignera le Ministre des Affaires étrangères.

ART. 3. — L'immigration sur le territoire de la Confédération des personnes désignées dans les paragraphes ci-dessous du présent article (immigrants n'ayant pas droit d'entrée) est interdite ;

a). Toute personne qui, à la requête d'un fonctionnaire, ne pourra pas écrire et signer, en présence de celui-ci, une dictée de cinquante mots dans une des langues européennes, et qui aura été choisie par ce fonctionnaire ;

b). Toute personne qui, de l'avis du Ministre ou d'un fonctionnaire, risquerait de tomber à la charge du public ou d'une institution charitable.

c). Les fous et les idiots ;

d). Toute personne atteinte d'une maladie infectieuse, ou contagieuse, ou d'un caractère repoussant ou dangereux ;

e). Toute personne s'étant, au cours des trois années précédentes, rendue coupable d'un délit autre qu'un délit politique, et ayant été condamnée à un an de prison, ou plus, sans avoir été graciée ;

f). Toute prostituée ou personne vivant de la prostitution des autres ;

g). Toute personne liée par un contrat ou un marché pour accomplir un travail manuel sur le territoire de la Confédération (ce paragraphe ne s'applique pas aux ouvriers dispensés par le Ministre, pour certains métiers nécessaires en Australie, ni aux personnes liées par un contrat ou un marché et se proposant de servir à bord d'un vaisseau faisant le cabotage dans les eaux australiennes, si les conditions de l'engagement ne sont pas inférieures aux salaires en usage dans la Confédération).

Exception sera faite pour :

h). Toute personne munie d'un certificat de dispense valable au moment de l'immigration, rédigé selon la formule légale et signé par le



Ministre ou par un fonctionnaire nommé conformément à la présente loi ;

i). Tout individu faisant partie de l'armée régulière de terre et de mer ;

j). Le commandant et l'équipage d'un navire d'État de tout gouvernement étranger ;

k). Le commandant et l'équipage de tout autre vaisseau, débarquant pendant l'escale dans un port de la Confédération ;

Mais, au préalable, le commandant du vaisseau devra, s'il en est requis par un fonctionnaire, avant de lever l'ancre et de quitter le port, passer en revue l'équipage en présence d'un fonctionnaire ; s'il advient qu'une personne faisant, d'après les papiers de bord, partie de l'équipage, à l'arrivée du vaisseau dans le port, et étant, d'après l'opinion du fonctionnaire, un immigrant n'ayant pas droit d'entrée (réserve faite des exceptions formulées au présent paragraphe), ne répond pas à l'appel, cette personne ne pourra exciper du présent paragraphe, et, jusqu'à preuve du contraire, elle sera tenue pour un immigrant illégal pénétrant dans la Confédération en violation de la présente loi ;

l). Toute personne dûment accréditée auprès du Gouvernement de la Confédération par le Gouvernement anglais ou tout autre gouvernement, ou envoyée par un gouvernement en mission spéciale.

m). Une femme accompagnant son mari, si ce dernier n'est pas un immigrant n'ayant pas droit d'entrée, et les enfants de moins de 18 ans environ accompagnant leur père et mère, si le père ou la mère ne sont pas des immigrants n'ayant pas droit d'entrée. Les exceptions fixées par le présent paragraphe ne seront point applicables si elles sont suspendues par voie de décret. Ladite suspension peut être d'une application générale ou limitée à certains cas ou catégories de cas ;

n). Toute personne justifiant devant les autorités qu'elle a déjà été domiciliée dans la Confédération ou dans une colonie devenue un Etat.

Art. 4. — Les certificats de dispense porteront mention de la période de temps pour laquelle ils sont valables et pourront, en tout temps, être annulés par une pièce revêtue de la signature du Ministre. A l'expiration de la valabilité de ce certificat, ou au moment où il sera annulé, la personne y désignée sera, si elle se trouve sur le territoire de la Confédération, déclarée immigrante, n'ayant pas droit d'entrée, et en contravention avec la présente loi.

Au cas où une personne pénétrerait par bateau dans la Confédération dans les conditions prévues par le présent article, aucune pénalité ne sera infligée au commandant, affréteur ou propriétaire dudit bateau.

Art. 5. — § 1. Tout immigrant trompant la surveillance des fonctionnaires ou pénétrant dans la Confédération à un endroit où ne se trouve aucun poste de fonctionnaire, sera, s'il est rencontré sur le territoire de la Confédération, requis de satisfaire aux formalités de l'article 3, paragraphe a ; à défaut de quoi, il sera déclaré immigrant n'ayant pas droit d'entrée, en contravention avec la présente loi.

§ 2. Tout immigrant pourra, dans un délai d'un an après son arrivée dans la Confédération, être requis de satisfaire aux formalités de l'article 3, § a, sinon il sera déclaré immigrant n'ayant pas droit d'entrée, en contravention avec la présente loi.

Art. 6. — Tout immigrant n'ayant pas droit d'entrée au sens du paragraphe a seulement, de l'article 3, pourra, si les autorités le jugent pos-

sible, pénétrer dans la Confédération ou y séjourner aux conditions suivantes :

a). Il devra, en pénétrant dans la Confédération, ou en refusant de satisfaire aux formalités de ce paragraphe, déposer entre les mains d'un fonctionnaire, la somme de 100 livres sterling ;

b). Dans les trente jours qui suivront le dépôt de cette somme, il recevra du Ministre un certificat de dispense dans la forme fixée par le modèle ci-joint ou devra quitter la Confédération, sur quoi son dépôt lui sera restitué.

Dans le cas contraire, ce dépôt sera en totalité ou en partie saisi, et l'immigrant sera déclaré immigrant n'ayant pas droit d'entrée et en contravention avec la présente loi.

Au cas où une personne pénétrerait par bateau dans la Confédération comme il est dit dans le présent article, aucune pénalité ne sera appliquée au commandant, propriétaire ou affrèteur du bateau.

Art. 7. — Tout immigrant illégal, pénétrant ou rencontré dans la Confédération et ayant tourné ou violé la loi, sera déclaré en contravention avec ladite loi et passible, sur procédure sommaire, d'un emprisonnement de six mois au plus.

Concurremment à cette peine, ou en remplacement de celle-ci, l'immigrant pourra être expulsé de la Confédération sur ordre du Ministre.

L'immigrant condamné à la prison sera relaxé immédiatement et expulsé s'il trouve deux répondants se portant caution pour la somme de 50 livres chacun, de son départ de la Confédération dans le délai d'un mois.

Art. 8. — Tout individu qui n'est pas sujet anglais de naissance ou par naturalisation conforme aux lois du Royaume-Uni, de la Confédération ou d'un des Etats qui la composent, et qui sera coupable d'un crime ou d'une violence contre une personne, sera, à l'expiration de la peine d'emprisonnement prononcée contre lui, requis d'écrire et de signer, en présence d'un fonctionnaire, une dictée de 50 mots, choisie par celui-ci, dans une langue européenne, et, en cas d'incapacité, il sera déclaré immigrant n'ayant pas droit d'entrée et sera expulsé de la Confédération par ordre du Ministre.

Art. 9. — Le commandant, propriétaire ou affrèteur d'un vaisseau d'où un immigrant n'ayant pas droit d'entrée aura pénétré dans la Confédération en violation de la présente loi, seront personnellement et solidairement responsables, et passibles d'une amende de 100 livres au plus pour tout immigrant pénétrant ainsi dans la Confédération.

S'il s'agit d'un immigrant de race ou d'origine européenne, aucune pénalité ne sera appliquée au commandant, propriétaire ou affrèteur du vaisseau s'il peut prouver, devant le tribunal, qu'il ignorait le débarquement illégal de l'immigrant et avait pris toutes les précautions nécessaires pour l'empêcher.

Art. 10. — 1° Le Ministre ou un receveur des douanes, revêtu par lui de pouvoirs suffisants, pourra, par une pièce signée de lui, autoriser un fonctionnaire à mettre l'embargo sur un vaisseau d'où un immigrant n'ayant pas droit d'entrée aura, de l'avis du fonctionnaire, pénétré dans la Confédération en violation de la présente loi. Le vaisseau pourra être retenu soit à l'endroit où il se trouvera, soit à tout endroit où le Ministre ou receveur ordonnera son transfert. Le Ministre ou le receveur devront



donner avis au propriétaire ou agent responsable de l'embargo mis sur leur vaisseau ;

2° Dans le cas d'embargo ou autre mesure légale prise à l'égard d'un vaisseau, le fonctionnaire autorisé à instrumenter pourra obtenir aide et assistance dans la mesure spécifiée par les lois douanières en cas de saisie de vaisseaux ou de marchandises ;

3° L'embargo ne comportera que la surveillance du navire et sera levé si le commandant, propriétaire ou affréteur du bateau fournit deux cautions jugées suffisantes par le Ministre ou le receveur et garantissant le paiement des amendes qui pourront être prononcées en vertu de la présente loi pour contravention ou défaut ;

4° En cas de défaut de paiement d'une amende de ce genre, le fonctionnaire préposé saisira le vaisseau ; la procédure de confiscation et de poursuites sera la même que dans le cas de violation par un vaisseau des lois douanières, et le vaisseau sera vendu ;

5° Le produit de la vente sera employé à couvrir d'abord l'amende et les frais de justice et d'encan, et l'excédent sera versé aux propriétaires ou agents légalement responsables du vaisseau avant la condamnation et la vente.

Art. 11. — Tout contrat ou marché conclu avec des individus n'appartenant pas à la Confédération, dans le but de faire exécuter un travail manuel à l'intérieur de la Confédération, ce qui, en vertu de l'article 3, § 9, ferait de ces individus des immigrants n'ayant pas droit d'entrée, restera nul et sans effet.

Art. 12. — 1° Quiconque assistera volontairement, de quelque façon que ce soit, une autre personne dans la violation ou dans la tentative de violation de stipulations de la présente loi, ou aura conclu ou autorisé un contrat ou marché dont l'exécution constituerait une violation de la présente loi, sera déclaré en contravention avec cette loi ;

2° Quiconque aura conclu ou autorisé un contrat ou marché de ce genre sera responsable vis-à-vis de la Confédération, de toutes les dépenses occasionnées par ledit contrat ou marché, relativement à un immigrant n'ayant pas droit d'entrée.

Art. 13. — Quiconque aura servi d'intermédiaire volontaire pour faire entrer ou tenter de faire entrer un idiot ou un fou dans la Confédération, en violation de la présente loi, sera, sans préjudice des autres pénalités édictables, responsable vis-à-vis de la Confédération, de toutes les dépenses occasionnées par la mise en surveillance de cet idiot ou fou pendant son séjour sur le territoire de la Confédération.

Art. 14. — Tout fonctionnaire de la police d'un des Etats pourra, en requérant l'assistance nécessaire, empêcher un immigrant n'ayant pas droit d'entrée, ou tout individu raisonnablement suspect de l'être, de pénétrer sur le territoire de la Confédération, et pourra prendre toutes mesures légales assurant l'application de la loi.

Art. 15. — Le Gouverneur général désignera les fonctionnaires chargés de faire appliquer toute loi relative au service public et fixera la limite de leurs attributions.

Art. 16. — 1° Le Gouverneur général fixera le règlement d'application de la présente loi permettant aux fonctionnaires de déterminer la qualité d'immigrant n'ayant pas droit d'entrée ;

2° Ce règlement sera publié dans la *Gazette* et recevra dès lors force de loi ;

3° Ce règlement sera présenté à l'approbation des deux Chambres du Parlement dans les trente jours qui suivront sa rédaction définitive, si le Parlement est en session, et, sinon, dans les trente jours qui suivront l'ouverture de la session suivante.

Art. 17. — Le Ministre exigera chaque année un rapport qui sera présenté aux Chambres, et indiquera le nombre de personnes non admises sur le territoire de la Confédération comme étant des immigrants n'ayant pas droit d'entrée, leur nationalité, leur lieu d'origine, et les raisons justifiant le refus d'admission. Ce rapport indiquera en outre le nombre des personnes ayant subi l'examen prescrit par l'article 3, § a, leur nationalité et leur lieu d'origine ; enfin le nombre des personnes admises dans la Confédération sans examen, leur nationalité et lieu d'origine.

Art. 18. — Sauf pénalité plus forte expressément indiquée, quiconque se mettra en contravention avec la présente loi sera passible d'une amende de 50 livres au plus et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois au plus avec ou sans travaux pénitenciers.

Art. 19. — La présente loi ne s'applique pas à l'immigration des ouvriers des îles de l'Océan Pacifique, régie par les lois de 1880 et 1892 de l'Etat de Queensland sur les ouvriers des îles de l'Océan Pacifique.

#### ANNEXE

### MODÈLE DE DISPENSE

#### *Confédération Australienne*

#### LOI DE 1901 SUR L'IMMIGRATION

Je certifie par la présente que..... âgé de..... (*indiquer le genre de commerce ou de profession ou autre qualité*) est dispensé pour une période de..... à partir de la date ci-indiquée, de satisfaire aux stipulations de la loi sur l'immigration de 1901.

Le..... 190..

*Le ministre des affaires étrangères  
ou son délégué.*

### RÈGLEMENT DU 31 DÉCEMBRE 1901

#### *Département des affaires étrangères*

#### LOI DE 1901 SUR L'IMMIGRATION

Son Excellence le Gouverneur général a approuvé la rédaction du règlement ci-dessous, conforme aux stipulations de l'article 16 de la loi de 1901 sur l'immigration. Ce règlement entrera en vigueur à partir de la présente date.

Edmond BARTON,  
*Président du Conseil.*



## RÈGLEMENT

## DÉFINITIONS

Art. 1<sup>er</sup>. — Dans le présent règlement, les mots *la loi* désignent la loi de 1901 sur l'immigration.

## DROITS ET DEVOIRS DES FONCTIONNAIRES

Art. 2. — Sauf les exceptions consignées à l'article 6 de la loi, aucun fonctionnaire ne pourra autoriser l'entrée dans la Confédération d'un immigrant n'ayant pas droit d'entrée.

Art. 3. — Un fonctionnaire pourra, en vue de procéder à l'examen médical, retenir pour une période ne dépassant pas vingt-quatre heures, en tel lieu et sous telle surveillance qu'il choisira, toute personne raisonnablement suspecte d'être un immigrant n'ayant pas droit d'entrée, au sens de l'article 3 § c ou d de la loi.

Art. 4. — Tout fonctionnaire pourra, à tout moment, monter sur un vaisseau et visiter les cales, sauf si ce vaisseau est un navire d'Etat d'un gouvernement étranger, et pourra faire ou ordonner des recherches dans toutes les parties du vaisseau pour savoir s'il se trouve à bord un immigrant n'ayant pas droit d'entrée.

Art. 5. — Quiconque sollicitera la dispense des formalités légales comme étant :

a. Propriétaire d'un certificat de dispense, ou

b. Dûment accrédité auprès du Gouvernement australien, par le Gouvernement anglais ou tout autre gouvernement, ou envoyé par un gouvernement en mission spéciale, devra, à toute réquisition, produire son certificat ou ses lettres de créance.

Art. 6. — Toute personne domiciliée dans la Confédération et quittant le pays temporairement, et désirant, à son retour, être dispensée des formalités légales, en vertu de l'article 3, § n, devra demander au receveur de douanes du port de départ un certificat de domicile.

Le receveur, après examen des pièces établissant le domicile et après avoir obtenu tous les renseignements nécessaires permettant de déterminer l'identité du postulant, lui délivrera un certificat conforme au modèle ci-joint.

A son retour dans la Confédération, le propriétaire du certificat devra remettre cette pièce à un fonctionnaire du port de débarquement.

Et après avoir justifié de son identité, il ne pourra pas être considéré comme un immigrant n'ayant pas droit d'entrée.

## DÉLITS

Art. 7. — Toute personne devra répondre aux questions qui lui sont posées par les fonctionnaires compétents et qui, de l'opinion de ces derniers, sont nécessaires pour déterminer si ladite personne est ou n'est pas un immigrant n'ayant pas droit d'entrée.

Art. 8. — Quiconque refusera de répondre aux questions légalement posées par un fonctionnaire, ou fera sciemment une fausse déclaration, soit en répondant aux questions, soit en sollicitant un certificat conforme à la présente loi et au présent règlement, ou au sujet de ce certificat, sera déclaré en contravention avec le règlement.

Art. 9. — Quiconque, dans le but de tourner ou de violer la loi et les règlements, ou sans excuse ni raison valables, prête ou délivre à d'autres tout certificat ou toutes lettres de créance prévus par la loi et le règlement, sera déclaré en contravention avec le règlement.

Art. 10. — Toute personne qui, dans le but de tourner ou de violer la loi et le règlement, aura en sa possession, sans raison ni excuse valables,

*a.* Un certificat de dispense ou de domicile ne lui appartenant pas ; ou

*b.* Un certificat ou des lettres de créance prévus par la loi et le règlement, et ne lui appartenant pas ; ou

*c.* Un certificat ou des lettres de créance faux ou falsifiés, sera déclaré en contravention avec le règlement.

#### DROITS DES COMMANDANTS DE NAVIRES

Art. 11. — Le commandant de tout navire autre qu'un navire d'État d'un gouvernement étranger, arrivant dans un port de la Confédération, et venant d'un port non australien, et transportant des passagers à destination de ce port, devra, avant d'entrer en douane, remettre au fonctionnaire préposé la liste de ses passagers, en indiquant, autant qu'il pourra les connaître, leurs noms, nationalité, lieu d'embarquement, métier et profession.

Art. 12. — Le commandant de tout navire autre qu'un navire d'État d'un gouvernement étranger, arrivant dans un port australien d'un port non australien, devra, à toute réquisition, remettre au fonctionnaire compétent une liste portant les noms et nationalité des marins de l'équipage, ainsi que les papiers du bord.

Art. 13. — Le commandant de tout navire autre qu'un navire État d'un gouvernement étranger, arrivant dans un port australien, d'un port non australien, et ayant dans son équipage des individus de race ou de descendance non européenne, devra, dès son arrivée, et avant d'entrer en douane, présenter au visa du fonctionnaire compétent une liste portant les noms et nationalités de ces individus.

Art. 14. — Tout commandant de vaisseau devra accorder toutes facilités aux fonctionnaires préposés pour l'accomplissement de leur fonctions et devra répondre à toutes les questions posées par ces fonctionnaires, et nécessaires, de l'avis desdits fonctionnaires, pour déterminer si telle ou telle personne est un immigrant n'ayant pas droit d'entrée. Nul ne pourra arrêter ou gêner un fonctionnaire procédant à l'application de la loi et du règlement.

Art. 15. — Les répondants mentionnés à l'article 7 de la loi devront être agréés par le Ministre ou le receveur général des douanes. Les répondants contracteront un engagement qui sera annulé si l'immigrant quitte l'Australie dans un délai d'un mois.

NOTA. — Quiconque sera prévenu de contravention au règlement sera, en vertu de l'article 18 de la loi, passible, sur procédure sommaire, d'une amende de 50 livres au plus, et à défaut de paiement, d'un emprisonnement, avec ou sans travail pénitentiaire, d'une durée de trois mois au plus.

---



## ANNEXE

*Confédération australienne*

## LOI DE 1901 SUR L'IMMIGRATION

## CERTIFICAT DE DOMICILE

Je soussigné....., receveur des douanes du port de..... dans la Confédération australienne, certifie par la présente que..... dont le signalement suit, a justifié devant moi qu'il est domicilié dans la Confédération et qu'il quitte temporairement la Confédération.

*Signalement* .....

Signé : X.....

*Receveur des douanes.*

Le..... 1902.

NOTA. — Le certificat ci-dessus devra être rendu par l'impétrant. En cas de remise de ce certificat sans raison ni excuse valable à une autre personne, les deux parties seront déclarées en contravention avec la loi et le règlement, et passibles, sur procédure sommaire, d'une amende de 50 livres au plus, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement, avec ou sans travail pénitentiaire, d'une durée de six mois au plus.

## COLONIES ANGLAISES D'AFRIQUE

## CAP DE BONNE-ESPÉRANCE

**Loi établissant des restrictions à l'immigration et des mesures pour renvoyer de la colonie, les immigrants interdits.**

Le Gouverneur du Cap de Bonne-Espérance, sur avis et consentement du Conseil législatif et de la Chambre (*House of Assembly*), décide ce qui suit :

I<sup>re</sup> PARTIE

ART. 1<sup>er</sup>. — Est abrogé tout ce qui, dans une loi quelconque, est contraire à ou incompatible avec les dispositions de la présente loi.

ART. 2. — Dans l'interprétation de la présente loi, les expressions ci-dessous désignées auront, à moins que l'intention contraire ne soit manifeste, les significations respectives qui leur sont ci-dessous attribuées, savoir :

« Navire » comprendra tout navire, vaisseau, bateau ou objet de ce genre, employé pour la navigation.

« Chef » (*master*) comprendra toute personne autre que le pilote ayant la charge ou le commandement d'un navire.

« Immigrant interdit » signifiera et comprendra les personnes suivantes :

a. Toute personne qui, sur la demande d'un fonctionnaire dûment autorisé, se trouva incapable, par défaut d'éducation, d'écrire elle-même et de signer en caractères d'une langue européenne, une demandé à la satisfaction du ministre.

b. Toute personne ne se trouvant pas en possession de moyens de subsistance visibles, et vraisemblablement destinée à devenir une charge publique.

c. Toute personne qui aura été convaincue d'une des fautes ci-dessous désignées, savoir : meurtre, rapt, vol, fraude, faux témoignage, faux, et que le ministre jugera « non souhaitable » en raison des circonstances se rattachant à cette faute.

d. Toute personne démente (*lunatic*) au sens défini dans la seconde section du *Lunacy Act* de 1897.

e. Toute personne, homme ou femme, vivant de la prostitution ou participant sciemment aux profits de la prostitution.

f. Toute personne que le ministre jugera « non souhaitable » en raison d'informations officielles reçues, par le ministre, d'un secrétaire d'Etat ou d'un ministre colonial, ou reçues par la voie diplomatique, d'un ministre d'un pays étranger.

ART. 3. — La présente loi ne s'appliquera pas :

a. Aux membres des troupes navales et militaires de Sa Majesté.

b. Aux officiers et à l'équipage de tout navire public d'un Etat étranger.

c. Aux personnes dûment accréditées dans la colonie par Sa Majesté, ou au nom de Sa Majesté, ou au nom du gouvernement d'un Etat étranger ; aux femmes, familles et serviteurs de ces personnes.

d. Aux personnes ayant servi dans les troupes volontaires de Sa Majesté dans l'Afrique du Sud et ayant reçu de bons congés.

e. A la femme et aux enfants de toute personne autorisée à immigrer dans la colonie d'après les dispositions de la présente loi.

f. Aux personnes domiciliées dans l'Afrique du Sud.

g. Aux personnes originaires d'Europe ayant la qualité de serviteurs agricoles ou de domestiques, d'artisans qualifiés (*skilled artisans*), de mécaniciens, d'ouvriers ou de mineurs, et qui se trouveront en état de produire un certificat signé de l'agent général de la colonie en Angleterre, ou d'un fonctionnaire institué par le Gouverneur en Angleterre ou ailleurs pour fournir des certificats répondant aux dispositions de la présente loi : le certificat devra déclarer que la personne y désignée a été engagée pour servir, immédiatement à son arrivée dans la colonie, un employeur connu dans la colonie, à un prix convenable et pour une durée suffisante.

## 2<sup>e</sup> PARTIE

ART. 4. — D'après les dispositions de la présente loi, un « immigrant interdit » n'aura pas le droit d'immigrer dans la colonie, ni par terre ni par mer.

ART. 5. — On n'aura pas le droit d'aider ou d'assister une personne immigrant dans la colonie en contravention aux dispositions de la présente loi.

ART. 6. — Le chef d'un navire quelconque n'aura pas le droit de laisser sciemment une personne immigrant dans la colonie en contravention aux dispositions de la présente loi débarquer ou se faire débarquer de son navire à terre directement ou indirectement.

ART. 7. — Le Gouverneur aura le droit d'établir par proclamation, pour un temps limité, des règlements destinés à empêcher toute immi-



gration dans la colonie accomplie contrairement aux dispositions de la présente loi et en violation de ces dispositions, il aura le droit d'instituer des fonctionnaires, dans les limites de la colonie et à l'extérieur, pour appliquer ces règlements, pour faire sortir des limites du territoire de la colonie toutes les personnes auxquelles l'immigration et le séjour à l'intérieur sont interdits conformément aux et en vertu des dispositions de la présente loi, pour veiller à la garde, à la surveillance et au logement momentanés de ces personnes jusqu'à ce qu'elles quittent la colonie comme il est dit plus haut ; pour veiller à l'introduction, à la réception, au logement, à la subsistance, à l'enregistrement, à la répartition, aux engagements contractuels des personnes immigrant dans des conditions licites ou appartenant à une catégorie exceptée de la présente loi ; et en général, pour exécuter la présente loi dans ses dispositions et dans son esprit.

Art. 8. — Toute personne immigrant dans la colonie en violation des dispositions de la présente loi pourra à tout moment, être expulsée des frontières de la colonie, et être maintenue sous garde jusqu'à son expulsion, de la manière qui aura été prescrite par règlement.

Art. 9. — Toute personne qui aidera ou assistera une autre personne dans un acte violent des dispositions de la présente loi sera passible, pour chaque infraction, d'une amende de £ 50, ou, au lieu de cette amende, de trois mois d'emprisonnement avec ou sans *hard labour*.

Art. 10. — Le chef de navire qui débarquera ou autorisera à débarquer de son navire, directement ou indirectement, un immigrant contrevenant de ce fait à des dispositions de la présente loi, et les propriétaires du navire dont un immigrant de ce genre débarquera dans ces conditions, seront solidairement et séparément passibles d'une amende de £ 100, et en outre d'une amende de £ 20 autant de fois répétées qu'il aura été débarqué d'immigrants de ce genre, les cinq premiers non compris. Le congé pourra être refusé au navire jusqu'à ce que l'amende ait été payée ; et faute de paiement par le chef ou les propriétaires, ou pour leur compte, le navire pourra, par ordre de la Cour suprême, être saisi et déclaré exécutable en vertu des actes judiciaires accomplis pour le recouvrement de l'amende ; au lieu d'accorder l'ordre de saisie, la Cour aura pouvoir d'accepter les garanties de paiement de l'amende qui lui paraîtront convenables.

Art. 11. — Toute personne qui fera volontairement une déclaration fausse en vue d'obtenir un certificat ou une apostille pour satisfaire à la présente loi sera passible, le fait étant prouvé, outre l'expulsion de la colonie, d'une amende ne dépassant pas £ 50, ou d'un emprisonnement ne pouvant être remplacé par une amende, avec ou sans *hard labour*, et d'une durée de six mois au maximum.

Art. 12. — Toute personne qui formera en qualité d'employeur, avec des personnes se trouvant à ce moment à l'extérieur des frontières de la colonie, des contrats leur promettant du service ou de l'emploi, dans le but de tourner les dispositions de la présente loi, ou tout en se trouvant à ce moment hors d'état de remplir sa part du contrat, ou qui se trouvera incapable de remplir ses engagements sans avoir eu, au moment où il les prenait, de raisons satisfaisantes de croire qu'il pourrait les remplir, sera passible, les faits étant prouvés, pour chaque faute, d'une condamnation à un emprisonnement de six mois au maximum, ou d'une amende de

£ 100 au maximum, pouvant être remplacée par un emprisonnement de six mois au maximum, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.

Art. 13. — Le gouverneur aura le droit de prescrire des peines pour les contraventions aux règlements édictés par lui en exécution de la présente loi ; toutefois la peine correspondant à une contravention unique ne pourra dépasser £ 100 d'amende, ou, faute du paiement de cette amende, douze mois d'emprisonnement avec ou sans *hard labour*, ou douze mois d'emprisonnement avec ou sans *hard labour*, sans droit d'opter pour une amende.

Art. 14. — La présente loi sera citée sous le nom suivant : « The Immigration Act, 1902 ».

---

## ÉTATS-UNIS

14 FÉVRIER 1902

### Loi portant interdiction de la vente des armes à feu, de l'opium et des liqueurs alcooliques dans certaines îles du Pacifique.

Art. 1<sup>er</sup>. — Il a été décidé par le Sénat et la Chambre des députés des Etats-Unis d'Amérique, réunis en Congrès, que toute personne soumise à l'autorité des Etats-Unis qui donnera, vendra ou fournira, de quelque manière que ce soit, des armes, des munitions, des substances explosibles, des liqueurs alcooliques, de l'opium, aux indigènes des îles du Pacifique situés entre le 20° parallèle latitude Nord et le 14° parallèle latitude Sud, le 120° méridien de longitude Ouest et le 120° méridien de longitude Est de Greenwich, qui ne se trouvent pas dans la possession ou sous la protection d'une puissance civilisée, sera passible d'un emprisonnement qui ne dépassera pas trois mois, avec ou sans travaux forcés, ou d'une amende qui ne dépassera pas cinquante dollars, ou de tous les deux.

En plus de cette peine, tous les articles de l'espèce de ceux pour lesquels l'infraction aura été commise, trouvés en la possession du délinquant, pourront être déclarés de bonne prise.

Art. 2. — S'il appert au tribunal que l'opium, le vin ou les liqueurs susvisés ont été donnés de bonne foi en qualité de médicaments, il lui sera loisible de rejeter l'accusation.

Art. 3. — Toutes les infractions contre cette décision commises dans l'une des îles susdites ou dans les eaux, roches et jetées adjacentes, seront considérées comme commises en haute mer, ou à bord d'un bâtiment marchand ou d'un navire appartenant aux Etats-Unis, et la juridiction en reviendra aux Cours des Etats-Unis.

Approuvé le 14 février 1902.

---



## BELGIQUE

**Loi déterminant le régime douanier applicable dans certains cas spéciaux** (*Monit.* du 31 mai 1902).

19 MAI 1902 (1)

Léopold II, etc. Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le gouvernement est autorisé à appliquer provisoirement, aux pays étrangers qui se trouveraient momentanément sans traité avec la Belgique, le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de navigation ou de douane, pour autant que la Belgique jouisse, sous ces mêmes rapports, dans les dits pays, du régime de la nation la plus favorisée.

Art. 2. — Les marchandises provenant des pays qui se trouveront sans arrangement commercial avec la Belgique et ne lui appliqueront pas le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de navigation et de douane, seront soumises aux droits fixés par le tarif des douanes augmentés de 50 o/o. Celles de ces marchandises qui ne seraient pas imposées par le dit tarif payeront 15 o/o de leur valeur ou seront soumises à un droit spécifique équivalent sur la base de leur valeur moyenne.

Un arrêté royal déterminera les matières brutes ou mi-fabriquées, nécessaires à l'industrie, ainsi que les produits nécessaires à l'alimentation, qui seront exclus des dispositions de l'alinéa précédent.

Art. 3. — Le gouvernement est autorisé à établir, à l'importation des marchandises qui jouiraient, dans leur pays de provenance ou d'origine, d'une prime directe ou indirecte à l'exportation, un droit compensateur égal à cette prime.

Art. 4. — Les mesures prises en vertu de la présente loi seront soumises immédiatement aux Chambres, si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session.

Art. 5. — Sont abrogés :

1° L'article 2 de la loi du 19 juin 1856, portant revision des lois relatives au régime commercial ;

2° La loi du 30 janvier 1892, autorisant le gouvernement à accorder le régime de la nation la plus favorisée aux pays avec lesquels la Belgique est momentanément sans traité ;

3° Les deux derniers alinéas de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1895.

Promulguons, etc.

(Contresignée par le ministre des finances et des travaux publics, M. P. DE SMET DE NAEYER, et le ministre des affaires étrangères, M. P. DE FAVEREAU).

(1) Session de 1901-1902. Chambre des représentants. *Documents parlementaires* : Exposé des motifs et texte du projet de loi n° 124. Séance du 17 avril 1902. — Rapport n° 145. Séance du 30 avril 1902. — *Annales parlementaires* : Discussion et adoption. Séance du 5 mai 1902, p. 1381 et 1382.

Sénat. *Documents parlementaires* : Projet de loi, n° 59. Rapport, n° 77. Réunion du 7 mai 1902. — *Annales parlementaires* : Discussion et adoption. Séance du 9 mai 1902, p. 310 et 311.

**Arrêté royal. — Application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 mai 1902 (Monit. du 31 mai 1902).**

19 MAI 1902

Léopold II, etc. Vu l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 mai 1902 qui autorise le gouvernement à appliquer provisoirement, aux pays étrangers qui se trouveraient momentanément sans traité avec la Belgique, le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de navigation ou de douane, pour autant que la Belgique jouisse sous ces mêmes rapports, dans les dits pays, du régime de la nation la plus favorisée ;

Sur la proposition de notre ministre des finances et des travaux publics et notre ministre des affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le régime de la nation la plus favorisée, en matière de commerce, de navigation et de douane, est appliqué provisoirement aux pays qui se trouvent momentanément sans traité avec la Belgique et qui lui assurent sous les mêmes rapports le traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 2. — Notre arrêté du 30 janvier 1892 est rapporté.

Art. 3. — Notre ministre des finances et des travaux publics (M. P. DE SMET DE NAEYER) est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Circulaire ministérielle. — Mariage de Belges sur le territoire de l'empire d'Allemagne. — Certificat de non-empêchement, à délivrer par les officiers de l'état-civil de Belgique. — Accord diplomatique.**

9 JANVIER 1901

*A MM. les gouverneurs de provinces,*

L'article 2 de l'arrangement germano-belge du 8 octobre 1875 (*Moniteur belge* du 26 octobre 1875, page 3019), exige des futurs conjoints, dans le cas prévu à l'article 1<sup>er</sup>, « la production d'un certificat de l'autorité compétente de leur patrie, constatant que, d'après les lois civiles de leur pays, il n'y a pas, à sa connaissance, d'empêchement à la célébration du mariage ».

Cette stipulation est conforme aux dispositions en vigueur en Allemagne sur le mariage.

Afin de rendre précise et uniforme la teneur des attestations que MM. les officiers de l'état-civil du royaume sont appelés à délivrer aux sujets belges qui se disposent à contracter mariage sur le territoire de l'empire germanique, le gouvernement de Sa Majesté le roi s'est mis d'accord avec celui de Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, sur le texte d'un modèle de certificat dont les termes sont reproduits dans la pièce ci-jointe et dont il y a lieu, pour votre office, de prescrire l'emploi, par la voie du *Mémorial administratif*, à toutes les administrations communales de votre province.

Il est entendu entre les deux gouvernements que la remise de ces certificats ne préjuge en rien la décision des tribunaux, mais il est stipulé que



les fonctionnaires belges de l'état-civil, chargés de dresser ces documents, se seront au préalable entourés, selon les circonstances, de renseignements très exacts, dans le lieu d'origine des futurs conjoints.

J'ai l'honneur de vous prier, Monsieur le gouverneur, de vouloir bien me faire parvenir un numéro du *Mémorial administratif* qui contiendra les instructions ci-dessus.

*Le ministre de la justice,*  
J. VAN DEN HEUVEL.

# TEXTE DU MODÈLE DE CERTIFICAT

Royaume de Belgique

Province d.....

Arrondissement d.....

Canton d.....

Administration  
communale d.....

Certificat de non-empê-  
chement.

Nous soussigné....., officier de l'état civil de  
la { ville } de..... (province de.....), certi-

fions que M..... <sup>(1)</sup>, de nationalité belge, { fils }  
de..... <sup>(1)</sup> et de..... <sup>(1)</sup>, né à....., le..... 18....., { fille }  
(profession de)....., demeurant actuellement à.....,  
{ est } inscrit à nos registres de population  
{ a été } depuis le..... 18...; que d'après ces registres, il est

{ célibataire }  
{ veuf, depuis le..... 18... } et que d'après  
{ ou divorcé, depuis le..... 18... }  
les lois civiles de la Belgique il n'y a pas, à notre  
connaissance, d'empêchement à la célébration de  
son mariage avec..... <sup>(2)</sup>.

En foi de quoi nous avons signé la présente  
déclaration pour être produite en Allemagne con-  
formément aux dispositions en vigueur en Allema-  
gne sur le mariage.

Ainsi fait à....., le..... 19...

Vu par nous

{ gouverneur de la province d... ou président }  
{ du tribunal de première instance séant à... }  
pour légalisation de la signature de M. l'officier  
de l'état civil à..... apposée ci dessus.

....., le..... 19...

Sceau  
de  
l'administra-  
tion  
communale.

Sceau  
du gouvernement  
provincial  
ou du tribunal  
de  
première instance.

(1) Nom, prénoms (en toutes lettres)

(2) Nom, prénoms, filiation, professions, domicile (en toutes lettres).

**Arrêté royal. — Admission des bâtiments de guerre étrangers dans les eaux et ports de la Belgique** (*Monit.* du 27 février 1901).

18 FÉVRIER 1901

Léopold II, etc. Considérant qu'il y a lieu de régler, conformément au droit international et aux obligations de la neutralité perpétuelle, l'admission des bâtiments de guerre étrangers dans les eaux et ports du royaume ;

Sur la proposition de nos ministres des affaires étrangères, de la guerre et des chemins de fer, postes et télégraphes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

DISPOSITIONS GÉNÉRALES EN TEMPS DE PAIX

Art. 1<sup>er</sup>. — En temps de paix, les bâtiments de guerre appartenant à des puissances étrangères, peuvent entrer librement dans les ports belges de la mer du Nord et mouiller devant ces ports dans les eaux territoriales, pourvu que le nombre de ces bâtiments portant le même pavillon, en y comprenant ceux qui se trouveraient déjà dans cette zone ou dans un port, ne soit pas supérieur à trois.

Art. 2. — Les bâtiments de guerre étrangers ne peuvent entrer dans les eaux belges de l'Escaut, mouiller en rade d'Anvers ou pénétrer dans les eaux intérieures du royaume sans avoir obtenu l'autorisation du ministre des affaires étrangères.

Cette autorisation sera demandée par l'entremise du sous-inspecteur du pilotage belge à Flessingue.

Art. 3. — Les bâtiments de guerre étrangers, à moins d'une autorisation spéciale du gouvernement, ne peuvent séjourner pendant plus de quinze jours dans les eaux territoriales et ports belges.

Ils sont tenus de prendre le large dans les six heures, s'ils sont invités par l'administration de la marine ou les autorités militaires territoriales, même dans le cas où le terme fixé pour leur séjour ne serait pas expiré.

Art. 4. — Si des circonstances particulières l'exigent, le gouvernement se réserve la faculté d'apporter des modifications aux restrictions imposées ci-dessus à l'entrée et au séjour des bâtiments de guerre étrangers dans les ports et eaux belges.

Art. 5. — Les dispositions des articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 ne s'appliquent pas aux bâtiments de guerre dont l'admission a été autorisée par la voie diplomatique, ni aux navires à bord desquels se trouve soit un chef d'Etat, soit un prince d'une dynastie régnante, soit un agent diplomatique accrédité auprès du roi ou du gouvernement.

Art. 6. — Il est interdit aux bâtiments de guerre étrangers, se trouvant dans les eaux belges, de faire des relevés de terrain et des sondages, ainsi que des exercices de débarquement ou de tir.

Les hommes de l'équipage devront être sans armes lorsqu'ils descendront à terre. Les officiers et sous-officiers pourront porter les armes qui font partie de leur uniforme.

Les embarcations qui circuleront dans les ports et les eaux territoriales ne pourront être armées.

Si des honneurs funèbres doivent être rendus à terre, une exception au



§ 2 du présent article pourra être autorisée par le ministre de la guerre, sur la demande des autorités militaires territoriales.

Art. 7. — Les commandants des bâtiments de guerre étrangers sont tenus d'observer les lois et les règlements concernant la police, la santé publique et les impôts et taxes, à moins d'exceptions établies par des conventions particulières ou par les usages internationaux.

ADMISSION DES NAVIRES DE GUERRE APPARTENANT A DES  
NATIONS BELLIGÉRANTES

Art. 8. — Les bâtiments appartenant à la marine militaire d'un Etat engagé dans une guerre maritime ne sont admis dans les eaux territoriales et les ports belges de la mer du Nord que pour une durée de vingt-quatre heures.

Le même navire ne peut être admis deux fois dans l'espace de trois mois.

Art. 9. — L'accès des eaux belges de l'Escaut est interdit, à moins d'autorisation spéciale du gouvernement, aux bâtiments de guerre appartenant à un Etat engagé dans une guerre maritime.

Aucun pilote ne peut être fourni à ces bâtiments s'ils ne sont pas pourvus de ladite autorisation.

Si l'autorisation n'a pas été obtenue par la voie diplomatique, elle doit être demandée par l'entremise du sous-inspecteur du pilotage belge à Flessingue, qui transmettra la décision au commandant du navire.

Art. 10. — Sauf en cas de danger de mer, d'avaries graves, de manque de vivres ou de combustible, l'accès des eaux territoriales et ports belges de la mer du Nord est interdit aux bâtiments de guerre convoyant des prises et aux bâtiments armés en course naviguant avec ou sans prises.

Art. 11. — Si des bâtiments de guerre ou des navires armés en course appartenant à une nation engagée dans une guerre maritime sont contraints de se réfugier dans les eaux ou ports belges de la mer du Nord, par suite de danger de mer, d'avaries graves, de manque de vivres ou de combustible, ils reprendront le large aussitôt que le temps le permettra ou bien dans les vingt-quatre heures qui suivront soit l'achèvement des réparations autorisées, soit l'embarquement des provisions dans la nécessité aura été démontrée.

Art. 12. — Le commandant de tout bâtiment de guerre d'une puissance belligérante aussitôt après son entrée dans les eaux ou ports belges de la mer du Nord sera, à l'intervention de l'administration de la marine, invité à fournir des indications précises, concernant le pavillon, le nom, le tonnage, la force des machines, l'équipage du bâtiment, son armement, le port de départ, la destination, ainsi que les autres renseignements nécessaires pour déterminer, le cas échéant, les réparations ou les approvisionnements en vivres et charbon qui pourraient être nécessaires.

Art. 13. — En aucun cas, il ne peut être fourni aux bâtiments de guerre ou aux navires armés en course d'une nation engagée dans une guerre maritime des approvisionnements ou moyens de réparations au delà de la mesure indispensable pour qu'ils puissent atteindre le port le plus rapproché de leur pays ou d'un pays allié au leur pendant la guerre.

Un même navire ne pourra être, sans autorisation spéciale, pourvu de

charbon une seconde fois, que trois mois au moins après un premier chargement dans un port belge.

Art. 14. — Les bâtiments spécifiés à l'article précédent ne peuvent, à l'aide des fournitures prises sur le territoire, augmenter, de quelque manière que ce soit, leur matériel de guerre, ni renforcer leur équipage, ni faire des enrôlements, même parmi leurs nationaux, ni exécuter, sous prétexte de réparation, des travaux susceptibles d'accroître leur puissance militaire, ni débarquer pour les rapatrier par les voies de terre, des hommes, marins ou soldats se trouvant à bord.

Art. 15. — Ils doivent s'abstenir de tout acte ayant pour but de faire du lieu d'asile la base d'une opération quelconque contre leurs ennemis, comme aussi de toute investigation sur les ressources, les forces et l'emplacement de leurs ennemis.

Art. 16. — Ils sont tenus de se conformer aux prescriptions des articles 6 et 7 du présent arrêté et d'entretenir des relations pacifiques avec tous les navires, amis ou ennemis, mouillés dans le même port ou dans la même zone territoriale belge.

Art. 17. — L'échange, la vente ou la cession gratuite de prises ou de butin de guerre sont interdits dans les eaux et ports belges.

Art. 18. — Tout acte d'hostilité est interdit aux bâtiments de guerre étrangers dans les eaux belges.

Art. 19. — Si des bâtiments de guerre ou de commerce de deux nations en état de guerre se trouvent en même temps dans un port ou dans les eaux belges, il y aura un intervalle de vingt-quatre heures au moins, fixé par les autorités compétentes, entre le départ d'un navire de l'un des belligérants et le départ subséquent d'un navire de l'autre belligérant.

Dans ce cas, il pourra être fait exception aux prescriptions de l'article 8.

La priorité de la demande assure la priorité de la sortie. Toutefois, le plus faible des deux bâtiments pourra être autorisé à sortir le premier.

Art. 20. — Le gouvernement se réserve la faculté de modifier les dispositions des articles 8 et suivants du présent arrêté, à vue de prendre dans les cas spéciaux et si des circonstances exceptionnelles se présentent, toutes les mesures que la stricte observation de la neutralité rendrait opportunes ou nécessaires.

Art. 21. — Dans le cas d'une violation des dispositions du présent arrêté, les autorités locales désignées par le gouvernement prendront toutes les mesures que les instructions spéciales leur prescrivent et elles avertiront sans délai le gouvernement qui introduira auprès des puissances étrangères, les protestations et réclamations nécessaires.

#### DISPOSITIONS SPÉCIALES EN CAS DE MOBILISATION DE L'ARMÉE.

Art. 22. — Aussitôt que la mobilisation de l'armée est décrétée, il est interdit à tous bâtiments de guerre étrangers, de mouiller dans les eaux et ports belges de la mer du Nord, sans autorisation préalable du gouvernement, sauf les cas de danger de mer, de manque d'approvisionnements ou d'avaries graves.

Aucun pilote ne pourra, hors les cas de force majeure prévus ci-dessus,



être fourni aux dits navires s'ils n'ont pas obtenu l'autorisation préalable requise.

En ce qui concerne les eaux belges de l'Escaut, lorsque l'autorisation d'y pénétrer aura été accordée dans ces circonstances, le sous-inspecteur du pilotage belge à Flessingue préviendra le commandant du navire, qu'il doit s'arrêter en vue du fort Frédéric pour communiquer cette autorisation au délégué du gouvernement militaire de la position d'Anvers, qui sera muni des instructions nécessaires.

Le pavillon belge est hissé sur l'ancien fort Frédéric en un point visible pour les navires qui approchent.

#### DISPOSITIONS FINALES

Art. 23. — Un exemplaire du présent arrêté sera remis par les autorités maritimes au commandant de tout bâtiment de guerre ou navire armé en course, aussitôt après qu'il aura été autorisé à mouiller dans les eaux belges.

Art. 24. — Nos ministres des affaires étrangères (M. P. DE FAVEREAU), de la guerre (M. A. COUSEBANT d'ALKEMADE) et des chemins de fer, postes et télégraphes (M. J. LIEBART) sont chargés, chacun dans la limite de ses attributions, de l'exécution du présent arrêté.

### Loi relative aux avances faites par la Belgique à l'État indépendant du Congo (*Monit.* du 14 août 1901).

10 AOUT 1901 (1)

Léopold II, etc. Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

*Article unique.* — Voulant conserver la faculté, qu'elle tient du Roi-Souverain, d'annexer l'État Indépendant du Congo, la Belgique renonce, quant à présent, au remboursement des sommes prêtées au dit Etat en exécution de la Convention du 3 juillet 1890, approuvée par la loi du 4 août suivant et en vertu de la loi du 29 juin 1895, ainsi qu'à la déduction des intérêts sur les mêmes sommes.

Les obligations financières contractées par l'Etat Indépendant à raison des actes précités ne reprendraient leur cours que dans le cas et à partir du moment où la Belgique renoncerait à la faculté d'annexion susvisée.

Promulguons, etc.

(Contresignée par le ministre des finances et des travaux publics, M. P. DE SMET DE NAEYER).

(1) Session de 1900-1901. — Chambre des représentants. *Documents parlementaires* : Exposé des motifs et texte du projet de loi. Séance du 29 mars 1901, n° 144. Rapport. Séance du 5 juillet 1901, n° 214. — *Annales parlementaires* : Discussion et adoption. Séances des 16 et 17 juillet 1901, p. 1963 à 1980 et 1993 à 2011.

Sénat. *Documents parlementaires* : Projet de loi, n° 73. Rapport. Séance du 26 juillet 1901, n° 57. — *Annales parlementaires* : Discussion et adoption. Séances des 1<sup>er</sup>, 2 et 6 août 1901, p. 546 à 559, 561 à 588.

**Circulaire ministérielle. — Patente des voyageurs de commerce français voyageant en Belgique et des voyageurs de commerce belges voyageant en France. — Exemption du paiement du droit de patente dans les deux pays (*Monit.* du 27 avril 1902).**

30 NOVEMBRE 1901

Le gouvernement belge s'est entendu avec le gouvernement de la République française pour régler, au point de vue de la patente, la situation réciproque des voyageurs de commerce dans les deux pays.

Cet accord, conclu par application de l'arrêté royal du 30 janvier 1892, comporte les dispositions suivantes :

§ 1<sup>er</sup>. Sont exempts du droit de patente en Belgique — à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1902 — les commis-voyageurs français voyageant pour le compte de maisons françaises, à la condition que, par réciprocité, les commis-voyageurs belges voyageant pour le compte de maisons belges soient exemptés en France du paiement de la patente.

Les commis-voyageurs français voyageant en Belgique pour le compte de maisons françaises peuvent y faire des achats pour les besoins de leur industrie et recueillir des commandes, avec ou sans échantillons, pour autant que, par réciprocité, les commis-voyageurs belges jouissent des mêmes avantages en France.

§ 2. Pour être admis au bénéfice de l'exemption du paiement de la patente, les voyageurs de commerce français et belges doivent être porteurs d'une carte de légitimation contenant les indications requises et revêtue de leur signature ; le délai de validité de ces cartes expire le 31 décembre de chaque année.

§ 3. En Belgique, les cartes de légitimation sont délivrées sans frais par les receveurs des contributions des communes où les voyageurs sont imposés au droit de patente du chef de l'exercice de leur profession dans le pays. Ceux-ci doivent administrer la preuve que les maisons de commerce qu'ils représentent ont satisfait aux obligations qui leur sont imposées par la loi des patentes.

§ 4. Il importe de rappeler que l'exemption du droit de patente n'est acquise en Belgique qu'aux commis-voyageurs des pays étrangers où, par réciprocité, les commis-voyageurs belges jouissent de la même faveur, soit en vertu de traités de commerce, soit par application de l'arrêté royal du 30 janvier 1892 précité.

§ 5. Les fonctionnaires chargés des surveillances en matière d'impôts directs veilleront à ce qu'aucun abus ne puisse se soumettre. En cas de doute sur l'identité d'un voyageur de commerce porteur d'une carte de légitimation justifiant l'exemption du paiement de la patente, ils devront en référer immédiatement à l'autorité supérieure.

*Le Ministre,*  
P. DE SMET DE NAEYER.

---



**Arrêté royal. — Droit d'entrée sur les raisins secs de Corinthe et perception de l'accise sur les vins fabriqués au moyen de ces fruits** (*Monit.* du 26 mars 1902).

22 MARS 1902

Léopold II, etc. Revu le traité de commerce et de navigation conclu entre la Belgique et la Grèce, le 13/25 mai 1895 (*Moniteur*, n° 198), lequel stipule en son article 16 ce qui suit :

« Pendant la même période (c'est-à-dire pendant la durée du traité), les raisins secs de Corinthe de provenance grecque, importés en Belgique, ne pourront être soumis à une tarification plus élevée que 20 francs les 100 kilogrammes.

» De plus, les raisins secs de Corinthe de provenance grecque seront admis librement en Belgique, à la condition qu'ils soient importés soit en vrac, soit en sac d'au moins 100 kilogrammes ou en baril d'au moins 200 kilogrammes, et que leur emploi à la fabrication du vin ait lieu sous le contrôle du gouvernement belge.

» Il est entendu enfin que le vinaigre fabriqué avec les résidus provenant des raisins secs de Corinthe ayant servi en Belgique à la fabrication de vins, payera le minimum d'accises imposées à la fabrication en Belgique de toutes espèces de vinaigres. »

Considérant que le dit traité, qui a été dénoncé par la Grèce, cessera ses effets à partir du 20 mars 1902 ;

Sur la proposition de notre ministre des finances et des travaux publics,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le taux de 25 francs les 100 kilogrammes, fixé par la loi du 28 juillet (*Moniteur*, n° 210), pour le droit d'entrée sur les raisins secs de Corinthe, est remis en vigueur.

Art. 2. — Cesseront d'être appliquées les dispositions particulières inscrites dans le traité de commerce et de navigation conclu entre la Belgique et la Grèce le 13/25 mai 1815 et qui concernent les raisins secs de Corinthe employés à la fabrication du vin, ainsi que les résidus des dits raisins, employés à la fabrication du vinaigre.

Art. 3. — Sont rapportés l'arrêté royal du 28 juillet 1895 (*Moniteur*, n° 205) et celui du 22 juillet 1897 (*Moniteur*, n° 207-208) relatifs aux raisins de Corinthe.

Notre ministre des finances et des travaux publics (M. P. DE SMET DE NAEYER) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera obligatoire à partir du 31 mars 1902.

---

**Arrêté royal. — Service spécial de la propriété industrielle. — Enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce.** (*Monit.* du 3 déc. 1902).

28 NOVEMBRE 1902

Léopold II, etc. Vu la loi du 9 décembre 1901, qui approuve l'acte additionnel modifiant la convention du 20 mars 1883, ainsi que le protocole de

clôture y annexé, conclu à Bruxelles le 14 décembre 1900 et l'acte additionnel à l'arrangement du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, conclu à Bruxelles le 14 décembre 1900;

Vu le règlement du bureau international de la propriété industrielle pour l'exécution de l'arrangement du 14 avril 1891 précité;

Revu notre arrêté du 23 mai 1893, réglant les formalités à remplir pour l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce déposées dans le pays;

Sur la proposition de notre ministre des affaires étrangères et de notre ministre de l'industrie et du travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 23 mai 1893 est remplacé par la disposition suivante :

Toute personne, propriétaire d'une marque régulièrement déposée en Belgique et se trouvant dans les conditions prévues par l'arrangement du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, qui veut s'assurer la protection de sa marque dans les Etats qui ont adhéré au susdit arrangement, adressera au ministre de l'industrie et du travail, direction de l'industrie (service de la propriété industrielle) :

1<sup>o</sup> Une demande d'enregistrement, en double exemplaire, dressée sur formulaire officiel.

Cette demande devra mentionner les noms, profession et adresse du propriétaire de la marque, le numéro d'ordre et la date de l'enregistrement de cette marque en Belgique;

2<sup>o</sup> Un modèle en double exemplaire de la marque, séparé de la demande d'enregistrement.

Ce modèle, dressé sur papier libre, devra être tracé dans un cadre qui ne pourra dépasser 8 centimètres de haut sur 10 centimètres de large;

3<sup>o</sup> Si le déposant revendique la couleur à titre d'élément distinctif de sa marque :

40 exemplaires sur papier, d'une reproduction en couleur de la marque.

Dans ce même cas, la demande devra porter une brève description en langue française, faisant mention de la couleur;

4<sup>o</sup> Un cliché de la marque pour la reproduction typographique de cette dernière dans la publication qui en sera faite par le bureau international.

Ce cliché doit reproduire exactement la marque enregistrée en Belgique de telle manière que tous les détails en ressortent visiblement; il ne doit pas avoir moins de 15 millimètres ni plus de 10 centimètres, soit en longueur, soit en largeur.

L'épaisseur exacte du cliché doit être de 24 millimètres, correspondant à la hauteur des caractères d'imprimerie;

5<sup>o</sup> Le talon d'un mandat postal du montant de l'émolument international de la propriété industrielle, à Berne,

Cet émolument est fixé à 100 francs pour la première marque et à 50 francs pour chacune des marques suivantes, déposées en même temps par le même propriétaire;

6<sup>o</sup> Une procuration, si la demande d'enregistrement est faite par un



mandataire. Cette procuration pourra être sous seing privé, mais elle devra être enregistrée.

Les formulaires pour demandes d'enregistrement sont délivrés gratuitement par le ministère de l'industrie, service de la propriété industrielle.

Les demandes incomplètes ou irrégulières seront retournées immédiatement.

Art. 2. — Notre ministre des affaires étrangères (M. P. DE FAVEREAU) et notre ministre de l'industrie et du travail (M. G. FRANCOTTE) sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

## CHINE

### Décret impérial du 11 de la troisième lune, relatif à la question des missionnaires.

8 AVRIL 1902 (1)

La Cour aime le peuple et le protège ; elle désire que tous ressentent l'effet de cette protection. Nous traitons les chrétiens et les païens avec la même bienveillance et nous ne faisons aucune distinction entre eux. Nous voulons que tous nos sujets soient unis étroitement et qu'ils soient toujours d'accord entre eux pour jouir de la paix. Nous avons plusieurs fois ordonné aux vice-rois et aux gouverneurs des provinces d'exhorter dans leurs proclamations, les païens et les chrétiens à vivre en paix. Cependant hier nous avons reçu de Silian, gouverneur du Ho-nan, un mémoire dans lequel il nous annonce que, dans la sous-préfecture de Pi-yang, il y a eu des églises détruites ou brûlées, et des chrétiens tués par de mauvais sujets. Nous avons déjà donné des décrets qui obligent les mandarins locaux à arrêter les coupables et à les punir selon la loi, etc... Mais nous pensons qu'il vaudrait mieux prévenir à l'avance tous les malheurs entre chrétiens et païens, que de punir sévèrement les gens après leurs méfaits. Les missionnaires sont entrés en Chine depuis plus de deux cents ans. Leur but est d'exhorter le peuple à faire le bien. Ils sont venus de lointains pays de l'Europe, malgré toutes les difficultés de ce long voyage, pour soigner les malades et leur donner des remèdes. Ils ne songent qu'à se mortifier et à aider les pauvres gens. De cette manière, comment peut-il surgir des affaires contre eux ? Cependant il y a eu souvent des affaires au sujet de missionnaires. Bien que nos ordres soient très sévères, le peuple les néglige, et se soulève contre les missionnaires et les chrétiens. Tout ignorant qu'il soit, nous ne pensons pas qu'il puisse sans raison en arriver à cet état extrême. Si on cherche les causes de ces soulèvements, on peut trouver que de mauvaises gens, sous le nom de chrétiens, s'appuient sur l'autorité des missionnaires pour troubler le pays. De plus ils cherchent souvent des prétextes pour intenter des procès aux païens. Si le procès ne réussit pas, ils s'adressent aux missionnaires qu'ils trompent. Ces derniers, dupés par des mensonges, avertissent les mandarins locaux pour demander justice.

Les mandarins locaux n'entretiennent pas de bons rapports avec les missionnaires, et même ils ne connaissent pas bien les causes des procès. C'est pourquoi ils les jugent toujours avec injustice contre les païens. D'où viennent la haine et la calomnie, et les mauvais sujets profitent de

(1) V. *Echo de Chine*, 16 avril 1902.

ces malentendus pour susciter des troubles dans le pays. Lorsque les malheurs sont arrivés, les mandarins ordonnent à leurs satellites de saisir les coupables dans un temps fixé. Souvent les gens honnêtes en pâtissent. De plus, les mandarins locaux imposent au peuple une contribution très lourde pour le paiement des indemnités. C'est pourquoi le peuple conserve toujours sa vieille haine, et les bonnes intentions des missionnaires ne peuvent produire de bons effets. Pour éviter toutes difficultés, il faudrait entre les deux parties un accord complet, sans jalousie et sans aversion. Monseigneur Favier de Pékin est très juste et indulgent. Il traite courageusement toutes les affaires avec justice. A une audience dernière, nous lui avons recommandé de faire arranger à l'amiable les affaires entre chrétiens et païens, pour prévenir à l'avenir, de nouveaux malheurs. Le ministère des affaires étrangères doit s'entendre avec Monseigneur Favier pour en délibérer selon notre intention. Désormais il ne faudra pas laisser les mauvaises gens se faire chrétiens. Si les chrétiens agissent contre la loi, les mandarins doivent les punir comme les païens. De plus, le ministère des affaires étrangères doit écrire à ses collègues européens pour qu'ils fassent observer les nouvelles règles par les missionnaires. De cette façon, les païens et les chrétiens y gagneront, nous le croyons. Quant aux églises, aux missionnaires et aux chrétiens, les vice-rois et les gouverneurs des provinces doivent de même ordonner à leurs subordonnés civils et militaires de les protéger avec soin et diligence selon nos ordres précédents. Désormais, s'il arrive quelques nouveaux malentendus nous ne pardonnerons jamais les fautes aux mandarins locaux. Que ce décret soit porté à la connaissance de tout le monde.

---

#### Décret impérial du 4 de la seconde lune.

13 MARS 1902 (1)

Le ministère des affaires étrangères nous a présenté un mémoire dans lequel il nous expose que, le 1<sup>er</sup> de la seconde lune (10 mars 1902), les femmes de la légation italienne passant par le pont de Pei-yu-ho, de mauvais sujets leur ont lancé des pierres ; par bonheur, ces femmes n'ont pas été blessées. Nous traitons avec politesse les femmes des légations comme les ministres eux-mêmes. Le peuple ne doit pas les insulter. Cependant de mauvais sujets n'ont pas compris notre intention et se sont permis d'insulter les femmes des légations. C'est un fait très fâcheux. Le général de division de la capitale doit faire saisir tous ces brigands et les punir. Désormais, il faut, suivant nos ordres, bien protéger les femmes des légations et ne jamais les offenser. Si on néglige davantage nos prescriptions et qu'il arrive quelque nouveau malheur, il faudra dégrader les mandarins locaux et punir les auteurs des malhonnêtetés. Si ce sont des enfants ignorants qui insultent les étrangers, les chefs de famille seront responsables. Ainsi nous détruirons ces mauvaises coutumes et éviterons à l'avenir de nouvelles difficultés. Que ce décret soit porté à la connaissance de tout le monde.

---

(1) *Echo de Chine*, 19 mars 1902.



## SUISSE

**Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale relatif au développement des secours volontaires en vue de la guerre**

(4 DÉCEMBRE 1902)

*Suite et fin* (1)**II. Instruction du personnel sanitaire**

## INTRODUCTION

Ce n'est pas la première fois que la question du développement de l'assistance des malades occupe les autorités fédérales. Le Conseil fédéral s'est déjà prononcé à ce sujet, dans son rapport du 23 novembre 1894, sur la subvention à allouer par la Confédération aux cours de cuisine, d'économie domestique, de domestiques et de gardes-malades (postulat du 28 mars 1893). Contrairement à la proposition du Département militaire, il fut alors reconnu que la question de la subvention à allouer aux cours de gardes-malades n'était pas suffisamment éclaircie et serait mieux résolue en même temps que celle de l'assurance contre les maladies et les accidents. Les Chambres fédérales se sont ralliées à cette opinion, et dans l'*arrêté fédéral* du 20 décembre 1895 sur *l'enseignement de l'économie domestique et l'instruction professionnelle à donner à la femme*, elles ont refusé toute subvention aux cours de gardes-malades. Ainsi, cette question, très importante pour la santé publique comme pour l'armée, n'a reçu aucune solution. Le Département de l'Intérieur (division sanitaire) a déjà élaboré en 1895, un préavis détaillé sur la question des subsides à allouer par la Confédération aux cours de gardes-malades, préavis qui a été remis aux commissions des conseils. Cela nous mènerait trop loin de reproduire dans toute sa teneur ce préavis très détaillé. En voici la conclusion : Il faudrait profiter de l'assurance fédérale contre les maladies et les accidents pour prendre en main l'instruction d'infirmiers et d'infirmières, en créant des établissements qui veilleraient aux soins matériels de l'existence du personnel sanitaire et mettraient ce personnel à même de se vouer entièrement aux malades, surtout aux malades pauvres.

L'idée émise dans ce préavis a été, on le sait, introduite dans le projet de loi sur l'assurance contre les maladies et les accidents, sous la forme de diverses prescriptions en faveur de l'assistance des malades et des samaritains ; mais le peuple l'a rejetée avec la loi.

Cependant, malgré divers échecs, au parlement comme devant le peuple, il n'en est pas moins nécessaire d'améliorer et de développer le service de santé.

Le besoin d'un bon service d'assistance se fait de plus en plus sentir, depuis que toujours davantage de personnes se rendent compte qu'à côté des soins médicaux que donne le médecin il y a d'autres facteurs d'égale valeur qui concourent à la guérison des maladies, comme l'hygiène, les influences morales et les mesures diététiques, etc. Le public sent qu'à côté du médecin il doit y avoir encore une instance qui s'occupe, en connaissance de cause, de certains détails dont le médecin ne peut pas s'occuper lui-même. On se rend compte que la véritable assistance du malade ne consiste pas seulement dans les soins mécaniques qu'on lui donne, « mais aussi dans le traitement pendant les 23 heures et trois quarts de la

(1) V° Arch. Dipl. 1901-1902, n° 4-5-6, p. 356-376.

journée où le médecin n'est pas présent ». L'opinion unanime des médecins, les hôpitaux toujours plus fréquentés et les bons résultats qu'ils obtiennent sont encore la preuve de la préférence que l'on donne à un bon service public d'assistance sur l'assistance privée. C'est ce que reconnaissent également les quelques personnes qui se réunissent en sociétés afin de s'assurer des soins convenables pour les jours de maladie. Cette opinion s'est aussi répandue dans les nombreuses communes et autres institutions qui ont organisé un personnel sanitaire spécial pour leurs malades.

Le besoin d'un personnel sanitaire plus nombreux et bien instruit a trouvé son expression dans la création d'institutions et écoles spéciales pour l'instruction d'infirmières, dont nous parlerons plus tard en détail. Ce sont des institutions de cette nature qui ont fait le premier pas dans ce domaine, savoir : 1° L'école suisse d'infirmières et hôpital de femmes à Zurich (fondation de la société d'utilité publique des femmes suisses) ; 2° la maison des sœurs de la Croix-Rouge à Fluntern-Zurich. Ces deux institutions demandèrent, par requêtes des 22 juin et 4 octobre 1900, une subvention fédérale, qui leur fut refusée par l'arrêté du Conseil fédéral du 10 janvier 1902, pour des raisons fiscales. En avril 1902, l'école d'infirmières de Zurich adressa aux Chambres fédérales une pétition tendante à obtenir une subvention ; on ne pourra cependant discuter cette pétition que lorsque le présent projet sera liquidé.

Par suite de toutes ces circonstances, la situation s'est tellement modifiée ces dix dernières années, que la question de la subvention à allouer à des cours d'infirmiers, ou, en termes plus généraux, la question de l'instruction du personnel sanitaire, revenus sur le tapis ensuite du postulat relatif au rapport de gestion de 1901, est maintenant complètement éclaircie.

#### LE SERVICE DE SANTÉ EN SUISSE

En Suisse, comme partout ailleurs, ce sont avant tout les sociétés d'infirmiers se tenant sur un terrain purement religieux, telles que les diaconesses, les sœurs de charité, etc., qui soignent les malades par profession. Il serait trop long d'expliquer ici les causes pour lesquelles ces infirmières de profession, dont les excellents services sont très appréciés, ne peuvent, malgré tout, pas satisfaire à toutes les exigences. Il est positif que depuis longtemps le besoin d'un personnel sanitaire exercé se fait tellement sentir que ces associations ne peuvent y suffire et qu'elles souffrent elles-mêmes, sous certains rapports, de cette situation.

Les premiers essais d'une organisation du service de santé ont été faits sur le terrain religieux. Les maisons de sœurs protestantes et catholiques se sont donné pour but d'instruire un personnel sanitaire, pour le fournir aux hôpitaux et aux particuliers. Ces communautés religieuses ont eu une influence particulièrement féconde sur tout le domaine sanitaire, et ont montré le chemin qui, à beaucoup d'égards, conduit au but. Elles ont ainsi mérité, et à juste titre, la plus grande reconnaissance et tout médecin ou particulier impartial sera d'accord pour dire que les maisons de sœurs ont rendu et rendent encore à l'organisation sanitaire les plus précieux services. Nous estimons cependant qu'il est de toute nécessité qu'à côté des maisons de sœurs on voie se former d'autres institutions de ce genre, qui vivront avec elles en bonne intelligence et en une concurrence produisant d'heureux fruits. Par suite de la centralisation des institutions,



l'aptitude des maisons de sœurs à rendre des services est restreinte et il arrive très souvent que les administrations des hôpitaux, les communes et les particuliers ayant besoin d'infirmières apprennent que les maisons principales ne sont pas en état de suffire à la demande. Les maisons de diaconesses connaissent également très bien ce besoin, et, dans chaque rapport annuel, elles se plaignent de ne pas être en état de rendre tous les services qu'elles voudraient, le recrutement n'étant pas assez abondant.

L'établissement de diaconesses de Neumünster s'exprimait, par exemple, dans son rapport de 1898/1899, de la façon suivante :

« Nous sommes heureux de constater que, devant des besoins sans cesse augmentant et toujours plus sensibles, on cherche aussi, d'autre part, à remédier au manque de bonnes infirmières. En effet, à côté des maisons de sœurs actuelles, la société d'utilité publique des femmes suisses, dans son nouvel hôpital de femmes, ainsi que la Société centrale suisse de la Croix-Rouge, à Berne, organisent des écoles d'infirmières et participent ainsi au noble concours philanthropique de notre époque. »

Mais à côté des maisons de sœurs protestantes et catholiques, il y a encore dans notre pays une autre catégorie de gens qui exercent librement et individuellement la profession d'infirmiers, et c'est surtout dans les grands centres qu'on les rencontre. Ils se vouent plus spécialement aux soins à donner aux malades à domicile ; il arrive aussi que bien des hôpitaux, grands et petits, ne recrutent pas leur personnel dans les maisons de sœurs, pour l'une ou l'autre raison, et qu'ils engagent plutôt des infirmiers privés. Ces infirmiers sont aussi demandés de plus en plus par les communes et les sociétés. On peut cependant dire qu'en général les infirmiers et infirmières privés exercent surtout leur activité en soignant les malades à domicile, tandis que les associations religieuses se vouent principalement au service des hôpitaux.

On ne peut indiquer exactement le chiffre d'infirmiers et d'infirmières particuliers qui se trouvent en Suisse, mais il se monte en tout cas à 500, non compris le personnel des maisons d'aliénés et des maternités. Le recrutement se fait de façons très différentes : un certain nombre d'infirmiers et d'infirmières ont reçu une instruction sérieuse dans une école spéciale ou dans une maison de sœurs et volent maintenant de leurs propres ailes ; d'autres viennent de l'étranger avec une instruction plus ou moins bonne, notamment de l'Allemagne, et beaucoup n'ont reçu aucune instruction professionnelle convenable et s'en sont passés lorsqu'ils ont commencé à soigner les malades. Les connaissances professionnelles de ces gardes-malades particuliers, — comme du reste celles des membres des associations religieuses, — sont très inégales ; à côté des gens très capables, on en rencontre qui ne savent pas grand'chose.

Il y a lieu de faire ressortir, à propos de l'instruction professionnelle, que le service sanitaire doit avant tout être appris pratiquement. Cela ne peut véritablement avoir lieu que dans les hôpitaux, où le grand nombre de malades et les fréquents changements de ceux-ci permettent d'apprendre à connaître en peu de temps toutes les différentes maladies et de faire ample moisson d'expériences et observations. Toute institution qui s'occupe de l'instruction du personnel sanitaire est donc tenue de se rattacher à un hôpital. D'autre part, il ne faut cependant pas méconnaître la valeur de l'enseignement théorique que donnent les médecins, car seul il permet à l'infirmier de comprendre ce qu'il a appris empiriquement et ce qu'il a

observé au chevet du malade, ainsi que d'agir en connaissance de cause et avec réflexion. Dans ces conditions, ce ne sont que les personnes très intelligentes et très énergiques, et cela encore tout à fait exceptionnellement qui peuvent apprendre à fond le service sanitaire par elles-mêmes, sans faire partie d'une corporation quelconque ; la grande majorité est obligée d'entrer dans une association qui dispose de ressources techniques (hôpitaux, médecins enseignants) comme en exige le développement continu du service de santé.

Mais même une fois instruit, le personnel composé de particuliers manque de cohésion et n'a pas une organisation qui lui donne l'appui nécessaire, comme les associations religieuses le trouvent dans leurs maisons principales. Guidés par ces considérations, on a cherché, ces dernières années, à fonder une association fédérale des infirmiers et infirmières particuliers, dont le but général aurait été d'améliorer la situation de ce personnel, et la tâche spéciale d'organiser convenablement le placement et l'assurance.

#### ÉTABLISSEMENTS SUISSES POUR L'INSTRUCTION DU PERSONNEL SANITAIRE

On trouve actuellement en Suisse les associations et institutions suivantes qui s'occupent de l'instruction du personnel sanitaire :

1. *L'établissement de diaconesses de Riehen*, fondé en 1852, comptait, à la fin de 1897, 218 diaconesses, 66 novices et 17 sœurs apprenties ; il s'étend dans 14 cantons et dispose de 73 stations à l'étranger. Il possède à Riehen, près de Bâle, un grand hôpital où a lieu l'instruction du personnel.

2. *L'établissement de diaconesses de Saint-Loup*, près la Sarraz, comptait, en 1896, 98 sœurs, exerçant leur activité dans 28 stations de la Suisse française et dans 5 de l'étranger.

3. L'hôpital et maison de diaconesses de *Neumünster*, fondé en 1857, comptait, à la fin de 1899, 168 sœurs ordonnées, 39 novices et 20 sœurs apprenties. De ce nombre, 151 sœurs étaient occupées dans 63 stations exclusivement suisses ; les autres se livraient au service de gardes-malades chez les particuliers.

4. Nous n'avons pas reçu de renseignements sur la *maison des diaconesses de Berne*, qui, de toutes les maisons principales protestantes suisses, doit disposer du personnel le plus nombreux.

5. Nous n'avons pas non plus de détails sur le seul établissement suisse qui instruit un personnel sanitaire masculin, la *maison des infirmiers de Bâle*. Cette institution ne doit avoir qu'un petit nombre d'infirmiers, à cause des difficultés que l'on a à les former.

6. La *congrégation des sœurs de la Sainte-Croix*, à *Ingenbohl*, dispose d'un grand nombre d'infirmières, tandis qu'à notre connaissance, les sœurs catholiques de *Menzingen* et d'*Illanz* ne fournissent qu'un faible contingent au service des malades. Nous n'avons pas non plus obtenu des données bien précises sur ces deux établissements.

7. La *maison des sœurs de la Croix-Rouge*, à *Fluntern-Zurich*, existe depuis 1892. Cette institution, qui n'a aucune relation avec la société centrale suisse de la Croix-Rouge, disposait au nouvel an de 93 sœurs, exerçant leur activité dans le canton de Zurich et dans les autres cantons ; l'établissement a été agrandi en 1899, par la construction d'une annexe pouvant contenir 50 lits.



A côté de ces associations basées sur le type des maisons principales, et qui exigent de leurs membres un renoncement plus ou moins complet à leur personnalité, on trouve encore les institutions ci-après, organisées comme une école ou comme un séminaire, et qui ne limitent en aucune manière la liberté personnelle de leurs élèves, une fois leur instruction professionnelle reçue :

8. *La Source*, école normale évangélique de gardes-malades indépendantes, à Lausanne, a été fondée en 1859 sur l'initiative du comte et de la comtesse de Gasparin. L'établissement possède un bâtiment à Lausanne et reçoit chaque année 10 élèves internes et un certain nombre d'externes, qui suivent pendant 8 mois des cours théoriques à l'école et ont en même temps l'occasion de s'exercer dans la pratique, en donnant des soins aux malades pauvres de la ville, ainsi qu'à l'hôpital privé de Beaulieu. Après leur sortie, les gardes-malades de *La Source* sont entièrement indépendantes de l'établissement au point de vue financier.

9. *L'école d'infirmières de la Croix-Rouge*, à Berne, a été fondée en 1899 par la société de la Croix-Rouge et en reçoit annuellement des subsides. Elle se rattache à un grand hôpital privé et instruit chaque année 12 élèves régulières et un nombre restreint d'externes. Les cours théoriques et pratiques durent un an et demi. A la fin du cours les élèves s'en vont, reçoivent un diplôme, et il est laissé à leur libre choix de se vouer soit aux soins des malades dans les hôpitaux soit au service de gardes-malades dans les communes ou chez les particuliers.

10. *L'école suisse d'infirmières et hôpital des femmes*, à Zurich. (Fondation de la société d'utilité publique des femmes suisses.)

Elle a pour but :

a. D'instruire des jeunes femmes et des jeunes filles dans le service d'infirmières et de releveuses pour les particuliers, les hôpitaux et les communes ;

b. D'instituer des cours de répétition pour infirmières ;

c. D'organiser une association suisse d'infirmières et de releveuses avec une assurance sur la vieillesse et la maladie.

Pour soigner les malades, on a ouvert un hôpital de femmes avec 50 lits pour le moment ; on compte aller plus tard jusqu'à 100. L'inauguration a eu lieu en mars 1901.

#### PERSONNEL SANITAIRE ET SALUBRITÉ PUBLIQUE

Le 27 août 1900, le Département de l'Intérieur (section sanitaire) s'exprimait de la manière suivante sur la question de savoir quel intérêt a le service de la salubrité publique au développement de l'instruction des infirmières, question formulée lors de la demande de subvention en faveur de l'école suisse d'infirmières, à Zurich :

« Un service sanitaire convenable est de toute importance pour combattre les épidémies dangereuses et les maladies contagieuses. Sans cela, toutes les autres mesures (isolement, désinfection) sont difficilement exécutables, pour ne pas dire impossibles ; tel serait le cas, par exemple, de la désinfection *pendant* la maladie, qui est des plus importantes. L'efficacité de l'isolement est même considérablement augmentée si l'on a affaire à une infirmière consciencieuse et connaissant son métier. En outre, les chances de guérison pour ceux qui sont gravement malades sont infini-

ment plus sérieuses quand les soins sont donnés par une infirmière parfaitement bien stylée. En temps d'épidémie, notre pays ne manquerait pas de médecins capables, mais il serait à craindre qu'on ne disposât pas d'hôpitaux d'isolement et d'installations de désinfection organisés comme il le faudrait. Malgré tous nos efforts dans ce domaine depuis onze à douze ans, il serait très difficile, si une grande épidémie venait à se déclarer, de se procurer le personnel sanitaire nécessaire.

Les établissements dont on dispose pour l'instruction des infirmières, suffisent à peine aux besoins des hôpitaux du pays. Il reste donc aux communes et aux particuliers beaucoup trop peu d'infirmières capables. Si ce défaut se fait déjà sentir en temps ordinaire, il n'en sera que plus sensible en temps d'épidémie. Quels que soient les efforts que l'on fait (et la reconnaissance qu'ils méritent) pour répandre toujours davantage par l'instruction, par des cours et des conférences, les principes du service de santé, cela ne diminue en aucune manière le besoin d'infirmières bien instruites dans la théorie et la pratique ; cela l'augmente plutôt. Il en est résulté qu'une quantité de personnes du sexe ont embrassé cette profession sans posséder l'instruction nécessaire. Il est bien évident que seulement quelques-unes d'entre elles peuvent répondre de toutes façons aux exigences des médecins et du public, si bien que, dans les milieux féminins comme dans les milieux médicaux, on a fréquemment discuté le moyen de remédier à cet inconvénient. On est arrivé partout à cette conclusion qu'il fallait pourvoir d'un côté à une meilleure instruction des infirmières, d'un autre côté à une meilleure organisation.

Il nous faut certainement approuver ces efforts et les appuyer. Ce faisant, on améliorera non seulement le service de santé dans les hôpitaux, les asiles et les maisons privées ; mais, avec le temps, en cas de dangereuses épidémies, contre lesquelles aucun pays n'est protégé, nous aurons un nombre suffisant d'infirmières sérieuses et capables. Cela nous permettra de lutter avec succès contre toute épidémie, tout en profitant des avantages que nous procurent les ressources ordinaires (hôpitaux d'isolement, installations et colonnes de désinfection).

Nous croyons qu'il y a lieu de répondre affirmativement à la question de savoir si les établissements qui enseignent la profession de garde-malades doivent être subventionnés par la Confédération. S'il y a une profession féminine qui mérite d'être appuyée de toute manière, c'est évidemment en première ligne celle de garde-malades, si importante pour la santé de tous, et qui, comme pas une autre, demande de celles qui l'exercent, de l'abnégation et du renoncement, sans parler des fatigues physiques et morales qu'elle occasionne. »

#### PERSONNEL SANITAIRE ET SERVICE DE SANTÉ DE L'ARMÉE

Déjà, dans la première partie du présent message où il est question du service d'hôpital, nous avons prouvé que le service de santé militaire officiel est loin de posséder un personnel suffisant pour le service de la troisième ligne de secours, et que, spécialement pour le service de santé dans les hôpitaux d'armée à organiser en cas de guerre, il faudra plus de 1.000 personnes en sus du personnel normal des hôpitaux civils. Le recrutement de ce personnel sanitaire pour les hôpitaux militaires sera d'autant plus facile que le service de santé à l'intérieur du pays sera bien organisé en temps de paix, et qu'il y aura plus de gens qui se voueront déjà alors



au service des malades, soit pour leur propre compte, soit pour les communes. Ce recrutement sera, en outre, d'autant plus simplifié qu'il y aura plus d'établissements pourvus, eu temps de paix déjà, du matériel technique nécessaire, pouvant enseigner le service de santé et obligeant leurs élèves à servir dans les hôpitaux d'armée en cas de guerre.

L'école d'infirmières de la Croix-Rouge, à Berne, est, jusqu'à maintenant, le seul établissement qui ait entrepris de former un personnel sanitaire destiné spécialement à venir en aide à l'armée en cas de guerre. Les expériences faites jusqu'à aujourd'hui nous donnent le droit d'avoir les plus belles espérances pour l'avenir ; mais on tomberait cependant complètement dans l'erreur si l'on s'imaginait que l'école d'infirmiers de la Croix-Rouge serait, maintenant ou bientôt, en état de subvenir aux besoins de l'armée en fait de personnel sanitaire. Les finances de la Croix-Rouge permettent à peine aujourd'hui d'instruire chaque année 12 à 15 élèves ; chaque élève, abstraction faite de ce qu'elle paie, coûtant à la Croix-Rouge 500 francs, cela fait une dépense de 6.000 francs par an, soit les  $\frac{3}{5}$  du revenu annuel de la société. Malgré cette dépense relativement considérable, le nombre des personnes que l'on instruit ne croît que lentement. Dans ses 3 années d'existence, l'école a instruit 35 élèves ordinaires ; 17 ont terminé leur instruction, c'est-à-dire ont suivi le cours réglementaire de 18 mois et reçu le diplôme ; les 18 autres suivent encore les cours. Au bout de 10 ans, on ne disposerait donc que de 120 infirmiers et, au bout de 20 ans, de 240, en admettant qu'il ne se produise pas d'autres lacunes par la mort ou d'autres circonstances. Mais comme ces lacunes sont inévitables, on peut dire que, d'après les expériences faites, la Croix-Rouge, avec ses ressources actuelles, pourra disposer dans 20 ans de tout au plus 200 infirmières convenablement instruites, chiffre bien faible pour assurer le service si important des hôpitaux en temps de guerre.

Il est donc des plus désirables, au point de vue militaire, d'augmenter le personnel sanitaire et son aptitude à rendre des services. On y arrivera si la Confédération veut allouer une subvention à la Croix-Rouge et aux autres institutions qui s'engagent à venir en aide au service de santé militaire en temps de guerre ; cela leur permettrait d'instruire un plus grand nombre d'élèves.

Les démarches entreprises dans ce sens dont nous avons parlé plus haut et spécialement les demandes de subvention des deux institutions zurichoises, prouvent suffisamment qu'une subvention de la part de la Confédération s'impose ; car il viendra bientôt d'autres demandes, dès qu'on pourra légalement leur donner satisfaction.

#### RÉSUMÉ

Nous avons prouvé par ce qui précède :

1° Que le service de santé actuel de l'armée suisse ne pourrait en temps de guerre suffire qu'aux besoins des premières lignes de secours, et qu'il ne disposerait pas d'un personnel et d'un matériel suffisants pour les lignes d'arrière, c'est-à-dire pour des services qui exercent une grande influence sur la mobilité de l'armée : le service des étapes et le service des hôpitaux ;

5° Que cette sérieuse lacune ne peut être comblée qu'en faisant appel aux secours volontaires d'une façon toute particulière ;

3° Que les secours volontaires, sous la direction de la société centrale de la Croix-Rouge, doivent être incorporés dans les organes du service de santé de l'armée ;

4° Que les secours volontaires ne peuvent remplir les prestations qui devraient leur incomber déjà en temps de paix, dans l'intérêt de l'armée, que s'ils obtiennent de la Confédération un généreux appui moral et financier ;

5° Qu'il est très désirable que l'on instruisse un personnel sanitaire toujours plus nombreux, dans l'intérêt de l'armée et de la salubrité publique.

Nous arrivons ainsi à la conclusion qu'il doit être donné suite aux propositions contenues dans les postulats cités au début du présent message. en adoptant un arrêté fédéral dont nous donnons ci-après un projet.

#### MONTANT DES SUBVENTIONS

Au vu des explications fournies plus haut, nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire d'examiner encore en détail, article par article, le projet d'arrêté fédéral ; nous voudrions seulement dire encore deux mots sur le montant des subventions prévues à l'article 3.

20.000 francs sont prévus à la lettre *a* pour l'instruction et la préparation du personnel sanitaire. Cette somme suffira probablement pour plusieurs années, car on rencontre tant de difficultés dans l'instruction de ce personnel qu'il ne faut pas s'attendre à un accroissement rapide des institutions subventionnées. A l'heure qu'il est, deux demandes de subventions sont déjà déposées, et l'on en prévoit encore deux d'autres institutions. Il s'agira de voir si d'autres demandes encore ne seront pas prochainement formulées et il semble donc prudent de prévoir pour plus tard une augmentation du crédit ; c'est ce qui est fait à la dernière phrase de l'article 3.

On prévoit aux lettres *b*, *c* et *d* un crédit de 25.000 francs, dont la répartition peut être faite comme suit :

*Pour la formation du service des transports* fr. 10.000.

On comprend par là les « colonnes de secours » prévues pour seconder le service de santé des étapes. Les frais de l'équipement d'une de ces colonnes et l'instruction du personnel volontaire qui en fait partie sont estimés à 5.000 francs. On pourrait donc former avec ce crédit chaque année deux nouvelles colonnes. Il serait désirable de pouvoir en créer 3 par arrondissement territorial, soit en tout 27.

*Pour les objets nécessaires aux soins de malades.* . . . 10.000 fr.

Cette somme suffira pour se procurer le matériel pour 300 malades, sans tenir compte de ce qu'on peut obtenir dans les dépôts fédéraux ou en réquisitionnant.

*Pour l'instruction préparatoire du personnel sanitaire auxiliaire.* 2.500 fr.

Rentrent dans cet article, les frais du matériel d'instruction et les frais des cours de samaritains, ainsi que l'enseignement des soins à domicile ; ces cours devront fournir une grande partie du personnel sanitaire auxiliaire pour les hôpitaux d'armée.



*Pour la propagande.* . . . . . 2.500 fr.

Cette somme servirait avant tout à publier, à prix modéré, un organe central pour le service des secours volontaires, organe qui paraîtrait en allemand et en français.

En regard de tout ce dont on a besoin, ces chiffres sont très modestes et il faudra bien des années jusqu'à ce qu'on se soit procuré toutes les provisions nécessaires, même si l'on suppose que la Croix-Rouge pourra bientôt faire chaque année des dépenses aussi fortes, ou même plus fortes encore, que celles que prévoit l'arrêté fédéral.

En adoptant le projet d'arrêté ci-dessous, on répondrait à la pétition de la société centrale suisse de la Croix-Rouge, du 17 avril 1902, et on lui donnerait en même temps sa solution.

Veuillez agréer, monsieur le président et messieurs, les assurances de notre haute considération.

Berne, le 4 décembre 1902.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

*Le président de la Confédération,*

ZEMP.

*Le chancelier de la Confédération,*

RINGIER.

## FRANCE

**Projet de loi portant approbation de la Convention monétaire additionnelle conclue à Paris, le 15 novembre 1902, entre la France, la Belgique, la Grèce, l'Italie et la Suisse <sup>(1)</sup>.**

### EXPOSÉS DES MOTIFS

Messieurs,

Le contingent maximum de monnaies divisionnaires d'argent assigné à chacun des États faisant partie de l'Union monétaire latine a fait l'objet, depuis la Convention du 23 décembre 1865, constitutive de cette Union, d'un certain nombre de conventions ou arrangements destinés à remédier à la déperdition naturelle des monnaies et à l'insuffisance des frappes autorisées.

C'est ainsi que les chiffres adoptés en 1865 ont été successivement révisés depuis par les conventions du 5 novembre 1878, des 6 novembre et 12 décembre 1885 et du 29 octobre 1897. En tenant compte de certaines frappes supplémentaires accordées pour des causes diverses, les contingents se trouvent fixés aujourd'hui de la manière suivante :

Pour la France à . . . . .	394.000.000
La Belgique . . . . .	46.800.000
La Grèce . . . . .	15.000.000
L'Italie . . . . .	232.400.000
La Suisse . . . . .	28.000.000

(1) *Arch. dipl.*, janvier 1903, p. 5, et note. — Le projet de loi a été renvoyé à la Commission du budget dont nous donnons ci-dessous le rapport. Annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre du 20 novembre 1902 (N° 473).

Ce contingent des monnaies divisionnaires de chacune des Puissances énumérées ci-dessus est basé sur le chiffre de la population tant métropolitaine que coloniale à raison de 7 francs par tête d'habitants.

Les dernières frappes supplémentaires autorisées par la convention du 29 octobre 1897 ont permis aux États contractants de satisfaire aux nécessités de leur circulation monétaire, sauf toutefois en ce qui concerne la Suisse.

La Confédération helvétique s'est trouvée dans l'obligation, en raison de la pénurie de la monnaie divisionnaire actuellement en circulation sur son territoire, de faire appel à ses alliés monétaires et elle a prié le Gouvernement de la République française d'engager des pourparlers en vue d'amener entre les États de l'Union une entente tendant à l'autoriser à procéder à une frappe exceptionnelle de 12 millions de monnaies divisionnaires d'argent.

Le Gouvernement fédéral nous a exposé, à l'appui de sa demande, que la Suisse a épuisé en 1901 le solde du contingent de pièces divisionnaires d'argent prévu pour elle lors du dernier arrangement de 1897. Ce contingent avait été calculé sur une population de 3 millions d'habitants. Or, le dernier recensement de novembre 1900 indique une population de 3.330.000, ce qui justifierait déjà, à raison de 7 francs par tête une augmentation d'environ 2.200.000 francs.

D'autre part, il s'est produit dans ce pays, postérieurement à la signature de la convention du 29 octobre 1897 un développement considérable du commerce et de l'industrie, qui est venu rendre plus sensible encore ce défaut de proportion entre le contingent de monnaies divisionnaires accordé à la Confédération et le chiffre de sa population réelle.

Enfin, on nous a fait remarquer que la « mortalité » de la monnaie par son emploi industriel et par l'infiltration dans des pays ne faisant pas partie de l'Union monétaire, agit peut-être en Suisse d'une façon plus active qu'ailleurs ; le grand nombre d'étrangers se rendant chaque année dans ce pays et dont chacun emporte un certain nombre de monnaies divisionnaires qui ne reviennent jamais, peut contribuer à accroître, spécialement pour la Confédération, cette « mortalité ».

Le Gouvernement de la République française appréciant la valeur de ces considérations, a résolu de déférer au désir du Gouvernement fédéral et a engagé des pourparlers avec les États faisant partie de l'Union monétaire latine, qui ont tous reconnu le bien fondé de la demande présentée par le Cabinet de Berne et ont consenti sans difficulté à signer la convention additionnelle que nous soumettons aujourd'hui à votre approbation.

Aux termes de cet accord la Suisse est autorisée à procéder à l'aide de lingots à une frappe supplémentaire de 12 millions de francs de monnaies divisionnaires d'argent. La somme frappée la première année sera limitée à 4 millions ; pendant aucune des années ultérieures, il ne pourra être frappé plus de 2 millions ; les sommes non frappées une année ne s'ajouteront donc pas aux frappes de l'année suivante. Quant au bénéfice, à provenir de l'opération, il devra être exclusivement affecté à l'entretien de la circulation monétaire suisse, sans pouvoir profiter aux recettes budgétaires de la Confédération.

L'acte diplomatique que nous avons l'honneur de vous soumettre présente cet avantage qu'il permet de donner satisfaction à notre alliée monétaire sans porter atteinte aux conventions antérieures et sans rien changer à la situation générale de l'Union monétaire latine.



Nous espérons donc que vous voudrez bien adopter le projet de loi qui nous autorise à ratifier la convention monétaire additionnelle du 15 novembre 1902, en temps utile, pour qu'elle puisse être mise à exécution à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1903.

**Rapport fait au nom de la commission du budget chargée d'examiner le projet de loi portant approbation de la Convention monétaire additionnelle conclue à Paris, le 15 novembre 1902, entre la France, la Belgique, la Grèce, l'Italie et la Suisse, par M. Bouctot (1).**

Messieurs,

Lorsque, en 1865, par la Convention du 23 décembre, la Belgique, la France, l'Italie et la Suisse se constituèrent à l'état d'union monétaire dite *Union latine* (Union à laquelle la Grèce adhéra en 1868), le contingent des monnaies divisionnaires fut fixé pour chacun des Etats contractants, proportionnellement à sa population, sur la base de 6 francs par tête d'habitant. La Suisse obtint un contingent qui, de 17 millions, fut porté à 18 millions par la Convention de 1878 ; lorsque cette dernière fut remplacée par celle du 6 novembre 1885 actuellement en vigueur, la Suisse qui souffrait déjà à cette époque d'une pénurie de monnaies divisionnaires, fut autorisée à faire frapper un contingent supplémentaire de 2 francs par tête d'habitant, soit pour une population de 3 millions d'âmes : 6 millions, auxquels vint s'ajouter un million à raison de l'accroissement survenu dans sa population depuis 1878. Le contingent des monnaies divisionnaires alloué à la Suisse se trouva ainsi porté de 18 millions, chiffre autorisé en 1878, à 25 millions. Vint ensuite l'arrangement monétaire du 29 octobre 1897, qui autorisa, pour les monnaies divisionnaires, la révision des contingents d'après le chiffre de la population tant métropolitaine que coloniale, aux derniers recensements, et leur accroissement à raison de 1 franc par tête d'habitant.

Sur cette base, un contingent supplémentaire de 3 millions fut alloué à la Suisse, formant, avec les 25 millions précédemment alloués, un total de 28 millions (2). Notons que, sur la fixation du contingent complémen-

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 1<sup>er</sup> décembre 1902, n° 543.

(2) Le tableau ci-après présente, pour chacun des cinq états de l'« Union latine », les contingents fixés par les conventions de 1885 et de 1897 (monnaies divisionnaires d'argent) :

	CONVENTION de 1895	CONVENTION de 1897	TOTAUX
	francs	francs	francs
France (Algérie et colonies)....	264 000.000	130.000.000	394.000.000
Belgique.....	40.800 000	6.000.000	46.800 000
Grèce.....	15.000.000	»	15.000.000
Italie.....	202.400.000	30.000.000	232.400.000
Suisse.....	25.000.000	3.000.000	28.000.000
Totaux.....	547.000.000	169.000.000	716.200.000

taire de 3 millions, la Suisse n'avait pu, comme la France, faire entrer en ligne une population coloniale, ce qui aurait constitué, pour elle comme pour nous, un bénéfice, les colonies, dont certaines ont un régime monétaire local, absorbant très peu de monnaies divisionnaires.

Or, malgré ces frappes successives et bien que depuis dix ans la Suisse ait fait auprès de ses alliés monétaires des achats constants de pièces d'appoint, ce pays souffre depuis longtemps d'une pénurie de monnaies divisionnaires. Cette pénurie tient à des causes diverses, parmi lesquelles on peut citer les suivantes :

1° La mortalité ou la déperdition naturelle de la monnaie. Cette mortalité est telle que lorsque, en 1893, l'Italie a rapatrié ses monnaies divisionnaires, elle a constaté une déperdition de 37,74 o/o sur l'ensemble de ses frappes ;

2° Le retrait des monnaies italiennes. Par suite de ce retrait, la Suisse s'est trouvée privée de 26 millions de francs de pièces d'appoint. Proportionnellement à sa population, c'est le pays qui a rendu le plus fort contingent de petites monnaies blanches à l'Italie ;

3° Le drainage des monnaies divisionnaires par les nombreux étrangers qui affluent tous les ans en Suisse, et qui tous emportent un peu de sa monnaie.

4° Enfin, l'immobilisation du numéraire dans les banques d'émission qui drainent l'or, tant pour gager leur propre papier-monnaie que pour assurer le paiement de leurs dettes à l'extérieur.

En résumé, au commencement de la présente année 1902, la pénurie d'espèces divisionnaires dont souffrait la Suisse était arrivée à un tel degré d'acuité, qu'un remède radical s'imposait.

Aussi, la première pensée du Gouvernement helvétique fut-elle de demander la réunion d'une conférence des Etats faisant partie de l'Union latine, afin d'obtenir la nationalisation totale des monnaies divisionnaires. Si la Suisse, se bornant à réclamer la nationalisation de ses propres monnaies s'était contentée de facilités analogues à celles dont bénéficie l'Italie (15 novembre 1893-15 mars 1898) sous limitation des quantités d'argent neuf à frapper, l'entente eût été aisée. Malheureusement, la Confédération émit, au début des pourparlers, la prétention quasi léonine d'obliger ses alliés monétaires à nationaliser leur propres monnaies d'appoint, avec faculté, pour chacun d'eux, d'en frapper selon ses convenances.

Autant valait dénoncer l'Union latine, c'est-à-dire faire dans l'inconnu, un saut auquel, en dépit des apparences, aucune des parties contractantes n'est, quant à présent, utilement préparée.

Un nouvel échange de vues tendant à un arrangement sur des bases moins étendues était souhaitable. Il eut lieu ; de là, la récente convention monétaire additionnelle du 15 novembre dernier, que M. le Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances soumettent, conjointement, à la ratification des chambres.

.....  
Interprète des sentiments de votre Commission du budget, votre rapporteur estime que — faisant suite aux importants avantages déjà accordés à la Belgique par l'acte additionnel du 12 décembre 1885 et à l'Italie par l'arrangement de 1893 et le protocole de 1898 — la nouvelle concession ainsi gracieusement octroyée, sans sérieuse compensation, à une seule des parties contractantes est peut-être un peu excessive, en ce sens surtout qu'elle apparaît, dans un avenir prochain, comme de nature à



porter atteinte à l'équilibre nécessaire établi par les négociateurs de l'acte organique du 23 décembre 1865.

D'ailleurs, si le développement économique, industriel et commercial de la Suisse, si sa situation géographique, si par-dessus tout son accroissement de population constaté au recensement de 1900, justifient une augmentation divisionnaire et même un certain dépassement au delà des 7 francs par habitant imposés par des accords passés pour ainsi dire en force de loi, pourquoi n'a-t-on pas restreint davantage, en ce qui concerne la durée d'exécution, la quantité et l'origine des matières employées, l'autorisation de frapper de nouvelles pièces de monnaie en ce métal argent dont la flagrante dépréciation et la progressive diminution de puissance libératoire effraye si justement la Banque de France et la Banque de Belgique, depuis trop longtemps encombrées ?

Et comment n'a-t-on pas songé à imposer à l'Etat suisse, demandeur en l'espèce, la méthode expérimentale que préconisent les économistes et les sociologues, en ne lui permettant, d'année en année, qu'une frappe limitée aux besoins immédiats et en l'astreignant à refondre préalablement — et ce à l'exclusion de lingots de métal neuf — le reliquat de pièces helvétiques de 5 francs déposées dans les caves de la Banque de France ? Comment n'a-t-on pas eu l'idée de profiter d'une occasion aussi favorable pour négocier, à défaut de nos écus actuels, le stock d'argent français portant effigies antérieures à 1830 et dont la richesse aurifère moyenne et courante est cotée à 60.000 fr. par million ?

On eût de la sorte, — en attendant le bénéfice fort probable, sinon prochain, de croissantes absorptions par les pays à circulation d'argent tels que l'Extrême-Orient et plus encore l'Afrique, — élargi la voie que la direction du quai Conti s'est efforcée d'ouvrir, par ses récentes transformations annuelles de grosse monnaie en espèces divisionnaires, à une démonétisation matérielle éminemment désirable, et indiqué, une fois de plus, par une affirmation de principe, notre résolution d'alléger de son poids mort la réserve métallique qui constitue notre plus précieux Trésor de Guerre.

Telles sont, messieurs, les observations que nous suggère, au point de vue économique, l'examen du traité du 15 novembre 1902.

Quoi qu'il en soit, et sous les réserves ci-dessus, nous vous proposons, tant en raison de l'importance plutôt relative des intérêts matériels et immédiats en jeu que de notre souci de maintenir nos relations cordiales avec un peuple qui se rapproche si naturellement de nous par la communauté de race, de langue et d'institutions démocratiques, de ratifier la récente convention monétaire additionnelle dont la mise en vigueur au profit de la Suisse est prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 1903.

---

**Loi portant approbation de la convention signée, le 27 mars 1901, entre la France et l'Espagne pour régler l'exercice de la juridiction dans l'île de la Conférence.**

27 JUIN 1902 (1)

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,  
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :  
Article 1<sup>er</sup>. — Le Président de la République française est autorisé à

(1) *Journ. Off.*, 11 juillet 1902.

ratifier et. s'il y a lieu, à faire exécuter la convention signée à Bayonne, le 27 mars 1901, entre la France et l'Espagne pour régler l'exercice de la juridiction dans l'île de la Conférence, convention dont la copie authentique demeure annexée à la présente loi <sup>(1)</sup>.

Art. 2. — Au point de vue de la poursuite et de la répression des infractions dont les auteurs sont, aux termes des articles 2 et 3 de la convention du 27 mars 1901, justiciables des tribunaux français, l'île de la Conférence est rattachée à la circonscription judiciaire du canton de Saint-Jean-de-Luz en ce qui concerne les contraventions, et de l'arrondissement de Bayonne pour les crimes et délits.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 27 juin 1902.

Emile LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le président du Conseil,  
ministre de l'intérieur et des cultes,*

E. COMBES.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

E. VALLÉ.

*Le ministre des affaires étrangères,*

DELGASSÉ.

### Rapport au Président de la République, suivi d'un décret portant organisation nouvelle de la colonie du Congo français.

3 JUILLET 1902 <sup>(2)</sup>

Monsieur le président,

L'immense étendue des régions rattachées à la colonie du Congo français et les difficultés de tout ordre qu'a rencontrées l'administration de ces territoires, à peine entrés dans la période du développement économique, ont rendu jusqu'à ce jour tout particulièrement complexe l'organisation définitive de ces vastes possessions. Il paraît aujourd'hui démontré toutefois que l'ensemble de notre colonie doit recevoir une constante unité de direction, si on veut éviter, dans les manifestations de notre action politique, tantôt des initiatives contradictoires, et tantôt une abstention peu soucieuse des intérêts généraux du pays. Pour que les efforts de la colonisation française au Congo soient ainsi désormais mieux coordonnés et plus féconds, la condition première, c'est qu'une autorité plus ou moins indépendante ne puisse s'exercer loin du chef-lieu, avec des moyens d'action relativement considérables, sous la seule garantie d'une sanction tardive et d'un contrôle insuffisant. Dans cette même pensée, il y a lieu d'affirmer qu'on ne saurait sans inconvénients maintenir dans les régions du Tchad un commissaire du Gouvernement, investi de pouvoirs exceptionnels, sans relations bien définies avec le chef de la colonie, et dont le commandant supérieur des troupes pourrait, avec ses fonctions propres, cumuler les attributions.

Ces principes fondamentaux doivent permettre de donner une organi-

(1) V. *Arch. diplom.* ci-dessus, p. 71.

(2) *Journ. Off.*, 6 juillet 1902.



sation rationnelle aux territoires du Congo français. En réalité, notre colonie comprend deux régions distinctes : l'une, qui s'est trouvée plus facilement ouverte à notre influence, où des concessions ont été accordées, et dont il est indispensable aujourd'hui, par une action administrative sagement conçue, appropriée aux nécessités de la situation, de hâter le progrès économique ; l'autre qui, moins accessible à la colonisation, s'étend au nord du bassin du Congo jusqu'au Tchad, et dans laquelle le rôle de la France doit être limité présentement à une œuvre de surveillance et de pacification, en face de populations dont on pourra seulement peu à peu apaiser les résistances et dissiper les préventions. J'ai considéré que, dans ces deux régions, l'une et l'autre sous la haute direction du commissaire général du Gouvernement, l'autorité française devait se manifester selon des conditions un peu différentes, mais également méthodiques. Dans la première, j'ai pensé que de Libreville, l'action du commissaire général serait plus efficace, si, en harmonie avec elle, s'exerçaient les pouvoirs d'un lieutenant-gouverneur, dont la résidence habituelle serait à Brazzaville, et s'il était possible d'adjoindre un délégué spécial à ces hauts fonctionnaires, pour suivre plus particulièrement l'étude des questions économiques, et représenter l'administration dans ses relations de plus en plus actives et délicates avec les sociétés concessionnaires. Dans la seconde, au contraire, pour que le commissaire général puisse, selon les vues du Gouvernement exercer son autorité, il suffit qu'un administrateur, son agent immédiat, ait la direction politique et financière des territoires placés sous notre influence. Ces dispositions nouvelles ne seraient nullement exclusives, d'ailleurs, du maintien dans l'ensemble de notre colonie, sous l'autorité d'un commandant supérieur des troupes, des effectifs militaires jugés indispensables.

J'ai préparé, dans cet esprit, et j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-annexé.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le ministre des colonies.*

Gaston DOUMERGUE.

---

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 28 septembre 1867 sur l'organisation du Congo français ;

Vu le décret du 5 septembre 1900, portant organisation nouvelle de la région du Chari,

Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les divers territoires dépendant de la colonie du Congo français sont uniformément placés sous la haute autorité du commissaire général du Gouvernement. Ce fonctionnaire est assisté d'un lieutenant-gouverneur, qui le remplace en cas d'absence, dont la résidence est à Brazzaville et à qui il peut déléguer tout ou partie de ses attributions sur une fraction des territoires de la colonie. Un commissaire spécial du Gouvernement lui est, en outre, adjoint pour suivre plus particulièrement l'étude des questions économiques et pour représenter l'administration

dans ses relations auprès des sociétés concessionnaires; ce fonctionnaire remplace, en cas d'absence, le lieutenant-gouverneur de la colonie.

Art. 2. — La circonscription des pays et protectorats du Tchad cesse de constituer un territoire militaire placé sous l'autorité d'un commissaire du Gouvernement. Les recettes et les dépenses locales des territoires qui en dépendent continuent à former un budget autonome, arrêté chaque année en conseil d'administration; le commissaire général du Gouvernement en est ordonnateur, mais il peut déléguer ses pouvoirs à cet effet à l'administrateur chargé de la direction politique de la région.

En ce qui concerne les dépenses militaires inscrites au budget de l'Etat et afférentes à ces territoires, les prévisions en sont établies chaque année par le commandant des troupes de la région, et transmises par lui, après avis de l'administrateur, au commandant supérieur des troupes pour être arrêtées définitivement par le commissaire général.

Art. 3. — Les effectifs militaires stationnés dans les divers territoires dépendant du Congo français sont placés sous l'autorité d'un commandant supérieur des troupes qui réside à Libreville auprès du commissaire général du Gouvernement.

Art. 4. — Toutes dispositions contraires sont et demeurent abrogées.

Art. 5. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 5 juillet 1902.

Emile LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

Gaston DOUMERGUE.

---

### Rapport au Président de la République, suivi d'un décret relatif aux conditions d'admission dans nos carrières diplomatique et consulaire.

11 JUILLET 1902 (1)

Monsieur le Président,

Le décret réglant les conditions d'admission dans les carrières diplomatique et consulaire et que vous avez bien voulu signer le 24 avril 1900, a été appliqué cette année pour la seconde fois et a donné les résultats les plus satisfaisants au point de vue du recrutement du personnel de mon département.

Toutefois, le jury du concours et la commission du stage que j'avais invités à me communiquer leurs observations et à me signaler au besoin les lacunes qui auraient pu être constatées dans l'application du nouveau programme, ont attiré mon attention sur deux points : 1° sur l'insuffisance du coefficient de la note d'aptitude professionnelle; 2° sur la part insignifiante faite dans ce programme aux connaissances du droit international public et privé.

La note d'aptitude professionnelle donnée dans les conditions indiquées par l'article 8 du décret du 24 avril 1900 n'ayant que le coefficient 1 ne compte dans le total des notes que pour un neuvième. Or, il me semble

(1) *Journ. Off.*, 14 juillet 1902.



juste d'attribuer à cette note donnée aux candidats après cinq mois d'observation par les huit membres qui composent la commission du stage une importance plus proportionnée aux efforts auxquels elle correspond, aussi bien de la part des candidats que de la part des membres de la dite commission.

J'estime, en outre, que les connaissances de droit international présentent un intérêt capital pour les fonctionnaires de mon département, qu'ils appartiennent au service diplomatique ou au service consulaire. Actuellement, les candidats se bornent à répondre à une question dont le coefficient est 1, tandis que le coefficient de l'histoire à l'écrit et à l'oral atteint 4, près de la moitié de l'ensemble des notes.

J'ai donc pensé que le seul moyen de rendre à l'étude du droit international l'importance qui doit lui revenir dans les épreuves du concours serait de rétablir la composition sur un sujet de droit international public ou privé.

C'est donc à ce double point de vue que j'ai corrigé l'article 7 du décret du 24 avril 1900 en y introduisant une composition de droit et en fixant à 2 le coefficient de la note d'aptitude professionnelle.

Désormais, ainsi que vous le verrez à l'article 10, l'ensemble des coefficients s'élèvera à 10. La note de stage y comptera pour 2, soit  $\frac{1}{5}$  au lieu de  $\frac{1}{9}$  auparavant ; l'histoire pour 3, soit moins du tiers au lieu de  $\frac{4}{9}$  ; enfin le droit, avec le coefficient 1 à l'écrit et 1 à l'oral, y figurera pour  $\frac{1}{5}$ .

De cette façon, je crois avoir ramené chaque matière à l'importance qui lui revient, et, si vous approuvez cette manière de voir, vous voudrez bien consacrer cette réforme partielle en signant le projet de décret ci-annexé.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de mon profond respect.

*Le Ministre des Affaires étrangères,*  
DELCASSÉ.

---

Le Président de la République française,  
Sur la proposition du ministre des Affaires étrangères,

Décrète :

Les conditions d'admission aux emplois de la carrière diplomatique et consulaire, fixées par le décret du 24 avril 1900, sont modifiées de la manière suivante :

Art. 1<sup>er</sup>. — Un concours est ouvert chaque année, dans la première quinzaine du mois d'avril, pour l'admission aux emplois vacants d'attachés d'ambassade et d'élèves consuls.

Art. 2. — Les candidats se feront inscrire au ministère des Affaires étrangères sur un registre qui est ouvert à cet effet du 15 octobre au 15 novembre précédent. Ils doivent faire connaître au moment de leur inscription s'ils se destinent à la carrière diplomatique ou à la carrière consulaire et justifier :

1° Qu'ils sont Français, jouissant de leurs droits, et qu'ils ont satisfait à la loi militaire ;

2° Qu'ils sont âgés de plus de vingt-un ans et de moins de vingt-sept

ans au moment de leur inscription. Toutefois, les jeunes gens qui auront été réformés par l'autorité militaire ou placés dans les services auxiliaires ne pourront pas se présenter avant l'âge de vingt-deux ans. La limite de vingt-sept ans est reculée jusqu'à vingt-huit ans pour les candidats ayant obtenu le diplôme de docteur en droit ;

3° Qu'ils sont licenciés en droit, ès-lettres ou ès-sciences ; ou qu'ils ont le diplôme de l'école des chartes ; ou ont satisfait aux examens de sortie de l'école normale supérieure, de l'école polytechnique, de l'école nationale des mines, de l'école des ponts et chaussées, de l'école centrale des arts et manufactures, de l'école forestière, de l'école spéciale militaire ou de l'école navale ; ou qu'étant bacheliers, ils ont soit un brevet des armées actives de terre ou de mer, soit un diplôme de l'école des sciences politiques, de l'école des hautes études commerciales, d'une école supérieure de commerce agréée par le Gouvernement, de l'école coloniale ou de l'institut national agronomique.

La liste des candidats est arrêtée par le ministre huit jours avant l'examen.

Art. 3. — Nul candidat ne pourra se présenter plus de trois fois au concours tel qu'il est institué par les articles 5, 6, 7, 8, 9 et 10 du présent décret.

Art. 4. — Les conditions d'âge prévues par l'article 2 seront exigées au moment de chaque inscription. En seront dispensés, cependant, les candidats qui auront subi avec succès, une première fois, dans les conditions d'âge réglementaires, les épreuves de l'admissibilité ; ils pourront, par exception, se faire inscrire, suivant le cas, pour le premier ou pour les deux concours suivant immédiatement celui où ils auront été admissibles.

Art. 5. — Le jury se compose de six membres, dont la moitié pourra être choisie en dehors du ministère dans les administrations civiles, les grands corps de l'Etat, les grands établissements, les chambres de commerce, etc.

Art. 6. — Le concours comporte une épreuve d'admissibilité et une épreuve définitive.

Art. 7. — L'épreuve d'admissibilité consiste en :

1° Une composition écrite sur l'histoire diplomatique depuis le traité d'Utrecht jusqu'au traité de Berlin ;

2° Une composition écrite sur un sujet de droit international public ou privé ;

3° Un thème anglais ou allemand.

Pour prononcer l'admissibilité, le jury joindra aux notes obtenues pour ces compositions la note d'aptitude professionnelle attribuée aux candidats dans les conditions indiquées à l'article suivant. Cette note sera multipliée par le coefficient 2.

Art. 8. — Une note d'aptitude professionnelle est donnée aux candidats par une commission désignée chaque année par le ministre et composée de huit membres recrutés parmi les fonctionnaires et agents du ministère des affaires étrangères, dont la moitié au moins auront rempli à l'étranger des fonctions de la carrière diplomatique ou consulaire.

Chacun des membres de la commission verra individuellement les candidats aussi souvent qu'il le jugera nécessaire pour se former une opinion



sur leur caractère, leur éducation et leurs aptitudes. Les membres de la commission prendront en outre connaissance des travaux qui seront remis au service du personnel par les candidats sur des sujets librement choisis par eux parmi les matières du concours et dont ils indiqueront, avant le 1<sup>er</sup> décembre, le plan et la bibliographie sommaire. L'un des travaux devra être déposé avant le 1<sup>er</sup> janvier, le second avant le 1<sup>er</sup> février.

Ces conversations et ces travaux feront l'objet, de la part de chacun des membres de la commission, d'un rapport écrit.

Art. 9. — L'épreuve définitive consiste :

1° En un exposé oral de dix minutes au maximum sur un sujet d'histoire contemporaine, de 1815 jusqu'à nos jours, et dont le sujet sera tiré au sort. Il sera alors accordé à chaque candidat une demi-heure de préparation. Tous documents imprimés ou manuscrits lui sont interdits à peine d'exclusion ;

2° En une interrogation sur un sujet de droit international public ou privé ;

3° En une interrogation sur la géographie économique, l'expansion coloniale des Etats européens et les principes généraux de l'économie politique et de la science financière ;

4° En une analyse verbale et en langue étrangère d'un document de même langue qui sera lu par le candidat.

Art. 10. — Les résultats des épreuves seront déterminés par des notes exprimées en chiffres et variant de 0 à 20.

Tout candidat qui, pour l'une quelconque des épreuves, aura obtenu une note inférieure à 5 sera exclu du concours.

Le classement des candidats résultera de la quantité de points obtenus par l'addition qui sera faite des différentes notes multipliées par les coefficients suivants :

MATIÈRES		Coefficient.
Stage.....		2
Histoire :		
Ecrit.....		2
Oral.....		1
Droit :		
Ecrit.....		1
Oral.....		1
Langues vivantes :		
Ecrit.....		1
Oral.....		1
Géographie économique, expansion coloniale, etc. :		
oral.....		1

Chaque langue supplémentaire sur laquelle le candidat demanderait à être interrogé fera l'objet d'une note variant de 0 à 20 et multipliée par le coefficient d'un tiers, sans que le total des points ainsi obtenus puisse excéder 15.

Art. 11. — Le jury délibère et arrête séance tenante, par ordre de classement dans les deux carrières, la liste des candidats admis, en nombre égal à celui des places mises au concours.

Art. 12. — Les attachés d'ambassade issus du concours seront successivement désignés, au cours des deux années qui suivront leur nomination, pour accomplir un stage obligatoire de six mois au moins à la direction des consulats, et un stage de même durée dans une ambassade ou une légation.

Les élèves-consuls auront à accomplir un stage de même durée à la direction des affaires politiques et dans un consulat général ou un consulat.

Art. 13. — A l'expiration de leur deuxième année de service, les attachés issus du concours précédent subissent un examen de classement destiné à constater leur aptitude aux fonctions de secrétaire d'ambassade de 3<sup>e</sup> classe ou de consul suppléant.

Art. 14. — Le jury se compose de trois membres désignés par le ministre parmi les agents ou anciens agents.

Art. 15. — L'examen de classement comporte :

1<sup>o</sup> Une composition écrite sur un sujet ayant trait au développement économique ou politique des diverses puissances dans le cours des dix années précédentes ;

2<sup>o</sup> Un rapport écrit sur un dossier ;

3<sup>o</sup> Deux thèmes au choix des candidats dans les langues anglaise, allemande et espagnole.

Il sera tenu compte dans le classement de la connaissance d'autres langues étrangères.

4<sup>o</sup> Une analyse orale sur un dossier.

Une commission composée de trois membres désignés par le ministre, sur la proposition du directeur des affaires politiques, du directeur des consulats et du chef du cabinet et du personnel, sera appelée à donner une note d'aptitude professionnelle de 0 à 20 qui sera ajoutée à celles des épreuves écrites ou orales.

Cette note d'aptitude et la note donnée pour la composition écrite seront multipliées par le coefficient 2.

Art. 16. — Les candidats n'ayant pas obtenu dans l'une des épreuves un nombre de points jugé suffisant par le jury seront ajournés à l'année suivante.

Art. 17. — Les grades de secrétaire d'ambassade de 3<sup>e</sup> classe et de consul suppléant ne pourront être conférés qu'aux attachés reçus à l'examen de classement et au fur et à mesure des vacances.

Art. 18. — Les jeunes gens remplissant les conditions énumérées à l'article 2 du présent décret qui auront été autorisés à participer aux travaux des postes diplomatiques ou consulaires pourront être admis à subir l'examen prévu par l'article 13, après cinq ans de services à l'étranger s'ils ont accompli au moins une année de présence sous les drapeaux, et s'ils ont été réformés ou placés dans les services auxiliaires.

Le nombre des candidats de cette catégorie ne pourra toutefois être supérieur au quart du nombre total des concurrents.

Art. 19. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, notamment les décrets du 20 novembre 1894 et du 6 décembre 1899.



Art. 20. — Le ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 juillet 1902.

Emile LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Affaires étrangères,*  
DELGASSÉ.

---

## MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

### DIRECTION DES CONSULATS ET DES AFFAIRES COMMERCIALES

---

#### Résumé des rapports des agents diplomatiques et consulaires de la République, sur la fortune française à l'étranger.

15 SEPTEMBRE 1902

Une part importante de notre fortune nationale est représentée par les capitaux que les Français ont engagés à l'étranger, soit en établissant hors du territoire national le centre de leurs affaires, soit en étendant au delà de nos frontières leurs opérations commerciales ou industrielles, soit en faisant fructifier leur argent dans les entreprises lointaines ou les emprunts étrangers.

Il était intéressant de rechercher à combien pouvaient se monter les capitaux ainsi engagés par nous hors de France, quels étaient les éléments principaux de cette fortune extérieure et comment ils étaient répartis. Pour y arriver, on a eu recours à une méthode qui, dans un pays voisin, a donné de bons résultats pour une enquête partielle de même nature. Le questionnaire suivant a été adressé aux agents diplomatiques et consulaires de France à l'étranger, par la sous-direction des affaires commerciales du ministère des affaires étrangères :

Existe-t-il dans votre circonscription :

1° Des maisons de commerce françaises ?

Sous quelle forme sont-elles constituées ?

A combien évaluez-vous le montant des capitaux qu'elles ont immobilisés et qu'elles mettent en œuvre ?

Branches principales de leur trafic.

Trafiquent-elles principalement avec la France et le pays où elles sont établies ? Font-elles des opérations importantes avec d'autres pays, et de la commission ?

2° Propriété foncière française ?

Son évaluation ?

3° Exploitations agricoles françaises ?

Leur nature ? leur étendue ? leur revenu ?

4° Crédits français ouverts à des entreprises commerciales, industrielles ou agricoles.

Sous quelle forme ont-ils été ouverts ?

Sont-ils avec ou sans garantie ?

5° Banques françaises :

Leur champ d'opérations.

6° Navires sous pavillon français faisant le service d'escale.

7° Capitaux français engagés dans des entreprises de navigation maritime ou fluviale.

8° Capitaux français placés dans les chemins de fer.

Leur rendement.

8° Capitaux français placés dans les mines et carrières.

Nature de ces dernières.

Chiffre des capitaux qu'elles ont absorbés.

Evaluation du rendement.

10° Capitaux français placés dans l'industrie.

Quelles sont ces industries ?

Chiffre des capitaux. — Leur revenu.

11° Etablissements agricoles français.

Leur régime. Sont-ils exploités par des Français ?

12° Existe-t-il d'autres intérêts français appartenant à des ressortissants domiciliés dans votre circonscription ou à des Français habitant la France ou d'autres pays ? Leur nature, leur étendue et leur revenu ?

Il est satisfaisant de mentionner que tous nos agents ont répondu avec empressement à ce questionnaire, et que les informations qu'ils ont recueillies ont permis d'établir ce travail d'ensemble, où, pour chaque pays étranger, les intérêts français sont indiqués et évalués dans l'ordre du questionnaire et totalisés ensuite par pays. On a pu établir ainsi, pour l'ensemble de la fortune française constatée dans les cinq parties du monde, un total général de près de 30 milliards de francs.

Il importe de ne pas se méprendre sur la signification de ce chiffre et des évaluations partielles dont il est composé. La valeur de la fortune extérieure de la France ne peut pas être arrêtée, mathématiquement, en francs et en centimes, comme le bilan annuel d'un grand établissement de crédit. Les 30 milliards indiqués ci-dessus représentent des maisons de commerce, des propriétés, des titres dont on n'a pu fixer avec précision l'importance ou le nombre. Dans les pays mal policés où le recours à la protection consulaire s'impose journellement à nos nationaux, la manifestation constante des intérêts français permet encore d'en estimer la valeur : mais là où les institutions libérales assurent la sécurité publique, les mêmes intérêts évitent, plutôt qu'ils ne recherchent, l'attention de l'autorité, et une enquête comme celle-ci se trouve privée de ses meilleurs moyens d'information.

En présence de ces difficultés, nos agents n'ont pu fournir, dans la majorité des cas, que des évaluations approximatives ; quelquefois, ne pouvant garantir leurs évaluations, ils ont préféré ne donner aucun chiffre. Pour beaucoup de pays le montant des capitaux français est donc incertain ou incomplet.

On n'a pas cherché à combler ces lacunes par des indications fantaisistes. Le but de cette enquête était, comme il a été dit plus haut, de montrer où nous avions des intérêts, quelle était la nature et l'importance relative de ceux-ci.

On verra que la fortune française est disséminée dans le monde entier. L'Europe en prend la plus large part. La Russie et l'Espagne, en première ligne ; ensuite l'Angleterre, l'Autriche, la Turquie, la Belgique et la Roumanie ont attirés nos capitaux. En Afrique, ceux-ci se sont portés sur deux points principaux : l'Egypte et le Transvaal. Notre fortune asiatique



va à la Chine, à la Turquie d'Asie. En Amérique, les plus gros chiffres sont pour les Etats-Unis, le Mexique, l'Argentine et la Colombie.

Les éléments de cette fortune sont très inégaux. L'émigration proprement dite entre à peine en ligne de compte. Le Français ne s'expatrie guère ; de plus, les émigrants et les capitaux acquis par eux se dénationalisent vite.

Nos maisons de commerce ont plus d'importance : cela tient à cette prépondérance que nous avons conservée pour les articles de luxe (vins, soieries, modes, confections, bijouterie, parfumerie, articles de Paris, etc.). La valeur de la propriété française n'est considérable que dans les pays limitrophes de la France, dans certaines de nos colonies d'autrefois, dans les régions fréquentées par nos missionnaires et dans celles où l'usage de notre langue est répandu.

Les entreprises françaises de navigation à l'étranger sont rares ; mais, en échange, nous paraissions avoir acquis une sorte de spécialité pour la construction de docks, de quais, de ports dans divers pays. Enfin, là où il faut à l'industrie de gros commanditaires ou une exécution élégante et soignée, on est sûr de trouver des entreprises françaises.

Mais la plus grande partie de nos capitaux à l'étranger est engagée dans des placements (Emprunts d'Etat. — Titres de chemins de fer. — Mines. — Canaux maritimes). Il existe en effet, en Europe et en Amérique, plusieurs grands groupements financiers, auxquels les pays neufs ou dépourvus de capitaux doivent recourir, lorsqu'ils veulent s'outiller pour la lutte économique. Les capitaux français constituent un de ces groupements ; il a sur les autres l'avantage d'être composé à la fois de grands capitalistes et de l'épargne individuelle de toute la nation.

Ce n'est pas le lieu ici de comparer entre elles les différentes forces financières, de définir leur valeur, leur rayon d'action, leur influence politique. Il suffit d'indiquer — et c'est la conclusion réconfortante de cette enquête — que le groupement financier français ne le cède en rien aux autres comme puissance et comme initiative. A une époque où les questions économiques dominent la politique des nations, il reste un des grands moyens d'action de la France dans le monde.

---

### Fortune française à l'étranger

#### I. — EUROPE

##### 1. Espagne

Après l'Angleterre, la Belgique, les Etats-Unis et l'Allemagne, l'Espagne est le pays avec lequel notre commerce fait le plus d'échanges. En 1900, elle nous a envoyé pour 220 millions de marchandises et en a reçu pour 135 millions, soit 355 millions pour les importations et les exportations réunies.

Il y a un très grand nombre de maisons de commerce françaises en Espagne ; on en compte une soixantaine en Catalogne, autant à Valence, plus de deux cents à Madrid.

Les capitaux qu'elles ont absorbés ont été évalués pour toute l'Espagne à 54 millions de francs et il est probable que ce chiffre est très inférieur à la réalité.

Une nomenclature de toutes les branches de négoce représentées en

Espagne par des maisons françaises serait trop longue et difficile à établir.

On peut mentionner comme articles principaux, les suivants :

- Quincaillerie, fer, fonte, ferronnerie, produits chimiques, engrais ;
- Céréales, fruits, épicerie, vins, laitage, minoterie, boulangerie, boucherie, charcuterie, chocolat ;
- Tissus, laines, chiffons, peaux, chapeaux ;
- Horlogerie, bijouterie, parfumerie ;
- Verrerie, vitres et cristaux ;
- Carrosserie, antiquités, articles de voyage, coutellerie, librairie, gravure, produits pharmaceutiques, photographie, ameublement, instruments de précision et de chirurgie, horticulture.

Il faut y ajouter des bazars, des hôtels, des restaurants et des maisons de commission.

La propriété française en Espagne peut monter à 64 millions de francs. C'est surtout en Catalogne que nos nationaux se sont établis. Les exploitations agricoles proprement dites se rencontrent principalement en Biscaye et en Andalousie.

Les données manquent pour évaluer avec précision le revenu annuel que donnent ces divers capitaux. On peut admettre, avec réserves, un intérêt annuel de 10 o/o dans les entreprises commerciales et de 5 o/o, pour les biens fonciers.

Il existe trois banques françaises à Madrid, une en Biscaye, une à Valence, et dans tout le royaume plusieurs agences du Crédit Lyonnais. En ajoutant aux capitaux des banques françaises, les dépôts d'argent français dans les banques espagnoles de Barcelone et les crédits français ouverts à diverses entreprises espagnoles, on arrive à un total de 34 millions.

Les capitaux français engagés dans des entreprises de navigation fluviale et maritime, de construction de docks ou de quais, s'élèvent à 46 millions. La plus grande partie de cette somme est engagée dans les travaux de port entrepris à Bilbao, Santander et Pasajes par des sociétés françaises.

Les actions et obligations des chemins de fer espagnols sont en grande partie aux mains de porteurs français.

Voici la répartition des capitaux français, pour les principaux réseaux espagnols :

	Evaluation en millions de francs
Nord. Actions, les 3/5 .....	139
— Obligations 3 o/o, les 2/5 .....	500
M. Z. A. Actions, les 4/5 .....	188
— Obligations 3 o/o, les 4/5 .....	529
Andalous. Actions, les 4/5 .....	24
— Obligations, les 4/5 .....	133
Sud. Actions, les 4/5 .....	6
— Obligations 3 o/o, les 4/5 .....	29
Caceres et Ouest. Actions, les 4/5 .....	37
— Obligations 3 o/o et 4 o/o, les 4/5 .....	72
Etc., etc.	



Le total des capitaux français engagés dans les voies ferrées espagnoles s'élève à 1.662 millions de francs.

Nous sommes intéressés dans des mines ou carrières (or, argent, fer, pyrite de fer, plomb, cuivre, mercure, étain, wolfram, calamine, galène, charbon, talc), pour une somme de 71 millions, dont 24 pour la circonscription de Madrid.

Voici une liste des principales sociétés minières en Espagne, où un intérêt français est engagé :

CAPITAUX	
I. — SOCIÉTÉS MINIÈRES (Circonscription de Madrid)	
	piécettes.      francs.
Peñarroya, siège à Paris : plomb argentifère, houille.	11.000.000
Puertollano, siège à Paris : charbon ; province de Ciudad-Real	2.000.000
La Nava de Jadraque, siège à Paris : mines d'or.	1.200.000
La Franco-Espagnole, Paris	250.000
La Argentifera, siège à Paris : plomb argentifère.	4.000.000
El Horcajo, siège à Paris : plomb argentifère.	6.000.000
La Union Hullera y metallurgica de Asturias, siège à Madrid ; un tiers du capital.	2.800.000
Compagnie générale espagnole des mines, à Madrid ; plomb argentifère ; un tiers du capital.	600.000
Capitaux en piécettes et convertis en francs.	13.400.000 = 10.307.000
Total en francs.	24.757 000

CAPITAUX	
II. — SOCIÉTÉS MINIÈRES (Autres circonscriptions).	
	piécettes.      francs.
Compagnie de Aguilas : cuivre, plomb, zinc.	15.000.000
Escombrera-Bleyberg : plomb.	7.000.000
Avion : zinc.	4.000.000
Pyrites de Huelya : fer.	3.500.000
Franco-Belge de Somorostro : fer.	3.000.000
Phosphates de Peñafior.	2.730.000
Compagnie des zincs et plombs (Paris-Bruxelles).	?
La compagnie franco-belge des mines et fonderies de la Vieille-Montagne (Liège et Paris) possède des mines de nickel en Espagne.	?
Etc., etc.	

Le revenu des sociétés les plus importantes peut être évalué de 6 à 10 o/o du capital.

Les entreprises industrielles françaises représentent un capital d'environ 173 millions, se répartissant entre les industries suivantes : métallurgie, ciments, constructions maritimes, scieries à vapeur, industrie du bois, carrosserie, tramways, éclairage au gaz, eaux, pétroles, électricité, produits chimiques, sulfure de carbone, cirages, allumettes, verrerie, biscuits, glace artificielle, huiles, sardines, liqueurs, réglisse, soieries, etc. Le rendement moyen des capitaux paraît être de 10 o/o.

Les placements français en fonds espagnols sont très importants. Nous avons 40 millions de francs en obligations 6 o/o, 4 o/o et 3 o/o de la ville de Madrid, 650 millions environ d'Extérieure estampillée 4 o/o,

150 millions d'obligations hypothécaires de Cuba 1886 et 1890 rapportant 4,8 et 4 o/o.

Notre fortune en Espagne se compose donc des éléments suivants :

	Millions de francs
Maisons de commerce.....	84
Propriétés.....	64
Banques.....	34
Navigation, quais, ports.....	46
Chemins de fer.....	1.662
Mines.....	71
Industrie.....	173
Fonds d'Etat (et ville de Madrid).....	840
Total.....	2.974

## 2. Portugal

Le commerce français au Portugal est représenté par 84 maisons, s'occupant pour la plupart de commerce de détail. Les plus grandes de ces maisons, cependant, se consacrent à l'exportation du liège. On peut évaluer à 12 millions, la totalité des capitaux engagés dans les maisons de commerce.

La propriété foncière française au Portugal vaut 3 millions : elle comprend des petites propriétés et quelques grands domaines, environ 200 hectares de céréales, d'oliviers, d'amandiers dans l'Algarve et près de 6.000 hectares (vignes, pins, chênes-lièges) dans l'Estremadure.

Les banques françaises, ou ayant absorbé des capitaux français sont le crédit franco-portugais (siège à Paris, agences à Lisbonne et à Porto) : capital, 5 millions de francs, et la Société française Torladès. Il est permis d'évaluer à 2 millions les capitaux français engagés dans des affaires industrielles sous le contrôle de cette société.

L'industrie française au Portugal (évaluation très hypothétique des capitaux : 60 millions de francs) comprend les branches suivantes : huile d'olives, conserves de sardines, boîtes de conserves, térébenthine, laines, savons, huileries, briqueteries, tartres, dynamite, boutons, carrosserie. Il faut y joindre les entreprises suivantes, qui comprennent des capitaux français : Companhias reunidas Gaz e Electricidade, Companhia frigorifica Portuguesa, Société générale de transport, Vapores de Lisboa, Raffinerie privilégiée du Portugal, Eaux de Portinão et de Sétubal, Gaz de Porto.

L'exploitation du port de Lisbonne est confiée à l'entreprise française Hersent (mise de capital : environ 30 millions de francs).

A peu près 1 million de francs a été engagé par nous dans les sociétés minières suivantes :

Compagnie des mines d'étain et de wolfram (siège social à Bruxelles ; capital en partie français : 600.000 fr.).

Société nouvelle des mines d'étain de Bragança (siège à Bruxelles ; capital en partie français : 900.000 fr.).

Compagnie franco-portugaise d'exploitation minière (siège à Paris ; capital 100.000 fr.).

Les mines de fer de Moncorvo (Tras-os-Montes) appartiennent à MM. Schneider et C<sup>o</sup>.



Des capitaux importants ont été engagés dans les chemins de fer Méridionaux, Portugais, Beira-Alta, etc.

La valeur nominale des fonds portugais en circulation en France est de 727 millions, en rente perpétuelle 3 p. 100, emprunts 4 et 4 1/2 p. 100 amortissables, obligations des tabacs, 4 1/2 p. 100, etc., etc. La valeur de ces titres en bourse est sensiblement inférieure au chiffre cité plus haut.

Les 900 millions de capitaux français au Portugal se décomposent comme suit :

	Millions de francs.
Maisons de commerce.....	12
Propriétés.....	3
Banques.....	7
Chemins de fer.....	3
Mines.....	1
Industrie.....	60
Navigation... ..	30
Fonds d'Etat.....	127

Etc., etc.

### 3. Angleterre

(Royaume-Uni, possessions britanniques d'Europe.)

L'Angleterre reçoit de nous 1.227 millions de francs de marchandises et nous en envoie 674 millions, soit un total de 1.902 millions, près de 2 milliards.

En dehors de l'Angleterre et du pays de Galles, nous n'avons que des intérêts insignifiants dans le Royaume-Uni et ses dépendances européennes ; à peine 1 million en Ecosse (maisons de commission, coiffeurs, restaurants, modes, vins, usine de nickel), rien en Irlande, sauf quelques actions de chemins de fer, 1.150.000 francs à Jersey, dans le commerce et en propriétés appartenant à des Français nés dans l'île (la propriété foncière étant interdite aux étrangers, sauf à ceux qui sont nés dans les îles anglo-normandes). Nous n'avons rien à Gibraltar. Il y a un commerçant français à Malte (comestibles).

L'Ecosse, l'Irlande, Jersey, Gibraltar et Malte ne nous donnent que 2 millions de francs.

Presque tous nos intérêts sont donc concentrés dans l'Angleterre proprement dite et le pays de Galles, et encore nos entreprises commerciales et industrielles y sont-elles moins nombreuses et moins importantes que l'on pourrait supposer. En Angleterre comme en Allemagne, les capitaux sont abondants, l'initiative nationale est développée, la vie économique du pays n'a pas besoin de commanditaires étrangers.

On peut évaluer à 15 millions de francs les capitaux engagés dans les 200 maisons de commerce françaises de Londres et dans les quelques autres du Royaume-Uni. Ces maisons se divisent en quatre catégories : la première et la plus importante comprend la représentation de marques françaises (vins, soieries, lainages) ; la seconde, les succursales de grandes maisons de Paris ou de la province (soieries, pianos, éventails, couture, fourrures, champagne, quincaillerie, primeurs) ; la troisième concerne les commerçants au détail (restaurants, couturiers, parfumeurs, coiffeurs)

sans capitaux importants ; la dernière les maisons françaises ayant le centre de leurs affaires en Angleterre (importations de grains, gélatine).

En dehors de Londres, nous avons de grosses maisons de cotonnades à Manchester ; des entreprises de commission, d'affrètement, de vente et d'exportation pour les charbons et briquettes à Swansea ; une agence de la société des cirages français à Newport (achat de charbon et de manganèse, vente de poteaux de mines) ; des hôtels, restaurants, marchands de fruits et de poissons, des coiffeurs, une fabrique de margarine à Southampton ; neuf maisons françaises à Newcastle (vins, exportation de charbon, bazars).

La propriété française est insignifiante ; la législation anglaise a, pendant longtemps exclu les étrangers de la propriété foncière. Nous avons des actions nombreuses de chemins de fer, mais aucune évaluation n'est possible. Il en est de même pour les capitaux français engagés dans les compagnies de navigation Cunard, Allan, Elder-Dempster et C<sup>o</sup>. 3 millions et demi ont été absorbés par la « Kent Coal exploration » et une mine d'antracite au pays de Galles.

Les banques françaises qui ont des succursales à Londres sont le Crédit lyonnais, le Comptoir d'escompte, la Société générale, le Crédit industriel, la Banque française de l'Afrique du Sud et la Banque continentale de Paris. Le Comptoir d'escompte a d'autres agences à Manchester et à Liverpool.

Ces banques servent d'intermédiaires aux capitalistes français pour l'encaissement des coupons de valeurs au porteur, payables en Angleterre (mines d'or, de cuivre, de pétrole ; chemins de fer argentins, lombards : dette brésilienne, mexicaine, etc.), En capitalisant à 4 p. 100 les coupons et warants ainsi encaissés, on obtient un chiffre de 20 millions de livres sterling de capitaux français placés en valeurs dont les intérêts sont payables en Angleterre ; mais les mines d'or du Transvaal n'ayant, pour ainsi dire, pas donné de dividendes, et d'autres valeurs se trouvant dans le même cas, on peut admettre que le chiffre réel de ces capitaux est de 60 millions de livres sterling. D'autre part, on a évalué à 30 millions de livres sterling les dépôts de titres que nos nationaux ont faits à Londres.

Quant aux capitaux français réellement engagés en Angleterre, ils atteignent près de 900 millions de francs, ainsi répartis :

Fonds d'Etat. — Consolidés 2 1/2 p. 100 1883 ; Consolidés 2 3/4 p. 100 1888 (2 1/2 p. 100 différé) ; Local Loans stock (3 p. 100) 1887, liv. st. 13.000.000.

Autres valeurs purement anglaises, liv. st. 600.000.

Créances sur Londres, liv. st. 10.500.000.

Reports sur consolidés, liv. st. 5.500.000.

Reports sur autres valeurs, liv. st. 6.300.000.

On peut donc estimer à un milliard, la fortune française dans le Royaume-Uni et les possessions britanniques d'Europe, soit :

Valeurs, 900 millions de francs.

Maisons de commerce, 15 millions de francs.

Mines, 3 millions de francs.

Etc., etc.

#### 4. Belgique.

La Belgique vient au second rang parmi les pays qui entretiennent des relations d'affaires avec nous. En 1900, elle nous a vendu pour 422 mil-



lions et acheté pour 598 millions de marchandises. Le total des échanges dépasse donc le milliard. Voisine de notre région industrielle du Nord, contrée industrielle elle-même, la Belgique devait attirer nos capitaux.

Il y a, dans tout le royaume, 108 maisons de commerce françaises d'une certaine importance. Leurs capitaux n'ont pu être évalués. Les principales branches de leur négoce sont les vins, les produits alimentaires et conserves, les chemises, la lingerie, les nouveautés et confections, les fils et tissus de laine, les peaux, l'orfèvrerie, l'article de Paris.

La propriété française en Belgique est évaluée à 300 millions.

Il y a quatre banques françaises à Bruxelles, une à Anvers, deux à Ostende, etc. Les capitaux s'élèvent à plus de 4 millions. Il existe dans ces banques et les banques belges des dépôts très importants de capitaux français.

Les intérêts français dans la navigation fluviale, dans la construction de bateaux, dans la Société des pêcheries d'Ostende atteignent le chiffre de 2.500.000 fr. Un capital de 80 millions de francs a été engagé par nous dans les chemins de fer du Nord belge, et nous sommes intéressés pour 60 millions dans un grand nombre de mines et de charbonnages.

Il n'a pas été possible d'évaluer les capitaux considérables absorbés par l'industrie. Les fonds d'Etat belges entre des mains françaises peuvent monter à 100 millions de francs.

En additionnant les évaluations fournies par nos agents, on arrive pour la fortune française en Belgique à 600 millions, chiffre certainement inférieur à la réalité :

	Millions de francs.
Propriété.....	300
Commerce.....	?
Chemins de fer.....	80
Mines.....	60
Industrie.....	?
Rentes 2 1/2 et 3 p. 100.....	100
Etc., etc.	

### 5. *Luxembourg*

La fortune française, dans le grand-duché, atteint environ 62 millions et se répartit ainsi :

Maisons de commerce.....	12
Propriétés.....	5
Crédits commerciaux ou industriels.....	6
Chemins de fer Guillaume-Luxembourg.....	30
Mines, hauts fourneaux.....	?
Assurances.....	3

### 6. *Pays-Bas*

Les maisons de commerce françaises aux Pays-Bas représentent 3 millions de francs (bazars, hôtels, photographes, bibelots, tissus) ; les propriétés françaises, 1 million.

La Banque de Paris et des Pays-Bas a une succursale à Amsterdam. On n'a pu évaluer ni les capitaux français placés dans les chemins de fer, ni

ceux engagés dans l'industrie. Le capital total de la société des huileries franco-hollandaises à Rotterdam est de 3.750.000 fr.

Le tout représente à peu près 8 millions de capital français, auquel il faut ajouter environ 152 millions placés dans les fonds d'Etat, rapportant 2 1/2 et 3 p. 100.

### 7. *Pays scandinaves.*

#### A. Danemark.

Nous avons au Danemark 131 millions de francs dont 5 pour les maisons de commerce françaises, 16 pour les télégraphes du Nord et 110 millions en fonds d'Etats rapportant 3 et 3 1/2 p. 100.

#### B. Norvège.

Notre fortune se monte à 290 millions dont 210 placés en 3 p. 100 et 3 1/2 p. 100 norvégiens, 28 en actions et 49 en obligations de la Banque hypothécaire. Le surplus provient d'une fabrique de margarine et de quelques mines d'or, d'argent, de cuivre et d'apatite.

#### C. Suède.

Nous avons placé en fonds suédois environ 123 millions de francs, rapportant 3 et 3 1/2 p. 100.

### 8. *Allemagne.*

En 1900, l'Allemagne a importé en France pour 427 millions de marchandises, et nous en a demandé 465 millions, au total 892 millions de francs, chiffre qui dépasse de 22 p. 100 celui de 1898. Seules l'Angleterre et la Belgique ont avec nous un mouvement d'échanges plus important.

Malgré l'intensité de nos rapports commerciaux avec l'empire allemand, les capitaux que nous avons engagés sur le territoire de celui-ci sont peu considérables. Les maisons de commerce françaises de Berlin (modes, confections, tissus de soie en gros, vins, coiffeurs, succursales de magasins de Paris et d'une maison de Lille), de Spandau (bougies stéariques), de Breslau (produits alimentaires, corsets), de la Prusse rhénane (modes, vins, cognacs), de Hambourg (commission), du Wurtemberg (tailleur, chemisier, bijoutier) et de Francfort (coiffeurs, couturiers, restaurant), ne représentent ensemble que 8 millions de capitaux. La propriété française atteint 6 millions, Alsace-Lorraine non comprise. Le commerce de banque, concentré surtout à Francfort et à Mayence, où la Société générale alsacienne a des établissements, occupe 16 millions de capitaux français.

Les principales entreprises industrielles françaises en Allemagne sont les suivantes :

1. Société de Saint-Gobain (succursales à Stolberg et au Waldhoff ; part de capital dans la manufacture de glaces silésienne).
2. Fabrique de cartes pour métiers Jacquard) circonscription de Düsseldorf).
3. Société anonyme Kœchlin, Baumgartner à Loerrach (Bade).
4. Fabrique de boutons à Loerrach.
5. Fabrique Christofle ( argenture, etc.), à Carlsruhe.
6. Fabrique de caoutchouc Hutchinson (Mannheim).
7. Société générale des cirages français (succursale à Stettin), emballages en fer-blanc.
8. Construction de chaudières (Hambourg).
9. Jouets (Nuremberg).



10. Métiers circulaires, tissus, usines d'acétylène (au Wurtemberg).

11. Glaces et miroirs, perles métalliques, charbons électriques (Société le Carbone), distillerie, maroquinerie, dans la circonscription de Francfort.

Les capitaux français engagés de ce chef en Allemagne s'élèvent à 22 millions. Nous avons des intérêts importants dans les mines de zinc de Silésie (Compagnie silésienne des mines) et dans des mines de charbon. Les écoles Berlitz de Brême, Hanovre, Oldenbourg et Bremerhaven appartiennent à un Français. Les fonds allemands entre des mains françaises s'élèvent à 30 millions au moins.

En résumé, les capitaux français que la présente enquête révèle en Allemagne s'élèvent à 85 millions de francs, répartis comme suit :

	Millions de francs
Maisons de commerce.....	8
Propriétés.....	6
Industrie.....	22
Banque.....	16
Mines.....	?
Fonds d'Etat, etc., etc.....	30

Les chiffres ci-dessus ne comprennent ni les propriétés des Français en Alsace-Lorraine ni les capitaux français qui y sont engagés dans les tissages et filatures. Le tableau suivant, qui ne concerne que quelques vallées de la Haute-Alsace, donne une idée de l'importance de ces intérêts :

33 Français propriétaires ou commanditaires de grandes industries, dont :

17 à Mulhouse : industrie du coton.

8 à Thann et Wesserling : laine, coton, et 1 fabricant de produits chimiques.

Dans la vallée de Guebwiller : filatures, tissages.

3 à Colmar et Münster : filatures, teintures, tissages.

### 9. Russie.

Le mouvement de nos échanges avec la Russie atteint 270 millions, dont 231 d'envois de Russie en France, et 39 de France en Russie.

Les maisons de commerce françaises en Russie représentent 49 millions de capitaux, dans les branches suivantes : à Saint-Pétersbourg : soieries, lainages, articles de Paris, modes, confections, tapis, ganterie, confiserie, teinture, bijouterie, comestible, restaurants et commission.

A Moscou : confiserie, bijoux, rubans, lainages, modes, soieries, tailleurs, chapellerie, coiffeurs, corsets, ganterie, nouveautés, hôtels.

A Sébastopol : meunerie, carrosserie, confiserie, vins, parfumerie, modes. Corsets à Kiev ; commerce de bois de détail et importation de machines à Odessa ; vins chocolats et hôtels à Kharkov.

La propriété française, non compris la propriété industrielle, s'élève à 17 millions, les capitaux employés en banque à 18 millions. Il y a des agences du Crédit lyonnais à Saint-Pétersbourg, Moscou et Odessa. Un capital français peu important est engagé dans la compagnie de navigation Helsing et Grimm, dans la circonscription de Riga.

Les capitaux engagés par la France dans des entreprises industrielles ou

minières, en Russie, ont été évalués à 792 millions de francs, ainsi répartis :

	Millions de francs
Russie du Nord (Saint-Pétersbourg).....	25
Russie centrale (Moscou).....	242
Pologne.....	180
Russie du Sud (Odessa-Kharkov.....	300
Etc., etc.	

Pour la circonscription consulaire de Saint-Pétersbourg, les 25 millions de francs indiqués se divisent entre les industries suivantes :

	Millions de francs
Métallurgie.....	12.5
Ciments .....	3
Produits chimiques.....	2
Gaz.....	3
Bronze d'art.....	0.15
Couleurs et vernis.....	0.9
Conserves .....	3

Pour celle de Moscou, le capital français engagé dans les sociétés minières ou industrielles est de 236 millions, dont 130 pour des sociétés anonymes créées en France ou en Belgique et qui se sont ensuite fait autoriser en Russie, et 106 pour des sociétés créées en Russie même. Ces 236 millions se décomposent ainsi :

	Millions de francs
Industrie minière et métallurgique :	
Houille.....	1
Métallurgie du fer.....	124
Platine.....	21
Industrie métallique et métallurgique :	
Usines.....	7
Wagons.....	8
Industrie textile :	
Cotons.....	26
Soieries .....	11
Matériaux de construction.....	2 1/2
Electricité et gaz.....	13
Sociétés diverses.....	21

En dehors de ces sociétés, 6 millions de francs sont engagés dans le moulinage de la soie, la teinturerie, les machines, la verrerie, etc., etc.

Pour la circonscription de Varsovie, les sociétés minières et métallurgiques représentent 132 millions, l'industrie textile 34 millions.

Le chiffre de 300 millions donné pour la Russie du Sud comprend une part importante des capitaux engagés dans les sociétés belges (mines et métallurgie). Ces sociétés se sont constituées en Belgique, parce qu'elles y rencontraient plus de facilités qu'en France ; mais sur les 190 millions de francs qu'elles représentent, 75 à 80 0/0 sont français.



Dans la circonscription de Riga, 10 millions sont employés dans le commerce et l'industrie des lins et étoupes, du bois, de l'extrait de bois, du moulinage de la soie.

L'évaluation la plus modérée de la fortune française en Russie s'élève à 7 milliards de francs, dont la majeure partie, soit 6 milliards environ, en fonds d'Etat russes placés en France, de 1889 à 1901 (Emprunts russes. Emprunts des chemins de fer, Rente russe intérieure, etc.). Ces fonds rapportent de 3 à 4 o/o.

Détail de notre fortune en Russie :

	Millions de francs
Maisons de commerce.....	49
Propriétés.....	17
Crédits et banques.....	18
Mines et industries.....	792
Fonds russes.....	6.000
Fonds finlandais (3 et 3 1/2 o/o).....	90
Total .....	6.966

#### 10. Suisse.

Les importations suisses en France se sont élevées, en 1900, à 107 millions et les exportations françaises en Suisse à 211 millions, en tout, 318 millions d'échanges.

Nos maisons de commerce en Suisse représentent 52 millions environ de capitaux ; elles font surtout le commerce des vins en gros et en détail, de l'horlogerie, des comestibles et primeurs, des modes, des confections, des parapluies. Il y a, en plus, des restaurants et des brasseries. A Genève même, on compte près de 1.000 magasins français.

La propriété française est évaluée à 50 millions pour le seul canton de Genève, à 67 millions pour toute la Suisse : ce dernier chiffre est évidemment très inférieur à la réalité.

Il y a, à Genève, une succursale du Crédit lyonnais. Le capital français, engagé dans les chemins de fer, principalement dans le réseau du Jura-Simplon, peut s'élever à 100 millions de francs. Les emprunts fédéraux rapportent 3 à 3 1/2 o/o ; nous en possédons pour 50 millions. Nous avons prêté, aux même taux, plus de 150 millions aux Etats de Berne, de Fribourg et des Grisons.

L'industrie a absorbé 33 millions de capitaux français (horlogerie, construction de machines, tramways).

La fortune française en Suisse se chiffre par un total de 455 millions de francs, ainsi répartis :

	Millions de francs
Commerce.....	52
Propriétés.....	67
Chemins de fer.....	100
Industrie.....	33
Placements.....	200
Etc., etc.	

*11. Monaco.*

Les intérêts français dans la principauté atteignent 158 millions de francs ainsi répartis :

	Millions de francs
Maisons de commerce.....	19
Propriétés.....	26
Crédits.....	13
Société des bains.....	100

Les voies ferrées de la principauté dépendent du réseau du Paris-Lyon-Méditerranée français. Il y a une agence du Crédit lyonnais à Monaco.

*12. Italie.*

L'Italie échange annuellement avec la France, 304 millions de marchandises ; elle nous en demande 155 millions et nous en envoie 148.

Les capitaux français placés dans les maisons de commerce atteignent 68 millions. Les villes les plus importantes à cet égard sont Naples, Milan, Gênes et Turin. Toutes les branches du commerce sont représentées par des maisons françaises : charbon, marbre, fer, tripoli, liège, chanvre, vins, huiles, cédrats, produits alimentaires en général, céréales, boulangerie, sardines, langoustes, bestiaux, automobiles, bicyclettes, photographie, lingerie, gants, modes, soieries, draps, dentelles, bijouterie, papeterie, bazars, hôtels, maisons de commission, etc., etc.

La propriété française peut être estimée à 105 millions, dont 20 pour un grand domaine dans la province de Foggia, et 26 pour les immeubles des 51 congrégations françaises à Rome.

Les banques françaises proprement dites sont peu nombreuses. On en compte 1 en Sardaigne, 2 qui fonctionnent avec des capitaux italiens à Turin. A Gênes se trouve une caisse du Crédit de Nice.

Mais un certain nombre de maisons de banque italiennes sont entrées en relations avec des établissements français qui leur ont fourni d'importants capitaux. On peut citer, entre autres, la Banque commerciale italienne qui a augmenté son capital de 20 millions avec le concours de la Banque de Paris et des Pays-Bas et le Credito italiano qui est entré avec le Comptoir d'Escompte dans une combinaison analogue. En tout, les capitaux français engagés dans les banques ou sous forme de crédits, s'élèvent à 80 millions.

Nous exploitons du kaolin, du fer (capitaux français dans la société Elba), des carbonates, en Toscane du pétrole, en Sardaigne de l'argent, des mines de zinc, blende et calamine. Le tout représente 22 millions, dont près de la moitié engagés en Sardaigne.

123 millions représentent la part française dans l'industrie de l'Italie. Sur ces 123 millions, le sud de la péninsule en prend 40, la Lombardie 25, la Vénétie 20 et la Toscane 19.

Dans le sud, ce sont des entreprises françaises d'eaux, de gaz, de tramways ; des fabriques de tonneaux, de conserves, des établissements métallurgiques. A Milan, ce sont les soies, les filés de laine, les toiles, la verrerie, les automobiles, les fonderies, le gaz, la glace artificielle, les éventails ; à Venise et à Vérone, encore le gaz et les eaux, la fonderie ; à



Florence, le papier, les vélocipèdes, les automobiles, les sucres, les gaz et les vernis ; à Rome, la métallurgie, l'alun, des entrepreneurs ; à Savone, de nouveau la métallurgie, les fruits confits, le tartre, les cornues ; à Turin, les tissus, forges, chaussures, dentelles, soieries, dynamite ; à la Spezzia, la compagnie des eaux, etc., etc. Enfin, à Sardaigne, nous avons une société forestière, une tannerie, un atelier de constructions mécaniques.

Il faut compter encore 30 ou 40 millions provenant de sources diverses (fortunes particulières, assurances, titres de congrégations romaines). Une grande partie des consolidés italiens 5 p. 100 a été placée en France ; le revenu actuel est de 4 p. 100. On peut estimer à 1 milliard notre part totale en fonds italiens (emprunts des chemins italiens et Victor-Emmanuel compris).

L'Italie entre donc dans la fortune française à l'étranger pour un total de 1,430 millions dont voici les principales subdivisions :

	Millions de francs
Maisons de commerce.....	68
Propriétés .....	105
Crédits et banques.....	80
Fonds d'Etat.....	1.000
Mines .....	22
Industrie.....	123
Etc., etc.	

### 13. Autriche-Hongrie.

Les maisons de commerce françaises sont assez nombreuses en Autriche-Hongrie, mais il n'a pas été possible d'évaluer les capitaux qu'elles mettent en œuvre. Il est également impossible de donner un chiffre pour la propriété française, sauf dans les pays baignant l'Adriatique où elle atteint 3 millions.

L'industrie est représentée en Hongrie par des filatures de soie, des scieries de chêne et de bois ; en Bohême, par des teintureries ; à Trieste, par des fabriques de glycérine, d'huiles, de chocolat et de fruits confits ; le tout occupe à peu près 15 millions de capitaux français.

Les charbonnages d'Urikany et la société générale des charbonnages hongrois représentent 34 millions de francs avec un revenu de 8 p. 100 pour les premiers et 4 1/2 p. 100 pour la seconde.

On a évalué les capitaux français engagés dans les chemins de fer de l'Etat autrichien à 685 millions, dans les chemins de fer du Sud de l'Autriche à une somme variant entre 1.250 et 1.800 millions (valeur nominale). Rien qu'en titres de chemins de fer, nos capitaux en Autriche-Hongrie peuvent être évalués à 2 milliards.

Nous avons en Autriche 2.850 millions constatés, ainsi répartis :

	Millions de francs
Maisons de commerce.....	3
Propriétés .....	3
Industrie.....	15
Charbonnages .....	34
Chemins de fer.....	2.000



Fonds d'Etat. — Emprunt à lots 4 p. 100 1860 ;  
obligations domaniales 5 p. 100 1866 ; dette  
autrichienne 4 p. 100 ; emprunts hongrois 4  
et 4 1/2 p. 100..... 790

#### 14. Roumanie.

C'est l'exportation des céréales qui occupe les principales maisons françaises dans le royaume. On en compte 23 avec 7 millions de capitaux.

Les propriétés françaises représentent 5 millions ; les crédits de marchandises (céréales) et les capitaux engagés par nos nationaux dans la Banque nationale de Roumanie et la Dacia, 71 millions.

Les principales entreprises minières sont les suivantes avec un capital total de 6 millions.

Société des charbonnages roumains.

Société minière roumaine.

Société anonyme des basaltes de Cotroceni.

Carrières de pierre de Turcoia.

Société franco-roumaine des pétroles de Campina.

Le gaz de Bucarest, une fabrique de chaux, la sucrerie-raffinerie de Ripiceni, l'industrie du bois emploient 21 millions de capital français. Nous possédons enfin pour 328 millions de francs, sinon davantage, de titres de dette roumaine, rapportant 4 et 5 p. 100.

Les 438 millions de capitaux français en Roumanie se répartissent ainsi :

Commerce.....	7
Propriétés.....	5
Crédits, banques.....	71
Mines.....	6
Industrie.....	21
Dette publique.....	328

#### 15. Bulgarie.

Les maisons de commerce françaises ne sont pas très importantes (céréales, peaux, bois, modes, commission). Nous avons 2 banques à Roustchouk, 1 usine à gaz et 1 fabrique d'allumettes dans la circonscription de Sofia ; la Société des Batignolles achève le port de Bourgas.

On peut répartir comme suit les 48 millions de francs de capitaux français en Bulgarie :

	Millions de francs.
Propriétés.....	1
Ports et navigation.....	4
Industrie.....	4
Commerce, banques, assurances.....	2
Fonds d'Etat 5 et 6 p. 100.....	37

Un nouvel emprunt de 106 millions sera émis à Paris le 23 septembre 1902.



*16. Serbie et Montenegro.*

La fortune française au Montenegro est insignifiante.

La société française minière et métallurgique possède la mine d'antimoine de Kostainik en Serbie. Un terrain houiller est également entre des mains françaises.

Le chiffre total des capitaux français engagés dans les deux Etats atteint à peine 1 million de francs, en dehors des 200 millions de fonds d'Etat serbes qui se trouvent entre les mains de Français, avec un revenu de 4 p. 100.

*17. Grèce.*

Il y a en Grèce et surtout à Athènes, un certain nombre de maisons françaises avec 1 million de francs, de capital total (Nouveautés, corsets, commission, pharmacie, hôtel et bazar, denrées coloniales, boulangerie, mistelles).

Nous avons dans le royaume, près de 2 millions de francs de propriétés foncières, en comptant celles que des congrégations religieuses possèdent dans les Cyclades.

Le canal de Corinthe a absorbé 60 millions de capital français ; les mines de Laurium, Seripho, Sunium et Grammatica, etc., environ 24 millions, les usines à gaz du Pirée et d'Athènes, près de 10 millions.

Enfin, notre part dans la dette du royaume et les créances de notre gouvernement s'élèvent à 185 millions, portant ainsi à 283 millions le total de la fortune française en Grèce :

	Millions de francs.
Commerce.....	1
Propriétés .....	2
Canal de Corinthe .....	60
Mines.....	24
Industrie.....	10
Dette.....	185

(A suivre)

---

*Le Propriétaire-Gérant : Alfred LEQUEUX.*

---

Châteauroux. — Typ. et Lith. P. LANGLOIS ET C<sup>ie</sup>



